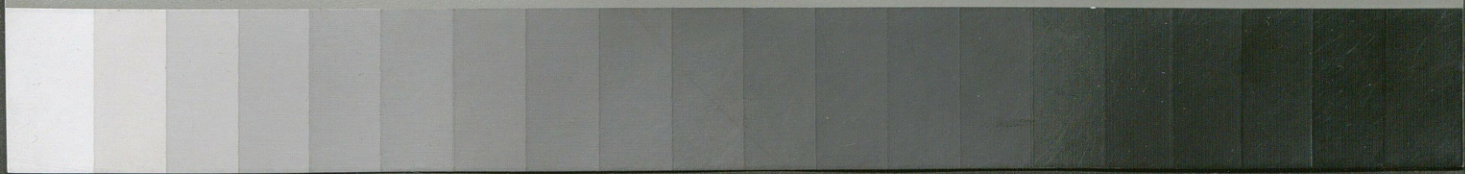




Grey Scale #13



A 1 2 3 4 5 6 M 8 9 10 11 12 13 14 15 B 17 18 19



Colour Chart #13

Blue Cyan Green Yellow Red Magenta White 3/Color Black

Inches 1 2 3 4 5 6 7 8
Centimetres 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19





MÉMOIRES
DU
GRAND-AMIRAL VON TIRPITZ

COLLECTION DE MÉMOIRES, ÉTUDES ET DOCUMENTS
POUR SERVIR A
L'HISTOIRE DE LA GUERRE MONDIALE

MÉMOIRES
DU
GRAND-AMIRAL VON TIRPITZ

Tirpitz



PAYOT & C^{IE}, PARIS
106, BOULEVARD SAINT-GERMAIN

1922

Tous droits réservés



Seule traduction française autorisée.
Tous droits réservés pour tous pays.

TABLE DES MATIÈRES

<i>Préface</i>	13
<i>Chapitre Premier.</i> — DANS LA MARINE PRUSSIENNE.	
1. Entrée dans la carrière. — Junkers et marine (1866-1870). — Méthodes de guerre d'alors et d'aujourd'hui..	15
2. L'opinion et la politique étrangère. — Nos rapports avec l'Angleterre. — A Plymouth nous nous sentons mieux chez nous qu'à Kiel. — Supériorité des Anglais. <i>But you are not a seagoing nation</i>	23
<i>Chapitre II.</i> — LE RÉGIME STOSCH.	
1. A Hambourg en 1871. — Pêcheurs allemands sous pavillon étranger. — Service à l'étranger. — Carthagène.....	27
2. « Mais ce sont des soldats ! » — Le régime de l'armée de terre dans la marine. — L'Académie de marine. — L'État-Major de la Marine. — Programme naval de Stosch.....	32
3. Nous « explorons ». — Complexité des intérêts maritimes. —	39
<i>Chapitre III.</i> — LE RÉGIME CAPRIVI.	
1. Pensée fondamentale de Caprivi. — Préparation en vue d'une guerre imminente sur deux frontières. — Défense de la côte. — Les douze questions tactiques. — État-Major de la Marine. — Notre premier plan d'opérations. — Absence d'un programme de construction navale. — Le chancelier Caprivi.....	42
2. Le corps des officiers de marine allemands et la situation du « germanisme ».....	46
<i>Chapitre IV.</i> — AU SERVICE TECHNIQUE.	
1. La torpille. — A Fiume. — Ma méthode de travail se forme. — Industrie de guerre de l'État et industrie de guerre privée. — Le système de commandes de la marine.....	50

2. Le travail <i>honoris causa</i> . — Le développement des torpilleurs. — Tout navire de guerre est un compromis. . . .	54
3. Personnalités.	57
<i>Chapitre V. — LE NOUVEAU RÉGIME.</i>	
Caprivi quitte l'Amirauté. — Le département de la Marine est scindé malheureusement. — Le chaos. — Des mémoires. — Un « pensum »	59
<i>Chapitre VI. — TRAVAIL TACTIQUE.</i>	
1. Je reçois la mission de perfectionner la tactique de la flotte de haute mer. — J'étais préparé à cette mission par mes travaux tactiques sur les torpilleurs. — La « troupe noire »	63
2. Entraînement de la flotte de haute mer en vue du combat. — La tactique linéaire. — Le principe de l'escadre. — Les Anglais sont en retard.	66
<i>Chapitre VII. — PROGRAMME NAVAL.</i>	
1. Notes de service. — Bataille navale ou guerre de course? — La nécessité pour l'Allemagne d'avoir une flotte. — Correspondance avec Stosch.	72
2. Notre situation vis-à-vis de l'Angleterre.	80
3. Mon plan d'opération de 1895. — L'acquisition d'Helgoland.	82
<i>Chapitre VIII. — TSING-TAO.</i>	
1. Nécessité pour l'Allemagne de posséder un point d'appui en Chine. — Un choix impossible. — Chez les Russes. — Tsing-Taô et non pas Amoy.	84
2. Forme et étendue de la concession. — Tsing-Taô reste rattaché au ministère de la Marine. — Le « domaine » de la marine. — Artisans du développement économique et pionniers de la civilisation.	89
3. L'Allemagne d'outre-mer et la marine. — Le patriotisme allemand à l'étranger se développe.	95
4. Cartes marines. — L'Université de Tsing-Taô.	100
5. La perte de Tsing-Taô.	102
<i>Chapitre IX. — AU MINISTÈRE DE LA MARINE.</i>	
1. De nouveau le problème : Flotte d'action dans les eaux étrangères ou flotte de combat ? — Pourquoi nous avons besoin d'une flotte de combat.	105

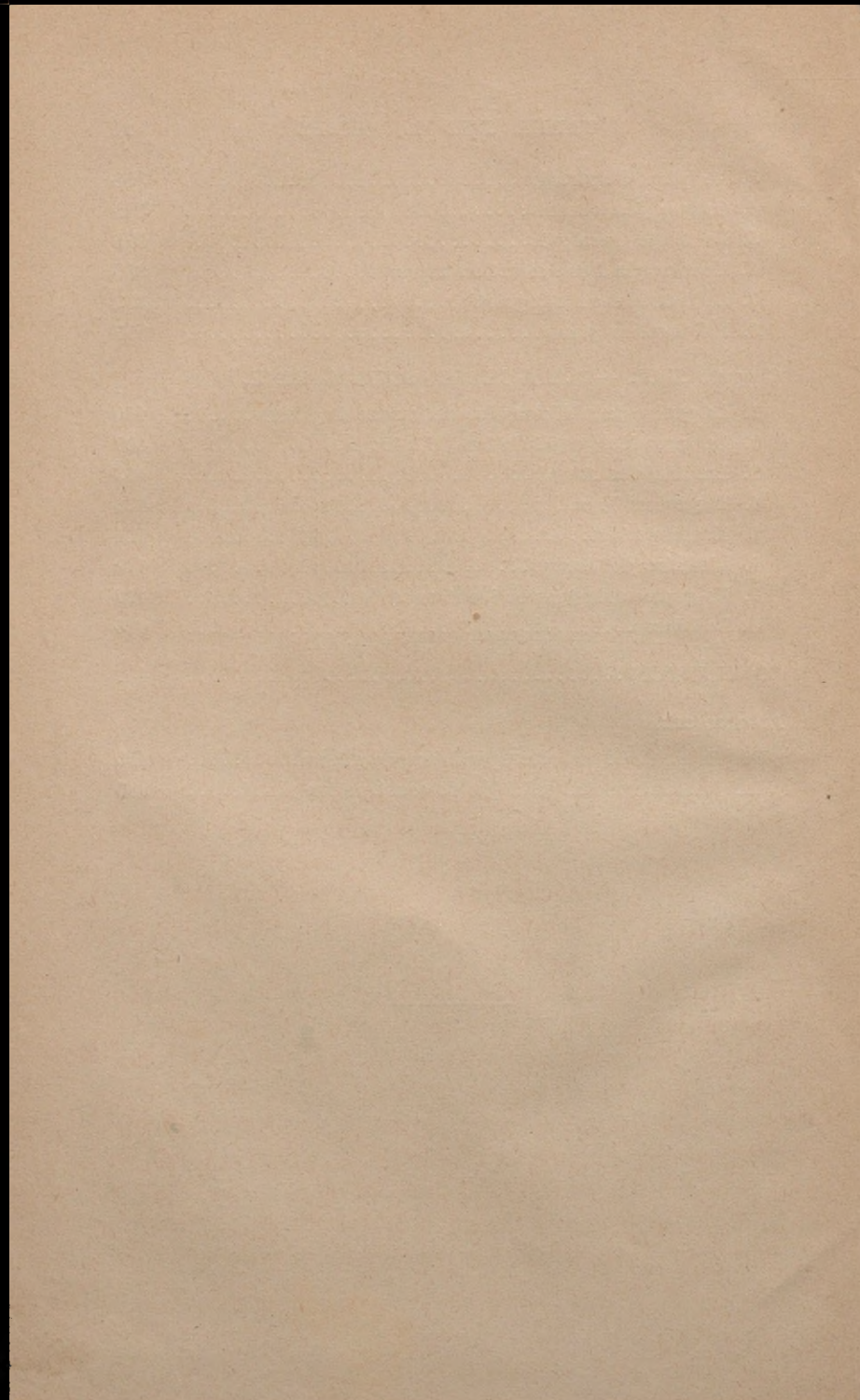
2. Préparation de la première loi sur la flotte. — Ma méthode de travail.....	108
3. Pourquoi il faut une loi.....	112
<i>Chapitre X. — VISITES A BISMARCK.</i>	
1. Lancement du <i>Fürst Bismarck</i> . — Ma première visite à Friedrichsruh. — Mauvais début. — Opinions de Bismarck sur l'équilibre sur mer.....	115
2. Promenade au « Sachsenwald ».....	120
3. Ma dernière visite à Friedrichsruh	121
<i>Chapitre XI. — LES LOIS SUR LA FLOTTE.</i>	
1. La propagande dans le grand public au sujet des intérêts maritimes.....	124
2. La première loi sur la flotte devant le Reichstag.....	128
3. Nécessité d'une deuxième loi sur la flotte.....	131
4. Nous allons plus vite que nous ne voulions. — Idée fondamentale du programme naval.....	135
5. La deuxième loi sur la flotte devant le Reichstag....	140
<i>Chapitre XII. — LA CONSTRUCTION DE LA FLOTTE.</i>	
1. Difficultés techniques. — Comment nous construisons. — Flottabilité. — Supériorité de notre construction sur les marines étrangères.....	142
2. Économies et gêne financière. — Je suis traité de retardataire. — Sous-marins et dirigeables.....	150
3. Difficultés avec les autres autorités de la Marine.....	155
4. Position vis-à-vis du Parlement. — Le personnel. — Sommes-nous dans la bonne voie ?.....	161
5. Mes derniers plans.....	165
<i>Chapitre XIII. — LE RÈGNE DE GUILLAUME II.</i>	
Suggestions. — Dilettantisme. — Les méfaits du système des Cabinets. — Notes marginales. — A Rominten. — Nous n'avons pas d'hommes de caractère.....	168
<i>Chapitre XIV. — LE MINISTÈRE DE LA MARINE ET LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE.</i>	
1. Constitution de l'empire et système gouvernemental. — Mes principes politiques.....	177
2. Notre situation vis-à-vis de la Russie et du Japon....	179

3. L'équilibre sur mer. — Les petits États.....	192
4. Notre situation vis-à-vis de l'Amérique.....	198
5. Notre besoin de paix. — Les erreurs de notre politique.....	203
<i>Chapitre XV. — L'ANGLETERRE ET LA FLOTTE ALLEMANDE.</i>	
1. Jalousie économique de l'Angleterre et « zone dangereuse » de la construction de la flotte.....	208
2. Début de la campagne anglaise contre notre flotte. — Les crédits additionnels de la marine de 1906 et de 1908. — Campagne de l'amiral Fisher contre notre flotte. — Les possibilités de compromis avec l'Angleterre.....	214
3. Agadir. — Nécessité d'un nouveau projet naval en 1911. — Les discussions qu'il provoque.....	223
4. La mission de Haldane.....	229
5. Jugements sur une « politique navale ».....	240
6. Marschall à Londres. — Détente ?.....	245
<i>Chapitre XVI. — COMMENT LA GUERRE A ÉCLATÉ.</i>	
1. Coup d'œil rétrospectif.....	250
2. La politique allemande en juillet 1914.....	255
3. Le « château de cartes ».....	265
4. Guerre préventive ?.....	273
5. La question des responsabilités.....	280
6. Les derniers jours avant la guerre.....	287
7. La participation de la flotte.....	297
<i>Chapitre XVII. — LES GRANDS PROBLÈMES DE LA GUERRE.</i>	
1. Les premières opérations militaires.....	301
2. L'adversaire principal.....	305
3. Nos armes contre l'Angleterre.....	317
4. La possibilité d'une paix séparée avec la Russie.....	325
5. Les grandes idées de la guerre.....	328
6. La politique intérieure pendant la guerre.....	332
7. Le « parti de la patrie » (<i>Vaterlandspartei</i>).....	345
8. La débâcle.....	347
<i>Chapitre XVIII. — LA FLOTTE DE HAUTE MER PENDANT LA GUERRE.</i>	
1. La marine au début de la guerre.....	356
2. Ce que la flotte a donné.....	358

TABLE DES MATIÈRES

11

3. Le plan d'opérations.....	366
4. Ce que j'en pensais.....	370
5. La flotte paralysée.....	376
6. Le manque d'une direction suprême.....	385
7. La bataille du Skagerrak.....	392
8. La dernière phase.....	397
 <i>Chapitre XIX. — LA GUERRE SOUS-MARINE.</i>	
1. La genèse de la déclaration de la zone de guerre	400
2. La première capitulation.....	407
3. <i>Lusitania</i> et <i>Arabic</i>	413
4. Tergiversations.....	421
5. Ma démission.....	424
6. L'affaire du <i>Sussex</i>	429
7. La guerre sous-marine à outrance (1917).....	437
8. Le bilan.....	446
 CONCLUSION	 451
 APPENDICES.	
I. Extraits de ma correspondance de guerre.....	459
II. Notes sur notre politique de construction navale....	583



PRÉFACE

Devant l'effondrement de notre Empire que nous considérons comme invincible, le désespoir s'est emparé de tous les Allemands ayant vraiment le sens national, et il a anéanti chez beaucoup la foi en nous-mêmes et en l'évolution logique de notre histoire dont l'Empire fut l'aboutissement. C'est pourquoi j'ai considéré qu'il était de mon devoir d'écrire mes Mémoires, parce que je suis à même de prouver que notre vieil édifice politique n'était ni vermoulu ni suranné, qu'il était susceptible de tous les progrès ; parce que je suis à même aussi d'apporter la preuve que la légende politique suivant laquelle une autocratie brutale et une caste militaire belliqueuse auraient déchaîné cette guerre, est un défi à la vérité. L'Empereur, en particulier, n'a pas voulu la guerre ; il a, au contraire, fait tous ses efforts pour l'empêcher, lorsqu'il en eut reconnu le danger.

S'il y a une justice dans l'histoire et si celle-ci n'est pas trop altérée par les légendes, elle pourrait bien démontrer que la responsabilité de cette guerre incombe à nos ennemis pour une part qui est de beaucoup la plus grande. En cas d'abordage de deux navires, les règlements maritimes imputent la faute à celui qui a fait naître la situation dangereuse, cause de l'abordage, et non à celui qui a commis au dernier moment une erreur de manœuvre pour éviter la collision. L'origine de notre malheur, il ne

faut pas la chercher dans les efforts que nous avons faits pour devenir forts, mais, au contraire, dans la faiblesse de ceux qui n'ont su se servir de notre force, ni pour éviter la guerre, ni pour conclure la paix, et, en second lieu, dans nos erreurs sur nos adversaires, sur la véritable nature de leurs méthodes et de leurs buts de guerre, enfin, sur l'importance de la guerre économique.

Pour me faire comprendre, il faut que je dise toute la vérité telle que je la connais.

Je ne puis donc faire autrement que d'exprimer mon sentiment sur les actes de certaines personnalités encore vivantes. Ce sentiment ne sera probablement pas le leur, et il est possible qu'elles en éprouvent de l'amertume. Mais rien n'est plus éloigné de ma pensée que de leur attribuer des intentions peu nobles ou de les tenir pour coupables au sens ordinaire du mot.

Seule, la situation désespérée de l'Allemagne me force, bien contre mon gré, à publier ce livre de mon vivant,

Au pavillon de chasse de Zabelsberg,

Avril 1919.

A. VON TIRPITZ,



CHAPITRE PREMIER

DANS LA MARINE PRUSSIENNE

1

Dans les premières années de mon adolescence, l'engouement que la Révolution de 48 avait éprouvé pour la flotte n'avait pas laissé de traces, quoique l'engagement de Jasmund en 1864 l'eût un moment ravivé. Moi-même je ne suis pas venu à la marine par enthousiasme juvénile ; mon père avait, en matière d'éducation, des idées en avance sur son temps qui, sans le vouloir, ont fait de moi un marin. Comme il avait constaté lui-même que les connaissances pratiques lui faisaient défaut, il nous envoya, mon frère et moi, non au lycée, mais à l'école réale de notre ville natale de Francfort-sur-l'Oder, avec l'intention de nous faire suivre la classe de première au lycée.

Mais, à cette époque, l'enseignement moderne était encore peu développé, et l'école était mauvaise. Dans une certaine mesure, j'ai eu à en souffrir ma vie durant. Nos professeurs étaient d'un autre âge et parlaient une langue qu'en réalité nous ne comprenions point.

Comme élève, mes notes n'étaient pas toujours bonnes : à Noël 1864, je sortis avec la mention « médiocre ». Mon condisciple Maltzahn avait exprimé son intention d'entrer dans la marine, et il me vint à l'idée que, en suivant la même voie, je réussirais à diminuer les charges de mes parents.

Tout d'abord ma proposition fut accueillie par un silence absolu, mais, quelques semaines plus tard, mon père m'appela pour me dire qu'on avait remarqué mon air ennuyé, que la

marine semblait me trotter dans la tête, et que, si tel était mon désir, aucun empêchement n'y serait apporté.

Personne ne fut plus surpris que moi ; mais que me restait-il à faire ? Je m'en tins à ma parole, me présentai au printemps 1865, à l'âge de 16 ans, au concours d'entrée à l'école des cadets de la flotte de Berlin, fus reçu cinquième au grand étonnement de tous, et devins marin.

Comme je l'ai dit, l'attraction exercée par la marine était faible à cette époque. En 1861, la corvette *Amazone* avait fait naufrage, ayant à bord presque tous les cadets, qui représentaient plusieurs promotions d'officiers. L'année suivante, cet événement avait réduit à trois le nombre des candidats à l'école des cadets. L'année où je me présentai, les concurrents furent encore si peu nombreux que, outre les dix candidats admis, on se vit forcé de recevoir conditionnellement presque autant de candidats malheureux. Un article qui parut à cette époque, dans la *Gartenlaube*, indique bien que les esprits en Prusse n'étaient pas mûrs pour la flotte ; il caractérise aussi le penchant héréditaire allemand à tout considérer sous l'angle de la politique de parti. Sous forme de nouvelle, cet article montrait les Junkers prussiens voulant anéantir l'organisation libérale de la marine, et soudoyant un capitaine de vaisseau danois pour couler l'*Amazone*. L'auteur de cette méchante ineptie paraissait oublier que la majorité des élèves qui avaient péri étaient eux-mêmes des Junkers. Le prince Adalbert faisait un choix rigoureux dans le recrutement des officiers.

D'ailleurs, dans les premières années de mes fonctions de commissaire du gouvernement, au moment de la discussion des lois sur la flotte, j'ai encore eu l'occasion de constater dans certains milieux conservateurs des sentiments de défiance vis-à-vis de la flotte. A leurs yeux, elle n'était pas « Vieille Prusse », faisait concurrence à l'armée, paraissait trop apparentée au commerce et à l'industrie : on se rappelle quelle était alors la situation critique de l'agriculture et les grandes luttes économiques qui divisaient les partis. Quelques membres de l'extrême-droite ont encore voté contre la deuxième loi sur la flotte de 1900, contre « l'horrible flotte », comme l'appelait un chef du parti

conservateur. Dans la bourgeoisie libérale, au contraire, à côté de l'opposition la plus acharnée, on trouva de prime-abord une majorité de partisans éclairés.

Le naufrage de l'*Amazon*e eut comme conséquence de rendre notre corps d'officiers de marine, en 1864, encore plus hétérogène. Déjà, auparavant, des éléments de ce corps avaient été pris dans l'armée ; celle-ci donnait particulièrement des cavaliers, qui apportaient l'initiative juvénile nécessaire dans la marine allemande ou danoise ; d'autres encore avaient été formés en Angleterre, en Amérique ou en Hollande. On alla jusqu'à prendre dans la marine marchande à voile des « capitaines au long cours » dantzicois pour combler les vides sensibles des cadres à la suite de la guerre contre le Danemark. Dantzig était d'ailleurs, alors encore, notre vrai port. Ces marins ne faisaient généralement que la petite traversée de Dantzig en Angleterre ; les meilleurs allaient dans la mer du Nord. Ces loups de mer assez frustes, pris dans la marine marchande d'alors, et que nous appelâmes les « barons auxiliaires », provoquèrent plus d'une plaisanterie dans nos mess. Parmi eux étaient des personnages singuliers, que les jurys d'honneur congédièrent en partie après 1870. Les hommes ne reconnaissaient pas toujours leur autorité, tandis que l'officier sorti de l'école des cadets, quoique dans une certaine mesure plus familier avec ses hommes, restait toujours le chef. Il apparut que le principe de Washington, d'après lequel on ne doit prendre que des gentlemen comme officiers, se vérifiait chez nous aussi. Seule la bravoure devant l'ennemi compense la bonne éducation. D'une façon générale, les élèves de l'école navale d'alors manquaient de maîtres qui fussent des éducateurs ; suivant la bonne coutume prussienne, on nous faisait « bûcher » ; nous passions d'un cours dans l'autre, et n'arrivions qu'au bout de quatre ans et demi au rang d'officier. Mais les professeurs ne s'entendaient guère à manier ce matériel humain. Aussi furent-ils nombreux parmi les anciens officiers de la marine prussienne les ratés ou les maniaques ; les meilleurs devenaient autodidactes. Toutefois ma promotion fut favorisée ; nous eûmes d'excellents chefs, à qui je garde un souvenir reconnaissant. Batsch, qui devint plus tard amiral, était notre comman-

dant. On a raison de dire que c'est la manière dont sont pris les cadets dès la première année qui décide de la question de savoir si la promotion, la « *Crew* », rendra ou ne rendra pas.

Le service consistait avant tout à apprendre le maniement des agrès. L'art de la navigation à voile, tel qu'il s'était perfectionné au cours des siècles, exigeait des officiers et des hommes une longue pratique. Dans nos manœuvres d'entraînement, nous eûmes, en diverses circonstances, — et il ne pouvait en être autrement au temps de la navigation à voile, — des aventures qui nous firent comprendre les jours de Marryat et de Nelson comme si nous les avions vécus.

La marine prussienne et la politique prussienne ne se connaissaient guère. Les rares points de contact étaient quelque chose dans le genre de ce que nous ont raconté les marins de la *Gazelle* à la suite de leur voyage au Japon en 1864. A proximité de Yokohama, un navire allemand s'était échoué et avait été pillé. Le commandant de la *Gazelle*, le capitaine de vaisseau von Bothwell, atterrit avec un corps de débarquement pour rechercher les survivants. En route, il rencontra un daïmio qui voulut l'obliger à demander l'aman. Notre commandant s'y refusa. Le daïmio était entouré de 3.000 chevaliers japonais bardés d'acier, la tête baissée, les bras croisés sur leur glaive. Finalement, le capitaine s'en tira en offrant de rendre les mêmes honneurs qu'on rendait en Prusse à un prince royal. C'est sur cette formule que l'on tomba d'accord; on chargea, et l'on défila au pas de course, l'arme à droite. Les navires furent aussi utilisés pour exercer des représailles contre certains États exotiques. Mais, d'une façon générale, nous ne sortions alors que pour des voyages d'instruction sans autre but que le perfectionnement de la flotte.

Même nos exploits de guerre conservèrent quelque chose de moyen-âgeux. En 1866, la *Niobe* devait s'attendre à rencontrer dans le canal la corvette à vapeur autrichienne *Erzherzog-Friedrich* et devait, en sa qualité de navire à voiles, éviter le combat. J'étais alors troisième chargeur à la pièce d'artillerie, qui se chargeait par la bouche. A côté de moi se trouvait, à portée de main, ma lance, pour le cas où l'ennemi aurait voulu

aborder et pénétrer par la trappe. D'autres avaient en main des haches d'abordage destinées à être enfoncées dans la paroi du navire ennemi et à être utilisées en guise de marchepied. Près des îles Scilly, nous aperçûmes un navire avec ses voiles en panne qui avait l'allure de la corvette autrichienne. Il paraissait manifestement vouloir cingler sur nous. Tout à coup il releva sa cheminée et nous suivit à la vapeur. Le brouillard nous sépara pendant la nuit. Dans la région de Plymouth, le brouillard se leva ; nous étions à nos pièces, prêts à engager le combat. Mais la frégate hissa le pavillon norvégien, décevant notre ardeur belliqueuse. Une autre fois, nous étions à l'ancre devant Kiel, barrant avec nos pièces chargées les rues de la vieille ville qui descendent vers la mer. Les Prussiens, sous le commandement de Manteuffel, devaient passer le canal à Holtenau et l'on se demandait si les Autrichiens, sous le commandement de Gablentz, opposeraient ou non de la résistance. Mais Gablentz prit le train et partit ; notre musique lui joua un air d'adieu.

Les officiers autrichiens avaient été très bien vus à Kiel, leur départ signifiait bien la rupture de nombreuses fiançailles, mais ils avaient conquis les cœurs. Les Prussiens, au contraire, raides comme s'ils avaient avalé leur baguette de fusil, venaient déranger les désirs de formation d'un État autonome de Slesvig-Holstein. En dépit de l'état de guerre, la victoire navale remportée par Tegetthoff à Lissa nous réjouit presque autant qu'une victoire à nous. En 1864, la flotte autrichienne s'était très bien battue à nos côtés dans le sévère engagement de Helgoland, et l'Autriche était encore à nos yeux un pays allemand, un pays frère ; à cette époque, nous ne faisons pas de cas de ses Tchèques et de ses Polonais.

Notre prestige à l'étranger s'accrut sensiblement grâce à 1866. Un jour, à Cadix, nous avons éprouvé de l'humiliation en constatant qu'on nous regardait de haut en bas : l'officier espagnol chargé de nous faire visiter le chantier nous avait fait attendre. Maintenant, en 1867, les gens de Marseille se précipitaient à bord pour voir les Prussiens ; à Nice, on montrait des fusils à aiguille dans les baraques de foire. Il est vrai que les officiers

français nous donnèrent, soit par leur arrogance, soit par leur dépit mal dissimulé, un avant-goût de 1870.

Au printemps de 1870 fut constituée notre première escadre de cuirassés, avec quatre vaisseaux différents. J'étais enseigne sur le vaisseau-amiral *König-Wilhelm*. Le prince Adalbert, qui avait sollicité l'honneur de commander l'escadre, n'était plus tout à fait à la hauteur ; le Roi, après quelques hésitations, lui confia le commandement de l'expédition des Açores : c'était en quelque sorte son cadeau d'adieu. Sur les cuirassés, l'instruction se ressentait de pratiques de la navigation à voile ; nous essayâmes même un jour de mettre à la voile, mais ces satanés navires ne bougèrent pas. La situation de la marine prussienne à cette époque est caractérisée par le fait que nous ne possédions pas, dans les ports allemands, de bassins de radoub pour les grands navires. En construisant ces vaisseaux, on avait oublié qu'un navire en fer doit chaque année passer au bassin pour être nettoyé. Aussi l'escadre n'était-elle pas entrée en bassin depuis plusieurs années, lorsque la guerre contre la France commença à menacer. Le *König-Wilhelm* avait ramassé, on le constata par la suite, plus de soixante tonnes de coquillages ; sa coque ainsi alourdie avait réduit la vitesse de quatorze nœuds à dix. La réparation d'un accident de machine nous ayant obligés à séjourner dans le port de Plymouth pendant un temps assez long, l'amiral anglais nous offrit le bassin. Je n'ai jamais su pourquoi cette offre ne fut pas acceptée ; on raconta à ce moment, au mess des officiers, que c'était à cause du prince, qui ne pouvait vraiment pas rester tout ce temps dans le bassin de radoub. Quoi qu'il en soit, nous repartîmes vers la mi-juillet sans y être entrés et nous traversâmes la Manche, nous attendant à être surpris par les Français, alors que nous n'avions à bord que des projectiles d'exercice chargés à blanc et une seule étoupille qui ratait à chaque coup.

Arrivés le 16 juillet à Wilhelmshaven, où la mobilisation battait son plein, nous ne pûmes entrer dans le port, parce que les écluses n'étaient pas achevées, et nous fûmes forcés de rester dans la rade. Les dangers que comportait le manque de bassin de radoub paralysaient l'escadre. Impossible de réparer la moindre

avarie de la cale ; autant dire impossible de combattre. Ce fut un dur temps que nous passâmes dans la rade extérieure. Nous devons être engagés si Hambourg ou une autre ville côtière venait à être attaquée. Par deux fois nous avons pris la mer : la première, pour guetter à la hauteur du Doggerbank les deux nouveaux cuirassés français envoyés pour renforcer l'escadre française de la Baltique : la deuxième fois, à la suite d'une grande tempête qui nous fit supposer que la flotte française était dispersée au sud d'Helgoland. Mais, dans aucun des deux cas, nous n'avons eu l'occasion de combattre. L'armée ne nous a pas pardonné de n'avoir pas attaqué toute la flotte française, lorsqu'au retour celle-ci apparut soudain devant Wilhelmshaven. Nous aussi, les jeunes, nous étions indignés de ne pas passer à l'attaque. Mais on eut raison de rester sur la réserve. Nous étions trois cuirassés contre huit, n'avions qu'une vitesse de dix nœuds, et Werner, qui était, à cette époque, capitaine de vaisseau, avait beau, dans la *Gartenlaube*, faire de la réclame avec le *König Wilhelm*, le plus puissant vaisseau du monde, cette réclame ne suffisait pas à compenser une force trois fois supérieure. En raison de l'impossibilité de procéder à la moindre réparation, il fallait s'attendre à la perte de toutes nos unités sans véritable profit. Il était difficile à des gens qui n'étaient pas marins de comprendre pourquoi nous n'avions pas risqué au moins une sortie. C'est qu'on ne peut pas rompre un combat naval, si l'ennemi a une vitesse supérieure. Quoi qu'il en soit, on fit grief à la marine de son inaction. Et voilà pourquoi ce temps ne nous fut même pas compté comme année de campagne.

En 1870, nous avions d'excellents vapeurs du Lloyd, que nous aurions pu armer en course. Mais nous nous en tenions à notre déclaration faite au début de la guerre, d'après laquelle nous ne voulions pas faire la guerre de course. Les Français ayant capturé nos navires marchands, nous finîmes par modifier notre attitude, mais trop tard pour les préparatifs qu'il aurait fallu faire.

Le droit maritime de l'époque, réglé par la Convention de Paris de 1856, interdisait aux Français de bombarder les villes

ouvertes ; nous aurions d'ailleurs pu user de représailles. Le désarmement de nos vaisseaux de guerre dans les eaux étrangères était de même contraire au droit maritime, qui alors était respecté. A Vigo nos vaisseaux firent du charbon, tandis que les navires français tenaient la mer et qu'un aviso français faisait le guet dans le port même. Dans la rade ouverte de Fayal aux Açores, le cuirassé français *Montcalm* fit le tour de notre corvette *Arcona* qui était à l'ancre, sans lui causer aucun dommage. C'était en effet une guerre navale sans Anglais. Pendant la guerre mondiale, les juristes du ministère des Affaires Étrangères et du Reichstag ont continué à fonder les plus grands espoirs sur les arguties du droit maritime ; les Anglais, eux, s'en sont moqués avec une souveraine désinvolture. Après la guerre, ils s'efforceront de créer un nouveau droit maritime stabilisant leur toute-puissance dans la police des mers.

Cette campagne de 1870, si glorieuse pour l'armée, fut dure pour la marine. Notre service en vue de la rade, bien que ne comportant aucun fait de guerre, était cependant pénible. Nous étions constamment sur le qui-vive, et cela dans des conditions défavorables. Notre barrage de mines nous inquiétait plus qu'il n'inquiétait l'ennemi. Les mines défectueuses se détachaient quand la mer était agitée et flottaient au hasard dans la rade. Durant des mois, j'ai pris toutes les nuits la garde pendant 4 heures sur l'éperon avant du *König-Wilhelm* par crainte de nos propres mines. D'ailleurs, par les brumes d'automne, cette garde n'aurait pas été plus utile que la barricade de bois flottante suspendue au beaupré du navire et destinée à retenir les mines en dérive.

Le plus grand « exploit de guerre » de notre escadre fut l'entrée dans les écluses de Wilhelmshaven, lorsque l'hiver nous força à quitter la rade extérieure. Le port n'était pas achevé ; le 16 juillet encore, les moutons paissaient sur le sol des bassins. La passe conduisant au port n'était pas suffisamment draguée ; pour entrer, il nous fallut décharger les munitions et le charbon afin d'alléger le navire. Or, voilà que le 22 décembre, par calme plat, survint une débâcle des glaces : les glaçons montaient à hauteur des batteries et brisaient les chaînes des ancres. Les

prames de charbon ne pouvaient plus arriver à la rade. Il nous fallait risquer l'entrée : car, outre le danger qu'il y avait à sortir de la rade par Wangeroo dans de pareilles circonstances, nous n'avions plus de combustible à bord pour aller, par exemple, en Norvège. Nous réussîmes à grand'peine à entrer ; le 23 décembre à midi nous étions, nous et notre matériel, dans le bassin du port ; la guerre était finie pour nous.

Mais une vie d'oisiveté n'eût pas été conforme à l'esprit prussien. En partie pour maintenir la discipline, en partie parce qu'il était nécessaire, croyait-on, de donner à la marine plus de tenue militaire, on nous fit faire pendant les mois d'hiver force exercices d'infanterie. C'était un avant-goût du régime Stosch.

2

Mes sentiments à l'égard de l'Angleterre me furent donnés par ma famille et ma carrière. Le milieu où je grandis était imprégné des guerres de 1813 : mon grand-père avait été aide-camp d'York von Wartenburg. Dans mon enfance, quiconque n'avait pas eu une conduite irréprochable en l'an 13 était montré du doigt par les patriotes. Une grande sympathie subsistait encore pour l'Angleterre, notre ancienne alliée ; elle n'avait été sérieusement altérée, ni par l'attitude mortifiante de Palmerston vis-à-vis des désirs maritimes allemands, ni par les renseignements qu'en 1864 les Anglais à Helgoland fournirent aux Danois dans la lutte contre Tegetthoff. Il est vrai que mon père, qui, en politique intérieure, inclinait aux idées libérales, partageait la mauvaise humeur que l'égoïsme de l'Angleterre avait inspirée à l'entourage de Gneisenau, et il gardait de sa propre enfance le souvenir des autres alliés de la Prusse pendant la période de relèvement, je veux dire des Russes. Dans notre milieu familial, les divergences d'opinion entre grandes personnes déteignaient sur les enfants. Je me rappelle une représentation donnée à une fête de famille ; ma sœur jouait l'Anglais ; mon frère, dont le type trahissait l'origine française de ses deux grand'mères, venues en Allemagne après l'édit de Nantes,

jouait le Français, et moi je fus rossé dans mon rôle de Russe, comme il convenait au temps de la guerre de Crimée.

Élève de l'école des cadets, j'eus l'occasion de constater que les Anglais gardaient encore de l'estime pour les Prussiens. De 1864 à 1870, notre vrai port d'armement était Plymouth, où l'on pouvait encore voir, en montant le fleuve, les longues rangées de vaisseaux à trois ponts de Nelson et les grands vaisseaux de ligne en bois de la guerre de Crimée. Nous nous y sentions presque mieux chez nous que dans la paix idyllique de la ville de Kiel, qui boudait toujours la Prusse, et dont le port n'était, à cette époque, fréquenté que par un seul petit vapeur transportant la farine qui provenait du moulin à eau de Swentin.

Au « Navy-Hôtel » de Plymouth, nous étions traités sur le même pied que les « *midshipmen* » anglais, sous le rapport des prix ; frères d'armes de Waterloo, nous ne gênions pas encore l'Angleterre par notre puissance économique et on nous tolérait avec une aimable condescendance. Notre minuscule corps d'officiers de marine levait des yeux remplis d'admiration vers la flotte britannique, et nos marins embarquaient à cette époque aussi fréquemment sur des vaisseaux anglais que sur des vaisseaux allemands. Nos matelots faisaient en majorité le service de douze ans selon la pratique anglaise, et la minorité seulement provenait du recrutement. Ces recrues avaient d'ailleurs navigué dans toutes les marines marchandes, parfois même dans la marine de guerre américaine, et tous parlaient l'anglais. Nous, les officiers, nous entretenions les meilleures relations avec nos camarades anglais, et nous avons maintenu cette camaraderie jusque dans les dernières années qui ont précédé la guerre mondiale. A ce moment, les manières de la jeune génération d'officiers britanniques, recrutés dans un milieu social moins élevé, devinrent moins polies et furent modifiées à notre égard par une longue campagne d'excitations.

Le mécontentement britannique date du 2 septembre 1870. Lorsqu'en juillet 1870, au moment où la guerre était menaçante, notre escadre mouilla à Douvres, nous fûmes reçus par de nombreux vapeurs bondés de passagers, qui nous criaient amicalement : « *It is all settled between France and Prussia* ». Ils croyaient la

paix assurée par le retrait de la candidature d'un Hohenzollern au trône d'Espagne. On disait alors : Cette pauvre Prusse, pourvu que Napoléon n'en fasse pas une bouchée ! On nous considérait comme de pauvres victimes d'une agression. Après la bataille de Sedan, il y eut un brusque revirement dans l'opinion publique anglaise ; certes, ce changement ne se fit pas sentir dans la marine, qui continua à nous traiter en camarades. Mais je fus frappé de ce fait qu'immédiatement après la guerre la haute société anglaise n'était plus avec nous. Les relations intellectuelles plus étroites entretenues avec Paris et la froideur à l'égard de ce qu'on appelait le manque de formes des Allemands contribuèrent à cette attitude. La marine prussienne n'avait guère de tradition propre. En fait d'exploits, elle avait derrière elle l'expédition d'Extrême-Orient, puis aussi, en une certaine mesure, la guerre contre le Danemark, quoique dans cette guerre l'absence d'une véritable flotte se fût fait cruellement sentir. Le débarquement de troupes à Alsen, que le prince Frédéric-Charles aurait voulu voir appuyé par nous, échoua par suite du mauvais temps, de la faiblesse des machines de nos canonnières et de la supériorité de la flotte danoise. Nous vivions accrochés, comme une plante grimpante, à la marine anglaise. On donnait de préférence les commandes en Angleterre. Une machine fonctionnait-elle régulièrement, sans à-coup, un câble ou une chaîne étaient-ils résistants, ce n'étaient certainement pas des produits de notre industrie à nous, mais des produits sortis des ateliers anglais, quelque câble avec le célèbre fil rouge de la marine britannique. Sur les navires provenant de nos propres chantiers, les accidents se produisaient avec une facilité inquiétante. Lorsque, dans l'hiver de 1869, je fus détaché à Berlin à la commission de vérification de l'artillerie, les esprits étaient encore sous le coup de l'émoi patriotique provoqué par la grande compétition Krupp-Armstrong, qui venait d'être tranchée en faveur de Krupp. La marine avait été pour Armstrong. Nous ne pouvions, à cette époque, nous faire à l'idée que des pièces d'artillerie allemandes pussent valoir les pièces d'artillerie anglaises.

En 1873, une Anglaise voyant à Gibraltar, à bord du *Friedrich-Karl*, nos matelots qui, comme d'ailleurs en juillet 1914 encore,

étaient, à mon sentiment, supérieurs aux matelots britanniques, s'écria avec étonnement : « *Don't they look just like sailors ?* » — Quel aspect devraient-ils donc avoir ? demandai-je. Elle répliqua sans hésiter : « *But you are not a seagoing nation.* »

En somme, nos relations avec l'Angleterre étaient caractérisées par cette phrase d'une lettre de Bismarck à Gerlach en 1857 : « Pour ce qui est de l'étranger, je n'ai jamais eu de ma vie de sympathie que pour l'Angleterre et ses habitants ; à certaines heures encore j'ai de la peine à m'en défaire. Mais ces gens-là ne veulent pas que nous les aimions. »

CHAPITRE II

LE RÉGIME STOSCH

1

De 1871 à 1888, la marine a travaillé sous la direction de généraux de l'armée de terre. Le général von Stosch releva en 1871 le prince Adalbert dans les fonctions de commandant en chef, et prit en même temps, au ministère de la Guerre, la direction de la section de la Marine. Le général von Caprivi lui succéda en qualité de chef de l'amirauté, et resta en fonctions de 1883 jusqu'au début du règne de Guillaume II.

Lorsqu'en 1867 nos vaisseaux amenèrent le beau pavillon avec l'aigle et hissèrent le pavillon de la Confédération de l'Allemagne du Nord, plus semblable au modèle anglais, nous, les enseignes, nous fûmes sans doute douloureusement affectés de voir disparaître les couleurs prussiennes, mais nous avions le pressentiment d'être à un tournant de l'histoire, et nous vidâmes nos verres en proie à des sentiments contradictoires. L'année 1871 refoula davantage encore au second plan la tradition prussienne. Nous devînmes les officiers de l'Empire, et la marine reçut la cocarde « noir-blanc-rouge ».

La marine était déjà en très bons termes avec les villes hanséatiques à un moment où elles étaient encore prussophobes et ne voulaient pas d'armée. J'étais, en 1871, sur l'Elbe, en qualité de lieutenant, à bord du *Blitz* que la Prusse y avait posté en 1866 comme navire de surveillance, pour prévenir les velléités annexionistes des Hambourgeois. Ce poste sur la frontière fut oublié ; nous avions de petites missions à remplir sur le fleuve, nous faisions la police du port, mais notre présence n'avait

au fond qu'un caractère démonstratif et nous étions en excellents termes avec les Hambourgeois. Mais Stosch s'aperçut, dans l'automne de 1872, qu'il y avait là un poste superflu et ce fut la fin de notre détachement.

Le port de Hambourg, plein de poésie avec tous ses voiliers en désordre le long des quais, — on n'avait pas à cette époque construit de bassins, — gardait encore tout à fait le caractère d'un port d'importation. La navigation était principalement entre les mains des Anglais, et l'on reconnaissait facilement à quel point le port principal allemand avait été dans le passé une sorte de comptoir anglais. Ce n'est qu'en 1895 que le pavillon allemand l'a emporté, dans le port de Hambourg, sur le pavillon britannique. A l'époque où le *Blitz* se trouvait sur l'Elbe, les Hambourgeois, en leur qualité d'importateurs, penchaient en faveur de l'Angleterre, dont ils étaient complètement dépendants, tandis que l'Allemagne était bien obligée de leur acheter le café et le tabac. C'est ce qui explique que, même plus tard, les Hambourgeois aient longtemps refusé de se laisser incorporer dans le Zollverein (1888).

Le principe de Stosch fut, dès l'abord, qu'il fallait développer les intérêts maritimes allemands, renforcer et protéger le germanisme et le travail allemand dans le monde entier. La première manifestation de cette politique fut pour moi, qui étais premier officier de la canonnière *Blitz*, l'ordre de protéger la pêche.

Pendant les siècles de notre faiblesse et de notre misère, la pêche allemande du hareng, pour ne pas parler d'autres pertes plus importantes, avait entièrement disparu. C'est Stosch qui a donné son appui à la première société de pêche du hareng qui se réorganisa à Emden. L'entreprise travaillait dans de mauvaises conditions. Le chemin à parcourir pour arriver aux bancs de harengs était plus long pour nous que pour les pêcheurs étrangers, et l'impôt d'un thaler par tonne de harengs, qui remontait à l'administration fédéricienne en Frise orientale, ne permettait pas à une entreprise aussi jeune, disposant d'un personnel peu dressé, de prospérer. Il est regrettable de dire qu'avant la guerre mondiale nous étions encore obligés d'importer pour bien plus de cent millions de marks de poissons,

en majorité des harengs. On avait voulu établir une protection douanière un peu plus élevée, mais on en fut empêché parce qu'on ne pouvait toucher au « hareng du pauvre », quoique le droit de douane ne se fût guère fait sentir chez l'épicier au détail. Les intermédiaires à eux seuls, rien qu'entre Emden et Berlin, doubleraient le prix des harengs.

Les cinq lougres d'Emden qui se risquèrent les premiers à la pêche du hareng demandèrent donc un appui militaire, parce qu'ils craignaient pour leur vie et leurs filets au milieu des pêcheurs hollandais et écossais qui pêchaient par centaines sur leurs emplacements habituels. Notre vieille canonnière en bois reçut en même temps la mission d'étudier quelle était la meilleure méthode de pêche et quels indices permettaient de repérer les bancs de harengs. Un mâât qui se brisa retarda notre arrivée sur les lieux. Nous cherchâmes nos bateaux ; on était en juin, et, à minuit, par plus de 60 degrés de latitude nord, il faisait clair comme en plein jour. La mer était calme et couverte de bateaux de pêche, hollandais, écossais et quelques-uns français ; nous ne pûmes, pendant des jours entiers, trouver nos protégés. Enfin nous vîmes quelques lougres qui répondaient à la description que nous en avions et nous reconnûmes aussi, à la lunette, la mince bande « noir-blanc-rouge », le signe distinctif qu'on nous avait indiqué. Mais, dès que nous cinglâmes sur eux, le lougre le plus rapproché mit à la voile et s'enfuit. Nous tirâmes un coup de canon qui l'amena à carguer ses voiles. Nous demandâmes aux gens de l'équipage pourquoi ils reniaient leur nationalité allemande ; ils répondirent qu'ils ne pouvaient que se défier, qu'ils couraient le risque de voir les étrangers passer dans leurs filets et les déchirer. Nos bons pêcheurs d'Emden naviguaient, en effet, sous pavillon hollandais et craignaient d'avouer qu'ils étaient Allemands. Tous nos capitaines de barques de pêche étaient originaires de la frontière hollandaise. A Lerwick nous en rencontrâmes un qui, à notre approche, hissa le pavillon allemand, s'empressa de nous apporter à bord un tonnelet de harengs, mais repartit aussitôt et disparut. Le commandant d'un vaisseau de guerre hollandais qui se trouvait là nous raconta que ce lougre, qui se donnait aujourd'hui pour allemand, s'était

fait passer pour hollandais la nuit précédente encore, et qu'il avait requis un médecin et des médicaments sur le vaisseau hollandais. La société de pêche avait elle-même recommandé à son personnel ces pratiques singulières.

C'est ainsi que nous touchâmes du doigt le degré d'intimidation où peut tomber un grand peuple qui n'a point de flotte, et la distance qui nous séparait des richesses que la mer nous offrait. Il n'y avait pas longtemps que Palmerston avait menacé de traiter en pirate tout navire arborant pavillon allemand. La même année (1872), à notre passage à Amrum, plusieurs *cutters* de Finkenwerd s'étaient cachés derrière l'île, parce que la flotte de pêche anglaise de la mer du Nord couvrait la mer devant Amrum de ses quatre-vingts ou quatre-vingt-dix bateaux. Nous recommandâmes aux pêcheurs de sortir, car nous ne demandions pas mieux que de prendre sur le fait un de ces pêcheurs étrangers, s'il venait à franchir la limite de trois milles de nos eaux territoriales. Mais ils ne voulurent pas s'y risquer, sous prétexte que nous n'étions pas toujours là pour les protéger. Voilà où en étaient notre fierté nationale et notre prestige sur notre propre côte. Quelle déchéance depuis les temps de la Hanse !

Dès son entrée en fonctions, Stosch s'efforça sans relâche, et en dépit de grosses difficultés, de développer en tous sens les intérêts maritimes de l'Allemagne. On demanda à la marine un effort presque disproportionné aux forces d'alors. Mais tout commandant, dans son activité à l'étranger, pouvait compter sur le ferme appui de Stosch, même lorsqu'il prenait de son propre chef des décisions délicates, ce qui arrivait fréquemment en raison de l'absence de communications par câble.

Naturellement, des difficultés avec le chancelier étaient inévitables. En 1873, alors que j'étais officier de quart sur le *Friedrich-Karl*, nous reçûmes la mission de protéger les Allemands dans les ports du sud de l'Espagne, où sévissait la guerre civile. Nous fûmes amenés à capturer un aviso arborant pavillon rouge que les insurgés avaient occupé. Nous fûmes aussitôt désapprouvés par Bismarck. Mais ce fut bien autre chose lorsque notre commandant Werner, sur les

instances des Allemands et de l'administration municipale de Malaga, eut capturé, de concert avec le cuirassé britannique *Swiftsure*, les vaisseaux insurgés *Almansa* et *Victoria*, qui rannoient les villes côtières, et eut débarqué à Carthagène l'équipage avec son chef, le général Contreras. Un ordre arriva de Berlin annonçant que Werner était révoqué et que notre escadre avait à quitter la rade de Carthagène. Nous apprîmes plus tard que Stosch et Moltke étaient intervenus en faveur de Werner ; Bismarck maintint la révocation et voulut même traire Werner en conseil de guerre.

Nous avions à Carthagène agi en commun avec les navires britanniques, et nous fûmes, pour notre grande honte, obligés de les laisser seuls. Werner fut relevé à Gibraltar. En quittant le bord, il nous lut quelques lettres de Stosch et termina par les mots : « Voilà ce que m'écrit cet individu ! » Il se mettait donc pour ainsi dire en état de rébellion. Jusqu'alors nous avions joui d'une haute considération : il suffisait que notre pavillon se montrât, que le bruit courût « *Friderico Carlos està qui* », pour que toute la côte remplie d'insurgés devînt tranquille. Après le désaveu infligé à Werner, notre prestige tomba si bas que nous eûmes dans la suite de grosses aifficultés, et cela pas avec les insurgés seuls. Alors qu'auparavant de nombreux Allemands se rappelaient leur nationalité et que leur nombre augmentait constamment sur les listes des consulats, devenait même dans l'espace de huit jours, à Malaga, le triple de ce qu'il avait été, les Allemands se virent molestés partout et à Carthagène même pillés. A la suite de ce fait, nous reçûmes l'ordre d'attaquer la forteresse de Carthagène. Mais, avec le *Friedrich-Karl* et une canonnière, ce n'était pas chose facile. Notre nouveau commandant télégraphia à Stosch qu'il n'était pas sûr de pouvoir exécuter cet ordre avec ses seules forces. La réponse de Stosch arriva sous la forme classique et tranchante qui le caractérisait : on ferait le nécessaire, s'il le fallait, pour envoyer des renforts ; d'ailleurs ce qui importait dans le combat, c'était non pas les navires, mais les hommes. Nous marchâmes donc, et l'ordre fut promptement exécuté. Mais notre prestige avait baissé sur toute la côte, ce qui ne fut pas sans entraîner des consé-

quences désagréables et même des désavantages économiques.

Le principe anglais était de ne jamais sacrifier un officier, ni pour raisons politiques ni pour raisons militaires, que son acte sortît ou non du cadre des prescriptions reçues. Qu'il se soit agi de la destruction de la flotte turque à Navarin ou des combats pour prendre les forts de Takou, de l'enlèvement de la fille du sultan de Zanzibar ou d'un meurtre prémédité comme par exemple celui de Sir Roger Casement, comme l'affaire de « King Stephen » ou même l'assassinat du Baralong qu'en leur for intérieur ils ont vraisemblablement condamné, les Anglais ont toujours couvert leurs officiers par principe, afin de renforcer dans le monde le respect du nom anglais et d'encourager chez les leurs l'esprit d'initiative. La marine anglaise à l'étranger a une entière liberté d'action, mais on a la précaution de confier autant que possible l'exécution des entreprises scabreuses non aux chefs des missions, mais à des sous-ordres. Chez nous, on observe strictement l'ordre hiérarchique.

Dans cette affaire, nous, les jeunes marins, nous ne connaissons pas les mobiles de Bismarck, et nous ne comprenons pas le désaveu infligé à Werner. En effet, le gouvernement espagnol régulier ne pouvait voir que d'un bon œil, pensions-nous, que sur la côte méridionale la protection des intérêts allemands, encore très considérables à cette époque, affaiblît les insurgés. Notre culte pour Bismarck ne fut nullement diminué par cet incident, pas plus que par les autres difficultés avec Stosch. Sa grandeur hors de pair eut peut-être un inconvénient : elle ne développa pas beaucoup en nous, officiers de marine, pas plus que chez la majorité des Allemands, l'habitude de la politique. Nous avions l'impression que tout ce qui se rattachait aux questions politiques était réglé, pour un temps qui semblait indéfini, par la seule présence du vieux maître qui nous avait donné l'Empire.

Nous n'avions d'ailleurs pas le temps de parler politique. A côté de l'expansion des intérêts maritimes allemands, la seconde

idée maîtresse par laquelle Stosch donna son empreinte à la marine fut de lui apprendre à travailler. Je ne veux pas dire travailler à la perfection, — c'était impossible pour un peuple devenu étranger à toutes les choses de la mer, — mais travailler tout simplement. Avec les progrès de la marine, avec le développement du sens maritime allemand, les bénéfices de la science du métier ainsi acquise apparurent de plus en plus. Je me souviens de la remarque faite par les officiers anglais, surpris de nous voir faire l'exercice et « trimer » toute la journée, un jour que, en 1890, à Malte, nos vieux bâtiments démodés se trouvaient à côté de leurs navires modernes : « Si nous demandions pareil effort à nos hommes, disaient-ils, ils se mutineraient. » Ils ne pouvaient comprendre ce travail opiniâtre, d'autant plus que la courte durée du service des marins allemands en réduisait l'utilité. Dans le parc d'Osborne, nous avons fait exécuter l'année précédente le pas de parade à une division de débarquement en présence de la Reine. Les officiers de marine britannique s'exclamèrent : « Mais ce sont des soldats ! » L'impression, sans être tout à fait juste, était caractéristique. Sous le prince Adalbert, on avait tenu strictement à ce que la marine eût son genre propre, emprunté aux traditions de la marine anglaise et différent de celui de l'armée de terre. Quand le prince nous passait en revue, l'énorme chapeau reluisant des marins devait être posé en arrière et il fallait se tenir les jambes écartées ; quiconque passait sur l'arrière-pont, saluait le pavillon ; le matelot à bord saluait l'officier en enlevant sa coiffure, le sous-officier en la soulevant, et il y avait bien d'autres prescriptions, mais le « garde à vous » était inconnu. Dans les manœuvres de voiles, il n'était d'ailleurs guère possible de mettre le petit doigt sur la couture du pantalon.

Les matelots avaient un service pénible et dangereux, mais indépendant ; les sous-officiers dans les huniers agissaient fréquemment à leur guise ; quand le navire roulait, chacun savait ce qu'il devait faire. L'« astiquage », en honneur dans l'armée de terre, était inconnu dans la flotte au temps de la navigation à voile.

J'ai déjà dit que, pendant l'hiver de 1870, nous dûmes passer

dans le bassin de Wilhelmshaven ; les agrès ayant été démontés, on nous fit faire l'exercice jusqu'à en perdre haleine. Dans la suite, sous la direction du général Stosch, l'instruction militaire fut peut-être exagérée. Des officiers d'un certain âge en arrivaient à murmurer : il y avait encore, disaient-ils, un petit coin en Prusse où la vie était supportable, à savoir la marine ; cela ne pouvait durer. Mais il y eut aussi des gens qui, pour se faire bien voir, poussèrent le zèle jusqu'à des limites que Stosch lui-même n'avait pas voulues. La faible attraction exercée par la marine sous le régime de Stosch obligea celui-ci à se montrer peu difficile dans le recrutement des officiers, et ce fait, joint à l'impossibilité où était la marine d'alors de donner une éducation tactique, est à mon sens en grande partie responsable du bien petit nombre de personnalités de premier plan qu'ont donné nos promotions d'amiraux du début du xx^e siècle.

La personnalité de Stosch avait la rudesse d'un bloc de fer brut. Aux inspections il nous réjouissait par de terribles semonces qui frappaient souvent juste. Je me souviens d'une critique qu'il fit à la suite d'une inspection et qui débuta par ces paroles lapidaires : « Du commandant jusqu'au dernier mousse, c'est de la pure bouillabaisse. » Il est vrai de dire que le commandant avait, en été, l'honneur et la malchance d'avoir le prince Frédéric-Charles à bord pendant des semaines ; pareille visite était considérée par Stosch comme un trouble pour le service. Si celui-ci, malgré tout, était capable de travailler au total avec efficacité à l'organisation de la flotte, c'est qu'il réunissait en sa main l'administration et presque tous les pouvoirs militaires, de sorte qu'il lui était facile d'aplanir les difficultés d'ordre interne.

Les matelots qui faisaient le service de douze ans, les *long service men*, avaient constitué pour l'ancienne marine prussienne un personnel comme jamais plus nous n'en posséderons. Stosch avait introduit le service de trois ans, ou plus exactement de deux ans et demi, avec une rigueur inconciliable avec les exigences de la navigation. La relève fréquente des spécialistes et la courte durée des périodes de service ne nous permettaient pas, malgré tout notre zèle, de satisfaire toutes les exigences

de l'Amirauté. On supprima aussi certaines catégories de sous-officiers, ce qui créa une situation vraiment critique. De même, tout le personnel des pilotes fut supprimé et remplacé par de simples matelots, si bien que le service de pilote en second dut être assuré par des officiers.

La suppression des techniciens indispensables et le service de deux ans et demi, trop court pour former des marins, ne convenaient pas à la complexité du matériel de la marine et à la spécialisation du personnel. En revanche, on donna à l'école du soldat une importance excessive. Les cadres d'été ne prenaient leur service qu'en mai ; on leur demandait immédiatement de rendre le maximum, et ils étaient de nouveau disloqués en automne, avant d'être arrivés à un résultat. Mais, par contre, en automne les matelots étaient débarqués et versés pour la plupart dans ce qu'on appelait des divisions de dépôts, sans être rangés par catégories, comme nous le fûmes plus tard ; ils étaient traités absolument comme des fantassins. En été, pendant les courtes périodes d'exercice, il ne restait pas de temps pour l'instruction en vue du combat et encore moins pour les exercices d'escadre ; c'est à peine si l'on pouvait s'occuper de l'instruction rudimentaire du service à bord ; des manœuvres d'escadre dans ces conditions étaient, suivant la comparaison d'un amiral, des constructions sur le sable. Un service de garde rigoureux, sur le modèle de celui de l'armée de terre, fut organisé sur les vaisseaux ; cela prenait du temps et des forces sans utilité réelle. Nous dûmes aussi porter la tunique réglementaire, avec l'écharpe des hussards, même quand nous étions de garde sous les tropiques. Cela dura jusqu'au jour où un officier tomba sur la passerelle de commandement ; alors le costume blanc des tropiques réapparut. De plus, on introduisit les exercices de mobilisation de l'armée. Alors qu'autrefois il avait fallu des semaines pour équiper un navire sur le pied de guerre, on avait pour ainsi dire renoncé à cette pratique ; les navires étaient toujours sur le pied de guerre.

Stosch, au contraire, exigea que les navires fussent mobilisables en trois jours, comme un régiment. On ne se souciait nullement à cette époque du fait que le microcosme complexe

présenté par un navire aux multiples exigences et aux conditions diverses, ne se transforme pas en un organisme pour la simple raison qu'on a amené en trois jours tout le matériel à bord. Stosch n'a jamais été un marin ; ses conseillers, dont le choix ne fut pas toujours heureux, négligeaient d'adapter ses conceptions, qui étaient celles de l'armée, aux conceptions de la marine, et ne savaient pas lui résister quand il le fallait. Trop d'ordres, trop peu d'informations aussi. Le naufrage du *Grosser-Kurfürst* en 1878, dont la militarisation de la marine était en partie responsable, souleva une véritable tempête de critiques. A partir de ce jour, on revint à plus de respect des conditions de la navigation et de l'organisme que constitue un navire. Caprivi et moi nous haussâmes dans la suite le niveau de l'instruction, notamment en rendant de nouveau le personnel plus stable, dans la mesure au moins où le permettait la durée du service, trop courte pour la spécialisation de la marine.

L'« Académie de Marine », que Stosch avait fondée à Kiel, reçut de lui une excellente orientation : enseigner moins les sciences spéciales que compléter la culture générale et donner le goût de l'étude personnelle. On y fit beaucoup de mathématiques, de la philosophie, des sciences naturelles, surtout les sciences océanographiques (au cours de nos voyages, nous avons fait de nombreux envois aux musées), et de l'astronomie, qu'on peut, il est vrai, considérer comme une science spéciale. L'histoire de la guerre navale était insuffisamment enseignée ; il y avait peu à tirer du droit maritime ; l'économie politique ne fut ajoutée que sous mon administration. Au cours des années, l'Académie a pris davantage le caractère d'une école spéciale, mais j'ai toujours été hostile à ce qu'on en fit uniquement une école préparatoire d'état-major naval ou une pépinière de savants férus de théorie et manquant de pratique. J'ai tâché aussi de retirer aux écoles, et à l'Académie, l'enseignement purement technique, pour en faire l'objet de cours spéciaux, plus à même de suivre les progrès incessants de la technique, que ne pouvait le faire l'Académie avec la limitation de ses horaires et de ses ressources en modèles. Les écoles de la marine donnèrent une assez large part aux problèmes scientifiques de la construction

navale et de la construction des machines plutôt qu'à l'enseignement purement technique. Ce n'est pas que l'officier doive savoir construire, mais il faut qu'il puisse juger ce qui est construit. Aujourd'hui la division du travail est telle que le constructeur lui-même ne connaît pas la technique de détail. La tournure d'esprit du technicien ne convient d'ailleurs pas forcément à d'autres tâches. Sans doute, l'on voit parfois à la tête de grandes entreprises des techniciens qui ont une vaste culture générale et qui alors font de grandes choses. Toutefois le génie organisateur se trouve plus fréquemment chez les juristes et les commerçants. L'officier de marine, surtout dans les postes élevés, a besoin de connaître, — outre les problèmes militaires et en particulier ceux de la tactique, qui deviennent de plus en plus compliqués, — des questions toutes différentes relatives à l'organisation, au droit maritime et à la politique. Il faut que l'officier supérieur de marine ait consacré une partie de sa vie aux expériences que donne la vie pratique. Les mathématiques supérieures, si précieuses comme gymnastique intellectuelle, sont, dans une certaine mesure, dangereuses pour l'officier de marine. Etant inépuisables, elles absorbent trop, et, étant exactes, elles peuvent, comme toute théorie, amener à ne pas faire la part voulue aux impondérables, à oublier que le haut commandement n'est pas une science logique, mais une science intuitive, qui exige avant tout de la personnalité. C'est pourquoi il ne faut pas donner une éducation de spécialistes à ceux qui sont destinés aux postes supérieurs. Il est bon qu'ils aient travaillé dans une spécialité, et qu'ils sachent ce qui en est, qu'ils sachent quelle somme d'intelligence et de travail elle renferme, mais leur voie doit se distinguer de celle des techniciens ¹.

La spécialisation est devenue de plus en plus dangereuse pour la marine. J'approuve d'autant plus le système d'édu-

1. En passant, je mentionne ici le principe introduit en Angleterre par Lord Fisher et qui consiste à donner à tous les officiers la même formation, de telle sorte que l'officier instruit dans la conduite de la machine peut être employé aussi bien sur la passerelle de commandement. L'attaché de la marine britannique m'expliquait, en 1913, que si l'on avait adopté ce système, appelé système « Selborne », c'était parce qu'on voulait combattre les progrès du socialisme et, en particulier, des Trade-Unions chez les mécaniciens, en leur donnant un commandement militaire. Ce système ne constitue pas un progrès militaire.

cation de Stosch, qui visait surtout à la culture générale.

Parmi les efforts que fit Stosch pour créer dans la marine une organisation analogue à celle de l'armée, il faut compter l'institution d'une section spéciale d'Etat-Major de la Marine ; ce vaste état-major ainsi créé fut même doté par lui d'un insigne spécial dérivant du modèle du Grand Etat-Major.

Mais, dans la marine, il ne faut pas quitter le bord longtemps si l'on ne veut pas désapprendre l'art de naviguer. Le service du front est aussi dans la marine plus complexe que dans l'armée. Dans l'armée, l'Etat-Major Général double, tel un deuxième cordon nerveux, la hiérarchie des chefs de corps et traverse tout l'organisme en le vivifiant : il sert de deuxième garantie, de contre-épreuve, en quelque sorte, aux chefs de corps grâce au contact qui existe entre l'officier d'état-major du corps et le Grand Etat-Major. Dans la marine, il n'est pas possible d'imaginer ce deuxième cordon nerveux. La manœuvre des grandes masses, les questions de concentration et autres problèmes analogues n'existent pas ; il n'y a que peu d'unités à conduire, à savoir les vaisseaux. Même à l'époque de la télégraphie sans fil, la bataille navale ne s'est pas modifiée, et le commandant à bord d'un vaisseau doit toujours être le seul chef ; de même dans les états-majors d'escadres, il n'est pas possible que le commandant en chef ait sous ses ordres des officiers qui prennent le mot d'ordre ailleurs qu'auprès de lui. Aussi la section d'Etat-Major de la Marine établie par Stosch fut-elle de nouveau supprimée. Les officiers appelés maintenant à l'Etat-Major de la Marine sont choisis dans le corps des officiers¹.

Pour voir à quel point Stosch partait des conceptions de l'armée de terre, il suffit de regarder le plan qu'il établit à son entrée en fonctions en vue de la création d'une flotte. Son programme de constructions visait à avoir comme noyau une petite flotte de sortie, qui devait toujours être concentrée — la « sortie » répondait à une conception de l'armée de terre — tandis que les autres vaisseaux seraient répartis sur toute la côte comme une

1. Par la suppression, qui était juste en soi, de l'Etat-Major de la Marine en tant que carrière spéciale, il est devenu, sans doute, plus difficile de faire arriver de jeunes chefs bien doués à des commandements supérieurs. Mais, à mon avis, le problème pourrait être résolu même par un autre moyen.

sorte de front orienté vers la mer. Les ports de la Baltique exigeaient que ces vaisseaux fussent des vaisseaux plats, c'est-à-dire quelque chose d'hybride, participant à la fois du navire de haute mer et du garde-côte. L'idée d'éparpiller une partie des unités sur la côte n'était pas heureuse ; en cas de bataille, il fallait la concentration de toutes les forces. L'ordre de bataille de l'armée ne convient pas à la flotte, le navire est essentiellement une arme offensive. Mais Stosch passait sur de telles objections avec une brutalité impérieuse.

3

Les débuts de la marine allemande furent donc ainsi entravés de curieuse façon par le prestige prépondérant de l'armée. Mais il faut ajouter, comme je l'ai déjà indiqué, que Stosch fut en avance sur son temps par l'énergie avec laquelle il chercha à augmenter l'importance de notre action sur mer, qui avait été négligée pendant des siècles. Stosch attachait un grand prix à ce que les stations à l'étranger fussent occupées par des croiseurs, et il avait raison à l'époque. En effet, la situation politique, par exemple dans les États de l'Amérique du Sud, ou en Chine, ou au Japon, n'était pas encore telle que des négociations diplomatiques ou consulaires pussent toujours suffire. La force effective dont on disposait sur place était le meilleur argument.

Dans les années qui suivirent 1870, Stosch eut la conviction qu'il nous fallait acquérir des colonies. Nous ne pouvions pas nous maintenir à la longue sans expansion. La prospérité du nouvel Empire lui semblait devoir être très éphémère, si nous ne corrigions pas finalement la disgrâce fatale de notre situation géographique et de notre histoire par l'extension au delà des mers. A cette époque, nous aurions pu profiter de facilités plus grandes et de circonstances plus propices qu'elles ne le furent plus tard pour obtenir des colonies. Outre les aspirations coloniales, il y avait dans la marine un besoin profond de s'instruire des conditions économiques mondiales, d'autant plus que le service des renseignements par les consuls de profession était

encore peu développé. Notre croisière sur le *Friedrich-Karl*, en 1872, avait, entre autres, une mission d' « exploration ». Sur tous les lieux visités nous devions fournir un rapport disant ce qu'on pourrait en faire et l'importance économique qu'ils pourraient avoir pour nous. Je me rappelle encore mes reconnaissances dans l'île de Porto-Grande : île presque stérile, de grands rochers avec quelques palmiers isolés, mais station charbonnière tout indiquée entre le Cap, l'Europe et l'Amérique du Sud. Notre visite à Curaçao nous donna aussi l'impression d'être en présence de clients possibles, et il se peut que, l'année suivante, notre mission à Hawaï se soit rattachée à un but analogue. Mais l'Allemagne de 1870 n'était pas encore mûre pour de tels projets. Par un contraste singulier avec notre prestige politique, nous étions alors dans la nécessité de déverser en grande partie sur l'étranger notre surcroît de population, n'étant pas encore à même d'exporter suffisamment de marchandises pour ne pas exporter d'hommes. Stosch se préoccupait de toutes les questions nationales qui touchaient à la mer, et, en particulier, du développement de notre marine marchande qui était tombée bien bas. Il rencontra de nombreuses résistances, mais réussit tout de même à donner le ton dans la commission de la marine du Conseil fédéral. Il profita de l'institut hydrographique, de l'observatoire maritime, de ses relations avec le représentant des villes hanséatiques, pour faire valoir ses vues. Les écoles de la flotte, auxquelles la marine de guerre était directement intéressée pour le recrutement des équipages, les questions de pilotage, de tonnage, de signaux lumineux, de topographie, les questions de pêche dont j'ai parlé plus haut, l'organisation des consulats, bref tous les problèmes de détail en relation avec les intérêts maritimes étaient autant de champs d'activité pour cet homme infatigable. Il rompit brutalement avec l'ancienne tradition qui donnait la préférence à la technique étrangère, notamment à celle de l'Angleterre. Le matériel technique se ressentit bien du fait que l'industrie allemande était encore à ses débuts ; mais l'époque suivante n'en a pas moins su gré à notre vieux chef de son initiative.

Stosch renoua le fil rompu de la tradition de la Hanse ; il

risqua de nouveau les premiers pas dans la voie d'un avenir maritime allemand. Il a fait beaucoup aussi pour insuffler à la marine un esprit guerrier. Des fautes furent commises, certes. Mais le dilettantisme ne sévissait pas encore ; on travaillait avec sérieux et conscience.

CHAPITRE III

LE RÉGIME CAPRIVI

1

La situation politique dans les années qui suivirent 1870 ne fut pas telle, que l'on eût, sous le régime Stosch, à envisager sérieusement la guerre, en dépit du rude entraînement auquel nous étions soumis. Le premier vol de l'aigle impérial par-dessus la mer eut lieu dans une atmosphère de paix. A la fin du XIX^e siècle, deux préoccupations s'imposaient à nous : l'expansion immense mais vulnérable prise dans le monde entier par le travail allemand, et les dangers de guerre qui entouraient et menaçaient la mère-patrie. Stosch, lui, n'avait guère eu à se préoccuper encore d'une menace prochaine. Les seules véritables manœuvres que Stosch fit faire, sur une petite échelle d'ailleurs, eurent lieu en 1882, peu de temps avant sa retraite. En fait, notre instruction n'était pas encore suffisante pour qu'il pût être question de véritables manœuvres tactiques. Ce qu'on faisait, c'était l'A, B, C du métier. On consacrait beaucoup de temps aux exercices d'artillerie et à de simples exercices de tir. On insistait tout particulièrement sur les concentrations de bordées tirées à des distances de 2 à 500 mètres, ce qui est tout dire.

En 1883, Caprivi fut placé à la tête de l'amirauté. Nous eûmes en lui un chef qui, par suite des conditions politiques nouvelles, mais par suite aussi de sa tournure d'esprit personnelle, eut constamment en vue, dans tout ce qu'il faisait, l'idée de la guerre. Caprivi était le type de l'officier d'État-Major. Tous les faits et gestes de cet homme, que peu de personnes ont bien compris, s'expliquent par une idée unique qu'il exprimait sou-

vent devant moi : « Au printemps prochain, nous aurons la guerre sur deux fronts. » Chaque année, il attendait la guerre pour le printemps prochain. Il s'intéressait beaucoup moins à la politique que Stosch. Plus tard, quelque temps avant le départ de Bismarck, ayant été mandé par l'Empereur Guillaume II pour prendre la succession du chancelier, il adressait au maréchal Loë, sur le chemin du château, ces paroles pleines d'amertume : « J'enterre ma gloire militaire. » — C'est dommage pour lui qu'on l'ait mis à la marine, disait le prince Frédéric-Charles, il aurait dû être chef de l'État-Major Général.

Il fixa donc à la marine un objectif à la fois militaire et politique. L'opportunité de cette conception pouvait être contestée, mais au moins était-ce une conception. Sous la direction de Stosch, la flotte n'avait pas connu d'objectif stratégique comme but de son effort. On était surtout absorbé par la forme, par ce qu'on peut appeler « l'exercice ». On faisait ce que, dans la compagnie, on appelle : face à droite, face à gauche. L'exercice de mobilisation n'existait que sur le papier. Caprivi fit une inspection au printemps de 1883, et il fut confondu de l'énormité de l'effort fourni pour ainsi dire sans idée directrice.

Il n'était pas possible de faire une grande œuvre en peu de temps, et le vice de la marine sous la direction de Stosch avait précisément résidé dans le fait qu'on lui demandait plus qu'elle ne pouvait donner. Caprivi se borna donc, en attendant la prochaine guerre, à préparer une forte organisation défensive de la côte contre la Russie et la France. Il faut tenir compte de son idée d'une guerre sur les deux fronts, si l'on ne veut pas porter un jugement injuste en l'accusant d'avoir méconnu la tâche essentielle de la marine. Sa phrase était celle-ci : « Il faut d'abord savoir ce que sera la guerre d'après-demain ; ensuite nous pourrons songer à développer la marine. » Il se mit au courant de tout ; chaque année, il dirigeait lui-même les manœuvres d'automne, qui, suivant le modèle de l'armée, furent dès lors exécutées sur des thèmes précis d'ordre particulier ou général. Elles avaient presque toujours la côte pour objectif : un parti attaquait la côte et l'autre la défendait.

En ma qualité de créateur de l'organisation des torpilleurs,

j'avais déjà acquis une certaine situation dans la marine, et pouvais me permettre de porter un jugement sur l'esprit retardataire de notre tactique. En outre, j'étais cousin de Caprivi ; il est vrai que je me suis toujours abstenu de jouer au parent, ce qui n'aurait pu que me nuire, étant donné le tempérament de Caprivi. Je n'en avais pas moins mon franc-parler, et je lui disais : « Ce qui nous manque surtout, c'est d'avoir une conception tactique ; nous ne savons pas comment nous battre. » Caprivi a tout fait pour tenir compte de cette suggestion. Il posa ce qu'on a appelé les « douze questions tactiques » à une série d'officiers qu'il estimait capables d'un jugement compétent. On parlait toujours de l'hypothèse que les Français étaient contre nous, et on demandait : Comment sera réglée la marche d'approche ? Quel sera notre ordre de bataille ? Quelle sera l'attitude à prendre dans la mêlée ? (Suivant Caprivi, il devait toujours y avoir une mêlée) ¹.

Caprivi organisa des exercices d'état-major au cours desquels on posait des problèmes dans le genre de celui-ci : « La Russie et la France nous déclarent la guerre ; la flotte russe veut opérer sa jonction avec la flotte française, et nous devons l'en empêcher. » Ces thèmes, qui guidèrent les réflexions, amenèrent peu à peu les esprits à abandonner les simples conceptions de défense côtière et à sentir la nécessité d'une flotte de haute mer. L'œuvre capitale de Caprivi, c'est d'avoir élaboré notre premier plan d'opérations et de l'avoir fait lui-même, après avoir pris les renseignements nécessaires.

Il me convoqua ensuite à titre consultatif. Voici quel était à peu près ce plan : Au moment de la déclaration de guerre, je devais entrer à Cherbourg avec une division de torpilleurs, ensuite notre flotte de bataille devait aller bombarder Cherbourg.

C'est Caprivi aussi qui fut le véritable auteur de notre plan de mobilisation. Malgré son sens stratégique et tactique, il lui manquait un programme de construction. Il comprenait bien que la marine ne pouvait pas vivre au jour le

1. Pour ma part, je considère encore maintenant comme vraisemblable qu'il doit se produire une sorte de combat de cavalerie, quand une bataille est menée sérieusement jusqu'au bout.

jour. Mais, d'une part, il avait été trop éloigné, sa vie durant, des choses de la marine, et, d'autre part, même au sein du corps des officiers de marine, les conceptions étaient encore trop confuses pour qu'il fût possible d'en dégager un programme naval précis. L'attitude de Caprivi était faite d'étonnement en présence d'une multiplicité de projets contradictoires. Je répondais à ses nombreuses questions en lui expliquant que l'on ne pourrait se faire un jugement sur la forme à donner à la flotte, avant le jour où les conceptions tactiques seraient claires. Il faut reconnaître aussi que l'idée politique maîtresse de Caprivi ne favorisait pas l'exécution d'un programme naval. Plus tard même, quand il s'agit d'introduire le service de deux ans dans le projet militaire de 1893, le chancelier Caprivi me disait encore : « Etant donné les dispositions psychologiques, il nous faut considérer comme fatale une guerre avec la Russie à laquelle se joindra la France ; ce n'est qu'après cette guerre que nous pourrons penser à la création d'une puissante flotte allemande. » Ayant depuis des siècles l'habitude de tourner nos regards vers le continent, nous ne voyions pas en 1896 — Bethmann ne l'a pas vu, même en juillet 1914 — que la politique continentale anglaise exprimée par la formule *balance of power* aurait même alors provoqué l'intervention de l'Angleterre si nous avions triomphé de la Double-Alliance.

L'œuvre que Caprivi accomplit comme chancelier s'explique aussi surtout par son idée de la guerre sur deux fronts : la politique en soi n'était pas son fort. Sa sympathie pour les Polonais provenait de son désir de ne pas rencontrer en eux un élément hostile en cas de guerre. Ayant eu en 1893 l'occasion de fréquenter pendant des semaines le roi Humbert d'Italie, Caprivi me chargea de lui dire : « La décision interviendra sur le Rhin. » Notre traité de contre-assurance avec la Russie a été rompu, parce que Caprivi, je le tiens de lui-même, avait le sentiment que ce traité n'était pas tout à fait correct en raison de la guerre inévitable ; en outre, il nous faisait perdre la confiance de l'Autriche. Après 1870, Caprivi avait accompagné le prince Frédéric-Charles dans un voyage officiel en Russie. A Saint-Petersbourg, il eut

partout l'impression de la haine des officiers, de la jalousie à l'égard de la glorieuse armée prussienne. Ces sentiments existaient réellement : je peux le confirmer par mon expérience personnelle. Nous avons, si j'ose dire, été trop victorieux. Caprivi racontait combien l'Empereur Alexandre II affectait de négliger les officiers allemands, jusqu'au jour où il les aborda brusquement dans une des salles et dit à Caprivi : « Vous ne savez pas combien je vous aime, mais il ne m'est pas permis de vous le témoigner ici. » Que dans la rupture du traité de contre-assurance Caprivi ait tant soit peu obéi à des influences anglaises ou à des influences de la cour, je le considère comme impossible, étant donné son caractère. Désireux de nous attacher plus solidement l'Autriche dans le cas d'une guerre, il conclut avec elle le traité de commerce de 1891, qui contenait des clauses défavorables pour notre agriculture.

Caprivi n'avait pas le temps de s'adonner aux questions maritimes, à la manière de Stosch. Ses goûts personnels ne l'y poussaient d'ailleurs pas. Il était issu d'une de ces familles de fonctionnaires et d'officiers qui n'ont pas le sens des choses économiques, dont l'attrait leur échappe. Cet homme solitaire, sans besoins personnels, n'était pas fait pour comprendre le développement nécessaire de l'industrie et du commerce ; aussi fut-il un adversaire de l'expansion coloniale. Il n'en a pas moins, dans l'acquisition des colonies, exécuté avec habileté et énergie la partie militaire dont il avait la charge :

2

Dans l'exercice de mes fonctions, je me suis efforcé de répondre aux désirs des milieux industriels et commerciaux, et de renouer, dans le même esprit que Stosch, mais avec des moyens qui s'étaient entre temps développés, la tradition abandonnée en 1883 de veiller aux intérêts maritimes allemands. Mais je me suis encore souvent heurté aux difficultés provenant de la tradition allemande. L'esprit d'économie mal comprise et la mesquinerie bureaucratique ont entravé notre expansion.

La marine avait plus souvent que l'armée l'occasion de res-

sentir ces entraves et de s'enrichir d'expérience. Ses fonctions elles-mêmes, d'ailleurs, lui donnent une certaine ouverture d'esprit. Une des raisons historiques de notre défaite dans la guerre mondiale a résidé dans le fait que l'armée, jusqu'en 1914, avait éprouvé assez peu de curiosité pour le reste du monde et, en particulier, pour l'Angleterre ; dans le fait que ses conceptions, au moment de l'entrée en guerre, étaient encore, pour l'essentiel, celles de la guerre sur deux fronts ; dans le fait que, par suite de la supériorité que la tradition lui donnait sur la marine, elle a persisté à considérer la flotte comme une sorte de corps technique auxiliaire et qu'elle n'a pas vu que le front de mer était devenu le front principal, le destin nous ayant voués à la lutte difficile, mais non désespérée, contre une coalition mondiale : bref, dans la persistance des idées de Caprivi à un moment où la situation mondiale s'était complètement modifiée. Mais nous en parlerons plus tard.

Contrairement à l'officier de l'armée de terre, l'officier de marine était orienté vers l'étude des choses d'outre-mer. La fréquentation des étrangers contribuait aussi à arrondir les angles vieux-prussiens, sans éteindre pourtant le sens des traditions nationales nécessaires. Il ne faut, en effet, jamais oublier que la Prusse a donné à l'Allemagne, dans la personne de ses officiers, une de ses rares créations solides. Cette création a été d'ailleurs la première qui nous ait tirés de la servitude étrangère dans laquelle nous avions complètement sombré depuis Frédéric le Grand, et qui nous ait permis de reprendre dans le monde l'attitude d'un peuple libre :

La vie au roi,
L'honneur pour soi,
Sacrifiant son bien,
Chicané pour un rien,
Voilà l'officier prussien ¹.

Entre 1870 et 1914, l'État allemand était de formation trop récente pour créer une forme allemande originale ; cela nous a fait du tort dans le monde.

1. En français dans le texte.

A l'époque de Caprivi, le corps des officiers de marine anglais entretenait encore avec les camarades allemands des relations exemptes de toute envie. La tendance à voir dans la flotte britannique le complément de la Triple-Alliance prédominait alors dans la politique officielle, et elle nous poussait presque à une prévenance que l'on réserve à des alliés. L'Angleterre s'y dérobait d'ailleurs chaque fois que des conséquences pratiques pouvaient en résulter. Dans les relations avec la marine française, le prestige de 1870 compensait pour nous notre infériorité navale. Nous admirions dans la tenue des Français la fierté d'une nation vaincue, qui, à aucun instant, n'oublie son honneur ; il nous arrivait aussi de sourire de la verve latine avec laquelle s'exprimait leur sentiment de la revanche¹.

Depuis les années qui ont suivi 1890, le mauvais vouloir s'est accusé contre le germanisme pour nombre de raisons. Nous, l'ancienne génération, nous aimons à nous rappeler cette époque du règne de Guillaume I^{er}, où nous jouissions encore, dans le monde, de considération et de sympathie. Mais même une victoire dans une guerre sur deux fronts, suivant la conception de Caprivi et telle que la poursuivaient encore les plans de l'État-Major Général de 1914, n'aurait guère réussi à rasséréner la situation. La situation nouvelle, en effet, avait été créée avant tout par l'accroissement extraordinaire de notre commerce maritime et par l'aversion que l'Allemagne avait fait naître en s'emparant du marché mondial. Sous le régime de Caprivi, le mauvais vouloir anglais contre notre essor n'apparaissait guère encore. Mais

1. Une petite scène caractérise nos relations. En 1876, nous nous réunîmes avec une escadre française devant Salonique en vue d'exiger satisfaction pour le meurtre de consuls. Il n'était pas permis aux Français d'avoir de rapports avec nous en dehors du service ni d'accepter un verre de vin, même quand leur service les avait retenus chez nous pendant des heures. Devant un commandant français qui était venu à bord, je fis exécuter le défilé et il ne put mieux faire, car cela lui en avait imposé, que de m'inviter à venir voir la même chose chez lui. Je me rendis à son invitation, tous les honneurs d'usage me furent rendus. Mais, à notre entrée dans la batterie, où on faisait l'exercice, l'officier de la batterie commanda : « Direction : Babord contre la frégate turque. Tribord contre la frégate *Kronprinz* ». Sur quoi les servants se retournèrent et me regardèrent en ricanant. Le commandant prit à partie l'officier de batterie et lui fit la leçon. Nous n'en sommes pas venus alors à des scènes pénibles, comme ce fut le cas plus tard, lors de la « revue des peuples » organisée, en 1895, à l'occasion de l'inauguration du canal de Kiel et qui me fut si antipathique ; cette fois, les Français et les Russes y eurent une attitude vraiment déplaisante.

dix ans plus tard, en 1895, longtemps avant que nous eussions vraiment commencé à construire notre flotte, il s'était déjà manifesté dans toute sa force.

L'avènement de l'Empereur Guillaume II clôtura la période des « généraux de la marine ». Stosch et Caprivi appartenaient à l'élite de l'armée prussienne à l'époque la plus grande de l'Allemagne ; ils avaient participé aux guerres pour l'unité dans des postes de premier plan. Ces maîtres aux sentiments élevés m'avaient jugé digne de collaborer avec eux, et je me suis efforcé, après avoir accepté, en 1897, les fonctions de ministre de la Marine de l'Empire, de concilier les conceptions si différentes de ces deux hommes pour réaliser, dans un cadre plus vaste, une œuvre cohérente. Dans l'intervalle, toutefois, différentes causes empêchèrent l'administration de la marine de prospérer et la plongèrent dans un chaos qui dura près de dix ans.

CHAPITRE IV

AU SERVICE TECHNIQUE

1

Depuis l'âge de 29 ans, j'ai eu la chance d'occuper sans interruption des postes indépendants. Mais je n'en ai jamais connu qui fût un poste de repos comme il en échoit parfois à l'officier d'état-major dans l'armée. Mon avancement fut lié au perfectionnement de la torpille.

Whitehead, à Fiume, avait inventé la torpille automotrice, permettant de frapper à distance les parties vitales immergées du navire, que jusqu'alors l'éperon seul pouvait atteindre. Cette invention faisait entrevoir une révolution dans la tactique navale et dans la construction. Stosch s'était un peu trop hâté d'introduire la torpille pisciforme et en avait acheté un assez grand nombre, avant qu'elle fût vraiment utilisable comme engin de guerre. — « Celui qui s'en sert court un risque plus grand que l'adversaire », disait-on couramment. On avait été trop optimiste en anticipant, comme il arrive souvent pour les nouvelles armes, sur les résultats escomptés avant que l'idée nouvelle eût pris un caractère pratique.

Ayant reconnu son erreur, Stosch demanda, en automne 1877, au chef du service des torpilleurs, et à chacun des officiers sous les ordres de ce dernier, des rapports spéciaux qu'il lut lui-même. Mon rapport appela son attention sur moi. Je fus envoyé au cours de l'hiver 1877-78 à Fiume prendre livraison chez Whitehead de ces torpilles, que nous regardions comme inutilisables. Je réussis à faire reprendre la moitié de notre commande, que Whitehead écoula ailleurs ¹.

1. C'était au moment de la menace de guerre anglo-russe de 1878 et je devais, suivant les ordres reçus, soutenir les Russes de toutes mes forces. J'eus une singu-

En mai 1878, je fus, en qualité de commandant du *Zieten*, placé à la tête du service des torpilleurs. Je commençai, pour ainsi dire, avec rien. Je fis moi-même le ferblantier et construisis un type de torpille. Lors de l'inspection de la marine par le Kronprinz en 1872 et par l'Empereur en 1880, je fus autorisé à exécuter des tirs réels de torpilles. La précision de ces tirs dépassa toute attente et contribua à consolider la situation de Stosch, que la catastrophe du *Grosser-Kurfürst* avait quelque peu ébranlée.

J'ai fait pour les torpilleurs ce que j'ai fait plus tard pour toutes les nouvelles inventions, avions ou sous-marins. J'étais prudent à l'égard de toutes les innovations trop hâtives, mais je m'engageais résolument aussitôt que je voyais que l'invention avait de l'avenir. J'ai toujours constaté que cette façon de procéder était la seule bonne. Même comme secrétaire d'État, j'étais assailli de propositions nouvelles, comme il convenait à notre époque si fertile en inventions, et une partie pénible de ma tâche consistait souvent à ne pas me laisser déborder. Mais il le fallait absolument si nous voulions, à bref délai et avec des moyens limités, créer une flotte de premier ordre et non pas un musée d'essais. Nous étions inondés d'inventions qui n'étaient pas au point et notre instinct devait faire un premier tri, pour ne pas éparpiller et surcharger les forces des commissions compétentes. Dès que j'étais dans l'impossibilité de jouer le rôle de frein, la précipitation, notre pire écueil, compromettait le succès de nos constructions navales ¹.

lière impression des rapports de la Hongrie et de l'Autriche. Whitehead, qui était resté foncièrement anglais, ne voulait pas faire de livraisons aux Russes ; le gouvernement hongrois de Tisza défendit par décret l'exportation des torpilles, de telle sorte que nous dûmes essayer, sur le conseil des personnalités autrichiennes, de faire passer nos torpilles, dont nous avions déjà reçu livraison et qui étaient par suite propriété allemande, au delà de la frontière autrichienne, distante seulement d'une demi-heure, pour pouvoir les exporter. Mais les Hongrois mirent des postes de honved à la frontière, et il fallut régler l'incident par la voie diplomatique.

1. En voici un exemple. Quand la T. S. F. fut inventée, elle promettait de répondre à un besoin, qui s'était fait sentir depuis longtemps dans la marine, à savoir la transmission à grande distance des ordres de navire à navire. Aussi tout le monde, la marine, la firme intéressée, et bien entendu aussi l'Empereur, insista-t-il pour qu'elle fût introduite sur une grande échelle. Et pourtant elle n'était pas encore au point, et il aurait fallu laisser libre cours à la concurrence industrielle. Mais je me trouvais en Amérique et on réussit à l'introduire, en dépit des résistances de mon remplaçant. Cela eut pour conséquence d'arrêter provisoirement les recherches nécessaires, de nous forcer à dépenser inutilement beaucoup d'argent pour de

Pour la torpille, j'ai perfectionné tout d'abord la précision technique, si nécessaire dans la marine; la précision a toujours été notre grand souci. La torpille de Whitehead était bien conçue, mais elle comportait encore trop de grossier travail mécanique; elle n'avait donc pas la sûreté d'un mécanisme d'horlogerie. C'est ce qui est arrivé aussi pour les sous-marins qui demandent également un travail minutieux. Ce fini dans l'exécution, dont dépend la valeur des engins à la guerre, a été obtenu pour la première fois en Allemagne et, en premier lieu, pour nos torpilles; et celles des Anglais n'avaient pas encore atteint pendant la guerre la grande précision de tir des nôtres. Lorsqu'en 1879 je fis exécuter des tirs avec les torpilles Whitehead, en présence du prince héritier, c'était encore, malgré de longues semaines de préparation, hasard pur si elles touchaient à peu près le but ou si elles avaient des écarts désordonnés. La chance nous favorisa, mais j'expliquai dans la suite à Stosch qu'il nous fallait maintenant chercher nous-mêmes à obtenir la précision. L'amirauté s'adressa tout d'abord à l'usine allemande Schwartzkopff; elle avait fait tant de réclame pour les prétendus avantages de ses torpilles en bronze, que l'amirauté voulait lui accorder un monopole. Je m'y suis opposé pour plusieurs raisons. D'abord parce qu'une société par actions ayant un monopole prête volontiers une trop grande attention au dividende annuel et une attention insuffisante aux progrès à accomplir. Puis, j'avais la conviction que là aussi l'acier l'emportait sur le bronze; de plus, les marines étrangères de quelque importance se mettaient à fabriquer par leurs propres moyens; nous n'aurions pas eu la compensation de voir affluer chez nous l'argent étranger. Enfin il faut dire aussi que les expériences les plus probantes sur l'eau ne pouvaient être faites par la firme, mais demeuraient notre secret.

C'est ainsi que je réussis à créer des ateliers d'État pour la construction des torpilles. Le progrès de la torpille est bien marqué par l'augmentation de la portée du tir qui, à l'époque où

mises au point et de nous donner des ennuis interminables avec ces maladies infantiles de la technique. C'est moi naturellement qu'on attaqua et rendit responsable du mauvais rendement.

la torpille fut introduite dans la marine, était de 400 mètres et qui, dans l'hiver de 1915 à 1916, s'est élevée à 12.000 mètres.

L'étatisation de la fabrication des torpilles n'a modifié en rien mon opinion : je considère les ateliers d'État comme utiles uniquement dans les cas déterminés ou bien dans de certaines limites. Les réparations sont généralement mieux exécutées dans les ateliers de l'État, et à meilleur compte surtout, que dans l'industrie privée.

Pour éviter autant que possible l'accumulation des réserves dispendieuses de matériel de guerre, je pris, comme secrétaire d'État, pour principe de demander à l'industrie privée et aux autres fournisseurs d'être à même de produire dans le cas d'une guerre. A cette époque je donnais nos commandes en adjudication (y compris vivres, vêtements, charbon, etc...) avec cette clause que les adjudicataires prissent leurs dispositions pour pouvoir passer à une production intensive, dès que la mobilisation serait décrétée. Ces préparatifs de mobilisation nous obligeaient à payer certains articles à des prix un peu plus élevés. Ce principe me valut d'être fréquemment attaqué, mais c'est à lui que nous avons dû de pouvoir aider l'armée par la cession de deux millions de kilogrammes de poudre jusqu'au début de 1915. L'armée, qui comptait surtout sur les ateliers de l'État, n'était pas organisée pour la consommation énorme du temps de guerre et avait, à cette date, pour ainsi dire épuisé ses stocks de munitions¹. C'est la marine qui l'a tirée du plus grand péril.

Le système d'achats de la marine n'était pas seulement avantageux au point de vue militaire, puisqu'il nous permit une mobilisation qui a été reconnue irréprochable. Il présentait, en outre, le grand intérêt économique suivant : nous pouvions, en temps de paix, réduire les réserves improductives de matériel et faire ailleurs un placement productif des maigres ressources dont l'Allemagne pouvait disposer en notre faveur ; pour le moment critique, grâce à des contrats du temps de paix soigneu-

1. L'officier chargé du service des poudres du Grand Quartier Général me dit dès octobre 1914 que nous n'attaquions plus Verdun parce que nos réserves en poudre étaient insuffisantes et qu'on ne voulait pas exposer l'armée du Kronprinz à un revers.

sement étudiés, nous n'avions pas à redouter le danger de marchés de guerre bâclés.

Au Reichstag, on m'a parfois reproché mon attitude envers l'industrie privée et les autres fournisseurs. On y voyait d'un œil jaloux les grandes commandes données à l'industrie privée ; et, comme l'avenir paraissait être au socialisme d'État, on penchait plutôt pour le principe des ateliers d'État. Et pourtant, même pour les guerres futures, tendre à l'excès le mécanisme de l'État, et repousser l'effort privé seraient des erreurs qui amèneraient les crises les plus graves.

2

Je veux mentionner un détail que je passerais sous silence, si le renversement du régime n'avait tout bouleversé de fond en comble.

Schwartzkopff m'avait exposé l'avantage qu'il y aurait à acheter des actions de sa maison, car les commandes de la marine, c'était facile à prévoir, les feraient monter à un cours trois fois plus élevé. Bien entendu, je n'ai pas acheté d'actions et j'aurais révoqué le fonctionnaire qui aurait agi différemment. Notre État suppose toujours chez ses serviteurs cette haute moralité qui a fait sa grandeur sous les rois de Prusse. Je rappelle l'exemple du ministre des Finances qui négocia le rachat des chemins de fer prussiens, et qui était pauvre au moment où il quitta ses fonctions. Les traitements de certaines hautes charges n'étaient pas en rapport avec leur importance et le train de vie qu'elles exigeaient. Comme secrétaire d'État, j'ai encore, au début, été forcé de faire appel à mes ressources personnelles pour payer les frais de représentation. Il allait sans dire que nos fonctionnaires travaillaient pour l'honneur. Nous avons, avec un minimum de dépenses, fourni un maximum de travail fécond. Aussi l'administration de l'État dans l'ancienne Prusse-Allemagne était-elle plus économique et plus honnête que partout ailleurs. Le gaspillage des finances de l'État et la création d'innombrables sinécures attribuées moins d'après le mérite que d'après l'opinion

politique, font craindre que le nouveau régime ne ressemble pas à l'ancien.

L'ancien État prussien a dû sa faiblesse, au moment du plus grand danger, à une période de médiocrité, mais le peuple allemand n'est perdu que s'il perd la propriété morale de l'ancienne administration. L'Allemand corrompu est encore pire que l'Italien ou le Français corrompu, qui, eux du moins, ne trahissent jamais leur patrie.

L'Allemand ne peut pas s'offrir le luxe de sacrifier l'intégrité qui était le palladium de ses anciens fonctionnaires, car d'autres qualités politiques lui font défaut, qui sont, dans une certaine mesure, l'antidote du poison de la corruption chez presque tous les peuples étrangers. Déjà la dernière génération révélait l'influence néfaste du matérialisme jusque dans les hautes classes de l'Allemagne ; les caractères s'affaiblissaient, et on voyait fléchir cette supériorité idéaliste nécessaire au peuple allemand pour assurer son existence. Car c'est uniquement en se dévouant fièrement et généreusement à l'État qu'il peut compenser l'infériorité de sa situation géographique, de ses frontières défavorables, de l'exiguïté de son sol, la présence de voisins envieux, les divisions religieuses et le sentiment national de date trop récente pour être sûr.

Ainsi, c'est le hasard qui m'a assigné pour première grande tâche de travailler au développement des torpilles, et il me favorisa si bien que les résultats obtenus par nous dépassèrent ceux des autres puissances. En même temps je m'initiai quelque peu au monde d'idées qui est celui d'un directeur technique d'usine. Cependant ma joie fut grande quand le problème du torpilleur me ramena de nouveau dans ma sphère naturelle, la tactique. A plusieurs reprises, ma ligne a évolué de la technique aux questions d'organisation en passant par la tactique.

Stosch était contre les torpilleurs, que l'on construisait déjà en Angleterre. Mais, au cours des premières manœuvres de 1882 que je fus chargé d'élaborer, nos mauvais torpilleurs d'essais se comportèrent malgré tout si bien qu'il commença à s'y intéresser. Caprivi, ayant reconnu dans ce navire l'instrument qui convenait à sa grande idée stratégique, me chargea ensuite

de développer l'arme des torpilleurs. Des vues contradictoires se heurtaient. Les uns voulaient de petits gardes-côtes. Je demandais des navires capables de tenir la mer et de livrer bataille dans la mer du Nord. La lutte pour des unités de haute mer contre l'idée de la protection de la côte apparaît dans toute mon œuvre jusqu'au sous-marin.

Les nouveaux types commandés à différentes maisons allemandes et anglaises n'étaient pas encore terminés, quand Caprivi me chargea, dans l'été de 1884, d'étudier, avec les anciens types, la tactique qui convenait.

L'essor tactique précéda donc le développement plus lent de la technique ; il en fut de même après 1890 pour les grandes unités¹.

Entre temps arrivèrent les torpilleurs commandés. L'amirauté avait commis l'erreur de laisser à la discrétion des constructeurs certaines conditions, telles que navigabilité, établissement de bas prix, petites dimensions, etc... Il devait donc arriver que les fabricants à qui on ne pouvait demander le sens des choses militaires fussent déterminés dans leur choix par leur outillage ou leur intérêt commercial : l'un porta son attention sur le prix de revient, l'autre sur la vitesse, etc... Or, tout vaisseau de guerre est un compromis entre différents desiderata qui ne peuvent être satisfaits tous en même temps.

Pour un déplacement donné, on demande un armement déterminé, des réserves de charbon, des conditions d'habitabilité, de sécurité, une cuirasse de protection, de la vitesse. Dans les commissions, on est obligé de discuter pour 25 ou 50 tonnes, alors que si l'on voulait donner satisfaction à tous les désirs on arriverait facilement au navire de 100.000 tonnes ; le résultat d'ailleurs serait nul. C'est donc le principe stratégique qui doit être fixé en premier lieu, il ne peut l'être naturellement que par l'amirauté et non par le constructeur

Les torpilleurs livrés étaient, les uns inutilisables, les autres insuffisants. Dans une tempête en vue des côtes de Norvège,

1. D'ailleurs je n'ai jamais partagé l'« emballement pour le torpilleur » et j'ai fait observer à Caprivi que cette arme auxiliaire avait essentiellement un caractère éphémère (tout comme le sous-marin plus tard) et qu'elle ne pourrait jamais nous tenir lieu de ce qui nous importait avant tout, à savoir une flotte de combat.

ils nous firent courir un assez grand danger. Caprivi trouva une issue aux conflits qui s'étaient élevés entre les techniciens de l'amirauté et moi au sujet du type de torpilleur : ce fut de créer en 1886 une inspection de torpilleurs qu'il me confia et qui embrassait toutes les branches du service des torpilleurs. Nous perfectionnâmes le torpilleur de haute mer muni d'artillerie. L'instruction militaire, les chantiers et les ateliers furent dès lors sous une seule et même direction, et, au stade où nous en étions, cette organisation avait ses avantages.

3

Comme inspecteur des torpilleurs, je devais être présenté au vieil Empereur en même temps que d'autres officiers. Il parla à chacun de nous sur un ton si amical et si paternel que nous en fûmes profondément touchés. Finalement il se mit au milieu de nous et, prenant une attitude royale qui n'avait rien que de très naturel, il nous rappela d'un ton grave notre devoir. Tout cela était simple, mais émouvant. On sentait ce qu'était l'âme de cet homme, dont toutes les actions n'avaient en vue que le bien de l'État. On se serait fait tailler en pièces pour lui.

En 1887, le prince Guillaume, le futur Empereur, alla en Angleterre à l'occasion du cinquantenaire de sa grand'mère. Il y reçut un mauvais accueil dont les différends entre les médecins de son père étaient sans doute la première cause. Je commandais la flottille de torpilleurs qui escortait le prince et qui allait se montrer, bien inutilement, aux Anglais. C'est à cette occasion que je fis la connaissance du prince, qui s'éprit passionnément de toutes les questions de technique navale.

L'année suivante, Caprivi céda les fonctions de chef de l'amirauté au comte Monts. Celui-ci ne cacha pas son antipathie à l'endroit des torpilleurs. Cette antipathie était d'ailleurs alors commune à presque tous les officiers d'un certain âge, en partie par un penchant naturel à écarter les innovations, en partie peut-être parce qu'à leur avis de jeunes officiers arrivaient trop tôt à des postes de commandement indépendants. Quoi qu'il en soit, le comte Monts, à la première inspection de la

flottille, qualifia le tout de « bibelots inutilisables pour le combat ». A la suite de cet incident, j'adressai au chef de Cabinet une demande de commandement à bord, et je demandai en même temps que l'on voulût bien prier le comte Monts de s'imposer quelque réserve dans ses propos contre les torpilles.

CHAPITRE V

LE NOUVEAU RÉGIME

1

Alors qu'il était encore prince, Guillaume II avait déjà esquissé des types de navires, et, n'ayant pas accès à l'amirauté, il était allé chercher au front un constructeur de navires pour cette occupation favorite. Dès son avènement, il manda le chef de la section de construction pour conférer avec lui. Cette façon de passer par-dessus la tête du ministre n'était pas dans les habitudes de la tradition prussienne, et elle fournit à Caprivi un prétexte pour remettre sa démission. Caprivi m'écrivit qu'il n'était pas fait pour donner longtemps satisfaction au jeune Empereur. Celui-ci ne l'aimait pas et ne l'a choisi plus tard comme chancelier que parce qu'on croyait avoir besoin d'un homme énergique pour l'opposer à la fronde de Bismarck. Mais la véritable cause du départ de Caprivi est que l'Empereur voulait diviser les attributions de l'amirauté pour pouvoir mieux intervenir personnellement. Le prince de Bismarck qui, dans les conflits avec Stosch, avait trouvé gênant que celui-ci réunît toute l'autorité dans sa main, favorisa malheureusement cette division des pouvoirs (1888) qui, nuisible déjà en temps de paix, a été absolument néfaste pendant la guerre.

Le commandement suprême de la marine a été scindé pour la première fois en 1859 par la distinction entre l'administration de la marine et le haut commandement naval. Les nombreuses difficultés qui résultaient de cette séparation déterminèrent de nouveau, en 1871, la réunion de tous les pouvoirs dans la main de Stosch. Malgré l'expérience ainsi faite, on revint en 1888

à une division d'attributions entre le haut commandement et le ministère de la Marine. De plus, on créa auprès du monarque un Cabinet particulier de la marine. Ces trois services eurent le droit de communication directe avec l'Empereur. La carrière était ouverte aux opinions contradictoires, et, au lieu d'une politique navale, nous en eûmes trois ou quatre différentes.

Dès lors apparut une sorte de gouvernement de Cabinet, qui était une nouveauté dans la tradition prussienne. Si ce Cabinet s'était borné à aider l'Empereur de ses conseils dans le choix des fonctionnaires pour les plus hauts postes et eût laissé ensuite à ceux-ci, avec la responsabilité, la liberté de leurs mouvements, il n'y aurait rien eu à objecter ; on lui aurait seulement demandé d'avoir du caractère et de savoir juger les hommes. En fait la situation qui résulta de ce triple partage d'attributions nous devint fatale. C'est seulement quand tout fut perdu ou presque, en août 1918, que le ministère de la Marine et le haut commandement des forces navales, qu'on avait opposés l'un à l'autre durant de longues années, furent pratiquement réunis et que l'influence du Cabinet fut écartée. Bien entendu, les tiraillements et les luttes intérieures qui, en temps de paix déjà, gênèrent le fonctionnement des services ainsi séparés n'ont pas été connus du grand public.

Si la réalisation du désir ardent qu'avait Guillaume II de créer une flotte avait commencé dès 1888, peut-être nous eût-elle conduits au but avant que la coalition de nos ennemis fût devenue si menaçante. Les dix années que nous avons perdues de 1888 à 1897 nous obligeaient, ou bien à inscrire au bas de nos désirs d'expansion maritime un éternel « trop tard » ou bien à nous engager dans une zone politique dangereuse. Mais, en 1888, l'Empereur éprouvait des difficultés à trouver pour les postes de premier plan des officiers ayant reçu une préparation appropriée. La marine était de date trop récente et les efforts de Caprivi pour l'éducation du corps des officiers ne purent produire leur effet que plus tard.

Après le comte Monts et l'amiral Heussner, qui restèrent peu de temps en fonctions, l'amiral Hollmann devint ministre de la Marine ; c'était un homme distingué, mais qui n'entrevit

jamais clairement les voies et les moyens. Sans doute, Caprivi avait travaillé suivant un principe qui pour la marine n'était qu'à moitié juste, mais, pendant la période qui s'ouvrit alors, ce fut l'absence totale de principes : on vécut au jour le jour. A cette époque, on inclinait à demander au Reichstag non pas tant ce qui était nécessaire, que ce qu'on supposait obtenir. Le moindre croiseur devait être disputé à la résistance du Reichstag, et il était difficile de ne rien répondre à des formules telles que « marche en zig-zag », « plans sans bornes », dont Eugen Richter se servait pour travailler contre la marine. Le plus grave, c'est que, même dans les services de la marine, chacun voulait et demandait autre chose. L'absence de but était ressentie par tous, et cette situation provoqua une crise chronique. Cet enchevêtrement d'opinions différentes se traduisit par une flotte inorganique, constituée au hasard, et personne n'envisageait avec confiance la perspective d'une action d'ensemble au cas d'une guerre. Pour être juste, il faut ajouter qu'à cette époque, aucune marine ne voyait encore ce que serait une guerre navale moderne.

Après avoir commandé, de 1889 à 1890, le *Preussen* et ensuite le *Wurtemberg* dans la mer Méditerranée, je devais être appelé à la direction des chantiers de la marine ; mais le chancelier Caprivi fit remarquer qu'il fallait me maintenir dans des fonctions qui me préparaient mieux au haut commandement, et l'Empereur me nomma, dans l'automne de 1890, chef d'état-major de la station navale de la Baltique. A ce poste, j'eus de nombreuses occasions de me rendre compte des tiraillements entre le haut commandement et le ministère de la Marine, qui faisaient d'ailleurs tous deux du médiocre travail.

Au printemps de 1891, après un dîner au château de Kiel, l'Empereur était assis au milieu des officiers. Moltke était présent. L'Empereur avait amené la conversation sur la question du développement à donner à la marine. Suivant l'habitude, les opinions les plus différentes s'exprimèrent, sans qu'une grande lumière en jaillît. Jeune capitaine de vaisseau, je ne pouvais que faire preuve de réserve. Finalement l'Empereur déclara : « Vous avez tous fort bien parlé sur la nécessité d'en finir avec

le gâchis actuel, mais personne n'a été capable d'indiquer un moyen. » A ce moment, le chef du Cabinet de la marine, von Senden-Bibran, qui avait lu un de mes mémoires, me poussa du coude pour m'encourager à parler. J'obéis, car la façon dont l'Empereur avait porté ce jugement écrasant en présence du vieux feld-maréchal m'avait péniblement affecté. Je me mis donc à exposer comment je me représentais un programme de construction. Comme j'avais toujours fixé par écrit mes idées sur ce sujet, je pus sans peine ébaucher un tableau assez complet.

Le lendemain, l'Empereur se leva de bonne heure ; en compagnie du chef du Cabinet, il fit d'un pas agité une promenade de plusieurs heures et infligea à tous les officiers de marine qui avaient pris part à l'entretien une sorte de pensum.

CHAPITRE VI

TRAVAIL TACTIQUE

1

Lorsqu'en janvier 1892, je fus nommé chef d'Etat-Major de la Marine et chargé par l'Empereur de développer la tactique de la flotte de haute mer, j'avais, de tous les officiers de la marine, fait l'étude la plus approfondie des questions de tactique et de stratégie. Les études historiques m'ont toujours attiré; je me familiarisai de bonne heure avec l'histoire de la guerre navale dans l'antiquité et dans les temps modernes. Les exposés que je lisais étant insipides, je remontais autant que possible aux sources originales. Je m'adonnai à l'histoire de la guerre sur terre non seulement par goût, mais dans le dessein d'y puiser des vues psychologiques utiles à ma propre spécialité. Je dois avoir lu tout ce qui a été publié d'essentiel sur Frédéric le Grand, sur les guerres de 1813, 1866 et 1870.

Comme jeune officier d'artillerie de la flotte de Sa Majesté, j'avais le sentiment très vif, après 1870, de l'automatisme du système que nous appliquions alors. Je m'efforçais de réaliser les conditions du combat, et je me souviens de la joie que me procurèrent les premiers compliments qui me furent adressés sur ma méthode personnelle, comme le jour où un capitaine de vaisseau français, à qui je venais de présenter ma batterie, observa gravement : « Je vous vois travailler pour le but final. »¹

Chargé en 1877 d'introduire la torpille, je fus par là tout d'abord enfermé, comme je l'ai déjà dit, dans un champ d'acti-

1. En français dans le texte.

vité purement technique. Cette tâche peu vivante et d'une précision minutieuse, qui consistait à manier du matériel inerte, convenait moins à mon tempérament, quoiqu'elle fût, comme les mathématiques, une excellente école de méthode. Mais je compris que la nouvelle arme sous-marine, dont il fallait trouver les lois, ouvrait à la valeur militaire du peuple allemand des perspectives qui lui permettraient de tenir sa place à côté des grandes marines des États plus anciens et plus riches. La précision acquise grâce au travail technique fut bientôt pour moi d'un grand prix dans les expériences tactiques.

Les cours spéciaux que j'eus à faire pendant les mois d'hiver aux officiers et au personnel subalterne, et qui avaient pour objet l'emploi du torpilleur, nous amenèrent à l'étude du combat isolé de navire contre navire. A cette époque le problème n'avait guère été étudié de façon méthodique. Nous cherchâmes aussi à réaliser des progrès dans l'art de la manœuvre libre. J'avais à ma disposition d'excellents officiers, qui, dans la suite, emportèrent à bord de leurs divers navires de la flotte les connaissances qu'ils avaient acquises, et notamment notre méthode de travail. L'entraînement que je faisais subir à mes officiers avait pour objet de développer un esprit d'initiative plus grand que celui en vigueur à cette époque où l'on redoutait les collisions. Auparavant, c'est à peine si l'on apprenait la manœuvre individuelle du navire ; d'emblée, on abordait les manœuvres par escadres, où chaque unité est inséparable des autres. Mon principe consistait à former complètement l'hoplite avant de constituer la phalange. On arrivait ainsi à une grande sûreté de mouvements, qui fut particulièrement remarquée plus tard, lorsqu'en qualité de commandant du *Preussen* et du *Wurtemberg*, j'opérai pour la première fois en escadre. Je naviguais avec une hardiesse apparente, qui était en réalité le fait de l'entraînement. Cette qualité faisait défaut aux autres navires, qui avaient négligé l'instruction de l'unité d'abord.

Entre temps, nous avons consacré nos efforts non seulement à la manœuvre individuelle du navire en vue du combat, mais aussi aux exercices d'ensemble de plusieurs unités, lorsque je reçus la mission de fixer la tactique et l'organisation à donner

à la nouvelle catégorie de navires qu'étaient les torpilleurs. Étant donné le grand danger de collisions, les marines étrangères elles-mêmes craignaient de se livrer avec les torpilleurs à des manœuvres de combat.

C'est un fait d'expérience que les pays à gouvernement parlementaire ont eu de la peine à arriver à des manœuvres de combat naval.

C'est nous qui avons surmonté avec le plus d'énergie la peur de l'opinion publique ; nous avons ainsi acquis une avance au point de vue de l'entraînement au combat. Lorsque des accidents se sont produits au cours de manœuvres de combat, je suis toujours intervenu, par principe, en faveur de l'officier en cause, tandis que, dans la navigation normale, j'exigeais la prudence la plus rigoureuse.

Au cours des différents thèmes de combat, je m'efforçais d'inculquer aux officiers que, si les exercices nous permettaient de reconnaître ce qui était manifestement faux, ils ne pouvaient pas nous faire trouver de solution ayant une valeur absolue, ni poser des règles qui fussent des dogmes.

En présence de toutes les éventualités de la guerre, impossibles à prévoir, le premier principe tactique était donc, pour les torpilleurs, le suivant : « S'approcher et faire feu en plein centre », en d'autres termes, s'engager résolument, pour pouvoir tirer d'autant plus sûrement ; la torpille qui atteint l'ennemi est la meilleure protection contre son artillerie. Mon deuxième principe, plus général et relevant plutôt de la stratégie, était le suivant : « Agir conformément aux circonstances. » Cela paraît simple et naturel ; pourtant la plupart des hommes dans de pareilles situations n'agissent pas d'après leur propre jugement en engageant leur responsabilité ; mais ils préfèrent se conformer à des ordres. Si, par-dessus le marché, les chefs plus haut placés croient pouvoir eux-mêmes assurer le succès par leurs prescriptions, il en résulte une accumulation de règlements et d'instructions qui peut être néfaste au moment critique.

Il y a eu, dans les années qui ont précédé la guerre mondiale, des périodes dans notre flotte, où la formule qui doit donner la victoire était trop en honneur. Or, cette formule exerce une

action d'autant plus dangereuse qu'elle favorise les belles formations de combat et les manœuvres de parade.

Ayant été, après 1897 et à mon grand regret, de plus en plus éloigné de la flotte, je n'eus pas le pouvoir de combattre efficacement les dangers qui surgissaient de ce côté. Et pourtant, je croyais voir nettement, grâce à mon travail personnel des années antérieures, les conséquences funestes de cette méthode. Le goût du décor et le dressage qu'il provoque remplacent facilement l'esprit vivant par la routine.

Les progrès de nos torpilleurs contribuèrent pour beaucoup à l'évolution qui, sous Caprivi déjà, tendait à faire abandonner l'idée de la défense côtière pour celle des opérations de haute mer.

Une arme spéciale comme la torpille doit, pour fournir le maximum de rendement, pouvoir être considérée comme un organisme particulier et relativement indépendant dans l'ensemble des moyens de combat. Dans la suite, on a peut-être un peu trop encastré les torpilleurs dans la hiérarchie de la flotte ; on les a subordonnés aux croiseurs, ce qui, au moins pour l'utilisation pendant la nuit, comporte plus d'inconvénients que d'avantages.

Les onze plus belles années de ma vie, je les ai passées avec les torpilleurs, sur « nos noirs compagnons téméraires de la chasse farouche ». Avec nos équipages incomparables, nous étions liés par une fougue commune, une camaraderie réciproque dans le péril et la tempête. Officiers de torpilleurs, nous formions un corps à part dans le corps de la marine. Notre esprit de corps était reconnu, mais il provoquait aussi l'envie et l'opposition. Lorsque je fus nommé chef d'Etat-Major de l'Amirauté, j'amenai avec moi toute la « bande des torpilleurs » ; j'eus ainsi immédiatement à ma disposition des collaborateurs entraînés. Plus tard, au ministère de la Marine, j'essayai d'agir de même ; mais, cette fois, mes désirs se heurtèrent à certaines résistances de la part du Cabinet.

2.

Lorsqu'en 1892, je fus appelé au Grand État-Major de la Marine, à Berlin, je me rendais parfaitement compte de la nécessité de donner à la flotte une préparation mieux orientée vers le combat. Pour y arriver, il fallait créer avant tout une organisation adéquate et rompre avec le trop bref service d'été pour instituer le service permanent de la flotte. Au ministère de la Marine, on était alors en train, en prenant à tort modèle sur l'armée, d'établir pour toute la flotte un système qui transférait à terre l'essentiel de l'activité de la marine ¹.

J'y mis opposition, car ce n'est qu'avec des formations permanentes, constituées dès le temps de paix comme elles devaient l'être en temps de guerre, qu'il était possible de donner à la flotte une instruction tactique.

Aussitôt que j'eus pris possession de mes nouvelles fonctions, je rendis visite au secrétaire d'État de la Marine ; je lui déclarai que je me subordonnais à lui sous tous les rapports, pourvu qu'il voulût bien me laisser ma liberté pour ce qui était de la formation intellectuelle des marins. Nous nous séparâmes bons amis, mais Hollmann n'acquiesça pas à mon désir : Ce serait, me dit-il, dépouiller le haut commandement de sa raison d'être. Ce point de vue, dans la situation d'alors, n'eût été défendable que si le secrétaire d'État avait eu lui-même en main l'éducation tactique de la marine au même titre que Caprivi, au moment où celui-ci était chef de l'Amirauté. Or, telles n'étaient nullement les intentions de Hollmann, que les difficultés parlementaires absorbaient complètement. Ce qu'on fit, ce fut d'imposer à la flotte, sous forme de règlement, un projet d'instruction élaboré par une commission. Ce règlement ne contenait que des évolutions, c'est-à-dire des mouvements purement théoriques effectués comme dans le vide, des séries de figures de quadrille.

1. En cas de mobilisation, on devait enlever sur les vaisseaux la moitié de l'équipage pour constituer des formations nouvelles ; on recomplétait ensuite avec des réserves. Toute l'organisation interne des navires et, par suite, celle des escadres, qui avait demandé tant d'efforts, était détruite ; l'aptitude au combat disparaissait. Nous aurions eu des navires et des hommes sur ces navires, mais nous n'aurions pas eu de flotte.

On ne se préoccupait nullement de la valeur combative de ces mouvements et on ne le pouvait d'ailleurs pas, n'étant pas fixé sur la manière de conduire le combat, ne sachant pas si l'on devait suivre la méthode de Nelson ou celle de Tegetthoff. On se creusait la tête pour trouver le plus grand nombre possible de formations et de mouvements théoriques, entre lesquels l'amiral pourrait ensuite choisir.

Au lieu de ces « carrousels », je fis prévaloir le principe qu'il fallait d'abord fixer nos idées sur la manière de conduire le combat. Les manœuvres d'automne de 1892, organisées à cette fin, amenèrent un nouveau conflit entre le ministère de la Marine et le Commandement supérieur. Le règlement dont il a été question fut finalement remplacé par un projet élaboré par moi (automne 1892). Nous commençons par perfectionner l'instruction individuelle du navire et nous progressions ensuite graduellement. Cette intervention d'en haut déplut naturellement aux commandants et au chef d'escadre, et on m'octroya le sobriquet de « magister ». Vers la fin de l'automne, nous réunîmes tout ce que nous pûmes trouver de navires dans nos ports pour constituer une flotte de manœuvre qui opéra sous les ordres directs du Grand État-Major. Des groupes de combat furent formés sans distinction de types ; de nombreux navires qui n'avaient jamais manœuvré ensemble se trouvèrent réunis. Ici aussi on pouvait dire que c'étaient les hommes qui combattaient et non pas les vaisseaux. La flotte, en effet, était si petite qu'il avait fallu rassembler les navires-écoles, les bateaux d'essais, les dragueurs de mines et autres figurants de ce genre, pour arriver à pouvoir constituer des formations de combat et à faire manœuvrer deux partis l'un contre l'autre.

Puis vinrent des exercices d'escadres. Ils nous conduisirent à sacrifier quantité de formations d'exercice auxquelles on avait accordé jusqu'à ce jour une grande importance : le « coin » et le « carré » furent du nombre. Nous trouvâmes, de 1892 à 1894, notre tactique linéaire. Dans cette tactique, ce qui importait c'était de maintenir l'adversaire, quels que fussent ses mouvements, au milieu de notre ligne. Nous trouvâmes aussi notre principe de constitution de l'escadre.

Jusqu'alors, il n'y avait pas eu de théorie de la bataille navale et on ne s'était jamais rendu compte du nombre de navires nécessaire pour constituer l'escadre la plus apte au combat. Tenant compte, d'une part, de la tactique linéaire et, d'autre part, du degré d'entraînement auquel nous étions arrivés, il nous apparut que le nombre le plus favorable était celui de huit. Si on disposait d'un plus grand nombre de navires, on constituait plusieurs escadres appelées à combattre suivant une combinaison de lignes. La tactique donna ainsi naissance à une organisation nouvelle, qui, dans la suite, exerça une influence déterminante sur la loi de constitution de notre flotte. Je fus amené aussi à réintroduire dans la marine de guerre l'ancienne appellation de vaisseau de ligne.

Je ne puis me défendre de l'impression que le sens véritable du principe de constitution de l'escadre n'a pas toujours été pleinement compris. La tendance toute naturelle du commandant de la flotte à considérer l'ensemble de la flotte comme son unité tactique n'est pas toujours juste. Souvent, au contraire, il y a avantage à laisser aux chefs d'escadre une certaine autonomie. Plus la flotte est considérable, plus il est difficile à un seul chef de la tenir en main. Cela alourdit les mouvements ; le chef de la flotte d'ailleurs peut facilement être empêché par la fumée, la pluie, et surtout par la fumée de la poudre, d'embrasser d'un coup d'œil la position des différentes unités. C'est là la raison essentielle qui nous a fait prendre l'escadre comme unité tactique et donner aux chefs d'escadre et aux chefs de groupes assimilés le droit d'agir « suivant les circonstances ». Ce principe implique une organisation et une méthode orientées vers la formation d'un personnel de commandement à la hauteur de toutes les situations.

Peu de temps après nous, toutes les marines en sont venues à une espèce de tactique linéaire et ont adopté notre principe de constitution de l'escadre. On s'étonne aujourd'hui que, vers 1890, aucune flotte au monde n'ait eu de principes clairs et que, par exemple, la question « coin et carré » ait encore joué un rôle important dans la littérature spéciale de l'époque.

L'Athénien Phormion n'avait-il pas battu, grâce à sa tactique

linéaire, les Spartiates de Brasidas qui, eux, formaient le carré sur mer, suivant l'exemple de l'armée ? Pendant que nous trouvions ces principes par la voie empirique, en faisant l'exercice devant la rade de Kiel, l'amiral américain Mahan les tirait théoriquement de l'histoire. Plus tard, quand je connus son livre, je lui signalai cette singulière coïncidence.

A cette époque, les Anglais me paraissaient être très en retard sous le rapport de la tactique ; le procès Tryon, à la suite du naufrage du *Victoria*, en donna une idée. C'est que les Anglais n'avaient pas besoin de la tactique. La bataille de Trafalgar avait éliminé pour eux toute concurrence dans la maîtrise des mers. Aussi, à partir de cette date, la guerre navale ne fit-elle plus de progrès ni pratiques, ni théoriques, tandis que, sur terre, l'équilibre des puissances contribuait à stimuler la science militaire. La supériorité écrasante de la flotte britannique suffisait à anéantir l'adversaire. Notre situation n'était pas la même. Il est vrai que notre exemple força, dans la suite, les Anglais à travailler et à appliquer de nouveau toute leur intelligence à la guerre navale. Au début, ils ne se souciaient guère de la petite flotte allemande. Ce n'est que par des documents ou bien dérobés, ou bien provenant d'un torpilleur qui avait sombré, que leur attention fut attirée sur notre travail. C'est vers 1896 que les marins britanniques eurent, pour la première fois, le sentiment que nous étions des adversaires ; à partir de ce moment, ils se sont mis à nous étudier et à nous imiter, principalement sous le rapport des manœuvres. Ils n'avouèrent jamais avoir été nos élèves sous ce rapport ; c'est pourtant la vérité, et nous n'ignorions pas que la flotte britannique nous était redevable de son esprit nouveau. Une marine qui ne possédait pour ainsi dire pas de navires enseignait la méthode ; c'était un symbole de la situation de l'Allemagne dans le monde !

Il nous fallait ou bien construire des navires ou bien prêter nos idées à des étrangers. Nous avons construit, et même, au moment de la guerre mondiale, nous étions encore supérieurs aux Anglais, non par le nombre, mais par la qualité des navires et par la science tactique, quoiqu'ils eussent depuis longtemps

dépassé la période de leur ignorance tactique et de leur confusion dans la manœuvre.

C'est dans ces années-là que j'ai accompli le meilleur de mon œuvre, qui a été de donner à la flotte une valeur militaire. Mais à l'œuvre de ma vie, aussi bien sous le rapport stratégique et tactique que sous les autres, a manqué le couronnement du succès. Par suite du prestige injustifié de la flotte britannique, les dirigeants de l'Allemagne n'ont pas, au début de la guerre, osé croire que la nôtre pouvait donner la victoire, au moment où pourtant elle avait les plus grandes chances de succès. La bataille du Jutland a été interrompue par la nuit ; si elle avait été menée jusqu'au bout, elle avait, à mon avis, des chances de donner à l'Histoire un aspect différent. La destinée a réservé à la flotte allemande le sort le plus amer et, à moi, elle ne m'a pas permis de la mener à la bataille.

CHAPITRE VII

PROJETS DE CONSTRUCTION

1

De nos études tactiques résultaient tout naturellement certaines directives en matière de constructions navales. L'activité du commandement supérieur, condensée sous forme de « rapports de service », aboutit donc à des propositions concrètes en vue de la construction d'une flotte de combat de haute mer. Lorsqu'à mon retour d'Extrême-Orient je pris possession du secrétariat d'État, on me demanda : « Qu'allons-nous déposer sur le bureau du Reichstag ? » Je répondis : « Ce que contient le neuvième rapport de service. »

En dépit des résultats tactiques consignés dans les rapports de service, résultats qui avaient cependant reçu l'approbation de l'Empereur, le ministère de la Marine, sous la direction de Hollmann, continuait à travailler en vue de la guerre de course. Il poussait l'Empereur dans ce sens et défendait les mêmes idées au Reichstag ; d'ailleurs il n'avait aucun système arrêté, de telle sorte que le Reichstag n'était pas plus avancé après qu'avant et ne savait pas où la marine voulait en venir.

Pendant l'hiver de 1894-1895, on devait faire, au château de Potsdam, une conférence sur la marine à un certain nombre de députés du Reichstag ; je devais d'abord en être chargé, ensuite l'Empereur se décida à la faire lui-même. J'appris que l'Empereur comptait défendre sans restriction la thèse de la guerre de course, et qu'il tenait à influencer dans ce sens le Reichstag. Le hasard voulut que, la veille, le commandant supérieur dût faire son rapport à l'Empereur. Je profitai de l'occasion pour

exposer le contenu du rapport de service. Le but essentiel que notre tactique et notre organisation devaient se proposer était la bataille. L'Empereur était de mauvaise humeur, peut-être parce que je dérangeais le plan de sa conférence ; il me demanda : « Mais pourquoi Nelson a-t-il toujours réclamé des frégates ? » Je répondis : « Parce qu'il possédait une flotte de bataille. » Toujours est-il que, après mon exposé, l'Empereur parla le lendemain non seulement de la guerre de course, mais aussi de la flotte de combat : les députés présents comprirent moins que jamais où l'on voulait en venir. Une partie du Reichstag était méfiante et opposée aux « caprices personnels en matière de flotte ». Ce soir-là, à Potsdam, le rapporteur de la commission de la marine, M. von Leipziger, se plaignit ouvertement devant moi : « Si seulement nous savions quelle voie l'on veut choisir ! »

De nouvelles difficultés avec le ministère de la Marine m'amènèrent, en automne 1895, à demander mon changement d'affectation. J'eus comme successeur l'amiral von Diederichs, et l'amiral von Knorr devint grand chef des forces navales. Les difficultés et la confusion des années précédentes ne diminuèrent d'ailleurs pas. En décembre 1895, le Commandement supérieur présenta un mémoire sur le programme naval. L'Empereur me donna l'ordre de lui exprimer directement mon opinion à ce sujet, ce que je fis par écrit et oralement vers la fin de l'année 1895. A cette époque, deux nécessités apparaissaient : la nécessité *tactique* d'une *flotte de combat*, si vraiment nos aspirations tendaient à jouer un rôle sur mer, et si nous nous proposions un but et une utilité pratique, en construisant des navires ; d'autre part, la nécessité *politique* de créer une flotte de protection pour les intérêts maritimes allemands, dont le développement était rapide et irrésistible. La flotte ne m'a jamais paru constituer un but en elle-même : je l'ai toujours considérée comme fonction des intérêts maritimes. Sans puissance maritime, l'influence de l'Allemagne dans le monde était comparable à un crustacé sans carapace. Le pavillon devait protéger le commerce, comme l'avaient compris depuis longtemps d'autres États plus anciens, à un moment où nous commençons à peine à entrevoir cette vérité. La *Fortnightly Review* avait écrit en 1893 avec concision

et justesse : « Ou bien le commerce crée une marine capable de le protéger, ou bien il passe aux mains des commerçants étrangers qui jouissent d'une telle protection. »

Une certaine insouciance, je dirai même une ignorance complète, la prédominance des querelles économiques et sociales, empêchaient encore la masse du peuple allemand de comprendre cette nécessité. L'Empereur l'avait reconnue ; ses fréquents séjours en Angleterre, où comme ses frères et sœurs il se sentait à moitié chez lui, y avaient contribué. Mais il aimait à intervenir d'une manière tapageuse et intempestive sur la scène de la politique mondiale, et il lui était difficile, comme le peuple le devinait, de se mouvoir dans le monde des réalités. Ces défauts gênaient les efforts qu'il faisait pour développer le goût de la marine. Cette idée, qu'il fallait créer une flotte, était encore fréquemment accueillie dans le peuple avec méfiance. Les Allemands étaient gâtés par la situation prospère que leur avaient valu la fondation de l'Empire par Bismarck et la soudaine expansion de notre activité économique si longtemps refoulée. Aussi ne voyaient-ils pas encore clairement que notre expansion, qui n'était possible que grâce au large appui du libre échange et de la suprématie britannique, pouvait être arrêtée.

Le développement de notre industrie accroissait notre vigueur. Notre population augmentait tous les ans de près d'un million d'âmes, c'est-à-dire que, sans accroissement de territoire, notre patrie réalisait tous les ans un gain équivalant au gain d'une province. Et cette situation se fondait sur le maintien de notre commerce d'exportation, qui, à défaut d'une puissance maritime nationale, dépendait exclusivement du bon vouloir des étrangers, c'est-à-dire des concurrents. Il nous fallait, suivant le mot de Bismarck, exporter des marchandises ou bien des hommes ; vouloir créer une puissance maritime ne signifiait, en dernier ressort, pas autre chose que sauvegarder la nationalité allemande d'une population qui s'accroissait, non pas dans nos propres colonies, mais dans les usines de la métropole.

On pouvait se demander si nous n'arrivions pas trop tard, alors que le partage de la terre était presque achevé, si, en définitive, cette expansion, à laquelle nous devons notre rang parmi

les grandes puissances, n'était pas artificielle et insoutenable à la longue, si à notre rapide essor ne devait pas succéder une terrible décadence. Cette « porte ouverte », mais qui pouvait si facilement se fermer, représentait pour nous ce que les vastes surfaces et les richesses naturelles inépuisables représentaient pour les autres grandes puissances. Ces considérations ajoutées à notre situation continentale resserrée et dangereuse me confirmèrent dans ma conviction qu'il n'y avait pas de temps à perdre pour entreprendre la création d'une force navale. D'autres grandes puissances ne recherchaient notre alliance que si nous avions une flotte. Une puissante flotte de combat pouvait fournir à notre diplomatie l'outil qui, employé efficacement, compléterait notre puissance continentale. Le but à atteindre était un équilibre des puissances navales qui rendît invraisemblables les atteintes et les attaques dirigées contre notre prospérité économique et qui remplaçât l'état trompeur de notre politique mondiale par une position vraiment assurée.

Pour faire comprendre ces idées au peuple allemand, je considérais qu'une vaste propagande s'imposait, avec la réserve toutefois que commandait la jalousie étrangère. Il s'agissait de savoir si, faute de mieux, l'administration de la marine elle-même s'en chargerait.

Je voudrais indiquer clairement mes préoccupations d'alors en reproduisant la correspondance que j'échangeai avec le vieux maître Stosch.

Kiel, 21-12 1895.

Schwanenweg 25.

EXCELLENCE,

J'ai l'honneur de Vous prier très humblement de me dire en quelques mots si les idées qui suivent répondent à la conception et à la longue expérience de Votre Excellence.

La question essentielle dont il s'agit est de savoir s'il faut désormais tendre à une concentration plus grande des intérêts maritimes de l'Empire, et si le ministère de la Marine doit être l'organe de centralisation. La politique suivie en cette matière par Votre Excellence comme chef de l'amirauté, si je la comprends bien,

a été guidée par la conception ci-dessus. Considérée à la lumière de l'histoire, ce fut la politique de Colbert et Richelieu, lorsqu'ils se proposèrent d'accroître rapidement la puissance de la France et sa sphère d'activité économique. Une fois que l'Allemagne aurait atteint ce but, les différents intérêts, en se développant, arriveraient d'eux-mêmes à se rendre plus indépendants les uns des autres. Jusqu'en 1866, nos intérêts maritimes (commerce maritime, industrie d'exportation, colonies transatlantiques, pêche maritime, intérêts allemands d'outre-mer, marine de guerre) étaient au plus bas. Ce qui en subsistait menait une existence parasitaire. Cette situation a laissé ses traces. Je crois que l'Allemagne perdra rapidement, au cours du siècle prochain, son rang de grande puissance, si nous ne commençons pas à développer énergiquement et systématiquement ces intérêts maritimes généraux. Une des considérations, et non des moindres, qui doit nous engager dans cette voie, c'est que cette nouvelle grande tâche nationale avec les gains économiques qu'elle comportera est de nature à constituer un puissant bouclier contre les socialistes intellectuels ou autres. Nous ne pouvons pas nous en remettre à l'initiative privée (théorie de Manchester) parce que le temps nous manque pour appliquer cette méthode. Il ne faut pas non plus que nous suivions un plan trop bureaucratique ; pour que les intérêts en question puissent se développer sur une base solide, il faut une force, et, en l'espèce, une force navale. S'il n'en est pas ainsi on n'aura pas le courage de s'engager dans des entreprises d'avenir. Le « parasite » doit disparaître ; le « *Civis Germanus sum* » doit prendre sa place. Une difficulté se présentera : il faudra faire les dépenses nécessaires pour constituer une force navale, avant qu'on ait eu le temps d'embrasser du regard le profit économique qui en résultera. L'esprit mesquin du petit bourgeois et du boutiquier, qui ne pense qu'au gain personnel et immédiat, ne manquera pas de se faire sentir.

Cependant, je crois qu'il existe de plus en plus en Allemagne un courant favorable aux idées que je viens d'esquisser. Le renforcer, telle doit être la tâche du pouvoir central.

Si l'on choisit à cet effet le ministère de la Marine, on a l'avantage de se trouver en présence du service qui a, dès maintenant, de tous les services de l'Empire, la charge des intérêts maritimes les plus importants, d'un service aussi qui, par définition, est solidaire des intérêts maritimes, puisque la flotte n'existe qu'en fonction de ces intérêts.

La question qui se poserait alors serait celle-ci : ce rattachement au ministère de la Marine n'impliquerait-il pas le danger que les intérêts maritimes n'ayant pas un caractère militaire ne soient

traités comme des intérêts de deuxième ordre, ou, inversement, que les intérêts particuliers de la flotte ne soient lésés par l'importance et la réclame plus grande qu'on consacrerait aux premiers ?

D'autre part, étant donné que depuis 1883 une manière de voir diamétralement opposée a prévalu, et que l'on a rattaché les intérêts maritimes de caractère non militaire aux différents autres services (ministère des Affaires Étrangères, ministère de l'Intérieur, Postes, États confédérés) qui s'en sont tirés tant bien que mal, est-il encore temps et encore possible de suivre une voie qui conduise à une concentration plus étroite et par là même à une plus grande expansion des intérêts *maritimes* ?...

Peu de temps après, Stosch m'écrivit la lettre suivante :

12-2-96.

Propriété Stosch

Oestrich en Rheingau.

MON CHER AMIRAL,

... Aujourd'hui je vous adresse une question : la colère des Anglais contre nous, telle qu'elle s'est manifestée à l'occasion de la dépêche du Transvaal (1896) est provoquée par la concurrence que leur fait l'Allemagne sur le marché mondial. Or, comme la politique extérieure en Angleterre est exclusivement dirigée par des intérêts commerciaux, il faut que nous comptions sur l'hostilité de ce peuple insulaire. Elle se traduira par des actes, dès que ces Messieurs auront réussi à s'assurer de la neutralité de la Russie et de la France et que nous les gênerons de nouveau quelque part.

Tous les articles anglais que j'ai lus dans ces derniers temps expriment cette idée : *Nous ne ferons de l'Allemagne qu'une bouchée*. Je me suis donc posé la question : comment engager avec quelque chance de succès une guerre navale contre l'Angleterre ? Et je m'adresse à vous en vous priant de me donner votre réponse. J'ajoute d'ailleurs que j'ai déjà conçu un plan de campagne ; mais, comme j'apprécie vos jugements sur les questions navales, je suis impatient d'apprendre ce que vous proposez. D'après ce que j'ai appris à Berlin, votre départ pour l'Extrême-Orient (comme commandant d'escadre) est différé ; on pense finalement à diminuer les forces navales que nous y avons pour renforcer celles de la métropole. C'est ainsi qu'on vous a donné des loisirs

pour que vous puissiez vous occuper de grandes questions. Veuillez avoir l'obligeance de répondre à mon désir.

Au revoir,

Votre,
VON STOSCH.

Je répondis, de Kiel, le 13 février 1896 :

EXCELLENCE,

J'ai reçu la lettre que Vous avez eu la bonté de m'écrire le 12 courant et je m'empresse d'y répondre... Des affaires très urgentes et imprévues ont absorbé tout mon temps à Berlin. Je désirerais faire part à Votre Excellence, très confidentiellement et à son usage personnel, que j'ai eu l'occasion de faire valoir en très haut lieu les idées de Votre Excellence, en les donnant comme telles, sur le développement qu'il faudrait donner à la marine. Il est permis d'espérer que *le fil sera de nouveau renoué, là où il a été rompu en 1883*. Peut-être pourrai-je plus tard Vous donner des détails plus précis. Ma nomination à un commandement en Asie est douteuse, comme Votre Excellence le sait déjà. Personnellement j'en suis très affligé. Je désirais ardemment partir et il n'aurait pas été mauvais pour mes nerfs de pouvoir me soustraire un certain temps à cette écrasante activité intellectuelle et demeurer très loin de Madrid. Il faut que j'attende maintenant ce que le sort décidera.

Dans la question du Transvaal, contrairement à l'opinion du public et de notre gouvernement, je pense que nous avons eu tort ¹.

Si l'Amérique rudoie un peu l'Angleterre, celle-ci laisse tomber l'affaire parce qu'elle implique un souci pour l'avenir, et surtout, parce que l'Amérique est un adversaire gênant ; et c'est l'Allemagne qui paie les pots cassés parce que, pour l'instant, elle n'a pas une force navale dont il y ait lieu de tenir compte. Notre politique ne s'appuie réellement en ce moment que sur l'armée, mais celle-ci n'exerce d'action directe que sur nos frontières.

Notre politique ne comprend pas que la valeur que représente l'alliance de l'Allemagne, même pour des États européens, réside fréquemment non dans notre armée, mais dans notre flotte. En voici un exemple : Supposons un conflit entre la France et la Russie d'un côté, et l'Angleterre de l'autre. L'intervention de notre flotte serait actuellement de minime importance. Mais, si l'Angleterre conçoit sa politique à la manière de Pitt, elle préférera notre hostilité à notre stricte neutralité. Dans le premier cas, on peut

1. Par le télégramme à Krueger

faire de nous ce que l'on veut ; dans le cas de la neutralité, nous nous enrichirions à faire concurrence à l'Angleterre. Les Anglais le savent très bien. *Jusqu'à présent notre politique n'a pas du tout compris quelle est la signification politique de la puissance navale.* A plus forte raison, si nous poussons l'ambition jusqu'à rêver d'expansion et vouloir accroître notre puissance économique par la mer, tout notre édifice reste en l'air si nous ne créons pas en même temps une flotte de guerre d'une certaine valeur. Notre expansion se heurtera partout à des intérêts présents ou futurs. Les conflits d'intérêt sont inévitables. Maintenant que le prestige de 1870 s'est évaporé, comment la politique la plus habile s'y prendra-t-elle pour arriver à un résultat, si elle ne dispose pas d'une flotte réelle et qui réponde à la multiplicité des intérêts ? La force navale seule permet de faire une politique mondiale. C'est pourquoi, sans qu'il soit même nécessaire d'en venir à la guerre, nous aurons toujours le dessous en politique. N'oublions pas d'ailleurs que l'Angleterre n'est plus aussi convaincue que nous enverrions à son profit notre armée se battre contre la Russie. Inversement, l'Angleterre peut faire à la Russie, par exemple en Extrême-Orient, des concessions très importantes, dont l'Allemagne ferait les frais. C'est dans cette éventualité que résiderait le danger si nous venions à être impliqués dans un conflit qui mettrait aux prises la Russie, la France et l'Angleterre. Nous aurions beau dire que nous ne faisons pas la guerre pour des intérêts d'outre-mer, les trois autres États ne tiendraient pas le même langage ; et c'est ainsi que nous nous trouverons toujours politiquement en état d'infériorité.

Il y aurait beaucoup à dire sur cette question. Qu'il me suffise d'avoir indiqué que c'est après mûre réflexion que je me suis fait une opinion dans l'affaire du Transvaal. Il est vrai qu'elle m'était venue, dès la lecture dans la presse du télégramme adressé au Président Krueger. Il n'était même pas habilement rédigé, car l'Angleterre ayant le droit de *veto* sur les conventions que cet État pourrait conclure avec l'étranger, droit que nous ne pouvons pas contester, nous n'étions pas en situation d'offrir notre aide au Transvaal. Nous pouvons toutefois tirer quelque profit de cet incident, et, si cela pouvait ouvrir les yeux à nos parlementaires, je regarderais même comme utile que nous nous fussions rendus encore un peu plus ridicules. En effet, il en résultera peut-être premièrement la disparition définitive de l'anglomanie dans certains milieux, et deuxièmement la résolution véritable de créer une flotte telle que la préconise le rapport n° IX. Il paraît que ce projet doit réellement être compris dans le prochain budget. Le gouvernement et les personnalités de premier plan du Parle-

ment ne croient d'ailleurs pas qu'il ait des chances d'être adopté. En montrant nettement la valeur militaire et politique de notre flotte actuelle, la marine aura du moins fait son devoir, et c'est à d'autres que l'histoire aura à demander des comptes.

Mon opinion est donc que, au cours des douze années à venir, il faut construire une flotte qui réponde aux besoins de l'époque, d'une force qui soit, à peu de chose près, celle que vous avez demandée dans votre premier mémoire de 1872...

Nous fûmes surpris dans notre correspondance par le bruit que fit le raid de Jameson contre la République des Boërs et le télégramme à Krueger. L'explosion de haine, de jalousie et de fureur contre l'Allemagne que provoqua en Angleterre le télégramme à Krueger, a plus contribué que n'importe quel fait à éclairer le grand public allemand sur notre véritable situation et sur la nécessité de construire une flotte.

2

Tandis que l'opinion publique allemande applaudissait au télégramme à Krueger et se soulageait les années suivantes en se répandant en imprécations contre l'Angleterre, je regardai le télégramme, ainsi que toutes les provocations à l'adresse de l'Angleterre, comme regrettable et dangereux. Toutes ces manifestations montraient que nous méconnaissions profondément l'Angleterre, sa force et notre faiblesse. Notre tentative en vue de créer une puissance navale, déjà difficile à réaliser parce que commencée trop tard, en fut bien compromise. Il est vrai que l'isolement de l'Angleterre à ce moment et ses difficultés avec les Boërs empêchaient d'apercevoir la zone dangereuse qu'il nous fallait traverser, avant d'avoir achevé la construction de notre flotte.

Aujourd'hui encore je persiste à croire que cette tentative était absolument nécessaire et qu'il fallait construire une flotte, si nous voulions avoir le droit de poursuivre librement une politique mondiale. Dans les années qui vont suivre la grande guerre, le peuple allemand n'aura que trop l'occasion de faire la contre-épreuve ; il apprendra à ses dépens ce que c'est que de

dépendre du bon vouloir des Anglo-Saxons. Certes, si l'on est convaincu que nous sommes absolument impropres à créer une puissance navale, parce que notre nature le veut ainsi, ou bien parce que nous sommes des tard-venus dans l'histoire, et que nous aurions dû, par conséquent, nous soumettre de prime abord à la tutelle britannique, on ne peut que condamner mes conceptions d'alors. Si je n'avais pas eu foi dans l'avenir du peuple allemand, je n'aurais pas eu la force de lui construire une flotte. Il se peut que je me sois trompé. Je suis cependant convaincu que, si notre politique avait été plus prudente et aussi plus énergique, nous aurions réussi à conquérir une situation mondiale indépendante. Même la grande guerre une fois déchaînée, nous aurions pu, avec d'autres dirigeants à notre tête, arriver à nous maintenir. Mais, si l'on voulait ne pas construire de flotte et entrer à partir de 1890 dans la voie du renoncement, il nous aurait également fallu restreindre volontairement notre commerce et notre industrie, revenir à l'émigration, et négliger nos intérêts à l'étranger. Il nous aurait fallu, dans ce cas, selon le mot de Lichnowsky, abandonner la carrière « aux Anglo-Saxons et aux fils de Japhet » et nous contenter d'être, selon notre vieille réputation, le sel de la terre, le levain des peuples. Mais c'était et c'est encore une illusion de croire que, si nous n'avions pas eu de flotte, les Anglais nous auraient peut-être ménagés davantage et auraient permis à notre essor économique de se développer, sans y apporter d'entraves. Bien loin de là : ils n'auraient pas attendu si longtemps pour nous donner l'ordre de stopper. Tous ceux qui connaissent les Anglais en sont convaincus. Les cris que poussait la presse anglaise après 1890 pour demander qu'on nous anéantisse étaient loin d'être les seuls indices qui fissent prévoir que le concurrent allemand, gênant mais impuissant, serait abattu dès que l'occasion favorable se présenterait. Les Allemands qui, de bonne foi, croyaient avoir le droit de se répandre en paix sur la terre et de supplanter partout l'influence anglaise, en particulier, ne se rendaient qu'imparfaitement compte des sentiments du premier occupant qui voyait en nous des intrus. Nous ne nous rendions que très imparfaitement compte aussi de ce qu'était la puissance

anglaise, des ressources intellectuelles et matérielles dont elle disposait pour réduire le germanisme. Il a fallu la guerre pour soulever les voiles et nous montrer la réalité.

3

Le plan d'une flotte de combat allemande a été conçu sans qu'on ait pensé encore à une guerre contre l'Angleterre. Tant au point de vue politique qu'au point de vue stratégique, on eût considéré comme l'élucubration d'un cerveau malade la simple idée qu'on pourrait un jour avoir à attaquer l'Angleterre. Avant 1896, en particulier sous Caprivi, on aimait, comme je l'ai déjà dit, à se représenter l'Angleterre comme le complément naval de la Triple-Alliance contre la France et la Russie. On n'avait pas non plus de raison à cette époque d'envisager des moyens de défense contre l'Angleterre. Le plan d'opérations de 1895, élaboré par moi, envisage la guerre sur deux fronts et compte dans tous ses détails sur la neutralité de l'Angleterre. Je parlais de cette conception que nous devons engager la guerre contre la France, non sous forme de guerre de course, mais par une bataille navale. Ce fut là l'idée initiale de notre programme naval. Au début de 1896, les mesures comminatoires que prit inopinément la flotte britannique, de même que la jalousie commerciale qui se manifestait de plus en plus ouvertement, nous obligèrent, il est vrai, à faire rentrer dans nos calculs un front anglais en plus du front français. Après le télégramme à Krueger, les Anglais mirent en service une escadre volante tout spécialement contre nous. Ce fut un nouveau facteur que nous eûmes à envisager, et l'origine d'un plan d'opérations définitif que Stosch elabora et dont il m'entretint à différentes reprises, dans nos conversations privées. Le premier plan officiel d'opérations contre l'Angleterre n'a été élaboré par l'État-Major de la Marine que dans le courant du xx^e siècle.

Notre attitude en présence de la convention qui nous donna en 1890 Helgoland en échange de Zanzibar, etc..., montre combien la marine était loin de se préoccuper de l'Angleterre et à quel point nous étions absorbés par la préparation de la

guerre sur deux fronts. La marine considérait l'acquisition d'Helgoland comme de peu de valeur. En 1870, j'avais bien, dans une lettre à mon père où j'esquissais une sorte de premier programme naval, réclamé Helgoland ; mais, si en 1870 une escadre française pouvait encore y mouiller, l'éventualité n'était plus à redouter depuis que nous avions des torpilleurs. Qu'Helgoland fût précieux dans une guerre contre l'Angleterre, à cela nous ne pensions nullement. A vrai dire, l'île ne revêtit d'importance pour la conduite de la guerre navale qu'à partir du moment où je pris, en 1906, la décision, risquée au point de vue technique, d'en faire un port, ce qui donna à ce rocher la valeur d'un point d'appui et rendit difficile un blocus rigoureux de nos côtes.

Ce qui guida Caprivi dans l'acquisition d'Helgoland, ce n'était donc pas tant la valeur militaire de l'île, dont nous tenions à peine compte, que le désir de nous mettre en bons termes avec l'Angleterre¹. Les concessions considérables qu'il fit en Afrique, et tout cela pour une « verrue » de la côte allemande, suscitèrent à l'époque une certaine indignation en Allemagne. Personnellement, je n'ai pas accordé en 1890 grande importance à Zanzibar. En effet, si l'Est africain allemand prenait un développement satisfaisant, la voie commerciale devait laisser l'île de côté et se diriger vers le continent.

A l'époque où j'échangeais avec Stosch la correspondance ci-dessus, j'étais déjà désigné pour les fonctions de secrétaire d'État. Mais, Hollmann ayant eu au Reichstag un vote de confiance, le chancelier, prince de Hohenlohe, hésita à le remplacer. A Pâques 1896, je reçus ma nomination en qualité de commandant de la division de croiseurs d'Extrême-Orient. Avant de prendre le portefeuille de la marine et d'aborder l'exécution du programme naval, j'eus ainsi la chance d'étudier encore une fois de près les intérêts du germanisme au delà des mers. Je partis de Berlin avec la mission de choisir sur la côte chinoise un emplacement où l'Allemagne pourrait établir un point d'appui économique et militaire.

1. La marine accueillit même l'acquisition de l'île avec des sentiments mêlés, car les travaux de fortification allaient priver la flotte de sommes relativement élevées pour l'époque.

CHAPITRE VIII

TSING-TAO

1

L'Allemagne prit une part prépondérante dans les efforts qui aboutirent à ouvrir la Chine au commerce mondial. Mais elle ne pouvait pas s'attendre à ce que le gouvernement mandchou comprît ses bienveillantes dispositions et l'intérêt qu'elle portait au maintien de l'indépendance chinoise. Le manque de tout point d'appui, abstraction faite de toutes autres considérations, suffisait à nous reléguer à l'arrière-plan. En effet, pour protéger le travail allemand et faire impression sur les autorités xénophobes, nous n'avions qu'un seul instrument de force : c'était notre escadre volante ; or, les bassins de radoub de Hong-Kong étaient pour celle-ci une question de vie ou de mort et la mettaient ainsi à la merci de l'Angleterre. Si le commerce allemand devait de moins en moins se contenter de servir d'intermédiaire entre les produits anglais et chinois, et avait l'ambition de lancer des marchandises allemandes sur le marché asiatique, il lui fallait, de même qu'à notre escadre, un Hong-Kong à lui.

Les trois emplacements que l'on m'avait désignés étaient Amoy, une petite île très peuplée avec un port, au Nora-Est de Hong-Kong, la baie déserte de Samsa, située plus au Nord, et les îles Chou-San à la pointe orientale de la Chine, près de Shanghai. Tsing-Taô (Kiao-Tchéou) dont il avait été un moment question sur la recommandation de Richthofen, avait été, m'avait-on dit, finalement laissé de côté, parce que situé trop au nord et en dehors de la grande route commerciale. Mon prédécesseur aussi avait déclaré, en 1895, que Tsing-Taô était

inutilisable. De plus, le ministère des Affaires Étrangères et le ministère de la Marine se laissaient guider dans leur préférence pour Amoy par des raisons politiques ; on craignait que la Russie ne protestât si nous nous établissions dans le nord, et l'Angleterre avait un droit de préemption sur les îles Chou-San.

En questionnant de nombreux techniciens et commerçants, en lisant aussi tout ce qu'on avait publié sur ce sujet, j'acquis la conviction, même avant d'avoir pu m'en rendre compte par moi-même, que les trois emplacements indiqués étaient impropres et qu'une fois de plus l'Allemand arrivait trop tard. Les Anglais, dès 1840, avaient battu toute la côte ; à part les ports concédés par traité et Chou-San, il ne restait que la perle Tsing-Taô. Il fallait qu'un point d'appui fût utilisable par la flotte, qu'il promît un large développement économique et qu'il se prêtât pour plus tard à une organisation défensive. La condition que je considérais comme essentielle était celle du développement économique ; créer une base exclusivement militaire ne me disait rien.

Dans la suite, en visitant les lieux, je trouvai que la passe resserrée de la baie de Samsa était dangereuse à cause d'un fort courant plein de remous ; les îles verdoyantes situées dans l'immense baie se changeaient par marée basse en rochers abrupts. Le haff était bordé de montagnes qui n'étaient accessibles qu'aux bêtes de somme. Comment cette baie, où régnaient la fièvre et le typhus, pourrait-elle jamais faire concurrence à Foutchéou, ville de 500.000 habitants, située sur le Min, non loin de là, de l'autre côté des montagnes, et qui attirait à elle tout le trafic ?

Les îles Chou-San ne se prêtaient pas à une organisation défensive, pas plus que la baie de Samsa ou Amoy. Leur grand inconvénient, par ailleurs, était qu'elles se trouvaient devant Shanghai comme Helgoland devant Hambourg. Elles étaient en dehors de la route commerciale. De plus, il fallait nous attendre à des conflits avec l'Angleterre, si nous entreprenions de nous y établir.

Amoy, un *settlement* anglais, que nous n'avions aucun droit de prendre, n'était pas riche en promesses économiques.

C'était encore le port où les coolies s'embarquaient à destination de Manille ; son commerce de thé diminuait ; abrité contre les moussons, il offrait un grand intérêt pour les navires à voiles, mais la navigation à vapeur lui faisait perdre de plus en plus cet avantage. C'était le déclin.

Tsing-Taô était susceptible d'être fortifié. Il avait l'avantage d'une baie fermée ; son climat septentrional était favorable. Il n'y avait pas de voie maritime et l'hinterland était une province pauvre et surpeuplée, mais ces objections ne m'effrayaient pas, de nombreux symptômes promettant par ailleurs un développement économique extraordinaire. Tous les renseignements recueillis concordaient dans ce sens. En résumé, je voyais qu'il m'était impossible de faire un choix si Tsing-Taô devait en être exclu.

Un jour, en me promenant sur la côte de Tchéfou, je rencontrai le commandant de l'*Illis*, qui était le lieutenant de vaisseau Braun, mon ancien second à bord, mon collaborateur pendant cinq ans, et, en outre, mon bras droit lorsque j'étais affecté à la station de la Baltique. Nous avions l'habitude de travailler en commun, et il me comprit tout de suite, étudia mes travaux préparatoires et se présenta le lendemain à mon bord, en me disant qu'il avait eu l'impression d'une révélation. Je fus heureux d'entendre cet avis ; c'était le seul jugement que dans la situation donnée il me fût permis de recueillir. Je lui répondis que j'allais lui envoyer l'ordre de se rendre à Tsing-Taô, d'explorer les lieux et de faire un rapport. Il prit la mer, fut saisi par un typhon et périt dans le naufrage de l'*Illis*. J'étais donc obligé de transmettre à Berlin l'ordre de mission par lequel j'avais prescrit à Braun d'explorer la baie de Kiao-Tchéou. Je me dis qu'il fallait faire un pas de plus, et, quoique j'eusse préféré ne pas attirer l'attention, à cause de la concurrence européenne, je me rendis moi-même à Kiao-Tchéou sur le vaisseau-amiral *Kaiser*.

Avant mon départ, je rencontrai à Tchéfou le nouveau ministre plénipotentiaire, M. von Heyking, qui avait reçu la même mission que moi ; sa femme l'accompagnait. Je lui demandai un entretien tout à fait particulier, ce qui, je le compris bientôt,

fut une maladresse, car sa femme, très intelligente (c'est elle qui écrivit plus tard le livre : *Lettres qui ne lui parvinrent pas*), était son meilleur collaborateur. Heyking me rapporta que l'Empereur lui avait dit à Potsdam : « J'ai maintenant envoyé sur place mon meilleur diplomate et mon meilleur amiral. A eux deux ils arriveront bien à un résultat ! » A la question : « De quel côté se porte votre choix ? » Heyking avait répondu : « Sur Amoy ». — « Comment, dis-je, pouvez-vous vous prononcer pour un endroit que vous ne connaissez pas ? » Il me répondit : « Je ne pouvais pourtant pas laisser Sa Majesté sans réponse positive. »

Nous convînmes, à la suite de cet entretien, de ne pas fixer notre choix sans avoir bien assis notre conviction, et je rédigeai les conditions que tous deux nous considérions comme nécessaires. Chacun devait explorer les emplacements possibles avec ses moyens propres et, sur ces données, nous prendrions une décision d'un commun accord. Au préalable, je devais, en décembre, faire passer mes navires dans les bassins de radoub de Hong-Kong : il fallait toujours retenir la place neuf mois à l'avance pour être prêt à occuper l'endroit choisi.

J'explorai alors Tsing-Taô et j'allai de là à Vladivostock pour permettre à mes équipages de prendre quelque repos. J'y retrouvai un vieil ami que j'avais connu à Fiume, le Finlandais Virenius, qui était alors commandant du vaisseau-amiral russe. A chacun de nos rendez-vous il me conduisait dans des endroits solitaires, ce que mon intellect d'Allemand avait de la peine à comprendre. Un jour que j'avais à mon bord l'amiral Alexeïew, qui devint plus tard gouverneur-général de la Mandchourie, celui-ci voyant que je traitais Virenius en ami, demanda sur un ton singulier : « Tiens ! De vieilles connaissances ? » Virenius pâlit, et, à partir de ce jour, il m'évita visiblement. Alexeïew se méfiait donc de son propre capitaine. Une autre fois, j'avais invité à une fête à bord la société internationale et les autorités de Vladivostock. La nouvelle arriva de Berlin que le Tsar venait d'être nommé amiral allemand. Je levai mon verre et portai un toast à la santé du Tsar ; l'amiral français et sa suite restèrent froids ; les Russes étaient bien obligés de prendre un air aimable.

Alexeïew était nettement francophile. Mais, comme officier de marine, j'aurais été pleinement ridicule si, en causant avec lui, je n'avais pas franchement avoué que nous avions besoin d'une station pour la flotte allemande. Alexeïew cherchait à m'orienter vers les îles Chou-San : il était dans son rôle, car dans ce cas nous aurions été dans ce coin du monde éternellement aux prises avec l'Angleterre. Je fus à même de savoir de bonne source que la marine russe avait examiné la question de l'acquisition de Tsing-Taô, mais avait de nouveau abandonné ce projet, Tsing-Taô n'étant pas nécessaire, mais plutôt gênant pour les intérêts russes. J'obtins les mêmes renseignements par la voie de Pékin, mais en même temps j'appris que l'ambassadeur russe de Pékin convoitait Tsing-Taô, en dépit de l'attitude hostile de la marine.

Heyking et les services de Berlin tâtaient toujours le terrain dans la direction où ils croyaient rencontrer la moindre résistance : à Amoy ou Samsa, à leur avis. Le commandement supérieur reprit même la question des îles Tchou-San et on alla jusqu'à envisager un échange contre le Cameroun ou les îles Samoa. Je fis valoir que nous allions voir se renouveler en Chine les conflits qui avaient éclaté entre l'Allemagne et l'Angleterre à propos du Transvaal, si nous nous établissions à proximité de Shanghai, et j'indiquai dans mon rapport qu'il ne pouvait être question que de Tsing-Taô, si nous voulions réellement acquérir un point d'appui en Chine.

Fin novembre, je reçus de Berlin l'ordre de rester devant Amoy, de décommander les bassins de radoub, de garder avec moi les navires qui auraient dû être relevés et de me tenir prêt à une opération. Comme je marquai ma surprise et demandai des explications, Heyking me répondit télégraphiquement que Berlin avait demandé si l'accord s'était fait entre lui et moi. Il avait répondu : « Oui, Amoy » et ajouta que l'attitude récalcitrante de la Chine dans la question des chemins de fer nous donnait une occasion d'intervention.

Je déclinai la responsabilité de ce choix. Nos navires n'étaient d'ailleurs guère en état d'entreprendre une opération. Nous aurions bien forcé les fortifications médiocres d'Amoy, où les

Chinois disposaient de canons Krupp et de quelques milliers d'hommes. S'emparer de la ville, très peuplée, était plus scabreux. Mais surtout il y avait à redouter que, en cas de difficultés avec l'Angleterre, celle-ci nous refusât les bassins de radoub ; nous étions alors désemparés avec nos navires qui avaient besoin de réparations et sur lesquels reposait le prestige de l'Allemagne dans cette partie du monde.

Il s'écoula un certain temps. Finalement arriva l'ordre d'envoyer les navires dans les bassins de radoub, suivant mon intention. D'Amoy il n'a jamais plus été question. Le rapport qu'après le naufrage de l'*Itis* j'avais été obligé de transmettre, et dans lequel j'avais dû exposer toute la situation, avait fait à Berlin, au milieu des opinions divergentes, l'effet d'une bombe. L'Empereur avait convoqué quelqu'un qui connaissait le pays, et celui-ci me donna raison. Les rapports techniques d'un ingénieur des travaux hydrauliques, dont j'avais demandé l'envoi, ont été considérés plus tard par le public comme le point de départ de l'acquisition de Kiao-Tchéou. A la fin de l'année 1897, mon successeur, le commandant d'escadre von Diederichs, y hissa le pavillon allemand. Aussitôt, les Russes allèrent chercher dans l'arsenal du droit des gens les prérogatives nébuleuses du « premier occupant » (en invoquant ce droit l'Angleterre pourrait revendiquer non seulement Tsing-Taô, mais le monde entier, parce que les Anglais ont jeté l'ancre partout), non pas tant pour nous créer des difficultés sérieuses, qu'afin de pouvoir élever le ton aussi haut que possible et obtenir des compensations.

On comprend sans peine que les Russes eussent préféré nous pousser plus au sud, dans la sphère d'activité anglaise, et qu'ils ne nous vissent pas volontiers nous établir à proximité de Pékin, où ils jouaient à cette époque le premier rôle. Ils cédèrent devant la ferme attitude de l'Empereur.

2

En Extrême-Orient, j'avais déjà pensé au mode de fermage qui diminuerait l'impression de violence et permettrait aux

Chinois de sauver la face. J'ai finalement rédigé le bail en collaboration avec M. von Holstein.

Comme secrétaire d'État à la Marine, j'eus, à partir de 1898, à faire la conquête morale de notre nouvelle acquisition, à justifier notre conduite en faisant œuvre civilisatrice. Il s'agissait, avec des capitaux modestes, de faire sortir des richesses que les Chinois eux-mêmes ne soupçonnaient pas, et de montrer dans un cadre étroit, mais dans un grand style, ce dont l'Allemagne était capable. Notre œuvre de Tsing-Taô est restée fragmentaire et à tout jamais il nous sera interdit de lui donner le développement bien plus considérable que nous avons entrevu ; mais nos seize années de travail ont laissé sur ce continent étranger une marque indélébile. En comparaison du Hong-Kong britannique, qui compte 55 années d'existence de plus, l'essor de ce misérable village de pêcheurs, devenu une ville de 60.000 habitants et un port important, et cela dans des conditions de concurrence difficiles, a été vertigineux et pourtant solide.

L'étendue du territoire fut exactement circonscrite pour nos besoins. Je recommandai de ne prendre que le terrain qu'il nous fallait pour exécuter ultérieurement des travaux de fortification et installer nos comptoirs et nos fabriques. Tout le terrain affermé fut exproprié par nous. J'avais appris à connaître en Extrême-Orient les grands inconvénients évoqués dans les *settlements* européens par la spéculation effrénée sur les terrains. C'est d'ailleurs une question qui chez nous aussi mériterait d'être étudiée. Pour Tsing-Taô, une décision immédiate s'imposait. J'achetai par conséquent aux habitants leur terre au cours du jour, peut-être même quelque peu au-dessus, mais cela n'avait aucune importance, puisqu'elle allait certainement augmenter de valeur. Une des clauses du bail permettait aux habitants de rester sur le sol, aussi longtemps qu'ils voudraient et que nous n'aurions pas besoin du terrain. De plus nous avions encore autour de Tsing-Taô une zone plus large, la zone appelée neutre, où nous pouvions faire passer des troupes, ce qui nous permit, lors des troubles du Chan-Toung, de prendre sous notre protection les environs immédiats.

J'obtins, ce à quoi je tenais essentiellement, que Tsing-Taô

ne fût pas rattaché au ministère des Colonies. Il fallait que l'entreprise restât dans une seule main, si l'on voulait qu'elle réussît. La marine y avait des intérêts militaires immédiats, elle y avait besoin d'installations, de bassins de radoub, du port, etc... Il valait mieux éviter toutes les difficultés qui auraient fatalement résulté de la coexistence d'une administration coloniale. Comme nous avons accepté la responsabilité de l'établissement de ce point d'appui, nous étions, à mon avis, plus qualifiés pour en assurer également le développement économique. Dans ma lettre à Stosch, j'avais déclaré que tous les intérêts maritimes devaient être concentrés dans la main du ministre de la Marine, mais que cette méthode n'était recommandable que temporairement, jusqu'à ce que ces intérêts eussent atteint leur complet épanouissement. Dans le même esprit, je considérais aussi que, lorsque Tsing-Taô serait « en état », la marine naturellement céderait la place à d'autres. Mais cette heure n'avait pas encore sonné. La bureaucratie de l'Empire ne témoigna guère de bienveillance vis-à-vis de ce champ d'action autonome de la marine. Le ministère des Affaires Étrangères manifesta une certaine jalousie. On envoya au plus tôt un consul à Tsi-Nan pour veiller à ce que notre influence n'empiétât pas sur le Chan-Toung.

Je partage, pour l'essentiel, le jugement porté par Karl Peters sur notre bureaucratie coloniale à l'origine. Son incapacité initiale a été doublement regrettable, car les Allemands possèdent à un haut degré les qualités de colonisateurs. Ils s'entendent aussi à donner satisfaction aux indigènes. Je rappelle que Lettow-Vorbeck, à son entrée en territoire portugais en Afrique, a été salué comme un libérateur par les indigènes. Nos colonies auraient certainement pris un développement plus satisfaisant, sous plus d'un rapport, si, au début, elles avaient été rattachées à l'administration militaire de la métropole.

Pour la marine elle-même, la charge aurait naturellement été trop lourde. C'est seulement après avoir mené à bonne fin l'achèvement du programme naval, que je voulais laisser à mon successeur la tâche de prendre un intérêt plus vif à la création de points d'appui. Le ministère des Colonies ne s'en occupait pas, et cependant ils constituaient la condition préalable, non

seulement d'une guerre de course possible, mais encore de l'établissement d'un lien entre les divers intérêts de l'Allemagne au delà des mers. Mais, abstraction faite de ces considérations, que n'aurait-on pas pu faire, sans grande peine, par exemple pour la défense de l'Est-africain, si l'on s'en était préoccupé davantage en temps de paix ? La marine n'a-t-elle pas donné son travail et son sang pour les autres colonies ? Pour Tsing-Taô nous avions sous la main nombre de techniciens et de fonctionnaires ; nous pouvions les prendre dans ce vaste réservoir que constitue la marine et les y renvoyer s'ils ne donnaient pas satisfaction. Le ministère des Colonies, lui, ne comprenait que ses bureaucrates.

Nous étions capables de construire par nos propres moyens le port, la ville, les divers établissements, etc... Nos hommes ont travaillé dans tout le territoire affermé. Nous pouvions conserver le service obligatoire dans la marine, et les effectifs nécessaires là-bas (un bataillon d'infanterie de marine) étaient adaptés aux besoins de la marine ; nous avions des médecins acclimatés dans les Tropiques et ayant l'habitude d'installer des ambulances, etc. Nous n'aurions donc pas été à chaque instant entravés par le ministère des Finances et le Reichstag, comme l'aurait été le ministère des Colonies.

Jadis, une importante route commerciale avait passé par la baie de Kiao-Tchéou, mais l'ensablement du port avait arrêté ce trafic. A l'intérieur de la baie, protégée contre les gros coups de mer, se trouvaient des récifs dont il nous fut possible de tirer parti pour construire sans trop de frais un port intérieur. On construisit ensuite des quais et des bassins de radoub que nous aurions pu agrandir à volonté. Tsing-Taô commença à être un port d'importation pour le pétrole des îles de la Sonde, dont la Chine faisait une grande consommation. Le charbon du Chan-Toung, matière très demandée en Extrême-Orient, suffisait à donner à la place un essor magnifique. Posséder un entrepôt de charbon dans notre concession était pour nous d'une importance primordiale. Au moment où la guerre éclata, Tsing-Taô devait être doté d'installations pour traiter le minerai extrait à Poschan. Je l'avais obtenu parce que Tsing-Taô, se trouvant

sous notre souveraineté absolue, était protégé contre les troubles locaux. Les hauts-fourneaux, les aciéries et les laminoirs qu'on devait installer auraient permis à des entreprises industrielles de s'établir. Il n'y avait pas dans tout l'Extrême-Orient et en Amérique occidentale de forges avec de pareilles perspectives ; dans cette partie du monde, le marché du fer et de l'acier aurait passé dans nos mains ; l'importance économique de l'Allemagne grandissait par là-même à tel point qu'elle devait rehausser notre situation politique et se faire sentir dans toutes les autres branches de l'exportation allemande.

On pouvait aussi s'attendre à voir Tsing-Taô augmenter de valeur, par suite du fait que, sur toute la côte environnante, il ne se trouvait pas un seul port naturel, et qu'une bonne communication par chemin de fer aurait pu faire de Tsing-Taô un port de débouché pour Pékin et même, ce que je n'avais pas aperçu au début, pour la voie ferrée de Moscou par Irkoutsk. Cette route aurait constitué, avec celle d'Australie, la meilleure voie de communication reliant l'Europe à l'Extrême-Orient. Le chemin de fer du Chan-Toung ouvrait l'arrière-pensée de Tsing-Taô, négligé jusque-là. Un avenir économique dont les possibilités étaient illimitées s'ouvrait devant nous.

Les soulèvements de Chine nous forcèrent à construire ce qu'on a appelé « la ligne des Boxers », c'est-à-dire un mur d'enceinte tout autour du territoire de la ville et allant sur une longueur de cinq kilomètres de la mer à la mer. Nous pûmes par ce moyen éviter le contact immédiat avec la Chine et empêcher les troubles de pénétrer chez nous, à la grande satisfaction des Chinois riches qui affluaient à Tsing-Taô. Contrairement à ce qui se pratiquait à Hong-Kong, les Chinois durent s'établir dans un quartier spécial ; c'était une concession faite aux Européens, mais nous n'aurions peut-être pas pu la maintenir par égard pour les Chinois aisés. Les indigènes eurent bientôt confiance dans notre justice. Leur ville, à laquelle nous laissâmes dans une large mesure son administration autonome, connut la prospérité.

Le climat était relativement bon ; les baigneurs venaient en grand nombre. Nous avons combattu avec succès la fièvre et

le typhus par des travaux pour l'adduction d'eau potable, et nous nous sommes protégés contre les épidémies qui ravagent périodiquement la Chine en établissant un cordon sanitaire le long de la position des Boxers. Nous avons amélioré l'état sanitaire par de vastes reboisements. Ces reboisements furent un modèle pour toute la Chine, où l'on avait cru jusqu'alors que les forêts une fois coupées ne pouvaient être reconstituées. Les Chinois avaient rasé les forêts jusqu'à la dernière souche et la période des pluies ravinait le terrain. Nous-mêmes nous ne réussîmes au début qu'avec peine à reboiser ce sol dépouillé de tout humus. Mais le succès final nous permit de faire d'autres plantations. Le soin que nous prenions des forêts en imposa aux Chinois à tel point qu'ils se mirent sérieusement à notre école. L'enseignement que nous donnâmes dans nos pépinières aux indigènes contribua aussi à améliorer nos relations avec eux. Dans toute la région environnante, nous avons appris aux Chinois, qui l'ignoraient, la greffe des arbres fruitiers ; ils venaient en foule nous demander des greffes ; la culture des arbres fruitiers prospéra dans le Chan-Toung. Le premier abattoir moderne de l'Extrême-Orient fut installé par nous et nous permit de commencer l'exportation de la viande. Tous nos efforts tendaient à entretenir de bonnes relations avec les autorités chinoises. Les gens sensés parmi les Chinois acquièrent de plus en plus la conviction que l'occupation de Tsing-Taô était pour eux un bienfait. Ils nous appréciaient et venaient de plus en plus à nous. Peut-être ont-ils commencé à nous mettre au-dessus des Anglo-Saxons, étant eux-mêmes un peuple de vieille civilisation. Je ne pense pas que, avant la guerre, les résultats positifs que nous avons obtenus nous aient montrés inférieurs aux Anglo-Saxons de quelque façon que ce soit, même dans le domaine de la colonisation, même en Afrique où notre administration pourtant aurait peut-être pu montrer plus d'allure. Je ne souscrirai pas à l'opinion qui voudrait nous faire reconnaître aux Anglo-Saxons une mission mondiale quelconque ; cette mission, nous nous en serions acquittés probablement mieux qu'eux si seulement nous avions eu la situation matérielle voulue. Sans doute il restait encore à l'Allemand quelque chose du parvenu ; l'Anglo-

Saxon le dépassait en esprit d'initiative. Mais chez nous tout était si bien ordonné et si sérieux que, en dépit de certaines instructions venues d'en haut et visant à l'effet et à l'intérêt immédiat, notre œuvre dans l'ensemble se faisait valoir par elle-même, jusque dans les domaines que les Anglais regardaient comme leur fief, comme la colonisation. C'est que nous apportions encore à l'ouvrage la solide application allemande. L'essor de Tsing-Taô, en tout cas, a été un steeple-chase, dont l'allure promettait du reste de s'accélérer. Les Allemands de Chine, eux aussi, s'habituèrent de plus en plus à venir se fixer à Tsing-Taô et à considérer la ville comme le foyer du germanisme en Extrême-Orient.

3

La marine s'intéressait partout avec amour aux colons allemands depuis le jour où Stosch, au début de sa carrière, avait assigné à la flotte la mission de connaître le monde et de grouper les Allemands répandus à l'étranger. Leur fierté nationale était tombée bien bas aux époques de notre impuissance ! Dans la ville anglaise de Hong-Kong, un seul Allemand, M. Siebs, de la maison Siemssen, a osé, pendant la guerre de 1870, avouer sa nationalité ; la plupart avaient imité l'exemple de M. Schwartzkopf, qui s'était transformé en un M. Blackhead. D'une façon générale, si l'on fait abstraction de l'Europe, le germanisme ne s'est maintenu par sa propre force que dans les États latins de l'Amérique du Sud. Et pourtant, en 1859, le rescrit si mal inspiré de von der Heydt avait eu comme conséquence de ralentir l'émigration vers ces pays et de la diriger vers l'Amérique du Nord, en s'imaginant faire preuve d'une sollicitude paternelle pour l'avenir d'émigrants allemands qui n'en étaient pas moins perdus pour nous. Lorsque, en 1900, le prince Bülow proposa au conseil des ministres de supprimer enfin ce rescrit, il y eut encore des voix pour en demander le maintien !

Les millions d'Allemands qui émigraient étaient perdus pour l'Allemagne, moralement et matériellement, et ils ont enrichi ceux qui furent plus tard nos adversaires les plus dangereux.

Sans le travail allemand, dans le passé et dans le présent, l'Entente n'aurait pas pu, tant s'en faut, nous faire le mal qu'elle nous a fait : c'est là une des constatations les plus pénibles pour nous aujourd'hui.

Etant donné ce que nos émigrants trouvaient à leur arrivée en Amérique, il se peut que leur américanisation fût inévitable. Mais elle ne s'est pas moins opérée d'une façon et avec une rapidité qui ne s'expliquent que par l'insuffisance de notre sens national. C'est avec douleur que j'ai vu à New-York une immense retraite aux flambeaux organisée, si je me souviens bien, par 14.000 anciens soldats allemands, tous des hommes dans la force de l'âge, en l'honneur du prince Henri. Quand, par hasard, on les mettait sur le chapitre de la nationalité, ils répondaient couramment : « Nous pensons à l'Allemagne comme à notre mère, mais l'Amérique est notre femme, nous devons être avec elle. » On pouvait même faire des expériences encore moins réjouissantes. Les biens spirituels par lesquels la mère-patrie l'emportait étaient oubliés uniquement pour les avantages matériels qu'offrait la vie en Amérique. A l'Université de Harvard, j'eus un jour comme guide un professeur issu d'une bonne famille allemande et ancien privat-docent dans une université allemande. Il n'était arrivé que depuis quelques années en Amérique, mais, disait-il, il était déjà citoyen américain. La façon dont il prononça ces paroles m'affecta péniblement et je profitai d'une occasion favorable pour continuer ma visite en compagnie d'un autre professeur américain. Bien contre mon gré, l'ex-Allemand s'aperçut sans doute de l'impression que ses paroles avaient produite sur moi, car il dit à l'officier de marine qui m'accompagnait : « Votre amiral me paraît s'être étonné que je sois déjà citoyen américain ; mais vous le comprendrez ; ici, je suis devenu professeur plus tôt que je ne l'aurais été en Allemagne ; ne faut-il pas que j'en sois reconnaissant ? » Ce que cet homme devait à l'Allemagne n'avait manifestement plus aucune importance. Je cite ces exemples, parmi tant d'autres que j'ai en mémoire, uniquement pour caractériser l'absence de fierté nationale, de patriotisme et de gratitude, qui est pour notre peuple comme une tare fatale.

Avec de telles expériences et de telles impressions, tous les grands mots prononcés chez nous au cours de toutes les inaugurations et autres cérémonies officielles — et il n'en manquait certes pas — ne pouvaient que me laisser de plus en plus froid. Avec cette faiblesse du sentiment national, qui les suivit en quittant leur mère-patrie, dix millions d'Américains du nord d'origine allemande ont laissé périr l'Allemagne sans bouger le petit doigt. Combien plus digne est l'attitude des Irlandais ! Et qui oserait cependant affirmer que l'Irlande ait été pour ses enfants qui s'expatrient une meilleure mère spirituelle que l'Allemagne ? Dans le tabernacle de la cité des Mormons, où tout autour de moi je discernai fort bien l'accent souabe, j'ai été péniblement impressionné en entendant le discours d'un missionnaire qui, envoyé dans « le pays des infidèles » pour y faire des conversions, décrivait certaines régions de l'Allemagne comme susceptibles d'offrir un champ d'activité particulièrement favorable. Dans le monde entier, pareils sujets d'amertume nous étaient donnés par les Allemands, en dépit des hauts faits que notre peuple a à son actif. Pour les Allemands établis à l'étranger, les raisons d'intérêt personnel étaient le plus souvent prépondérantes, alors qu'un Anglais pouvait être considéré normalement comme un agent du *Foreign Office* dès qu'il s'agissait d'intérêts anglais. Dans les dernières années qui ont précédé la guerre, un progrès se marquait pourtant dans la voie d'une meilleure utilisation de ce capital énorme que constituaient pour nous les Allemands expatriés. Ceux-ci, à leur tour, à mesure que se développaient la force, la dignité et surtout la puissance navale de l'Empire allemand, sentaient renaître en eux le sentiment d'appartenir, par le sang et par la civilisation, à un grand organisme dont ils partageaient les droits et les devoirs.

La mise en valeur du germanisme à l'étranger était pour nous, étant donné la dispersion de notre émigration, un problème plus difficile que pour les Anglo-Saxons, les Espagnols ou même les Français. Jusqu'à la veille de la guerre, nos fonctionnaires à l'étranger n'ont déployé qu'une activité médiocre. Fréquemment, ils ne possédaient pas l'enthousiasme nécessaire pour comprendre qu'une grande nation ne peut se renier, pas même dans ses enfants

disséminés à travers le monde. Je ne veux pas prendre à mon compte la méchante boutade qui prétend que nombre de nos représentants officiels à l'étranger étaient plutôt comme importunés par la présence d'Allemands expatriés. Je dois dire pourtant que la marine a mis généralement plus d'ardeur à resserrer les liens qui rattachaient ceux-ci à l'Allemagne et à les pénétrer du sentiment de la fierté nationale. Partout où il y avait un commencement d'activité allemande, nous nous sommes efforcés de faire, outre-mer, œuvre nationale. Pour grouper les Allemands, les occasions les plus diverses étaient bonnes. Nous passions sur toutes les différences sociales. En Extrême-Orient, c'était d'ailleurs plus facile que partout ailleurs, la classe domestique n'étant pas représentée parmi les Allemands. Les offices religieux nous réunissaient. Le jour de la fête de l'Empereur, on invitait tous ceux qui parlaient l'allemand ; ce jour-là, on voyait sur le vaisseau toute sorte de monde. A l'étranger, le lien de la langue et du sang est bien plus fort, et les frontières s'effacent. Partout les Autrichiens, et même les Suisses, faisaient groupe avec nous. Notre marine marchande aussi, qui, dans le passé, n'était que trop disposée à accepter la tutelle étrangère, acquit, à l'exemple de la marine de guerre, un sentiment national plus vif.

Pour montrer comment le corps des officiers de marine concevait le souci des intérêts allemands, je voudrais citer une lettre que m'adressa de l'Amérique du Sud, à l'occasion de mon anniversaire, en mars 1914, le commandant du *Kaiser* :

Je suis plus convaincu que jamais qu'envoyer nos vaisseaux dans les eaux lointaines est une nécessité pour les officiers et les équipages, et pour les vaisseaux eux-mêmes ; sinon la marine aura de plus en plus une odeur de caserne. Je ne trouve pas d'autre expression. Mais il y va de bien plus encore... Il existe à l'étranger tant de sang allemand à conserver et à revivifier. Pourquoi le temps ne viendrait-il pas où ce sang affirmera sa volonté allemande, non pas pour constituer des États annexes de l'Allemagne, mais pour être lui-même parmi le mélange des races, et créer à notre mère-patrie les débouchés naturels qui nous sont indispensables pour ne pas étouffer chez nous ? Alors nous pourrions de nouveau tolérer l'émigration. Le Brésilien ne colonise pas, il n'est pas tra-

vailleux et laisse la terre inculte. La race ne se fixera que par un apport venu du dehors. Mais récupérer ce qui fut allemand, revivifier le sang allemand, n'est pas le fait des ambassades et des consulats ; les écoles même ne peuvent avoir d'influence véritable que si la famille conserve les sentiments allemands. Cette œuvre ne peut être accomplie que par nous, car il faut un organe patriotique puissant et un objet visible pour lequel on puisse s'enthousiasmer.

En 1915 encore, alors que la marine était plongée dans l'inaction tragique, le même officier m'écrivait :

... L'œuvre essentielle, — faire au germanisme sa place dans le monde, — la marine seule peut l'accomplir. Servir de véhicule à l'expansion de notre force nationale, qui dans la mère-patrie a pour assises notre monarchie et notre puissante armée, voilà le rôle de la marine ; c'est de cette pensée qu'elle est née dans l'âme du peuple. Dans toutes les lettres de l'Amérique du Sud que je reçois encore maintenant de temps à autre, je perçois toujours la joie inspirée par le progrès de l'esprit allemand, par l'union de tout ce qui est allemand, même là où cet esprit semblait avoir disparu. Puis ce second sentiment : Quand la paix sera rétablie, il faut que nos vaisseaux reviennent ici pour que le lien soit noué plus solidement encore entre tous les Allemands.

C'est ainsi que prenaient racine les germes que je m'étais efforcé de déposer dans la marine. Elle se vouait d'autant plus à son rôle de pionnier du germanisme que ses forces juvéniles étaient moins absorbées par le service dans les ports de la métropole. Lorsque la guerre eut éclaté, le maintien de notre situation vis-à-vis des Anglo-Saxons m'apparut comme la condition indispensable pour sauvegarder nos vastes perspectives d'expansion mondiale, et, par là, le destin de notre patrie. Toutes nos acquisitions à l'étranger que la guerre avait détruites ne pouvaient certes nous être rendues dans leur intégrité que par une victoire complète. Mais, si nous sauvions l'honneur et notre dignité, nous pouvions, même en succombant devant la supériorité du nombre, conserver au nom allemand le respect du monde. Il s'agissait de savoir si l'on pouvait être fier d'être Allemand ; de cette question dépendait l'avenir des intérêts allemands

à l'étranger et l'avenir de toute notre situation mondiale, si fragile et si indispensable cependant. Rien n'avait mieux servi l'expansion commerciale des Japonais à notre époque, et celle des Allemands après 1870, que la force et la bravoure dont ils avaient fait preuve.

Dans le monde, il y avait encore place pour de nombreux Allemands ; ils pouvaient gagner leur vie tout en restant eux-mêmes, sans avoir besoin de devenir des transfuges ou des mercenaires au service de races étrangères, et cela tant qu'ils attachaient trop de prix à l'honneur national pour avoir l'idée de le vendre.

Une assez longue période de paix, ou même une guerre qui se serait terminée en nous laissant notre indépendance pleine et entière, nous aurait encore permis de racheter notre arrivée tardive, à la onzième heure, sur le théâtre du monde. Si nous nous étions élevés au rang d'une véritable grande puissance, avec laquelle on aurait traité d'égal à égal, ce qui n'était nullement hors de possibilité, le trop plein de notre population aurait pu librement se déverser à l'étranger sans cesser d'appartenir à l'Allemagne ; il en serait résulté pour nous, non point une diminution, mais un accroissement de forces.

Les hommes politiques, qui, à l'heure décisive pour le germanisme, dirigeaient les destinées de l'Empire, avaient été élevés essentiellement dans les conceptions de la diplomatie européenne ; ils n'avaient jamais senti les palpitations de ce corps non encore adulte qu'était le germanisme. C'est à peine s'ils comprenaient quel était l'enjeu de la guerre, et la question vitale qu'était pour nous, pour nos classes ouvrières surtout, le prestige du nom allemand aux quatre coins du monde.

4

Il aurait été particulièrement important pour nous d'arriver à faire progresser la langue allemande en Chine. La tâche était difficile, étant donné l'infériorité marquée de l'allemand sur l'anglais comme langue commerciale. Ce sont les cartes marines qui ont été un des moyens par lesquels l'Angleterre a répandu

sa langue dans le monde entier. Par ses travaux d'océanographie, l'Angleterre a accompli une grande tâche civilisatrice. Au siècle dernier, tout le monde pour ainsi dire naviguait d'après les cartes anglaises ; tout au plus se servait-on de cartes différentes pour des régions étroitement délimitées. Notre marine marchande aussi était habituée à naviguer d'après des cartes anglaises, même là où nous en avions d'allemandes. J'entrepris de constituer, d'une manière systématique, une collection complète de cartes du monde. Nous possédions déjà des cartes de nos propres eaux, cartes établies avec une précision et une minutie plus grandes que les cartes anglaises, mais elles présentaient certaines particularités qui n'étaient pas familières aux navigateurs. Je me mis en relations avec tous nos marins ; je m'enquis de leurs préférences dans tous les détails, jusqu'au format et au papier, et nous arrivâmes finalement à trouver une disposition qui non seulement était satisfaisante, mais qui nous permettait même d'établir des cartes supérieures aux cartes anglaises. Nous nous efforçâmes d'abord de pourvoir de cartes les grands itinéraires ; il y en avait des centaines ; l'un d'entre eux était celui d'Allemagne en Extrême-Orient. Un des motifs qui m'inspiraient, c'est que je pensais qu'il fallait faire quelque chose pour répandre notre langue et fortifier l'influence allemande.

Nous ouvrîmes ensuite à Tsing-Taô une Université, désireux de rendre aux Chinois des bienfaits d'ordre intellectuel, et supposant d'ailleurs que leur apporter notre civilisation nous vaudrait aussi des profits économiques. Qu'il fût de notre devoir de répandre la culture intellectuelle, cette manière de voir tout idéaliste ne m'était pas étrangère. Mon intention principale toutefois était, par ce complément donné à notre œuvre, d'étendre notre influence en Extrême-Orient. A l'Université on adjoignit une école préparatoire à l'usage des Chinois. Il nous fallait commencer au plus tôt ; sinon les Anglais allaient nous faire concurrence. Aussi notre résolution fut-elle vite prise, et nous improvisâmes l'Université, avant même que les élèves de l'école préparatoire fussent en mesure d'en suivre les cours. Mais c'était secondaire ; il fallait commencer. Ce ne fut pas le ministère des

Affaires Étrangères, mais bien un sinologue, le professeur Otto Franke, délégué par moi, qui mena sur les points essentiels les négociations avec le gouvernement de Pékin. Il fit stipuler, ce qui était une très heureuse idée, que des représentants du gouvernement chinois siègeraient dans nos commissions d'examen. Ainsi les diplômes décernés par nous donnèrent droit à un poste en Chine, au même titre que les diplômes chinois. C'est ainsi que nous avons envoyé en Chine de nombreux jeunes gens possédant notre langue, connaissant notre organisation et habitués à se servir de nos produits. La science médicale fut l'objet de nos soins particuliers ; elle était à un niveau qui rendait toute compétition impossible, et, par suite, apte plus qu'aucun autre enseignement à servir notre propagande nationale.

Notre colonie devint de plus en plus l'entrepôt du commerce allemand d'importation. Une exposition d'échantillons de produits allemands fut organisée, réclame de tout premier ordre que nous n'aurions jamais pu faire dans une colonie anglaise. Au seuil de la Chine, nous montrions ce dont nous étions capables aussi bien dans le domaine de l'esprit que dans le domaine économique, tout en respectant le caractère propre du pays. Nous acceptions et nous donnions l'hospitalité ; nous répondions à la confiance par la confiance. D'année en année les intérêts allemands dans le Céleste Empire s'appuyaient sur une base plus solide.

. 5

Nous avons tout eu, sauf une politique qui nous eût permis de fonder une organisation stable, de sorte que nous n'avons pu que montrer ce que l'Allemagne savait faire. Je n'ai pas revu Tsing-Taô depuis 1896, mais j'avais mis tant de sollicitude et tant d'amour dans la fondation de cette colonie, que sa perte me fut aussi sensible que l'aurait été une douleur physique. Avec seulement 3 à 4.000 hommes, la place, grâce aux fortifications que nous avons créées, pouvait tenir un temps illimité contre les Chinois, un temps assez long contre les Français, les

Russes, voire contre les Anglais. Même avec de grosses ressources, nous n'aurions pas pu, par contre, construire une forteresse capable de résister à l'assaut d'une armée japonaise. Braver l'assaut du monde entier était à plus forte raison impossible. Dans ces conditions, il n'y a plus rien à faire.

Nous créer en Extrême-Orient un point d'appui solide autour duquel les Allemands pussent graviter, était une idée juste ; mais la condition préalable était de nous mettre en bons termes avec les Japonais. Nous avons bien protesté contre la paix de Shimonoseki en 1895, mais il n'y avait pas de tension dangereuse entre nous et les Japonais, aussi longtemps que la Russie nous plaçait pour ainsi dire dans la zone neutre. Même après l'effondrement de la politique russe en Extrême-Orient en 1905, une politique japonaise bien comprise n'avait aucune raison de souhaiter notre départ de la Chine. Mais, après 1905, nous aurions dû mettre tout en action pour réparer la faute de Shimonoseki ¹.

Le peu d'influence que j'avais de ce côté, je l'ai toujours employé à favoriser une bonne entente avec Tokio. A ma connaissance, le gouvernement allemand n'a pas fait de tentative sérieuse pour obtenir du Japon des assurances, par exemple au sujet de la neutralisation de l'Asie orientale. A vrai dire, l'ultimatum japonais ne me causa pas de surprise. J'admettais cependant que le Japon dût souhaiter notre présence en Chine à cause du grave antagonisme qui existait entre lui et l'Amérique, antagonisme qui, tôt ou tard, finira par devenir aigu. Dès le début, Tsing-Taô avait été, selon mon désir, déclaré port libre. Je pensais bien que nous y trouverions notre compte. Les affaires que le Japon y faisait n'en étaient pas moins fort bonnes. Le commerce étant libre, la seule chose qui pouvait lui faire détester notre présence était son désir d'avoir le charbon.

Le 15 août 1914, arriva l'ultimatum japonais. Il était conçu en termes cassants, les mêmes, paraît-il, que ceux de notre note lors du traité de Shimonoseki. Bethmann, sur le conseil de notre ambassadeur à Tokio, le comte Rex, était disposé à accepter

1. Voir chapitre XIV.

l'ultimatum. Je fis prévaloir l'opinion qu'il ne fallait pas répondre. Si nous partions de Tsing-Taô en rendant la place sans combattre, nous la perdions à coup sûr. L'alliance avec le Japon, qu'il nous fallait rechercher, n'était possible que si nous sauvions au préalable l'honneur en Extrême-Orient. Même maintenant, nous n'avons pas à regretter, puisque notre tentative de fonder une colonie en Chine devait fatalement échouer, d'avoir poussé l'accomplissement du devoir jusqu'à l'extrême limite. La capitulation sans condition aurait pesé lourdement sur la disposition des esprits au moment où nous étions engagés dans une lutte pour notre existence. Nous n'avons pas plus souffert d'avoir le Japon pour ennemi que nous n'aurions souffert en acceptant l'offense. De plus, en août 1914, personne ne pouvait encore dire combien de temps durerait la guerre ; l'armée, dans sa marche triomphale, faisait des pronostics pleins de confiance. N'étions-nous pas autorisés à croire qu'il nous serait possible de nous maintenir à Tsing-Taô jusqu'à la fin de la guerre, qui ne tarderait peut-être pas ? Une tentative de céder Tsing-Taô à l'Amérique, en échange des Philippines par exemple, devait nécessairement échouer.

Nous avons fait de la position des Boxers une enceinte fortifiée, qui ne comprenait que quelques ouvrages d'infanterie, des tranchées et des réseaux de fils de fer, et, pour nous défendre contre des soulèvements, nous avons garni le front de mer de quelques canons Krupp que nous avons pu enlever aux forts de Takou. Le dernier obus était tiré lorsque Tsing-Taô se rendit. Lorsque trente mille ennemis donnèrent l'assaut général, qu'on ne pouvait plus repousser avec de l'artillerie, il ne s'agissait plus que de savoir si les survivants de notre garnison devaient se faire tuer par les assaillants dans la ville non fortifiée. Le gouverneur a eu raison de capituler à ce moment. Dans les rues conquises les Japonais cherchèrent longtemps les douze mille Allemands qui devaient s'y trouver. Il y en avait deux mille, auxquels il faut ajouter peut-être quinze cents mobilisables ou volontaires, qui, fonctionnaires ou commerçants allemands établis en Chine, s'étaient empressés d'accourir pour faire leur devoir.

CHAPITRE IX

AU MINISTÈRE DE LA MARINE

1

Au printemps de 1897, je reçus l'ordre qui me rappelait d'Extrême-Orient. A mon retour, je passai par l'Amérique, et des journalistes américains m'avertirent que, dans les journaux, Eugen Richter avait déjà attaqué dans ma personne le futur secrétaire d'État. A cette époque, je n'avais pas une expérience parlementaire suffisante pour tirer argument du fait que mon impitoyable adversaire m'attaquait avant même de me connaître.

Je quittai le front de mer le cœur gros. En 1895, j'avais dit à l'Empereur qu'à mon avis la construction de la flotte ne pouvait se faire que sous forme de loi ; pour en obtenir le vote au Parlement, il fallait un « organe vocal » que je n'avais pas et un savoir-faire politique que je n'avais pu acquérir au cours de ma carrière, jusqu'ici purement militaire. A mon arrivée à Potsdam en juin 1897, l'Empereur me dit que tout était prêt pour la « campagne de la flotte » ; je n'avais qu'à donner mon assentiment. Pendant mon absence, l'Empereur avait fait élaborer par une commission un projet de loi que, pour ma part, je jugeai inutilisable. Quand il s'agit de tâches qui demandent des résultats positifs, je n'ai jamais vu des commissions faire œuvre utile. Elles font plutôt œuvre de critique. Avec elles, la responsabilité s'évapore ; elles méconnaissent la distance énorme qui sépare l'idée de la réalisation. En l'occurrence, l'Empereur n'avait que des éloges pour l'œuvre de sa commission. Je demandai quelques jours pour réfléchir.

Ce projet s'attachait surtout à la création d'une immense flotte pour croisières à l'étranger. Or, à cette époque, il n'y avait plus dans le monde que quelques États, comme l'île de Haïti, etc., où l'on pouvait, si nos droits étaient lésés, obtenir satisfaction par l'envoi de croiseurs, et cela sans provoquer un véritable conflit. Même des États comme l'Argentine possédaient déjà des navires de guerre, de telle sorte que chaque croiseur, pour remplir sa mission d'avant-poste, avait besoin de l'appui d'une force navale dans les eaux de la métropole. De plus, nous n'avions pas un seul point d'appui à l'étranger. Dans toute ma carrière, j'ai toujours eu à combattre deux idées particulièrement chères aux profanes : l'idée d'une défense côtière spéciale et l'idée d'une flotte de croiseurs à destination des eaux étrangères¹. La guerre mondiale a démontré que la meilleure défense côtière consiste à avoir une flotte de combat. Au sujet de la guerre de course, je dis alors à l'Empereur à peu près ceci : « L'absence de points d'appui à l'étranger et la situation géographique de l'Allemagne nous empêchent de penser un seul instant à la possibilité de soutenir une guerre de course et une guerre au delà des mers contre l'Angleterre et d'autres grandes puissances. Les amirautés étrangères le savent bien. Ce qu'il nous faut, c'est une flotte de bataille qui pourra s'établir entre Helgoland et la Tamise. »

Je venais de constater une fois de plus en Extrême-Orient que notre situation mondiale reposait sur des bases fragiles. De différents côtés on m'informait des difficultés que les Anglais faisaient à tout ce qui était allemand, des progrès du boycottage des produits *made in Germany* et de la campagne contre l'Allemagne provoquée par le télégramme à Krueger. Dans les colonies européennes, les Allemands étaient écartés des administrations locales dont ils avaient fait partie jusque-là ; on les éloignait des sociétés et des chantiers anglais. Moi-même, j'avais vu comment notre escadre d'Extrême-Orient pouvait être rendue indisponible, parce qu'au moindre prétexte on pouvait

1. Même un militaire du rang du feld-maréchal von der Goltz me força à m'opposer à son idée, qui consistait à garnir la côte de tours blindées. En sa qualité de général-inspecteur du corps des ingénieurs, il élaborait des projets de défense côtière que l'existence d'une flotte de combat rendait complètement superflus.

lui refuser les bassins de radoub. On voyait alors, vers 1895, que l'évolution mondiale se précipitait. Le commerce allemand, la « porte ouverte », ne pouvaient plus être protégés par des escadres volantes. Il fallait augmenter notre puissance, je veux dire qu'il nous fallait nous mettre à même de devenir des alliés possibles pour des puissances mondiales. Or, pour cela, il fallait une flotte de combat. Et même plus tard, dans la guerre mondiale, un seul allié naval nous aurait suffi pour engager, avec les plus grandes chances de succès, la lutte pour la liberté des mers.

Le premier objectif était donc de créer une flotte qui pût nous donner des alliances. Rechercher ces alliances et éviter dans la politique mondiale tout conflit avant d'être arrivé à ce résultat, était le deuxième but. Ce n'est pas sans inquiétude que je voyais les provocations irréfléchies que notre opinion publique avait lancées contre l'Angleterre. Ce n'est pas non plus sans anxiété que je voyais les exaltés du commandement supérieur de la marine donner leurs conseils à l'Empereur pendant les difficultés du Transvaal. C'est pourquoi, en remettant à l'Empereur mon plan sur la flotte, je demandai aussi à être entendu sur l'emploi qu'on ferait des navires stationnés à l'étranger, étant donné les conséquences politiques possibles. L'Empereur et le Commandement supérieur y consentirent, mais on n'en fit rien dans la suite. L'Empereur donna d'ailleurs aussitôt son assentiment à mon plan de construction de la flotte, par un brusque revirement d'opinion qui me surprit. C'est ainsi qu'au mois de juin 1897 disparut définitivement des projets cette flotte à destination des eaux étrangères, qui, en cas de guerre, n'aurait certainement pas vécu bien longtemps. Certes, à cette époque déjà, la flotte de bataille à construire ne me paraissait pas devoir être le souverain remède ; il fallait conclure une alliance avec une autre puissance navale de deuxième ordre. Mais elle n'en constituait pas moins le moyen nécessaire pour nous permettre d'arriver à une alliance ; c'était donc le seul commencement possible pour en arriver à conquérir vis-à-vis de l'Angleterre cette attitude indépendante que l'Allemagne revendiquait alors unanimement et à juste titre, mais que

malheureusement aussi de nombreux Allemands dépourvus du sens des réalités politiques supposaient déjà existante.

2

Mon prédécesseur Hollmann lisait lui-même tout le courrier du ministère ; il avait donc fini par être submergé. Je me bornai à préparer la loi sur la flotte, et je laissai le soin des affaires courantes à mon suppléant. A Ems et à Saint-Blasien, où je voulais achever de guérir ma bronchite rapportée des tropiques, je réunis les officiers que j'avais choisis pour élaborer avec moi la loi sur la flotte. L'expérience parlementaire de von Capelle, son esprit critique, son style logique, complétaient heureusement mes dispositions plutôt tournées vers l'intuition. C'était moins un soldat qu'un virtuose des budgets. Avec Dähnhardt, qui entretenait des relations courtoises avec les députés, il connaissait à fond les questions financières qui, vu la situation misérable du Trésor, étaient tout un art. Tandis que j'allais généralement tout droit au but, von Capelle voyait les difficultés et les objections et aussi les différents moyens entre lesquels on pouvait choisir pour les surmonter. Il trouvait tout de suite les points faibles qui pouvaient donner prise aux adversaires ; les impondérables lui échappaient peut-être quelque peu. J'avais autant besoin de lui pour le travail parlementaire que du fougueux von Heeringen pour secouer le pays. Von Heeringen dirigeait la propagande nécessaire avec une habileté parfaite.

Ma méthode de travail s'est toujours inspirée du mot de Nelson : *We are a band of brothers*. Dès le début, je me trouvais en présence de problèmes qu'il fallait examiner sous différents aspects. Quiconque ne se sent pas l'étoffe d'un Napoléon, capable d'imprimer à toutes choses son cachet personnel, est obligé de s'entourer de collaborations : mieux vaut faisceau que dard.

Celui qui est à la tête d'une affaire importante doit se garder de vouloir faire tout par lui-même. J'avais remarqué chez Caprivi qu'il rédigeait trop de choses personnellement. Une fois que, de sa belle écriture régulière, il avait mis une décision par

écrit, il était difficile de l'amener à y renoncer ; il était pour ainsi dire amoureux de ses idées. Chez moi-même, j'ai observé cette tendance dangereuse : raison de plus pour être sur mes gardes afin de ne pas perdre mon entière liberté de jugement.

Une des raisons invoquées pour essayer de justifier le morcellement de l'unité de direction, réalisée dans l'amirauté qui, pour ainsi dire, avait des pouvoirs souverains, c'est que le département de la Marine était trop vaste pour une seule main. On faisait valoir en même temps, par une interprétation abusive, l'autorité suprême de l'Empereur en matière de commandement, et on arrivait ainsi à confier les rênes à un monarque qui avait encore bien d'autres affaires à gouverner. Or, il est faux de dire qu'il est difficile d'avoir la direction d'un département complexe. Ce qui importe, c'est de savoir discerner les choses essentielles et de s'en remettre pour le reste à des auxiliaires sûrs. Pour cela, certes, il faut pouvoir choisir ses collaborateurs. C'est ainsi que je me réservais du temps pour les choses capitales, et j'aurais même pu faire plus que je ne faisais.

Je n'ai rien tant cherché à éviter, quand il s'est agi d'organiser, que l'erreur de principe. En cas de mauvais fonctionnement, ce n'est que l'extérieur qu'on aperçoit ; l'erreur fondamentale se dérobe, d'autant plus qu'elle a ensuite pour elle l'habitude, voire la solidarité de certains intérêts. Aussi ne doit-on pas vouloir improviser une organisation, mais bien la laisser peu à peu se cristalliser autour d'un point donné. Il faut également se réserver la possibilité, quand des défauts apparaissent, de revoir sans détruire. A détruire de façon complète, pour recommencer sur de nouvelles bases, on ne discerne généralement à l'avance que les avantages de l'entreprise, mais rarement ses inconvénients. Ce qui importe dans une organisation, c'est moins la logique absolue du développement que la qualité du terrain et de la semence première. Aussi, n'avons-nous pas donné à notre programme naval une forme rigide, mais toute l'élasticité possible.

L'intervention personnelle au Reichstag et, d'une façon générale, en public n'était pas mon fait. Je trouvais que moins on parlait au Reichstag, mieux cela valait, et plus la question

avançait, surtout dans un domaine aussi délicat que le mien au point de vue de la politique extérieure. Je crois, en agissant comme je l'ai fait, n'avoir jamais fourni de prétexte à des adversaires intérieurs ou extérieurs. Il se peut que j'aie subi l'influence de mon tempérament et d'une certaine aversion pour l'agitation de la vie publique. Ne m'a-t-on pas reproché plus tard l'allure trop monotone et trop « bien réglée » des débats sur la marine aussi bien en séance plénière que dans les commissions, ce qu'on attribuait volontiers à certains secrets de coulisse ? J'accorde que nous avions des entretiens confidentiels avec les chefs de partis. Mais notre grand secret était l'étude approfondie et absolument minutieuse de tout projet de façon à le rendre convaincant et inattaquable. Ce résultat était rendu possible par une méthode de travail que je m'étais formée dès avant 1880 : elle consistait à donner le principe, à laisser ensuite le plus libre jeu possible au travail de mes collaborateurs et à ne revoir, pour le mûrir, que le résultat final. En règle générale, c'est Capelle qui a fixé par écrit les résultats de nos discussions. Ce qui nous a valu plus tard la confiance de plus en plus marquée du Parlement, ce sont, outre l'élaboration soigneuse des projets présentés, les résultats pratiques de notre travail, soit d'organisation, soit technique. Nous n'aurions jamais obtenu par d'autres moyens les succès parlementaires que nous a valus l'extrême probité de notre méthode de travail.

De mon temps, le système gouvernemental allemand, inspiré par l'esprit prussien, était tel que les ministres préféraient généralement s'adonner entièrement au travail silencieux et ordinairement ingrat de leur département plutôt que de parader au grand jour. Aujourd'hui des théoriciens internationalistes, qui n'ont ni le sens du développement organique, ni le respect de la raison historique, imposent au peuple allemand la camisole du parlementarisme. On s'apercevra bientôt que le vieux temps était le bon temps. Les nouveaux maîtres s'étonneront de voir avec quelle compétence ils étaient gouvernés jadis ; ils verront que le bavardage ne saurait suppléer à l'effort consciencieux.

Au cours de nos délibérations de Saint-Blasien, chaque mot du projet de loi a été repris et modifié au moins douze fois.

J'avais pour habitude de « pétrir » la matière ; c'était mon expression favorite au sujet de laquelle j'ai été souvent plaisanté. Je tenais essentiellement à donner à tous les collaborateurs l'autonomie la plus large possible. J'ai poussé mes chefs de service à ne jamais examiner les questions exclusivement de leur point de vue spécial ; chacun devait donner carrément son opinion sur l'ensemble ; il devait faire comme s'il eût été le roi et qu'il eût à décider seul de toute la question. Les points de vue spéciaux laissent toujours assez de traces. Je demandais donc au technicien de juger aussi du point de vue militaire et, inversement, à l'officier de considérer le côté technique. Dans les délibérations, rien n'est plus faux, à mon avis, que de vouloir se poser en chef. Sans doute il arrive que le chef soit finalement dans l'obligation de décider, mais je peux dire qu'au ministère de la Marine rarement la discussion fut close par une décision d'autorité. Presque toujours nous avons pu aboutir à une opinion partagée par tous. En ma qualité de « *primus inter pares* » j'évitais que mes collaborateurs eussent le sentiment d'être traités en mineurs ; je leur laissais, au contraire, la joie du résultat obtenu, et j'avais le sentiment de faire ainsi œuvre meilleure que si j'avais voulu imprimer partout ma marque personnelle. Devant l'ennemi, il importe que la voix du chef soit impérieuse ; mais, dans le travail des bureaux, vouloir fixer toutes les lignes, ne considérer ses subordonnés que comme des exécutants, limiter soigneusement la tâche et la compétence de chacun, est un système qui paralyse le sentiment de responsabilité et l'esprit d'initiative, qualités indispensables au premier chef, surtout aux services de préparation à la guerre. Quand on a soi-même une perception nette du but, on peut prendre les subordonnés par leurs bons côtés, et, dans les organisations modernes, renoncer à se charger soi-même d'une tâche, d'une tâche énorme, pour aider de ses conseils l'œuvre de chacun de ses collaborateurs.

Mon champ d'activité m'habituaît à m'occuper des questions les plus variées, car plus un organisme est complexe, plus la tête doit s'adapter à la diversité des fonctions. Elle ne peut plus se permettre, si elle veut garder la lucidité voulue, d'assumer

en quoi que ce soit le travail des membres. Je m'entourais de spécialistes, qui savaient généralement bien traiter les différentes parties techniques, et je ne m'occupais que de la coordination ; de la sorte, les problèmes spéciaux pouvaient toujours, en cas de nécessité, être soumis à l'instance suprême. J'ai toujours favorisé l'avancement des hommes de forte personnalité, mais je me suis rendu de plus en plus compte que les facultés et les natures créatrices sont rares ; des hommes qui avaient fait leurs preuves à des postes de second ordre n'étaient plus à leur place à des postes de premier plan. Au moment des promotions, il est difficile d'éviter de faire d'un bon lieutenant un mauvais capitaine.

3

Au ministère de la Marine, on m'assura que nous n'arriverions pas à nos fins par la voie législative. Cette opinion était aussi celle de notre ami le plus sûr au Reichstag, le chef du parti national-libéral von Bennigsen, qui nous conseilla d'essayer des crédits annuels. Je persistai à déclarer qu'il fallait une loi. J'étais décidé à risquer l'entreprise, même avec peu de chances de succès, et à démissionner en cas d'échec.

Il me fallait une loi pour prévenir plusieurs dangers qui auraient pu compromettre la stabilité qu'exige la construction d'une flotte. Il fallait avant tout que, par le vote d'une loi, le Reichstag s'interdît toute velléité de s'immiscer tous les ans à nouveau dans les détails techniques. Nous ne voulions pas revenir au temps où chaque vaisseau était l'occasion d'une « joute oratoire » et où, dans le jeu de majorités flottantes, le ministère de la Marine réglait ses demandes non point d'après les nécessités intrinsèques, mais d'après les dispositions parlementaires. Avec des coalitions de partis pour lesquels les vaisseaux faisaient partie du jeu des tractations politiques, on ne pouvait pas construire une flotte qui exigeait l'effort régulier et continu d'une génération.

Je ne connaissais pas non plus d'autre moyen pour empêcher les fréquentes interventions de l'Empereur, dont l'imagination,

en fait de dilettantisme naval, était alimentée par toutes sortes d'impressions et toutes sortes de gens. Dans la marine, il est toujours facile d'exprimer des vœux et de faire des propositions qui changent comme dans un kaléidoscope. L'Empereur avait-il parlé avec quelque lieutenant de vaisseau ou avait-il vu quelque chose à l'étranger, aussitôt il arrivait avec de nouvelles exigences ; il faisait de nouveaux plans, me reprochait de n'être pas dans le mouvement, croyait devoir me secouer par ses exhortations. Si bien que, dans la suite, la nécessité de nous mouvoir dans le cadre de la loi a été, avec diverses offres de démission, mon seul recours pour assurer la progression lente et continue qui est la condition essentielle de tout succès.

Le troisième danger de confusion, contre lequel une loi était nécessaire, provenait de la marine elle-même. C'est précisément dans les questions techniques que les opinions s'opposent les unes aux autres. Quand je pris le secrétariat d'État, la marine allemande était, à un degré moindre sans doute que la marine russe de Nicolas II, une collection de modèles. La flotte anglaise l'était aussi, dans une certaine mesure ; mais, chez les Anglais, l'argent ne compte pas ; une série était-elle mal construite, on la mettait au rancart et l'on en construisait une nouvelle. Nous ne pouvions pas nous permettre d'agir ainsi. Il faut ajouter qu'en Angleterre, on comprend mieux ce que les opinions peuvent avoir de changeant ; l'Allemand, lui, est doctrinaire et déclare tout de suite : « Ce qu'il a construit là ne vaut rien ; *Anathema sit* ». L'Allemand donne ses préférences au système. J'avais certes conscience des inconvénients que comportait la loi, mais je n'avais pas le choix, si, dans les circonstances données, nous voulions arriver à quelque chose.

La loi avait encore le très grand avantage suivant : en fixant un programme, elle nous permettait de procéder d'une manière plus commerciale et de prendre des dispositions plus économiques sur beaucoup de points. Or, l'économie, qui est en grande partie faite de prévisions, était en Allemagne, pour les questions de défense nationale, une amère nécessité.

Dès le début de juin 1897, j'avais eu un entretien avec le ministre des Finances prussien, von Miquel, pour discuter

avec lui principalement le côté politique du projet de loi sur la flotte. Il m'avait assuré, en termes généraux, de son appui. Je fus donc très surpris de trouver dans la *Norddeutsche Allgemeine Zeitung* du 5 août un article inspiré par von Miquel, développant l'idée que la loi, désirable en soi, n'avait pour l'instant aucune chance ; l'évolution de la marine devait certes être progressive, mais il fallait arriver à ce résultat sans restreindre les droits parlementaires du Reichstag.

Cet article était évidemment inadmissible et dangereux pour la loi. J'évitai cependant un conflit ouvert. Miquel était contre la loi, comme tout le ministère prussien ; mais il ne voulait pas, à cause de l'Empereur, faire une opposition ouverte et nette. Aussi cherchait-il à arranger les choses et à me faire renoncer à mon plan en me montrant les difficultés à vaincre. Lorsqu'il vit que j'étais décidé à rester ferme, il devint plus conciliant.

Me voyant en butte au scepticisme d'en haut et à l'indifférence du grand public, j'eus l'idée de demander l'appui de Bismarck.

CHAPITRE X

VISITES A BISMARCK

1

En 1897, j'avais proposé à l'Empereur de donner le nom de *Fürst Bismarck* au premier navire qui serait lancé. Je savais que le prince ou sa famille soupçonnaient, à tort assurément, que, au moment de sa démission, un navire portant son nom avait été rayé à dessein de la liste. Par cette démarche, j'espérais atténuer quelque peu le désaccord entre Bismarck et le gouvernement. Je désirais porter personnellement l'invitation à Friedrichsruh et profiter de cette occasion pour demander au vieux prince son parrainage pour la loi sur la flotte.

Après quelques hésitations, l'Empereur donna son assentiment, mais il fit ensuite, de son côté, envoyer par son Cabinet une lettre dans laquelle il invitait Bismarck au lancement d'un navire, sans toutefois citer le nom dont ce navire serait baptisé. En donnant cette marque de faveur, il partait de l'idée que les solennités de ce genre procuraient à tous la même joie qu'à lui-même, et il voulait sans doute ménager une surprise au prince. Bismarck répondit qu'il était trop âgé pour une telle fête. Je reçus donc l'ordre d'arranger de nouveau l'affaire.

Je demandai par lettre une audience au prince en lui disant que je désirais lui exposer les projets de la marine. La lettre revint non décachetée avec la mention que le prince n'acceptait pas de lettres ne portant pas sur l'enveloppe le nom de l'expéditeur. A une deuxième lettre, on me répondit que je pouvais venir.

On arrivait ordinairement à Friedrichsruh vers l'heure de midi. Le comte Rantzau, que je connaissais personnellement,

vint au-devant de moi ; je lui demandai son appui. A mon entrée, la famille était à table, le prince assis au bout. Il se leva, froid, mais poli, très grand seigneur, et resta debout tant que je n'eus pas pris place. Il souffrait de violentes douleurs névralgiques, tenait des coussins de caoutchouc remplis d'eau chaude contre sa joue, mangeait de la viande hachée et ne pouvait parler qu'à grand'peine. Après avoir bu une bouteille et demie de champagne, il s'anima. Le déjeuner, fort simple, une fois terminé, la comtesse Guillaume Bismarck lui alluma sa longue pipe et les dames quittèrent la pièce. Il y avait de l'orage dans l'air ; tout d'un coup, il fronça ses épais sourcils, me lança un regard qui m'anéantit, et se mit à gronder : « Je ne suis pas un matou qui donne des étincelles quand on le caresse. » D'habitude je ne suis pas prompt à la répartie ; mais, devant cette situation presque désespérée, je ne pouvais rester sans rien dire ; je répondis : « Autant que je sache, Altesse, seuls les matous noirs ont cette qualité¹. » Le comte Rantzau intervint vivement : « L'amiral a raison, ce sont les noirs seulement. » L'atmosphère fut moins chargée d'électricité. Je fis part de ma mission ; il répondit qu'il n'était plus en état de venir à Kiel, de revêtir un uniforme, de porter des éperons, et qu'il ne voulait pas s'exhiber comme une ruine devant le public. Pour obtenir quelque chose, je demandai si l'une des belles-filles ne pourrait pas assister au lancement. Il me répondit de m'adresser directement à elles, il leur laissait le soin de décider. J'abordai alors la question qui pour moi faisait le principal objet de ma visite.

J'exposai au prince mon plan, m'efforçai de le persuader qu'il ne s'agissait pas d'une simple fantaisie de l'Empereur, reproche contre lequel j'ai eu souvent à me défendre à cette époque. Je fis ressortir que nous avions l'intention de faire adopter le programme naval déjà approuvé par le Reichstag en 1867, mais adapté aux exigences modernes. Pour le siècle dans lequel nous allions entrer, il nous fallait posséder une certaine force navale comme facteur politique. Après 1870, la nécessité ne s'en était pas fait sentir à ce point ; une immense

1. En Allemagne, les catholiques cléricaux que Bismarck avait combattus sont appelés « les noirs ». (Note du traducteur.)

gloire et l'éclat de grands noms nous avaient alors aidés à surmonter toutes les difficultés. Maintenant, par contre, il nous fallait pouvoir nous appuyer sur une force véritable, en raison de notre situation en présence d'une guerre anglo-russe, par exemple, qu'il fallait envisager sérieusement. Je lui dis que j'étais venu pour lui demander sa haute approbation, si nous en arrivions à construire une flotte en conformité avec nos expériences tactiques.

Après quelques mots, je m'aperçus que Bismarck ne voulait manifestement rien savoir de l'aspect militaire de la question. Il n'attachait pas grand prix aux gros navires, me dit-il ; comme son ami Roon, il était d'avis que l'on avait besoin de beaucoup de petites unités qui seraient comme des frelons autour du gros navire. Je ne fus pas très heureux dans ma tentative de lui faire comprendre que la grande unité constituait un noyau de force et qu'elle avait la supériorité là où elle se portait. D'après lui, cela pouvait être vrai pour la bataille rangée, mais il était pour les frelons ; par de nombreux petits navires que l'on pouvait envoyer, au loin, il désirait développer notre action à l'étranger. En confirmant qu'il serait important pour nous d'obtenir quelques ports à l'étranger, j'amenai une sortie contre Caprivi. Il n'avait jamais été en bons termes avec les ministres de la Marine, si l'on exceptait son vieil ami Roon qui, jusqu'en 1871, dirigeait accessoirement le ministère de la Marine. Caprivi était toujours venu le trouver à la Wilhelmstrasse, raide comme une baguette de fusil ; on ne pouvait d'ailleurs guère attendre autre chose de lui ; pendant vingt-deux ans, il avait vécu à Berlin comme lieutenant sans revenus personnels et regardé d'un œil d'envie les riches officiers de cavalerie dont les pères possédaient de grandes terres ; devenu chancelier, il avait cru pouvoir prendre sa revanche sur les propriétaires fonciers. La dénonciation du contrat de contre-assurance avec la Russie avait été le plus effroyable malheur. Notre mot d'ordre politique en cas de conflit anglo-russe, m'expliqua Bismarck, devait être le suivant : neutralité vis-à-vis de la Russie ; cette neutralité était nécessaire à la Russie, mais elle lui suffisait aussi. Je suggérai qu'il était possible qu'un nouveau Pitt pût précisé-

ment ne pas souhaiter une pareille neutralité et préférer notre hostilité, que l'on pouvait aussi imaginer d'autres groupements, et que la Russie et d'autres puissances ne nous jugeraient dignes d'une alliance que si nous avions une force navale imposante. Toutes ces idées, Bismarck les repoussa de la main et il se fâcha presque. Il déclara que les Anglais, pris isolément, étaient très dignes, mais qu'ils avaient en politique des âmes de marchands. S'ils osaient se frotter à nous, notre Landwehr les assommerait à coups de crosse. Qu'un blocus rigoureux pût avoir raison de nous, cela dépassait son entendement.

Le vieux prince pensait manifestement à l'Allemagne agrarienne de 1870 et à la situation politique de l'Angleterre en 1864 ; il ne comprenait plus la puissante position mondiale de l'empire britannique en 1897.

D'une façon générale, il s'en tenait aux conceptions qu'il s'était formées jadis et ne prenait guère la peine de suivre un raisonnement. Sur les points essentiels, pourtant, il me donna raison. — « Vous n'avez pas du tout besoin, me dit-il, de me convaincre qu'il nous faut une plus forte marine. » Dans la suite, il m'a même confirmé par écrit son approbation.

La pensée qu'il nous fallait posséder une certaine force pour pouvoir être pour une autre puissance des alliés possibles contre l'Angleterre, n'avait pas été étrangère au prince en ses meilleurs jours. C'est ce qui ressort des notes prises par l'ancien ambassadeur de France à Berlin, le baron de Courcel. En 1884, au moment où les aspirations coloniales paraissaient rapprocher l'Allemagne et la France, le prince esquissa devant lui la possibilité d'une alliance navale entre les deux puissances continentales. « — Mon but, aurait dit alors le prince ¹, est d'établir un certain équilibre sur mer, et la France peut jouer un grand rôle dans cette entreprise, si elle veut entrer dans nos vues. Jadis on parlait souvent de l'équilibre européen ; c'est une expression du XVIII^e siècle. Mais je crois qu'on ne commettrait pas d'anachronisme en parlant de l'équilibre sur mer. Je ne désire pas la guerre contre l'Angleterre, mais je voudrais lui faire comprendre

1. *Gazette de la Croix*, 20 août 1913.

que les flottes de toutes les autres nations peuvent contrebalancer son influence et rétablir l'équilibre sur mer, qu'elles peuvent la contraindre à respecter les intérêts de ces nations, si elles s'unissent entre elles. Ce qu'il faut, c'est que l'Angleterre s'habitue à l'idée qu'une alliance entre l'Allemagne et la France n'est pas en dehors du domaine des possibilités. »

Bismarck lui-même aurait été sans doute le seul homme capable d'amener une réconciliation avec la France. Mais, comme on n'avait pas réussi à réaliser cette réconciliation, ces idées lui étaient devenues étrangères dans sa vieillesse. Il ne sentait plus que la collaboration diplomatique de l'Allemagne avec la Russie, dont il avait dit, et dont je voyais, moi aussi, la nécessité, avait maintenant comme condition indispensable, étant donné le changement de sa situation mondiale, l'équilibre des forces navales et une marine permettant à l'Allemagne de conclure une alliance navale. Depuis 1896, l'hostilité britannique se manifestait contre nous sans réserves ; la question se posait donc de la façon suivante : Comment pourrions-nous, resserrés comme nous l'étions, sur notre territoire surpeuplé, conserver la paix avec l'Angleterre, sans capituler économiquement devant sa jalousie commerciale ? Ou bien comment pourrions-nous soutenir avec succès une guerre contre l'Angleterre, si elle décidait de nous enfermer dans des bornes trop étroites ? Dans les deux cas, le remède n'était ni l'absence d'une flotte, ni une flotte de croiseurs pour les mers lointaines ; il ne pouvait être qu'une flotte de bataille. Celle-ci, par le respect qu'inspirerait sa force et par le prix qu'elle contribuerait à attacher à notre alliance, devait empêcher les Anglais de nous chercher querelle. C'est qu'une nouvelle époque avait commencé, pour reprendre l'expression du vieux prince, quand il jeta le dernier regard sur le port de Hambourg et que, subjugué par la vie immense qui s'y était développée depuis l'ère bismarckienne, il reportait sa pensée sur le vieux et patriarcal Hambourg dominé par les Anglais.

Après être restés deux heures à table, le prince m'invita à faire avec lui une promenade en voiture au « Sachsenwald ». Il ne faisait pas la sieste. Dans la voiture, il y avait, à droite et à gauche, de grandes bouteilles de bière ; elles furent ouvertes et vidées ; il n'était pas très facile de tenir tête à cette robuste nature. Afin de parler librement devant le cocher, le prince se servit d'une langue étrangère, et, de même que chez lui les sentiments tendres voisinaient avec la violence, il choisit l'anglais, car il supposait que cette langue m'était la plus familière en ma qualité de marin ; il la parlait d'ailleurs à la perfection. Il s'exprima sur l'Empereur sans ménagement, mais ne m'en voulut pas lorsque je lui dis que, en ma qualité d'officier, je devais prendre sa défense contre certaines expressions un peu fortes. Il me raconta que l'impératrice Augusta s'était efforcée en 1848 d'obtenir l'abdication du roi et la renonciation au trône du prince de Prusse ; en sa qualité de chef de la droite à la Chambre, il reçut la visite du député von Vincke, qui lui proposa de la part de la princesse une régence de la princesse Augusta au nom du prince Frédéric-Guillaume ; sa réponse fut qu'il demanderait l'arrestation de celui qui viendrait lui faire pareille proposition. La princesse avait encore eu un entretien avec lui à Potsdam et lui avait déclaré, tout en se frappant de grands coups sur les cuisses, que son fils seul lui importait, et ce dernier, qui attendait dans le vestibule derrière une statue, s'était avancé les larmes aux yeux et les bras ouverts. De l'empereur Frédéric, il parla avec sympathie ; celui-ci, même pendant sa maladie, et malgré l'impératrice Victoria, avait pris fait et cause pour le chancelier. Je pouvais dire à l'Empereur que Bismarck ne souhaitait plus qu'une chose, c'est qu'on le laissât mourir en paix. Sa mission était achevée, il n'y avait plus pour lui d'avenir ni d'espoir.

Notre promenade en voiture dura deux heures, malgré la pluie intermittente et sans que la capote fût rabattue. Le prince fumait la pipe, il me raconta qu'il avait été un chasseur pas-

sionné, que dans le temps il lui arrivait de faire cent lieues pour aller abattre un cerf, mais que maintenant l'homme cassé qu'il était ne trouvait plus de plaisir que dans la vue du gibier et qu'il n'avait plus le courage de trouer le magnifique pelage de ces belles bêtes. Il me parla de sa femme, qui était morte, et me dit qu'elle avait été son soutien ; ses yeux se mouillèrent de larmes ; il avait des mots émouvants pour décrire sa situation. Il me parla encore des relations qu'il avait eues en Angleterre. En général, il avait éprouvé de la sympathie pour les marins, pour nous, pour l'uniforme bleu, mais non pas pour les « généraux de la marine »...

J'étais attentif à lui rendre, je puis dire, les mêmes honneurs qu'à un roi ; le sentiment qu'on éprouvait était d'ailleurs tel qu'on ne pouvait faire autrement. Au moment de descendre de voiture, je lui fis le salut militaire ; devant la villa des gens s'étaient rassemblés et poussaient des hurras. Nous arrivâmes pour le dîner, je fus de nouveau placé à côté de Bismarck. Et il faut que je cite encore de lui un trait plein de distinction et de tact. J'aurais bien voulu avoir de lui une photographie avec sa signature, mais je savais quelle impression fâcheuse faisait une demande indiscreète. Quand j'avais accompagné le prince Henri en Italie, j'avais été écœuré de voir comment on se disputait mutuellement les décorations et les photographies. Je regrettais, d'autre part, de n'avoir pas osé jadis demander un souvenir au vieux Moltke quand, à Kiel, sous le règne de Stosch, il me fut permis de lui exposer l'organisation des torpilleurs, ce qui fut pour moi l'occasion de me rendre compte de la pondération de son esprit si net et si vaste. Or, voici que Bismarck m'évita la peine de faire la demande. Alléguant qu'il se rappelait fort bien mon vieux père, qu'il avait connu en première à l'école du « Graues Kloster », et qui vivait encore, il me remit son portrait à son intention.

J'ai fait deux autres visites au vieux chancelier ; la dernière fois je faisais partie de la suite de l'Empereur. Celui-ci

venu à Rendsburg pour faire ses adieux au prince Henri à son départ pour Tsing-Taô, fit, un peu à l'improviste, annoncer à Friedrichsruh sa visite et celle de sa suite. Bismarck reçut l'Empereur dans son fauteuil à roulettes, à la porte d'entrée de sa modeste villa. On se mit tout de suite à table. Bismarck eut quelque peu besoin d'être aidé pour s'asseoir ; mais, une fois assis, il retrouva sa vivacité. J'étais placé de biais en face du prince ; à côté de lui se trouvait l'Empereur ; à mon côté, le futur général von Moltke. Le prince essaya d'amorcer des conversations sur la politique, sur nos relations avec la France, etc... A mon plus grand regret, l'Empereur ne se prêta pas à ces conversations, mais on se mit à raconter, ainsi qu'il arrivait fréquemment à la table impériale, de petites anecdotes. Toutes les fois que Bismarck entamait la question politique, l'Empereur évitait de le suivre. Moltke me chuchota : « C'est terrible » ; nous avons l'impression que c'était un manque de respect en présence d'un pareil homme. Je ne sais comment Bismarck fut amené à prononcer une parole qui, dans sa gravité prophétique, est restée gravée dans notre mémoire : « Majesté, aussi longtemps que vous aurez ce corps d'officiers, vous pouvez certes tout vous permettre ; mais, si, un jour, vous ne deviez plus l'avoir, il en serait autrement. » L'apparente nonchalance avec laquelle ces mots furent prononcés, comme s'il s'agissait d'un détail sans importance, témoignait d'une présence d'esprit superbe ; à ce trait, on pouvait reconnaître le maître.

Au moment de notre départ, le prince, dans son fauteuil à roulettes, accompagna l'Empereur jusqu'à la porte, et nous primes congé de lui l'un après l'autre. Bismarck dit amicalement au revoir à von Bülow, von Miquel et autres. Avant moi, ce fut le tour du chef de Cabinet von Lucanus, qui, en 1890, n'avait pas été étranger au renvoi de Bismarck. Il essaya de donner la main au prince en s'inclinant devant lui. Ce fut une scène curieuse, d'un effet impressionnant. Le prince était assis, immobile comme une statue, pas un de ses muscles ne bougeait et il regardait fixement en l'air, tandis que devant lui se débattait Lucanus. Le prince ne laissait rien paraître, rien en lui ne manifestait l'antipathie, mais son masque resta immobile jusqu'à ce

que finalement Lucanus comprit et s'éloigna. Ensuite ce fut mon tour et après moi vint mon fidèle capitaine von Heeringen. Son enthousiasme était tel (c'était un homme de tempérament) qu'il se pencha et baisa la main du prince. Je fus heureux de ce geste ; moi-même, j'avais bien essayé de faire comprendre, aussi bien que possible, mes sentiments au prince ; mais le geste de von Heeringen était plus expressif. Le prince lui prit la tête et le baisa sur le front.

Voilà mon dernier souvenir de Bismarck.

CHAPITRE XI

LES LOIS SUR LA FLOTTE

1

A partir de ce jour, la presse bismarckienne prit fait et cause pour moi. J'ai en outre demandé audience à tous les princes confédérés jusques et y compris les grands-ducs pour solliciter leur appui et, par mes exposés, leur faire comprendre qu'ils ne pouvaient rester étrangers aux décisions à prendre en cette affaire. Ma démarche fut particulièrement heureuse auprès d'un prince tel que le roi Albert de Saxe, homme de grand sens pratique, qui étudia sérieusement la question. Il en fut de même auprès du grand-duc d'Oldenbourg, qui a rendu par son action personnelle de grands services à nos intérêts maritimes, ou encore auprès d'un homme qui possédait les qualités des souverains de l'ancienne génération, tel que le grand-duc Frédéric de Bade et qui était une personnalité au-dessus de la moyenne. J'ai l'impression que, dans la génération suivante, cette moyenne a généralement baissé en Allemagne, aussi bien dans les maisons régnantes que chez les principaux représentants des différentes professions. Naturellement je me suis adressé aussi aux villes hanséatiques. J'ai également rendu visite aux ministres des États confédérés, et je pus m'assurer que c'était de la bonne propagande que de faire leur connaissance personnelle, d'autant plus qu'à cette époque on n'avait pas encore pris l'habitude de ces visites.

J'ai considéré enfin que c'était mon droit et mon devoir de faire comprendre au grand public quels étaient les intérêts en jeu. Il s'agissait d'élargir l'horizon borné du peuple, de réveiller

le sens des grands intérêts qui se rattachaient à la mer, puisque malheureusement ce sens, au cours de notre évolution historique, s'était, sinon atrophié, du moins émoussé. Il importait de donner à tous la conviction intime qu'il nous fallait coûte que coûte entrer dans cette voie, si nous voulions, sans qu'il fût nécessaire de recourir à une émigration énorme et malgré l'exiguïté de notre sol, maintenir la propriété allemande au niveau atteint depuis l'époque des lois protectionnistes de Bismarck. Heeringen organisa la section de propagande du ministère de la Merine ; il fit des visites dans les universités, où presque tous les professeurs d'économie politique jusqu'à Brentano offrirent généreusement leur concours. Schmoller, Wagner, Sering, Schumacher et bien d'autres démontrèrent que les sommes consacrées à la flotte étaient des dépenses productives ; ils exposèrent la situation de l'Allemagne en faisant ressortir que toute notre prospérité reposait sur une base économique peu sûre, que nous courions le danger de trouver dans notre natalité trop forte une charge trop lourde au lieu d'y trouver une richesse. Ils firent voir à quel point notre situation dans le monde était bâtie sur le sable ; comment les projets douaniers de Chamberlain et d'autres nous condamnaient à végéter et à tomber au rang d'une pauvre petite puissance, si nous n'avions pas la force de jeter dans le plateau de la balance un poids qui nous permit de nous affirmer en face des puissances d'outre-mer. C'est ainsi que la discussion des questions de politique nationale prit une allure qui ne pouvait être que d'excellent effet pour combattre les utopies sociales malsaines.

Des grands historiens qui, pendant la génération précédente, avaient été les guides de l'opinion publique, aucun ne vivait plus : Treitschke était mort le dernier. Quel homme admirable ! J'avais suivi ses cours à l'Université, à partir de 1876. J'avais pu aussi, dans des conversations particulières, lui demander conseil, quand j'étais assis à côté de lui chez Josty, griffonnant mes questions sur un bout de papier. Je ne comprends pas pourquoi l'esprit de Treitschke ne vit pour ainsi dire plus dans l'histoire allemande. Notre situation mondiale était cependant si claire ! Sans puissance navale pour protéger notre industrie,

nous cessions d'être même une grande puissance continentale. Quant à dire que nous étions arrivés à nos fins, comme semblait l'indiquer l'attitude désintéressée de nombreux savants, c'était vrai tout au plus de la question de l'unité allemande. Mais après la solution du problème de l'unité, la question qui se posait dans toute sa force était celle de savoir si, dans le cadre de l'humanité, nous devions avoir un rôle à jouer. La nouveauté et le rapide développement de ce problème politique sont peut-être cause que la majorité des historiens ne l'ont pas compris aussi clairement que les économistes¹.

L'armée avec ses traditions continentales n'aimait pas à suivre non plus la transformation de la situation mondiale. Je ne tardai pas à en avoir la preuve dans la préparation maladroite de la lamentable expédition de Chine. Si, dans la façon dont fut menée cette expédition, l'insuffisance de l'administration militaire pour toutes les tâches qui sortaient du cadre de la guerre sur deux fronts n'apparut pas avec trop d'éclat, ce fut uniquement grâce à l'habileté diplomatique du comte Waldersee. J'ai pourtant trouvé de la compréhension auprès de militaires éminents avec lesquels je m'entretenais de même qu'avec les savants, mais en insistant toutefois davantage sur le côté politico-militaire. Ce fut le cas, par exemple, pour le feld-maréchal von der Goltz. Nous organisâmes des réunions et des conférences, et nous nous efforcâmes surtout d'entrer en rapports suivis avec la presse. Nous recevions tous les journaux sans distinction et nous donnions à tous des informations sans entamer de polémique. Ils pouvaient en faire l'usage qu'ils voulaient ;

1. Parmi les historiens, c'est surtout Dietrich Schaefer qui m'a secondé. Mommsen vivait encore ; il voulait bien m'accorder des navires, mais pas de programme naval. Dans nos conversations, je lui ai dit que, dans son exposé de la seconde guerre punique, il paraissait n'avoir pas vu suffisamment qu'Annibal avait été vaincu par la suprématie navale des Romains. C'est ainsi également qu'en Allemagne la guerre de Sept Ans et l'époque napoléonienne sont comprises d'habitude d'une manière beaucoup trop étroite. Si l'histoire, telle qu'elle est enseignée traditionnellement en Allemagne, nous avait habitués davantage à la notion des continents, Bethmann-Hollweg, l'ancien lauréat de Schulpforta, aurait peut-être moins méconnu le point capital de la guerre mondiale. Voir que les excellents livres d'A. v. Peetz étaient si peu estimés était pour moi une preuve attristante du peu d'étendue de notre horizon historique. Je les ai fait répandre par centaines ; de plus, j'ai fait traduire l'ouvrage de l'amiral Mahan et j'avais des motifs d'espérer que notre nouvelle génération d'officiers de marine nous aiderait à élargir l'horizon politique et historique de notre nation.

finalemeut ils avaient malgré tout une certaine gratitude pour les renseignements fournis par nous et nous faisons ainsi des progrès.

Pour agir sur le grand public, nous n'avions qu'à suivre les traditions d'hospitalité de la marine. Nous ne voulions pas nous entourer de grillages, mais tenions, au contraire, par principe, à ce que la flotte fût considérée comme la chose du peuple. Nous organisions des voyages sur le littoral, nous montrions les navires et les chantiers maritimes, nous nous adressions aux écoles, nous invitons des écrivains à prendre la plume en notre faveur. Il y eut des piles de brochures et de romans. Le gouvernement de l'Empire, sans lequel un département de second ordre comme le ministère de la Marine ne pouvait rien entreprendre, nous donna son appui sous Bülow. La propagande aurait toutefois été encore plus efficace, si le gouvernement l'avait prise à sa charge. Nous n'étions encore que des gens qu'on laissait faire. En Prusse, par exemple, nous n'avions pas le droit d'avoir recours aux organismes officiels. De plus, nous ne pouvions compter sur aucune subvention budgétaire pour notre propagande. Je suis arrivé à la mener pour ainsi dire sans frais, grâce à des souscriptions volontaires. Ce procédé aussi était nouveau en Allemagne. Mais l'essentiel était de faire jaillir l'étincelle ; le feu se propagerait ensuite de lui-même.

Dans la nation se manifestait un certain besoin d'avoir un but, d'avoir un mot de ralliement national. Le peuple n'était pas blasé. Quand un peuple est blasé, il tombe en décadence. Ne pas avancer équivaut à rétrograder. Ce n'était pas notre cas, et peu de temps après, tout le monde considérait la flotte comme une question vitale et comme un bien que la nation ne pouvait se dispenser de posséder. Sans doute, dans leur naïveté politique, beaucoup d'Allemands crurent alors subitement qu'ils étaient déjà en possession d'une puissante flotte, quand il ne s'agissait encore que d'en construire une. Les exagérations et les comparaisons inexactes avec l'Angleterre, les provocations et les manques de tact dans la presse, au parlement et ailleurs, on ne put pas non plus complètement les empêcher, malgré de nombreux avertissements auxquels je joignis les miens.

C'était vraiment un progrès décisif d'avoir réussi à inspirer à la nation l'amour de la mer. Nos excès d'exubérance patriotique sont dûs uniquement au fait que l'Allemand est en politique un incorrigible rêveur : il passe ainsi d'un extrême à l'autre, de l'humilité à l'ivresse de la puissance ¹.

2

Le 15 septembre 1897, je fis au chancelier, prince de Hohenlohe, mon premier exposé sur le projet de loi. Je montrai surtout que ce n'était pas le moment d'ajourner la question ; l'année suivante, nous avions les élections au Reichstag ; par conséquent, dans le cas d'un vote hostile, la dissolution pouvait être évitée, et il n'y aurait aucun mal si les élections se faisaient sur cette question de la marine. Le prochain Reichstag redouterait ensuite une dissolution parce que les caisses des partis seraient vides. Le 6 octobre, le conseil des ministres donna son approbation. Le projet fut publié un dimanche matin, de telle sorte qu'il se passa trente-six heures avant qu'Eugen Richter, que ce procédé indisposa particulièrement, pût le combattre dans le journal du lundi soir.

Les adversaires de la flotte au Reichstag — et ils ne furent pas les seuls — protestèrent parce que ce projet, portant sur de si longues années, — un projet éternel, comme ils disaient, — privait le parlement de son droit de voter chaque année les crédits. Eugen Richter cita le précédent du programme naval de 1865, qui, malgré les chaudes sympathies qu'on avait pour la marine, avait été rejeté parce qu'il avait paru plus urgent et plus important de ne pas faire violence à la Constitution. Mais nous avions

1. L'administration a fait tout son possible pour que le public pût se faire une idée juste des résultats obtenus. Nous avons publié des renseignements même sur les marines étrangères dans la revue mensuelle *Marinerundschau* et dans le *Nautilus* que nous faisons paraître tous les ans sous la forme d'un manuel de caractère privé, afin de pouvoir dire plus librement, sans que nos dires aient rien d'officieux, notre avis sur les intérêts maritimes et sur la situation. La vente du *Nautilus* augmenta d'année en année. Dès le début, il nous fut d'un bon secours contre les brochures hostiles à la flotte, rédigées par Eugen Richter et d'autres. Le jour où nous avons fêté chez moi, en compagnie des parlementaires, le vote de la première loi sur la flotte, nous avons en riant mêlé à nos toasts le nom d'un grand auteur anonyme : « Monsieur Nauticus ».

à redouter un plus grand danger que l'hostilité irréconciliable d'Eugen Richter. Même dans les milieux qui reconnaissaient, pour le fond, la légitimité de nos demandes, on considérait le plus souvent qu'il était impossible de leur donner une sanction formelle au moyen d'une loi, quoi que je puisse dire et faire. Sur ce point, même mes meilleurs amis m'exprimaient leurs doutes et haussaient les épaules. Or, comme je l'ai indiqué plus haut, c'est précisément le principe de la loi qui m'importait. Je montrais que les quatorze cuirassés qui avaient été reconnus nécessaires en 1873 n'avaient réellement été accordés et construits qu'au bout de vingt et un ans. Seule, une loi garantissait que les constructions seraient faites dans des délais convenables; elle seule pouvait faire sortir la marine de la confusion, de la faiblesse et de la crise intérieure dans laquelle elle était tombée parce qu'elle n'avait jamais fait l'objet de discussion au Parlement.

Pour avoir satisfaction sur le principe, c'est-à-dire obtenir le vote d'une loi, je réduisis toutes mes demandes au strict minimum. Nous ne demandions pas de nouveaux impôts ni de nouveaux emprunts, nous calculions volontairement nos besoins au plus juste, et nous nous engageons à ne pas les dépasser pendant sept (ou six) ans. Pour le moment, nous ne demandions qu'une petite « flotte de sortie ». Il n'y avait aucune raison d'aller plus loin, puisque les préparatifs techniques qu'exigeait un programme plus vaste étaient encore à faire. Nous pouvions donc alléguer que nous ne faisons que reprendre au fond le programme de Stosch. Nous ne donnions pas l'impression de vouloir innover. L'idée de défense côtière fut mentionnée à la fois par fidélité à la tradition et pour éviter que l'on nous prêtât des intentions agressives. D'ailleurs, l'escadre des gardes-côtes cuirassés existait déjà, et l'on se contenta de la faire passer dans le programme. Il n'y avait aucun danger que le développement de la flotte fût enrayé de ce fait, car, si la loi prévoyait le maintien en état de cette escadre par des constructions de remplacement, elle ne comportait aucune disposition précise au sujet du type des unités de remplacement ¹.

1. Dans la deuxième loi sur la flotte, nous avons donné sur le papier aux gardes-côtes cuirassés la dénomination de vaisseaux de ligne; il n'en coûtait rien, mais

Ce qui nous autorisait à espérer que le projet de loi serait adopté par le Parlement, c'est qu'il s'appuyait sur des données sûres, résultat du travail tactique de longues années : il ne se présentait pas comme une exigence subite, mais comme le fruit d'une évolution et l'aboutissement d'une longue expérience.

Sur le conseil de Capelle, j'inscrivis un crédit limité dans la première loi sur la flotte. Cette limitation était de nature à faciliter l'adoption, d'autant plus qu'il n'y avait pas de difficultés à se procurer les sommes nécessaires, les ressources requises existant déjà, comme je l'ai dit, sans qu'on eût besoin de recourir à de nouveaux impôts. Mais elle nous a créé dans la suite des ennuis d'ordre administratif au moment de l'exécution du programme, par suite de la diminution constante de la valeur de l'argent.

Pour prendre contact avec tous les députés influents, je demandais à mes collaborateurs de faire les premiers pas, et j'intervenais personnellement dans la conversation, une fois que j'étais fixé sur leur état d'esprit. Il ne fallait pas songer à approcher Eugen Richter. Mais une partie des libéraux avec Barth et Rickert nous donnèrent leur appui ; les nationaux-libéraux étaient nos meilleurs partisans. Je n'avais pas à me préoccuper des conservateurs, quoique tièdes au début, parce que, à l'exception de quelques isolés, ils votaient par principe les projets de lois militaires ; ils se rappelaient les dures épreuves du passé et pensaient aux menaces du présent. La décision du centre allait faire pencher la balance d'un côté ou de l'autre.

Le baron von Hertling, ami de notre cause, mettait en doute, comme la majorité des hommes politiques, la possibilité de faire voter une telle loi. Car, à son avis, les questions maritimes avaient été traitées jusqu'ici avec si peu d'entente que les adversaires de la flotte avaient eu beau jeu pour faire campagne contre tout programme naval. Il circulait en outre des rumeurs de coup d'État.

cela avait l'avantage d'exprimer nettement que le remplacement de cette classe de navires, qui était inscrit dans la loi, devait se faire au profit de la flotte de haute mer. La marine ne comprit pas le véritable motif qui avait déterminé à faire figurer ces vieux navires dans l'effectif de la flotte fixé par la loi ; et pour cette catégorie de navires de valeur inférieure elle forgea l'expression de « cerqueils flottants ».

Nos entretiens avec le chef du centre, le docteur Lieber, qui malgré une très grande susceptibilité personnelle, se montra l'homme qu'il nous fallait gagner, ont finalement assuré le vote de la loi. C'est Lieber lui-même qui suggéra de changer le « septennat » en « sexennat ».

Ainsi fut « franchi l'obstacle ». Pour la première fois, notre puissance navale eut un support législatif. Le Reichstag renonçait, dans une certaine mesure, à son droit d'intervenir tous les ans dans le développement de la marine. Le point de vue national l'emporta sur le point de vue parlementaire. Au fond, c'était notre propre conviction qui avait fini par convaincre le Parlement.

3

Dans l'hiver de 1898 à 1899, j'étais encore fermement décidé à observer le « sexennat ». Mais je me suis toujours rendu compte, et je l'ai dit au Reichstag, que la première loi sur la flotte ne créait pas la flotte définitive. On parlait ouvertement de la nécessité d'un nouveau projet à l'expiration du sexennat.

En 1897, la nation avait affirmé, en principe, que la création d'une puissante flotte était justifiée, mais elle avait soigneusement fixé les sommes qu'il fallait y consacrer. Maintenant le moment approchait où nous avions à prendre une résolution : ou bien il fallait avoir le courage de faire une politique qui nous donnât une véritable puissance navale, ou bien toute l'entreprise n'était qu'une manifestation de principe. Personnellement, j'étais décidé à faire le deuxième pas maintenant que j'avais fait le premier, en tenant compte de la situation politique intérieure et extérieure. Je pensais à une progression par bonds, et je voulais, dans les intervalles, ménager le Reichstag le plus possible.

Mais il apparut que les ménagements étaient difficiles. Une fois l'œuvre sérieusement commencée, les désirs gonflaient à n'en plus finir. C'est ainsi que je fus amené, plus tôt que je n'avais prévu moi-même, — dans la nécessité où je me trouvais d'étendre la limite des crédits, — à envisager et à préparer une deuxième loi sur la flotte.

Dès l'automne de 1898, je pris pour ligne de conduite de subordonner tous les détails d'organisation à l'éventualité de futures augmentations de la flotte. Comme nos mesures correspondaient à un but lointain, elles n'ont pas toujours été comprises, même au sein de la marine, et elles ont amené certaines difficultés d'ordre intérieur dont il fallait prendre son parti pour ne pas compromettre le plan tout entier.

Au cours de l'été 1899, nous reconnûmes qu'il ne nous serait pas possible d'ajourner le nouveau projet jusqu'à l'expiration du « sexennat » (1904) et nous prîmes la résolution de le déposer au plus tard pour 1901 ou 1902. De plus, nous décidâmes de préparer la voie au nouveau projet, dès le budget de 1900, et d'annoncer, en déposant ce budget, que nous avions l'intention d'avancer de quelques années le projet en question. La décision proprement dite sur la teneur et la date du nouveau projet ne devait être prise qu'au printemps de 1900, après examen approfondi et en tenant compte des conditions politiques du moment. Je demandai et j'obtins, le 28 décembre 1899, l'approbation de l'Empereur pour cette façon de procéder. Le chef du Cabinet naval, qui était présent au moment où je fis mon rapport à l'Empereur, prévoyait que nous n'aurions guère de chances de succès au Parlement. Mais l'avis de l'Empereur était que, dans ce cas, le pot de fer (la volonté de créer une flotte) n'aurait qu'à briser le pot de terre (l'opposition).

Trois considérations me guidaient dans cette résolution. La première était d'ordre parlementaire. Le crédit limité qui avait été fixé en 1898 ne nous suffisait pas, car nous n'avions pas tenu suffisamment compte de l'augmentation du prix des navires. Si les nouvelles commandes de vaisseaux ne devaient pas être suspendues, faute d'argent, il nous fallait au plus tard en 1900 ou 1901, — et il valait mieux tout de suite que plus tard, — nous adresser au Reichstag et lui demander que la limitation des crédits fût supprimée.

Mais, en agissant ainsi, nous ne pouvions pas éviter que le Reichstag à son tour nous posât des questions sur nos plans de construction pour la période postérieure au sexennat. Si, dans ce cas, nous n'annoncions le dépôt du projet que pour 1904,

nous avions dès 1899, une discussion générale sans utilité pratique. Cette discussion parlementaire ne pouvant être évitée, il valait donc mieux lui donner un but positif, lui donner si possible le caractère d'une première lecture. Nous avions une deuxième raison, plus importante encore, pour avancer le dépôt du nouveau projet ; cette raison était d'ordre technique et administratif. Nos efforts devaient tendre à construire chaque année le plus de navires possible et toujours le même nombre. Etant donné le but militaire poursuivi et l'état de nos moyens, le mieux était la série annuelle de trois unités. Il aurait donc été désirable d'obtenir une loi prévoyant purement et simplement la construction de trois navires chaque année. Mais le Reichstag n'aurait jamais consenti à renoncer de la sorte à son droit de consentir les crédits. Il ne se résignait à être enchaîné par une loi que dans la mesure où des nécessités d'organisation l'exigeaient. Notre programme naval était en effet organique ; l'unité n'en était pas le navire, mais l'escadre. Nous devons à nos expériences tactiques ce principe que toutes les marines du monde ont adopté après nous. Dans nos projets, le Reichstag pouvait donc supprimer des escadres, mais non pas des navires, parce qu'il aurait par là dépassé sa compétence en empiétant sur le domaine de l'organisation militaire. Mais ce principe combiné avec la durée du maintien des bâtiments en service aboutissait à des séries annuelles de constructions irrégulières. D'après la première loi sur la flotte, la série de trois navires valait jusqu'à 1901 ; à ce moment, nous serions tombés à un navire pour n'en construire davantage que bien plus tard, suivant une progression irrégulière d'ailleurs et en dépassant même parfois la série de trois.

Si nous étions descendus à un seul navire, le Reichstag ne nous en aurait certes pas voulu ; mais, par contre, il se serait rebiffé pendant la période ascendante lorsque la progression par bonds aurait provoqué une surcharge du budget. On pouvait craindre de violents grincements de la machine parlementaire au moment du vote des crédits, et des critiques dans le genre de celles que j'avais connues en 1912. Or, nous évitions cette irrégularité des séries de construction en déposant assez tôt un

nouveau projet d'où résultait normalement le maintien de la série de trois.

La troisième raison enfin, et la plus importante, qui incitait le ministère des Affaires Étrangères, dirigé par Bülow, et m'incitait moi-même à ne pas tarder des années à faire voter la deuxième loi sur la flotte, était le changement de la situation mondiale. Aux îles Samoa, quelques-uns de nos navires avaient été brutalement traités par des Américains et des Anglais. Cette humiliation, à laquelle il faut encore ajouter la malheureuse affaire de Manille, avait fortifié, dans le public allemand, le désir d'une puissance navale plus efficace. D'autres signes du temps étaient la soumission de la France à la volonté de l'Angleterre, maîtresse des mers, à propos de Fachoda, et la guerre navale que l'Espagne avait perdue contre l'Amérique et qui avait entraîné la perte de ses colonies. La guerre des Boërs enfin s'annonçait. Il n'y avait pour ainsi dire pas de puissance maritime dont le programme naval ne fût considérablement augmenté, et ce fait indiquait que le monde marchait à une allure plus accélérée que celle que nous avions admise en 1897. Même en politique intérieure, les événements nous pressaient d'agir. La querelle qui s'éleva à propos du canal de l'Allemagne centrale paraissait être le prologue du conflit qui menaça de mettre aux prises, les divers groupements économiques en 1902, au moment du renouvellement des traités de commerce. Et, si la question de la flotte se trouvait coïncider avec ce conflit, elle courait le danger de ne pas être traitée avec toute l'objectivité qu'elle exigeait.

C'est pourquoi, fin septembre 1899, j'avais pris mes dispositions avec le consentement de l'Empereur, pour introduire dans le budget de 1900 le plus possible de nos grosses demandes. Pendant les mois de l'hiver 1899 à 1900, je me mis en contact avec les parlementaires, et, au ministère de la Marine, je fis préparer les grandes lignes et la rédaction d'un nouveau projet dont le dépôt devait être décidé au printemps 1900 suivant la situation politique et les dispositions de l'opinion publique.

4

Je savais combien le tempérament de l'Empereur lui rendait difficile de laisser mûrir la question et de s'interdire de la prendre personnellement en main. C'est pourquoi j'avais fait prier, le 11 octobre, le secrétaire d'État au ministère des Affaires Étrangères d'agir sur l'Empereur pour l'amener à bien vouloir s'abstenir, à l'occasion du prochain lancement à Hambourg du *Karl der Grosse*, de faire une mention intempestive de la question de la flotte. Le comte Bülow y consentit bien volontiers ; il s'inquiétait de son côté des déclarations politiques que l'Empereur pourrait faire à cette occasion.

Le lancement se fit à Hambourg le 18 octobre et donna lieu au discours sensationnel de l'Empereur. Avec sa manière particulière de s'exprimer, l'Empereur lança dans le public nos idées qui en étaient encore à l'état d'incubation, sans consulter le chancelier ou le secrétaire d'État aux Affaires Étrangères, En s'écriant : « Une puissante flotte allemande est pour nous une nécessité urgente », il prenait l'initiative devant le pays. L'administration eut désormais à combattre plus que jamais le soupçon que son action subissait des influences absolutistes contre lesquelles il fallait protéger la Constitution de l'Empire.

Immédiatement après le discours de l'Empereur, je me rendis compte que je ne pouvais pas garder le silence, qu'il me fallait ou bien serrer les freins ou bien emboîter le pas. Dans le premier cas, tous nos espoirs étaient perdus. Dans le deuxième, il fallait que le travail fût bâclé, et l'ordre de marche était dérangé. Mais nous n'avions pas le choix. Toutefois je désirais attendre au moins jusqu'à la réunion du Reichstag afin de m'entretenir avec les députés.

Mais l'Empereur demanda que le nouveau projet fût déposé sans délai. Le Cabinet civil poussait aussi à la roue : « Bismarck avait mis sur pied toute la Constitution de l'Empire en 24 heures ; d'où venaient donc tant d'hésitations ? » On désirait détourner le public du projet de loi contre les crimes politiques, et la marine devait fournir matière à discussion.

Pendant que nous marchions ainsi dans le sens du discours de l'Empereur, le ministère de la Marine était encore engagé dans les premiers travaux préparatoires. La confiscation de paquebots allemands par les Anglais, vers la fin de l'année, amena le public allemand qui s'enthousiasmait pour les Boërs, malheureusement avec trop d'exaltation, à se sentir blessé dans son propre honneur national. Cette circonstance nous facilita le dépôt du projet, qui eut lieu au début de 1900. L'Empereur n'avait pas cessé de m'y pousser avec impétuosité. Il faut dire aussi que, grâce à la collaboration des économistes surtout, l'opinion publique était gagnée dans une plus large mesure que nous ne l'avions espéré nous-mêmes.

La Russie approuvait le nouveau projet et le prince Hohenlohe comptait aussi sur l'acceptation tacite de la France. De l'Angleterre, on pouvait s'attendre à un accueil tout différent, quoique l'Empereur, à son retour d'Angleterre, fin novembre 1899, pensât avoir obtenu l'approbation de la cour britannique ainsi que celle des ministres anglais et de la marine anglaise.

Au moment de l'élaboration de la deuxième loi sur la flotte nous avons longtemps hésité pour savoir si nous devions mettre dans l'exposé des motifs l'idée du risque que notre flotte devait dresser contre l'Angleterre. J'aurais préféré ne pas parler de l'Angleterre. Mais une demande aussi peu ordinaire que celle dont il s'agissait, à savoir une augmentation qui doublait notre petite force navale, ne nous permettait guère de passer sous silence, au moins l'indication du véritable motif. Quoique nous fissions, nous ne pouvions pas amener notre opinion à observer une attitude de silence vis-à-vis de l'Angleterre. Profondément pacifique elle-même, ne croyait-elle pas pouvoir se permettre d'exhaler son indignation contre ceux qui combattaient les Boërs ? Nous étant efforcés en vain de calmer le tapage contre l'Angleterre, il nous paraissait utile, à l'occasion du débat sur la flotte, de présenter nos propres déclarations sur un ton plus calme.

Je me décidai donc à exprimer clairement, dans l'exposé des motifs de la loi sur la flotte, en vue de quel combat nous voulions construire cette flotte : notre but était celui d'une hon-

nête défense politique. De plus, j'indiquai au Reichstag, en décembre 1899, que, pour l'étendue et la composition de la marine allemande, il fallait prendre pour base l'hypothèse de la guerre la plus difficile, c'est-à-dire le cas où nous aurions en face de nous l'adversaire le plus puissant parmi tous les adversaires possibles sur mer. Il fallait donc organiser notre flotte de façon à la mettre en état, dans une guerre défensive, de livrer une bataille navale dans la mer du Nord.

Il faut que les profanes fassent la distinction entre l'offensive tactique et l'offensive politique. Tout vaisseau de guerre, et par conséquent aussi toute flotte de combat, est, du point de vue technique et tactique, un engin offensif ; l'esprit qui la dirige doit lui aussi être « électrisé en vue de l'offensive », comme me l'écrivait Stosch dans la correspondance reproduite plus haut. Mais, du point de vue politique, la flotte allemande projetée offrait aux Anglais toute garantie de paix. La flotte britannique n'était-elle pas deux ou trois fois plus forte ? Déchaîner une guerre, alors qu'on avait de si faibles chances de remporter la victoire sur la flotte britannique, aurait été de la folie.

Mais, par contre, nos efforts tendaient à être assez puissants pour que, même pour la flotte britannique dont la supériorité était si grande, ce fût une entreprise hasardeuse que de nous chercher noise. C'est en cela que consistait la défensive politique de même que la recherche tactique de la bataille ¹ dans une guerre défensive.

Cette idée du risque que nous avions indiquée devint donc assez populaire après que nous l'eûmes formulée comme suit : Il faut que la plus grande puissance navale considère que s'attaquer à nous constitue une entreprise risquée ; notre flotte ne doit être ni plus forte ni plus faible que ne comporte ce but. Il aurait fallu compléter cette idée et dire que, plus notre flotte

1. En juillet 1908, Roosevelt a dit à propos de la flotte américaine : « Une flotte de combat de premier ordre est la meilleure garantie de la paix ; une flotte purement défensive n'a aucune valeur. Demander une flotte défensive équivant à peu près à fonder un prix scolaire pour des assauts d'escrime, dans lesquels il n'est permis que de parer les coups. Il faut qu'une flotte puisse s'acharner sur un adversaire, jusqu'à ce que celui-ci renonce à combattre » Il faut ajouter que, un peu plus loin, le Président parlait aussi d'une politique offensive, qui était étrangère à notre « idée du risque ».

augmentait en force, plus nous étions capables de conclure une alliance. Tout ce que nous disions et pensions sur cette idée du risque devait, sans qu'il fût possible de s'y méprendre, être interprété dans le sens défensif, mais cela fut méthodiquement dénaturé par la presse anglaise.

En 1900, on eut généralement le sentiment que l'Allemagne était sur le point de faire un pas décisif et inévitable vers une politique mondiale et de mettre son pavillon au moins à peu près à la hauteur de son commerce. Mais moins on lançait de phrases grandiloquentes, sur ce sujet, moins on faisait miroiter de perspectives (comme Bismarck me l'avait conseillé à Friedrichsruh), et mieux cela valait. Je déplorais que notre volonté de parvenir au rang de puissance mondiale, qui n'était en réalité autre chose que le résultat naturel de l'évolution économique et d'une situation nouvelle des forces en présence, pût, grâce à certaines manifestations oratoires, être interprétée comme le fait d'une décision consciente et d'un acte de force. Me trouvant à Rominten, j'ai fait part de mes vues à l'Empereur dans les termes généraux suivants :

Une fois que le but sera atteint, Votre Majesté aura une puissance effective de trente-huit vaisseaux de ligne. Cette force ne sera surpassée que par l'Angleterre. Mais, même en face de l'Angleterre, nous avons, par suite de notre situation géographique, de notre système militaire, de notre mobilisation, de nos torpilleurs, de l'éducation tactique, de la construction organique de notre flotte et de l'unité de direction, des perspectives favorables.

Sans parler des conditions de la lutte qui ne sont pas du tout désespérées pour nous, l'Angleterre pourrait bien, pour des motifs de politique générale et en s'inspirant de raisons qui vont bien avec sa mentalité de commerçant positif, perdre toute envie de nous attaquer et nous accorder une influence maritime assez grande pour que nos légitimes intérêts d'outre-mer n'eussent pas à souffrir¹. Des quatre puissances mondiales : la Russie, l'Angleterre, l'Amérique et l'Allemagne, deux ne peuvent être atteintes que par mer ; c'est pourquoi la puissance maritime prend de plus en plus la première place dans l'État.

Lorsque Salisbury disait que les grands États devenaient plus grands et plus forts et les petits, au contraire, plus petits et plus

1. Voir sur ce point chapitre XV.

faibles, ces paroles correspondaient à l'évolution moderne qui aboutit à la concentration, au système du trust. Comme l'Allemagne est surtout restée en arrière sous le rapport de la puissance maritime, réparer le temps perdu sera pour nous une question vitale. Le moyen le plus efficace qui s'offre à l'Allemagne pour que son surcroît annuel de population n'aille pas émigrer et se fondre dans les autres nationalités, réside manifestement dans l'expansion commerciale et industrielle. Cette évolution est irrésistible, comme une loi de la nature. Si on voulait l'endiguer, elle romprait les digues. Quand le commerce et l'industrie prennent un pareil essor, les points de contact et les conflits avec d'autres peuples se multiplient ; c'est pourquoi la puissance maritime est essentielle si l'on ne veut pas que l'Allemagne déchoie. A cela s'ajoutent des considérations politiques, des considérations d'alliances, qui ne sont pas de mon ressort.

Au mois de janvier 1900, je développai devant l'Empereur cette idée que notre programme naval ne serait jamais suffisant pour nous permettre de menacer l'Angleterre d'une offensive. La flotte de combat n'était nullement créée pour une guerre au delà des mers, mais exclusivement pour la défense des eaux territoriales, et ce serait une erreur de méthode que de porter nos efforts sur la deuxième partie du programme naval, le service dans les eaux étrangères, avant d'avoir achevé la flotte de combat¹.

Les croiseurs demandés pour le service à l'étranger furent en effet refusés par le Reichstag, qui se croit toujours obligé de biffer quelque chose². Ce qui faisait, au point de vue militaire, la valeur de la deuxième loi sur la flotte, c'est qu'elle doublait notre flotte de combat. De plus, la suppression d'une limitation des dépenses avait son importance.

1. Je profitai de l'occasion pour recommander une fois de plus à l'Empereur la réserve dans ses manifestations publiques.

2. Comme nous ne pouvions mettre en chantier plus de trois grands navires par an, par suite des limites de notre outillage technique et de notre personnel, la commande des six croiseurs biffés n'aurait pu être donnée qu'en 1906. C'est ainsi que cette suppression n'avait aucune importance. Mais je fis tout de suite observer au moment du refus, en 1900, que nous déposerions une nouvelle demande dans le délai fixé. D'où la nouvelle demande de croiseurs de 1906. Je préférais qu'en 1900 tout le service des eaux étrangères fût rayé ; de la sorte, nous avions un programme assez important pour la nouvelle demande, d'autant plus que ce programme jouissait, dans une certaine mesure, d'une plus grande popularité que la construction d'une flotte de combat.

Dans les négociations au sujet de la deuxième loi sur la flotte, un rôle particulier fut joué par le représentant du centre Muller, député de Fulda, personnalité quelque peu « erratique », qui dans la suite n'a plus joué qu'un rôle effacé et qui, même à cette époque, agissait d'ordinaire plutôt dans la coalisèe. A notre grande joie, c'est lui-même qui demanda la suppression de la limitation des crédits. A son avis, c'était une restriction fâcheuse du droit de voter le budget. Comme, cette fois-ci, nous avions complètement renoncé à fixer un crédit, toutes les difficultés d'ordre financier disparaissaient. Pour la partie financière, on ne toucha pas au privilège qu'avait le Reichstag de voter chaque année le budget. Mais le Reichstag se rendit clairement compte qu'il se liait moralement bien plus qu'en fixant une limite de crédit quelconque. En effet, par la loi, il s'était engagé à exécuter un certain programme de constructions. Au cas où les navires augmenteraient de dimensions ou de prix, le Reichstag, lié par les dispositions de la loi, était obligé de se soumettre. Il ne pouvait pas donner des instructions à la technique en prétextant des raisons financières. Il ne pouvait pas encourir la responsabilité de ne vouloir que des navires trop petits ou défectueux par suite de crédits insuffisants. En votant la deuxième loi sur la flotte avec son caractère de « *lex imperfecta* », qui fixait le nombre de navires à construire, mais sans fixation de crédits, le Reichstag se privait en fait de la faculté de refuser l'argent pour les types de vaisseaux qui augmentaient de dimensions et de prix, à moins qu'il ne voulût encourir le reproche de construire des vaisseaux de qualité inférieure. C'est ainsi qu'en 1900, le Reichstag s'est engagé juridiquement à exécuter le programme naval voté, et, moralement, à ne plus nous créer de difficultés pécuniaires comme celles qui surgirent si vite lorsqu'il s'agit d'appliquer la première loi sur la flotte.

La responsabilité dont le Reichstag avait accepté sa part par cette rédaction de la deuxième loi sur la flotte a donné de bons résultats. Lorsque plus tard nous avons été contraints

par les Anglais à faire un bond gigantesque pour arriver à la classe des « dreadnoughts », le Reichstag m'a lui-même offert l'augmentation qui, pour la seconde fois, doublait la valeur offensive de notre flotte, mais entraînait aussi des dépenses deux fois plus élevées ; on ne sortait pas du cadre de la loi de 1900.

Pour rencontrer moins de résistance auprès du centre, j'avais conseillé d'abandonner le § 2 de la loi sur les Jésuites ; mais, sur le conseil de Lucanus, à qui se joignit Bülow, l'Empereur refusa. Nous avons d'ailleurs réussi sans cette concession. Nous avons eu une majorité plus forte que celle que nous avons obtenue pour les dernières lois militaires. Au Reichstag, je n'ai jamais trouvé d'obstacles insurmontables ; d'une façon générale, j'ai plutôt rencontré, y compris la gauche libérale, des esprits éclairés. Sans doute, Eugen Richter m'accusa de parjure, pour avoir, en janvier 1899, conformément à la situation d'alors, répondu que nous n'avions pas l'intention de demander des crédits supplémentaires avant l'expiration du « sexennat ». N'empêche que je puis dire que nous avons toujours donné au Reichstag des renseignements conformes à la vérité.

C'est donc ainsi que fut menée à bonne fin la deuxième loi sur la flotte. J'avais conscience qu'elle devait avoir une tout autre portée politique que la première, notamment dans le cadre d'une politique d'alliances. Elle offrait, en effet, à toutes les autres flottes du monde la possibilité de rétablir un certain équilibre sur mer en se coalisant avec nous.

CHAPITRE XII

LA CONSTRUCTION DE LA FLOTTE

1

Quand on se propose un but élevé, il n'est pas toujours possible de dire à l'avance ses intentions dernières. L'œuvre politique a aussi sa part de divination : de même le marin, quand le ciel est couvert, doit naviguer en faisant son point sur la carte, c'est-à-dire au jugé, et de même le lieu vers lequel on cingle ne permet pas toujours de reconnaître de loin son aspect particulier. Il est fréquent que la perspective se modifie pendant un trajet ; les profanes ont beau jeu à relever des contradictions ou à contester les difficultés. On entend des paroles comme celles-ci : Pourvu que vous parliez bien au Reichstag, l'affaire s'arrangera. Le spécialiste n'a pas de peine à rester dans son cadre. Mais seul le chef responsable a à lutter avec le tourbillon de toutes les exigences qui l'entourent.

Le secrétaire d'État avait à exécuter un vaste programme dont il avait assumé la charge vis-à-vis de la nation. Pour le mener à bonne fin, il avait pleins pouvoirs ; mais ces pouvoirs, tout le monde supposait qu'il en était investi et nulle part on ne voulait en réalité les lui accorder. Il fallait, en engageant toute sa personne, justifier la confiance de tous et triompher de toutes les résistances qui furent, contre toute attente, nombreuses et fortes.

Nous nous sommes tout d'abord trouvés devant un labyrinthe de questions de technique et d'organisation, et d'opinions divergentes. A mon avis, la forme donnée à nos navires était particulièrement peu heureuse. Mais des années étaient nécessaires

avant qu'il me fût possible de remédier à cet inconvénient par des installations de touage qui nous manquaient, les ingénieurs s'étant peu souciés d'établir, par des exercices de touage, la forme du navire qui donnait la plus grande vitesse. Pour la longueur et la grandeur des navires, les écluses de Wilhelmshaven nous imposaient des limites. Ces deux faits furent cause que notamment nos navires construits pendant la première période n'eurent pas la vitesse que la force de leurs machines aurait dû leur donner. Ce désagrément resta à l'état chronique jusqu'à ce que la troisième entrée de Wilhelmshaven fût créée. De plus les bancs de sable de nos embouchures fluviales de la mer du Nord étaient pour nous un désavantage sérieux, qu'ignoraient toutes les nations qui avaient des navires à construire. Ils nous empêchaient de donner aux navires le tirant d'eau le meilleur. Dans un certain sens, nous nous sommes trouvés en présence des mêmes obstacles qui, au xvii^e siècle, coûtèrent si cher aux Hollandais dans leur lutte contre les Anglais. En effet, la bataille navale est essentiellement une lutte de navire à navire. L'avantage au point de vue technique réside plutôt dans la puissance de chaque unité que dans le nombre des unités. Comme les Hollandais étaient empêchés par les embouchures fluviales de la mer du Nord de donner à leurs navires des dimensions aussi grandes que celles que donnaient les Anglais, ceux-ci l'emportèrent sur ce point. Ce sont ces obstacles et beaucoup d'autres qu'il s'agissait donc de surmonter dans le délai de quelques années. Et, malgré tout, nous sommes parvenus à donner à nos navires une valeur combative supérieure à celle des navires anglais.

D'une façon générale, les constructions navales furent rendues difficiles par notre technique, qui se trouvait encore à un niveau assez bas. Aux bureaucrates de l'amirauté on avait accordé trop de pouvoir sur la technique ; les constructeurs avaient été mis en tutelle. La lutte latente entre juristes et techniciens a été une des causes pour lesquelles il nous a fallu commencer la construction de la flotte avec un personnel médiocre et numériquement insuffisant. Le technicien en chef de l'amirauté s'était organisé pour son compte personnel, enfermait dans son

carnet de notes les données intéressantes et ne souffrait pas de rival. Cette situation pouvait nous mener à la ruine. Il ne faut pas oublier que le savoir-faire technique ne pouvait pas s'accommoder d'un lent apprentissage comme celui de l'organisation : il fallait, dès le début, faire aussi vite et aussi bien que dix ans plus tard. C'est pourquoi, dès le premier jour, je m'efforçai d'améliorer la situation des techniciens et de préparer leur recrutement. Je tâchais de faire leur connaissance et je choisisais ceux qui avaient les qualités voulues pour devenir des constructeurs. Ils étaient relativement rares. Les Anglais choisissent un ingénieur en chef avec pleins pouvoirs pour ainsi dire et lui accordent un traitement de 100.000 marks par an. Une pareille « prodigalité », qui convient à l'allure d'une vieille aristocratie, on aurait été bien reçu en la proposant au ministère des Finances et à la jalousie démocratique de notre Parlement ! Je créai un fonds spécial pour les bons résultats obtenus en matière de construction et, sur ce fonds, j'accordais des gratifications qui pouvaient s'élever jusqu'à 4.000 marks aux techniciens qui s'étaient distingués. Mais j'eus beau leur envoyer l'argent par lettre en les priant de ne pas en parler, la mesquinerie allemande et le souci du comme il faut s'en mêlèrent. Les destinataires eux-mêmes demandèrent qu'on répartît le fonds par parts égales, à cause de la jalousie — *propter invidiam* — des autres. Aussi ne fallait-il pas s'étonner que l'industrie privée nous enlevât beaucoup de bons techniciens. Fréquemment, au bout de quelque temps, ceux-ci se faisaient porter malades et passaient aussitôt dans une grosse affaire industrielle. Malgré ces difficultés et beaucoup d'autres, qu'il n'y a pas lieu d'exposer ici, nous avons réussi à la longue à être supérieurs aux Anglais pour la qualité de nos constructions navales. L'industrie privée arriva au même résultat dans la construction des grands paquebots.

Un an après mon entrée en fonctions avait commencé une période de transition difficile, au cours de laquelle, faute d'autres personnalités à qui on pût confier une direction, un officier de marine, l'amiral Buechsel, dut accepter le poste de directeur des constructions navales. Parmi les fonctionnaires du génie

maritime que je distinguais entre temps pour les hautes fonctions techniques et à qui, soit par des voyages, soit par des affectations spéciales, je donnais l'occasion de se préparer à leur grande tâche, il faut citer hors de pair celui qui fut plus tard notre directeur de constructions navales, le conseiller privé Buerkner. Personnellement j'ai toujours eu le sentiment que sa façon de collaborer avec nous, officiers de marine, pour la tâche commune et indivisible, méritait d'être proposée en exemple. Les autres techniciens aussi ont contribué dans une large part à nos progrès qui finirent par nous mettre en situation de défier toute comparaison. Un exemple montrera quelle était la méthode de notre construction navale et quelle somme de travail intellectuel s'y trouvait condensée.

Dans la bataille navale, l'unique objectif n'est pas de gagner du terrain, mais d'anéantir l'adversaire. Depuis l'introduction de la vapeur et des bouches à feu modernes, cet objectif n'est plus atteint en abordant l'adversaire, mais en le coulant. Aussi longtemps qu'un navire flotte, il conserve une certaine valeur pour le combat et peut dans la suite être facilement réparé. C'est pourquoi le dernier objectif des armes offensives est de frapper d'un coup mortel la partie immergée du navire ; le but principal des mesures protectrices est d'augmenter la flottabilité. Jusqu'en 1906, nos navires étaient peu protégés contre les armes sous-marines et la protection des navires anglais était déficiente encore pendant la guerre. Une seule torpille suffisait généralement pour couler un navire d'un type ancien, comme le prouve la victoire de l'*U-9* sur trois grands croiseurs anglais. Immédiatement après le vote du programme naval, je soumis la question de la flottabilité à une étude approfondie. Il nous apparut bientôt que, pour pouvoir recueillir des données expérimentales suffisantes, il nous faudrait procéder à des tirs réels de destruction en assez grand nombre. Mais nous ne pouvions pas sacrifier des bâtiments modernes : quant aux anciens, ils ne pouvaient pas nous instruire suffisamment. C'est pourquoi nous construisîmes des parties isolées de vaisseau qui furent affectées à des essais de torpillage, dont nous étudiâmes minutieusement les effets. Nous constatâmes que la puissance d'explo-

sion pouvait être réduit, si les gaz explosifs atteignaient, au lieu d'une surface résistante, des espaces vides. Nous arrivâmes à savoir quelles qualités d'acier étaient le mieux appropriées aux différentes parties de la construction ; nous nous aperçûmes, en outre, que l'effet de l'explosion était amorti quand nous la forçons à pulvériser du charbon en assez grosses quantités. Nous en déduisîmes qu'il fallait aménager d'une façon particulière les soutes à charbon. A la puissance d'explosion ainsi affaiblie, nous pûmes alors opposer la résistance d'une solide paroi d'acier, soigneusement établie, qui, en dernière analyse, garantissait l'intérieur du navire. Cette « cloison contre torpilles » s'étendait, sans interruption, dans toute la longueur des œuvres vives. Les expériences poursuivies pendant des années, auxquelles nous n'hésitâmes pas à consacrer des millions, nous fournirent aussi des indications sur la façon la meilleure d'utiliser le matériel et sur la manière de construire les parties contiguës du vaisseau. Puis toute la coque, au-dessous de la ligne de flottaison, fut protégée de la même façon pour le cas où la localisation de l'effet de la torpille ne se produirait pas, où plusieurs torpilles frapperaient le navire, etc... On étudia avec un soin infini des détails tels que le système de pompes ou les moyens de rétablir rapidement l'équilibre d'un navire qui donne de la bande, à l'aide des water-ballast. Enfin, nous renoncâmes complètement aux portes intérieures de communication, qui, lors du naufrage du *Titanic*, avaient joué un rôle si néfaste, etc...

La flottabilité que nous avons obtenue par notre système a fait ses preuves. Contrairement aux vaisseaux anglais, les nôtres étaient presque indestructibles. Toute la flotte anglaise encerclant le petit *Wiesbaden* le martelait de ses projectiles : mais le pauvre vaisseau ne voulait pas sombrer. Le *Mainz*, quoique mis à mal par les obus et les torpilles, persistait à flotter : il fallut que, le navire évacué, un officier et un mécanicien restés à bord, ouvrirent les tubes lance-torpilles pour que le bâtiment coulât, les entraînant avec lui. L'excellent commandant de l'*Emden* jeta, avec une violence extrême, son vaisseau contre des récifs de corail et les protections intérieures restèrent indemnes. Ce que nos vaisseaux ont supporté de mines et de torpilles est

étonnant. Lors de la pointe que l'amiral von Rebeur poussa contre Imbros, le *Gæben* fut gravement atteint par trois mines ; il put, néanmoins, regagner le Bosphore par ses propres moyens, tandis qu'un vaisseau de ligne anglais moderne, l'*Audacious*, fut coulé par une seule mine dans la mer d'Irlande. Seuls nos vaisseaux d'un certain âge, comme le *Pommern* et le *Prinz Adalbert*, qui avaient été construits à une époque où nos recherches sur la flottabilité n'étaient pas achevées, montrèrent une force de résistance moindre.

Les qualités maîtresses d'un vaisseau sont sa flottabilité et le maintien de sa position horizontale : c'est la condition d'une continuation possible du combat. A cet égard, nous étions si supérieurs aux Anglais que cette différence, à elle seule, pouvait déterminer l'issue d'une bataille navale. Dans d'autres sens encore notre effort constructeur tendait à porter notre arme au plus haut degré de perfection. Nous nous appliquions surtout à la recherche de qualités qui s'affirment dans le combat : aussi nos officiers de marine eux-mêmes ne pouvaient pas, avant la guerre, apprécier nos navires à leur juste valeur ; ils le pouvaient d'autant moins qu'il nous fallait sacrifier aux nécessités de la bataille une série d'avantages purement extérieurs et de commodités qui ont leur prix en temps de paix. L'absence totale de portes entre les compartiments de l'intérieur, par exemple, était très gênante ; mais, dans un instant critique, elle pouvait jouer un rôle décisif. En pleine bataille navale, il arrive toujours, ce moment psychologique où l'un des adversaires fait la constatation suivante : « Dieu ! les ennemis sombrent et nous, pas ; ils brûlent, et nous ne brûlons pas ! » Dès lors, il n'a presque plus de pertes ; elles sont toutes du côté de l'adversaire.

Il suffit d'un chiffre pour montrer ce que valaient nos vaisseaux comparés aux anglais de même âge. Abstraction faite de notre supériorité en munitions, etc..., il a été établi de la façon la plus précise que les obus de notre *Derfflinger* ont pu traverser à 11.700 m. le blindage le plus épais du *Tiger* ; par contre, ceux de ce dernier n'ont pénétré la cuirasse du *Derfflinger* qu'à 7.800 m. Une semblable supériorité dans l'armement et le blindage,

qui impressionne quiconque y réfléchit, existait pour presque tous les vaisseaux de combat de même âge.

Uniquement soucieux, lors de la construction de nos vaisseaux, de traduire dans l'acier et dans le fer nos conceptions du combat, nous sacrifiâmes tout ce qui aurait pu nous valoir une approbation immédiate et nous épargner de sévères et continuelles comparaisons avec les réclames prometteuses des firmes de construction étrangères. Nous avons alourdi nos navires en donnant à la ligne de flottaison une épaisse et lourde ceinture, en assurant la flottabilité et la protection contre le tir, en abritant d'une façon toute particulière les différents postes de commandement du navire, etc...

Pour les années décisives de l'évolution de l'Allemagne, nous avons assuré, par sa qualité, une avance à notre flotte sur la flotte anglaise, et, de la sorte, compensé dans une large mesure notre infériorité numérique. Il est tout naturel que peu de gens en Allemagne aient été exactement renseignés sur cette supériorité ; les créateurs de la flotte avaient la confiance d'un grand nombre, mais non de l'unanimité des Allemands. En temps de paix, quand on voyait passer un bateau, on ne pouvait se rendre compte ni de sa solidité, ni de ses qualités de combat ; on se souciait peu qu'il eût une cuirasse épaisse ou mince. Mais, par contre, on s'apercevait, par exemple, que sa grosse artillerie était de calibre inférieur à celle des Anglais, et la manie allemande de récriminer avait alors beau jeu ! Ce qui ne se voyait pas, c'est que, abstraction faite de l'efficacité supérieure de nos projectiles, nous obtenions pratiquement la même puissance de pénétration avec nos calibres que les Anglais avec des calibres supérieurs, et que, par surcroît, il en résultait pour nous d'autres avantages importants. Il faut dire que bien des gens, par tempérament, ne pouvaient donner leurs suffrages à une méthode de travail ne visant pas à l'effet ; ceux qui se complaisaient, en s'inspirant des réclames éblouissantes de l'étranger, à dresser des listes de desiderata, me haïssaient mortellement. Si, en Angleterre, on a soumis à un examen scientifique nos vaisseaux honteusement livrés à l'ennemi, les Anglais ont dû, en considérant l'agencement de l'ensemble et de mille détails, reconnaître

avec étonnement quel adversaire ils avaient en nous, Allemands, dans ce domaine si spécifiquement anglais de la construction navale. Les Anglais sont loin d'avoir fourni un travail aussi consciencieux et aussi intelligent que le nôtre. Mais, les Anglais n'étant pas des Allemands, ils admettront difficilement que l'on fit mieux à l'étranger que chez eux.

Il m'en coûte d'insister sur ce point. Et pourtant, si notre peuple doit tirer une leçon de sa propre histoire, il faut bien qu'il reconnaisse la propension au suicide toujours embusquée en un coin de son âme. Car, ce n'est qu'après la bataille du Skagerak que nous avons compris quelle arme nous possédions en la flotte allemande. On avait négligé de tirer à temps les conclusions historiques de cet avantage.

Quand, en 1870, les armées allemandes partirent en guerre avec une arme inférieure à celle de l'ennemi, on dit aux troupes : « Le chassepot n'est supérieur qu'à longue distance : vous avancerez et à 400 mètres vous serez les plus forts. »

Il suffisait de dire la vérité à la marine pour qu'elle allât à la bataille, en août 1914, avec le sentiment indomptable de sa supériorité. Au lieu de cela, dans les hautes sphères de la marine, on pratiquait presque comme un sport la critique minutieuse du détail. On créa dans le corps des officiers des dispositions fâcheuses pour les heures graves : la foi régnait moins dans leur esprit que le doute. Il va de soi que nous aurions pu encore apporter çà et là quelques améliorations. Mais il faut considérer le résultat définitif comme un tout. Or, notre Allemagne de 1914 n'était pas en état de le faire. Elle en était restée à la maxime dont s'ornait le champ de tir de Meppen :

Si, pour la centième fois dans ta vie, tu fais mouche,
On le voit, on opine du bonnet et l'on passe ;
Mais si, une seule fois, tu manques ton but,
Jamais le plus petit des clabaudes ne l'oubliera.

Au fond, le peuple allemand a eu beaucoup de chance dans la construction de sa flotte, qui, entreprise sur le tard, put être terminée en temps utile parce que nous avions conscience du but à atteindre. Mais la chance suprême et décisive lui fut refusée :

sa propre tendance à critiquer ce qui est allemand et à admirer ce qui vient de l'étranger y est bien pour quelque chose. C'est là une des raisons pour lesquelles la flotte n'a pas été engagée à temps : on en verra plus loin les conséquences.

2

La construction d'une flotte est de la tactique appliquée : mais, en même temps, c'est aussi une question d'argent. En travaillant à doter l'Allemagne d'une flotte utilisable, il ne nous était pas permis de faire, mal à propos, une seule dépense tant soit peu considérable. Le résultat de l'œuvre, à laquelle collaborèrent des officiers de marine et tout un état-major de fidèles fonctionnaires, ne peut être apprécié équitablement, que si l'on tient compte de l'étroitesse de nos moyens financiers.

Aucune autre marine étrangère n'a tiré d'un minimum de moyens un tel maximum de rendement. Dès 1898, c'est notre renonciation à tout nouvel impôt qui nous a permis d'avoir gain de cause sur le principe même de notre programme ; nous avons désarmé les résistances du Reichstag en invoquant l'argument que les ressources financières existaient déjà. De même, nous n'avons jamais pu, dans la suite, en user largement avec l'argent. Au point de vue des dépenses navales, non seulement nous venions après l'Angleterre, mais nous suivions encore de très loin l'Amérique ; parfois même nous étions dépassés par la Russie et par la France. Cependant, sachant mieux que ces puissances tirer parti de nos ressources, nous créâmes une flotte qui, par sa force, arrivait au second rang. N'empêche qu'il y a aujourd'hui des patriotes qui font à la marine allemande un reproche d'avoir obtenu de tels résultats avec les moyens qu'on lui consentait ¹ !

L'économie impose le soin dans le travail et l'imitation des pratiques commerciales. Le ministère a acquis une certaine renommée par sa façon de comprimer les prix, d'acheter des terrains de longue main, etc... Jamais plus l'Allemagne ne créera

1. Cf. Appendice.

pareille œuvre à si bon compte. Ce peuple riche qui, pendant la guerre, n'avait plus le droit de compter les milliards, avait, au temps de sa prospérité, tourné et retourné entre ses mains hésitantes les millions, et même les billets de mille, qui, consacrés à sa défense militaire, eussent été la plus sûre garantie de la durée de la paix et de son bien-être. Depuis la retraite du prince Bülow, qui avait témoigné à la marine une sollicitude éclairée, elle fut en proie à une impécuniosité chronique. Pour obtenir les ressources les plus indispensables, il m'a fallu mener une lutte épuisante, moins contre le Reichstag qui, de plus en plus, entraînait dans mes vues, que contre le secrétaire aux Finances et le chancelier d'Empire. Aveuglés l'un et l'autre, le premier par son incompréhension des questions étrangères à son ressort, le second par ses rêves politiques, ils empêchèrent, dans ces années décisives pour l'armement de l'Allemagne, mainte réalisation désirable, sous prétexte que le pays manquait des ressources nécessaires. Je suis arrivé pourtant à imposer l'exécution de ce qui ne pouvait être ajourné ; quant au reste, c'est d'un cœur lourd et avec le sentiment d'être entravé dans l'œuvre de création de notre arme défensive que j'ai remis à plus tard l'espoir d'en poursuivre l'achèvement. Pour les détails accessoires, il y avait alors moins de place que jamais ; néanmoins, dès qu'une invention nouvelle avait été adaptée aux nécessités militaires, je consacrais tous mes soins à son développement. Ce fut le cas pour la construction des sous-marins, domaine dans lequel nous sommes arrivés également à surpasser toutes les marines.

L'ardeur de certains milieux politiques à ravalier l'œuvre de la marine, a abouti pendant la guerre à une campagne de calomnies contre mon œuvre ; j'eus, en la circonstance, l'occasion d'observer sur le vif la tendance bien humaine, mais plus particulièrement allemande, à faire plus de cas de la critique que de la création, et à considérer l'œuvre accomplie comme chose toute naturelle, alors qu'on vous taxe de négligence pour ce qui n'a pas été fait. Mais, même au temps de ma popularité, je me suis toujours rendu compte qu'au *Hosanna* d'aujourd'hui succède aisément le *Crucifige* de demain. Si je regrette que l'on

se soit appliqué à ébranler la confiance en la marine, ce n'est pas pour moi, mais pour notre peuple : je ne voudrais pas importuner le lecteur par le récit de ces querelles, qui, probablement, ne seront bientôt plus qu'un pâle souvenir. Que l'on se reporte à l'appendice du présent ouvrage : nous l'y avons adjoint, afin de ne pas laisser, par un silence qui pourrait être mal interprété, le champ libre à tous ceux qui se sont complus à ravalier l'œuvre consciencieuse de toute une génération.

Dès le temps de paix, j'avais l'habitude de m'entendre traiter de rétrograde ; c'était un tort, selon moi, de renseigner toujours le public, à la face de l'étranger. Ma méthode, éprouvée de longue date, qui consistait à ne pas généraliser l'adoption d'une invention nouvelle avant d'être fixé sur sa valeur militaire, nous préserva de certains retours en arrière et fut la principale cause de nos succès ; mais il va de soi qu'elle m'exposa aux reproches des inventeurs et des patriotes impatientes. Deux exemples, entre mille autres : le sous-marin et le dirigeable. J'ai refusé de gaspiller de l'argent pour des sous-marins aussi longtemps qu'ils ne pouvaient s'éloigner de nos côtes et par conséquent nous être utiles. Mais, dès que l'on construisit des bâtiments capables de tenir la mer, je fus le premier à mettre tous mes efforts à leur service, et, malgré la pénurie d'argent qui m'était imposée, je suis allé dans ce domaine jusqu'aux limites extrêmes de notre productivité technique.

La question du mode d'utilisation des sous-marins ne pouvait pas être tranchée pratiquement, avant que l'instrument lui-même existât. Il s'agissait donc de construire d'abord des sous-marins à grand rayon d'action et, dès que nous en eûmes les ressources, d'en construire autant que nous pouvions. C'est ce qui fut fait : donc, à cet égard, rien n'a été négligé. Que faire de l'arme ainsi créée ? Il fallait que les nécessités particulières de la guerre nous l'apprirent. Si les Anglais, pour arriver à leurs fins, n'avaient pas totalement répudié le droit maritime jusqu'alors en vigueur, la guerre sous-marine contre le commerce ennemi aurait pu être considérée d'un autre point de vue. Dès que l'action à longue distance eut été rendue possible, l'idée de guerre contre la flotte marchande s'imposa

à tous les esprits : personne ne peut en revendiquer la paternité. Mais l'espoir que nous fondions sur les flottes de haute mer fit d'abord des sous-marins une arme auxiliaire aux mains de nos commandants d'escadres. Vint ensuite leur affectation à la guerre commerciale : toutes les dispositions à cet effet avaient été prises dans la mesure du possible dès le temps de paix. On prétend que la marine aurait dû prévoir et étudier toutes les formes possibles de la guerre ; autant vaudrait exiger de l'armée qu'elle eût organisé, en temps de paix, la défense contre les tanks ¹.

Comme officier de marine qui avais encore appris à connaître sur des vaisseaux à voiles la force du vent et la perfidie des grains, je n'ai jamais compté beaucoup sur les dirigeables, et la guerre m'a donné raison. Je fondais, au contraire, de grands espoirs sur le développement de l'aviation. Lors de l'engouement général pour les Zeppelins, je me tins sur la réserve sans qu'il me fût cependant permis de faire entièrement figure de trouble-fête. De toutes parts, de pressantes sollicitations m'incitaient à des innovations précipitées. La lettre suivante, ainsi que ma réponse, en font foi :

Berlin, 27. 8. 1912.

EXCELLENCE,

Excusez-moi de venir troubler Vos vacances ; mais il s'agit d'une chose pressante, importante : l'extension à donner à notre construction de dirigeables. Notre nouveau dirigeable pour la marine constituera un progrès énorme. Aussi le moment me semblait-il venu de passer à la construction systématique d'une flotte aérienne ; car, avec les errements actuels, nous ne profitons pas de notre avance. Le créateur de la flotte allemande devrait aussi être ou devenir le créateur de la flotte aérienne allemande. Si nous voulons nous maintenir au premier rang, il nous faut un programme nettement arrêté de constructions, avec tout ce qui s'y rapporte ; à la rigueur, il pourrait être déposé sous forme de loi. Les dépenses ne seraient pas trop élevées : avec 30 millions de marks, on peut, en 3 ans, construire 18 à 20 Zeppelins et 9 à 10 hangars à deux diri-

1. Cf. Appendice.

geables chacun, et couvrir les frais d'entretien pendant 250 à 300 jours. Ce calcul s'appuie sur l'estimation annuelle suivante :

1. Construction de 6 dirigeables	4.50 mill.
2. Construction de 3 hangars.....	3.00 mill.
3. Entretien par appareil et par jour 800 m. donc 6 dirigeables pendant 300 jours ..	1.44 mill.
4. Divers.....	1.06 mill.
	<hr/>
TOTAL.....	10.00 mill. marks

Ainsi, avec 30 millions de marks, on pourrait faire énormément pour la paix et pour notre sécurité. Nous avons l'argent nécessaire : il y a d'abord l'excédent de 1911, qui ne sera pas entièrement absorbé par les dépenses militaires : 1912 s'annonce également bien et nous donnera certainement un excédent.

On aurait beaucoup à gagner en procédant systématiquement : sinon il en sera comme de la flotte jusqu'en 1898...

En souhaitant à Votre Excellence de bonnes vacances, je la prie d'agréer l'assurance de la haute considération

de son tout dévoué

M. ERZBERGER,
membre du Reichstag.

Saint-Blasien, 6. 9. 12.

TRÈS HONORÉ MONSIEUR ERZBERGER,

Je vous adresse tous mes remerciements pour votre lettre du 27 août dernier : elle m'a énormément intéressé. J'y ai constaté avec plaisir que la chaude sollicitude témoignée par vous à l'armée et à la marine s'affirme au même degré dans la question de l'adaptation de la flotte aérienne aux besoins de la défense nationale. Mais je crains que l'organisation de la nouvelle arme ne puisse pas être poussée aussi rapidement que vous l'exposez dans votre lettre. Après l'adoption des projets militaires déposés l'an dernier, on nous objectera, non sans raison, que les Zeppelins demandés doivent commencer par être mis à l'essai en haute mer et sur la côte. Il ne saurait en être autrement ; sinon, on serait en droit de reprocher au gouvernement de n'avoir pas tenu compte, déjà dans les projets de l'an dernier, de la navigation aérienne, et de n'y avoir pas fait figurer les crédits indiqués dans votre lettre. Je suis, moi aussi, fermement convaincu de l'absolue nécessité de pousser à fond les expériences et, en même temps, de constituer et de former le personnel indispensable : nous éviterons de la

sorte de graves déboires. L'utilisation militaire des dirigeables sur une large échelle se heurtera encore à bien d'autres difficultés. Peut-être en viendra-t-on à bout, mais certes pas du jour au lendemain, comme le désire et se l'imagine votre âme patriotique.

Salutations amicales.

Votre bien dévoué

V. TIRPITZ.

3

Les civils remuants et les maisons de commerce plus intéressées aux grosses commandes qu'à l'utilité militaire ne constituaient qu'une aile dans la cohorte de mes critiques : l'autre était formée par les spécialistes.

Pour être juste, il me faut remarquer que les bonds inquiétants qui caractérisaient l'allure précipitée de notre technique au temps de nos constructions navales ont déterminé, même parmi les spécialistes, des controverses nécessairement vives et de pénibles compromis. On constata le danger de toute prévision à lointaine échéance. A l'instant même où il venait d'être achevé, un vaisseau était déjà d'un modèle suranné, et les critiques ne songeaient pas toujours que, étant donnée la date de sa mise en chantier, il n'en pouvait être autrement. Dans l'histoire des marines étrangères, on rencontre également des conflits intérieurs dès les premiers progrès de la technique. Quoi qu'il en soit, la dislocation de l'Amirauté en différents services, effectuée à l'avènement de Guillaume II, fut une cause de difficultés intra-administratives qui, au cours des années, m'ont plus excédé que mes démêlés avec le Parlement ou que la tâche à accomplir. De toutes parts, les coups pleuvaient sur moi.

Après l'adoption du programme naval, le commandement suprême de la marine éprouva quelque mécontentement de ce que les dispositions relatives à la flotte de combat ne correspondissent nullement au projet, à l'élaboration duquel il avait participé, d'une flotte de croiseurs¹. J'avais, par ailleurs, à lui

1. Cf. plus haut, p. 105 sqq. A l'École supérieure de Guerre de la Marine, on continua encore un certain temps, à préconiser la guerre de croiseurs et à combattre la flotte de haute mer. Je fus obligé d'y mettre le holà, car il était inadmissible que notre politique de construction fût attaquée dans notre plus grande école.

reprocher son intervention politique dans les affaires de Delagoa et de Manille ; c'était déjà bien assez que deux autorités maritimes, le ministère et le Cabinet, eussent des attributions politiques. A mon entrée en fonctions, on m'avait promis, — ce qui, du reste, était tout naturel, — que je serais consulté sur l'usage à faire, au point de vue politique, des navires destinés aux eaux étrangères. Cette promesse n'ayant pas été tenue, je réclamai le rattachement de ces navires au ministère de la Marine : mais je n'obtins pas gain de cause auprès de l'Empereur. Dans ce différend, on tira argument contre moi des prérogatives du Chef suprême de l'armée qui, disait-on, seraient diminuées si le secrétaire d'État, dépendant du Reichstag, voyait trop élargir ses attributions. Il m'était difficile de répondre à cette objection, et, désireux d'aller quand même de l'avant, je m'accommodai de mon mieux de la situation. Ainsi je finis par obtenir, menaçant à différentes reprises de démissionner, la suppression du commandement suprême naval de Berlin : il m'avait fallu, en préalable, dûment convaincre l'Empereur que sa propre autorité n'était guère compatible, étant donnée la répartition des attributions alors en vigueur, avec le Commandement suprême d'une part, et le ministère de la Marine de l'autre. Une partie des attributions passa, dès lors, au ministère de la Marine, le reste étant conféré aux stations de Kiel et de Wilhelmshaven, organisées sous forme de commandements, et à l'Etat-Major de la Marine nouvellement créé¹. On s'accommoda de cette solution, faute de pouvoir réaliser la solution idéale qui aurait été l'unification des pouvoirs aux mains d'une Amirauté telle qu'elle a toujours existé en Angleterre, telle que nous l'avions connue chez nous jusqu'en 1888.

Dans les dernières années de sa carrière, j'avais dissuadé Caprivi de diviser les pouvoirs de l'Amirauté. Caprivi partageait

1. L'État-Major de la Marine fut créé par une analogie toute schématique avec l'État-Major général de l'Armée. Je ne sais si ce fut un bien pour l'armée, que cette autonomie de l'État-Major général, inspirée par le prestige de Moltke. Il en est peut-être résulté que l'État-Major est devenu trop étranger aux questions techniques, tandis que le ministère de la Guerre s'est trop peu occupé de la guerre. En tous cas, cette spécialisation de l'État-Major général est une erreur dans la marine : c'est une idée de décadents, d'où n'est pas née une autorité centralisatrice vraiment vivante.

ma façon de voir. Au cours de mes années de travail tactique qui suivirent, j'avais échafaudé de trop vastes espoirs sur la répartition des fonctions organisatrices dans le cadre des différents services à présent divisés, ne m'étant pas encore rendu suffisamment compte que l'insuffisance des résultats, au point de vue de la préparation à la guerre, tenait plus aux personnes qu'au système. Quand j'eus ensuite à diriger les constructions navales, je compris, et la majorité des officiers éclairés comprirent aussi, que, dans la période de création, le ministère de la Marine avait besoin de plus d'attributions que dans une période quelconque. Quels pouvoirs illimités les Américains n'attribuèrent-ils pas à Goethals, lorsqu'il eut à construire le canal de Panama ! Mais, puisqu'il fallait prendre son parti de la multiplicité des têtes de notre marine, mieux valait encore la nouvelle répartition que le dualisme d'un commandement suprême naval exerçant, depuis Berlin, son autorité sur toute la marine, et du ministère de la Marine. Il était inévitable que, dans ce conflit, on me reprochât de toutes parts mon autoritarisme et mon abandon des idées que j'avais jadis affirmées quand j'étais au commandement suprême. Ce qui est vrai, c'est que, suivant le lieu où je me trouvais et la tâche qui m'incombait, j'ai lutté de mon mieux contre l'incohérence des efforts ; mais les suites fâcheuses du morcellement des attributions reparaissaient toujours à quelque autre endroit.

En dernière analyse, le rendement des grands services dépend de ceux qui y travaillent. Seul peut s'acquitter d'une haute mission créatrice, celui qui puise en son propre fonds la conviction de la légitimité des fins qu'il poursuit et qui trouve également de lui-même, pour l'essentiel, les procédés qui conduiront au but, ou qui, tout au moins, se les est bien assimilés intellectuellement. Les conseils et les suggestions viennent par surcroît, et ce serait un grave tort de ne pas leur prêter une entière attention. Mais la décision dernière doit rester au chef qui sent les difficultés de l'exécution dont il est responsable.

La marine était un organisme aux rouages extraordinairement délicats. Les permutations continues entre le ministère, l'État-Major de la Marine et le service du front enlèvent tout son

poids à l'affirmation selon laquelle l'État-Major de la Marine, en sa qualité d'organisme stratégique, était plus compétent que le ministère en matière de progrès à réaliser.

A la longue, finit par s'établir avec toutes les autorités maritimes de l'intérieur un régime de travail assez satisfaisant. Quant aux services de la mer du Nord et de la Baltique qui, tout naturellement, insistaient sur la défense du littoral et la préparation de la guerre côtière, nous réussîmes à les tenir en bride ; nous n'aurions pu leur donner satisfaction qu'aux dépens de la flotte, c'est-à-dire de l'importance politico-militaire de la marine. Les rapports avec le commandement de la flotte de haute mer étaient moins nets ; celle-ci, à mesure qu'elle se développait, gagnait en influence et aspirait de plus en plus à absorber tout le matériel flottant.

Les Français et les Anglais plaçaient le chef de la flotte à la tête d'une escadre et lui conféraient ainsi un commandement immédiat chez lui. Nous, au contraire, conformément à des dispositions datant de l'époque du commandement suprême, nous placions le chef de la flotte sur un bâtiment n'appartenant à aucune escadre. Nous nous demandions si le système étranger, qui avait pour lui les enseignements de la guerre, était plus conforme que le nôtre aux besoins modernes. Je tentai de faire élucider la question par des essais techniques. Mais je me heurtai à une opposition insurmontable. La question du vaisseau-amiral se transforma en une question de prérogatives et de prestige.

Dans ces conditions, la situation de plus en plus prépondérante du chef de la flotte m'inspira des inquiétudes. Après la retraite de Köster, qui était un grand chef à la manière de Frédéric-Guillaume I^{er}, le Cabinet n'avait pas toujours obéi, dans ses désignations, à des considérations d'ordre purement militaire : tout au moins avait-il témoigné qu'il n'avait pas, dans le choix des hommes, la sûreté de jugement voulue. L'étude de la marine française, plus accessible que celle de la marine anglaise, m'avait appris qu'à chaque changement du chef de la flotte correspondait un changement des conceptions tactiques, si bien que le bénéfice des expériences antérieures était perdu. A mes yeux,

l'activité essentielle des services de l'État-Major de la Marine devait consister à colliger et à poursuivre ces expériences : mais, dès lors, sa participation active aux exercices de la flotte fut de plus en plus réduite par la puissance croissante du chef de la flotte. En outre, tandis que dans l'armée une émulation utile résultait de la multiplicité des chefs de corps, notre chef de la flotte planait au-dessus de la contradiction, et, de ce fait, ses opinions tournaient aisément au dogme rigide. Nous aussi nous aurions eu besoin de discussions fructueuses. Il eût fallu tenir en éveil l'esprit critique créateur qui ne trouvait pas dans les manœuvres impériales un aliment suffisant ; il eût fallu également faciliter l'avancement des hommes d'initiative, ayant l'étoffe de chefs, et, au lieu de consacrer tant de temps à l'exercice et aux parades, encourager l'effort fécond. Pour obtenir ces résultats, je demandai — en vain — qu'on laissât une autonomie bien plus grande aux divers éléments constitutifs de la flotte : qu'on ne les groupât que pour des exercices d'ensemble, auquel cas la direction des opérations n'appartiendrait pas nécessairement au commandant de la flotte, mais à des chefs successifs, désignés en dehors de toute considération d'ancienneté.

Quand on me fait grief de n'avoir pas, en temps de paix, réuni tous les services de la marine en une seule main, on s'exagère mon pouvoir. Etant donné la jalousie des grands chefs et le caractère de l'Empereur, je ne pouvais qu'atténuer et non supprimer les frictions *néfastes*, conséquences inévitables de l'éparpillement de l'autorité, dans l'organisme de la marine. Il n'y avait pour moi qu'une voie à suivre : ne laisser prendre d'influence prépondérante à aucun des pouvoirs rivaux, donner à l'Empereur le sentiment qu'on n'empiétait pas sur ses prérogatives, et nourrir l'espoir que, en cas de guerre, le monarque créerait l'unité de commandement naval qui concentrerait toutes les attributions en une seule main. La nation, qui ignorait complètement toutes ces difficultés et les compromis qui entraînaient la production, attribuait au secrétaire d'État toute la responsabilité qui pesait lourdement sur moi. Or, en l'absence d'une Amirauté concentrant tous les pouvoirs, il me fallait fréquemment négocier au lieu d'agir.

Ma situation devint particulièrement difficile quand le chef du Cabinet von Senden, malgré sa nature chevaleresque et son ardent désir de voir progresser la marine, se mit, lui aussi, à poursuivre par moments une politique très personnelle dans des questions de mon ressort. J'extraits d'une lettre adressée jadis par moi au prince Henri des passages qui reflètent mon état d'esprit au milieu des conflits perpétuels de coteries et de groupes, qui, étant donné l'intérêt passionné que l'Empereur apportait aux choses de la marine, me laissèrent à peine un instant de répit :

Quant à la question des grands croiseurs, je n'ai pas encore réussi à convaincre Sa Majesté qu'agir conformément à Son désir équivaldrait à anéantir notre programme naval... La plupart des personnes non responsables qui disent leur mot dans cette question ne se rendent pas compte de la situation... Ce serait véritablement vendre un bon héritage pour un plat de lentilles que vouloir modifier les principes fondamentaux du programme naval à propos du dernier croiseur qui reste à construire.

Pareille idée peut venir à un chef du Cabinet, mais non pas à un secrétaire d'État qui comprend le véritable intérêt de Sa Majesté et qui a conscience d'en être responsable. Autrefois, rien ne nuisait autant aux demandes de crédits que nos présentations au Reichstag, que notre manque d'esprit de suite et que les continuel amendements apportés par nous à nos projets et à nos conceptions : aujourd'hui, au contraire, nous nous sommes à cet égard constitué un certain capital de confiance, dont bénéficient grandement nos demandes. Nous fournirons à l'opposition les armes les plus dangereuses, si nous lui donnons à nouveau la possibilité de parler des variations de la science militaire, de la marche en zig-zag, etc...

Que Votre Altesse Royale daigne m'excuser d'avoir, en cette lettre, donné libre cours à mes préoccupations. Mais je sens mon courage défaillir quand je pense à la difficile et dangereuse situation de l'Allemagne, que le ministère de la Marine, à la veille d'une demande de crédits spéciaux, ne saurait perdre de vue ; quand je vois d'autre part des conseillers irresponsables augmenter de façon énorme la difficulté, et, ainsi, en dernière analyse, faire du tort aux intérêts de Sa Majesté.

Le Parlement m'a créé moins de difficultés. Avec lui il était possible d'obtenir le strict indispensable ; la confiance du Reichstag dans les services chargés des questions de défense nationale s'accroissait nettement. Par de larges enquêtes et par leurs visites personnelles aux vaisseaux, chantiers, etc., les députés se rendaient compte de la façon dont le travail était exécuté. Il en résulta que tous les antagonismes entre le Reichstag et le Gouvernement s'effacèrent. Du reste, mon indépendance relative vis-à-vis du Parlement me permettait de ne tenir aucun compte de ses récriminations. En revanche, avec un système de gouvernement purement parlementaire, les autorités créatrices seraient fatalement étouffées par tous nos vices nationaux : la mesquinerie, la jalousie des partis, l'aptitude excessive à s'illusionner. Le parlementarisme est inapte en particulier à construire des flottes, même quand il y consacre de grosses sommes. Les Anglais y parviennent parce que les qualités de la nation et leur longue tradition historique constituent un fondement solide. De mon temps déjà, il fallait avoir le souci de la bonne humeur des assemblées parlementaires : à cause d'elles, on était absorbé par des démarches conciliatrices et par mille brouilles improductives : il leur fallait toujours, comme on a dit, « une boule avec laquelle elles pussent jouer ». Ainsi je fus amené parfois à faire au Reichstag des sacrifices d'importance secondaire afin de pouvoir obtenir gain de cause dans les questions essentielles. Un jour, je fus obligé de céder sur une question qui intéressait directement le corps des officiers : la réduction des frais de table. Naturellement, ce fut une explosion de mécontentements, et on reprocha au secrétaire d'État sa soumission vis-à-vis du Parlement. Je n'en suis pas moins toujours intervenu énergiquement en faveur du personnel de toutes catégories.

A mesure que les escadres grossissaient, un véritable domaine privé de la marine se développait le long des côtes allemandes : par la construction de digues, du terrain était

ravi à la mer ; des villages étaient expropriés, des villes entières édifiées, de puissants chantiers construits. Ainsi s'élargissait la grande famille des marins. Nous étions la seule institution dans l'Empire qui eût arraché des centaines de milliers d'individus aux idées de leur terroir pour leur donner un horizon commun. La marine devint le creuset du germanisme. Avant que l'inaction à laquelle fut réduite la flotte de haute mer pendant la guerre n'eût tué l'esprit qui l'animait, on pouvait à ses pulsations sentir la force grandissante de l'Allemagne. Aucune marine du monde n'avait des équipages comparables à ceux que nous fournissaient notre population côtière, nos matelots de la marine marchande, qui, en servant dans la flotte de guerre, se dépouillaient de plus en plus de leur ancien caractère international, et enfin nos pêcheurs. Ces derniers, qui étaient indispensables, notamment sur nos petits bâtiments, revenaient dans leur village, leur service militaire accompli, avec un horizon intellectuel élargi et avec une certaine ambition professionnelle. Lorsque nos gens de mer des provinces de la Vieille-Prusse, de la Baltique avec leur souplesse et nos marins de la mer du Nord avec leur force massive ne suffirent plus à nos besoins croissants, nous puisâmes dans les réserves de l'intérieur ; le service sur de grands vaisseaux modernes exigeait moins d'aptitudes maritimes que celui de l'époque des voiliers. Les Allemands du Sud et parmi eux les Alsaciens s'y distinguèrent. Pour le personnel technique, le service dans la marine fut, sous la direction de notre excellent corps d'ingénieurs, une grande école ; l'industrie s'arrachait nos chauffeurs¹. Le meilleur de notre jeunesse entra dans le corps des officiers — que l'on se rappelle nos commandants de sous-marins — : elle le fit d'un cœur d'autant plus joyeux que notre mission d'avenir apparaissait plus grande. Le profane peut à peine s'imaginer avec quel entrain on travaillait dans la marine. Jamais on n'a servi l'État avec plus de joie et de dévoue-

1. Sur les vaisseaux modernes, il était devenu absolument nécessaire d'augmenter le personnel des machines, recruté dans les régions industrielles : or ce personnel resta relativement confiné dans « la division des chantiers », où se formèrent aisément des foyers d'agitation socialiste, d'autant plus que les ouvriers des chantiers étaient très fréquemment en contact avec le personnel des machines de la marine. En temps de paix, on n'avait pas eu à constater les conséquences fâcheuses de cette propagande.

ment. Nous avons conscience d'être les avant-postes d'un grand peuple qui, grâce à l'État qu'il s'était créé, allait, par ses efforts, conquérir la liberté et le droit de cité parmi les premières nations du monde.

Nous eûmes donc rapidement surmonté les difficultés du début, et il nous fut possible de viser à de plus vastes buts. En détachant plus nettement la flotte de la caserne et de la côte natale, nous l'eussions de plus en plus incorporée à la nation : celle-ci en avait besoin, et, aujourd'hui encore, elle ignore quel trésor elle possédait dans le corps des officiers de marine. Que ces fous uniquement capables de détruire qui acclament comme un exploit la dissolution de l'ancienne Allemagne ; que ces fous, dis-je, créent donc un organisme qui, par sa force de bon aloi et par le dévouement à l'idéal collectif, ressemble seulement, pour ne pas parler d'autres organismes de l'Empire, à cette flotte qui n'est plus. C'est dans la marine que les considérations de politique mondiale jouaient le plus nettement un rôle prépondérant ; voilà pourquoi il nous fallait devenir une puissance dans la nation. Sans doute, après que certaines circonstances et certains personnages, dont il sera question plus loin, ont eu compromis la paix garantie par la flotte, et laissé passer l'heure de la victoire que cette même flotte aurait pu nous donner, la nation est tombée si bas qu'elle a honte de ses propres forces d'autrefois et qu'elle se complaît à outrager ce qui fut jadis et son orgueil et sa joie.

Les propositions que je faisais en vue de conserver une organisation vivante et en général l'ensemble de mon effort en vue d'arriver au rendement maximum, en tenant compte du changement incessant des circonstances, se heurtaient fréquemment à l'opposition d'un état de choses établi et des différents départements. Depuis 1897, certains amiraux considéraient mes fonctions comme celles d'un directeur administratif et d'un chef du matériel de la marine, alors que, dans toute ma carrière passée et par goût personnel, je m'étais toujours préoccupé de la direction de la flotte. Ainsi s'explique que, dans la suite, il me fallut regarder faire mainte chose que je ne pouvais approuver, sans avoir les moyens d'intervenir.

L'unité morale qui, de 1880 à 1895 environ, régnait dans la marine avait, dans une certaine mesure, cessé d'exister. Les personnalités appelées au commandement aux premiers jours de la guerre auraient difficilement cédé aux conseils d'inertie de notre direction politique, suggestions qui nous ont été fatales, si les cloisons dressées entre les différents pouvoirs ne les avaient empêchées d'exploiter entièrement le capital accumulé par notre travail tactique antérieur. Quand je vis, le 30 juillet 1914, l'ordre d'opérations de l'État-Major général, je fus effrayé par tout ce fatras de considérations théoriques qui, étant donné le manque d'unité avec lequel des services différents avaient abordé les principaux problèmes, étouffait l'esprit de franche initiative. Néanmoins, notre marine avait de la valeur ; son effort, bien que parfois orienté vers des fins contestables, avait été énorme. Il ne manquait plus que l'ordre opportun pour rassembler toutes les forces et conduire la flotte, telle qu'elle était, à la victoire.

Le cœur saigne quand on songe aux circonstances qui ont rejeté dans l'ombre le peuple allemand au moment où il touchait au faite.

A la grande surprise de l'Europe, la Prusse du XVIII^e siècle, qui était alors un élément quelconque de l'impuissante nation allemande, était devenue en peu d'années une grande puissance, grâce au développement de sa force militaire et à la bonne direction de ses rois, les Hohenzollern. L'Empire allemand paraissait, par des progrès aussi rapides et aussi heureux, pouvoir rattraper le temps perdu dans son ascension au rang de puissance mondiale : la création rapide, favorisée par de nombreuses circonstances, d'une force navale, devait l'y aider. La nation dans sa totalité ne semblait pas avoir la maturité voulue pour comprendre le sérieux et la nécessité de cette entreprise dans toutes ses parties. Ce trait de la situation était analogue à celui de la Prusse au XVIII^e siècle, où l'ensemble de la nation avait opposé une incompréhension bien plus grande encore. Et, maintenant, que l'on s'imagine ce qui serait advenu de l'histoire de la Prusse-Allemagne, si, au lieu d'un Frédéric Guillaume I^{er} ou d'un Frédéric le Grand, toute une complication de services

avaient eu la haute direction, sous le contrôle d'un Cabinet de guerre révérendissime !

5

Ce qui nous manqua le plus, ce fut la concentration de tous les pouvoirs dans une Amirauté. Le reproche que l'on m'a parfois adressé, de n'avoir jamais voulu voir que la flotte de combat, reposait sur une confusion. Conformément à l'évolution historique de notre Empire, nous étions tard venus dans le monde et sur la mer. Mais, au milieu de la mêlée universelle, il fallait nous attendre à des conflits d'intérêts. Il importait de les éviter et même de nous résigner à des limitations éventuelles de notre activité aussi longtemps que la substructure de notre puissance ne serait pas consolidée. Ce résultat une fois atteint, grâce à notre flotte et à nos appuis politiques, nous pouvions nous mouvoir plus librement sur l'Océan et exiger la place qui nous revenait. La tâche qui s'imposait à nous et surtout à moi en particulier, devait donc consister tout d'abord à créer cette puissance navale : or, seule la flotte de combat pouvait jouer ce rôle. En outre, dans les dix premières années du présent siècle, les menaces anglaises nous forcèrent à concentrer nos forces à proximité de nos côtes. Dans de telles conditions, des expéditions lointaines comme la campagne de Chine, la démonstration contre le Vénézuëla ou l'affaire d'Agadir, indépendamment de leurs inconvénients particuliers, me paraissaient en général peu désirables, car elles déchaînaient les jalousies contre un État qui ne pouvait pas encore être considéré comme l'égal des autres.

Mais, dans les années qui ont immédiatement précédé la guerre, je voyais venir l'époque où, renonçant à nous attaquer, l'Angleterre traiterait avec nous de pair à égal à la manière de négociants entre eux. Et ainsi s'ouvrait pour nous la perspective de mouvements plus libres. Une telle liberté me semblait également désirable pour des raisons d'ordre intérieur et technique. L'esprit militaire prussien qui a été et devra être toujours la base de notre vie nationale et de notre prospérité économique,

a un point faible : sa tendance à la routine. Il faut de grands caractères et des psychologues comme Moltke, Roon et le vieil Empereur, pour tenir en éveil l'esprit qui anime tout l'organisme. Le Prussien a besoin de temps à autre qu'on lui coupe sa vieille perruque qui a une tendance à trop s'allonger. C'est ainsi que, dans la marine, à force de rester confinés dans des besognes assidues, correctement remplies, mais subalternes, les officiers surmenés devenaient étrangers aux idées générales. D'autant plus que, avec notre système militaire de service à courte durée, une flotte de bataille, réduite par son séjour dans les eaux nationales à un dressage intensif, finissait par perdre le contact vivifiant avec les peuples et les pays d'outre-mer. Je désirais ne pas seulement apprendre aux officiers le « métier militaire » ; je voulais encore leur fournir la possibilité d'évoluer avec aisance dans la société berlinoise et dans celle de tous les pays. Les chefs d'escadre surtout, pour élever leur esprit à des vues plus larges, plus universelles, ne pouvaient guère se dispenser de l'expérience que donnent les grands voyages. En outre, — et cette question a déjà été abordée plus haut, — le groupement des éléments allemands épars dans tout l'univers réclamait de plus en plus instamment l'appui de la flotte. Enfin je pensais que notre flotte avait pour mission d'élargir l'horizon trop étroit de beaucoup de nos compatriotes. En collaboration avec le germanisme épars dans le monde qu'il fallait rattacher plus étroitement à la mère-patrie, elle devait développer le sens de notre existence nationale : celle-ci, en effet, à la suite de l'accroissement de notre population et de notre industrie, n'était plus ensermée entre le Rhin et la Vistule ; de plus en plus elle avait été contrainte de prolonger ses racines au delà des mers.

La seconde partie de notre programme naval, la constitution d'une flotte destinée à agir dans les eaux étrangères, était ainsi peu à peu remise sur le même plan que la première — celle qui avait en vue la création d'une force de combat. Nos quelques croiseurs à l'étranger ne suffisant pas à la tâche, j'étais sur le point de réorganiser notre flotte, de manière à pouvoir affecter des fractions d'escadres aux missions transatlantiques, sans préjudice pour leur entraînement militaire.

Mais je me heurtai à la résistance du commandement de la flotte qu'appuyait le chef du Cabinet naval. Jaloux de ses prérogatives, il ne nous accorda même pas les deux bâtiments avec lesquels une expérience devait être tentée. Mais, pour montrer pratiquement quel serait l'effet d'une semblable apparition de nos grands cuirassés les plus récents dans les pays transatlantiques, je fis décider par l'Empereur, en 1913, l'envoi de deux vaisseaux de la classe *Kaiser* dans l'Amérique du Sud. Le succès de cette pacifique mission civilisatrice fut si retentissant, qu'il n'eût pas été possible, à la longue, d'empêcher de plus fréquentes expéditions de notre flotte de combat. Comme un moderne navire de guerre constitue en raccourci la meilleure exposition industrielle, j'étais fondé à voir là un moyen de procurer à notre travail de nouveaux débouchés. En poursuivant dans ce sens l'évolution de notre flotte, nous aurions été tout naturellement amenés à organiser, dans nos colonies, des endroits appropriés pour servir de points d'appui à nos croiseurs. En dehors de Tsing-Taô, je ne m'étais pas jusqu'alors arrêté à cette dernière question, car le moment n'était pas encore venu, et il ne nous était pas permis d'éparpiller les ressources de la flotte.

CHAPITRE XIII

LE RÈGNE DE GUILLAUME II

1

Grâce à l'héritage presque incommensurable d'amour, de vénération et de puissance constitutionnelle que Guillaume I^{er} avait laissé à son petit-fils, l'Empereur était la personnalité maîtresse dont dépendait la réussite de la grande tentative en vue de conquérir à l'Allemagne une situation moralement et matériellement indépendante à côté de la pieuvre anglo-saxonne qui enserrait l'univers de ses tentacules. Dès le début de la maladie de son père, Guillaume II avait reconnu la nécessité d'aspirer vers ce but ; j'ai pu m'en rendre compte lors de la traversée que nous fîmes ensemble à l'occasion du jubilé de la reine d'Angleterre. A ce moment-là, déjà, sa pensée embrassait toutes les questions maritimes vitales pour l'Allemagne.

Mais, tandis que, sous notre vieil Empereur, dont le souvenir est impérissable, la gestion des affaires était caractérisée par la clarté et la fermeté, le trait le plus saillant sous Guillaume II fut l'impulsivité. Avec sa rapide compréhension, son imagination trop à la merci des impressions fugitives, et le sentiment qu'il avait de sa personnalité, il était presque fatal que des influences irresponsables déchaînaient en lui de brusques vouloirs inexécutables ou ne s'harmonisant pas avec l'ensemble de l'œuvre. Un homme haut placé aura toujours à faire un difficile effort pour discerner le succès passager du succès durable. Car, ce qui est purement décor nous séduit par son immixtion dans le réel dont il ne se sépare jamais entièrement :

« L'apparence, qu'est-elle, s'il lui manque la réalité ?

» La réalité serait-elle, si elle n'apparaissait pas ? »

Or, la condition première de la réussite de notre grande œuvre était le sens du réel, et, puisque l'Empereur m'avait choisi comme auxiliaire, le devoir personnel qui m'incombait était de veiller à ce que le cours que nous avons adopté fût fermement maintenu. C'était d'ailleurs dans mon tempérament.

Mais on comprendra peut-être que, étant données les circonstances, ce devoir ne fut pas toujours facile à remplir. Le naturel de l'Empereur était tout l'opposé du mien. Au cours des années, on cassa moralement les reins à mainte personnalité. J'ai réussi à éviter une telle disgrâce. Sans doute l'Empereur croyait-il ne pas devoir se passer de mon expérience d'organisateur ; néanmoins j'étais pour lui un subordonné incommode, et, comme tel, j'ai passé par tous les stades de la faveur et de la défaveur. Une personne de ma connaissance me dit un jour que, dans des situations comme la mienne, le « stade de la défaveur légère » était le plus souhaitable. J'avais, cela va sans dire, à laisser à l'Empereur ce qui est à l'Empereur. Constamment je m'appliquais à satisfaire les désirs réalisables du monarque, et parfois aussi ceux qui étaient plutôt du domaine du dilettantisme, dans la mesure néanmoins où je pouvais en supporter la responsabilité financière. J'eus moins de succès quand je voulus restreindre quelque peu les discours à grand fracas, les pompeuses exhibitions, les grandes fêtes comme la semaine de Kiel et les baptêmes de vaisseaux. L'Empereur pensait que tout cela était utile pour le public allemand, tandis que j'étais plus préoccupé de l'effet produit sur l'étranger.

Sur tous les points essentiels qui avaient trait à la construction de la flotte, il me fallait rester inflexible. Je n'ai pas toujours exprimé ce que je pensais : mais jamais je n'ai altéré la vérité à l'Empereur.

Nombreuses étaient les questions dans lesquelles l'Empereur nous apportait ses suggestions, notamment celle des constructions techniques, des bâtiments, des forts côtiers, et celle des vaisseaux eux-mêmes. On ne se préoccupait guère de la cohérence avec l'ensemble de notre œuvre, ni des moyens financiers d'exécution. L'Empereur connaissait bien les marines étrangères, et, avec ses yeux d'Allemand, il était enclin à mieux voir leurs

avantages que leurs inconvénients. Quiconque venait lui conter sa méfiance à l'égard de notre propre matériel, trouvait toujours une oreille complaisante. Avec beaucoup de talent et d'application, il dessinait des croquis de vaisseaux qu'il faisait reproduire et distribuait copieusement — même, comme on le sait, aux membres du Reichstag, qui les accueillaienit avec des sentiments divers.

On n'admettait pas volontiers qu'un organisme pourvu comme le ministère de la Marine de savants et de techniciens disposât de moyens plus abondants que n'importe quel individu isolé pour se former un jugement objectif : on marquait même un certain degré de méfiance à l'égard de ses propres fonctionnaires. L'on ne pouvait pas non plus, en matière technique, attendre de l'Empereur le jugement d'un spécialiste accompli. Ainsi, il alla un jour jusqu'à me faire recevoir l'inventeur d'un « mouvement perpétuel » que lui avait recommandé ce vieil original d'amiral Reinhold Werner ; je le laissai me démontrer sa « machine » jusqu'au moment où Emil Rathenau, qu'avait invité l'Empereur, fut autorisé à enlever son auréole à cet homme merveilleux.

Sans l'Empereur, l'indifférence de l'Allemagne aux choses de la mer, aux intérêts et aux grandes fonctions civilisatrices qui s'y rattachent, n'aurait pas été vaincue ; et ce sera là son mérite devant l'histoire. A d'autres égards encore, ses suggestions ont rendu bien des services. Mais il nous a fait du tort : au dehors, en soulignant bruyamment nos buts et nos succès ; à l'intérieur, en portant son besoin d'activité personnelle sur des tâches qui incombaient naturellement à nos services de l'Intérieur et de la flotte. Outre sa besogne excessive, le ministère de la Marine était fréquemment obligé d'élaborer des constructions préparatoires pour des projets de l'Empereur qui souvent étaient pleins d'incohérence. Ainsi, quelques années avant la guerre, l'Empereur avait appris combien le perfectionnement du tir sur mer et l'augmentation de la portée de l'artillerie moderne rendaient difficile aux torpilleurs l'approche de l'ennemi en plein jour. Il s'engoua alors pour un vaisseau idéal qui serait rapide, lourdement blindé et armé de nombreux tubes lance-

torpilles, et qui remplacerait les torpilleurs. Indépendamment du fait que, dans un grand vaisseau, la vitesse et le lourd blindage ne vont guère de pair, l'installation des tubes lance-torpilles au-dessous de la ligne de flottaison aurait absorbé en grande partie la place nécessaire aux machines et aux chaudières. Les exigences de la construction s'excluaient réciproquement. Mais, conformément à l'ordre reçu, nous nous mîmes à l'étude, et, devant l'impossibilité d'aboutir à un résultat pratique, on baptisa au Ministère ce projet du nom de *Homunculus*.

Lorsque, dans la suite, j'eus l'occasion, à Rominten, de présenter et de commenter les projets, l'Empereur, adoptant mes raisons, renonça à son dessein. Comme récompense, j'obtins la permission de tirer un cerf. Je pus donc télégraphier à mon chef de service, à Berlin, l'heureuse nouvelle qui calma ses inquiétudes : « Cerf et Homunculus morts. »

J'avais pris l'habitude d'aller tous les ans passer les derniers jours de septembre à Rominten pour faire mon rapport. L'air des forêts et le calme relatif réussissaient bien à l'Empereur. Il pouvait mieux se reposer et se recueillir qu'au milieu de l'agitation du monde et qu'en voyage. A Rominten, l'Empereur prêtait volontiers l'oreille à son interlocuteur et pesait toutes ses raisons ; il n'avait pas ces brusques accès d'excitation nerveuse qui lui étaient habituels et qui se traduisaient par une certaine inquiétude du regard. Lors de ces crises, je laissais tomber, sans rien dire, les questions importantes. Mais cette façon de procéder n'était pas toujours de mise quand il y avait une décision urgente à prendre. J'en suis arrivé à penser que la constitution de l'Empereur n'était pas en état de résister au faix des responsabilités. En tout cas, à différentes reprises, aussi bien au commencement de la guerre que pendant la guerre, sa santé a été sérieusement ébranlée, au point d'inspirer des inquiétudes aux médecins. Cela explique peut-être sa propension, de plus en plus marquée, à faire des concessions aux natures faibles de son entourage.

Il fallait s'entretenir avec l'Empereur en tête à tête. Autrement, devant des tiers, il abandonnait facilement sa manière de voir propre pour céder au besoin impérieux de se poser comme Empe-

reur. Cette particularité explique la puissance des Cabinets militaire et naval.

Le chef de Cabinet assistait aux rapports de service du ministre responsable de chaque département, et il était tout naturel que, après le départ de ce dernier, il s'entretînt avec l'Empereur des affaires qui venaient d'être discutées. Aussi les chefs de Cabinet n'avaient-ils qu'à guetter le moment favorable et à se mettre au diapason de la fantaisie et des dispositions du souverain, pour faire valoir leur point de vue. Il est peu d'hommes qui, dans une situation semblable, sachent se tenir dans la sphère de leurs attributions. Caprivi m'a raconté qu'il n'a connu qu'un seul chef de Cabinet, le général von Albedyll, qui se fût strictement conformé à ce principe. Il est vrai que notre vieil Empereur avait un sens très net de la façon dont les affaires devaient être traitées dans chaque ressort. L'empiètement des chefs de Cabinet sur des domaines qui leur étaient étrangers aboutissait à des propositions prématurées, moins étudiées que celles des fonctionnaires responsables : ceux-ci, en effet, en cas d'échec, courent des risques personnels, et, avant de présenter la question à l'Empereur, ils l'ont soumise à l'examen approfondi des services compétents. Le maintien trop prolongé des chefs de Cabinet dans leurs fonctions répondait à la répugnance de l'Empereur à changer son entourage immédiat auquel il était habitué ; mais l'intéressé, absorbé par la vie de cour, devenait étranger aux choses de l'armée ; dans la marine, tout au moins, on avait généralement le sentiment que toutes les bévues commises par le chef de Cabinet dans le domaine de ses propres attributions, qui étaient le choix du personnel, provenaient du fait que l'amiral von Müller devenait de plus en plus un politicien de cour, et de moins en moins un soldat.

Chaque fois que des hommes investis d'une certaine responsabilité tentèrent de s'opposer aux empiètements des Cabinets, ils échouèrent net ; car les chefs de Cabinet savaient habilement s'arranger pour donner à l'Empereur l'impression qu'ils n'étaient que ses secrétaires chargés de fixer par écrit la volonté du souverain. Au cours de nos discussions, l'Empereur insistait fréquemment sur ce point. J'ai souvent songé à 1806. C'est surtout

pendant la guerre que l'insuffisance de jugement, qui est le propre de l'atmosphère du Cabinet, a été de nouveau néfaste à la nation. Tandis que sous Hohenlohe et Bülow j'ai toujours trouvé un appui naturel et constitutionnel contre les empiètements du Cabinet, c'est le contraire qui s'est produit sous M. von Bethmann.

Ce qui me surprenait, c'est que, au Reichstag, pas plus l'aile démocratique que la fraction loyalement dévouée à la monarchie n'ait jamais combattu cet abus essentiel du précédent régime qu'était l'influence exagérée des Cabinets. Lorsqu'en octobre 1918 il s'agit d'ôter leurs pouvoirs à l'Empereur et au chancelier, le Reichstag, toutes affaires cessantes, s'y employa avec précipitation. Mais, pendant les nombreuses années qui avaient précédé, nos démocrates ne s'étaient jamais souciés de défendre la Constitution. Bien au contraire : ce que nous avions de meilleur et que nous enviait tout l'univers, à savoir le travail de nos fonctionnaires inspiré par le plus pur dévouement aux intérêts de l'État, était anéanti, en grande partie, par la démocratie et les Cabinets : certaines forces adverses, improductives malgré leur turbulence, se sont toujours trouvées d'accord, en Allemagne, pour entraver l'activité créatrice de l'État.

Il est à craindre que bon nombre de ceux qui, pendant tout le régime, ont négligé d'accomplir leur devoir en luttant contre l'influence des Cabinets ne s'appliquent à présent, avec un zèle redoublé, à condamner rétrospectivement ce régime dans sa totalité. On est en droit de supposer que les notes marginales de l'Empereur joueront un rôle en l'occurrence. Leur nombre est incalculable, car le souverain usait volontiers du style marginal cher à ses ancêtres. Mais, pour pouvoir mesurer le degré de valeur historique que possèdent ces impressions du moment et d'autres analogues, il faut avoir connu l'Empereur de très près. Lui-même a dit : « On ne doit pas chercher mon sentiment définitif dans mes notes marginales. » Aussi témoigna-t-il une grande surprise le jour où, prenant texte d'une de ces notes, je jugeai de mon devoir de présenter ma démission. Il me dit que dans des circonstances analogues il avait coutume d'en dire bien davantage encore à ses autres ministres sans qu'ils en tirassent immédiatement des conclusions.

L'Empereur supposait toujours que ses conseillers responsables examinaient attentivement ses observations et savaient faire le départ entre ce qui méritait d'être retenu et les simples boutades. En général, l'Empereur savait admettre des objections motivées.

Malheureusement les Cabinets ont travaillé à donner aux notes marginales de l'Empereur une importance exagérée. Toutes ces notes, même celles qui étaient considérées par les services comme des suggestions à examiner, étaient traitées comme ces dessins au crayon d'un artiste que l'on fixe par un procédé chimique. Ainsi, pour l'historien de l'avenir qui ne connaîtra plus directement l'ambiance, on a conservé des matériaux qui, s'ils ne sont pas bien interprétés, semblent être de nature à fournir de la personnalité de l'Empereur lui-même, autant que du gouvernement de son temps, une image bien caricaturale.

Quand je m'entretenais seul à seul avec l'Empereur, je me bornais, par principe, aux questions de mon ressort. De ce fait, mon influence sur sa personnalité demeura assurément limitée, et elle m'échappa complètement lorsque, pendant la guerre, toute possibilité d'une conversation en tête à tête me fut enlevée.

Mon prédécesseur au ministère, l'amiral Hollmann, était un hôte assidu de Rominten. Il assistait à mes rapports. Son calme, sa compétence et le fait qu'il n'était pas personnellement en jeu, tout cela avait d'heureuses conséquences, car l'Empereur le considérait à juste titre comme un ami qui comprenait ses intérêts. Si l'Empereur ne traitait pas toujours de la sorte ses auxiliaires officiels, même quand ils ne le cédaient à personne en véritable fidélité, c'est que, m'ont expliqué des hommes qui furent témoins des jeunes années de Guillaume II, son précepteur Hinzpeter lui avait inculqué la méfiance systématique à l'égard de ses futurs conseillers. Si cela est vrai, Hinzpeter n'a rien compris à la situation de la Prusse-Allemagne de cette époque-là, bien que je ne veuille pas dire qu'il soit inutile d'enseigner à un futur souverain à juger les hommes. Dans mon champ d'activité plus réduit, j'ai toujours trouvé qu'il était préférable, au bout d'une certaine période d'épreuve, de témoi-

gner à ses subordonnés une confiance sans réserves : on permet ainsi aux bonnes qualités de s'affirmer plus pleinement. Il est vrai que l'on a parfois des déceptions.

Dans le pavillon de chasse de Rominten, le train de maison impérial avait plutôt une allure bourgeoise. La table de famille était ornée de feuillage. Le soir, on faisait souvent des lectures en commun. Parmi les visiteurs réguliers se trouvait le colonel de la garnison russe la plus rapprochée de la frontière. On lui recommandait en plaisantant de ménager les cerfs et les fourrés, pour le jour où il viendrait à la tête de son régiment. Et, en effet, au début de la guerre, le Tsar recommanda à ses troupes de ne pas toucher à Rominten. Le « grand-maître de la chasse » escomptait que la marine serait heureuse à la chasse. Mais des années se sont passées avant qu'il me conférât l'uniforme vert de chasse de sa cour. On m'emmena souvent à la chasse dans la lande de Rominten, splendide dans sa parure automnale ; mais, pendant mon rapport de service, il était interdit aux cerfs de bramer ; mes bons amis, les forestiers, se chargeaient de les faire taire.

L'Impératrice, dont la présence régulière donnait son cachet au monde de Rominten, se désintéressait par principe des discussions politiques. Mais, quand elle pensait devoir intervenir, dans l'intérêt véritable de son époux, elle le faisait avec énergie et généralement avec succès. J'éprouve un réel sentiment de vénération en songeant à la Souveraine. Tous ceux qui avaient eu l'avantage de l'approcher estimaient que sa manière d'être était un bonheur pour le pays. Lorsque, après le désaccord survenu au printemps de 1915 entre lui et le feld-maréchal Hindenburg, l'Empereur se rendit du front occidental au front oriental, l'Impératrice, venue de Berlin, fit accrocher à Halle son wagon au train impérial, et, le lendemain matin, elle surprénait son époux. La photographie bien connue qui représente l'Empereur et Hindenburg réunis à Posen, a été prise par elle.

Il n'est peut-être pas juste de dire que l'Allemagne d'après Bismarck ait manqué d'hommes de caractère. Toutefois Haldane a exactement défini la fatalité qui pesait sur notre activité quand, après sa visite en 1912, il manifesta, ainsi qu'il m'a été dit, sa surprise de ne plus avoir rencontré de caractères à Berlin.

Le dévouement monarchique, confinant à la religion, que la personnalité de Guillaume I^{er} avait créé, n'était pas exclusif de la libre expression des opinions et de l'affirmation des volontés : sous l'influence des Cabinets, cette liberté devait plus tard céder le pas aux exigences de l'obéissance pure et simple. La force virile qui s'était manifestée en 1866 et 1870 et même en 1848 semblait, au milieu des dures épreuves de notre époque, ne plus exister au même degré ou du moins ne plus s'exercer où il eût fallu.

CHAPITRE XIV

MINISTÈRE DE LA MARINE ET POLITIQUE EXTÉRIEURE

1

Le public se faisait parfois une idée imparfaite du système gouvernemental de l'Empire. La Constitution bismarckienne n'avait pas créé de ministère d'Empire. Le ministère prussien, dont je faisais partie, n'avait presque jamais à s'occuper de questions de politique étrangère. Or, l'Empire était dirigé par un seul homme, dont les ministres étaient, non pas les collègues, mais les subordonnés. Le chancelier d'Empire pouvait prendre lui-même des dispositions en matière navale par-dessus la tête du ministre, et même contre son gré, bien que le ministère de la Marine fût détenteur de certaines prérogatives de l'autorité personnelle de l'Empereur. Offrir sa démission n'était pas un remède qui convînt à toutes les situations politiques. En outre, abstraction faite de la loi sur les fonctionnaires, l'Empereur pouvait empêcher le chef d'un département, qui était en même temps officier, de s'en aller : enfin, poser trop souvent la question de confiance est un procédé qui s'use rapidement.

Il était donc loisible au chancelier de faire appel à ses « représentants », les secrétaires d'État, ou de ne pas les éclairer sur les principes fondamentaux de sa politique. L'organisation monarchique de l'institution de la chancellerie d'Empire, faite par Bismarck à sa mesure, avait l'incalculable avantage de faciliter l'action d'une personnalité de premier plan. Avec des chanceliers moins exceptionnels, un ministère d'Empire qui aurait discuté en Conseil les graves décisions à prendre aurait pu empêcher plus aisément certaines erreurs ou des mesures irréfléchies.

Mais une modification du système supposait ou bien une attitude plus bienveillante du Reichstag et des États confédérés vis-à-vis de l'idée d'un ministère d'Empire ou peut-être un degré anormal d'abnégation chez l'homme qui, avec l'Empereur, était tout-puissant. L'opinion publique imaginait, en général, une solidarité plus étroite et un échange de vues plus actif entre les différents ministères qu'il n'en existait réellement, et l'on eût été bien surpris d'apprendre combien un département aussi intéressé aux grands problèmes politiques que la marine était médiocrement tenu au courant pendant les graves années qui ont précédé la guerre. Assurément, le gouvernement du prince Bülow m'avait inspiré, comme à d'autres, un sentiment de sécurité bien différent de ce que j'éprouvai en présence de son successeur, susceptible, ombrageux et dénué de toute expérience dans les questions de politique étrangère. La fonction de chancelier, institution monarchique, prit un caractère grotesque au cours de la guerre, lorsque, sans consulter les autorités maritimes, son titulaire obtint que l'Empereur donnât à la flotte des ordres qui pratiquement n'étaient pas exécutables.

Dans de pareilles conditions, les événements politiques dont j'eus à m'occuper ne furent pas nombreux. Ainsi, je ne me suis pas occupé des affaires de Samoa (1899), des négociations avec l'Angleterre (vers 1900), ni de l'intervention au Maroc. J'ai eu précédemment l'occasion de dire que l'on passa par-dessus ma tête lors de l'envoi de l'escadre à Manille (1898). A propos de l'expédition de Chine, je me suis prononcé contre le départ de Waldersee et de ses 24.000 hommes, car l'envoi de toute une armée pouvait être mal interprété ; à mon sens, l'infanterie de marine déjà en route suffisait pratiquement. — « C'est la caserne de Potsdam qui doit à présent décider », disait-on en haut lieu.

Dans la mesure où je fus invité à exprimer mon point de vue politique, voici ce que j'ai conseillé : 1^o de maintenir par principe la paix qui chaque année améliorerait notre position, tandis qu'une guerre, si elle ne pouvait pas nous rapporter grand'chose, pouvait par contre tout nous enlever, et pour cette raison 2^o d'éviter tout incident aussi bien par des sollicitations indiscrettes, que l'Angleterre, en particulier, ne supporte pas, que par des provo-

cations. Je voyais la garantie de notre jeune puissance mondiale dans 3^o une politique d'équilibre sur mer. C'est pourquoi je regrettais que nous eussions lié si étroitement nos destinées à celles de l'Autriche, qui n'était en rien une puissance navale ; en outre, je ne voyais pas sans inquiétude notre politique balkanique et orientale, parce qu'elle risquait de nous entraîner à la poursuite romantique d'intérêts secondaires. Ce qui me confirmait dans cette façon de voir, c'est que, à l'occasion, les Anglais nous recommandaient chaudement de chercher notre extension par cet étroit escalier de service. Ce qu'il fallait, au contraire, c'était rassembler toutes nos forces pour nous assurer l'accès du grand escalier de maître qui conduit à la puissance mondiale : l'Océan Atlantique. Il le fallait d'autant plus, que le maintien de la paix continentale, condition première de notre réussite dans cette voie, continuait à être menacé par nos rapports avec la France. Je ne jugeais pas notre politique assez robuste pour mener de front la dure lutte économique mondiale contre l'Angleterre et l'action diplomatique à Bagdad, qui promettait de favoriser beaucoup moins l'intérêt général de notre peuple que certaines entreprises commerciales privées. Mais, avant tout, je craignais que, en ne concentrant pas nos efforts politiques sur le but essentiel, nous ne perdissions la confiance des puissances qui, suivant ma conviction, constituaient la clef de la situation : la Russie et le Japon.

2

La condition première d'une politique fructueuse pour nous consistait selon moi à poursuivre, dans nos rapports avec la Russie, l'application des principes bismarckiens, en les adaptant à notre époque. Il était nécessaire que l'on se rendît compte des points sur lesquels les intérêts vitaux de la Russie n'étaient pas en antagonisme avec ceux de l'Allemagne, et que, sur ce terrain, l'on fit des avances à la Russie. J'ignore si, avant la guerre mondiale, on a jamais fait une sérieuse tentative dans ce sens. J'aurai à parler plus loin de démarches entreprises pendant la guerre russo-japonaise et qui d'avance étaient à peu près

condamnées à l'insuccès. Nous nous en tenions à presque exclusivement à des rencontres de souverains, qui du reste étaient utiles au maintien des vieilles traditions monarchiques. Mais d'autres moyens, comme par exemple, l'action par la presse, furent négligés. Les appétits territoriaux de l'Empire russe se heurtaient nécessairement — même après la conclusion de l'Entente — aux grandes artères de l'impérialisme britannique. Et voilà que nous eûmes la malencontreuse idée d'aller nous fourrer entre eux sur la ligne Berlin-Constantinople-Bagdad. L'alliance franco-russe avait succédé à notre dénonciation du traité de contre-assurance (1890). Le panslavisme, aux menées hostiles à l'Autriche et à nous-mêmes, gagnait du terrain. Néanmoins, il subsistait encore des traditions russo-allemandes puissantes et nombreuses ainsi que des intérêts communs. Le tsarisme, en particulier, était pour nous un point d'appui essentiel.

Étant donnés nos rapports avec la Russie après la dénonciation du traité de contre-assurance, je n'ai jamais cru à la possibilité de l'amener à une alliance proprement dite avec nous, avant le jour où le Japon parut pouvoir servir d'intermédiaire entre elle et nous.

Pendant la guerre russo-japonaise, j'ai assisté le 31 octobre 1904 chez le chancelier d'Empire à une séance où M. von Holstein, porte-parole des suggestions de l'Empereur, proposa que l'on offrît une alliance à la Russie. La pression militaire des forces russes et allemandes coalisées devait, selon Holstein, pousser également les Français à entrer dans ce groupement, si désirable en lui-même, de toutes les puissances continentales. Le comte Schlieffen, qui était présent, se plaça au point de vue strictement militaire. Il estimait que les Russes pourraient bien encore disposer de quelques corps d'armée pour une concentration éventuelle contre la France. Je remarquai chez cet homme distingué et ménager de ses paroles, stratège si éminent en sa spécialité, comme je l'avais déjà remarqué lors des discussions relatives à l'expédition de Chine, une certaine négligence des considérations non militaires ; du reste, avec le secrétaire d'État aux Affaires Étrangères, le baron von Richthofen, je tenais pour erroné le calcul psychologique de Holstein. J'exprimai le doute

qu'une alliance imposée, le pistolet sur la poitrine, pût jamais mobiliser en notre faveur les forces françaises. De même, en 1911, je n'ai plus trouvé opportune la douche d'eau froide dont Kiderlen-Wächter gratifiait à nouveau Paris. Lors de cette séance de 1904, j'exprimai également le doute que le renforcement de notre armée par quelques corps russes pût réellement augmenter notre puissance. En particulier, j'insistai sur ce point, qu'une alliance avec la Russie, au lieu de nous donner le résultat escompté, c'est-à-dire de nous garantir, par-dessus Paris, contre les velléités belliqueuses de l'Angleterre, augmenterait au contraire les dangers de guerre qui existaient alors. En cas de guerre contre l'Angleterre, comme notre flotte était encore à l'état embryonnaire, et comme par surcroît elle n'aurait pas pu compter sur l'appui de la flotte russe de la Baltique, nous étions sûrs de perdre notre commerce extérieur et nos colonies : et il nous eût été difficile d'aboutir à une paix acceptable avec l'Angleterre. M. von Holstein défendit très énergiquement son plan. Le lendemain, j'écrivis à Richthofen la lettre suivante :

Berlin, 1. 11. 04.

La grave question dont nous nous sommes occupés hier, chez M. le chancelier, a continué à me trotter dans la tête, et il m'apparaît de plus en plus que, non seulement, comme je l'ai déjà démontré hier, l'importance militaire d'une alliance avec la Russie est égale pour nous à zéro, mais que, à mon avis, elle ne peut guère entrer en ligne de compte pour une guerre continentale. Car, même si, dans l'hypothèse la plus favorable, les Russes, au prix d'un gros effort, parvenaient à nous donner quelques corps d'armée pour envahir la France, l'utilité de 100 et même de 200.000 hommes dans une guerre où des millions de soldats se rencontreront me paraît bien mince : elle ne compenserait même pas le supplément de difficultés imposées au fonctionnement de notre appareil militaire par la coopération des troupes russes. Le bénéfice, purement passif, qui doit résulter d'une telle alliance pour la sécurité de notre frontière orientale, est, à mon sens, acquis dès à présent, sans le secours de l'alliance, grâce à l'état actuel de la Russie. Chaque mois de prolongation de la guerre avec le Japon fera apparaître ce fait avec une netteté de plus en plus grande. Même après la guerre, la Russie sera pendant des mois et des mois si paralysée, et incapable de toute offensive à l'Ouest, qu'à

mon sens nous pouvons, pour notre grande politique, considérer notre frontière Est comme n'étant pas effectivement menacée. Jusqu'à nouvel ordre, des formations de landwehr nous suffiraient sur notre frontière Est. Sans compter qu'avec un homme tel que le Tsar, l'intervention de la Russie dans une guerre de l'Allemagne contre l'Angleterre et la France est invraisemblable. On peut également se demander si nous ne pourrions pas, même sans alliance, obtenir dès maintenant du Tsar, en vertu de nos rapports amicaux, une promesse de son intervention.

Mais ce qui demeure essentiel, c'est que nous ne tirerons pas un profit réel, c'est-à-dire militaire, de notre alliance avec la Russie.

Inversement, il ne fait pas l'ombre d'un doute que le danger d'un conflit avec l'Angleterre serait accru du fait de notre alliance avec la Russie. Il suffit qu'après le règlement de l'affaire de Hull de nouveaux incidents surgissent au cours du voyage des Argonautes russes. Pour juger de cette aggravation de danger, imaginons un instant qu'un traité d'alliance germano-russe soit actuellement annoncé. Est-ce que toute la fureur de l'opinion anglaise ne se tournerait pas exclusivement contre nous ? L'idée d'une alliance avec la Russie ne procède que de l'espoir de faire pression sur la France pour qu'elle s'efforce de détourner l'Angleterre d'une guerre avec nous.

Mais la participation de la Russie dans l'affaire n'a que la valeur d'un titre périmé ; il n'a aucune valeur effective. En réalité, la « pression » qu'on veut exercer sur la France ne peut l'être que par une menace de guerre de l'Allemagne. Mais il n'est pas besoin pour cela aujourd'hui d'une alliance avec la Russie. Nous sommes assez forts et assez libres pour nous permettre pareille menace à tout moment ; il n'est donc pas nécessaire pour nous d'accroître par cette alliance les dangers d'un conflit avec l'Angleterre.

Il reste enfin douteux que l'intervention de la France doive détourner les dirigeants anglais d'une action contre nous s'ils sont nettement résolus à nous déclarer la guerre ; sans compter que la médiation de la France manquerait totalement de base psychologique. Si, malgré tout, ce devait être le cas, et que l'Angleterre renoncât à nous faire la guerre, elle n'en exciterait qu'avec plus de brutalité et de sans-gêne le Japon contre nous ; or, si j'ai bien compris le projet de traité, le *casus fœderis* ne jouerait pas pour la Russie au cas où, après la guerre, nous aurions le Japon pour seul adversaire. Il ne nous est pas possible d'entreprendre une guerre pareille si nous avons derrière nous l'hostilité de l'Angleterre et si nous n'avons pas à nos côtés des amis dotés d'une flotte puissante. Dans cette hypothèse, une alliance avec

la Russie est donc également inopérante. Posons enfin le cas, qui nous intéresse le plus directement, où l'Angleterre nous déclarerait la guerre à nous seuls et où, par suite, la Russie serait obligée de marcher avec nous ; dans ces conditions, l'alliance entre la France et la Russie, qui est précisément dirigée contre nous, paralyserait toute liberté de décision de notre part vis-à-vis de la France, alors que l'aide de la Russie serait nulle pour nous. Seule une alliance défensive nettement établie entre l'Allemagne, la France et la Russie contre l'Angleterre serait vraiment efficace pour le maintien de la paix ; mais ce n'est pas cela que donnerait en ce moment le projet qu'on a en vue.

Dans les considérations qui précèdent je n'ai fait qu'indiquer les points essentiels. Je tiens à préciser maintenant que, d'après mon sentiment, il faut faire tout le possible pour maintenir les relations d'amitié entre nous et la Russie, et, en particulier, entre les deux souverains, mais ne pas conclure pour cela un traité en ce moment et attendre avant tout la suite des événements. Au total, notre devoir politique le plus impérieux consiste à gagner du temps et à construire des vaisseaux.

Comme la grande politique est votre domaine et que je ne joue dans cette question que le rôle d'un personnage secondaire, c'est à vous que j'adresse ces lignes en vous priant de vouloir bien faire connaître mon point de vue à M. le chancelier.

L'offre d'alliance est néanmoins partie à ce moment. A ce que m'en a dit plus tard Holstein, la Russie fit la sourde oreille. Je suppose aussi que, dès ce moment, les ministres russes se sont servis de l'offre d'alliance allemande vis-à-vis des puissances occidentales et l'ont exploitée.

Nicolas II avait des sympathies pour l'Allemagne. L'opinion publique allemande, qui se trompait souvent sur les situations politiques comme sur les personnes, se faisait une idée fautive du Tsar. C'était un honnête homme, personnellement sans peur, d'un tempérament de fer ; il conciliait le souci de sa dignité de souverain, dont il était pleinement conscient, avec l'habitude correcte de transmettre sans délai aux fonctionnaires qualifiés toutes les questions d'ordre politique dont on le saisissait. Il aimait par-dessus tout se plonger dans le calme de l'existence bourgeoise. Aussi affectionnait-il le séjour de Wolfsgarten, dans la Hesse, et rien ne lui était plus agréable que de n'y être pas importuné par des visiteurs. Il se plaisait également dans la

fréquentation de la marine allemande ; dépouillant au milieu d'elle la contrainte inhérente à sa situation, il se sentait de nouveau homme parmi d'autres hommes ; il se livrait librement et était plein d'amabilité.

Au milieu de son entourage, le Tsar donnait presque l'impression d'un prisonnier. Lorsque, à l'occasion de l'entrevue de Swinemünde (1907), nous allâmes à la rencontre du souverain russe (contrairement à ce qui avait été convenu, car nous devions rester à l'ancre, et le Tsar devait, sur son yacht, passer entre les unités de la flotte ; mais l'Empereur était impatient d'aller au-devant du Tsar), nous le rencontrâmes au large de Kolberg. En dépit de l'état de la mer, l'Empereur fit mettre son canot à la mer, et se dirigea vers le yacht du Tsar, ce que les Russes n'eussent pas tenu pour possible. Mais le yacht resta contre le vent, de sorte qu'il se mit à tanguer. Nous ne pouvions comprendre pourquoi ; car l'aide élémentaire qu'un navire doit à un canot qui prend la mer consiste à virer pour présenter un côté sous le vent (*a lee*). Tandis que nous contournions l'arrière du yacht, l'Empereur cria d'en bas au Tsar : « *Niki, wo'nt you make a lee ?* » Nous voyons le Tsar, qui était encore en vareuse, essayer de donner des ordres. En passant le long du vaisseau, nous remarquons qu'on prépare la revue sur le pont. Mais on ne rabat pas l'escalier par lequel l'Empereur aurait dû monter suivant le cérémonial d'usage. Il ne nous reste d'autre alternative que de nous diriger vers l'avant, où pendait une échelle de mer pour les matelots. L'Empereur est hors de lui. Nous voyons le Tsar, également très surexcité, se précipiter vers l'avant, tandis que ses énormes gaillards se tiennent alignés sur le pont, raides et immobiles ; à la coupée de l'escalier impérial, qu'on n'a pas rabattu, sont postés les hauts dignitaires russes : Lamsdorff, Benckendorff, Fredericks, etc. La montée fut difficile et non sans danger pour l'Empereur. On ne nous jeta même pas une corde. Le Tsar vint seul au-devant de l'Empereur, tous les autres étant figés dans une discipline de momies, car la revue avait commencé ; on n'avait pas prévu notre arrivée, et aucun des commandants (car, chose étonnante, il y en avait deux à bord) ne prit sur lui, malgré les demandes de notre attaché naval,

la responsabilité d'un ordre répondant à la situation : chez nous, l'officier de quart n'aurait pas hésité à le donner.

Le Tsar demeura toute la journée sous l'impression pénible de cet incident. Lorsqu'il se rencontrait avec l'Empereur au milieu de Russes, il éprouvait toujours quelque gêne ; c'est peut-être que l'Empereur, où qu'il se trouvât, devenait immédiatement et tout naturellement le centre d'attraction, et que, lorsqu'il portait l'uniforme de ce pays, il avait dans une société russe toute l'allure d'un Russe. Le Tsar, dont tout l'être respirait la passivité slave, et qui avait peu d'initiative, se sentait alors très facilement éclipsé. C'est toujours de nous que partaient les initiatives d'ordre social et politique. J'ai appuyé, aussi souvent que j'en ai eu l'occasion, les efforts de l'Empereur, très appréciables à leur manière, en vue de nous ménager de bonnes relations avec la Russie ; je jouissais de la sympathie particulière du Tsar, mais sa personnalité imposait toujours une assez grande réserve.

En 1903, j'allai à Pétrograd, chargé par l'Empereur, auprès du Tsar, d'une mission très délicate, dont je ne pus m'acquitter pour la bonne raison que la Tsarine anglophile ne me laissa pas seul avec son époux ; finalement je n'eus pas à le regretter. Je ne saurais dire si cette jolie femme brillait par l'intelligence ; elle me laissa en tout cas l'impression qu'elle n'avait pas gardé une grande sympathie pour sa patrie allemande. Je profitai de l'occasion qui s'offrait à moi pour mettre le Tsar en garde contre le danger de l'Orient asiatique ; je l'estimais redoutable parce que je connaissais le caractère surtout décoratif de la flotte russe de l'Asie orientale. Nicolas II, qui détestait personnellement les Japonais, me répondit qu'il tenait le danger pour conjuré ; la Russie était maintenant assez forte pour paralyser l'action des Japonais. J'ai regretté la guerre russo-japonaise dans notre propre intérêt, et, dès le 2 septembre 1904, lorsqu'on escomptait encore généralement la victoire des armées russes, j'ai appelé l'attention du chancelier sur le danger que nous courrions à être en avant-poste à Tsing-Taô après une défaite russe.

Nous ne pouvions imiter l'impudence avec laquelle les Anglais soutenaient les Japonais ; cependant, tout en nous cantonnant

dans la neutralité, nous avons rendu à la flotte russe plus de services effectifs que les Français. Néanmoins, quand l'amiral Rosdjestwenski demanda à von Hintze, l'attaché naval allemand, de l'accompagner pour sortir avec la flotte russe de la Baltique, l'Empereur s'y opposa, considérant pareil acte comme une violation de la neutralité. Par contre, c'est un personnel anglais qui, par exemple, après la déclaration de guerre, conduisit au Japon les croiseurs japonais *Kasouga* et *Nijin*, construits en Italie ; des officiers anglais ont joué un rôle très actif et particulièrement important dans l'état-major de l'amiral Togo, aussi bien à Port-Arthur que dans la passe de Tsou-Sima. A la bataille navale de Port-Arthur, Togo, estimant qu'il était en fâcheuse posture et ne pouvait guère compter sur un succès, voulait cesser le combat ; mais les Anglais de son état-major l'engagèrent à tenir, et, peu de temps après, le navire-amiral *Tsarevitch* recevait le projectile fatal. Après la défaite que, d'après ce qui précède, les Russes devaient aux Anglais autant qu'aux Japonais, l'influence anglaise commença à prendre le pas en Russie sur l'influence allemande. De retour de sa captivité au Japon, Rosdjestwenski a expliqué cette évolution à Hintze par le caractère national russe ; il disait : « Le Russe donne un coup de pied à celui qui l'aide et qui lui témoigne de l'amitié, car il le considère comme son valet ; au contraire, il baise les basques de celui qui lui donne le knout. » Bien que la Russie ait conclu, en 1907, un accord avec l'Angleterre, je suis resté néanmoins convaincu que le tsarisme n'était pas une menace sérieuse pour notre avenir.

Mais la marine ne fermait pas pour cela les yeux sur les menées belliqueuses de plus en plus marquées de certains milieux russes. M. von Hintze, qui, grâce à son entreegent, jouissait à la cour de Pétrograd d'une plus grande considération que l'ambassadeur, nous signala, peu de temps après la guerre japonaise, des indices de germanophobie dans l'armée russe ; on lui en voulut à ce moment à Potsdam. Il ne fallait pas s'exagérer le danger du parti russe de la guerre, des grands-ducs et de leurs maîtresses parisiennes, non plus que celui du panslavisme ; il convenait néanmoins de ne négliger aucun moyen de contrecarrer leur action.

Notre politique balkanique et, en particulier, l'envoi de notre mission militaire à Constantinople ne me semblèrent pas sans inconvénients.

Nicolas II, qui, dans un de nos derniers entretiens, m'avait dit spontanément : « Je vous donne ma parole que je ne ferai jamais la guerre à l'Allemagne », n'avait pas, même en 1914, l'intention de nous combattre. Je ne rechercherai pas dans quelle mesure nous aurions pu battre en brèche l'influence des milieux belliqueux de Pétrograd si nous avions su mieux nous y prendre avec le Tsar et si nous avions traité avec plus de doigté la question serbe en juillet 1914.

La guerre avec la Russie avait été la faute capitale de notre politique ; la conclusion rapide de la paix avec le Tsar s'imposait comme but à une politique qui aurait visé à la victoire. L'entrée de la Turquie dans notre groupement et l'inexécution du plan de campagne dressé par Hindenburg en 1915 rendirent incontestablement cette paix plus difficile. Malgré tout, on pouvait encore espérer la conclure dans des conditions acceptables en 1916, au moment où le Tsar, sentant son trône chanceler, appela Stürmer dans la pensée de faire la paix avec nous.

Conformément à la tendance qu'avait Bethmann-Hollweg de rejeter ses erreurs politiques sur les chefs militaires, la Wilhelmstrasse fit tout le possible pour se décharger sur le général Ludendorff de la plus incompréhensible de ces erreurs, la proclamation de l'indépendance de la Pologne en novembre 1916. Mais l'accusation tombe devant le fait que, dès l'hiver de 1915-1916, dans une séance du Conseil des ministres, Bethmann avait indiqué cette solution de la question polonaise comme la plus opportune. A l'issue de la réunion, je proposai à un collègue que, si pareille proposition devait prendre sérieusement corps, le Conseil des ministres y fît nettement opposition. Après ma démission et peu de temps avant qu'intervînt la décision ci-dessus au sujet de la Pologne, je rendis visite au gouverneur général von Beseler et lui communiquai, à titre privé, mes vues sur l'inopportunité et le grave danger de cette décision. Il était évident pour moi que non seulement nous nous créions un ennemi de plus, mais encore nous compromettions une des dernières

chances possibles de paix séparée. En effet, la volonté de guerre recevait ainsi une impulsion nouvelle, et nous ne pouvions commettre un acte allant plus à l'encontre de notre offre de paix de décembre 1916 que cette proclamation de l'indépendance de la Pologne, que le Tsar qualifia, dit-on, de « soufflet sur ma joue » et qui, d'après l'expression de Stürmer, « a porté un coup mortel à la paix ».

Dès le milieu de juillet 1914, écrivant de Tarasp à mon adjoint à Berlin au sujet de l'ultimatum à la Serbie, qui paraissait imminent, j'exprimai mes craintes de voir Bethmann provoquer une irrémédiable rupture avec la Russie par son ignorance de la politique anglaise. Bien que je n'eusse pas pénétré dans le détail sa diplomatie du moment, j'écrivais : « Qu'on imagine quelle serait la politique d'un Bismarck anglais vis-à-vis de la Russie et de l'Allemagne. Le chancelier est complètement buté dans son entichement à briguer la faveur de la perfide Albion. Le sort de l'Allemagne est en jeu. Il nous faut coûte que coûte nous entendre avec la Russie et « opposer la baleine à l'ours ». Imposons silence à tout sentimentalisme. »

Personnellement Bethmann ne pouvait guère obtenir une paix séparée avec la Russie, même avant la proclamation de l'indépendance de la Pologne, car elle aurait cru qu'il voulait, au fond, la livrer aux Anglais. Ce fut un malheur que l'Empereur n'eût pas l'énergie nécessaire pour changer en 1916 l'orientation de notre politique en appelant un autre chancelier au pouvoir.

Une part de responsabilité incombe aussi à nos intellectuels, du fait de leur sympathie pour la culture occidentale. Cette sympathie ne voit qu'un côté des choses. Il y a longtemps que nous nous sommes assimilés la civilisation de l'Occident sous sa forme ancienne ; quant à la nouvelle civilisation occidentale à l'usage des masses, avec son caractère sec, utilitariste et capitaliste, elle complète peut-être le tempérament allemand de façon moins féconde que l'idéalisme fantasque des Russes et des Orientaux. Au reste, il s'agissait, en l'espèce, non de civilisation, mais de politique. Pour pouvoir donner plus de force et d'extension à la culture allemande, il fallait d'abord établir notre indépendance politique vis-à-vis des puissances occidentales. Or, aucune

politique travaillant à détacher de la Russie les États limitrophes ne pouvait assurer, à beaucoup près, cette indépendance d'une façon aussi sûre qu'une union aussi effective que possible de l'Allemagne avec les grandes puissances non anglo-saxonnes de l'Est.

Contrairement à tout bon sens historique, mais pour la plus grande joie de l'incorrigible démocratie allemande, Bethmann se posa en libérateur de la Pologne. Je ne veux pas savoir si, en cela, il fut guidé davantage par sa fausse conception de la politique anglaise ou par son désir de se tailler un succès, désir que les Polonais entretenaient avec leur habileté à flatter les faiblesses allemandes¹. L'avenir de l'Allemagne ne me semblait pas menacé, même si l'empire des Tsars recouvrait toute sa puissance d'autrefois. Il ne me paraissait compromis qu'autant que nous serions coupés de notre commerce avec les pays d'outre-mer, dont vivait presque un tiers de la population allemande, et que si, ne reprenant pas économiquement notre place dans le monde, nous étions voués à une horrible misère. Rien ne pouvait suppléer pour nous à la mer, d'où l'Angleterre projetait de nous chasser, ni la pénétration militaire en Orient, ni la réalisation des prévisions de Bethmann si elles avaient été exactes. J'aurais cherché à m'entendre avec n'importe quel homme politique russe, même avec Kerensky, et cela au prix d'importantes concessions, pour avoir les mains libres par ailleurs. Je ne sais pas si l'histoire du monde offre un spectacle d'aveuglement plus grand que celui que donnèrent Russes et Allemands en s'entredéchirant pour la plus grande gloire des Anglo-Saxons.

A tout le moins, convenait-il de ne pas s'engager à fond pour les Polonais sans exiger d'eux en échange certains gages. Qu'on songe à ce que les Anglais exigent des autres nations pour daigner exercer leur domination sur elles ! Et nous, nous ne demandions rien de la Pologne comme prix de la libération que nous lui apportions !

Jusqu'en 1887, il avait régné entre les marines allemande et russe une confiante fraternité d'armes. Lorsqu'un froid se fut

1. Cf. aussi sur Bethmann-Hollweg père : BISMARCK, *Gedanken und Erinnerungen*, I, p. 110 et suiv., 2, 13 et 97.

produit dans les relations politiques, il devint impossible de poursuivre un échange de renseignements précieux. Bien que prévalût la doctrine d'une guerre sur deux fronts, je n'en conservai pas moins de bons rapports personnels avec la marine russe, et j'eus pour elle des complaisances qui ne nous faisaient aucun tort. Je passais à Pétrograd toutes les inventions qu'on nous présentait et qui ne me paraissaient pas d'une utilité évidente ; on y accueillait avec une véritable fringale toutes les nouveautés, en vertu du principe, sans doute, que l'ensemble des couleurs de l'arc-en-ciel donne la lumière blanche. L'ardeur avec laquelle l'amirauté russe constituait une flotte qui n'était qu'un conglomerat d'inventions ne pouvait donner des résultats enviables. A différentes reprises, j'ai averti le Tsar ; mes conseils aboutissaient à cette formule : « Que Votre Majesté ne se laisse pas tant influencer, qu'Elle choisisse un homme à qui Elle délèguera seul toute l'autorité ; il n'y a pas d'autre moyen de mettre de l'ordre dans cette affaire. » Le Tsar avait personnellement une très grande confiance dans les officiers allemands, surtout en Hintze ; c'était là un capital politique de première valeur, mais que nous n'avons pas su faire fructifier avec le sens politique d'un Stein ou d'un Bismarck. C'est ainsi que, en vertu d'une vieille tradition, un officier d'ordonnance prussien était attaché à la personne du Tsar ; or, quand Hintze eut quitté ce poste de confiance, nous ne tirâmes plus tout le parti voulu de cet avantage.

Après sa victoire sur la Russie, le Japon éprouva les plus graves embarras financiers ; par suite de la ténacité du Tsar et de la médiation américaine, derrière laquelle la diplomatie anglaise se dissimulait habilement, l'empire japonais, pauvre par ailleurs, s'était vu refuser les indemnités de guerre sur lesquelles il comptait. J'ai entendu dire de différents côtés que l'Allemagne aurait pu à plusieurs reprises, entre 1905 et 1914, réaliser un accord avec le Japon en lui consentant un emprunt. Je tiens la chose pour vraisemblable d'après les impressions personnelles que j'avais recueillies auprès d'hommes d'État japonais avec qui j'entretenais des relations d'amitié ; je suis persuadé, d'autre part, que le Japon nous a lancé des ballons d'essai : notre diplo-

matie n'y a rien vu ou n'a pas osé les saisir au vol par crainte des Anglo-Saxons. Il est difficile, j'en conviens, de comprendre la mentalité politique du Japon.

Si, au lieu de jouer « le sot qui fait ses embarras partout », nous avions eu le sens profond des véritables éléments de force sur lesquels repose la politique du monde, nous aurions sans doute été en mesure, avec l'aide du Japon, d'écarter l'éventualité d'une guerre. En 1915 encore, et même en 1916, le Japon pouvait d'un geste mettre fin à la guerre, sinon la faire tourner nettement à notre profit ; la condition première était que nous nous mettions d'accord avec la Russie et que nous portions notre front principal contre les Anglo-Saxons. Il nous fallait tenter une alliance à la vie et à la mort avec la grande nation asiatique. Aussi longtemps que notre politique gouvernementale portait le gros effort de la guerre contre la Russie et recherchait de façon manifeste un accord durable avec l'Angleterre, il ne fallait pas compter que le Japon viendrait à nous. En nous voyant nous aplatir devant les notes comminatoires de Wilson, le Japon ne pouvait que renoncer à l'idée d'arriver à une entente avec nous.

Les Japonais sont avides de pouvoir et cupides. Ils sont, à cet égard, un peuple primitif et voudraient tout accaparer. Mais, maintenant qu'ils se sont assuré une situation prépondérante en Asie Orientale, ce serait folie de leur part de se brouiller avec l'Amérique à propos des îles du Pacifique ou de l'honneur de leur race. La cause essentielle du différend demeure la Chine, dont l'Amérique ne consentira pas à se laisser ravir à nouveau le marché, mais que les Japonais espèrent pouvoir dominer comme l'ont fait autrefois les Mandchous. Je ne crois pas que les Japonais escomptent le réveil de la Chine pour un avenir prochain. Ils voudront avoir la Chine assez solidement en main pour que, au lieu de constituer un danger pour eux, elle soit forcément un instrument à leur service.

Si les Japonais ne faisaient pas une politique au jour le jour, ils devaient nécessairement s'apercevoir que des compromis avec les Anglo-Saxons ne leur sont d'aucune aide, en dernière analyse, et que leur puissance n'a qu'une base fragile aussi long-

temps qu'ils ne s'attachent pas à créer la situation politique la meilleure en vue du règlement de comptes avec l'Amérique. Le traité séparé que le Japon conclut avec le Tsar en 1916 montre, en tout cas, un effort de sa diplomatie en vue de chercher appui partout où on sentait une résolution de lutter contre les Anglo-Saxons. Maintenant que la Russie et l'Allemagne se sont mutuellement entredéchirées, la possibilité d'une triple alliance germano-russo-japonaise qui aurait assuré la liberté du monde s'est évanouie, pour le moment du moins, et il appartient au Japon de voir comment il portera seul jusqu'au bout les charges écrasantes qu'il a assumées. L'avenir de toutes les grandes puissances non anglo-saxonnes est problématique.

3

Tout vaisseau de guerre qu'on construisait sur un point quelconque du monde qui ne fût pas l'Angleterre était, au fond, un avantage pour nous, parce que l'équilibre sur les mers s'en trouvait consolidé. Avant la guerre mondiale, on ne tenait pas encore pour sacro-sainte la toute-puissance de l'Angleterre sur les mers et sur les continents. De même que la Bulgarie ou la Roumanie, par exemple, pouvaient créer, à côté des grandes puissances, des armées nationales qui n'avaient pas d'importance en soi, mais en prenaient une grande, le cas échéant, par la valeur d'alliance qu'elles représentaient, de même on construisait, à côté de la flotte britannique, de petites flottes qui acquéraient de la valeur, du fait du principe des alliances tel que Bismarck l'a défini ¹. Si on reconnaissait à l'Angleterre le monopole des mers, il était impossible, non seulement de faire aucune construction navale, mais même d'avoir une politique indépendante, et pour dire plus, toute fière conscience de leur dignité était impossible pour les autres peuples. Mais alors pourquoi le Japon, la France, la Russie, l'Amérique, pourquoi l'Italie et les petits États construisaient-ils des flottes ? Si l'on vient dire qu'il était sans objet d'entrer en concurrence avec la puissance navale la plus

1. Cf. page 118.

forte, il ne devait pas y avoir d'utilité pour un État quelconque à entretenir une marine.

Il n'y a pas de raison en soi pour que les intérêts maritimes des peuples ne puissent pas faire l'objet de tractations réciproques comme les intérêts continentaux. Du point de vue militaire, l'État qui a la supériorité navale a évidemment une avance plus considérable qu'il ne l'aurait, toutes choses égales, sur le continent, parce que, sur mer, il règne sur des étendues illimitées. Mais sa suprématie peut être mise en échec, d'abord par le hasard des combats qui, dans une bataille navale, joue un rôle encore plus décisif que dans une guerre continentale, puis par le jeu des alliances. Mon principe était que la politique navale et la politique des alliances devaient se compléter l'une l'autre, et que l'une perd son efficacité sans l'autre. Mais, à mon avis, la carte des alliances devait avoir un aspect différent, suivant qu'on examinait celles-ci du point de vue de la politique mondiale et maritime, ou du point de vue traditionnel du quadrilatère Berlin-Paris-Vienne-Pétrograd, champ de vision habituel des diplomates allemands. Dans cet ordre d'idées, plus d'un petit État pouvait devenir d'une importance plus considérable que mainte grande puissance constituée de vieille date. L'Allemagne acquerrait ainsi une valeur d'alliance pour des États dont les mers nous séparaient. Et, comme l'intérêt impérieux qui nous avait obligés à construire une flotte pour sauvegarder notre situation sur mer concordait avec l'intérêt de toutes les puissances non anglo-saxonnes qui construisaient des flottes, notre gouvernement pouvait et devait, s'il ne voulait pas enlever lui-même leur valeur à nos constructions navales, modifier ses objectifs en fonction du nouvel angle de vision, parfois en les étendant, parfois aussi en les limitant.

Il serait trop long d'étudier dans le détail les négligences de notre diplomatie. Dans la situation où nous étions, l'adjonction d'un seul allié de quelque importance pouvait exercer une influence décisive, que ce fût la Russie ou que ce fût l'Italie, dont nous avons le devoir de renforcer constamment et le plus possible les armements navals. La neutralité bienveillante du Japon aurait vraisemblablement empêché la guerre d'éclater.

Le degré de développement de notre flotte était tel en 1914 qu'il nous eût suffi de pouvoir compter sur une attitude résolument neutre de la Russie dans une guerre anglo-allemande pour donner à l'esprit offensif de notre marine toute sa liberté morale et matérielle contre l'Angleterre. Pour juger la valeur des atouts que notre flotte mettait alors dans la main d'une diplomatie active, il faut se représenter que nous avions amené l'Angleterre à concentrer ses forces navales dans la mer du Nord, de sorte que la suprématie navale des Anglais dans la Méditerranée et dans les eaux de l'Asie orientale n'était plus guère qu'un mot. Il est exact que notre politique d'alliances n'a pas demandé à la flotte allemande d'autre service que de sauver les Dardanelles, dont la flotte britannique n'a pas pu forcer l'entrée, une trop grande partie de ses unités étant immobilisée dans la mer du Nord. L'Autriche n'a été utile à notre marine que par son atelier de Pola pour la réparation de nos sous-marins et par son point d'appui de Cattaro pour les sous-marins. C'est uniquement avec des alliés inexistant au point de vue naval, et qui nous éloignaient d'une véritable politique mondiale, que nous entrâmes dans une guerre où la marine allemande se trouva isolée en face des flottes du monde entier.

L'Allemagne n'est pas seule à sortir affaiblie de la guerre ; il en va de même pour la plupart des peuples non anglo-saxons qui se sont laissé atteler au char de victoire anglais. Une politique allemande à la fois plus osée et plus avisée (malgré toute notre timidité, nous manquâmes de prévoyance), nous eût permis d'utiliser la force d'alliance que notre flotte représentait dans la balance des risques et qui était notre seul atout de politique mondiale, étant donnée notre position géographique, de manière à sauvegarder la paix du monde. Comme notre diplomatie n'a pas su atteindre ce résultat, il n'a pas été possible de combiner une politique d'alliance avec une politique navale ; c'était cependant la condition d'une concentration de nos buts et de nos moyens d'action.

Il nous fallait notamment faire tout le possible pour gagner l'amitié des petits États voisins. Du point de vue de la politique navale, il eût été extrêmement précieux d'avoir des relations

plus étroites avec le Danemark ; elles auraient eu plus de valeur à cet égard que, par exemple, notre alliance avec l'Autriche. J'aurais été disposé à consentir à ce peuple parent, et d'origine germanique, des sacrifices territoriaux en échange d'une convention navale et économique ; nous aurions pu, à ce prix, nous concilier à nouveau les sympathies danoises. A différentes reprises, dans des entretiens avec le duc de Glücksburg, parent de la maison régnante de Danemark, j'ai effleuré la question de la revision du traité de Prague. Il estimait, il y a environ dix ans, que des concessions faites dans ce qu'on appelait « les enclaves jutiques » du Nord du Slesvig seraient de nature à gagner le Danemark. Je n'avais pas officiellement qualité pour m'occuper de cette suggestion privée. Des concessions de ce genre auraient naturellement supposé des concessions correspondantes de la part du Danemark. Si ce pays croit, cette fois encore, comme à une époque antérieure où l'Allemagne était à terre, pouvoir tirer un profit gratuit de notre malheur, qu'il se souvienne de Düppel, qui marqua la fin de cette période ; qu'il évite de laisser une fois de plus un dard au cœur du peuple allemand.

Mon désir eût été de voir nos représentants à l'étranger favoriser discrètement les intérêts des particuliers scandinaves, suisses et hollandais, dans la mesure où ceux-ci le leur demandaient, et s'en charger comme s'il s'était agi d'intérêts allemands. Ces petits États, qui ont une importance si considérable pour nous comme pour le reste du monde, auraient accueilli avec sympathie notre expansion, si, à l'occasion de chaque difficulté, ils avaient trouvé en nous un soutien naturel et si nous les avions préparés inlassablement et habilement à voir en nous les représentants du concept « Europe ». Au cours de sa visite à Berlin, Roosevelt m'a dit : « Vous devriez prendre la Hollande. » Le conseil, naturellement, était mauvais ; c'est le contraire que nous devons faire. Nous ne devons pas conquérir, mais gagner à nous ; nous devons donner aux petits États qui avaient de gros intérêts maritimes l'assurance qu'ils pouvaient s'en remettre à nous du soin de protéger contre l'emprise anglo-saxonne leur liberté que nous avons nous-mêmes intérêt à sauvegarder.

Ce fut un malheur pour notre peuple qu'on ne lui ait pas fait

envisager un grand but à atteindre ; il s'offrait cependant clairement à nos yeux. Lorsque, avant la guerre, je dis un jour à M. von Bethmann que nous avions le devoir de montrer un but à notre nation, tout étonné, il me posa cette question : « Mais quel but ? » Ce but, à mon avis, aurait dû être de réaliser l'union de tous les peuples libres en les dégageant de toute tutelle des Anglo-Saxons. Parler fort ne pouvait que nous nuire ; mais une propagande de bon ton et consciente du but à atteindre nous aurait servis. Les autres peuples d'Europe auraient alors eu la sagesse de regarder notre force d'un œil favorable. Il était manifeste que nos constructions navales avaient profondément reconforté la nation allemande ; l'unité des partis, le sens et la fierté patriotiques, la sûreté de nos démarches à l'extérieur en avaient été accrus et fortifiés. Elles ne pouvaient d'ailleurs qu'être agréables en tout temps à toutes les nations étrangères, sauf à l'Angleterre. Mais pour notre dignité de peuple et d'État il fallait que ces constructions trouvassent un complément dans notre politique étrangère. C'est seulement en soutenant vigoureusement, et par la paix, les peuples non anglo-saxons dans leurs revendications pour la liberté, que notre accroissement de puissance se justifiait politiquement aux yeux du monde et pouvait être assuré de durer. Dans des années aussi décisives pour son développement que celles que nous traversions, un peuple ne doit se dérober à aucune des obligations que lui impose ce développement. Dans quelques dizaines d'années, l'humanité prendra sans doute de plus en plus conscience de ces nécessités.

Lorsque la guerre eut éclaté, je ne réclamai des annexions ni à l'Est ni à l'Ouest. Je ne souhaitais pas davantage que la Belgique devînt allemande. Mais j'estimais nécessaire que la côte belge ne tombât pas sous la domination anglaise, ce qui devait entraîner infailliblement le dépérissement du travail et des travailleurs allemands¹. Aussi désirais-je la constitution d'une Flandre autonome avec le droit pour nous d'occuper Zeebrugge. C'est pendant la guerre seulement que des Allemands commencèrent à comprendre l'avenir industriel de la Campine

1. Voir chapitre XVII.

flamande ; raison de plus pour nous de tenter de réaliser entre la Rhénanie et la Belgique une amitié économique libre de toute tutelle britannique. Les habitants de la région de l'Escaut reconnaîtront avec le temps, j'en ai la conviction, que tel eût été leur intérêt. Les petits États européens seront engloutis par l'immense condominium anglo-saxon, et l'Europe perdra sa force, qui résultait de l'équilibre entre des civilisations diverses et autonomes sur un espace très limité ; c'en sera fait par là-même de la richesse de l'Europe, de sa prépondérance et de la possibilité pour les États de notre continent de maintenir leur situation dans le monde. « *The world is rapidly becoming english* ». Notre guerre était peut-être la dernière guerre de l'indépendance européenne contre le capitalisme mondial anglo-saxon. Ou, plutôt, elle aurait dû, elle aurait pu l'être, si le gouvernement allemand avait compris et réalisé l'idée de cette guerre. Nos social-démocrates, qui se berçaient de l'illusion qu'ils combattaient le capitalisme, ont certes, par leur attitude pendant la guerre et à la fin de la guerre, obtenu un succès : le capital allemand contre lequel ils s'acharnaient, et qui assurait un gagne-pain à l'ouvrier allemand, est en grande partie anéanti. Par contre, les Allemands ont été livrés en esclavage au capitalisme anglo-saxon, qui est beaucoup plus brutal et moins socialement humain, et qui, par-dessus tout, représente la domination étrangère.

Un État n'inspire confiance qu'autant qu'il possède la force et sait en faire un usage à la fois ferme et prudent. S'il nous fallait contrecarrer avec la dernière énergie la propagande française en Alsace-Lorraine et la propagande polonaise dans l'Europe orientale, nous devions, par contre, opposer, non la violence, mais des instruments de civilisation (chemins de fer, écoles, etc.) à la poussée danoise dans le Nord du Slesvig. Nous aurions montré par là que nous savions distinguer entre ce qui est vital et ce qui n'est qu'accessoire. Si nous avions, pendant la paix, donné satisfaction aux vœux intimes des patriotes danois, nous en aurions été récompensés au centuple pendant la guerre. Aussi ai-je toujours été d'avis, même au cours de la guerre, de prouver au monde que, à l'opposé des Anglo-Saxons, hypocrites dans leur force brutale, et malgré toutes les appellations

calomnieuses de « Boches » et de « Huns », nous représentions l'esprit européen avec plus de pureté et d'humanité qu'aucun de nos adversaires. J'eusse désiré, à cet égard, que nous ne suivions pas les Anglais dans la coutume barbare qu'ils avaient inaugurée d'interner des civils sans défense et inoffensifs. Je n'étais pas non plus d'avis que nous imitions nos ennemis dans les raids aériens sur des villes ouvertes et des populations civiles, lorsque ces raids ne causaient pas un dommage militaire appréciable et ne faisaient guère que l'effet de coups d'épingle ; il valait mieux concentrer nos forces aériennes et leur assigner de grands objectifs militaires (la cité de Londres et les docks !).

4

Nos relations avec l'Amérique s'étaient tendues inutilement en 1898, du fait que notre escadre était apparue devant Manille. Lorsque, en 1896, conformément aux instructions reçues, je me rendis aux Philippines avec l'escadre d'Extrême-Orient, les Philippines, alors en guerre avec les Espagnols, me soumirent un projet de protectorat allemand et voulurent m'amener à sauver un chef des rebelles condamné à mort par les Espagnols. J'ai naturellement rejeté ces propositions ; jamais, que je sache, personne n'a, par la suite, sérieusement songé en Allemagne à étendre la sphère d'intérêts allemande jusqu'aux Philippines. En paraissant devant Manille, en pleine guerre hispano-américaine, avec une escadre plus forte que celle des Américains, nous créâmes des difficultés entre les deux escadres ; un incident se produisit avec l'amiral Dewey ; le sang-froid de l'officier de pavillon von Hintze, — le futur secrétaire d'État, — sauva l'honneur allemand et écarta le danger d'un conflit. Les États-Unis, qui se lançaient alors sur le chemin de la grande politique, ne cessèrent pas de nous soupçonner d'avoir tenté, sans y réussir, de chasser sur des terres qu'ils s'étaient déjà réservées. La presse et la diplomatie anglaises s'ingénièrent à entretenir un mécontentement qui prit des proportions telles qu'on nous imputa l'intention de conquérir des territoires américains. Les Américains étaient ignorants des choses d'Eu-

rope, et la doctrine de Monroë les rendait assez susceptibles pour qu'ils crussent à de pareilles insanités.

Lorsqu'en 1902 le gouvernement anglais nous convia, d'accord avec le président Roosevelt, à une action commune contre Castro, le président quelque peu pillard du Vénézuëla, je conseillai, au cours d'une réunion aux Affaires Étrangères, de ne pas donner suite à cette invitation. Mon attitude était dictée par l'impression que je m'étais faite du tempérament américain et de la politique anglaise. Karl Schurz, en qui le germano-américanisme avait encore alors un cerveau, m'avait mis en garde. Je déclarai que, si l'on en venait à un conflit armé, la doctrine de Monroë serait capable d'échauffer l'Amérique et que, dans ce cas, les Anglais nous abandonneraient probablement.

C'est malheureusement ce qui est arrivé. J'avais personnellement, et de la façon la plus instante, recommandé à l'Empereur, avant son voyage en Angleterre, de se faire donner par les Anglais la promesse formelle qu'ils tiendraient jusqu'au bout avec nous. Le fit-il ? Je l'ignore ; toujours est-il que nous accueillîmes la suggestion anglaise. Roosevelt ne put pas, en admettant qu'il le voulût, contenir l'indignation américaine, et la presse britannique commit l'infamie de faire une volte-face immédiate que le gouvernement toléra, d'exciter les Américains et de se ruier sur nous, « les Huns »¹.

Il ne fallait plus compter que les deux grandes puissances anglo-saxonnes auraient le moindre égard pour les intérêts allemands, chaque fois qu'elles auraient à s'en occuper en commun. Que l'Angleterre devint ou non un jour, comme l'attaché naval américain à Londres l'avait dit au nôtre, « la quarante-

1. C'est à ce moment que Rudyard Kipling, pour qui notre Empereur avait été plein d'attentions, le paya de retour en reprenant dans son poème *The Rowers* le malheureux *Discours des Huns* du temps de l'expédition de Chine ; il y qualifiait les Allemands de « Goths et Huns sans pudeur ». Deux ans plus tard, lors de l'incident de Hull, la presse britannique, toujours avec la complicité tacite du gouvernement anglais, fit preuve d'un aussi grand et aussi inconcevable manque de scrupule qu'au moment du conflit avec le Vénézuëla. Pendant quelque temps, la presse jingoïste se déchaîna contre les Russes qui, dans la mer du Nord, avaient tiré sur des bateaux de pêche anglais qu'ils avaient pris pour des torpilleurs japonais ; d'ailleurs cette confusion n'était pas tout à fait inexcusable, la marine anglaise appuyant ouvertement le Japon. Puis la campagne cessa subitement comme sur un signal invisible, et, du même coup, elle se porta avec un redoublement de violence sur l'Allemagne qui était complètement étrangère à tout cela ! C'était une leçon assez claire pour quiconque voulait voir.

neuvième étoile de la bannière étoilée », cela n'avait pour nous qu'une importance secondaire. Au tournant du siècle, l'Angleterre, pour la toute dernière fois, s'était demandé si elle prendrait position contre l'Amérique, et elle avait résolu la question par la négative. Mes impressions personnelles concordaient avec les faits d'ordre politique, et nos amabilités sentimentales à l'égard des États-Unis n'amélioreraient pas la situation. Il me fut pénible d'assister à la remise d'une statue de Frédéric le Grand aux sceptiques Yankees. Je n'ai jamais partagé l'illusion, si malheureusement répandue chez nous, que la force américaine pourrait, à un moment donné et d'une façon quelconque, nous apporter une aide utile contre la dictature navale des Anglais. De toutes les grandes marines, celle des États-Unis est celle que j'ai toujours le moins considérée comme une valeur à notre actif ¹.

Il est vrai que, plus notre jeune force navale avait de temps pour s'affirmer, plus s'ouvraient à nous, nombreuses et libres, les possibilités de jouer un rôle dans la politique du monde. Aussi n'était-il pas impossible que des relations fécondes s'établissent un jour entre l'Amérique et nous, à condition que la paix fût maintenue avec l'Angleterre. Roosevelt, qui me connaissait et avait fréquemment de longs entretiens avec moi, était tout à fait de bonne foi quand, avec sa brusquerie habituelle, il me donnait le conseil dont j'ai parlé plus haut : l'Allemagne devrait remettre sous sa souveraineté l'embouchure de son principal fleuve, souveraineté toute naturelle, et attirer dans sa sphère d'action les petits États allemands du Rhin inférieur et de l'Escaut. Il parlait de ce principe que l'Angleterre perdait de plus en plus sa place dans le monde et que nous deviendrions les alliés naturels de l'Amérique contre le Japon. L'alliance anglo-japonaise eut pour conséquence que Roosevelt attachait une importance considérable au développement de la flotte allemande. Avant que la flotte américaine fût envoyée dans l'Océan Pacifique en 1908 (le canal de Panama n'existait

1. La marine américaine, en tant que valeur à notre passif, était un adversaire aussi peu redoutable que la marine française ; elle observait avec une certaine jalousie la valeur militaire incomparablement supérieure qu'acquerrait la flotte allemande, dont la construction coûtait cependant des milliards de moins.

pas encore), Roosevelt me fit demander officieusement par son ambassadeur à Berlin si, à sa place, je prendrais pareille responsabilité au point de vue de la politique navale. Je répondis : « *I should risk it* » ; je voyais en même temps dans ce déplacement un avantage pour nous. Une des conséquences fut d'ailleurs que l'Australie, se détachant de l'Angleterre, s'orienta fortement vers l'Amérique. C'est seulement par la guerre que nous avons contribué à rapprocher les colonies anglaises de la mère-patrie. Roosevelt m'a envoyé plus tard sa photographie avec une dédicace flatteuse, accompagnée de cette phrase caractéristique : « *From one who sent the American Fleet round the world.* »

Les sympathies naturelles de l'Amérique allaient à l'Angleterre. Mais, ceci mis à part, il y avait des jalons posés entre l'Amérique et nous pour des relations d'affaires. Avant la guerre, les Américains prenaient l'Allemagne très au sérieux à tous égards ; et, bien qu'ils se fissent de l'Europe une idée d'ensemble superficielle, ils avaient le sentiment très vif que notre force s'accroissait et une attention réfléchie pour les perspectives que ce développement impliquait. Ils comptaient déjà avec la possibilité de voir notre développement économique et politique prendre l'avance sur celui des Anglais. Les Américains se considéraient en même temps comme les héritiers naturels des colonies anglaises. Il suffisait que nous laissions encore un certain temps les choses suivre pacifiquement leur cours pour que, chaque année et par un processus normal, la communauté d'intérêts entre l'Amérique et nous s'accusât davantage. Lorsqu'en 1914 nous glissâmes sur la pente de la guerre, une des plus graves conséquences de cette catastrophe fut que, au lieu de laisser s'effacer la solidarité des deux puissances anglo-saxonnes, nous l'amenâmes au contraire à son plein développement.

Les Américains, qui, afin de pouvoir annexer Cuba, avaient converti en un attentat espagnol l'inflammation spontanée de la soute aux poudres du *Maine*, auraient regardé sans sour-

ciller notre marche à travers la Belgique si elle avait servi leurs intérêts. L'Amérique est un pays assoiffé de conquêtes : c'est ce que nos démocrates ne veulent pas voir. La supériorité visible de nos adversaires convainquit dès le premier jour les Américains que nous ne triompherions pas, que nous ne devions pas triompher, et, dès cet instant, leur attitude à notre égard fut bien arrêtée. Cependant, de 1914 à 1916 inclus, l'Amérique n'était pas encore au point pour nous faire la guerre, et elle ne pouvait nous empêcher de mener la guerre de façon énergique. L'entrée en action de l'Amérique en 1917 ne fut préparée et rendue possible que par l'enchevêtrement de plus en plus grand des intérêts américains et des intérêts de l'Entente, par les besoins militaires de l'Angleterre, les erreurs de la politique d'hésitation et de zig-zag de Bethmann, qui accrut à notre détriment le prestige de Wilson, et enfin par le télégramme de Zimmermann au sujet du Mexique ; en février 1916, quand je réclamai la guerre sous-marine, Wilson aurait eu encore beaucoup de peine à provoquer cette intervention et peut-être n'y serait-il pas parvenu¹. L'essentiel était d'en finir rapidement avec la guerre et de ne pas perdre notre prestige.

La situation eût été tout autre si on avait évité la guerre. Parce qu'ils étaient eux aussi des Anglo-Saxons, les Américains ne pouvaient tolérer l'écrasement de l'Angleterre. Mais ils auraient accepté comme un phénomène naturel que nous la distançons pacifiquement ; le germanisme en aurait recueilli un prestige croissant, même sur le continent américain, et finalement nous aurions donné l'impression d'un grand peuple, digne de contracter alliance avec la puissance la plus considérable de l'avenir. C'en est fait de ces perspectives, quel que soit le sort réservé à l'Allemagne ; si notre peuple redevient jamais capable de conclure librement des alliances, ce ne sera vraisemblablement qu'avec des nations de second rang. Avant la guerre, nous avions encore mainte chance d'imposer l'équilibre.

5

Il nous fallait la paix pour mener à bien nos constructions navales ; celles-ci, à leur tour, à mesure que leur achèvement était plus proche, assuraient une paix dont l'Allemagne avait un besoin indispensable pour prospérer sans à-coups, mais dont le maintien lui était plus difficile qu'à tout autre grand État en raison de sa position géographique. Les années qui ont précédé la guerre ont été marquées pour l'Allemagne par une extrême prospérité ; en même temps, elle était exposée aux plus graves dangers, car elle n'était pas encore tout à fait en mesure d'assurer sa protection par ses propres moyens, cependant si puissants. On a qualifié Bismarck de « jongleur » à divers stades de sa carrière ; le prince de Bülow, qui était incontestablement une personnalité très habile, et dont le départ fut si regrettable, reçut lui aussi en s'en allant le noble surnom de « danseur de corde ». Dans la situation où se trouvait l'Allemagne, une faculté hors de pair d'adaptation à la diversité des circonstances était notre seul moyen de salut. Nous n'avions pas le droit de nous tromper. Un jour qu'on se plaignait devant lui du « général-chancelier » Caprivi, Bismarck déclara : « Attendez, quand vous aurez pour chancelier un véritable bureaucrate, vous en verrez bien d'autres. » Le successeur de Bülow, dont l'esprit borné se repaissait d'illusions, fut victime des complications de notre situation dont il était incapable de se rendre compte. La condition essentielle pour diriger l'Allemagne a toujours été et sera toujours de comprendre la politique étrangère. Il n'est pas indispensable pour cela d'être familier avec les arcanes de la diplomatie, mais il faut connaître les rouages véritables et essentiels de la politique mondiale et avoir le sens du vraisemblable. Le chancelier et la démocratie n'avaient pas la moindre idée des vraies difficultés et du danger de notre situation, si délicate qu'il n'eût fallu la saisir qu'avec des pincettes.

Mais un peuple qui ne s'entend pas à mener ses propres affaires et qui, lorsqu'un guide qualifié lui manque, a tendance à s'abandonner, peut-il espérer que la Providence lui donnera toujours

un tuteur comme Frédéric le Grand ou Bismarck ? Ne voyons-nous pas actuellement les masses sans chef, à peine arrivées au pouvoir, n'avoir rien de plus pressé que de faire table rase de tout ce qui nous restait de tradition nationale, de dignité, de bonne volonté ? On dirait qu'elles veulent empêcher à tout jamais le retour du grand patriote qui, un jour, les arracherait aux flots boueux de leur abaissement volontaire.

Notre manque de dignité dans l'adversité provient, de même que notre insuffisante réserve dans le bonheur, de l'illusion que des paroles et des sentiments peuvent remédier à ce que notre situation dans le monde a de précaire, alors que le seul remède est dans la force puissamment organisée et sagement utilisée.

L'erreur fondamentale commune à nos hommes politiques a été de laisser s'effriter morceau par morceau le prestige considérable, et cependant encore insuffisant, que nous devions à Bismarck, et cela par des démonstrations répétées où perçait non seulement notre amour de la paix, mais aussi notre nervosité, et qui étaient facilement suivies d'une simple reculade ; l'ennemi était ainsi amené, ce qui ne pouvait avoir que des conséquences désastreuses, à nous considérer comme le « poltron valeureux ». La mauvaise habitude de ces manifestations à grand tapage, depuis Shimonoseki, la dépêche à Krüger, l'affaire de Manille, puis l'expédition de Chine, l'incident de Tanger jusqu'à Agadir, etc., aboutit à la maladresse finale de l'ultimatum à la Serbie en juillet 1914. Les choses allèrent longtemps vaille que vaille, grâce au respect qu'inspiraient le vieil État prussien et les qualités du peuple allemand. Mais il eût mieux valu grandir en silence et poursuivre nos armements. En 1914, nous étions presque arrivés au but : le fait seul de notre puissance suffisait pour sauvegarder la paix sans qu'il fût besoin de nervosité. Destinée tragique que celle de la politique la plus pacifique du monde : elle a cru devoir corriger le désavantage de notre situation par des gestes qui fournirent à des ennemis mal intentionnés prétexte à nous accuser d'intentions belliqueuses et à défigurer nos traits par une des plus monstrueuses calomnies qu'ait connues l'histoire.

Nous nous jetions à la tête des autres, pour aussitôt les froisser, et nous ne négligions pas une occasion de leur rappeler quel merveilleux essor nous avions pris. Nous ne savions pas nous mettre à leur place et deviner leurs sentiments. L'amiral Seymour, à qui l'Empereur fit cadeau du dessin *The Germans to the front*¹, dit à un camarade allemand : « Vous autres, Allemands, vous avez réalisé de grandes choses ; si seulement vous n'aviez pas le travers de vouloir toujours nous les mettre sous le nez ! » Nous jouions de grands airs qui ne convenaient nullement à notre situation. Puis nous exagérons, pour les étaler en public, toutes nos erreurs et nos torts réels ou imaginaires, et notre presse démocratique fournissait ainsi à l'étranger la preuve apparente que la Prusse-Allemagne était une maison de correction.

Secrétaire d'État à la Marine, je réprouvais doublement les manifestations politiques. Je connaissais le revers de la médaille : je constatais avec effroi combien on discernait mal dans son ensemble la situation politique, stratégique et économique avec ses redoutables éventualités et ses écueils. Ainsi, j'en ai fait souvent la remarque, on n'examinait pas avec tout le sérieux qui convenait le danger d'un blocus, celui d'une guerre avec l'Angleterre, qui pouvait couper comme au couteau les assises de notre situation et de notre avenir dans le monde. En présence de la volonté anglaise de nous emprisonner dans le réseau d'une coalition, il s'agissait d'être maître de ses nerfs, de poursuivre nos armements en grand, d'éviter les provocations et d'attendre sans trembler que l'affermissement continu de notre puissance navale déterminât les Anglais à nous laisser librement respirer. Nous avons fait tout le contraire, et c'est ainsi qu'au moment même où la détente devenait visible, l'orage qui déjà s'éloignait éclata sur nous. En 1914 comme en 1904, il fallait éviter toute possibilité de guerre avec l'Angleterre, et on l'aurait probablement pu, l'Angleterre ayant déjà commencé à comprendre que, du fait de notre flotte, la guerre impliquait des risques, si notre gouvernement s'était rendu compte à temps et avec

1. Œuvre personnelle de Guillaume II. (Note du traducteur.)

netteté du danger. Si le peuple allemand et ses chefs avaient eu en juillet 1914, le sens développé de la force et de ses lois, ce qui n'eût pas permis de prendre corps à l'illusion que le conflit austro-serbe pouvait rester localisé, la guerre mondiale eût été évitée ¹.

La difficulté d'arriver à une paix acceptable à la suite d'une guerre avec l'Angleterre avait déjà déterminé mon attitude de 1904, dont il a été question plus haut. Au moment où la guerre a éclaté, les constructions navales que nous poursuivions depuis dix-sept ans avaient bien amélioré les chances d'une paix acceptable avec l'Angleterre ; mais encore était-il nécessaire de mener la guerre avec la dernière énergie, et il fallait que nos dirigeants, oublieux de toutes considérations personnelles, fissent preuve d'habileté diplomatique. Aussi ai-je mis toute la force dont je disposais au service des seuls facteurs susceptibles d'amener la paix et d'éviter l'anéantissement : la bataille navale et la guerre sous-marine en temps opportun, la paix séparée avec la Russie et l'union du peuple allemand en face du danger mortel dans lequel nous nous étions précipités et dont seuls quelques rares esprits clairvoyants apercevaient toute la gravité.

J'ai succombé dans cette lutte ; une fois de plus, l'incroyable faculté d'illusion des Allemands a fait que l'Allemagne a été vaincue par elle-même. Voir perdre la guerre par suite de faiblesse morale, d'aveuglement et de querelles de parti, telle fut la fin de ma carrière et de ma foi dans mon peuple.

J'ai combattu notre tendance à nous détruire de nos propres mains, mais je n'étais pas suffisamment armé. Absorbé par ma tâche, je n'avais jamais brigué le pouvoir politique. En décembre 1911, après la crise marocaine et quand je commençais à être en désaccord avec Bethmann, le chef du Cabinet naval m'informa un jour, au moment où j'allais au rapport chez l'Empereur, qu'il était question de moi pour les fonctions de chancelier. Pendant le rapport, je fis tenir au chef du Cabinet un billet déclarant que, si pareille offre m'était faite, je la déclinerai. Je ne considérais pas alors comme possible de devenir

1. Chap. XVI.

un des successeurs de Bismarck. Plus tard, après avoir vu comment, en pleine guerre, un gouvernement qui avait perdu la tête aussi bien que le courage compromettait irrémédiablement toutes nos chances l'une après l'autre, et comment l'Empire allait à l'abîme, je n'aurais probablement plus refusé le poste de chancelier, à supposer qu'on n'eût pas trouvé une personnalité plus qualifiée que moi, et bien que j'eusse pleinement conscience de mes faiblesses. Etant donnée l'idée que l'étranger se faisait de l'Allemagne, ma nomination eût marqué qu'on rompait nettement avec le système en vigueur. Qu'on se rappelle seulement les cris de joie qui, en Angleterre, accueillirent la nouvelle : « Tirpitz *exit* ». Or, une rupture et non pas un simple changement de personne, telle était notre seule chance de salut.

On m'a souvent suggéré cette solution ; mais jamais elle ne vint de la seule autorité qualifiée pour la faire.

CHAPITRE XV

L'ANGLETERRE ET LA FLOTTE ALLEMANDE

1

De l'avis de bien des gens, la faute en est uniquement à sa diplomatie et surtout à sa politique navale, si l'Allemagne n'est pas arrivée à nouer des relations de franche amitié avec l'Angleterre. Si pareille conception devait s'incruster dans les cerveaux allemands, on pourrait y voir avant tout une confirmation de la règle qui veut que ce soit le vainqueur qui écrive l'histoire ; dans le cas présent, le vaincu la falsifierait pour s'incliner, dans le for de sa conscience historique, devant la toute-puissance anglo-saxonne.

Or, les Anglais contestent avoir voulu nous faire la guerre. Quand, en Allemagne, on rejette la responsabilité de la guerre sur notre politique navale, on ne peut donc même pas invoquer contre elle le témoignage de l'adversaire. Nous faisons ainsi fausse route dans notre réquisitoire contre nous-mêmes ; il convient bien plutôt de rechercher la vérité historique dans une des dernières déclarations de Bismarck. Elle remonte à l'année 1898, au moment où nous n'avions pas encore de flotte. Il regrettait que les relations entre l'Allemagne et l'Angleterre ne fussent pas plus cordiales. Il ne voyait malheureusement pas le moyen de les améliorer, car le seul qu'il connût, et qui consistait à arrêter l'essor de l'industrie allemande, n'était guère praticable.

A moins de déchoir à nouveau au rang d'un pauvre pays agricole, nous ne pouvions nous concilier l'amitié et la faveur de l'Angleterre. Mais il existait un moyen d'améliorer sensiblement

nos rapports avec elle : c'était de créer une flotte allemande qui rendit plus risqué qu'au temps où parlait Bismarck le projet anglais de s'en prendre au commerce allemand. C'est dans cet esprit que notre flotte, en dépit de différentes défaillances de la politique allemande, a rempli sa tâche jusqu'en juillet 1914, et ce n'est pas sa faute s'il ne lui a pas été donné de réaliser mieux encore et plus longtemps son objet : la sauvegarde de la paix. J'ai du mal à comprendre que M. de Bethmann-Hollweg continue à accuser¹ notre « politique navale » que, pendant huit ans, il a contresignée lui-même en sa qualité de chancelier. Je le comprends d'autant moins qu'il avait constaté lui-même, avec Lichnowsky et d'autres spécialistes du ministère des Affaires Étrangères, une notable détente des rapports anglo-allemands au cours des années qui précédèrent la guerre, et qu'il avait reconnu avec eux que tout au moins nos constructions navales, à mesure qu'elles étaient plus près de leur achèvement, n'avaient pas empêché l'amélioration de nos relations avec l'Angleterre. La guerre ne naquit donc pas d'une altération des rapports anglo-allemands ; on peut même voir un trait curieux du destin dans le fait que l'Allemagne et l'Angleterre aient été plus rapprochées l'une de l'autre en 1914 qu'au temps de l'inexistence de notre flotte en 1896 ou de notre faiblesse navale de 1904, au moment où le prince de Bülow réussit à franchir la zone dangereuse. Conformément à sa destination, la flotte a sauvegardé la paix. C'est là un fait manifeste, auquel les arguties intéressées ne changeront rien, même aidées par ce penchant bien allemand qui nous porte à tourner nos coups contre nous-mêmes, à accorder volontiers créance à qui nous est défavorable, à nous réjouir de pouvoir taxer aujourd'hui de déraisonnable ce qui, hier, paraissait sensé.

Au milieu de sa prospérité de vieille date, l'Angleterre s'était peu ressentie, jusqu'en 1890, du parasitisme économique de l'Allemagne dans le monde. Sans doute, le changement de notre politique douanière en 1879 avait préparé la puissance de notre développement industriel et commercial, mais ce n'est qu'au

1. *Deutsche Allgemeine Zeitung* du 27 novembre 1918.

bout de dix ans d'effort interne qu'il commença à être assez sensible au dehors pour qu'un revirement général se produisît dans les esprits anglais. Il eut pour premier contre-coup économique le « *Made in Germany* », et la première réaction politique se produisit à la suite de la dépêche à Krüger. En 1896-1897, je revins d'Asie et d'Amérique avec l'impression que l'Angleterre ferait tout son possible pour barrer désormais la route à nos progrès. Vers 1895, les clubs influents des deux grands partis et les spécialistes de politique étrangère de la haute société anglaise étaient tombés d'accord pour penser que l'Allemagne allait être l'ennemie de demain. C'était conforme au principe national en honneur depuis des siècles chez les Anglais.

Il se passa, comme toujours, un certain temps entre le changement de front et sa manifestation publique. Puis vint une campagne de grand style en vue d'émouvoir l'opinion publique anglaise, au cri de : « *Germaniam esse delendam* » ; c'est sous ce cri de guerre que, dès 1897, la *Saturday Review* écrivait ces lignes qui firent impression :

Bismarck a reconnu depuis longtemps, et le peuple anglais finit par s'en apercevoir, qu'il y a en Europe deux grandes forces adverses inconciliables, deux grandes nations qui font du monde entier leur domaine et voudraient exiger de lui un tribut commercial, l'Angleterre... et l'Allemagne... Le voyageur de commerce allemand et le colporteur anglais... se font concurrence dans tous les coins de l'univers... Un million de petites tracasseries provoquera la guerre la plus formidable que le monde ait jamais vue. Si l'Allemagne était détruite demain, il n'y aurait pas après-demain un seul Anglais sur terre qui n'en fût plus riche. Des peuples ont lutté pendant des années pour une ville ou pour une question de succession ; ne faut-il pas qu'ils fassent la guerre pour un commerce annuel de 5 milliards ?

Ces paroles prophétiques ne demeuraient pas isolées, elles étaient plutôt l'écho d'un chœur de haine aux mille voix. Quand on les lit avec toute la gravité qu'elles empruntent aujourd'hui au fait accompli, on sent immédiatement qu'il aurait été désagréable pour les Anglais d'indiquer, comme unique raison de la haine dont il fallait pénétrer leur peuple, l'argument nu et

odieux de la jalousie commerciale, qui pourtant était bien l'essentiel. Il leur fallait des prétextes. Mais, comme notre premier projet naval n'avait pas, à l'époque, encore été déposé, il ne pouvait alors être invoqué. Les dirigeants de l'opinion anglaise durent recourir à de prétendues visées de l'Allemagne sur le Transvaal. Quand l'argument fut usé, ils s'en prirent à la flotte allemande, à laquelle ils prêtaient, à l'intention des lecteurs de journaux anglais, de grotesques plans agressifs à un moment où elle n'existait encore que sur le papier.

Notre loi sur la flotte fut une première douche pour la volonté anglaise de destruction ; notre flotte une fois construite, cette volonté trouverait avec qui compter. Il va de soi, d'autre part, que l'Angleterre vit dans nos projets une menace pour son monopole sur mer, ce qui commença par rendre notre situation diplomatique plus difficile. On se demanda si l'Angleterre, voyant que nous construisions une flotte, ne tiendrait pas à étouffer le péril dans l'œuf par une guerre préventive. Nous avons, en effet, couru ce danger en 1904-1905 ; on savait alors que nous nous étions mis sérieusement à l'œuvre, mais que nous étions encore faibles. Le manque de préparation de la France et de l'armée anglaise empêcha seul le conflit de se produire à ce moment. C'était la zone dangereuse que, de l'avis de Bülow et de moi-même, nous avions à traverser ; mais, en 1914, nous l'avions à peu près franchie. Notre marine était devenue trop respectable pour que l'Angleterre éprouvât encore le désir de l'attaquer sans raisons impérieuses. Et ainsi, à mesure que la puissance navale de l'Allemagne s'affermissait davantage, les manières de boxeur qu'on avait prises de 1890 à 1900 firent place à des procédés plus prudents et plus calmes ; à cet égard, la flotte allemande s'affirma de plus en plus, à partir de 1912, comme un facteur de paix ; jamais un homme d'État anglais de bonne foi n'a eu le moindre doute sur la tendance foncièrement pacifique de notre politique et sur le caractère purement défensif de notre flotte.

Nos constructions navales n'ont pas empêché Chamberlain de rechercher notre alliance en 1901 ; à la vérité, il était à peu près seul de son avis au sein du Cabinet. En fait, la flotte n'eût

jamais été un obstacle à une alliance à laquelle l'Angleterre aurait sérieusement tenu. L'Allemagne d'après 1890, qui pourtant n'avait pas de flotte, a vainement cherché, — Caprivi me le disait en 1893, — à arriver à une alliance avec l'Angleterre.

L'Angleterre estimait inutile et inopportun de conclure avec d'autres puissances des traités formels d'alliance comme ceux que nous avons signés avec la Roumanie et l'Italie. Elle se contentait d'établir des relations générales de confiance avec celles des nations qu'elle pouvait utiliser pour ses fins, sans se lier pour cela les mains ; c'était plus commode au point de vue de la politique intérieure, et plus efficace pour la politique extérieure. C'est avant la réalisation de notre programme naval et dès le début de la jalousie commerciale que furent jetées contre l'Allemagne les bases d'une politique d'entente et d'encerclement.

Le rapprochement diplomatique de la France et de l'Angleterre commença en 1898-1899 par la convention relative à Fachoda, dont on a si mal saisi la portée en Allemagne ; dès le mois de janvier 1901, on penchait dans le cabinet britannique pour une union avec la France et la Russie au prix de sacrifices anglais au Maroc, en Perse et en Chine¹. Utilisant tous les moyens dont les hommes d'État allemands faisaient fi, l'Entente prépara depuis lors l'opinion de ses trois peuples, écartant toutes leurs causes de dissentiments réciproques, pour les amener à faire bloc contre l'Allemagne. Les raisons qui étaient apparues pour l'Angleterre, entre 1890 et 1900, de désirer l'anéantissement ou, tout au moins, l'arrêt de l'essor de l'Allemagne, n'avaient pas disparu, et on ne pouvait s'attendre à ce que notre plan naval modifiât la tendance fondamentale de la politique anglaise. C'était déjà beau que la flotte procurât à notre gouvernement, en dépit de l'encerclement, la possibilité de réserver sa place à l'Allemagne et que, par sa seule présence, elle fit de mieux en mieux comprendre aux Anglais qu'il y avait loin entre le désir de faire la guerre, et la résolution de la déclarer.

Dans l'automne de 1904, l'Angleterre prouva de façon saisissante, lors de sa volte-face si rapide dans l'incident de

1. O. HAMMANN. *Zur Vorgeschichte des Weltkrieges*, 1908, p. 124 ; — H. von ECKARDSTEIN. *Diplomatische Enthüllungen zum Ursprung des Weltkrieges*, 1918, p. 17.

Hull,¹ combien elle faisait passer sa haine traditionnelle de la Russie après sa germanophobie. Quand le Japon, en sa qualité de vassal britannique, eut abattu les Russes, l'Angleterre vit venir le moment où il lui suffirait de presser sur un bouton pour mettre la France et la Russie en branle contre l'Europe centrale. Mais cette politique offensive de grand style dirigée contre nous n'était pas nécessairement belliqueuse. A l'aléa d'une guerre, Édouard VII et son entourage auraient sans doute préféré une éviction pacifique de l'Allemagne. L'exécution de notre plan naval améliora pour nous d'année en année les conditions d'un accord avec l'Angleterre ; elle refoula les velléités guerrières anglaises et permit aux politiciens plus calmes de reprendre le dessus. Si, de 1900 à 1910, l'industrie allemande avait pu prendre un essor gigantesque sans avoir la force pour appui, c'est surtout parce que la France et la Russie n'étaient pas « prêtes » ; inversement, il apparut en 1914 que l'Angleterre était devenue celle des puissances de l'Entente qui hésitait le plus à faire la guerre. Privés de flotte, nous n'aurions plus pu poursuivre longtemps notre concurrence commerciale contre les trois puissances de l'Entente ; grâce à notre marine, au contraire, la tension de nos rapports avec l'Angleterre, bien qu'elle subsistât entière, n'était plus aussi inquiétante ; de l'avis unanime des initiés, elle l'était beaucoup moins à l'époque de l'ultimatum autrichien à la Serbie qu'au cours des années qui avaient précédé.

Mais, depuis 1903 au plus tard, le gouvernement anglais avait adopté pour principe de s'opposer désormais à tout affaiblissement militaire de la France par l'Allemagne, comme d'ailleurs à tout déplacement, par le fait d'une guerre, de l'équilibre européen au profit de la puissance continentale la plus forte, l'Allemagne. Ce fut l'heure la plus terrible pour nous que celle où la politique allemande, en juillet 1914, oublia ce fait essentiel et donna une confirmation terrible à cette phrase caustique d'un officier français à un médecin militaire allemand : « Vos armées sont terribles, mais votre diplomatie, c'est... un éclat de rire. »²

1. Voir plus haut, page 199.

2. En français dans le texte.

Au début de la politique d'encerclement, on ne prenait pas encore au sérieux en Angleterre le programme allemand de constructions navales. On y était persuadé qu'il n'était pas possible de créer une flotte de premier ordre avec les faibles crédits qui avaient été consentis. On tenait notre technique pour embryonnaire, notre esprit d'organisation pour défectueux, et on avait l'habitude de voir, en raison de nombreux précédents, les plans de flotte prussiens et allemands demeurer des chiffons de papier. C'est en 1904 seulement que l'on considéra notre programme naval d'un autre œil. Au cours de la « semaine de Kiel », on présenta à Édouard VII, bien contre mon gré, tous les vaisseaux que nous possédions, et l'Empereur célébra dans son toast « la puissance maritime restaurée du jeune Empire allemand ». La réponse du Roi Édouard fut froide, et, lorsqu'il passa en revue nos bâtiments, il échangea avec Selborne, premier lord de l'amirauté, des regards et des propos significatifs, qui m'impressionnèrent désagréablement. Il devenait inquiétant pour les Anglais de nous voir arriver à un pareil résultat avec des ressources aussi limitées et faire preuve d'un esprit d'organisation supérieur au leur. La patiente méthode de travail allemande « pierre par pierre » leur apparut, là encore, comme un danger.

La concentration d'escadres anglaises, qui suivit de près, et qui était dirigée contre nous, fut soulignée, en février 1905, par un discours de Lee, lord civil de l'amirauté : sans la moindre raison apparente, il déclara que la flotte britannique saurait, à l'occasion, frapper le premier coup, avant même qu'on ait eu le temps, de l'autre côté de la mer du Nord, de lire la déclaration de guerre dans les journaux. L'attitude de l'Angleterre en 1904-1905 prouva qu'elle était alors animée du vif désir de porter par la guerre un coup fatal à la situation de l'Allemagne dans le monde. Ses velléités guerrières du moment s'expliquent d'autant mieux qu'elles ne comportaient pas encore le moindre risque pour elle. L'amirauté espérait, en passant en 1905 à la construction des dreadnoughts, annihiler l'effet du programme

naval dont nous venions de commencer l'exécution : elle supposait que l'Allemagne ne pourrait pas faire franchir à des vaisseaux géants de ce type les écluses du canal de Kiel.

Cette succession de menaces politiques et navales, qui s'accompagnaient d'une violente campagne pour émouvoir l'opinion publique, provoqua, dans de nombreux milieux allemands, un étonnement légitime. D'une part, les mesures navales de l'Angleterre contenaient l'aveu implicite qu'on y prenait notre flotte au sérieux. Mais, d'autre part, on savait depuis près de dix ans que l'Angleterre aspirait à nous anéantir politiquement, et notre flotte était encore trop faible pour justifier une mesure comme la concentration d'escadres anglaises dans la mer du Nord. Il était manifeste qu'on voulait nous intimider et, si possible, étouffer dans l'œuf notre désir d'arriver à une politique mondiale indépendante.

Aussi reçus-je, en 1905-1906, des milieux les plus divers, des objurgations pressantes : on me demandait d'obtenir un renforcement considérable de notre force navale, afin que nous fusions mieux en mesure de parer à une menace de guerre de l'Angleterre et de donner ainsi une leçon aux Anglais. L'Empereur lui-même fut fortement impressionné par une campagne dans le même sens menée par la Ligue Navale, et il manifesta le désir de me voir proposer au Reichstag une réduction du temps de service de nos grandes unités navales. A la suite d'un malentendu parlementaire, notre loi sur la flotte avait fixé leur durée de service à 25 ans, dépassant ainsi la durée de service adoptée par les marines étrangères; d'où une infériorité notable pour nous.

Je me suis néanmoins refusé à déposer un projet de loi additionnel en ce sens, et j'ai même, au commencement de 1906, offert ma démission à ce propos. Le nouveau projet déposé par moi en 1906, et qui fut adopté sans difficulté par le Reichstag, ne comportait que les six grands croiseurs que le Reichstag avait refusés en 1900, mais dont j'avais annoncé aussitôt qu'ils feraient l'objet de ma part d'une demande complémentaire pour 1906 ¹. Je ne pouvais pas me dispenser, en outre, de deman-

1. Voir plus haut, page 139.

der au Reichstag le supplément de crédits nécessaire pour passer à la construction de dreadnoughts ; les Anglais nous y obligeaient, comme du reste ils y obligeaient toutes les marines du monde. Il fallait enfin obtenir des crédits pour l'élargissement du canal de Kiel, travail rendu nécessaire par la construction de vaisseaux de plus grandes dimensions.

La réserve que j'opposais à la pression exercée sur moi pour me faire demander davantage produisit une influence calmante à l'extérieur et affermit la confiance du Reichstag. Si ces demandes complémentaires avaient été présentées en 1904-1905, elles auraient très probablement, en raison des circonstances, provoqué un danger de guerre sans nous assurer aucun profit immédiat ; de plus, elles dépassaient les capacités d'absorption de la marine. Le but auquel il me fallait viser, pour des raisons d'organisation technique comme de politique budgétaire, c'était autant que possible de construire de façon continue. Le système le plus avantageux parut être de mettre trois grands vaisseaux en chantier par an. Ce rythme de construction n'était pas prévu par la loi sur la flotte. Nos efforts tendirent, en conséquence, à greffer sur la loi des projets additionnels établissant la continuité du « système par trois ». Le moyen le plus pratique pour y arriver fut d'abaisser, à dater de 1906, la limite d'âge de nos unités, suivant l'exemple des marines étrangères, c'est-à-dire d'activer la construction des vaisseaux de remplacement. Mais, même ainsi, on n'arrivait qu'approximativement aux séries de trois vaisseaux ; car, du fait de la loi sur la flotte sous sa forme première, les unités de remplacement se suivaient de si près pendant un certain nombre d'années qu'il fallait mettre en chantier tantôt quatre vaisseaux par an, tantôt deux. Cette irrégularité dans le chiffre des constructions était une des « verrues » du programme de construction établi par la loi ; mais il fallait en prendre son parti, étant donnés les avantages de ce programme ; jamais, en 1898-1900, le Reichstag n'aurait accordé une sanction légale aux séries de trois, tandis qu'il consacrait officiellement le principe de la constitution des escadres.

C'est à l'occasion du budget de 1908 que nous fûmes amenés

à réclamer l'abaissement de la limite d'âge des vaisseaux. Dès l'été de 1907, avant même que le ministère de la Marine eût définitivement arrêté le nouveau projet, c'était à qui, du centre ou des libéraux, rivaliserait d'ardeur en sa faveur ; aussi le vote en fut-il obtenu sans aucune difficulté. C'est la première fois que le parti libéral vota, non seulement pour des vaisseaux, mais pour un programme de construction.

Ce projet additionnel ne comportait pas l'augmentation du nombre des unités navales prévues par la loi sur la flotte, mais leur rajeunissement sensible, et, par suite, un accroissement de leur valeur combative. Il activait aussi la construction de dreadnoughts qui avaient ébranlé toute confiance dans les vaisseaux des anciens types.

A la suite du projet additionnel de 1908, le plan de construction était le suivant : pendant 4 ans — de 1908 à 1911 — on mettrait en chantier 4 vaisseaux par an ; les 6 années suivantes — 1912-1917 — la mise en chantier annuelle serait de 2 vaisseaux ; à partir de 1917, la « série de 3 » serait régulièrement établie. Pour limiter autant que possible la période des 2 unités annuelles, qui soulevait de grosses difficultés, aussi bien sous le rapport de la construction qu'au point de vue budgétaire, nous envisageâmes au ministère de la Marine, sans nous engager à rien d'abord, la possibilité d'interrompre en 1915 ou 1916 la série de 2 en intercalant une ou deux unités nouvelles pour lesquelles nous demanderions les crédits nécessaires. C'eût été là notre seule demande supplémentaire (qui n'était d'ailleurs encore nullement décidée) ; elle représentait un accroissement presque insignifiant de notre effectif de vaisseaux par rapport au projet primitif de 1900 ; comme je l'ai déjà dit, en effet, nous n'avions fait que reprendre en 1906 le projet de 1900 et nous n'avions pas accru le nombre des unités navales en 1908.

Ces considérations un peu techniques, que je n'ai pu, en raison de leurs répercussions sur la politique extérieure, épargner complètement au lecteur, peuvent se résumer brièvement comme suit :

1° Ni en 1906, ni en 1908, nous n'avons dépassé le plan de flotte primitif de 1900, connu du monde entier.

2° La durée de service des navires, telle qu'elle fut rétablie par nous en 1908, correspondait à la norme adoptée par toutes les marines.

3° Notre règle était la série de 3 unités par an ; si, en raison des navires hors d'âge que nous laissait la période de construction antérieure à la loi, nous avons construit temporairement, et pendant 4 ans, 4 navires par an, il y a eu compensation dans la période suivante, où nous n'avons guère construit, sinon régulièrement, du moins la plupart du temps, que 2 vaisseaux par an.

Malgré cela, le rajeunissement des vaisseaux, et plus encore, sans doute, le fait que nous pouvions à notre tour construire des dreadnoughts, faisaient prévoir un tel accroissement de la valeur de notre flotte que les autorités navales anglaises, l'amiral Fisher à leur tête, virent d'un mauvais œil notre projet additionnel. En dotant l'Allemagne d'une force navale, nous n'avions jamais compté recueillir les suffrages de l'Angleterre. Mais le mouvement de panique (*navy scare*) dont l'amiral Fisher fut le metteur en scène, nous sembla peu conforme à la courtoisie qui est de règle dans les relations internationales ; l'amirauté et plusieurs membres du Cabinet anglais n'hésitèrent pas, en effet, à exciter l'opinion anglaise en propageant des informations exagérées et même fausses au sujet de nos plans de constructions navales¹. Le hasard avait voulu que, précisément cette année-là, les Anglais ne missent eux aussi en chantier que quatre vaisseaux. Le gouvernement anglais tira argument du fait pour faire accepter par l'opinion la mise en chantier de quatre autres dreadnoughts, soit huit pour l'année 1909. On usait volontiers du stratagème suivant : on mettait en parallèle les deux marines, mais en passant sous silence qu'il s'agissait pour

1. Au printemps de 1909, on fit courir cette légende insensée d'après laquelle nous dépassions les crédits budgétaires et faisons des constructions en secret. Ces mensonges, qui témoignaient d'une ignorance absolue du fonctionnement de notre Constitution, ne cessèrent pendant des années, et malgré nos démentis répétés, d'être produits au Parlement par Asquith, Mac Kenna, premier lord de l'amirauté, et d'autres encore. Winston Churchill fit justice de cette méthode déloyale lorsque, dans le premier discours qu'il prononça en public en sa qualité de premier lord de l'amirauté (9 novembre 1911), il annonça que « c'était une joie pour lui de pouvoir attester que les déclarations du ministre allemand au sujet du plan de constructions navales correspondaient pleinement aux faits ».

la flotte anglaise d'un état actuel, celui de 1908, pour la flotte allemande, au contraire, alors en construction, d'un état dans lequel elle se trouverait au plus tôt en 1920. Le contribuable anglais ne pouvait évidemment se rendre compte, au même degré que l'amirauté britannique, de l'écrasante supériorité de fait de la flotte anglaise ; par une agitation officielle et une campagne de presse dont l'habileté égalait l'impudence, on l'entretenait dans l'inquiétude et on le disposait ainsi à consentir des sacrifices plus élevés. La crainte d'une invasion, une peur nerveuse des navires de guerre allemands, des zeppelins et des espions, commencèrent à hanter la haute société et le peuple anglais.

Le comte Wolff-Metternich, ambassadeur d'Allemagne à Londres, ne constatait pas sans une inquiétude croissante les progrès de la crainte qu'inspirait notre pays. Il avait jusqu'alors vu juste en pensant qu'il faudrait que les Anglais s'habituent à notre loi sur la flotte et qu'en fait ils en prendraient leur parti. L'événement a prouvé que la construction poursuivie par nous pendant 4 ans de 4 bâtiments par an n'a pas déterminé l'Angleterre à la guerre. De l'avis de nos diplomates, les Anglais avaient en fait, en 1914, habitué leur esprit à l'idée de notre programme naval, y compris les projets additionnels de 1908 et de 1912, et ils s'y étaient résignés. Les risques incalculables d'une guerre leur semblaient trop graves, et les gens bien informés de Londres savaient parfaitement que c'eût été pure folie de notre part, au point de vue tant politique que militaire et économique, d'attaquer l'Angleterre. L'amiral Fisher a déclaré ouvertement à notre attaché naval, au printemps de 1909, que « la panique à propos de la flotte » n'avait pas été autre chose qu'une des manœuvres classiques qui ont pour but de préparer le Parlement et l'opinion à l'acceptation de charges militaires plus lourdes. S'il en résultait un certain trouble dans les esprits anglais, et si la presse chauvine de Northcliffe gagnait en influence, il fallait nous y résigner comme à un mal nécessaire, mais sans portée décisive. L'agitation anti-allemande n'était pas plus un *casus belli* pour nous que nos constructions navales ne l'étaient pour le Cabinet anglais, et, si l'on se rappelle le *Germaniam esse delendam* des précédentes années, la cause de la paix marquait

déjà, à certains égards, un progrès du fait que le public anglais se pénétrait de l'idée que l'Allemagne n'était pas désarmée. Mais on espérait en même temps, en criant assez fort, nous amener à avoir peur de notre propre courage et nous indisposer contre notre flotte : c'était la meilleure preuve que nous avons choisi le bon chemin.

Que le comte Metternich, fortement influencé par ses relations anglaises, ait commencé en 1908 à perdre sa sûreté de jugement sur les causes réelles et profondes de l'animosité anglo-allemande, on le comprend, sans pour cela l'excuser complètement. On le comprend, puisqu'il entendait tous les Anglais faire chorus pour accuser la flotte allemande d'avoir troublé la bonne harmonie des relations. Il n'est pas entièrement excusable, parce que, d'une part, le comte Metternich devait connaître la genèse de la tension anglo-allemande, qui remontait au temps où nous étions sans flotte, et que, d'autre part, il pouvait et devait puiser dans l'examen, tant de la situation générale que des forces respectives des deux flottes, la conviction que la tendance de notre politique navale était purement défensive. Mais il est bien dans le caractère allemand de se laisser convaincre que l'adversaire a raison ; l'Allemand n'a pas son pareil pour épouser les arguments qui lui sont présentés par autrui, mais il a beaucoup de peine à en démêler la véritable inspiration.

Les rapports de notre ambassadeur à Londres déterminèrent le prince de Bülow à entreprendre avec moi, au cours de l'hiver 1908-1909, un examen approfondi de la situation. Au cours de ces entretiens avec le chancelier, j'ai, dès le mois de janvier 1909, été d'accord avec lui pour informer le gouvernement anglais que nous étions disposés à accepter la fixation, entre les forces navales des deux pays, d'une proportion telle qu'elle assurât pour toujours une certaine supériorité à la flotte anglaise. Je commençai par établir comme base de négociations une proportion de 3 à 4 ; dans la suite de la discussion, j'acceptai une proportion de 2 à 3 ; finalement, je m'arrêtai à une proportion de 10 à 16. Ce sont les chiffres qui ont été proposés en fin de compte par l'amirauté anglaise sous Winston Churchill, et que j'ai acceptés. Sans doute, Churchill se réservait des expédients

qui assureraient à la flotte anglaise une supériorité dépassant la proportion de 16 à 10 ; mais je ne m'y arrêtai pas, convaincu que l'exécution méthodique de notre programme naval suffirait à remplir les buts purement défensifs que nous n'avions cessé de nous assigner.

Cette fixation d'un rapport entre les forces navales respectives donnait à l'amirauté britannique la preuve tangible que notre volonté n'était nullement de créer une flotte d'attaque. D'après le témoignage de toutes les autorités en matière de guerre navale, la supériorité numérique qui, sur mer, toutes autres choses étant égales, donne à l'assaillant la probabilité du succès, se chiffre par environ 30 0/0. Nous concédions aux Anglais cette avance sur nous ; nous leur faisions même la part sensiblement plus belle. Nous ne pouvions vraiment donner un gage plus manifeste de notre manque d'intentions offensives.

Les Anglais auraient naturellement préféré, — c'était de toute évidence, — que nous eussions une flotte de plus de 50 0/0 inférieure à la leur. Car l'histoire des guerres navales ne présente-t-elle pas, par hasard peut-être, de nombreux cas où la victoire est allée au plus faible, favorisé par les circonstances et par la chance ? Puis, — et c'était là l'essentiel, — la flotte allemande constituait un facteur politique de première importance, car elle créait à l'Empire allemand des possibilités d'alliance ; sans doute, la diplomatie anglaise avait pris les devants sur les désirs d'alliance de l'Allemagne, mais la situation pouvait un jour se modifier. Nous ne pouvions donc compter sur un témoignage de satisfaction, de la part de l'Angleterre, que si nous renoncions d'une façon absolue à toute construction navale. Aussi les efforts inlassables de la diplomatie anglaise tendirent-ils, au cours de toute cette période, à nous faire prendre la flotte en aversion, à pratiquer, si possible, des brèches dans notre programme naval pour arriver à le faire tomber.

L'erreur foncière de Bethmann-Hollweg en matière navale fut de croire que quelques coups de crayon dans notre programme naval, que de menues complaisances, pour ainsi dire, de notre part vis-à-vis des Anglais dans le domaine de la marine, pour-

raient amener quelque changement dans les relations politiques des deux pays. Il importait peu aux Anglais que nous eussions quelques vaisseaux de plus ou de moins. Leur mauvais vouloir visait bien au-delà des discussions annuelles provoquées par le budget de la flotte, discussions qu'ils savaient d'ailleurs entretenir avec le plus grand art.

Bethmann-Hollweg paraissait d'accord avec moi pour penser que la loi sur la flotte, base de tout notre avenir politique, devait rester intangible. A mon tour, je partageais l'avis du chancelier sur la nécessité de faire tout notre possible pour amener une amélioration des rapports avec l'Angleterre. Dès les premiers jours de son entrée en fonctions, j'ai encouragé le chancelier à se montrer conciliant vis-à-vis des Anglais dans les questions de détail qu'ils soulèveraient. J'ai usé en ce sens de mon influence auprès de l'Empereur, et moi-même je n'ai rien négligé pour favoriser les négociations en cours depuis 1908 en vue de réaliser une entente navale.

Ces conversations, échangées d'abord entre négociateurs privés, et traînées en longueur, à différentes reprises, par les Anglais, me donnèrent à la longue l'impression toujours plus nette que le gouvernement anglais ne songeait pas sérieusement à un véritable accord naval. La seule chose qui lui importait, au contraire, c'était d'accréditer de plus en plus auprès de notre ministère des Affaires Étrangères la légende que la flotte allemande était la grande coupable et que, sans elle, les Allemands auraient le paradis sur terre. Il s'y employait avec une incontestable habileté, comme en pourront témoigner tous ceux qui savent quelles étaient alors les idées en cours au ministère des Affaires Étrangères et qui ont éprouvé à quel point le chancelier se méprenait sur la psychologie politique de l'Angleterre. L'idée que seule la détestable flotte allemande empêchait notre politique de marcher la main dans la main avec l'Angleterre avait un de ses plus énergiques défenseurs en von Kühlmann, conseiller d'ambassade à Londres.

La preuve que le gouvernement anglais n'envisageait pas sérieusement un accord naval bilatéral, c'est d'abord que l'adhésion donnée par nous à ses demandes particulières n'eut pas de

répercussion sensible sur nos rapports¹; mais elle résulte surtout du fait que les Anglais — malgré la suggestion faite par Lloyd George dès 1908 — n'ont accepté qu'en 1913 ce qui était à la base même d'un accord de ce genre, à savoir la limitation réciproque de la flotte suivant la norme indiquée plus haut. Malgré tout, on avait unanimement le sentiment qu'il n'y avait pas à craindre une guerre avec l'Angleterre du fait de nos constructions navales, et que, d'année en année, le danger de guerre devenait plus invraisemblable; il disparaissait dans la mesure même où croissait le respect inspiré par la flotte allemande et où, par suite, la guerre devenait, aux yeux des jingos anglais, une moins bonne affaire. On entendait de moins en moins des déclarations impudentes du genre de celles de la *Saturday Review* et de Lee, lord civil de l'amirauté. Le désir s'accrut à Londres, notamment à partir de 1912, de voir les relations anglo-allemandes traitées davantage comme des questions d'affaires; l'accord colonial de 1914, auquel il ne manquait plus que la signature, en est une preuve entre tant d'autres. Ses promoteurs allemands tout au moins l'ont pris tout à fait au sérieux.

3

La seule crise véritable qui se soit produite dans les rapports anglo-allemands entre 1904 et 1914 éclata dans l'été de 1911 par suite de la façon dont le gouvernement impérial tenta de régler le conflit pendant entre la France et l'Allemagne au sujet du Maroc. Le secrétaire d'État aux Affaires Étrangères, von Kiderlen-Wächter, qui, comme tant de diplomates, ne comprenait pas l'Angleterre, nous a porté préjudice, non point sans doute par excès d'obédience vis-à-vis de l'étranger, mais par sa manière négligente de traiter les affaires. Sur son initiative, le chancelier envoya, le 1^{er} juillet 1911, la canonnière *Panther* dans le port marocain d'Agadir; le gouvernement anglais demanda quel

1. Il convient de retenir, par exemple, la proposition anglaise de faire contrôler les constructions navales des deux puissances par les attachés navals. J'ai arraché à l'Empereur en 1909 son consentement à cette mesure; je ne voulais pas, aussi bien dans cette question que dans toutes les questions alors pendantes, qu'on pût nous reprocher notre mauvais vouloir.

était l'objet de cette démonstration. Pendant des semaines, Kiderlen le laissa sans réponse et dans l'incertitude. Le résultat fut que, le 21 juillet, Lloyd George donna lecture d'un discours dont les termes avaient été concertés en conseil de Cabinet et dans lequel il avertissait l'Allemagne que, en cas de provocation, elle trouverait la Grande-Bretagne aux côtés de la France.

J'avais eu connaissance de l'envoi du *Panther* par une voie non officielle au moment de partir pour ma villégiature d'été. Il y avait déjà l'indice d'une certaine désorganisation gouvernementale dans le fait que le secrétaire d'État à la Marine n'avait pas été entendu avant une démonstration navale d'une si grande portée politique ; mais je me rendis compte de la faute que constituait pareille démonstration dans l'Atlantique dès l'instant où je sus que nous n'en avions pas au préalable informé l'Angleterre. Si Kiderlen croyait qu'un geste militaire était indispensable, il devait le faire sur le continent, et exclusivement contre la France. Il est vrai qu'en principe je n'aurais pas été partisan d'un geste de ce genre. Il est facile d'attacher un petit drapeau au haut d'une perche ; mais il en coûte souvent pour le redescendre avec honneur. Nous ne voulions pas la guerre. Mais le gouvernement commit l'erreur de calcul la plus grossière en faisant mystère de ses intentions dans les premières semaines de juillet. Kiderlen a affirmé par la suite que le chancelier n'avait jamais songé à exiger une cession de territoire marocain. Mais, après le discours menaçant de Lloyd George, tout portait à croire qu'il n'avait reculé que devant l'épée levée de l'Angleterre. Ce fut un coup porté à notre prestige dans le monde et l'opinion publique allemande resta sous l'impression d'un échec. « *England stopped Germany* », telle fut la formule de la presse mondiale.

Depuis le temps où Bismarck avait pris la direction de notre politique, c'était notre première grave défaite diplomatique ; elle nous frappait d'autant plus durement que notre situation dans le monde ne reposait pas tant sur notre force que sur notre prestige. Ce prestige s'était encore affirmé efficace lors de la retraite de Delcassé (1905) ; mais maintenant nous éprouvions à quel point il était déjà ébranlé. Si nous nous contentions d'em-

pocher le soufflet, nous donnions un nouvel aliment à l'ardeur belliqueuse de la France, nous favorisions d'une façon inquiétante son « esprit nouveau », et nous nous exposions, à la plus prochaine occasion, à une humiliation encore plus profonde. Ce fut donc une erreur de dissimuler, comme le voulut notre gouvernement, l'échec que nous avons subi ; mieux valait l'avouer franchement et en tirer nos conclusions. Quand un État est convaincu que le bien-être de ses nationaux ne repose pas sur des faux-fuyants, mais bien sur la force et le prestige, il n'a, en pareille circonstance, qu'une façon de relever son autorité s'il veut éviter la guerre : montrer qu'il n'a pas peur, et, en même temps, comme la possibilité d'un événement grave est devenue plus proche, renforcer les moyens qui le sauveront de la défaite. Il nous fallait agir comme Bismarck l'aurait fait en pareil cas, c'est-à-dire déposer dans le calme et sans aucune mise en scène provocatrice un nouveau projet de loi destiné à assurer notre défense.

C'est dans cet état d'esprit que je rentrai à Berlin au cours de l'automne ; je représentai au chancelier que nous avions subi un échec diplomatique et qu'il était nécessaire de le réparer par un projet additionnel sur la flotte. Le chancelier contesta l'échec ; le mot même le blessa vivement, ainsi qu'il le dit au chef du Cabinet naval ; il redoutait, en outre, qu'un nouveau projet de loi nous entraînant dans une guerre avec l'Angleterre.

Le projet auquel je songeais ne visait pas en réalité à accroître notre flotte, mais à intensifier notre préparation en vue de la guerre. Un des points faibles de notre organisation navale était l'incorporation des recrues en automne ; en raison de la courte durée du service, elle paralysait pour quelques mois la force combative de notre flotte. Nous pensâmes que le moyen d'augmenter notre préparation sans accroître sensiblement le nombre de nos vaisseaux, était de faire passer à la flotte active de combat une escadre de réserve, de façon à avoir constamment en service trois escadres au lieu de deux.

Grâce à la possibilité que nous avons ainsi de garder sur un même vaisseau, pendant toute la durée du service, la totalité de l'équipage, nous simplifiions en même temps l'instruction

à bord, qui demandait un effort tout à fait considérable. Nous donnions aussi au corps des officiers des loisirs pour les tâches d'ordre plus élevé, qu'ils avaient dû jusqu'alors négliger, et notamment pour la navigation en haute mer. Il était particulièrement indispensable de ménager davantage notre personnel, qui s'usait avant l'âge dans un service étroitement confiné, et de laisser en pleine possession de tous leurs moyens les hommes qui aspiraient aux grades supérieurs. Cette nouvelle organisation exigeait en tout, pour une période de vingt années, un surplus de trois grands vaisseaux et permettait, avec une dépense infime, de réaliser un progrès dans la qualité de notre marine.

Pour peu qu'on connût la politique anglaise, on devait estimer que, si l'Angleterre n'était pas décidée à faire la guerre, ce n'était pas une augmentation de trois vaisseaux en vingt ans qui pouvait l'y pousser. Il va de soi que le comte Metternich, notre ambassadeur, ne voyait là aucun danger de guerre.

Depuis 1909 jusque vers la fin de la guerre, notre politique étrangère a eu pour caractéristique un manque absolu du don d'apprécier sainement les choses. La bureaucratie impériale se mit à combattre cette réforme navale par crainte que l'Angleterre n'y vît une provocation. Nous ne pouvions mieux faire le jeu des Anglais.

Les négociations au sujet d'Agadir et du Congo étaient présentées par nos Affaires Étrangères comme un succès diplomatique : la retraite de von Lindequist, secrétaire d'État aux Colonies, d'autres faits encore, ne protestaient-ils cependant pas contre une pareille façon d'obscurcir l'esprit critique de la nation ? Désireux de ne pas compliquer les négociations du gouvernement, je consentis à remettre le dépôt de mon projet de réforme navale jusqu'au règlement de l'affaire marocaine. L'Empereur qui, à mon insu, s'était prononcé publiquement en faveur d'un accroissement de la flotte, se déclara partisan de l'ajournement à la suite d'un rapport que le chancelier lui fit au début d'octobre. Si l'on voulait produire un effet politique par un projet de loi naval, il eût fallu le déposer au commencement de la session d'automne ; on aurait ainsi pu empêcher le débat sur le

Maroc qui eut lieu en novembre, et continua à ébranler notre prestige. Il eût encore mieux valu que ce débat n'eût pas eu lieu ; mais, étant donné la tournure qu'il avait prise, tout nouvel attermoisement était, à mon avis, impossible, aussi bien au point de vue de la politique intérieure qu'au point de vue de la politique extérieure. Il nous fallait maintenant faire connaître nos intentions ; nous le pouvions d'autant mieux qu'après le règlement des négociations marocaines l'Angleterre ne pouvait pas faire du nouveau projet un *casus belli* ¹.

Le 14 novembre, l'Empereur chargea donc le chancelier d'incorporer le projet dans le budget de 1912. Le 16, Bethmann me déclara qu'il était tout disposé à le faire. Il se réservait néanmoins une échappatoire. Il poussa le ministre de la Guerre à déposer un projet de loi sur l'armée ; l'idée était excellente en soi, mais avait en même temps pour objet de rejeter le projet naval à l'arrière-plan. Il prétextait, de plus, les élections prochaines du Reichstag pour publier le budget de 1912 sans le projet naval. Cela équivalait, pour les Allemands, à l'abandon du projet, et, après tout ce qui s'était passé, cela ne pouvait manquer de porter une profonde atteinte à notre prestige à l'étranger. Dans un mémoire que Kühlmann envoya de Londres, au début de janvier, ce diplomate de malheur déclara que l'accord colonial en vue duquel il négociait avec l'Angleterre ne

¹ 1. En tant que secrétaire d'État, je pouvais accepter que le dépôt du nouveau projet fût différé d'un an. Ce projet n'avait pas seulement l'avantage d'améliorer l'état de préparation de la marine et d'assurer plus de liberté aux instructeurs ; il en avait encore un troisième dont je veux dire quelques mots : il rompait les séries de construction par deux. Si, comme cela avait été fixé en 1908, on avait construit deux bâtiments par an pendant 6 ans, on se serait trouvé tout d'un coup en 1918 en présence d'une demande de crédits supplémentaires de 60 millions, le système de constructions par 3 unités reprenant alors. Par suite de l'obligation que nous avait imposée le secrétaire d'État aux Finances de couvrir les dépenses supplémentaires par des impôts, nous aurions été dans la situation la plus critique en raison de la mauvaise situation fiscale de l'Empire. Aussi l'alternance des séries par 3 avec les séries par 2 nous fut-elle très précieuse dans la période de 1912 à 1917. Voir plus haut, page 217. — Mais le nouveau projet ne m'était pas nécessaire pour l'année budgétaire 1912. Je formulai un autre vœu en 1911 : c'est qu'on donnât la priorité à la construction des bâtiments de remplacement des grands croiseurs ; nos chances eussent été accrues, car les Anglais avaient une infériorité marquée dans ce type de vaisseaux. Je me heurtai à la résistance de Bethmann, et je cédai, afin de pouvoir réaliser au moins ma réforme dans la préparation à la guerre. Voir plus bas, page 228. — En m'arrachant avant l'arrivée de Haldane cette concession qui diminuait nos moyens d'une façon regrettable, et en n'en faisant pas état dans les négociations avec Haldane, le chancelier se priva délibérément d'un avantage qui eût été précieux pour ses négociations. Voir page 231.

pourrait être conclu que si le projet naval n'était pas déposé. Il se trompait en cela aussi lourdement qu'il se trompa plus tard, en 1916, lorsque, par sa fausse annonce d'une déclaration de guerre à laquelle il fallait s'attendre de la part de la Hollande, il influença les décisions du gouvernement dans la question des sous-marins.

En janvier, le chancelier proposa à l'Empereur, sans avoir pris langue avec moi, de présenter le projet naval, non pas sous forme de loi, mais sous forme de crédits annuels. L'Empereur refusa son adhésion à ce nouvel étranglement du projet ; le chancelier se rabattit alors sur les conditions suivantes : la troisième escadre ne devait être formée que graduellement ; de plus, et jusqu'en 1917, on ne construirait un troisième vaisseau que tous les deux ans.

A force de me débattre au milieu de tant de surprises, qu's'accompagnaient encore des subtilités de politique financière du secrétaire d'État au Trésor, Wermuth, j'étais dans une situation telle que je souscrivis aux exigences du chancelier, mais à condition qu'on n'allât pas plus loin en matière de concessions. Le chancelier ne voulut me donner aucune assurance de ce genre. Le 13 janvier 1912, je priai alors l'Empereur de prendre une décision qui mettrait fin à ces tiraillements : ils exerçaient, lui dis-je, la plus fâcheuse action, tant à l'intérieur qu'au dehors, et, avec la meilleure volonté du monde, on ne pouvait les tenir secrets. L'Empereur insista auprès du chancelier et lui demanda de prendre nettement position en faveur du projet ; de nouveau, Bethmann s'abstint de toute résolution ferme et chercha à temporiser. Le 25 janvier, on fixa la teneur du projet naval, et, le 7 février, l'Empereur en fit mention dans son discours du trône. Le jour suivant, le ministre de la Guerre anglais Haldane arrivait à Berlin sur l'invitation du gouvernement impérial. Nous allions entrer dans une nouvelle phase de l'assaut qui avait été mené à l'intérieur contre l'amélioration, cependant indispensable, de notre armement naval : un ministre étranger venait à la rescousse.

J'ignore à la suite de quelles considérations préliminaires on avait convié un homme d'État anglais à venir négocier directement à Berlin.

Le chancelier m'ayant laissé dans l'ignorance de ses buts et de ses espérances, je ne fus à même de me rendre compte des dispositions d'esprit du Cabinet anglais que par la tournure des conversations avec Haldane, et surtout par l'épilogue qu'elles eurent à Londres. Au silence négligent de Kiderlen avait succédé la brutale riposte de Lloyd George, en face de laquelle, à mon avis, nous manquâmes de tenue. Dans l'état où en étaient les choses, notre déférence ne pouvait que donner à l'Angleterre l'impression qu'on aurait facilement raison de nous. Du moment que nous invitations maintenant les Anglais à Berlin, c'est assurément que nous étions prêts à un sacrifice pour ne pas nous exposer au ridicule d'une seconde et inutile invitation. La réputation que Bethmann éprouvait à soutenir le projet naval devant le Reichstag était pour les Anglais une indication : c'est par là qu'on pourrait nous intimider, nous dérouter peut-être dans toutes nos constructions navales, et accentuer les dissentiments au sein du gouvernement. Les Anglais acceptèrent donc l'invitation comme une aubaine inespérée. Ils envoyèrent à Berlin le ministre de la Guerre Haldane, l'homme de confiance de Sir E. Grey. Il passait pour avoir aussi la confiance des Allemands en raison de l'activité qu'il avait déployée au service des renseignements de l'État-Major prussien en 1906. Il reçut pour mission de nous indisposer contre le projet naval et, dans toute la mesure du possible, contre tous nos plans de constructions navales. Comme on avait compris qu'il serait facile de trouver dans le chancelier un allié contre la flotte allemande, et comme, au reste, Haldane ne venait pas en solliciteur, mais en invité, le Cabinet britannique put se dispenser de le charger d'offres sérieuses. Néanmoins, Haldane apportait un pseudo-présent dont il sera question plus loin.

Sans doute, le projet de loi naval était déjà très discrédité

du fait qu'on savait à l'étranger combien le chancelier lui était hostile. Malgré tout, et même si les Anglais n'étaient guère disposés à traiter avec nous en égaux, des négociateurs habiles auraient encore pu s'en servir comme d'un moyen propre à amener un accord sur la base de concessions mutuelles.

Le 4 février, l'Empereur avait fait savoir au Foreign Office, par une voie privée, que l'Allemagne était prête à faire des concessions sur le nouveau projet naval si l'Angleterre lui donnait en même temps des garanties suffisantes sur les dispositions amicales de sa politique : les deux puissances s'entendraient pour rester étrangères à toute combinaison ou complication de nature à entraîner une guerre contre l'une ou l'autre d'entre elles. Un compromis de ce genre rendrait possible du même coup un accord au sujet des armements.

Pour les négociations avec Haldane, l'Empereur lui-même posa les principes suivants :

1° On commencera par maintenir le nouveau projet naval.
2° L'Angleterre devra s'expliquer nettement sur le programme qu'elle compte suivre :

- a) en cas d'adoption de ce nouveau projet ;
- b) en cas de maintien du programme naval ancien.

3° On examinera les possibilités d'un traité d'alliance ou d'un traité de neutralité anglo-allemand à la suite duquel l'exécution du nouveau projet naval pourrait être ralentie.

4° On demandera que l'Angleterre renonce à sa formule de deux navires contre un, et se rallie à une proportion acceptable pour nous ¹.

Le chancelier fut chargé de savoir si Haldane avait reçu de son gouvernement des pouvoirs pour entamer les négociations préliminaires ou s'il venait sonder le terrain à titre privé. Suivant le cas, le chancelier parlerait au nom de l'Empereur ou seulement en son nom propre. L'Empereur insista, en outre, pour que nous ne sacrifions pas nos atouts trop tôt ; en particulier, il fallait souligner le droit qu'à chaque État de fixer lui-même les forces nécessaires à sa défense ; l'additif à la loi sur la

1. Cf. plus haut, page 220.

flotte serait maintenu intégralement aussi longtemps que l'Angleterre ne l'aurait pas rendu inutile par des actes. C'est précisément si nous étions en nous-mêmes décidés à faire des concessions qu'il fallait, à mon avis, adopter une attitude réservée, la seule qui nous permit d'obtenir quelque chose. Cette tactique s'imposait d'autant plus que Haldane, juriste de grande valeur et d'une habileté consommée, appartenait à cette catégorie d'hommes d'État anglais qui étaient persuadés que des entretiens avec nos hommes politiques n'étaient qu'un jeu pour eux.

Sur la conversation d'une heure et demie que Bethmann eut avec Haldane dans l'après-midi du 8 février, nous possédons des rapports qui émanent de l'entourage de l'homme d'État anglais¹. S'ils sont exacts, le chancelier donna au ministre britannique l'assurance que ses efforts ne cesseraient de tendre à un rapprochement avec l'Angleterre ; entrant dans les vues de Haldane, il se montra disposé, sans engager toutefois le gouvernement allemand, à répartir sur une longue série d'années les constructions prévues par le nouveau projet. Il proposa, de son côté, la formule de neutralité. Haldane se déroba ; il plaça au premier plan le « loyalisme absolu à l'égard des accords conclus avec la France et la Russie » et, d'après son rapport, il aurait appelé avec force l'attention du chancelier sur les devoirs militaires de l'Angleterre vis-à-vis de la France, de la Belgique, etc. ; il l'aurait mis, en outre, vivement en garde contre le projet naval allemand, dont l'exécution obligerait l'Angleterre à y répondre par le système de « deux mises en chantier pour une ». Il n'aborda pas l'examen de la formule de neutralité et laissa tout au plus entrevoir, ce qui ne l'engageait à rien, que l'Angleterre « n'attaquerait pas sans provocation » (1) Il s'en tenait donc, envers nous, à la politique traditionnelle de l'Angleterre.

Le chancelier commit la faute, dans ce premier entretien, de soumettre à son interlocuteur le projet additionnel amputé de ce qu'il désirait lui-même en retirer. S'il avait pris pour base des négociations le projet initial, il aurait eu un jeu plus facile

1. *The Vindication of Great Britain* (Londres, 1916) et *The Manchester Guardian* du 1^{er} septembre 1917. Tandis que je corrige ces épreuves, on me communique une troisième version, reproduite en allemand d'après le *Daily Chronicle* (1918).

pour faire, le cas échéant, certaines concessions. Il crut habile, au contraire, afin de mettre en relief son amour personnel de la paix, de se désolidariser quelque peu, dans sa conversation avec l'Anglais, d'avec les représentants qualifiés de la marine allemande, les « gens de la flotte ». Haldane fut enchanté de ces déclarations ; elles lui permettaient d'exagérer les dissensions qui, de l'aveu même du chancelier, existaient au sein du gouvernement allemand et d'inventer un « parti de la guerre » que le chancelier avait le devoir de combattre.

Le 9 février, Haldane fut reçu par l'Empereur. Celui-ci avait exprimé son désir de prendre part à l'entretien qui devait primitivement avoir lieu entre Haldane et moi. L'audience fut précédée d'un déjeuner auquel assistait également le chancelier. On ne fit pas de politique pendant le repas ; il régnait cependant une assez grande gêne parmi les convives. A mon arrivée, le chancelier m'avait prié de ne pas faire allusion le premier à la proportion de 2 à 3 pour les vaisseaux. Pourquoi exprimait-il ce désir ? Je l'ignore. Peut-être trouvait-il cette proportion trop désavantageuse encore pour l'Angleterre ? D'ailleurs le chancelier ne m'avait ni tenu au courant de l'état des négociations, ni fait connaître surtout la formule de neutralité. Pendant l'entretien, auquel Bethmann n'assista pas, je ne jouai guère par moments que le rôle de témoin, l'Empereur dirigeant lui-même la conversation.

En abordant la discussion, Haldane déclara qu'il parlait au nom du cabinet britannique et avec l'assentiment du Roi. Mais, à la fin de la réunion, il se démentit, et souligna que la conversation avait le caractère d'une enquête purement privée ¹. Haldane commença par faire miroiter à nos yeux un grand empire colonial en Afrique. Alors que, en janvier encore, l'Empereur avait accueilli des offres coloniales avec une grande méfiance, qui n'était d'ailleurs pas injustifiée, entre temps on avait réussi à stimuler son ambition en lui présentant le tableau d'énormes

1. Le rapport du *Manchester Guardian* en date du 1^{er} septembre 1917 mentionne que Haldane avait reçu, avant de partir, « des instructions complètes du cabinet » : il n'avait pas à négocier un traité, mais il lui était loisible de nous parler et de nous « rouler » comme il le voudrait ; il devait rendre compte au cabinet de la tournure des négociations.

acquisitions territoriales ; il ne se rendit pas suffisamment compte des obstacles, et ne résista pas assez à la tentation.

Ces offres exagérées de possessions coloniales qui n'appartenaient même pas aux Anglais, et dont ils n'avaient pas le droit de disposer, avaient uniquement pour but d'exploiter le tempérament bien connu de l'Empereur. Elles produisirent sur moi une impression pénible, car le moyen était trop grossier, l'intention trop évidente. Une fois déjà, après 1898, l'Angleterre avait essayé de nous allécher par l'offre de colonies portugaises ; au même moment, elle encourageait le Portugal à ne pas les vendre. Dans le soi-disant marché qu'on nous proposait maintenant, il s'agissait non plus seulement de colonies portugaises, mais de domaines français et belges. C'était le moyen pour l'Angleterre, non seulement de nous tenir en laisse, mais encore de montrer aux Français et aux Belges de quel esprit de convoitise nous étions animés et de les mettre davantage sous la dépendance anglaise¹. J'admirai Haldane quand, au moment où il brossait ce tableau d'avenir, il ne revendiquait modestement pour l'Angleterre « que » la voie ferrée du Cap au Caire. C'était tout simplement l'Afrique aux Anglais ! Malheur à l'Allemagne si les Anglais arrivaient à ajouter à leur habileté comme négociateurs une puissance définitivement supérieure à la nôtre ! Haldane me rappelle le mot de l'Américain qui disait à un amiral allemand : « Si je compare les hommes d'État dirigeants d'Allemagne et d'Angleterre, que je connais bien, et que je me les représente assis autour d'un même tapis vert, je serais bien étonné qu'à

1. Voir au sujet du Portugal la déclaration du président du Conseil des Ministres en date du 15 mars 1912. L'Entente se préoccupait beaucoup plus de semer la méfiance contre nous, chez les Belges par exemple, que de donner satisfaction aux aspirations coloniales de l'Allemagne : c'est ce que prouva l'ambassadeur de France à Berlin en avril 1914. Dans son désir d'arriver à un accord avec les puissances occidentales, avec l'Angleterre en particulier, le gouvernement impérial avait longtemps hésité entre l'abandon de la flotte allemande et la réalisation de plans coloniaux. Dans l'étonnante conversation qu'il eut à ce moment avec le représentant de la France, Jagow exprima comme une opinion personnelle l'avis que l'Allemagne, la France et l'Angleterre devraient assurer en commun le développement économique du Congo belge. Cambon n'eut rien de plus pressé que de rejeter bruyamment cette suggestion et d'exploiter la naïveté de Jagow pour exciter la Belgique contre l'Allemagne. Il se souvenait peut-être à cette occasion de la façon magistrale dont Bismarck avait exploité les maladresses, d'une portée autrement grande, de Benedetti au sujet de la Belgique.

la fin de leurs délibérations les Allemands gardent encore Potsdam.»

Je commençai, de mon côté, par dire que je saluerais avec joie un accord. Haldane ayant déclaré, dans la suite de la conversation, que le système de « deux contre un » était de tradition en Grande-Bretagne, je proposai de réaliser une entente sur la base d'une proportion de 2 bâtiments pour 3 ; j'offrais donc ce qu'avait déjà proposé Lloyd George et ce que proposa, plus tard, Winston Churchill. Haldane rejeta poliment cette proposition : il fallait que l'Angleterre fût à même de faire face avec sa flotte à toutes les combinaisons de forces possibles. Je répliquai qu'au même titre alors notre armée devait être en mesure de tenir tête à toutes forces liguées contre elle et que cependant ses effectifs atteignaient en réalité à peine ceux de chacun de nos deux voisins. Haldane me répondit que les deux questions n'avaient rien de commun. Des concessions navales de notre part n'étaient pas, disait-il, une nécessité qu'il voulait nous imposer ; mais, à son avis, l'esprit de tout l'accord se ressentirait fâcheusement de notre projet additionnel. Il insinua d'abord qu'on pourrait ralentir quelque peu la construction des trois vaisseaux : ne consentirions-nous pas à l'espace sur douze ans ? Je tentai de lui faire saisir les difficultés qui résulteraient pour nous de modifications nouvelles apportées au projet, étant donné que, par suite des dispositions conciliantes que témoignait l'Angleterre, nous venions déjà de réduire sensiblement notre programme. Il me semblait absolument logique de ne faire, au cours des négociations, que les concessions strictement indispensables, car nous avions toujours le temps d'aller plus loin. J'indiquai aussi que Haldane ne pouvait manquer de tenir compte du fait que Sa Majesté était liée par le discours du trône. Il en convint et fut d'avis que, en raison de notre régime de conscription, il nous était nécessaire d'avoir une troisième escadre active. Nos revendications concernant la mise en état d'armement et le personnel de la flotte importaient peu à l'Angleterre. Il demandait seulement que nous donnions pour la forme — la somme elle-même des crédits était accessoire ¹, — un gage

1. L'amendement n'entraînait qu'un supplément de dépenses de 9 millions de marks par an !

de notre bonne volonté. Devais-je me contenter de lui faire entrevoir que, au cas où un accord politique serait réalisé, nous montrerions conciliants sur les questions navales ? ou valait-il mieux fixer dès cet entretien la mesure de nos concessions ? Je m'arrêtai à la seconde solution, Haldane lui-même ayant proposé que, pour « mettre de l'huile dans les rouages », nous ralentissions la construction de nouveaux vaisseaux ou supprimions tout au moins le premier des trois. Il prit alors l'initiative d'une proposition écrite qui correspondait précisément à une des concessions que, par devers moi, j'avais déjà envisagée comme possible. Je sacrifiai donc le bâtiment.

J'aurais volontiers sacrifié tout le projet de loi pour un accord de neutralité vraiment sérieux ; je l'avais déjà fait savoir à l'Empereur. J'étais pleinement conscient, au cours de ces années, des lourdes responsabilités que j'assumais, et, n'ayant jamais considéré notre préparation navale comme une fin en soi, j'entrevois toujours la possibilité de donner des compensations si on nous accordait l'égalité véritable dans la politique mondiale et la liberté des mers. L'acceptation par Churchill de la proportion de 10 pour 16 montra, deux ans plus tard, que le but pacifique de nos constructions navales était déjà bien plus près d'être atteint. Mais, au commencement de 1912, alors que notre flotte était plus faible que deux ans plus tard, je ne pouvais savoir exactement quelles étaient les chances d'un accord politique. Le chancelier ne m'avait jamais dit clairement : « Voilà exactement le but concret que nous voulons atteindre ». Quand on collaborait avec lui, on tâtonnait toujours plus ou moins dans l'obscurité ; c'est ainsi que, contrairement à mes propres principes en matière de négociations, j'ai renoncé au troisième vaisseau sans rien exiger en échange, uniquement pour ne pas compromettre le succès possible des pourparlers.

Le chancelier ayant déjà fait bon marché du projet sous sa forme primitive, je ne disposais plus de matière à compensation pour les petits cadeaux qu'on nous faisait en nous berçant du refrain d'un avenir colonial. Par principe, je ne pouvais plus sacrifier des valeurs militaires qu'en échange de gages réels et, en un certain sens, définitifs, soit navals (la proportion de 2

pour 3), soit politiques (accord sur la neutralité). Le retrait du projet sans compensations effectives, c'était la reculade d'une seule des parties contractantes. Or, c'est ce qu'il nous fallait éviter par-dessus tout si nous ne voulions pas revenir à l'ère des menaces anglaises que nous avons connue en 1896 ou en 1904-1905, et nous voir pris sous la pression d'une vis sans fin. C'est surtout vis-à-vis des Anglais qu'il nous fallait traiter sur un pied d'égalité, si nous voulions, malgré les fautes commises en juillet 1911, consolider progressivement nos rapports mutuels.

Aussi me demandais-je si, en fait, je n'étais pas déjà allé trop loin en sacrifiant encore, pour témoigner de notre esprit de conciliation, une partie du projet additionnel déjà bien atténué. Mes doutes furent bientôt levés, et je vis clairement quels étaient les véritables buts anglais. Après avoir empêché cette concession sans rien offrir en échange et déclaré qu'elle lui donnait satisfaction, Haldane alla, en effet, plus loin et finit par demander, avec beaucoup de précautions, s'il était indispensable que la loi sur la flotte elle-même fût appliquée. L'Empereur intervint à ce moment, et Haldane retira son ballon d'essai. Malgré tout, je gardai la conviction que les Anglais désiraient en vérité s'en prendre, non pas à la bagatelle des trois vaisseaux prévus par le projet additionnel, mais à notre programme naval même. Haldane convint d'ailleurs, au cours de la conversation, qu'un accroissement de trois unités n'avait aucune importance matérielle.

Lorsque nous eûmes en apparence réalisé un complet accord par des concessions dont nous portions toute la charge, Haldane déclara, comme on l'a dit plus haut, que tous ces échanges de vues n'avaient qu'un caractère d'information personnelle. Bien que les négociations ultérieures menées à Londres aient été rompues, j'ai continué à renoncer à notre troisième vaisseau, pour ne laisser aucun doute sur la pureté de nos intentions.

En raison de la présence de l'Empereur, il était difficile de traiter la question comme l'auraient fait des gens d'affaires. Lorsque la conversation en vint au point essentiel pour nous, à savoir à la convention politique, Haldane se déroba, alléguant

que les relations de l'Angleterre avec la France ne lui permettaient pas d'accepter une clause de neutralité.

Quand nous quittâmes le château, Haldane exprima sa satisfaction. Mes conclusions étaient les suivantes :

1° En fait, notre projet additionnel était accessoire pour les Anglais ; leur but véritable était de paralyser le développement de notre flotte.

2° Pour cette raison, on ne voulait pas, du côté anglais, d'une convention qui aurait eu le sens d'un accord honnête sur la base de la proportion suggérée en 1908 par Lloyd George. Au contraire, on tenait absolument à nous faire admettre l'étalon des « deux mises en chantier pour une », ce qui, à la longue, aurait équivalu à l'abandon de notre programme naval. Si nous acceptions ce système, il suffisait que l'Angleterre se contentât de construire pendant quelques années de suite quatre ou même trois vaisseaux pour réduire contractuellement nos propres constructions à deux vaisseaux ou à un vaisseau et demi par an. C'en était fait alors de notre programme naval ; indépendamment de cela, le système précité réduisait à néant le but même de notre flotte, qui était de créer un risque pour l'adversaire possible ; elle perdait toute raison d'être, et l'Allemagne sacrifiait la force qui lui permettait de conclure des alliances d'une portée mondiale. On croyait pouvoir exiger de nous un recul de cette importance justement parce que nous semblions tenir à tout prix à une « entente ».

3° La formule de neutralité de Bethmann n'était pas prise en considération.

4° Notre soumission navale ne devait être récompensée que par des offres de possessions africaines appartenant aux protégés de l'Angleterre, Français, Belges et Portugais ; ces offres étaient faites uniquement en vue de frapper l'imagination de l'Empereur et de satisfaire la vanité de certains diplomates.

Ce que Haldane nous offrait n'était donc pas une négociation, mais un semblant de négociation : il était prêt à nous rendre la soumission moins amère par le trompe-l'œil d'un accord politique et de conquêtes coloniales, pourvu que nous devenions les vassaux de l'Angleterre.

L'Angleterre découvrit encore un peu plus nettement son jeu : le 9 février, à l'heure même où Haldane descendait l'escalier du château, portant dans ses bras le buste en bronze que lui avait donné l'Empereur, Churchill, premier lord de l'Amirauté, prononçait, à Glasgow, le fameux discours où il qualifiait la flotte allemande de « luxe inutile ».

Aussi longtemps que prévalait cette manière de voir et que le Cabinet britannique lui-même rejetait la proportion de constructions de 2 pour 3, naguère proposée par Lloyd George, c'était une vaine entreprise que de convier à Berlin des ministres anglais. En raison de la mentalité de notre gouvernement, il n'en pouvait résulter pour nous qu'un préjudice diplomatique, car, si les Anglais ne nous apportaient aucune offre, ils s'entendaient, par contre, à semer la zizanie parmi nous.

Si Haldane avait été quelque peu disposé à accepter une formule raisonnable, j'étais prêt à lui dire : « Lorsque nous serons familiarisés avec la proportion de 2 pour 3 et qu'une amitié solide aura pris corps entre nos pays, ce sera le moment d'examiner une certaine réduction de notre programme naval. » Mais la manière de négocier du ministre anglais, qui visait à faire illusion aux utopistes de chez nous et non à conclure une affaire bilatérale, me fit naturellement garder le silence. Cette proposition ne pouvait être envisagée que si l'Angleterre reconnaissait notre situation dans le monde et nous offrait des valeurs d'échange positives. Nous ne pouvions amener l'Angleterre à négocier sérieusement et à renoncer aux fallacieuses promesses qu'en nous montrant fermes dans la question essentielle : le programme naval.

Quelles conclusions le chancelier tira-t-il de l'échec de sa tentative de rapprochement qui s'était méprise, dès l'abord, sur le tempérament anglais et était partie de prémisses illusoire ? Il chercha un bouc émissaire ; et naturellement ce ne pouvait être que moi, Tirpitz, qui n'avais pas voulu sacrifier la flotte allemande à l'aveuglette et sans obtenir de compensations.

Sur le dernier entretien que Haldane eut, le 10 février, avec le chancelier, le compte rendu du *Manchester Guardian* s'exprime ainsi : « Haldane se préoccupait surtout de la question de la

flotte ; son argument capital, à savoir l'impossibilité d'une véritable entente politique tant que l'Allemagne ne ferait pas quelques concessions en matière navale, n'était guère encourageant pour le chancelier, qui cependant était résolu à ne pas laisser avorter par la faute de Tirpitz l'idée d'une entente avec l'Angleterre. »

Je laisse au lecteur le soin de comparer ces dires avec ce qu'il sait déjà de la conversation que j'avais eue avec Haldane, d'où il résulte que celui-ci ne répondit à aucune de mes concessions par une offre quelconque, et que le projet additionnel en soi n'était pas considéré par lui comme l'essentiel. En définitive, il semble que la manœuvre de Haldane vis-à-vis du chancelier, comme vis-à-vis de moi-même, tendait à obtenir le sacrifice de notre programme naval.

Les négociations se poursuivirent ensuite à Londres. Il apparut de façon de plus en plus évidente que l'Angleterre n'avait qu'un objectif : nous amener à céder sur les constructions navales sans faire de son côté la moindre concession. Le ministère des Affaires Étrangères était impatient d'accomplir cet acte de soumission, et il insista pour obtenir mon renoncement aux trois vaisseaux prévus par le projet additionnel. Pareille exigence équivalait au retrait du projet ; inutile dès lors de réclamer du personnel, car l'abandon des vaisseaux rendait illogique toute l'économie du projet. Non seulement nous acceptions, en étrangeant la réforme, une diminution de notre puissance navale ; mais, après tout ce qui s'était passé, et notamment après l'accord intervenu entre l'Empereur lui-même et lord Haldane, nous sacrifions notre prestige d'une façon impardonnable, et nous glissions sur une pente fatale, sans qu'il nous fût désormais possible de nous arrêter. Le ministère des Affaires Étrangères n'eut cure de tout cela. Je n'exposerai pas en détail la suite du calvaire qu'eut à gravir le projet ; notre diplomatie recula jusqu'à admettre que l'Angleterre avait en somme le droit de fixer la limite de nos armements. C'est grâce à la fermeté de l'Empereur qu'on put finalement éviter le scandale de la capitulation qu'aurait été le retrait, sans compensation anglaise, du projet solennellement annoncé dans le discours du trône. Dans toute

cette affaire, le chancelier avait été, malgré tout, obligé de constater combien notre représentation à Londres était peu à la hauteur de sa tâche ; il remplaça, en effet, l'ambassadeur en fonctions par le meilleur diplomate que nous eussions, le baron von Marschall.

5

Quoique très désireux d'améliorer les rapports anglo-allemands, le prince de Bülow avait su sauvegarder intégralement la dignité allemande en 1908-1909. Au contraire, notre manière de négocier en 1912 incita les Anglais à se poser en maîtres en face de nous. Ils eurent cependant le tact d'abandonner à nouveau cette attitude quand ils s'aperçurent que nous n'étions tout de même pas disposés à faire notre soumission. Les relations devinrent dès lors sensiblement meilleures, à partir du printemps de 1912 ; si bien que Bethmann et Kühlmann avouèrent eux-mêmes sans détours, quelque temps avant la guerre mondiale, que c'est moi qui avais vu juste. Ces propos m'ont été rapportés. Dans la matinée du 23 avril 1914, avant de quitter Corfou, le chancelier eut un entretien avec l'ambassadeur von Wangenheim ; celui-ci en communiqua la substance à une personnalité qui l'accompagnait et qui, le jour même, en fit l'objet d'un rapport officiel. D'après ce document, le chancelier s'exprima ainsi : « Il n'est pas douteux que la politique navale suivie par Tirpitz en 1911-1912 était la vraie ; c'est uniquement à elle que nous sommes redevables de nos relations actuelles avec l'Angleterre, pleines d'heureuses perspectives. Je n'en avais pas reconnu à ce moment toute la justesse, mais maintenant je partage la façon de voir de Tirpitz. » Même en juillet 1914, l'attitude de Bethmann prouva qu'il voyait en moi un artisan de la paix. Il est vrai que, après que la catastrophe de juillet se fut produite, pour des raisons auxquelles la flotte allemande était totalement étrangère, Bethmann-Hollweg est revenu à ses dispositions de 1912 et m'a pris de nouveau comme bouc émissaire. Bien des gens lui ont donné raison : d'une part, les Anglais qui, n'ayant soi-disant pas voulu la guerre, étaient bien obligés d'in-

interpréter les faits de façon à me dénoncer comme un fauteur de guerre ; d'autre part, les démocrates allemands, qui, étant donné l'issue du conflit, sont heureux de pouvoir maintenant renier solennellement le sens dont ils avaient fait preuve de 1900 à 1914, en comprenant la nécessité dans laquelle se trouvait l'Allemagne de s'appuyer sur la force. Je ne puis m'empêcher d'intercaler ici un échantillon de la façon dont nos contemporains allemands écrivent l'histoire. La *Gazette de Francfort* a imprimé ce qui suit (n° 330, 1918) : « Lord Haldane ne vint-il pas à Berlin, et ne proposa-t-il pas un traité qui n'aurait pas mis notre flotte en état d'infériorité marquée vis-à-vis de celle des Anglais ? Bethmann repoussa cette offre ; nous en connaissons la raison. Ce n'est pas qu'il y fût personnellement hostile ; ce n'est pas non plus qu'il la considérât comme ne ménageant pas entièrement les légitimes intérêts de l'Allemagne, c'est uniquement par suite d'une déplorable pusillanimité devant Tirpitz et ses complices du journalisme, devant la propagande impudente et criminelle que le ministère de la Marine menait aux frais du contribuable allemand. » Grâce à la bassesse de caractère qui ressort de semblables élucubrations — et malheureusement ces manifestations mensongères ne restèrent pas isolées — l'Angleterre est dispensée d'apporter à son tour la preuve de sa grandeur d'âme et de la canaillerie allemande. La vérité est que la proposition de Haldane comportait en fin de compte l'abandon de notre programme naval ; la *Gazette de Francfort* est la première à m'apprendre — son témoignage ne fait sans doute pas autorité — que le chancelier lui aussi estimait qu'en sacrifiant notre programme naval nous sauvegardions les légitimes intérêts de l'Allemagne. Mais il faut bien que je sois représenté comme l'entêté de la marine qui fit échouer la loyale offre de réconciliation de Haldane ¹.

1. Comme le livre inspiré par Haldane, *The Vindication*, invente un parti de la paix (Bethmann) et un parti de la guerre (Bülow, le Kronprinz, et moi), et qu'il désire faire ranger l'Empereur dans le parti de Bethmann, on comprend les défaillances de mémoire de l'auteur, qui prête à l'Empereur l'initiative d'avoir supprimé le troisième vaisseau « contre le gré de son amiral ». En réalité, le cours que prit la conversation m'amena à demander à Haldane : « Qu'entendez-vous par mettre de l'huile (*lubrication*) ? » Il m'indiqua par écrit une certaine réduction du projet. Je répondis : « Cela, nous pouvons l'accepter ». L'Empereur donna son adhésion. L'erreur de Haldane est le fait d'une mauvaise conscience : pour dégager l'An-

L'Allemagne agit-elle bien et agit-elle dans son propre intérêt en laissant injurier tous ceux qui se sont efforcés naguère d'assurer sa sécurité et sa défense ?

A son point de vue, la *Gazette de Francfort* est certes fondée à demander pourquoi, du moment où mes agissements étaient si néfastes, le chancelier n'en a pas tiré la conséquence voulue et ne m'a pas laissé partir (je lui avais rendu cette tâche très facile en 1911-1912, et, à différentes reprises, j'avais offert ma démission à l'Empereur) ou pourquoi il n'a pas refusé de contresigner des actes qui engageaient si fort sa responsabilité.

De mon côté, je voudrais poser une question à ceux des Allemands qui supposent que les Anglais sont entrés dans la guerre en 1914, non pour assurer le maintien de l'équilibre européen ou par suite d'une rivalité commerciale de vieille date, mais à cause de la politique navale allemande. S'imaginent-ils que c'est le projet additionnel de 1912 ou l'exécution du programme naval qui a mûri la volonté de guerre des Anglais ?

On peut écarter la première hypothèse. Si l'Angleterre tenait essentiellement à la paix avant 1912, ce ne sont assurément pas les deux bâtiments du projet additionnel qui ont modifié ses dispositions. Peut-on croire que l'Angleterre n'aurait peut-être pas profité, pour faire la guerre, de la situation créée par les événements de juillet 1914 et n'aurait pas soutenu la France et la Belgique si, au lieu de sacrifier un des navires du projet additionnel, je les avais sacrifiés tous les trois et si j'avais accepté une défaite diplomatique ? Si, au contraire, on est obligé d'admettre que l'Angleterre était, d'une façon comme de l'autre, décidée à la guerre, on pourrait bien plutôt m'adresser le reproche d'avoir consenti la moindre concession et de m'être ainsi, dans une certaine mesure, fait le complice de ceux de nos ministres qui, dans les années qui ont précédé la guerre, ont réellement compromis nos armements sur terre et sur mer par une injusti-

gleterre de la responsabilité de la guerre, il a fallu créer de toutes pièces un parti de la guerre à Berlin. Il ne vaut pas la peine de s'arrêter à l'exposé plus grossier encore présenté par le *Manchester Guardian*. En 1916-1917, j'ai gardé le silence lors des publications de Haldane, car je devais à ce moment laisser à l'Empereur lui-même le soin d'y répondre.

fiable politique d'économie et ont contribué par là à nous faire perdre la guerre.

La seule question qui se pose est donc de savoir si nous devons ou non adopter et exécuter un programme naval. La réponse variera suivant les mentalités. Il est des gens qui, pour rester en paix, auraient mieux aimé laissé décliner notre situation d'outre-mer, plutôt que de tenter de la sauvegarder par une politique d'équilibre sur les mers. Il n'y a pas à discuter avec eux, et les malheureuses conditions dans lesquelles la guerre a éclaté et s'est poursuivie leur donneront raison contre ceux qui voient dans le cours qu'ont pris les événements un destin inéluctable et non une série de fautes qu'on aurait pu éviter. Je n'aurais pas travaillé de toute mon âme à doter mon peuple d'une flotte si je n'avais pas cru qu'il était qualifié pour devenir un grand peuple réellement libre. En cela je me suis peut-être trompé. L'esprit de dénigrement de notre démocratie tendrait tout au moins à faire croire que je me suis mépris sur les forces intérieures de notre peuple. C'est à leur manque de cohésion, et non aux circonstances extérieures, qu'est dû l'échec de la tentative qui avait pour but de donner à l'Allemagne sa place dans le monde ; j'en ai la conviction, et tout le bruit fait par la fausse histoire ne me l'ôtera pas. Maintenant qu'ils ont atteint leur but, les Anglais ne pourront avoir qu'un impassible mépris pour cette tentative de nos démocrates, cherchant à se désolidariser de l'effort fait naguère par l'Allemagne pour assurer dans la paix sa situation dans le monde. Les générations futures de l'Allemagne verront, elles, si les Anglo-Saxons permettront à une Allemagne impuissante sur mer de devenir un État industriel prospère.

Des politiciens en chambre disent : « Nous aurions dû, comme l'avait fait Bismarck, nous abstenir encore, pendant quelques dizaines d'années, de construire une flotte et d'irriter ainsi l'Angleterre. Il fallait attendre que nous ayons nettement la supériorité sur le continent. » Que ces gens, dont le point de vue reste au fond celui de Caprivi¹, veuillent bien considérer dans

1. Voir plus haut, page 45.

quels termes Bismarck s'est exprimé lui-même sur la nécessité fatale d'un conflit entre l'Allemagne et l'Angleterre et sur les raisons qui devaient le provoquer ¹.

A en juger par les principes de gouvernement qu'elle a appliqués pendant trois siècles, l'Angleterre n'aurait jamais toléré qu'un concurrent menât à côté d'elle une politique économique de grand style et conquît la suprématie sur le continent. Elle l'eût admis de nous moins que de tout autre, abstraction faite de la question même de savoir si nous avons intérêt à poursuivre pareil idéal continental. Moins nous lui inspirions de crainte, plus l'Angleterre aurait mis d'acharnement et de désinvolture à lutter, même par la guerre, contre tout accroissement de notre puissance continentale. Aussi avait-elle, dès les années qui suivirent 90, écarté les causes de conflit avec la Russie et la France pour accuser davantage son hostilité envers l'Allemagne. En 1914, par contre, grâce à l'exécution de notre programme naval, qui était presque sorti de la période critique, nous avons pour ainsi dire assuré à l'Allemagne le rang de quatrième puissance mondiale ; nous l'avions fait en pleine paix et sans que l'Angleterre eût encore trouvé occasion d'intervenir.

Il fallut d'insignes maladroites de notre part pour lui fournir à la dernière heure cette occasion. Un homme d'État allemand éminent a qualifié notre œuvre diplomatique de « coup de maître du genre », — ironiquement, bien entendu. Nous n'avions d'autre moyen, pour nous affirmer comme puissance mondiale, que de nous appuyer sur une flotte. Un peuple n'atteint pas les sommets de la prospérité sans y mettre le prix. La puissance navale était un facteur naturel et nécessaire de notre existence économique ; nous disputions le premier rang à l'Angleterre et à l'Amérique, et nous avions déjà distancé les autres nations. Pareille situation a ses dangers, et elle n'est possible qu'autant qu'une force navale imposante fait courir au concurrent des risques croissants chaque fois qu'il serait tenté d'arrêter par un coup brutal l'essor continu de son rival.

Il sera sans doute difficile de faire comprendre à certains doc-

1. Voir plus haut, page 208.

trinaires allemands qu'une évolution dans le genre de celle qui conduit à l'expansion économique ou à la puissance maritime ne se commande pas, mais résulte organiquement des conditions même de la vie d'un peuple, et qu'un peuple de soixante-dix millions d'âmes vivant à l'étroit sur son sol est littéralement voué à la famine sans un commerce intense d'exportation.

6

Les années qui suivirent la visite de Haldane amenèrent une amélioration des rapports anglo-allemands ; on fut unanime à s'en louer en Allemagne ; il devait apparaître cependant, par la suite, qu'on s'était quelque peu mépris sur sa véritable portée. Nous avons prouvé par notre politique navale de 1912 combien nous inclinions vers la paix, ayant renoncé sans compensation à notre troisième vaisseau et — ce qui était le point capital — ayant lâché, en 1912, la série de 4 constructions pour la série de 2. Ce sacrifice n'était pas sans danger au point de vue militaire : il augmentait l'avance des Anglais sur nous et diminuait effectivement, à partir de l'automne 1915, les chances que nous pouvions avoir dans un engagement naval. Mais la preuve manifeste que nous avons ainsi donnée de notre amour de la paix, et qu'aucun sophisme n'arrivera à dénaturer, avait en soi une valeur politique qui porta des fruits et qui en aurait porté davantage si les événements de juillet, dont il sera question plus loin, n'avaient tout compromis ¹. Ce n'est pas sans une certaine amertume que je me reporte à la courte période pendant laquelle le baron von Marschall occupa l'ambassade de Londres. Antérieurement aux lois sur la flotte, Marschall avait eu l'occasion, en sa qualité de secrétaire d'État aux Affaires Étrangères, de traiter occasionnellement des questions navales devant le Reichstag ; un ancien fonctionnaire du ministère des Affaires Étrangères a rendu hommage à cette activité en déclarant qu'aucun ministre, avant l'arrivée de l'amiral Tirpitz à la Marine et avant

1. Il suffisait de suivre régulièrement les budgets comparés des différentes puissances navales pour avoir la preuve certaine que nous n'étions pas les responsables de la course aux armements navals. Voir plus haut, page 150.

la période des vues méthodiques sur les questions navales, n'avait déployé autant de zèle que Marschall à mettre les esprits en éveil sur les inconvénients politiques et économiques de notre faiblesse navale ¹. Son long exil à Constantinople avait porté à leur pleine maturité les qualités diplomatiques de cet esprit d'élite, lorsque l'Empereur le désigna (mai 1912) pour prendre la succession du comte Wolff-Metternich dans le poste le plus important que nous eussions à l'étranger.

Il procéda tout autrement que son prédécesseur et se mit immédiatement à étudier sérieusement la situation comparée des deux marines au point de vue concret du nombre des unités et des constructions en projet ; car on ne pouvait négocier véritablement avec l'Angleterre sans connaître cette question. Aussi vint-il me trouver avant son départ pour Londres, et nous eûmes une longue conversation au cours de laquelle nous tombâmes complètement d'accord sur la politique navale qu'il convenait de suivre.

Les hommes d'État anglais avaient en Marschall un partenaire digne d'eux, qu'ils avaient appris à connaître par son rôle à la seconde Conférence de La Haye en 1907 et par son heureuse activité à Constantinople. Il avait eu l'occasion, là, d'étudier les Anglais dans un des foyers de leur politique mondiale, et il avait réussi à l'emporter sur eux auprès de la Sublime-Porte. Son action à Londres changea pour un temps la méthode allemande, qui consistait à se mettre à la remorque des Anglais et à s'en laisser imposer par leurs procédés. Marschall savait que l'Anglais devient d'autant plus poli qu'il a en face de lui un partenaire plus énergique. Il déclara que l'Allemagne ne pouvait réaliser sa politique économique sans posséder sur mer des éléments de force qui ne la missent pas dans l'obligation de reculer pas à pas devant l'Angleterre. Lorsqu'il présenta, en juillet 1912, ses lettres de créance au palais de Buckingham, le roi l'honora d'une allocution en allemand. Marschall qui, par principe, se servait toujours de l'allemand, donna aux ministres anglais qui l'écoutaient l'occasion de prouver qu'ils avaient de notre

1. O. HAMMANN, *Der neue Kurs*, 1918, pages 125 et suiv.

langue une compréhension étonnante et qu'aucun de nos diplomates n'avait jusqu'alors soupçonnée. En cette circonstance solennelle, Marschall se plaignit que l'accueil sympathique et de bon augure qu'il avait reçu fût gâté, dans une certaine mesure, par la publication, dans la presse, d'un nouveau discours de Churchill tendant à provoquer une panique navale ; car à quoi bon dépenser ses forces si l'on continuait à procéder de la sorte ?

D'après le récit que m'a fait un témoin de l'incident, le capitaine Widemann, notre attaché naval, l'attitude digne et ferme de Marschall, basée sur une connaissance exacte de la situation, produisit une impression profonde. Jamais, au cours de la période de tension anglo-allemande, on n'avait témoigné en Angleterre autant de respect ni d'égards à un homme d'État allemand, et l'amiral Sir John Jellicoe traduisit le sentiment général en disant de Marschall : « *He looks like a tower of confidence.* » Sa mort prématurée (septembre 1912) fut pour l'Allemagne, si pauvre en hommes d'État de valeur, une perte d'une portée incalculable.

Dans l'examen des dispositions conciliantes de plus en plus marquées de l'Angleterre, je voudrais ne signaler que les indices qui ont trait au domaine naval. Le premier lord de l'Amirauté avait encore espéré, en 1912, que Haldane ferait admettre à notre « flotte de luxe » la norme de « deux mises en chantier pour une » ; en 1913, il accepta la proportion proposée par Lloyd George en 1908 et par moi en 1912, à savoir 2 pour 3 ou quelque chose d'approchant : 10 pour 16. L'accord naval anglo-allemand était réalisé en fait, et, comme nous n'avions aucun nouveau projet en vue, nous en avons fini, quant au fond, des discussions sur la flotte : la pomme de discorde paraissait être écartée ¹. Je désirais ne compromettre en rien le résultat acquis. Notre meilleure arme était une politique sur laquelle

1. Cf. également plus bas, page 250. — Sous une forme très subtile, Churchill a essayé encore une fois de rompre le cou à notre programme naval en proposant une interruption d'une année dans les constructions. Cette suggestion fut accueillie avec défaveur en Angleterre, et nous n'eûmes pas l'obligation de l'examiner dans le détail. Je ne mentionne qu'en passant que Bethmann, Kühlmann, le ministre des Affaires Étrangères et les chefs de file du parti libéral et du centre se refusèrent énergiquement à prendre en sérieuse considération la proposition d'une année d'interruption des constructions. D'ailleurs, depuis 1912, l'unanimité était faite sur les questions navales, et cette unanimité semblait être assurée pour toujours.

nous puissions tabler. Aussi me suis-je à nouveau élevé, au commencement de 1914, contre ceux qui s'illusionnaient trop facilement sur la portée de la détente anglo-allemande. A ce moment, l'Empereur songea à renforcer nos stations à l'étranger, ce qui en soi correspondait tout à fait à mes vues ; il exprima le désir de voir déposer une demande de crédits supplémentaires à l'effet de construire 4 nouveaux petits croiseurs, dont la présence dans la Méditerranée attesterait d'une façon permanente les intérêts politiques plus considérables que nous y avions. J'élevai les plus vives objections contre le dépôt précipité d'une demande de crédits supplémentaires ainsi motivée ; elle pouvait entraîner des complications politiques analogues à celles qu'avait provoquées l'envoi d'une mission militaire à Constantinople, décidé à mon insu et à mon grand regret. Je fis présenter ma démission par le chef du Cabinet naval. Le projet fut alors abandonné. Je me proposais, de mon côté, de déposer, au cours de l'automne 1914, une demande de crédits additionnels pour l'envoi temporaire d'une division de cuirassés de ligne à l'exposition universelle de San Francisco ¹ ; à cette occasion, je comptais réclamer, par la voie du budget, les ressources qui nous manquaient pour renforcer notre action dans les eaux étrangères. Personne ne pensait, même pour un avenir assez lointain, à un nouveau projet naval. Je n'ai pas songé un instant à accroître davantage le nombre de nos unités de combat ; au contraire, j'envisageais l'éventualité de la réduction de leur nombre pour le cas où les nouveaux vaisseaux construits continueraient à prendre des proportions de plus en plus géantes.

Après la visite de Haldane, au moment où, étant donnée notre résistance excessive pour arriver à une entente, les Anglais croyaient pouvoir nous traiter comme le Portugal, le gouvernement anglais s'était refusé à un engagement de neutralité, mais il avait bien voulu donner l'assurance qu'il ne participerait pas contre nous à des « attaques non provoquées » (!). En échange de ce témoignage d'amitié qui ne signifiait rien, il posait deux

1. Voir plus haut, page 167.

conditions à l'Empereur : 1^o qu'on renonçât au nouveau projet naval ; 2^o que Bethmann restât chancelier. L'Empereur repoussa formellement ces exigences comme constituant une immixtion dans nos affaires intérieures. Quand les intérêts généraux sont concordants entre deux peuples qui, avec une bonne politique, n'ont rien à s'envier l'un à l'autre, comme par exemple les Allemands et les Russes, il ne saurait régner une trop grande confiance entre leurs hommes d'État. Là où, au contraire, il existe des oppositions irrédactibles qui, tout en étant contenues, ne sauraient se muer en communauté d'intérêts, comme c'est le cas entre l'Angleterre et l'Allemagne, la sympathie pour un homme ne peut dépasser un certain degré sans devenir sujette à caution. Cependant, le vœu des Anglais fut exaucé, et Bethmann resta à son poste. Lorsque l'Empereur me fit part de ces prétentions anglaises, il ajouta que, dans le même ordre d'idées, j'avais été qualifié de « *dangerous man* ». Je répondis que de ma vie on ne m'avait décerné plus bel éloge.

Je ne connaissais pas encore suffisamment la mentalité de tant d'Allemands, dont le sens politique est si différent de celui des autres peuples et pour qui le « satisfecit » délivré à un homme d'État par ses adversaires étrangers est le meilleur titre qu'il puisse avoir à la reconnaissance de ses compatriotes.

CHAPITRE XVI

COMMENT LA GUERRE A ÉCLATÉ

1

Au cours de la « semaine de Kiel », en 1914, le prince Lichnowsky, notre ambassadeur à Londres, me déclara que l'Angleterre avait pris son parti des constructions navales actuelles de l'Allemagne, que ni notre flotte ni notre commerce ne pouvaient désormais servir de prétexte à une guerre ; aussi bien les relations étaient-elles satisfaisantes, et le rapprochement s'accroissait. Il me demanda, à ce propos, si l'on envisageait un nouveau projet de constructions navales. Ma réponse fut : « Ce n'est plus nécessaire. »

La même semaine, nous eûmes la visite d'une escadre anglaise de cuirassés de ligne ; pareil fait ne s'était pas produit depuis 19 ans, et il y avait là comme le gage de l'amélioration de nos rapports. Des officiers anglais et l'ambassadeur de Grande-Bretagne déjeunèrent à bord à ma table lorsqu'arriva la nouvelle de l'assassinat du prince héritier d'Autriche. Deux jours plus tard, les vaisseaux anglais levaient l'ancre. Le 2 juillet, je partis, donnant suite à mon projet de faire une cure à Tarasp. La nouvelle nous avait causé à tous une pénible impression. Il fallait s'attendre à une demande de réparations à la suite de ce sombre drame, et, par suite, à une certaine tension en Europe. Quant à une guerre mondiale, je ne la redoutais pas. Qui aurait voulu en assumer la responsabilité ? Nos renseignements militaires nous signalaient d'ailleurs que, si la Russie devait jamais nous attaquer, elle ne le ferait pas avant 1916. Quant à soupçonner que le meurtre de Serajewo ait pu être machiné au su du Tsar ou de l'Angleterre, personne n'y songeait.

La lecture quotidienne des journaux anglais et des rapports officiels m'avait tenu au courant de l'apaisement qui s'était produit dans la campagne d'excitation et de la détente progressive qu'accusaient les relations anglo-allemandes.

Sans doute, les dispositions foncières qu'on nourrissait à notre égard subsistaient : on désirait nous mettre à l'écart, il ne fallait pas perdre de vue un seul instant que c'était toujours un dogme d'État pour l'Angleterre de refouler l'influence allemande. Mais — et c'était là une opinion très répandue parmi les Anglais — on avait laissé échapper l'occasion de nous abattre. En 1897, on avait froidement envisagé la destruction de l'Empire allemand, alors dépourvu de toute force navale. En 1905, le lord civil de l'Amirauté menaçait ouvertement la flotte allemande, encore très faible, de l'attaquer et de l'anéantir. En 1908-1909, une panique navale accompagnait la crise bosniaque, mais sans menaces : l'épée n'était plus aussi facilement prête à sortir du fourreau, le ton avait moins d'arrogance et de brutalité, encore qu'il continuât d'être très haussé.

A l'époque d'Agadir et de Haldane (1911-1912), l'ennemi observa une certaine retenue dans le ton ; il devint plus prudent. En 1912, nous repoussâmes la dernière tentative faite pour nous imposer la domination anglaise : il s'agissait d'accepter pour les bâtiments de guerre une proportion de 2 pour 1 ; bientôt après les ministres britanniques se déclarèrent satisfaits d'une proportion de 10 pour 16 ; désormais ils nous témoignèrent plus d'égards en toute circonstance. Lorsqu'en 1912-1914 nous soutenîmes le point de vue austro-hongrois, ils nous appuyèrent. Je laisse de côté la question de savoir dans quelle mesure ils avaient accessoirement le désir d'accentuer l'antagonisme russo-allemand. En juillet 1914, l'Angleterre — je l'ai appris plus tard — manifesta d'abord le désir de ne pas déchaîner une guerre mondiale à propos de la Serbie. Cette attitude s'explique sans doute, en partie, par le besoin particulièrement impérieux qu'a une nation commerçante de sauvegarder la paix générale aussi longtemps que ses propres intérêts ne sont pas en péril. Il serait faux, par contre, de croire qu'elle se comporta ainsi par amitié pour l'Allemagne. L'Angleterre aurait mis à profit.

le moindre moment d'inattention de l'Allemagne pour la ramener dans la situation lamentable d'où seul l'avait tirée l'État des Hohenzollern et de Bismarck.

L'accroissement de la puissance russe avait rendu le danger d'une guerre mondiale de plus en plus imminent, depuis surtout que la Russie s'était placée aux côtés de l'Entente et que, par les erreurs nombreuses de notre politique à son égard, nous n'avions pas su atténuer la tension. La Russie et la France avaient poussé leurs armements jusqu'à l'extrême. L'encouragement donné à ces préparatifs de guerre et aux désirs de conquêtes qui les motivaient fait apparaître de façon incontestable la faute de l'Angleterre devant l'histoire : à la faveur de cette situation, elle observait à notre égard une attitude d'autant plus prudente que la guerre pouvait présenter plus de risques pour elle ; d'autre part, au milieu de l'instabilité générale qu'elle avait créée en Europe, elle contenait, dans une certaine mesure, par sa froide raison, la force explosive toujours plus grande de l'Entente.

Après un demi-siècle de prospérité dans la paix, il était finalement devenu difficile de nous attaquer. En Angleterre, le Cabinet et l'opinion estimaient de plus en plus qu'il était de leur intérêt de nous laisser participer au commerce mondial dont nous étions les meilleurs clients. Tandis qu'on s'y familiarisait avec cette idée, chez nous aussi baissaient pavillon ceux qui avaient considéré la suprématie anglaise comme établie par l'ordre divin, la puissance allemande, au contraire, comme un phénomène insolite et illicite. Même les gens qui naguère avaient insisté pour qu'on « n'irritât » pas l'Angleterre par la création d'une marine nationale commençaient, en voyant avec quelle politesse on traitait l'Empire allemand devenu plus puissant, à se sentir à l'aise dans une patrie à qui sa propre force assurait respect et protection ¹. Nous avons, pour ainsi dire, franchi la « zone dan-

1. La conception dominante des milieux politiques d'alors a été notamment formulée par le député progressiste Heckscher, qui, dans une brochure, s'exprimait ainsi : « Pourquoi l'Angleterre a-t-elle renoncé à sa politique d'encercllement contre nous ? Nous le devons à la création de la flotte allemande. » Cf. plus haut, p. 240. — Sans doute nous tombâmes d'une illusion dans l'illusion contraire, conformément au tempérament allemand. Au lieu de se réjouir de la situation que nous avions conquise, et de la paix assurée, on se grisa de la pensée que la politique d'encercllement était tout d'un coup « abandonnée ». Ces exagérations, dans un sens comme dans l'autre, nous furent fatales.

gereuse » que devait être la période de construction navale, et presque atteint notre but : nous mettre, dans la paix, sur un pied d'égalité avec l'Angleterre.

L'Angleterre ne redoutait pas une attaque de notre part. Elle en avait pour garantie notre situation stratégique sur mer, situation vraiment défavorable dans le « triangle humide » qui, si elle n'enlevait pas à notre marine sa grande valeur combative, la diminuait toutefois. En l'absence de toute alliance avec d'autres grandes puissances maritimes, cette situation ne pouvait inspirer le désir d'une guerre à aucun Allemand ayant le sentiment de sa responsabilité. Une autre garantie pour l'Angleterre était la proportion comparée des escadres allemandes et anglaises — 5 pour 8 — que nous avions fini par accepter. A cela s'ajoutaient encore le pacifisme bien connu de l'Empereur, et, par-dessus tout cela, ce fait, qui était la base même de notre situation dans le monde, que nous avions plus à gagner dans la paix et par la paix que dans une guerre, si glorieuse fût-elle.

L'Angleterre et l'Allemagne éprouvaient toutes deux la vérité du vieil aphorisme : *Si vis pacem, para bellum*, vérité que les Allemands n'avaient comprise que grâce à leurs grands rois prussiens et après des siècles lamentablement passés à s'entre-déchirer. L'activité de ces deux pays prenait un essor considérable; on y supportait les charges militaires comme en se jouant; elles étaient productives dans la plus pleine acception du mot. Un état d'équilibre véritable apparaissait à l'horizon politique.

Certes, dans leurs conversations avec les Allemands, les hommes d'État anglais ne faisaient pas ressortir que c'était surtout le risque créé par notre flotte de la mer du Nord, dont la construction était presque terminée, qui leur inspirait ce ton plein de déférence et qui avait écarté la vraisemblance d'une attaque anglaise. Ils ne parlaient évidemment que de leurs dispositions pacifiques, beaucoup moins des faits qui renforçaient ces dispositions. Aujourd'hui les Anglais sont heureux que la guerre se soit produite : l'ambassadeur américain Gerard ne me déclarait-il pas, dans les premiers jours de la guerre, qu'il ne comprenait pas que nous l'eussions permise, car, au bout d'un petit nombre d'années, nous aurions distancé les Anglais.

par des voies pacifiques ? Mais, en juillet 1914, ils ne pouvaient guère se douter que nos gouvernants empêcheraient la flotte allemande de se battre. Aussi n'envisageaient-ils pas la guerre d'un cœur léger. La politique géniale d'encerclement, qui devait traquer jusqu'à la mort la noble bête allemande, faillit avorter piteusement par suite du renforcement de notre puissance.

Dans la mesure où j'avais contribué au maintien de la paix, je considérais avec satisfaction l'œuvre de ma vie ; le moment n'était pas éloigné où notre programme naval devait être réalisé et où j'aurais pu remettre entre les mains de mon successeur un instrument accompli. Mon successeur aurait pu encore avoir des difficultés avec les pouvoirs publics et le Parlement ; la marine allemande n'en eût pas moins rempli la tâche que Stosch et moi-même nous lui avions assignée : sauvegarder la paix et la liberté des mers.

Jamais, au cours de sa longue histoire, l'Allemagne n'a été plus puissante qu'à ce moment-là, ni plus respectée des grands de la terre ; jamais elle n'a joui d'une telle prospérité. De l'avis des meilleurs connaisseurs de l'étranger, de l'avis, par exemple, du prince de Bülow dans sa *Politique allemande*, nous avions en somme doublé le cap, et nous avions fait valoir notre droit à une situation mondiale. A une allure rapide, la culture allemande et l'activité économique allemande rattrapaient en Asie Orientale, en Afrique, dans l'Amérique du Sud, dans le proche Orient, le temps perdu par des siècles de notre histoire. Encore un ou deux ans au plus de progrès calmes et habiles, et on ne pourrait plus nous arracher notre place de grand peuple au sens où l'entendait Roosevelt lorsqu'il disait, en 1904 : « Normalement la prospérité d'un peuple a pour les autres nations la portée non d'une menace, mais plutôt d'une espérance. » Un hasard qui, en un certain sens, symbolise le caractère tragique de cette guerre mondiale a voulu que la convention coloniale anglo-allemande, déjà dûment paraphée, fût envoyée à la signature à notre ambassadeur à Londres le jour même de la déclaration de guerre.

Il ne fallait pas sous-estimer un instant la malveillance des puissances de l'Entente. Cependant, la situation n'était pas irré-

médiatement perdue pour la politique allemande, en juin 1914, au moment de la provocation serbe vis-à-vis de l'Autriche. Il suffisait d'agir à temps et franchement. Une démarche directe de notre Empereur auprès du Tsar pour l'associer aux demandes de réparation aurait pu avoir du succès et aurait, tout au moins, exercé une influence favorable sur notre situation politique.

En ce qui concerne l'Allemagne, le danger n'a jamais résidé dans sa volonté de guerre ; c'est la médiocrité de ses hommes politiques qui a été fatale.

2

Le 5 juillet 1914, l'ambassadeur d'Autriche remit à l'Empereur d'Allemagne, à Potsdam, une lettre autographe de l'Empereur François-Joseph, accompagnée d'un memorandum rédigé dès avant l'attentat ; ces documents avaient été apportés par le comte Hoyos, chef du Cabinet du comte Berchtold, ministre des Affaires Étrangères austro-hongrois. Il y était exposé, d'après ce qu'on me communiqua à Tarasp, que les fils de la conspiration allaient jusqu'à Belgrade, et que le gouvernement autrichien exigerait de la Serbie de larges réparations, faute de quoi ses troupes pénétreraient en Serbie.

L'Empereur Guillaume, mû par un sentiment chevaleresque, répondit à la démarche personnelle de l'Empereur d'Autriche en l'assurant de son appui et de sa fidélité contre la bande des assassins serbes. D'après les déclarations qu'il fit au représentant de la Marine, le 6 juillet au matin, dans le parc du nouveau palais de Potsdam, l'Empereur ne croyait pas à une intervention de la Russie pour défendre la Serbie, parce que le Tsar ne soutiendrait pas des régicides et qu'actuellement la Russie n'était capable, ni militairement, ni financièrement, de faire la guerre. L'Empereur prévoyait, en outre, avec un peu trop de fougue, que la France retiendrait la Russie en raison de sa propre situation financière et de son manque d'artillerie lourde. Il ne parla pas de l'Angleterre ; on ne pensait pas du tout à des complications possibles avec ce pays. L'Empereur tenait donc pour invraisemblable que le danger ne fût pas localisé. Il espérait que la

Serbie céderait, mais il estimait nécessaire d'être prêt au cas où le conflit austro-serbe prendrait une autre tournure. A cet effet, il avait, dès la journée du 5, mandé à Potsdam le chancelier von Bethmann-Hollweg, le ministre de la Guerre von Falkenhayn, le sous-secrétaire d'État aux Affaires Étrangères Zimmermann et le chef du Cabinet militaire von Lyncker. On décida d'éviter toutes mesures susceptibles de faire politiquement sensation ou d'occasionner des dépenses considérables. Conformément à cette résolution, l'Empereur partit, sur le conseil du chancelier, pour sa croisière habituelle dans la mer du Nord.

La tâche constitutionnelle du chancelier, son devoir le plus important, c'était d'étudier, du point de vue des intérêts politiques allemands, la promesse faite à l'Autriche, et de tenir la main à son exécution. Le chancelier approuva la résolution de l'Empereur, dans la pensée que la situation déjà ébranlée de l'Autriche comme grande puissance serait irrémédiablement compromise, si elle n'obtenait pas satisfaction de cette Serbie si avide de conquêtes. Il se peut que le souvenir de la crise bosniaque de 1908-1909 l'ait influencé.

Je ne suis pas renseigné sur l'activité politique de l'Empereur au cours de sa croisière dans la mer du Nord. J'ai cependant lieu d'admettre qu'il n'a pas vu la paix du monde sérieusement en danger. Quand l'Empereur ne considérait pas la paix comme menacée, il rappelait volontiers le souvenir de ses glorieux ancêtres. Dans les moments, par contre, qu'il jugeait critiques, il gardait une extrême retenue. S'il était resté à Berlin et que l'appareil gouvernemental eût fonctionné normalement, l'Empereur, bien qu'il ne s'occupât que par intermittence de politique étrangère, aurait peut-être trouvé, dès le milieu de juillet, le moyen d'éviter la guerre. Comme, de plus, le chef de l'État-Major Général, le ministre de la Guerre, le chef d'État-Major de la Marine et moi-même nous fûmes, pendant tout ce temps, tenus éloignés de Berlin, l'affaire fut pour ainsi dire monopolisée par le chancelier, qui n'avait aucune expérience de la grande politique européenne et n'était pas en mesure d'apprécier à leur juste valeur ses collaborateurs du ministère des Affaires Étrangères.

En tout cas, le chancelier ne m'écrivit pas une seule fois pour me demander conseil.

Les événements de juillet, en particulier la part qu'y prit l'Allemagne, sont aujourd'hui si complètement connus grâce à une série de publications, dont certaines ont un caractère officiel, que je ne crois plus devoir, dans l'intérêt de l'Allemagne, taire ma façon de voir.

Or pourrait se demander, après les enseignements de la guerre mondiale, si l'Empire allemand n'aurait pas dû s'entendre en temps voulu avec les voisins et les héritiers de la Monarchie austro-hongroise en vue d'assurer son partage. Mais, si l'on suivait une politique contraire s'inspirant du sentiment de fidélité et de la tradition, et si l'on voulait sauvegarder l'intégrité de l'Autriche et continuer à voir en elle une alliée, le chancelier avait raison de tenir pour nécessaire que la Serbie accordât à l'Autriche des réparations satisfaisantes. C'était le seul moyen pour l'Autriche de retrouver sa valeur dans la Triple-Alliance et, peut-être, de conjurer sa déchéance à l'intérieur. La faute commise à Berlin et à Vienne commença seulement lorsqu'il s'agit de passer à l'exécution. Malgré les avertissements du comte Tisza, Bethmann et Berchtold n'arrivèrent pas à se représenter qu'on pouvait obtenir une satisfaction suffisante autrement que par la menace d'une occupation militaire autrichienne. Ainsi les efforts de Berlin tendirent, dès le principe, à un double but : d'abord soutenir l'Autriche hésitante pour l'amener à agir vite et résolument, ensuite « localiser » le conflit. Dans l'hypothèse vraisemblable où la réponse serbe serait insuffisante, l'Autriche persisterait à vouloir, comme satisfaction, envoyer des troupes en Serbie ; les intentions de Vienne étaient, en outre, — on les accueillait avec scepticisme à Berlin, — de fournir à la Bulgarie l'occasion de participer à une opération militaire éventuelle. Mais tout devait être mis en œuvre pour empêcher que cette guerre balkanique localisée s'étendît à l'Europe. La guerre mondiale éclata malgré les efforts acharnés que fit le chancelier pour maintenir la paix au sein des grandes nations. Aussi y a-t-il lieu de se demander comment, malgré le droit incontestable de l'Autriche à une réparation et au nettoyage de l'ancre des

conspirateurs serbes, malgré tous les efforts de paix du gouvernement allemand, nos ennemis ont pu convaincre l'univers presque entier que l'Allemagne porte la responsabilité de la guerre mondiale.

Je me propose d'apporter dans les pages suivantes une contribution à la solution de cette énigme dont la clé ne peut être fournie que par une étude de la psychologie politique de Bethmann-Hollweg.

Dès le 11 juillet, — mais je ne l'ai appris que plusieurs années plus tard, — le ministère des Affaires Étrangères de Berlin avait la conviction que l'Entente avait donné à Belgrade le conseil de céder.

Le chancelier avait ainsi les moyens de trancher la difficulté. Mais, partant de la prémisse que l'Entente ne voulait pas la guerre, il en tira cette conclusion à courte vue que l'Autriche pouvait envahir la Serbie sans se soucier de l'Entente et sans risquer de compromettre la paix du monde. On estimait, en effet, à Berlin, et Zimmermann l'avait dit dès le 8 juillet, « que si l'Autriche pénétrait en Serbie, l'Angleterre et la France agiraient de concert avec nous sur la Russie pour localiser le conflit ». On ne se rendait pas suffisamment compte de l'étroite cohésion des trois grandes puissances et, par suite, du danger d'une guerre générale. L'aversion bien compréhensible que les hommes éprouvent à reconnaître leurs erreurs empêche le chancelier et ses partisans d'avouer franchement aujourd'hui leur optimisme d'alors, si fatal pour l'Allemagne. Mais je possède dans les comptes-rendus de mes propres services de nombreux éléments d'appréciation sur l'état d'esprit de la Wilhelmstrasse à ce moment.

Le 13 juillet, le chancelier eut connaissance de certains points essentiels du projet d'ultimatum. Le ministère de la Marine m'envoya une communication à ce sujet à Tarasp. Le passage en question de la lettre qui me fut adressée est ainsi conçu :

Notre ambassadeur à Vienne, M. von Tchirsky, a appris de source privée et aussi par le comte Berchtold que la note que l'Autriche doit adresser à la Serbie posera les conditions suivantes :

1° Une proclamation du roi Pierre invitant le peuple serbe à renoncer à toute agitation panserbe.

2° Participation d'un haut fonctionnaire autrichien à l'enquête sur l'attentat.

3° Révocation et punition de tous les officiers et fonctionnaires dont la complicité sera établie.

Je n'ai pas entendu parler des conseils de modération qui auraient été donnés par l'Entente à Belgrade et auxquels la Wilhelmstrasse croyait alors avec tant d'optimisme. Ce qui m'étonne encore aujourd'hui, c'est que l'Entente n'ait pas été en mesure de produire des documents probants sur son action pacificatrice à Belgrade. Il est vrai qu'il était difficile à un État civilisé quelconque de prendre la défense des méthodes d'assassinat serbes. Cependant, quand je reçus cette communication à Tarasp, ma première impression fut que cet ultimatum serait inacceptable pour la Serbie et pourrait facilement provoquer une guerre générale. J'ai aussi peu cru à la possibilité de « localiser » un conflit armé austro-serbe du côté de la Russie qu'à la neutralité de l'Angleterre dans une guerre continentale. J'ai écrit en ce sens au ministère de la Marine, et j'ai recommandé un accord avec le Tsar ¹.

Ma suggestion est restée sans effet.

Le danger de la situation me paraissait résider surtout dans le fait que l'Angleterre était le dernier maillon de la chaîne de l'Entente.

La traditionnelle aversion du panslavisme pour l'Empire allemand et les compétitions austro-russes dans les Balkans subsistaient malgré la rencontre de Potsdam de 1910, et l'élite intellectuelle russe était très montée contre notre politique balkanique de 1908-1914. Les milieux de la *Nowojé Wremja* souhaitaient la guerre, mais cependant pas avant 1916. Malgré tout, Sazonof et le Tsar tenaient encore les rênes suffisamment ferme ; aussi la politique allemande pouvait-elle alors, j'en avais l'intime conviction, détourner de nous et de l'Autriche la poussée expansionniste russe ; il suffisait de l'aiguiller vers d'autres régions sans intérêt vital pour nous. Seule la maladresse de notre politique

1. Voir plus haut, page 188.

permit au parti russe de la guerre de prendre le dessus et donna finalement à Souchomlinof la possibilité de tromper le Tsar.

Sans doute la Russie n'avait pas moralement le droit de faire du châtimeut de Belgrade un *casus belli*, mais il était à redouter, — et il fallait ne pas négliger ce danger, — que de nombreux milieux russes y pousseraient. Dès avant l'ultimatum, j'avais la conviction que des négociations empreintes de confiance avec le Tsar tiendraient en bride le parti de la guerre de Pétrograd ; mais, si nous brusquions les choses, il fallait nous attendre d'une façon presque certaine à ce que l'Angleterre, fidèle à une tradition politique séculaire, déchainât la guerre pour maintenir « l'équilibre continental » tel qu'elle l'entendait. Dans un entretien avec le prince Henri, qui me rendit visite à Tarasp au milieu de juillet, j'insistai sur le danger qu'il y avait à réveiller la volonté de guerre assoupie de l'Angleterre. Le ministre d'État von Loebell et le chargé d'affaires de Saxe von Salza, qui assistaient à la conversation, partagèrent mes vues.

Il ne pouvait être question pour moi d'interrompre ma cure, le chancelier m'ayant fait exprimer le désir de ne pas me voir rentrer à Berlin, ce qui eût provoqué une certaine émotion. Le 24 juillet encore, la chancellerie impériale téléphona au ministère de la Marine que mon retour aggraverait la situation. Je ne pouvais considérer ni comme correct ni comme utile de revenir de mon propre chef, d'autant plus que le chancelier, désagréablement impressionné par l'issue du conflit à propos du projet naval de 1912, me tenait, par jalousie, à l'écart des questions de politique étrangère et avait commencé à répandre à mon endroit un tissu de légendes qui m'accusaient de m'immiscer dans sa politique. Au demeurant, les comptes-rendus quotidiens de mes services, que le ministère des Affaires Étrangères ne renseignait naturellement que d'une façon incomplète, ne me permettaient pas de voir clair dans la situation ; ils me laissaient, au total, sous l'impression qu'aucune puissance n'assumerait la responsabilité d'un grand conflit. Depuis des années, on était habitué à des tensions de ce genre. Bülow avait toujours su en avoir raison. L'aggravation de la situation après la remise de l'ultimatum, et surtout la nouvelle du retour de la flotte dans nos ports, me

déterminèrent finalement à rentrer, le 27 juillet, sans prendre l'avis du chancelier.

L'ultimatum fut présenté au gouvernement serbe le 23 juillet. On en avait primitivement fixé la remise au 16 juillet ; mais Vienne la fit retarder pour attendre que le belliqueux président Poincaré eût quitté Pétrograd. A Berlin, on regretta cet ajournement, parce qu'ainsi l'impression produite par l'attentat s'estompait et, avec elle, les motifs d'intervention. Cette divergence de vues n'empêchait pas les gouvernements de Vienne et de Berlin d'avoir pour objectif commun le maintien de la paix générale ; ils ne différaient d'avis que sur la méthode à employer pour mettre le pied sur le guépier serbe sans compromettre la paix du monde. C'est Berlin qui voyait sans doute le plus juste. Si l'on voulait pénétrer en Serbie, ce qui était certes plus grave que ne l'avaient cru les promoteurs de l'idée, il fallait tout au moins agir vite et de façon à en imposer, précisément pour se montrer plus disposé à négocier une fois en possession d'un gage.

A partir du moment où la réponse serbe fut connue, la politique allemande devient une énigme psychologique presque incompréhensible.

Le 25 juillet, la Serbie acceptait l'essentiel des conditions de l'ultimatum autrichien et se déclarait prête à négocier pour le reste. J'ignore dans quelle mesure l'Angleterre, la Russie, la France et l'Italie ont pu aider l'Autriche à obtenir ce succès diplomatique en faisant pression sur Belgrade. Il n'est pas contestable, en tout cas, que la réponse serbe témoignait d'un esprit de conciliation inattendu, et je ne crois pas que le gouvernement autrichien ait vu juste lorsqu'il déclara que cette réponse ne pouvait servir de base à des négociations ultérieures. Mais Bethmann-Hollweg et Berchtold méconnurent la réalité du succès diplomatique qu'on avait obtenu. Comme l'honneur autrichien était sauf et que Bethmann-Hollweg voulait à tout prix empêcher une guerre européenne, le danger d'une guerre pouvait vraisemblablement être considéré comme conjuré le 25 juillet, si l'Autriche se contentait de son succès. Elle pouvait ne laisser aux Serbes qu'un court délai pour exécuter sans

tarder les concessions susceptibles de l'être immédiatement et faire de cette exécution la condition de négociations sur le reste des revendications autrichiennes. Qu'un contrôle international intervînt pour ces dernières, cela ne diminuait en rien la haute valeur que prenait pour l'Autriche l'humiliation de la Serbie, à laquelle l'Angleterre avait consenti.

Les événements ont suivi un autre cours. Le gouvernail était mal orienté, et la barque continua à virer dans le mauvais sens. Bethmann et Berchtold ne se rendaient pas compte des impondérables qui pouvaient entrer en jeu si la réponse serbe leur servait de prétexte à une action militaire. Cette réponse offrait l'occasion de poursuivre les négociations ; on négligea cette occasion, sans tenir compte du dangereux regain de force qu'on donnait ainsi au parti de la guerre à Pétrograd. La confiance dans les dispositions pacifiques de l'Entente, en particulier de l'Angleterre, fit naître chez les hommes d'État des puissances centrales l'espoir d'une localisation du conflit serbe et poussa Vienne à enfler le ton vis-à-vis de la Serbie. En voulant empêcher une fois pour toutes l'Autriche d'être minée par les Serbes, on se précipita dans un péril beaucoup plus grave, et, comme on l'a dit, on se jeta à l'eau par crainte de la pluie.

La tension de la situation provoqua des propositions de médiation, — en particulier, de la part du chancelier et de Sir Edward Grey. Je ne puis examiner l'erreur que Bethmann commit, à mon avis, dans sa façon de traiter les propositions de médiation anglaises du 25 juillet sans rendre hommage au préalable à ses bonnes intentions.

Le chancelier s'est employé diplomatiquement à empêcher la guerre mondiale d'une façon qui force la conviction. Je citerai comme preuves la reprise des pourparlers austro-russes restés en suspens par suite d'un malentendu russe, l'action modératrice directement exercée par lui sur Vienne depuis le jour du rejet de la réponse serbe, et enfin l'établissement spontané d'un projet de médiation qui limitait l'occupation de la Serbie à un gage en attendant que la Serbie eût exécuté les réparations promises. A ces preuves des dispositions pacifiques du chancelier s'en ajoutent d'autres, dont il sera question plus loin. Mais

alors comment, en dépit de tant de bonne volonté, la cause de la paix put-elle faire faillite ? C'est qu'on continuait à se laisser guider, sans aucune raison suffisante, par l'espoir que l'Entente, et en particulier l'Angleterre, voulait réellement la paix : cet espoir a fait naître la conviction que le conflit serait limité au châtement de la Serbie et a encore amoindri l'habileté diplomatique, déjà si faible, de nos dirigeants.

Quand Sir Edward Grey suggéra, le 26 juillet, une médiation de l'Angleterre et de l'Allemagne en collaboration avec la France et l'Italie, le chancelier ne sut pas saisir l'occasion qui se présentait, pas plus qu'il n'avait su tirer parti de la réponse serbe. Des propositions de conférences émanant de l'Angleterre commandaient évidemment la prudence. L'Allemagne était, l'expérience l'avait prouvé, en posture désavantageuse dans des conférences entre les grandes puissances ; la prépondérance diplomatique y était assurée à la nation la plus forte sur mer, ce qui entraînait la partialité de la réunion. Mais, à ce moment-là, il n'eût pas fallu rejeter la convocation, proposée par Grey, de ce que Bethmann a appelé un « aréopage européen », car c'était la seule chance d'éviter peut-être encore la guerre mondiale. Bethmann pouvait accepter séance tenante le projet Grey d'une réunion d'ambassadeurs, à la condition, — consentie plus tard (le 30 juillet) par Grey sur la proposition de Bethmann, — que l'Autriche-Hongrie aurait le droit de prendre un gage en Serbie. Mais le point de vue adopté par le chancelier servit aux ennemis de prétexte pour affirmer qu'il tenait pour contraire à la dignité de l'Autriche d'accepter les « bons offices » de quatre grandes puissances. L'Allemagne, par ailleurs, ne voulait pas s'immiscer dans la question serbe, alléguant qu'on était en présence d'un conflit inévitable entre l'Autriche et la Serbie, et que tout ce qu'on pouvait tenter, c'était de le localiser. Bethmann télégraphia donc le 27 juillet à Lichnowsky : « Il nous est impossible de traduire notre allié devant un tribunal européen à l'occasion de son différend avec la Serbie. » Le même jour, d'après une communication de l'ambassadeur d'Autriche, Jagow aurait informé celui-ci que le gouvernement allemand n'était pas disposé à donner suite au projet de conférence de Grey.

On pouvait avoir des doutes sur le degré de loyauté de la proposition Grey ; mais ces doutes ne devaient pas peser sur la décision à prendre. Il fallait que les puissances centrales se réservassent des garanties. Comme nous l'avons dit, Grey ne souleva aucune objection, lorsque, le 30 juillet, Bethmann-Hollweg exigea une garantie de ce genre en demandant d'assurer un gage à l'Autriche. Il n'est pas certain que, lorsque Grey retira spontanément son projet de conférence du 26 juillet, avant même d'avoir été informé que Bethmann-Hollweg l'avait rejeté, son intention ait été de rendre les négociations plus difficiles. Peut-être, au contraire, espérait-il encore à ce moment un résultat de pourparlers directs entre l'Autriche et la Russie. Il eût été d'accord en cela avec le chancelier qui, de son côté, cherchait à provoquer une conversation directe entre Vienne et Pétrograd, en excluant l'idée d'une conférence.

Une erreur secondaire qu'on commit à Berlin en refusant d'accepter la conférence fut aussi lourde que la faute primordiale qui avait consisté à trop se fier à l'aversion de l'Entente pour une guerre. Bethmann se montra susceptible à l'excès à l'endroit de la dignité de l'État autrichien, qui ne se confondait pas avec l'Empire allemand, mais à l'avenir duquel la politique du chancelier nous avait enchaînés à la vie et à la mort. Bethmann affirmait, en outre, que nous ne nous mêlions pas de l'affaire, alors que, depuis le 5 juillet, le ministère des Affaires Étrangères et lui n'avaient pas cessé d'approuver systématiquement l'Autriche. Jagow affectait à l'égard du conflit austro-serbe une indifférence telle que, le 27 juillet, il avoua à l'ambassadeur de France n'avoir pas encore trouvé le temps de lire la réponse serbe. Comment expliquer pareilles erreurs diplomatiques à une heure aussi grave ? On ne les comprend qu'à la lumière des principes essentiels du système politique qui, depuis 1909, régissait l'Empire. Il s'agissait sans doute d'éviter une guerre mondiale, mais comme n'importe quel tribunal cantonal du royaume de Prusse aurait sûrement prononcé que la juste cause autrichienne et l'injuste cause serbe étaient une affaire exclusivement austro-serbe, la proposition Grey, qui s'inspirait d'un autre esprit, devait paraître sans objet. Une étroitesse de vues

toute juridique ne suffit cependant pas pour expliquer le manque de sens politique dont le chancelier impérial fit preuve en l'occurrence. Il y a là une particularité plus profonde, commune à beaucoup d'Allemands, et qui marqua du sceau de la fatalité la plupart de nos actes du temps du chancelier : l'absence du sens des réalités.

3

Bethmann-Hollweg s'employait depuis des années à édifier ce qu'il appelait lui-même un « château de cartes », à savoir une entente anglo-allemande ; elle reposait, non sur des réalités, mais sur des amabilités diplomatiques.

Des gens étrangers aux affaires peuvent bien s'imaginer qu'on a déjà fait un grand pas lorsqu'on est arrivé à se réunir autour d'un tapis vert, qu'on a échangé des aménités, dissipé des malentendus et ouvert des perspectives pour un avenir lointain. La politique anglaise, elle, n'a jamais utilisé des occasions de ce genre que pour duper les autres ; pour elle, l'issue de négociations a toujours été déterminée par les réalités dont on ne parlait pas et qui restaient sous la table. Lorsque, en 1912, on avait empêché le chancelier de sacrifier, en échange d'amabilités et de belles promesses, le seul véritable atout que nous avions dans notre flotte et dans le risque qu'elle opposait aux velléités belliqueuses anglaises, les chances d'une entente durable et effective s'étaient sensiblement accrues. Mais il ne fallait pas pour cela perdre de vue les atouts qu'avait en main l'Angleterre. Le monde obéissait, dans l'ensemble, aux directives de la puissance navale la plus forte. Nous étions le partenaire le plus redoutable, mais raison de plus pour nous garder d'aller plus loin que nos propres intérêts ne l'exigeaient. Nos illusions sur l'Angleterre, — qui avaient failli, en 1912, diminuer notre force navale jusqu'à en sacrifier le principe, qui était de faire hésiter l'Angleterre en lui opposant un risque à courir, sacrifice qui aurait entraîné la déchéance ininterrompue, quoique lente de l'Allemagne, — ces mêmes illusions mettaient maintenant la paix brusquement en péril. On idéalisait les raisons qui avaient déterminé le « loya-

lisme » anglais vis-à-vis de l'Autriche et de nous-mêmes dans les guerres balkaniques de 1912-1914, et on était persuadé qu'une guerre balkanique à laquelle participerait l'Autriche pourrait rester localisée à ce coin noir du ciel européen.

Le 9 juillet encore, on avait froidement, au ministère des Affaires Étrangères, exprimé l'avis que, si, contre tout espoir, le maintien de la paix était impossible, l'Angleterre n'attendrait pas la tournure que prendrait la guerre pour passer du côté de nos ennemis. Mais l'attitude pacifique du Foreign Office dans les semaines qui suivirent. abusa de plus en plus l'entourage de Bethmann. On dit que l'État-Major Général lui-même aurait incliné à croire aux dispositions pacifiques de l'Angleterre. Même lorsqu'on eut connaissance, après la remise de l'ultimatum, de l'avertissement de Grey : « La situation est très critique, une guerre des quatre grandes puissances pourrait facilement en sortir », nos savants de la Wilhelmstrasse estimèrent que le sens de cette phrase était de nature à inspirer confiance, Grey ayant formellement voulu dire qu'il n'y avait pas danger de guerre pour la cinquième grande puissance, l'Angleterre ! Jagow, Stumm et d'autres confirmèrent le chancelier dans cette manière de voir, qui ne reposait sur rien. On réussit à la faire partager à l'Empereur. Lorsque, le 25 juillet, la flotte, qui se trouvait en Norvège, reçut l'ordre du retour, l'Empereur voulut envoyer dans la mer Baltique toutes les grandes unités de combat. Le ministère des Affaires Étrangères avait le même désir, afin de ne pas irriter l'Angleterre. L'Empereur déclara sèchement au commandant de la flotte qu'il n'était pas permis de douter des dispositions pacifiques de l'Angleterre. Aussi fallait-il tenir toute la flotte prête à opérer contre les Russes. Il ne consentit que pour des raisons purement techniques à en faire diriger une partie sur la mer du Nord.

J'ai un grave reproche à formuler contre le Cabinet anglais : bien qu'il connût parfaitement l'esprit pacifique de Bethmann et son tempérament, il a assumé une lourde responsabilité dans le déclenchement de la guerre par le fait de l'attitude équivoque que l'Angleterre observa pendant la crise. Cela reste vrai même si l'on admet que le Cabinet anglais voulait réellement,

au début, le maintien de la paix et n'avait pas, dès ce moment, l'arrière-pensée de laisser Bethmann s'enfermer. Grey aurait pu sauvegarder la paix en faisant connaître à temps au chancelier comment se comporterait l'Angleterre au cas où le conflit austro-serbe entraînerait des complications européennes. Son silence est d'autant plus étrange que, en juillet 1911, Lloyd George n'avait pas hésité à menacer publiquement, au nom du Cabinet, bien que la situation fût alors sensiblement moins critique. Cette fois, il n'y eut même pas d'avertissement confidentiel.

Le mutisme de Grey sur l'attitude de l'Angleterre confirma dans leur façon de voir ceux des hommes politiques de Berlin qui étaient partisans d'une expédition en Serbie. Grey et le Cabinet britannique savaient, à ne s'y pas tromper, que Bethmann ferait tout le possible pour éviter une guerre avec l'Angleterre. Ils savaient aussi qu'il y avait en Allemagne très peu d'hommes politiques qui se fissent une idée exacte de la rigueur impitoyable avec laquelle l'Angleterre est capable d'anéantir un autre peuple. Bien peu d'hommes chez nous étaient à même de pénétrer l'âme de l'Angleterre, et il a fallu 1919 pour faire comprendre au commun des Allemands la froide impassibilité avec laquelle l'Angleterre a toujours traité les peuples asservis tels que les Irlandais ou les Indiens. Auparavant, nombre de nos compatriotes étaient presque d'avis que, plus l'Allemagne serait sans défense, plus l'Angleterre lui laisserait de liberté d'action. Il eût fallu que nos politiciens connussent le véritable esprit de la politique anglaise pour pousser, d'une part, nos armements à l'extrême, et observer, de l'autre, la plus grande circonspection diplomatique, afin de ne pas fournir à l'Angleterre l'occasion d'anéantir notre peuple.

Les ministres anglais savaient donc combien d'Allemands se méprenaient terriblement sur le danger de la situation de l'Allemagne. Ils n'ignoraient pas non plus que l'Allemagne ne pouvait considérer comme une question vitale pour elle que les Serbes consentissent un peu plus ou un peu moins de réparations. Ils négligèrent néanmoins tout avertissement en temps utile. L'histoire réussira-t-elle à démêler toute l'étendue et les raisons de la duplicité anglaise ? L'avenir le dira.

En juillet 1914, le gouvernement impérial s'est chargé d'une lourde faute vis-à-vis du peuple allemand par le fait de sa profonde ignorance du monde, mais il n'a pas commis de faute vis-à-vis de l'Angleterre ou de l'Entente. L'Angleterre, qui avait excité la France et ravivé en elle l'idée de la revanche pour l'Alsace-Lorraine, déjà à demi oubliée, qui avait consenti aux Russes des sacrifices importants pour les détourner de l'Allemagne, devait récolter le fruit de ses efforts si la guerre éclatait. Il y avait toujours en Angleterre des courants aussi forts en faveur d'une guerre contre nous, et, en Allemagne, on avait la crainte, motivée par l'attitude de l'Angleterre seule, la crainte justifiée, de voir la politique d'encerclement aboutir à un moment donné et d'une façon ou d'une autre à l'emploi de la force. En présence de ces faits, la question de savoir si, en juillet 1914, l'Angleterre croyait l'heure venue, ou non, est accessoire. Ce qui est certain, c'est qu'il y a eu un jour du mois de juillet où est apparu pour l'Angleterre ce moment dont Grey avait entretenu Sazonow en septembre 1912, quand il avait dit que, « lorsque les circonstances en question se présenteraient, l'Angleterre mettrait tout en œuvre pour porter à la puissance de l'Allemagne le coup le plus sensible ». Le doute ne peut subsister que sur la date exacte du mois de juillet à laquelle le revirement s'accomplit dans le Cabinet britannique. L'Angleterre avait la chance, en raison des conditions géographiques et militaires, de pouvoir se tenir à l'arrière-plan et garder, avec sa maîtrise habituelle, son masque de puritanisme humanitaire, même au moment où elle était déjà résolue à la guerre. Ce faisant, le Cabinet britannique n'a pas seulement dupé le peuple anglais, mais aussi le peuple allemand qui, dès le temps des Goths, s'est toujours laissé prendre au piège de l'hypocrisie étrangère. Jamais Souchomlinof n'aurait mis en mouvement les rouages de la guerre s'il n'avait eu l'assurance que la force anglaise était prête à intervenir.

Après les événements des dernières années, il n'y avait pas le moindre doute que l'Angleterre ne tolérerait jamais que nous affaiblissions la France militairement. Or, en envahissant la Serbie, il fallait envisager, pour le cas le plus défavorable, la

possibilité d'une guerre contre la Russie, et, par suite, contre la France. Mais, comme Bethmann n'aimait pas voir dans les dispositions pacifiques de l'Angleterre un effet de l'accroissement de notre puissance navale, et préférait leur attribuer une cause sentimentale, il ne pouvait se rendre compte des limites véritables de ce désir de paix. Si, malgré tout, les Anglais inclinaient de plus en plus à la conciliation, c'est uniquement, comme il a été dit, parce qu'ils calculaient avec sang-froid que les profits qu'on pouvait tirer d'une guerre allaient toujours en diminuant. L'Angleterre avait commencé de reconnaître notre puissance tant que nous respections la sienne comme elle se la représentait, c'est-à-dire que, même si nous tenions cette puissance anglaise pour abusive, il nous fallait nous accommoder de la situation mondiale. Bethmann, au contraire, qui avait méconnu les intérêts allemands en 1912, s'abusait maintenant sur la portée des exigences anglaises et comptait de nouveau, en juillet 1914, sur un compromis de sentiment et non d'intérêts. Avec son sens atrophié des réalités, il n'avait ni la vigueur qu'il fallait pour saisir les nécessités nationales, ni la perspicacité voulue pour découvrir la façon de raisonner des Anglais ; aussi fournit-il à l'Entente, par sa maladroite intervention, l'occasion de resserrer son filet.

L'Angleterre était disposée à accorder à l'Autriche un certain succès diplomatique sur la Serbie, mais elle ne pouvait consentir à une défaite diplomatique de la Russie, qui eût ébranlé l'édifice qu'elle avait construit avec tant d'art contre l'Allemagne. La politique d'action militaire en Serbie de Bethmann et de Berchtold reposait, au contraire, sur l'espoir que le désir de paix manifesté par l'Angleterre au cours des dernières années irait si loin qu'en fin de compte il amènerait le Tsar, ou à refuser aux Serbes son appui traditionnel, ou à risquer une guerre continentale sans l'aide des Anglais. Les hommes politiques allemands ne se rendaient pas compte qu'ils menaçaient par là de couper le nerf de la politique anglaise de l'Entente.

Comme ses relations avec la France et la Russie ne reposaient pas sur un traité formel d'alliance, mais sur des accords plus élastiques, l'Angleterre avait eu pour principe, pendant les

dix années d'encerclement, d'accompagner chaque amabilité à notre égard de petits signes non équivoques à l'adresse de l'autre parti. Au cours de la visite de la flotte anglaise à Kiel, en juin 1914, l'ambassadeur d'Angleterre à Pétrograd, Buchanan, avait fait connaître la convention navale anglo-russe qui venait d'être conclue. L'aimable femme du commandant de l'escadre anglaise présente à Kiel, lady Warrender, une Anglo-saxonne du type de ces dames politiciennes que nous ne connaissons guère en Allemagne, éprouva quelque embarras lorsque j'y fis allusion sur un ton de légère ironie : il nous est parfaitement égal, insinuai-je, que, en cas de guerre, les unités navales anglaises et russes opèrent séparément ou en liaison ; cependant il pourrait aisément se produire des malentendus si l'on exprimait juste en ce moment des déclarations de ce genre. Elle traita Buchanan de naïf lourd. Qu'elle eût raison ou tort, nous aurions dû dresser l'oreille devant le fait même de la convention.

Nous rééditions maladroitement, et avec plus de grossièreté, la crise bosniaque de 1908-1909, et nous placions l'Angleterre devant l'alternative, ou d'indisposer le parti des grands-ducs, ou d'ouvrir la guerre dans des conditions particulièrement favorables ; aussi vit-on prévaloir l'état d'esprit de ces clubs dont la pensée était constamment tendue vers la guerre et qui n'attendaient que le moment favorable pour nous abattre. Lorsque, au cours du mois de juillet, l'Angleterre aperçut dans quelle impasse Bethmann s'était fourvoyé, elle abandonna la politique de paix et de conciliation, — qui était pour elle une affaire, et qu'elle avait pratiquée, affirmait-elle, jusqu'au projet de conférence de Grey, — pour une politique de guerre qui n'était pas moins une affaire pour elle : c'était maintenant la « perfide Albion » qui allait jeter Russes et Allemands les uns contre les autres.

Jamais occasion ne pouvait être aussi favorable aux Anglais que celle que nous leur offrions. Ils avaient, cette fois, la possibilité de nous mettre moralement dans notre tort et de donner aux maladresses de notre politique le sens de menées belliqueuses. Ils pouvaient jeter contre nous toutes les forces du monde, et, en nous faisant passer pour les agresseurs, rendre caduques nos propres alliances, ce à quoi Bethmann n'avait

même pas songé. Enfin, même au point de vue stratégique, le moment était tentant pour les Anglais, ce que Bethmann ignorait et n'avait pas cherché à savoir par moi. Le Cabinet anglais hésitait à entrer dans la guerre ; mais cette situation permit aux tendances belliqueuses de l'emporter dans son sein, et de finir, en encourageant en sous-main les Français, et par suite les Russes, par mettre le feu aux poudres.

Bethmann ne désirait pas une guerre générale, et il ne s'y attendait pas. Aussi crut-il que l'Autriche pouvait sans risque tenter une guerre localisée. Jagow et lui n'avaient pas le don de voir la réalité telle qu'elle était : les puissances de l'Entente témoignaient bien d'un certain esprit de conciliation en vue d'une solution amiable de la crise locale ; mais, d'autre part, elles ne reculaient pas du tout devant l'idée d'une guerre mondiale. Bethmann et Jagow perdirent un temps irréparable à demeurer convaincus que, si le conflit austro-serbe était inévitable, il pouvait être localisé, assez longtemps en tout cas pour que pussent triompher celles des forces de l'Entente qui poussaient à la guerre et qu'ils avaient grossièrement sous-estimées. Il se trouva alors que le chauvinisme français et l'irritation panslave s'étaient accrus dans la même mesure où le désir de guerre des Anglais avait diminué. Certes, l'Angleterre était le facteur décisif, mais elle ne réfrénait les forces qui poussaient à la guerre qu'aussi longtemps que la paix lui paraissait plus avantageuse que la guerre. La crainte d'une « intervention » de l'Europe et l'espoir que l'Entente, « mise en présence d'un fait accompli », en prendrait son parti, avaient déterminé Bethmann-Hollweg à laisser à l'Autriche toute liberté d'action pour sa politique d'invasion en Serbie. Il croyait parer à un conflit général par une guerre locale rapidement menée. Lorsque, contre toute attente, la réponse de la Serbie ne fut pas tout à fait « négative » et que Grey « intervint », le chancelier n'eut pas assez de sens politique pour comprendre la situation nouvelle.

La Wilhelmstrasse avait une étrange façon de concevoir les possibilités d'assurer la paix, but de ses ardents efforts ; elle faisait pour cela une préparation nerveuse de la guerre qui n'était que faible et trompeuse apparence. Les hommes poli-

tiques, qui n'avaient jamais eu l'intention de tirer l'épée, et qui malheureusement, l'expérience l'a montré, étaient incapables de juger des nécessités militaires qu'impose la préparation d'une guerre, croyaient pouvoir jouer de la menace de mesures de guerre peu sûres et qu'ils ne prenaient pas eux-mêmes au sérieux.

On demeure stupéfait du manque de coup d'œil de ces hommes en matière politique. Le 20 juillet, le secrétaire d'État von Jagow déclarait à un représentant de l'État-Major de la Marine que, en cas de guerre entre la Triple-Alliance et la Double-Entente, il était probable que l'Angleterre resterait en dehors du conflit. Quant à lui, Jagow, il avait une idée sur la façon de renforcer le désir de neutralité des Anglais : on n'avait qu'à les menacer d'occuper la Hollande dès l'instant où l'Angleterre prendrait parti contre nous. Tout cela ne serait naturellement que du bluff. Le lendemain, après un entretien au ministère de la Marine, l'amiral dit à Jagow que son bluff serait vraisemblablement le plus sûr moyen de forcer l'Angleterre à nous faire la guerre. Les officiers de mon ministère, habitués encore à voir la Wilhelmstrasse à travers l'auréole bismarckienne, avaient déjà éprouvé quelques mécomptes ; on me fit part de l'incident en ajoutant : « On peut se demander une fois de plus comment il est possible que la direction de la politique étrangère de l'Allemagne soit confiée à une personnalité de ce genre. » C'est précisément en raison de son caractère prudent, qui l'empêchait de prendre la moindre décision, que Jagow avait été placé par Bethmann à la tête du ministère des Affaires Étrangères. Il eût été le dernier à faire occuper la Hollande, ce qui d'ailleurs allait à l'encontre de tous les intérêts allemands. Mais, avec la même naïveté qu'il avait mise quelques mois auparavant à faire croire à l'ambassadeur de France que nous convoitions les colonies belges, alors que notre propre empire colonial africain s'ouvrait à peine, il crut maintenant pouvoir faire impression sur l'Angleterre par un geste « énergique ».

Lorsqu'il s'aperçut que l'Angleterre pensait vraiment à entrer en guerre, Bethmann s'effondra. Mais pourquoi s'était-il si longtemps abandonné, au sujet de l'Angleterre, à son propre

sens politique, dont les défaillances étaient si fréquentes ? Pourquoi avait-il refusé, pendant trois longues semaines, d'écouter les avertissements qui lui venaient d'Angleterre et ceux qui lui étaient donnés sur l'Angleterre ? Pourquoi n'avait-il pas cherché à se procurer des précisions sur l'attitude qu'observerait l'Angleterre dans une guerre continentale ? Cette énigme trouve, elle aussi, sa solution dans le caractère étrange de son programme politique.

4

Le 8 juillet, le sous-secrétaire d'État Zimmermann donna pour instructions d'éviter toutes mesures de nature à éveiller l'attention, comme le rappel des permissionnaires, etc. ; c'est pourquoi aussi le voyage de l'Empereur n'avait pas été décommandé. Il était essentiel, pensait-on, pour assurer la localisation du conflit, de ne pas donner l'impression que nous excitions l'Autriche.

J'avais déjà remarqué, au cours des négociations de 1911-1912, que Bethmann-Hollweg se dérobaît aux explications franches ; même quand les questions appelaient, par leur nature, des délibérations en commun, il préférait user de moyens dilatoires, puis brusquement donner sa solution comme un fait accompli. A cela s'ajoutait un tour d'esprit que d'autres de mes collègues, et même des admirateurs de Bethmann, avaient remarqué de bonne heure, qui l'amenait « à émettre des affirmations que lui-même ne prenait pas toujours au sérieux, et à ne pas se soucier uniquement de la vérité objective, mais de l'effet produit par une affirmation »¹. En l'occurrence, ses intentions étaient louables puisqu'il cherchait à éviter la guerre mondiale ; mais le moyen employé était maladroit, car il a notablement contribué à déclencher la guerre. Bethmann ne vit pas que la duplicité en pareille affaire ne nous conciliait pas l'estime et présentait le plus grave danger. Le monde ne voulait pas croire que l'Autriche pût envoyer, à notre insu, de pareilles notes à la Serbie. Préférer à une expli-

1. H. KÖTSCHKE, *Unser Reichskanzler, sein Leben und Wirken*, Berlin, 1916, page 18 et suivantes.

cation franche et inspirant la confiance la méthode bureaucratique des décisions brusquées, surtout lorsqu'ils s'agissait d'hommes d'État de la valeur des Anglais, quelle grave erreur ! C'était rendre plus lourde encore une atmosphère déjà trop chargée.

Le 11 juillet, comme en font foi des rapports que je reçus à cette date, on estimait au ministère des Affaires Étrangères que les Autrichiens auraient préféré que, moins fidèles au traité, nous leur refusions notre appui contre la Serbie. Nos alliés passaient pour savoir si peu ce qu'ils voulaient qu'ils venaient, disait-on, de nous demander ce qu'ils devaient au juste exiger de la Serbie.

Cette impression est sans doute exagérée. Elle montrait toutefois le peu de confiance qu'on pouvait avoir à Berlin dans la fermeté de l'Autriche à poursuivre l'action qu'elle avait elle-même entreprise pour sauver son honneur. Malgré tout, le chancelier ne comprit pas combien sa situation serait peu enviable et quelle lourde responsabilité il assumerait devant l'histoire s'il devait être considéré comme l'homme qui aurait livré sans plus de contrôle l'avenir de l'Allemagne au gouvernement viennois.

Cette attitude ne pouvait manquer d'enlever à notre politique le renom de droiture que lui avaient acquis Frédéric le Grand et Bismarck. La confiance qu'on inspire est un élément de force sur lequel il faut jalousement veiller, et il est curieux de constater que les hommes politiques qui ne sont pas capables de comprendre la force réelle manquent aussi, la plupart du temps, du sens affiné nécessaire pour comprendre la valeur subtile du prestige. Lorsqu'arriva l'offre de conférence de Grey, Bethmann crut devoir maintenir son point de vue ; il rejeta donc la proposition, c'est-à-dire qu'il s'en tint à sa déclaration de « non-immixtion » dans les affaires de l'Autriche et laissa échapper ainsi le moment décisif pour une intervention possible en faveur de la paix. L'Autriche put alors compliquer la situation par sa déclaration de guerre à la Serbie (28 juillet), tandis que la politique allemande restait enfermée dans les barrières qu'elle avait elle-même dressées.

Les Anglais, habitués à discuter froidement, comme des

affaires, les questions de puissance politique, ne pouvaient ou ne voulaient pas comprendre l'abstention apparente de Bethmann ; cependant son attitude n'avait réellement pour objet que de localiser le conflit et de maintenir la paix entre les grandes puissances. Leur mentalité ne leur permettait pas d'admettre qu'un homme d'État allemand pût considérer comme mauvais de soutenir ouvertement l'Autriche et de parler de questions concernant la puissance et le prestige allemands. Ils constataient que les diplomates allemands étaient, les uns trop méfiants, les autres trop aveuglément confiants. En même temps, ils voyaient s'approcher une occasion propice de guerre. Par notre politique, si riche en contradictions, d'action militaire en Serbie, nous fournissions à l'Entente le moyen de nous attribuer le désir de faire une guerre préventive. On éleva contre nous la grave accusation de pousser à cette guerre, qui devait nous causer un si énorme préjudice.

La politique d'encerclement de l'Entente avait certes suscité quelque nervosité en Allemagne, car elle présentait indubitablement les caractères d'un complot. Nous savions depuis la fin de 1912 qu'on avait assigné pour rôle à la Serbie d'être le Piémont des Balkans et de donner le signal du démembrement de la monarchie des Habsbourgs, quand l'heure serait venue. Depuis lors on se demanda, — dès 1913, l'Autriche avait envisagé cette éventualité, mais l'Italie et nous, nous ne la suivîmes pas, — s'il n'y avait pas lieu de mettre le pied sur l'étincelle avant qu'elle propageât l'incendie. Nous avions eu, en outre, connaissance de propos russes, d'après lesquels le grand coup était pour « 1916 ». On entendait, par suite, des personnalités irresponsables et à demi informées — mais uniquement celles-là — exprimer parfois cette opinion : « Si la guerre est inévitable, mieux vaut tout de suite que plus tard. » Il ne fallait certes pas prendre à la légère les préparatifs de la Russie « qui devaient être terminés en 1916 », car il y avait à compter avec le parti de la guerre à Pétrograd ; c'est lui qui, dans la dernière semaine de juillet 1914, alluma l'incendie à la faveur de la confusion européenne. Malgré tout, l'Allemagne eût été impardonnable de faire à la Russie une guerre préventive. Notre prudence devait

aussi rester en éveil vis-à-vis de l'Angleterre — et je ne parle même pas de la France. Le lion britannique se tenait de plus en plus tapi depuis 1912, mais il était toujours permis de supposer qu'il ne se ramassait que pour mieux foncer. Toutefois, nos vagues craintes à ce sujet n'excluaient pas une large coopération avec l'Angleterre sur la base des réalités. Il fallait seulement ne pas lui fournir l'occasion de nous assaillir. Jusqu'au traité de septembre 1914, les ententes de l'Angleterre étaient encore peu rigides ; une solution amiable de la politique d'encerclement paraissait possible, en raison de la crainte anglaise des risques et à condition que l'Allemagne, tout en alliant le courage à la prudence et en poursuivant sans défaillance ses armements, se gardât de faire le jeu des tendances belliqueuses ennemies.

On a prétendu que l'Allemagne avait travaillé méthodiquement en vue de la guerre ; c'est une fable grossière dont nous ferons plus loin justice, en montrant dans quel état d'impréparation nous nous trouvions. Au reste, le général von Moltke qui, dans les semaines critiques, soignait une grave affection à Carlsbad, m'a donné plus tard l'assurance qu'il était demeuré étranger à toutes les négociations, et qu'il n'avait nullement recommandé de se servir de l'ultimatum à la Serbie comme d'une pierre de touche pour éprouver si l'Entente voulait la guerre ou ne s'estimait pas encore assez forte pour la tenter.

Si le chancelier m'avait consulté, comme c'était son devoir, — n'avait-il pas l'obligation, avant de s'engager dans une pareille entreprise, de se renseigner sur les possibilités militaires de tout ordre ? — j'aurais été obligé de lui dire que la guerre dont nous étions menacés, et qui était indésirable en soi, venait, pour des considérations stratégiques, à un mauvais moment pour la marine. Nos constructions de dreadnoughts, postérieures à celles de l'Angleterre qui donnaient automatiquement aux forces navales britanniques deux fois la valeur des nôtres, ne produisaient leur effet que depuis quatre ans. Le canal de la mer du Nord à la Baltique n'était pas achevé. Notre flotte ne devait atteindre sa puissance maximum qu'en 1920. Le temps seul aurait raison de certaines faiblesses inhérentes à notre marine, notamment sous le rapport du commandement,

et qui étaient le fait de sa trop récente création. Même si le nombre des vaisseaux restait stationnaire, la flotte s'améliorait chaque année : il en était d'elle comme d'un vin jeune qui se bonifie avec le temps. La comparaison mathématique du nombre des vaisseaux perdait de son importance à mesure que le facteur psychologique d'une mise au point plus parfaite s'affirmait davantage. Du côté français, on avait ouvertement exprimé le doute que nous fussions assez « fous » pour réduire, à partir de 1912, le nombre de nos constructions navales, comme le comportait la loi sur la flotte. Nous avons eu ce courage et fourni ainsi à l'Angleterre la preuve concluante que nous ne faisons pas la course aux armements. Malgré tout, et bien que nos alliances navales ne nous apportassent pas un appui sérieux ni sûr, j'escomptais qu'à partir de 1916 une attaque des Anglais serait impossible du point de vue de la guerre navale. Toute année de paix en plus était donc pour nous d'un profit inappréciable. J'ai exprimé nettement cette façon de voir dans mes conversations de Tarasp relatées plus haut.

Si le chancelier avait traité cette question avec moi en collègue, comme aucun autre homme d'État n'aurait négligé de le faire, les responsabilités auraient été partagées. Pour ma part, j'aurais déconseillé l'ultimatum. En outre, dans sa phobie de la clarté, le chancelier avait si peu préparé le grave événement, que jamais des conférences n'avaient eu lieu entre les chefs politiques et militaires pour examiner, soit les problèmes d'ordre politico-stratégique que posait la conduite de la guerre, soit les éventualités possibles d'une guerre mondiale. Jamais non plus je n'ai été informé du passage par la Belgique, qui, s'il se produisait, devait soulever aussitôt des questions navales. On pourrait objecter que j'étais en situation, pendant la paix, d'obtenir, par mes insistances, que l'on préparât cette mobilisation générale de tous les organes gouvernementaux. Mais aucun de ceux qui savent comment les choses se passaient avec nos dirigeants d'alors ne posera pareille question.

La plus lourde faute qui incombe à Bethmann-Hollweg devant l'histoire, ce n'est pas de s'être trompé dans ses calculs en juillet 1914, mais d'avoir négligé antérieurement tous préparatifs,

et cela dans les années où la coalition adverse rassemblait toutes ses forces et, par ses armements, confirmait tous ses membres du continent dans la résolution de profiter de la première occasion pour organiser la grande battue contre l'Allemagne. Il eût fallu peu d'efforts et des sacrifices pécuniaires à peine sensibles à la longue pour épargner au peuple allemand la dure épreuve de cette guerre : il suffisait pour cela de prendre les mesures de précaution nécessaires. On sentait le danger ; il fallait en tirer toutes les conséquences. La France et la Russie avaient, en effet, armé jusqu'à l'extrême limite de leurs forces ; la France, à certains égards, était même allée au delà. L'Allemagne et l'Autriche, par contre, étaient loin de faire appel à toutes leurs forces. Comment s'expliquer cette terrible négligence qui, chez un peuple ayant vraiment l'instinct national, aurait provoqué les plus graves accusations contre les hommes d'État responsables ?

Les mots « course aux armements » effrayaient le chancelier, que soutenait le secrétaire d'État aux Finances, Wermuth. Il croyait servir la cause de la paix en limitant la préparation de la guerre, et en donnant ainsi à l'Entente un gage de nos dispositions pacifiques. En fait, le monde entier savait que nous désirions le maintien de la paix ; il n'en poussa pas moins, à l'occasion de nos projets militaires, tout à fait insuffisants, des cris d'indignation qui n'eussent pu être plus violents si nous avions réellement fait des préparatifs formidables. Devant l'insuffisance de nos armements, l'épée de nos voisins s'agitait. Si, dès 1909, la force croissante de la Russie nous eût inspiré la résolution de suivre pas à pas nos adversaires dans les préparatifs militaires, nous aurions pu compter sur la paix et sur des relations de bon voisinage avec la Russie, car elle nous eût respectés. Ce fut une désastreuse erreur de méthode que de ne pas nous être assuré le maximum de force militaire défensive en présence de notre infériorité diplomatique et géographique. Que serait devenue la Prusse-Allemagne si Frédéric le Grand et son père avaient reculé devant la « course aux armements » avec l'Autriche ? Un peuple qui, comme le nôtre avant cette guerre, dispute au monde la suprématie économique ne doit pas

redouter les suspicions de ses rivaux et des pacifistes s'il ne veut pas tout compromettre.

Cette vérité qui, adaptée aux circonstances, a été le principe du développement de l'État allemand depuis le Grand Électeur, est demeurée inconnue à la démocratie radicale allemande¹. Nos dirigeants politiques partageaient les illusions de celle-ci ; ils ne suivaient ni la raison politique, ni la tradition de toute notre histoire, faite de souffrances et de dur labeur.

On aurait encore pu, en juillet 1914, réparer en grande partie les négligences commises. L'Empereur avait dit, le 5 juillet, que, malgré l'in vraisemblance d'une guerre générale, il fallait s'attendre à la possibilité d'un conflit. Il était clair, étant donnés les systèmes d'alliance européens, que, dans toute crise de ce genre, nous devons être prêts en vue des pires éventualités. Or, que se passa-t-il ?

Au mois de juillet 1914, nous exportâmes encore en France de grandes quantités de céréales panifiables. Nous manquions de salpêtre, ce qui constituait pour l'armée un danger presque mortel. Il y avait grande pénurie de cuivre, de nickel et d'autres produits nécessaires pour la guerre ; on négligeait presque à dessein toutes les occasions qu'on avait de se réapprovisionner sans éveiller l'attention. Pour montrer la pureté des intentions de Berlin, dût-il en résulter une catastrophe pour le pays, on n'avait pas pris en matière économique ni industrielle les mesures les plus élémentaires de prudence que commande une situation tendue.

On voulait ne pas provoquer de soupçons injustifiés de la part de l'Entente ; mais il est probable aussi que le désir de s'en tenir scrupuleusement aux limites budgétaires a eu son influence. On aurait pu faire de gros achats et, en cas de maintien de la paix, se faire donner décharge par le Reichstag. Mais il était de toute évidence qu'on n'avait pas pris au sérieux la gravité

1. S'il me faut m'élever fréquemment contre l'aveuglement de nombreux milieux démocrates en matière de politique extérieure, je n'ignore pas cependant qu'il y a eu des social-démocrates et des radicaux honnêtes et fidèles à la patrie qui ont pleinement compris les nécessités nationales. J'entends surtout par « démocrates », dans ce livre, les tendances puissantes représentées par Scheidemann, Gothein, Haase et la *Gazette de Francfort* dont l'action tendit à miner la force de notre pays. Cette opinion n'a rien à voir avec la politique intérieure.

de la situation. L'autorité gouvernementale laissait les différents départements agir isolément, et tenait chacun d'eux dans l'ignorance des vues et des intentions des autres. Tandis que chacun des services militaires n'avait, le jour de la mobilisation, qu'à appuyer sur un bouton, il manquait un plan d'ensemble pour le cas d'une catastrophe générale. Nous nous trouvâmes ainsi en pleine confusion à la fin de juillet 1914, sans avoir au même degré que les Anglais le talent d'improvisation ; et vraiment ce n'était pas un réconfort suffisant que de recevoir de notre conscience morale le témoignage que, de toutes les grandes puissances, l'Allemagne s'était le moins occupée des possibilités de guerre. Malgré cette preuve d'un amour de la paix qui allait jusqu'au suicide, le monde se laissa pourtant convaincre de notre culpabilité, en raison des allures mystérieuses de notre politique, qui avaient l'air de menées belliqueuses. Nous étions la brebis revêtue de la peau du loup.

5

Quand on examine en Allemagne la question des responsabilités, on commet facilement une double erreur. Tout, d'abord on a tendance à se représenter des combinaisons politiques échafaudées avec trop de logique. A la lumière d'une foule d'indices isolés, certaines gens cherchent à démontrer que le mauvais vouloir de nos ennemis rendait une guerre mondiale inévitable. Je tiens ce point de vue pour erroné. Certes, il ne saurait y avoir de doute sur la volonté méchante qu'avaient l'Angleterre, la France et beaucoup de Russes d'écraser notre Empire. Nous n'en devons que mieux nous garder de lui fournir une occasion de se manifester. Comme je l'ai dit dès 1904, il nous fallait éviter scrupuleusement tout ce qui était de nature à donner aux ennemis un prétexte de guerre ; nous n'étions pas de taille alors à lutter avec l'Angleterre, et, par suite, nous risquions de ruiner notre commerce extérieur, déjà très prospère. Le fait que les Anglais réussirent à nous couper ce nerf vital en 1918 a contribué aussi pour beaucoup à nous faire perdre la guerre. Il en eût été de même en 1904 ; de plus, une victoire sur

la France ne suffisait pas à garantir la protection de notre commerce et de notre existence. Tant que la situation ne se modifiait pas, c'était pure folie de fournir aux ennemis des prétextes de guerre. Tant que durait l'encerclement, nous n'avions réellement qu'une voie à suivre : construire une flotte, chercher des appuis et éviter les heurts.

Si on avait réussi à conjurer la crise de 1914, et si nous avions seulement eu deux ans de répit pour accroître la puissance de notre flotte, le désir de paix de l'Angleterre — je suis obligé de le répéter — se serait sans doute accru jusqu'à devenir effectif. En ce qui me concerne, je n'arrive pas à m'arracher à cette affreuse constatation qu'une politique un peu plus avisée, en rendant la guerre plus difficile à nos ennemis, aurait probablement assis à tout jamais notre situation économique, déjà presque égale à celle des Anglais, et aurait assuré à notre commerce extérieur, comme à toute notre vie nationale, un avenir encore plus brillant, au lieu de nous jeter dans une épouvantable détresse. Si, en juillet 1914, nous avions traité la question serbe avec plus d'habileté, nous aurions sans doute pu barrer la route aux vellétés belliqueuses de nos ennemis. La guerre mondiale aurait-elle tout de même éclaté, par exemple en 1916 ? Personne ne saurait le prouver. J'ai personnellement l'absolue conviction que toute nouvelle année gagnée pour la paix assurait à la paix une base plus ferme ; encore fallait-il ne jamais perdre de vue la grave situation de notre peuple et donner à la question de nos armements toute l'attention qu'elle exigeait. En vérité, la paix ne peut être sauvegardée dans des situations aussi tendues que par des hommes d'énergie et de sang-froid, dont on sait qu'ils seraient capables de mener une guerre jusqu'au bout. Quiconque vise trop nettement et trop ouvertement à la conciliation ne fait qu'en écarter la possibilité. Ceux qui ne maintiennent pas le plus haut possible le sentiment de la dignité nationale se heurtent à l'âpre égoïsme de tous les peuples voisins et causent infailliblement la ruine progressive de la prospérité de leur pays.

Je vois une seconde erreur de jugement dans le fait de n'avoir pas séparé d'une façon assez nette le conflit austro-serbe de la guerre

mondiale elle-même. Ni le peuple allemand, dans son ensemble un des plus pacifiques de la terre, ni le gouvernement de Bethmann-Hollweg, n'ont voulu la guerre ; leur innocence est absolue à cet égard. Par contre, le gouvernement allemand a eu sa part de responsabilité dans le développement pris par l'affaire austro-serbe ; il crut, en effet, (ce qui apparut ensuite comme une erreur) que le châtement de la Serbie par l'Autriche-Hongrie était le bon moyen d'empêcher la dislocation, alors menaçante, de la monarchie des Habsbourgs et la guerre mondiale qui en résulterait inévitablement.

Comment résoudre alors toute cette question des responsabilités ?

De l'avis de tous les connaisseurs des choses d'Europe qui sont de bonne foi, — les ministres de Belgique, par exemple, — la cause lointaine de la guerre mondiale réside dans la politique anglaise d'encerclément, qui, née de la jalousie commerciale, dans les années qui suivirent 1890, s'abrite ensuite derrière des prétextes (Transvaal, flotte), empoisonne la presse du monde entier, forme un faisceau de toutes les forces hostiles à l'Allemagne et crée un état de tension dans lequel la moindre méprise était susceptible de provoquer la plus redoutable conflagration.

L'erreur de notre gouvernement a été de croire qu'il serait en état de localiser une passe d'armes austro-serbe. Confiant dans les dispositions pacifiques et dans l'esprit de justice de l'Angleterre, en particulier, il pensa qu'il était possible, pour rendre la santé à l'Autriche, de donner une leçon exemplaire à la Serbie sans provoquer une guerre générale. Tout ce qui, dans les démarches de nos dirigeants, pourrait être interprété par nos ennemis comme menée belliqueuse vise exclusivement la Serbie et le désir de mettre l'Autriche en garde contre une attitude de faiblesse à l'égard de ce petit État avide de proie. Le chancelier fut atterré de voir le parti russe de la guerre exploiter son erreur et de constater que sa foi inébranlable dans les dispositions pacifiques de l'Angleterre l'avait trompé. Hypnotisé par cette foi, il n'avait pas préparé notre pays à une guerre mondiale.

Dans la conversation déjà mentionnée entre le chancelier

et Wangenheim, le chancelier parla également, d'après la version que Wangenheim donna de l'entretien le 23 avril 1914, d'une « politique sans guerre » et des dangers d'une guerre préventive. Il déclara, à ce propos, que notre fortune nationale s'accroissait dans de telles proportions que, dans dix à quinze ans, nous aurions dépassé toutes les nations. Nous aurions alors notre place assurée dans la politique mondiale, qui était, en définitive, une politique économique. D'ici là, il s'agissait pour nous de manœuvrer de façon à éviter les grosses difficultés.

Ainsi pensait le chancelier qui, trois mois plus tard, devait traiter l'affaire serbe avec le seul ministre des Affaires Étrangères en l'absence des autorités militaires qualifiées. Quiconque pense ainsi ne fomenté certes pas une guerre mondiale. Le chancelier savait naturellement, bien qu'il n'en connût pas les termes, qu'un ultimatum autrichien sévèrement conçu devait exiger amende honorable de la Serbie. Mais nos ennemis mentent en prêtant à Bethmann l'intention d'avoir voulu, à cette occasion, rompre la paix du monde. Il était, au contraire, dans sa politique à courte vue, guidé par l'espoir que son attitude non seulement sauvegarderait la paix du monde, mais l'affermirait pour longtemps.

Personne ne connaît mieux que moi les conceptions erronées de notre gouvernement d'alors au sujet de l'Angleterre et son manque d'habileté en matière de politique étrangère. Aussi suis-je, mieux peut-être que personne, à même d'affirmer que ce n'est pas le désir d'une guerre, mais bien plutôt la crainte d'une guerre, qui le poussa à des démarches maladroites. C'est son imprévoyance et non sa mauvaise volonté qui a contribué, à la dernière minute, au succès de la politique anglaise d'encerclement. Bethmann et Jagow avaient cru pouvoir donner plus de force à l'Autriche en faisant un geste diplomatique. Lorsqu'ils virent son peu de succès et la guerre imminente, ils en furent épouvantés. Comment peut-on parler des responsabilités sans placer au premier plan ce fait essentiel ? Les erreurs de nos dirigeants ne pèsent moralement pas lourd quand on les met en balance avec l'attitude de nos ennemis.

Pour peu qu'on connaisse les rapports des ministres de Bel-

gique et les nombreux documents relatifs aux préparatifs russes de la guerre, et qu'on ait suivi le développement général des vingt dernières années, on se demande avec étonnement comment a pu naître l'opinion que l'Allemagne était l'auteur responsable de la guerre.

Par son attitude en 1919, l'Entente a prononcé elle-même sa condamnation aux yeux de la postérité — il ne faut peut-être plus compter sur la génération présente qu'on a sursaturée de mensonges. Avec une cruauté diabolique, les Anglais, les Français et leurs acolytes ont infligé les pires tortures physiques et morales que jamais peuple ait subies dans l'Occident chrétien, à toute une nation qui, dans son ensemble, devait être tenue pour innocente, même de fautes possibles de son gouvernement. On ravale au rang de paria un peuple de maîtres, on lui enlève toute dignité humaine, et, dans la prison où il mène une existence de famine et d'humiliation, on lui laisse tout juste de quoi entretenir des forces suffisantes pour fournir, pendant un temps illimité, corvées et redevances à ceux qui le traitent en esclave. Et pourquoi ?

Sazonof se trouvait à Londres en septembre 1912. Du rapport, publié par la *Prawda*, qu'il adressa au Tsar, je citerai ici un passage auquel j'ai déjà fait allusion plus haut :

Grey déclara sans hésiter que, lorsque les circonstances en question se seraient réalisées, l'Angleterre mettrait tout en œuvre pour porter à la puissance allemande le coup le plus sensible.

Le Roi, qui, dans un de ses entretiens avec moi, aborda la même question, se prononça beaucoup plus catégoriquement encore que son ministre. Sa Majesté fit allusion, avec une irritation manifeste, aux efforts de l'Allemagne en vue d'égaliser la Grande-Bretagne comme puissance navale et s'écria que, si un conflit éclatait, il aurait des conséquences funestes, non seulement pour la flotte allemande, mais aussi pour le commerce maritime allemand, car les Anglais couleraient tout bateau allemand qui leur tomberait entre les mains.

Selon toute apparence, ces dernières paroles ne reflètent pas seulement les sentiments personnels de Sa Majesté, mais encore l'opinion dominante en Angleterre au sujet de l'Allemagne.

Les hommes d'État anglais se servaient ainsi, comme ils l'ont fait souvent au cours des années qui précédèrent la guerre, du prétexte des craintes que leur inspirait notre essor naval pour donner du cœur aux Russes en les assurant qu'ils pouvaient tabler sur l'inébranlable volonté qu'avaient les Anglais de détruire l'Allemagne. Ils savaient pourtant, avec 100 % de certitude, que l'Empereur et Bethmann-Hollweg ne voulaient rien que la paix ; ils savaient également, et d'une façon aussi certaine, qu'il existait à Pétrograd et à Paris un parti de la guerre qui était en train de conquérir la plus grande influence, et ils le favorisaient par tous les moyens possibles. On créa alors dans les pays de l'Entente une atmosphère qui, de l'avis de nombreux milieux, rendait la guerre inévitable ; des pays de l'Entente, cette atmosphère gagna l'Allemagne et y provoqua des inquiétudes dont je retrouve, par exemple, l'écho dans le passage suivant d'une lettre du 10 juin 1914 de notre attaché naval à Tokio :

Je suis frappé de l'assurance avec laquelle tout le monde envisage ici comme certaine une guerre prochaine contre l'Allemagne... Un je ne sais quoi, à peine saisissable et qu'on ressent cependant profondément, est dans l'air, une sorte de pitié pour un arrêt de mort qui n'est pas encore prononcé.

Si on ouvrait les archives de l'Entente avant d'en avoir fait disparaître les documents les plus accablants pour elle, les amis de l'humanité en Angleterre ou en Amérique frémissaient d'indignation en apprenant le plus criminel des mensonges dont leurs propres gouvernements se soient rendus coupables : pour faire accepter à leurs peuples l'anéantissement, le morcellement, le pillage, la mise hors la loi de la nation allemande, ces gouvernements ont prêté à l'Allemagne une insatiable envie de conquérir le monde, dont, en juillet 1914, personne en Allemagne n'avait même jamais rêvé.

En 1914, le peuple allemand avait dépassé le peuple anglais dans nombre de branches de l'activité économique que celui-ci considérait comme sa propriété. Déjà l'Allemagne distançait l'Angleterre dans ses relations commerciales avec beaucoup de pays, dans la production de l'acier, etc. Mais, dans cette

course pour la première place économique, notre inexpérience politique nous rendait facilement vulnérables ; de plus, il était notoire que, depuis 1909, nous étions mal gouvernés. Le géant allemand pouvait et devait recevoir le coup mortel, le *knock-out* qui ferait de nouveau de lui un nain. Depuis que Bismarck nous avait dotés d'un État, nous avons aussitôt, grâce au labeur allemand, rattrapé ou surpassé tous les autres peuples en fait de prospérité économique. Ainsi nous étions devenus gênants pour certains voisins : de quel droit venions-nous compromettre les bénéfices de puissances plus anciennes ? L'Angleterre et la France ont poursuivi avec une dureté toute romaine le but : « *Germaniam esse delendam* » ; grâce à nos fautes, ils l'ont atteint. Ils sont aujourd'hui les coupables que le succès a favorisés ; ils ont jeté le masque depuis qu'ils ont pu réaliser leurs projets. Si le peuple allemand avait mesuré à temps l'étendue du risque qui menaçait l'œuvre de Bismarck, il ne serait pas demeuré sans défense et n'aurait pas aidé ainsi ses ennemis dans l'exécution de leurs desseins. Nous étions des épigones trop peu soucieux. Et maintenant nous assistons au spectacle de loups qui dévorent la brebis et se posent en juges de cette victime « criminelle ».

Je puis établir encore un autre fait péremptoire, prouvant que notre gouvernement n'a pas voulu la guerre. Dès le début, il était, en effet, convaincu que nous ne serions pas victorieux. On peut, certes, le croire capable de grandes maladresses, on ne saurait cependant lui imputer la criminelle action d'avoir voulu la guerre, alors qu'il avait la profonde conviction qu'elle n'aurait pas une issue heureuse.

Presque personne en Allemagne ne voulait comprendre exactement, ni avant la guerre, ni même quand elle eut éclaté, à quel grave péril nous étions exposés. De bonne foi, nous nous repaisions d'illusions ; nous étions aussi quelque peu présomptueux. Une conception matérialiste de la vie ou la manie héréditaire des querelles de parti troublaient les vues de beaucoup des nôtres. C'est ainsi que nous négligeâmes ce qui pouvait être notre salut. Cette impuissance, voilà quelle fut notre faute.

6

Lorsque j'arrivai à Berlin, le 27 juillet, il y avait encore — étant donné ce que je sais aujourd'hui, — de vagues chances de mettre la barque de la paix à l'abri des récifs. Mais j'avais à ce moment une idée fautive de la situation ; il en était de même pour l'Empereur, qui était spontanément revenu, malgré le désir du chancelier, et pour les ministres, qui accouraient tous dans la capitale. La clé qui pouvait faire comprendre la situation avait été égarée par la Wilhelmstrasse. J'appris que la Russie faisait des préparatifs, et je crus devoir considérer comme une menace la mobilisation de la flotte anglaise, qui, en réalité, était le fait du hasard et avait été ordonnée depuis des mois. Les actes de Bethmann en vue de sauver encore la paix dans cette dernière phase portaient sa marque habituelle : ils venaient trop tard et constituaient des demi-mesures.

Le 28 juillet, de bonne heure, je reçus la visite de von Müller, chef du Cabinet naval ; il était épouvanté de tout ce qu'il avait vu Bethmann faire depuis quelques jours. Il tenait pour indispensable la désignation d'un nouveau chancelier et le remplacement de Jagow par Hintze. Au reste, Müller, lui non plus, ne voyait pas la situation sous son vrai jour.

Dès son retour à Berlin, l'Empereur déploya une activité fébrile pour sauvegarder la paix. Le chancelier n'avait pas su le tenir réellement au courant des événements. Il était difficile pour le souverain de trouver une base précise pour une action diplomatique efficace. Il disait « ne pas savoir ce que voulaient les Autrichiens. Les Serbes n'avaient-ils pas cédé sur tous les points, sauf sur quelques bagatelles ? Depuis le 5 juillet, les Autrichiens avaient tout caché de leurs intentions ».

Cette déclaration fut faite le soir du 29 juillet au nouveau Palais de Potsdam ; l'Empereur y avait mandé les chefs militaires pour les informer de ses échanges de vues avec le chancelier, qui était totalement effondré. Nous ne soupçonnions rien alors des doutes qui certainement avaient dû assaillir Bethmann au sujet de sa politique des premières semaines de juillet. Nous

voyions seulement avec terreur ce qui se passait sous nos yeux, et l'Empereur avec nous ; il s'exprimait sans aucune réserve, comme il l'avait déjà fait fréquemment, sur l'incapacité de Bethmann, mais il était d'avis qu'il ne pouvait actuellement se séparer d'un homme qui jouissait de la confiance de l'Europe. L'Empereur nous fit connaître ce que Bethmann avait suggéré : s'assurer la neutralité anglaise par un accord qui sacrifierait la flotte allemande ; mais, lui, avait rejeté cette suggestion.

A son retour de Potsdam, le soir du 29, le chancelier, qui avait mandé chez lui l'ambassadeur d'Angleterre pour lui faire des propositions au nom de Sa Majesté en vue de la neutralité anglaise dans une guerre franco-allemande, fut donc dans l'obligation de s'imposer une grande réserve au sujet de la flotte. On connaît maintenant, par le Livre Bleu anglais (n^{os} 85, 101), les propositions qu'il formula à cette occasion et la réponse cinglante que lui fit Sir Edward Grey. Le public a, par contre, continué d'ignorer que le chancelier était de nouveau disposé, comme en 1912, à sacrifier la flotte allemande ; il se figurait qu'à ce prix l'Angleterre accepterait une victoire de l'Allemagne sur la France. Les tentatives de capitulation commencèrent donc dès avant la guerre et à un moment où il était peut-être encore temps de l'éviter. Le chancelier avait deux idées funestes : il croyait à la nécessité d'une action militaire autrichienne en Serbie, et il tenait la flotte allemande pour un obstacle au parfait amour de l'Angleterre. Au cas où sa politique serbe fournirait aux ennemis l'occasion d'une guerre, il était ainsi couvert en tout état de cause : la flotte allemande porterait toute la responsabilité. La politique navale du chancelier le 29 juillet, et sa politique de 1911-1912 donnent malheureusement un avant-goût de ce qui fut fait pendant la guerre : la conception navale qu'il fit alors prévaloir n'aboutit à rien moins qu'à faire lentement ce sacrifice de la flotte et de l'avenir de l'Allemagne auquel l'Empereur avait provisoirement refusé de souscrire le 29 juillet.

Le même jour, le prince Henri revint d'Angleterre, apportant au nom de Georges V la nouvelle que l'Angleterre resterait neutre en cas de conflit armé. J'exprimai des doutes ; l'Empereur répondit : « J'ai la parole d'un roi ; cela me suffit. »

Au milieu de la confusion qui régnait en Europe et qui ne permettait à aucun regard de dominer la situation, un revirement favorable parut se produire le 30 juillet. L'Angleterre adhérait à une proposition de médiation faite par l'Empereur d'Allemagne et que Vienne avait également acceptée. L'accord était pleinement réalisé entre nous et l'Angleterre. C'est ce que m'apprit le 31 juillet à midi un billet de l'Empereur : je respirai.

Mais, dès les premières heures de la matinée du 31 juillet, j'avais appris par l'État-Major de la Marine qu'au ministère des Affaires Étrangères on tenait la guerre pour inévitable et que Jagow avait demandé si nous étions prêts à attaquer la flotte anglaise.

Cette contradiction s'expliqua pour moi lorsque, entre midi et une heure, je reçus la nouvelle de la mobilisation russe.

Le chancelier me convoqua à midi et demi ; il avait en main l'ordre impérial proclamant l'état de « danger de guerre ». J'appelai l'attention de Bethmann sur l'accord intervenu entre nous et Londres, et je lui lus le billet de l'Empereur, qu'il ne connaissait pas encore. Le chancelier estima que l'Empereur mêlait plusieurs choses ; que la mobilisation russe constituait un procédé tel à notre égard que nous ne pouvions l'accepter ; que, si la Russie continuait ses préparatifs, il nous faudrait également mobiliser. Pour que notre mobilisation ne se fit pas avec trop de retard, il fallait, d'après lui, qu'un ultimatum fût adressé au Tsar. Telle était aussi ma façon de voir. Aucune maladresse de notre gouvernement ne saurait atténuer la faute de ceux qui sont responsables de la mobilisation russe. En dépit de l'accord réalisé à la dernière heure entre l'Angleterre et nous, la mobilisation russe rendait la guerre inévitable, à moins d'un miracle. Une plus longue hésitation de notre part eût livré notre territoire à l'ennemi et eût été impardonnable. En réalité, les Russes mobilisaient depuis le 25 ; cette avance nous a causé beaucoup de tort, lorsque se mit en mouvement la machine de guerre. Cependant je fis entendre au chancelier qu'il me paraissait juste de souligner encore une fois dans l'ultimatum qu'il y avait accord en fait et que la médiation prenait une tournure favorable. Le chancelier, fort troublé du reste, répliqua qu'on n'avait cessé

de tenir pareil langage et que la Russie venait d'y répondre en mobilisant.

Plus tard, je me suis souvent demandé si l'Empereur n'aurait pas dû, pendant qu'il en était temps encore, envoyer à Pétrograd une personnalité qualifiée. L'homme de la situation eût été Hintze ; mais il était à Mexico. Je savais d'une façon péremptoire, que le Tsar se rendait compte que l'Allemagne et la Russie ne pouvaient rien gagner à s'entre-déchirer, qu'elles faisaient uniquement le jeu de tiers. Le 31 juillet, il était naturellement trop tard pour envoyer un délégué. On m'objectera peut-être que je m'exagérais la puissance du Tsar et que je faisais trop peu de cas du panslavisme. Tout ce que je puis affirmer, c'est que, le 31 juillet encore, obéissant au sentiment plutôt qu'à la raison, j'ai conseillé au chancelier d'intercaler dans l'ultimatum un paragraphe pacifique. Je n'espérais plus guère arrêter, ce faisant, la roue de la destinée, que la mobilisation russe avait mise en branle ; mais, en tout cas, je pensais faire retomber ainsi plus nettement encore sur les ennemis la responsabilité de tout ce qui allait arriver.

Le 1^{er} août, j'appris à la séance du Conseil fédéral que, à la suite de l'ultimatum, nous avions envoyé une déclaration de guerre à la Russie. Cela me parut très fâcheux pour l'Allemagne. Mon sentiment était que nous devions exploiter diplomatiquement l'avantage que nous avions de rester sur la défensive militaire vis-à-vis de la Russie, en laissant aux Russes l'initiative de la déclaration de guerre. Il ne fallait pas laisser le moujik s'enthousiasmer à la pensée que le Kaiser allemand voulait attaquer le Tsar blanc.

On eût dû tenir compte aussi du fait que notre initiative rendait caduc notre traité d'alliance avec la Roumanie. Comme le traité avec l'Italie, il avait été conclu par le prince de Bismarck en vue de la défensive. Ces deux États n'étaient tenus de nous venir en aide qu'en cas d'agression de la Russie ou de la France. Par notre déclaration de guerre à la Russie, nous donnions aux Roumains le droit de ne pas nous suivre dans la guerre ; ce fut également le cas pour les Italiens lorsque nous déclarâmes la guerre à la France. Bethmann n'avait-il donc pas réellement

réfléchi au préjudice énorme qui résultait pour nous de ne pas laisser aux ennemis l'initiative de la déclaration de guerre ?

J'avais l'impression que, à cet égard comme aux autres, nous agissions inconsidérément et sans aucun savoir-faire ; je me révoltais à la pensée que, alors qu'en réalité nous étions attaqués, nous allions prendre aux yeux du monde l'odieuse figure d'agresseurs, et cela à cause des juristes du ministère des Affaires Étrangères. Pourtant nous ne pouvions avoir l'intention de pénétrer en Russie. En quittant la séance, je demandai au chancelier pourquoi il avait fallu que la déclaration de guerre coïncidât avec la mobilisation.

Il me répondit que c'était nécessaire parce que l'armée voulait porter immédiatement des troupes au delà de la frontière. Cette réponse me surprit, car il pouvait tout au plus s'agir de patrouilles. Mais, au cours de toutes ces journées, Bethmann fut dans un tel état de nervosité et d'irritation qu'il fut impossible de lui parler. Je l'entends encore affirmant à différentes reprises, en levant les bras au ciel, la nécessité absolue où nous nous étions trouvés de déclarer la guerre ; il coupait court ainsi à toute discussion.

Moltke, à qui je demandais ce qu'il pensait de la raison donnée par le chancelier pour motiver la déclaration de guerre, contesta qu'on eût l'intention de faire passer immédiatement la frontière à des troupes. Il me déclara aussi que, à son point de vue, la déclaration de guerre n'avait pas d'importance.

Pourquoi avons-nous déclaré la guerre les premiers ? Pour ma part, je n'ai jamais pu résoudre cette énigme. Il est vraisemblable que nous avons obéi à un scrupule de formalisme juridique. Les Russes ont commencé la guerre sans la déclarer ; mais nous, nous ne croyions pas pouvoir recourir aux armes sans une déclaration de guerre préalable. Cette manière de raisonner n'a pas été comprise en dehors de l'Allemagne.

Convoqué l'après-midi au château pour la signature de l'ordre de mobilisation par l'Empereur, j'arrivai en retard parce que la circulation était obstruée ; la signature était déjà donnée. Mais j'appris que l'accusé de réception de notre déclaration de guerre n'était pas encore arrivé ; je fis donc une dernière tentative,

pensant qu'il était encore temps d'envoyer aux Russes une dépêche d'un ton plus conciliant. J'étais obsédé par la pensée de détourner de nous tout au moins l'odieux d'une déclaration de guerre, même si la dernière lueur d'une possibilité de paix était vraiment éteinte. Je demandai si nous devions ouvrir les hostilités avant même que le gouvernement russe eût reçu notre déclaration de guerre ; étant donné que notre concentration se faisait à l'Ouest, elles ne pouvaient d'ailleurs consister qu'en un simulacre d'opérations. Puisque, d'après Moltke, nos patrouilles ne devaient franchir la frontière russe qu'au bout de quelques jours, nous n'avions pas besoin de jouer le rôle d'agresseurs.

La question posée par moi se perdit dans le bruit que fit une dépêche de Lichnowsky, arrivée juste alors, et apportant une dernière suggestion en vue d'une démarche pour le maintien de la paix. J'ai, à ce moment, énergiquement soutenu Bethmann, comme plus tard d'ailleurs, en répondant affirmativement, lorsqu'il me demanda si nous pouvions promettre aux Anglais de ne pas attaquer la côte française. Je lui recommandai même de faire mention de cette offre dans son discours au Reichstag. Cette démarche de paix était vouée à un échec, car il y avait eu un malentendu de la part de Lichnowsky ; elle a cependant prouvé une fois de plus que l'Allemagne ne voulait pas la guerre.

Dans la nuit du 1^{er} au 2 août, une nouvelle discussion relative à notre déclaration de guerre eut lieu chez le chancelier, cette fois à propos de la France. Le chancelier exprima l'avis qu'il nous fallait déclarer sans retard la guerre à la France, parce que nous voulions traverser la Belgique. J'objectai que déjà je n'avais pas compris pourquoi la déclaration de guerre à la Russie avait été rendue publique en même temps que la mobilisation ; je ne voyais pas davantage l'utilité de déclarer la guerre à la France avant l'entrée de nos troupes dans ce pays. Je rappelai les rapports de notre ambassadeur à Londres, aux termes desquels la marche à travers la Belgique aurait pour conséquence immédiate l'entrée en guerre de l'Angleterre, et je demandai s'il était possible que l'armée évitât de traverser la Belgique. Moltke déclara qu'il n'y avait pas d'autre chemin. J'eus l'impression qu'il était impos-

sible de modifier l'organisation des transports. Je déclarai que, dans ces conditions, il nous fallait compter sur une guerre immédiate avec l'Angleterre. Toute journée gagnée favoriserait la mobilisation de la marine. Aussi convenait-il de ne faire une notification à la Belgique que le plus tard possible. On me donna l'assurance qu'on attendrait jusqu'au deuxième jour de la mobilisation ; mais on n'en fit rien. J'ignorais alors que, dès le 29 juillet, Bethmann-Hollweg avait fait entrevoir à l'ambassadeur d'Angleterre, et ainsi à toutes les puissances de l'Entente et à la Belgique elle-même, la possibilité d'opérations de guerre en Belgique. Il l'avait fait dans la pensée de conserver de bonnes relations avec l'Angleterre, nonobstant la guerre continentale.

Il devenait de plus en plus inquiétant de voir que nos dirigeants avaient perdu la tête. Ils ne semblaient pas avoir considéré auparavant la marche à travers la Belgique comme un fait acquis. Depuis la mobilisation russe, le chancelier donnait l'impression d'un homme qui se noie.

Tandis que les juristes du ministère des Affaires Étrangères étudiaient doctoralement la question de savoir si nous étions déjà en guerre avec la Russie, on s'avisa incidemment qu'on avait omis de demander à l'Autriche si elle voulait se battre avec nous contre la Russie. Il fallait réparer cet oubli. L'Italie n'avait pas davantage reçu communication de notre déclaration de guerre à la Russie¹. En sortant de la réunion, les militaires s'entretinrent avec moi de l'attitude effroyable de notre

1. Je ne pouvais alors me douter que l'Autriche réfléchirait encore longuement avant de déclarer la guerre à la Russie et qu'elle nous réserverait par là des heures pénibles. Dans la matinée du 5 août encore, le ministère de la Marine insista par écrit auprès du ministère des Affaires Étrangères à cause de nos vaisseaux de la Méditerranée, pour qu'il obtint une déclaration de guerre de l'Autriche. Je fus épouvanté d'apprendre par Moltke que, si les Autrichiens reculaient, nous étions obligés de faire la paix à tout prix. L'affaire serbe avait été conduite d'une façon lamentable. C'était compliquer la situation diplomatique que de déclarer la guerre à la Serbie sans faire une démonstration militaire et de négocier au sujet d'un gage qu'on ne tenait pas. Si on voulait entreprendre une action militaire, il fallait, à la minute même où expiraient les délais de l'ultimatum et avant que les Serbes eussent le temps de faire sauter le pont de Semlin, occuper Belgrade ; c'est seulement après avoir pris ce gage qu'il y avait lieu de négocier. Nous n'avions donc l'Autriche en mains ni au sujet de l'ultimatum ni relativement à la guerre mondiale. Je ne parlerai pas ici des péchés d'omission que nous avons commis envers l'Italie. Plus tard, j'ai tout mis en œuvre, dans la mesure où ma situation me le permettait, pour faciliter l'envoi à Rome du prince de Bülow.

direction politique. Une autre préoccupation m'assaillait avec non moins de force ; j'avais l'impression que l'État-Major n'appréciait pas comme il convenait l'importance d'une guerre contre l'Angleterre ; il la négligeait pour ne porter son attention que sur la guerre contre la France, car il ne s'attendait apparemment qu'à une guerre de courte durée. Les décisions de l'heure ne s'inspiraient en aucune mesure de plans de mobilisation politico-stratégiques mûrement étudiés pour l'ensemble de la guerre.

Lorsque l'Empereur apprit l'échec de ses efforts pour le maintien de la paix, il en fut profondément affecté. Un de ses familiers de vieille date, qui le rencontra dans les premiers jours d'août, déclara n'avoir jamais vu une figure aussi tragique et aussi décomposée que celle de l'Empereur à ce moment.

Le 2 août, des discussions très vives se poursuivirent en ma présence, au château impérial, entre Bethmann et Moltke. Ce dernier considérait comme sans importance une déclaration de guerre formelle à la France. Il mentionna toute une série d'actes d'hostilité commis par les Français et dont il lui avait été rendu compte ; d'après lui, on était effectivement en guerre et on ne pouvait arrêter le cours des événements. A différentes reprises, j'exposai que je ne voyais pas bien pourquoi il était nécessaire d'envoyer à la France une déclaration de guerre, qui aurait inmanquablement un caractère agressif ; l'armée pouvait s'avancer jusqu'à la frontière française sans déclaration de guerre.

Le chancelier estima qu'il lui était impossible de présenter une sommation à la Belgique sans une déclaration de guerre préalable à la France. Je n'ai jamais compris pourquoi.

La question belge aurait précisément dû, dès le début, inspirer à notre diplomatie une attitude de particulière prudence. Depuis plusieurs dizaines d'années, l'État-Major avait sérieusement envisagé l'éventualité du passage à travers la Belgique, notamment depuis que, dans sa politique de revanche, la France avait commencé à s'appuyer sur les armées russes. Personne au monde ne pouvait douter qu'au cas d'une guerre franco-allemande les Français ne fussent les agresseurs — tout au moins moralement. Puisque nous avons à nous défendre et que nous

étions menacés à la fois sur la Vistule et sur la Meuse et la Moselle, le monde ne pouvait que considérer comme légitime notre passage à travers la Belgique, le jour où l'offensive politique de la France se manifesterait clairement contre nous.

Dans les années qui ont précédé la guerre, les officiers d'état-major spécialisés dans l'étude de cette question et qui se rendaient tout particulièrement compte de la grave et terrible situation de l'Allemagne, avaient, d'après toutes sortes d'indices, acquis la conviction que les Français et les Anglais traverseraient la Belgique pour attaquer les pays rhénans. En fait, et comme Schlieffen l'avait toujours prévu, l'attaque française de 1914 se produisit en Lorraine. Nous avions cependant des preuves que les puissances occidentales comptaient faire de la Belgique un théâtre d'opérations. Nous savions aussi, par une abondante documentation, et cela avant d'avoir ouvert les archives belges, que les sympathies politiques et militaires des milieux influents de la Belgique allaient à l'Entente. Comme le chancelier devait être renseigné sur la question belge, il eût été de son devoir de préparer diplomatiquement la marche à travers la Belgique, que l'État-Major considérait comme une nécessité en cas d'attaque franco-russe. Rien n'a été fait à cet égard. L'offensive stratégique de l'Allemagne par la Belgique se heurtait aux plus graves difficultés politiques ; elles ne pouvaient être aplanies que si notre diplomatie était assez prudente et assez habile pour démontrer clairement au monde que nous étions, politiquement parlant, sur la défensive. Mais, si nous nous donnions faussement l'apparence d'être les agresseurs, la mesure de pure défense que constituait la marche à travers la Belgique prenait le caractère néfaste d'un acte de violence brutale. Les ennemis avaient ample matière à calomnie si, après l'ultimatum à la Serbie, après le rejet de la proposition de conférence de Grey, après la déclaration formelle de guerre à la Russie et à la France, nous donnions à nouveau prise sur nous en traversant la Belgique. Combien douteuse et suspecte était cependant la neutralité belge comme aussi sa défense armée inspirée par l'Angleterre ! Seule notre parfaite maladresse politique a tressé à ce pays sa légendaire couronne du martyre. Nous prenions toujours les

devants comme si nous voulions faciliter le jeu de nos ennemis. L'État-Major n'était pas qualifié pour juger seul de la répercussion politique des nécessités stratégiques. Mais « l'injustice » commise envers la Belgique, cette invention de Bethmann, donna à nos ennemis une arme de plus pour nous calomnier et, dans le développement ultérieur des événements, il obscurcit de la façon la plus néfaste dans notre propre peuple le sentiment de notre bon droit.

Je ne suis arrivé à me faire un jugement sur la question belge qu'au cours de la guerre, car, pendant la paix, comme au moment où la guerre éclata, je l'ignorais complètement. Mais, dès cette séance, je compris avec netteté quelles fautes diplomatiques nous allions commettre dans le déclenchement de l'action militaire à l'Ouest.

Après le départ du chancelier, Moltke se plaignit à l'Empereur de l'état « déplorable » de notre direction politique, qui n'avait rien préparé pour faire face à la situation et qui, maintenant que l'avalanche roulait, ne songeait encore à rien d'autre qu'à rédiger des notes juridiques.

Je confirmai à l'Empereur qu'à mon avis il y avait eu carence du ministère des Affaires Étrangères depuis plusieurs années, mais que mon rôle n'était pas de donner des conseils à ce sujet au souverain. La gravité de l'heure m'obligeait cependant à sortir pour une fois des limites de mes attributions. — « Le chancelier est mon supérieur, je n'ai pas à formuler de jugement sur lui ; mais que Votre Majesté rappelle Hintze pour remplacer Jagow. »

Hintze fut bien rappelé du Mexique et il finit par trouver accès au Grand Quartier Général ; mais, sur les instances du ministère des Affaires Étrangères, il fut aussitôt nommé après à Pékin ; il repartit ainsi pour la seconde fois, sous un déguisement, à l'autre bout du monde. Il possédait une expérience qui l'eût mis à même, mieux que n'importe qui, de mener à bien une paix séparée avec le Tsar ; cette paix était, en 1916, le facteur décisif de la guerre, et il nous était possible de l'avoir.

Le 6 août, Jagow me rendit visite pour me demander que le ministère de la Marine voulût bien s'abstenir d'adresser des informations politiques à l'Empereur, ce que nous n'avions jamais fait ¹. Je lui fis des représentations au sujet de la faillite complète de notre direction politique, qui aurait dû prendre certaines dispositions préalables en vue de la guerre. Il nous fallait maintenant déployer contre le plus puissant de nos adversaires toute la force dont nous disposions. Comme je lui demandais ce qui arriverait si nous vainquions la France et la Russie, mais non l'Angleterre, Jagow haussa les épaules. L'opposition de nos vues apparut clairement lorsque je dis : « Ne pouviez-vous pas promettre à la Russie le libre passage dans les Dardanelles et tout ce qui était possible pour empêcher la guerre ? » Jagow répondit : « Si vous nous aviez procuré une petite convention navale avec l'Angleterre, la guerre n'eût pas été nécessaire. »

Après tout ce que le ministère des Affaires Étrangères devait savoir de la genèse de la guerre, il fallait une certaine audace pour dénoncer la flotte comme cause de la guerre. Mais le chancelier et le ministère des Affaires Étrangères ont depuis lors mis une sollicitude et un soin particuliers à répandre et à fortifier cette légende. Cela marchait de pair avec la lutte encore beaucoup plus néfaste entreprise contre la flotte allemande pour l'empêcher de participer à la guerre.

Dès l'instant que nos armées s'avançaient en Belgique et en France, ou qu'elles luttaient victorieusement contre la Russie et la France, l'Angleterre devait devenir notre adversaire,

1. On m'a souvent reproché de faire une politique personnelle et d'avoir, en particulier, exercé une influence politique par le service des renseignements. C'est tout à fait inexact ; je me suis toujours efforcé, même pendant la guerre, d'observer la plus grande réserve en matière politique ; cela ressort clairement des documents jusqu'alors inconnus qu'apportent ces *Mémoires*. Qu'ici ou là le zèle d'un officier du service des renseignements ait outrepassé ses attributions à mon insu et sans mon autorisation, cela ne change rien aux choses. Il est tout aussi faux de prétendre, comme Bethmann avait l'habitude de le faire pour me desservir auprès de l'Empereur, que j'aie été en relations pendant la guerre avec l'écrivain distingué comte E. de Reventlow qui, avec Rohrbach et Jackh, avait mis son talent de journaliste à la disposition de mon adjoint à Berlin et que j'aie exercé une influence sur lui.

même si notre force navale avait été nulle. En raison de sa politique traditionnelle, elle ne tolérerait pas notre suprématie sur le continent, même si elle n'était liée par aucune entente formelle avec ces puissances. Si la flotte allemande pesa de son poids dans la situation, en juillet 1914, ce fut pour réfréner les velléités belliqueuses de l'Angleterre et provoquer les efforts pacifiques de Grey. L'Angleterre a prouvé, par son attitude dans les années où notre flotte était inexistante ou faible, qu'elle n'aurait pas laissé passer les occasions de nous abattre avec l'aide de l'étranger et que peut-être elle les aurait même saisies d'un cœur plus léger que lorsqu'elle mit en branle, en juillet 1914, l'instrument des Ententes.

J'exprime là des vérités évidentes ; mais l'ardeur que met l'Allemand à causer lui-même sa perte permit, dès l'automne 1914, au chancelier et à ses satellites de semer la suspicion sur le seul moyen de salut que nous eussions alors — notre flotte. Il fut ainsi possible d'effacer dans l'esprit de beaucoup de gens la trace des semaines de juillet, de la véritable genèse de la guerre. Bientôt, j'appris de source autorisée que la chancellerie et les salles de rédaction de certains journaux étaient tombés d'accord pour voir en moi l'auteur responsable de la guerre. Bientôt aussi, faisant écho à nos ennemis, des milieux allemands à courte vue allèrent répétant que l'autocratie et la caste militaire avaient déclenché la guerre ; et ceux qui, sans le vouloir, n'en ont pas moins, en fait, préparé la destruction de la monarchie et ébranlé les fondements de la force, de l'indépendance allemande, avaient soi-disant, après la Révolution, le désir le plus vif de dire « la vérité » devant une Haute-Cour.

La politique ambiguë de Bethmann en juillet 1914 n'a pas seulement compromis notre situation diplomatique pendant la guerre et lors de la conclusion de la paix ; elle a aussi renforcé le penchant qu'ont les Allemands à s'incriminer eux-mêmes, si bien que tout l'avenir de notre nation risque d'en être assombri. Les ennemis, désireux d'imputer au peuple allemand la responsabilité de la guerre, ont, en effet, trouvé parmi nous des agents complaisants chargés de nous persuader que c'est nous qui l'avons déclenchée. J'ai indiqué les erreurs de la politique alle-

mande au cours de ces semaines, et il n'y a pas lieu de les dissimuler. Mais nous ne sommes nullement les auteurs responsables de la guerre. Seuls portent la faute de cette guerre et de la barbarie avec laquelle elle fut menée, les gouvernements de Paris, de Londres et de Pétrograd. Comment le moindre doute saurait-il d'ailleurs subsister à cet égard ? Comment le peuple allemand peut-il oublier que les ambassadeurs belges, plus clairvoyants que les diplomates allemands, ont dénoncé sans détours, plusieurs années avant 1914, la volonté de guerre de l'Entente et la conspiration ourdie par elle contre l'Allemagne ? La responsabilité de l'Entente n'apparaît pas moins nettement dans ses actes : c'est elle qui voulait arracher l'Alsace et la Lorraine à leur mère-patrie allemande, faire du peuple allemand le serf du capitalisme anglo-saxon, démembrer la monarchie austro-hongroise et détruire l'empire ottoman ; c'est elle qui, comme moyens de guerre, n'employa pas seulement l'épée, mais la famine, l'internement, le vol commercial et l'empoisonnement moral, jusqu'à ce qu'elle eut scellé la tombe de notre peuple ; c'est elle dont l'animosité, nourrie contre nous depuis des dizaines d'années, se donna libre cours aussitôt que les négociations de juillet 1914 lui offrirent une occasion particulièrement favorable. L'hypocrisie avec laquelle elle exploite notre politique malheureuse n'empêchera pas qu'un jour elle ait à répondre devant l'histoire de ses crimes de lèse-humanité.

8

J'ai exposé toute ma pensée sans voiles, parce qu'aujourd'hui encore des voix officieuses s'efforcent de cacher les fautes qui ont été commises. Or, pour disculper moralement le gouvernement d'alors, il faut avoir la loyauté de mettre en relief l'infériorité de sa diplomatie ; c'est seulement ainsi que l'on prouvera historiquement que l'Empereur n'a pas participé à la fausse manœuvre gouvernementale. Si d'autres se sont trompés, ce n'est pas parce qu'ils voulaient la guerre — ils n'avaient pas la moindre volonté belliqueuse —, mais parce qu'il leur a manqué une claire et droite vision des choses.

En ce mois d'août 1914, notre peuple accourut aux armes animé de ce bel enthousiasme de sacrifice et avec cette pleine conscience de la force de l'État prusso-allemand que jamais des yeux allemands ne reverront plus ; il allait repousser l'agression qu'une diplomatie à courte vue avait facilitée à des voisins aux aguets. Le sentiment national était alors en plein épanouissement : le peuple allemand en avait donné la preuve dès 1911, lorsqu'il n'accepta pas sans mécontentement l'offense que lui avait infligée un gouvernement sans énergie. Il le montra avec une force impressionnante lorsque retentit l'appel aux armes de l'Empereur. Notre peuple ne connaissait pas alors les erreurs des dirigeants de notre politique, il ignorait dans quelles conditions écrasantes d'impréparation il partait en guerre. Il se savait pur de toute faute ; il l'était. Mais aucune des innombrables offres de paix de notre gouvernement n'a provoqué la pitié de l'Angleterre, du jour où elle a pris conscience de la faiblesse de notre gouvernement et y a puisé la certitude de notre perte, malgré la force et la santé que possédait encore l'Allemagne.

Cependant la coalition mondiale, en dépit de sa supériorité inouïe, n'aurait pas réussi à nous vaincre, si l'union intérieure avait été sauvegardée par les moyens que commandaient les traditions de nos pères et le danger de l'heure. Mais, quelque héroïsme que déployassent nos troupes, le gouvernement encouragea à l'intérieur les défauts héréditaires de notre race et les éléments destructeurs, jusqu'à ce que le désir de l'Angleterre fût réalisé et que le peuple le plus prospère et le meilleur de la terre fût réduit au plus profond abaissement.

Ainsi, cette vieille nation de pirates qu'est l'Angleterre a poussé une fois de plus l'Europe à s'entre-déchirer. Jetant elle-même sa puissance dans la mêlée et employant les moyens les plus brutaux, elle a mis la victoire du côté où allaient ses intérêts matériels. C'en est fait maintenant de la liberté et de l'indépendance des peuples du continent européen, et peut-être leur civilisation florissante est-elle anéantie pour toujours.

Mais ce succès même amènera pour l'Angleterre le jour du jugement.

CHAPITRE XVII

LES GRANDS PROBLÈMES DE LA GUERRE

1

Assurer l'écrasement de notre pays par le rouleau russe, tandis que les armées française, belge et britannique tiendraient la nôtre en respect, tel était l'espoir de l'Angleterre ; elle pensait arrêter ensuite la guerre au cas où surviendrait le danger d'une trop grande victoire russe. L'ennemi supputait la défection de l'Italie, qui déjouerait nos prévisions et détruirait, pendant les semaines décisives, notre supériorité numérique sur le front occidental.

Pour bien étayées qu'elles fussent, les espérances de nos adversaires furent détruites par la manière dont fonctionna notre machine de guerre et par notre rapide occupation de la Belgique. Les masses russes rendirent tout ce qu'on était en droit d'en attendre. Mais elles se heurtèrent bientôt, pour leur malheur, à de grands capitaines à qui la chance des batailles sourit, et qui surent mettre en valeur, par des opérations supérieurement menées, les qualités les meilleures de notre peuple sous les armes.

Le plan de Schlieffen, qui comportait l'attaque de la France à travers la Belgique, était sans doute destiné à détourner de l'Allemagne un premier danger vital. J'ai tout ignoré de ce plan jusqu'à la déclaration de guerre, et je ne suis pas à même de juger s'il s'imposait absolument, étant donné l'évolution de plus en plus marquée de la technique de guerre vers les combats de tranchées, et en raison, d'autre part, de notre situation politique dans le monde. Il eût fallu, en tout cas, en confier l'exécu-

tion à des hommes assez génialement doués pour être pleinement maîtres d'une opération aussi prodigieuse et de toutes les éventualités appelées naturellement à se produire. Notre commandement militaire n'aurait jamais fixé trop haut le coefficient de sécurité que comportait un énorme mouvement d'enveloppement ; ses évaluations sont restées en deçà des besoins. Nos effectifs militaires du temps de paix étaient trop réduits ; on a commis la faute fatale de ne pas puiser suffisamment au réservoir d'hommes de l'Allemagne.

A la fin de 1911, le chancelier prit l'initiative d'un projet de loi militaire ; mais ce projet manquait d'ampleur ; celui de 1913 vint trop tard pour pouvoir donner son plein effet pendant la guerre. J'avais moi-même, avant la Noël de 1911, et à l'instigation de l'amiral von Müller, suggéré au ministre de la Guerre von Heeringen d'appuyer avec moi un projet de loi militaire qui serait déposé sans retard ; je m'étais, en outre, déclaré prêt à laisser passer au second plan en sa faveur mes demandes pour la marine. Le Grand Quartier Général estima, en automne 1914, qu'on aurait été victorieux de la France si on avait eu sous la main les deux corps d'armée que l'État-Major Général s'était laissé marchander en 1911-1912 malgré les instances de ses spécialistes.

Puis on avait tenu pour négligeable l'armée anglaise, que notre opinion se représentait encore volontiers sous les espèces de tommies d'Aldershot avec leurs petites casquettes et leur badine. Lorsque, après la déclaration de guerre, je mis en garde le chef d'État-Major contre une appréciation trop dédaigneuse de cette troupe, composée en quelque sorte uniquement de sergents, il me répondit : « Ceux-là, mais nous allons les coffrer ! » Lorsqu'il formulait cet espoir, il ne prévoyait certes pas qu'aux jours critiques il lui faudrait prélever deux corps d'armée précisément sur l'aile droite pour les diriger sur le front oriental. A la fin de l'automne 1914, je voyais encore le Grand Quartier Général hésiter à prendre au sérieux les nouvelles armées de Kitchener. En août 1914, j'écrivis de Coblenz : « Les difficultés surgiront seulement quand notre armée croira avoir atteint le haut de la côte. »

Ce qui me paraissait alors importer par-dessus tout, c'était de couper les Anglais de leurs lignes de communication et d'atteindre Calais. Tout le reste nous eût été facilité si, en coupant les Anglais des ports du Pas-de-Calais, nous les avions obligés à passer par Cherbourg ou par Brest, c'est-à-dire par l'Atlantique, et non par une mer intérieure ; la guerre sur le front français aurait pris alors une tout autre physionomie.

J'ai vainement insisté auprès de Moltke pour le gagner à mes vues ; le feld-maréchal von der Goltz, qui partageait ma conception, n'eut pas plus de succès. Je ne pouvais espérer influencer sur les décisions de Falkenhayn. Mon vœu de voir couper aux Anglais leurs lignes de communication n'aurait été réalisable par mer, suivant moi, qu'au moyen d'une bataille navale de la flotte de haute mer, et non par la seule intervention d'unités légères. Ceci n'était, à mon sens, qu'un élément d'un programme d'action plus vaste que j'aurais voulu voir réaliser par la flotte, et sur lequel je reviendrai plus tard. En ce moment, précisément (début de 1919), lord Haldane me donne raison après coup. D'après les informations des journaux, il vient d'adresser au *Times* une lettre où il signale comme une erreur stratégique de l'Allemagne le fait qu'elle « a hésité à utiliser immédiatement ses sous-marins et ses torpilleurs pour empêcher le transport de l'armée anglaise après sa mobilisation, le matin du 3 août ». Si nous nous y étions préparés méthodiquement, et si nous avions tenté l'opération, la flotte de haute mer anglaise aurait certainement fait son apparition, et une bataille navale se serait alors engagée ; le plus tôt eût été le mieux.

Moltke était un homme gravement atteint par la maladie : les rênes traînaient à terre ; les opérations militaires perdirent leur unité. Mais il m'avait inspiré, en dépit de sa malchance, une entière confiance en tant que personnalité. Son successeur ne donnait pas l'impression d'avoir une préparation suffisante pour assumer en toute maîtrise une tâche qui se compliquait à l'infini après la bataille de la Marne et à mesure que la campagne tournait à la guerre d'usure. L'armée jusqu'alors n'avait eu qu'un idéal : la bataille de Cannes. Mais, dans une guerre d'usure, la supériorité de l'ennemi devait fatalement s'affirmer

d'une façon de plus en plus marquée grâce à sa maîtrise des mers. Tout le bénéfice de nos victoires sur terre était annihilé par la situation générale, exceptionnellement défavorable, de l'Allemagne. Coincés entre des ennemis continentaux, nous ne pouvions absolument assurer notre salut qu'en nous hérissant de toutes parts afin de nous rendre inattaquables. Pour vivre il nous fallait, en effet, les routes maritimes. Aussi le courage le plus héroïque et la concentration de nos forces pouvaient-ils seuls nous sauver.

La guerre sur terre elle-même devait être ordonnée conformément au but à atteindre. Après la bataille de la Marne, l'armée avait à remanier ses conceptions. Le commandement suprême d'alors manquait de larges vues d'ensemble. Quant à Hindenburg et Ludendorff qui, en 1915, projetaient de détruire les armées russes par une manœuvre enveloppante exécutée par Kovno, et qui, pour cette raison, n'étaient pas d'avis de faire une attaque frontale par Gorlice, on ne les laissa pas réaliser leur plan. S'ils avaient réussi, ils auraient sans doute pris une situation prépondérante vis-à-vis du Grand Quartier Général. Il faut, à la guerre, un but politique précis et élevé, qu'on doit s'efforcer d'atteindre par une concentration de toutes les forces politiques et militaires. La décision dépend de l'adversaire principal. Des victoires partielles sur des ennemis secondaires sont tout au plus un moyen en vue d'une fin. Il ne pouvait y avoir qu'une fin véritable : frapper au cœur la coalition ennemie. Envisagions-nous clairement ce but ? De là dépendait notre sort.

Mais quel était l'adversaire principal ? Sans nul doute, à mon avis, celui qui disposait des plus grands moyens et qui témoignait de la volonté de guerre la plus puissante. Londres avait toujours été le cerveau politique de l'Entente et en devenait, d'une façon de plus en plus accusée, le cerveau militaire. Jusqu'à l'établissement d'un nouveau front oriental en 1918, elle n'a négligé aucune chance essentielle de succès. Toutes les victoires que nous remportions sur la Russie devaient donc être considérées comme des victoires partielles, destinées à dégager nos forces pour les porter contre l'ennemi principal en rendant rapidement possible une paix séparée avec le Tsar.

Ce n'est pas le morcellement de l'Empire russe, à quoi visaient la diplomatie et la démocratie allemandes, qui pouvait nous être d'aucune utilité si nous ne frappions pas l'adversaire principal.

2

Le sentiment populaire attribue avec raison à l'homme d'État qu'était Bismarck, et non aux militaires, le principal mérite des guerres victorieuses qui ont fondé notre liberté, notre unité et notre prospérité. Aussi longtemps que notre peuple demeura sain et fidèle, notre armée, invincible, comme elle le fut dans les premières années de la guerre mondiale, nos hommes d'État avaient assez de moyens politiques, militaires et navals, pour sortir honorablement de la guerre avec l'Angleterre dans laquelle ils avaient été engagés. L'armée, qui, en raison de son domaine d'action, n'était pas dressée à combattre l'Angleterre, ne faisait pas suffisamment cas de cet adversaire, qui pour elle était pour ainsi dire insaisissable. On me reprochait d'être un pessimiste, et au « *Lion d'Or* », à Charleville, on disait couramment : « Il n'y a pas au Grand Quartier Général un seul officier, sauf M. le secrétaire d'État de la Marine, pour ne pas croire à la fin de la guerre avant le 1^{er} avril 1915. » Le monde anglo-saxon me tenait pour un adversaire dont il voyait avec satisfaction l'isolement au milieu des gouvernants allemands. Cette prédominance, bien compréhensible de la part de l'armée, de la conception d'une guerre continentale n'eût présenté aucun danger, à la condition que le chancelier marchât d'accord avec moi. Mais, sans une politique bien comprise et qui tînt compte de la situation navale, la guerre ne pouvait pas être gagnée, même militairement. Si le chancelier avait saisi le caractère de la guerre, l'armée eût été tout disposée à accorder, dès le début de la campagne, une importance plus considérable aux lignes de communications anglaises. Et alors on aurait pu aussi, par la coopération de la flotte et de l'armée, porter à l'Angleterre les coups dont il sera question dans ce chapitre et dans les suivants.

Le 19 août 1914, je dis au chancelier, en présence de Moltke

et de Jagow : « Les résultats de notre action contre la Russie ne gênent pas l'Angleterre; ils la soulagent, au contraire. Les circonstances nous ont obligés de combattre sur un front où nous n'avons pas d'intérêts politiques. La guerre germano-russe est très populaire en Angleterre. Les hommes d'État anglais sont fermement résolus à tenir jusqu'au bout. Nous ne pouvons assurer notre avenir qu'en harcelant l'Angleterre. La décision de la guerre repose uniquement sur la question de savoir qui, de l'Angleterre ou de l'Allemagne, tiendra le plus longtemps. Il est absolument indispensable d'occuper Calais et Boulogne. »

Ce raisonnement ne parut pas convaincre le chancelier. Selon lui, même au cas d'une guerre heureuse à l'Ouest, il nous faudrait savoir nous borner de ce côté et porter nos forces vers l'Est. Dès la première quinzaine d'août, le chancelier avait déclaré à une personnalité que nous connaissions tous deux : « La guerre avec l'Angleterre n'est qu'un orage qui passera rapidement. Les rapports deviendront ensuite meilleurs que jamais. » Bethmann visait à une entente avec l'Angleterre; aussi estimait-il que, dans nos actes de guerre, nous devions la ménager, car l'Angleterre est un « bouledogue qu'il ne faut pas exciter ». Il cherchait maintenant à tendre une main amie, alors qu'elle s'était dérobée lors de la proposition de conférence de Grey. Il ne voyait pas que, une fois la guerre engagée, l'Angleterre, avec sa claire et froide logique, voulait la gagner. L'armée avec sa conception d'une guerre continentale, l'Empereur avec son esprit de concession, le grand public avec ses vues politiques obscures, tout cela permettait au chancelier de réédifier sans cesse son château de cartes écroulé. Il se reportait aux dispositions pacifiques de Grey dans les premières semaines de juillet; comme il n'en avait jamais saisi la raison, à savoir les graves risques que comportait une guerre navale, il supposait que ces dispositions subsistaient encore au moment où l'Angleterre avait résolu de faire la guerre, et alors même que les perspectives de victoire s'étaient accrues pour elle, grâce aux circonstances qui accompagnèrent la déclaration de guerre, à la non-occupation de la côte du Pas-de-Calais, à la réserve observée par la flotte allemande et aux événements de la Marne.

Fidèle, comme je l'ai dit plus haut, à ses anciennes traditions, l'Angleterre voulait s'accroître en combattant celle des puissances continentales dont elle avait, à ce moment, le plus à redouter la concurrence. Dans son pharisaïsme puritain, la politique anglaise, toute d'utilitarisme pratique, et placée sous la coupe du capital anglo-saxon et de ses intérêts, était résolue, avec une parfaite unité de vues, à combattre le germanisme : elle devait s'y employer avec d'autant plus d'opiniâtreté et de rigueur que nous avons été plus près, jusqu'en juillet 1914, d'arriver à nous imposer par notre effort pacifique. Comment croire que l'Angleterre n'exploiterait pas jusqu'au bout la chance, qui s'offrait maintenant à elle, d'abattre au dernier moment un concurrent qui l'avait déjà presque supplantée ? Plus l'Angleterre constatait que notre volonté de guerre mollissait, plus elle affirmait la sienne. L'influence de Lloyd George l'emportait sur celle d'Asquith. Chez nous, c'était le processus contraire : le parti des hommes résolus perdait du terrain. La défaite devait infailliblement s'en suivre.

Une constante incompréhension de l'Angleterre avait caractérisé notre politique depuis 1911 ; on continuait à s'y tenir. La presse fut invitée à ménager l'Angleterre. A différentes reprises, le ministère des Affaires Étrangères donna des instructions en ce sens dans les réunions de journalistes à Berlin. Les Anglais en furent naturellement informés, ils en tirèrent leurs conclusions, qui étaient, il est vrai, tout le contraire de ce que supposait le bon « Michel ».

Dans son ignorance de la volonté et de la puissance de l'Angleterre, notre opinion publique les tenait pour presque inexistantes ; elle ne comprenait pas qu'il faudrait nous résigner à la défaite si nous ne réussissions pas à harceler l'Angleterre avec tant de force qu'elle finit par préférer un compromis. Depuis Gneisenau et Friedrich List jusqu'à Karl Peters et A. von Peez, on avait vainement essayé d'initier l'Allemagne à la connaissance de l'Angleterre. Dans l'ère bismarckienne, que l'on invoquait sans cesse dans les problèmes de l'heure présente, d'autres problèmes et d'autres conditions avaient nécessairement été à la base de notre politique. En dehors des milieux

maritimes, on ne se rendait pas compte de ce qu'était la puissance de l'Angleterre, ni de sa froide résolution de nous mettre à l'écart. On fermait d'autant plus volontiers les yeux qu'on n'avait pas la moindre idée des moyens dont nous disposions déjà nous-mêmes pour faire échec à la volonté anglaise. Notre marine était trop jeune, et ne faisait pas assez corps avec la nation pour faire prévaloir ses vues. Elle joignait à une conception rigoureuse du devoir national une expérience qui ne se limitait pas au continent et qui était précieuse pour une guerre mondiale. En la tenant, au cours de la guerre, dans un isolement de plus en plus marqué, la nation, ou du moins les classes dirigeantes, prouvèrent qu'elles n'étaient pas mûres pour une guerre d'une pareille ampleur.

Dans les premiers mois de la guerre, il se trouva encore des hommes appartenant à toutes les classes sociales pour venir me demander d'amener la flotte à se battre ; si, plus tard, l'opinion publique s'endormit à cet égard, elle ne fit que suivre la voie dans laquelle s'étaient engagés les dirigeants de notre politique.

J'avais conçu le plan de constituer un corps de marine qui, avec les Flandres pour base, mènerait la lutte contre l'Angleterre ; à cette occasion, le 27 et le 28 août, je pressai à nouveau le chancelier de concentrer sa politique contre l'Angleterre. Dès ce moment, je ne pouvais comprendre qu'on prétendît vaincre l'Angleterre uniquement sur le continent ; cela me parut, à plus forte raison, complètement utopique lorsque, un mois plus tard, les fronts de l'armée eurent commencé à se stabiliser.

Comme je l'ai déjà dit, personne ne partageait mon avis au Grand Quartier Général, les diplomates encore moins que les autres. Je n'avais presque plus personne avec qui je pusse m'entretenir de ma manière de voir. Entouré de gens qui, consciemment ou inconsciemment, étaient unanimes contre moi dans leur optimisme irréfléchi, je me suis souvent demandé : « Serais-je donc atteint de cécité, ou tous les autres sont-ils aveugles ? Verrais-je les choses trop en noir ? Me serais-je réellement trompé pendant toute ma carrière sur la tenace volonté de domination de l'Angleterre ? » Les milieux dirigeants vivaient

dans l'incompréhension de la puissance que représente la mer et du danger qui nous menaçait ; ils ne voulaient pas voir que l'Angleterre cherchait la ruine de nos intérêts maritimes. C'est seulement lorsque l'évolution de la guerre me donna malheureusement raison que se révéla à moi le sens terrible de cette parole : *But you are not a seagoing nation.*

Je représentais constamment au chancelier que l'Angleterre ne cesserait de nous porter des coups aussi longtemps qu'elle aurait des chances de détruire la situation que nous occupions dans le monde. Nos démocrates auraient dû, entre tous, redouter cette éventualité. Lloyd George n'allait-il pas prêchant : « Je ne crains ni von Hindenburg, ni von Mackensen, ni aucun des autres « von » ; je ne crains que l'ouvrier allemand » ? Plus le *knock-out* tardait, plus la situation devenait dangereuse pour nous, car l'arme principale de l'Angleterre, la flotte, ne pouvait produire son effet que par de longues années de blocus. Sur le continent, également, il devait se passer des années avant que l'Angleterre eût constitué sa propre armée, lorsqu'elle aurait constaté que les armées étrangères étaient impuissantes à lui procurer une victoire rapide. Mais, si elle consentait un effort aussi formidable, qui compromettrait tout son organisme économique, il était évident qu'elle exigerait une compensation non moins gigantesque et voudrait n'avoir pas à redouter pendant des siècles une résurrection du peuple allemand.

Chaque fois que j'essayais de modifier l'opinion erronée du chancelier sur l'Angleterre et la façon de la traiter, il me répondait évasivement, suivant sa manière. Mais il n'était pas douteux pour moi qu'il persistait dans ses anciens errements. Le 19 août, il m'informa que les Anglais emmenaient en Angleterre des bateaux hollandais chargés de céréales et destinés à la Hollande ; je ne pus le déterminer à clouer au pilori comme il convenait cette violation de neutralité. Dès ce moment, je lui disais : « Toute manifestation publique de notre désir d'entente avec l'Angleterre produira un effet inverse de celui que nous en attendons, et sera interprété comme un signe de faiblesse. Le seul moyen d'amener l'Angleterre à résipiscence, c'est de faire preuve à son égard de la plus absolue opiniâtreté. »

Je pose ici en fait qu'aucune de mes interventions, de 1914 à 1918, tendant à affirmer notre volonté de guerre contre l'Angleterre, n'a jamais empêché le gouvernement de rechercher avec elle une paix de conciliation. Ce n'est pas ma défense que je présente ici, et je n'ai vraiment pas à me justifier de la ridicule accusation lancée contre moi dans le grand public, suivant laquelle j'aurais empêché le gouvernement de conclure à temps la paix avec l'Angleterre. Pour autant que je sache, à aucun moment l'Angleterre n'aurait été prête à nous accorder une autre paix qu'une paix d'anéantissement. Jamais je n'ai eu assez d'influence pour pouvoir contrecarrer une paix possible, même si je l'eusse voulu, et jamais le chancelier ne s'est ouvert à moi d'une réelle possibilité de paix. J'émetts ici de simples considérations de tactique politique, dont l'importance devenait de plus en plus grande à mesure que notre situation s'aggravait.

Pour arriver à une paix de compromis acceptable avec l'Angleterre, il fallait précisément, une fois en guerre, faire preuve vis-à-vis d'elle d'un esprit combatif énergique et chercher un rapprochement avec la Russie. C'est là un principe tactique d'une simplicité élémentaire que tous les peuples pratiquent à l'exception du nôtre. L'Allemand paraît ne pas apporter dans les questions d'un intérêt vital pour la nation assez de passion pour saisir toute la portée de ce principe ¹. Nous compromîmes la dernière chance de conclure une paix honorable avec l'Angleterre en adoptant la tactique contraire, c'est-à-dire en faisant publiquement des offres de paix.

Dans les relations internationales, l'Allemand, pour montrer son bon vouloir, commence volontiers par donner ses atouts

1. Je savais en apprécier la valeur, même quand il me gênait. Il y a dix ans, par exemple, la *Ligue navale*, en poussant ses exigences plus loin que moi, et en m'attaquant d'une façon violente et très désagréable pour ma personne, a facilité l'adoption, par le Reichstag, des demandes modérées que j'avais présentées. La *Vaterlandspartei* a été fondée plus tard dans le même esprit ; elle était un auxiliaire tactique du gouvernement ; dans des négociations de paix, celui-ci avait absolument besoin d'avoir derrière lui une opinion publique fermement résolue. Je me suis souvent étonné, et c'est encore pour moi un sujet d'étonnement, que des gens clairvoyants ne se soient pas rendu compte de l'effet que produisait sur l'étranger une politique déprimante et aient souvent considéré le parti de la patrie comme une officine d'optimisme sans esprit critique. Son véritable objet ne pouvait être compris que de ceux qui avaient pleinement conscience que notre action était tournée vers le dehors.

à l'adversaire, s'imaginant ainsi se concilier sa faveur. Dès l'instant que des offres de paix étaient faites, les hommes d'État anglais eurent indubitablement l'assurance que notre désagrégation intérieure faisait des progrès. Nous aurions dû nous interdire d'instinct de caresser notre adversaire d'une main, tandis que nous le frappions de l'autre. Mais nous ne voulions pas « irriter » notre principal ennemi. Tous ceux, en particulier, qui connaissent les Anglais, savent qu'on n'arrive à négocier équitablement avec eux qu'en se montrant ferme et résolu à l'extrême. Combien les Irlandais, les Indiens, les Égyptiens et d'autres peuples opprimés étaient fondés à nous critiquer ! Une longue expérience de souffrances leur avait enseigné la façon dont il faut en user avec les Britanniques. Ils avaient espéré conquérir la liberté grâce à nous ; il leur fallait maintenant constater que, par une tactique à rebours, nous tombions nous-mêmes moralement sous la dépendance des Anglo-Saxons, à un moment où notre force extérieure était encore imposante.

Lorsque, le 4 septembre 1914, tous les partis bourgeois du Reichstag, dans une union que rien n'avait encore entamée, eurent l'idée d'une manifestation efficace contre l'Angleterre et proposèrent spontanément, tout à fait en dehors de moi, de compléter la loi sur la flotte, le chancelier s'y opposa. Une politique qui consistait à empêcher, dans une pareille guerre, la fermeté nationale de s'exprimer, avait quelque chose de maladif.

J'appris, au début de novembre, que les Anglais, pour fermer l'entrée du Pas-de-Calais, avaient établi, en y posant des mines, une zone de guerre dans la mer du Nord dont l'accès devait être libre, commettant ainsi une violation particulièrement grave du droit maritime en vigueur. Mais je ne pus décider Jagow à envoyer la protestation que j'avais rédigée. Le ministère des Affaires Étrangères élaborait, par contre, en collaboration avec l'État-Major de la Marine, qui n'avait guère eu jusqu'à présent une compétence spéciale en la matière, une autre déclaration que les experts en droit international trouveront peut-être d'une belle venue, mais qui, pratiquement, fit plus de mal que de bien ; par ses subtilités juridiques, elle éveilla, en effet,

des doutes sur notre fidélité au droit des gens, que nous avons jusque-là scrupuleusement observé. Elle fut sans résultat, attendu que nous ne nous réservions pas le droit d'user de représailles.

Il eût mieux valu faire preuve, vis-à-vis des Anglais, d'une volonté de guerre tenace : c'est ce que les faits ne cessèrent de confirmer. Aussi tremblait-on, en Angleterre, à la pensée d'une crise de chancellerie qui aurait pu être suivie d'une conduite plus énergique de la guerre ; c'est pourquoi également les cours montèrent à Londres quand je quittai le ministère. Inversement, les Anglais s'employaient habilement à maintenir le chancelier au gouvernail. Depuis que sa manière de diriger les affaires leur était apparue clairement en 1911-1912, il leur semblait être le meilleur garant de leur victoire. Aussi, dans de nombreux milieux allemands, considérait-on Bethmann comme l'homme qui avait la confiance de l'Europe, et nos démocrates à qui, pour d'autres raisons encore, sa faiblesse et son manque de netteté étaient indispensables, entretenaient volontiers cette légende.

L'homme qui avait détruit le prestige de l'Allemagne et dont la diplomatie avait fourni au monde les armes les plus dangereuses contre nous, devait avoir qualité pour nous concilier l'indulgence des Anglais ! L'Empereur se croyait lié à cet homme qui avait la sympathie de la démocratie allemande et des Anglais. Et ainsi Bethmann resta au pouvoir ; il s'y maintint, bien que, pendant trois longues années de guerre, il n'ait fourni aucune preuve des dispositions de l'Angleterre à lui consentir une paix équitable. D'ailleurs les Anglais ne déclaraient-ils pas que, s'ils restaient implacables, la faute n'en était pas à Bethmann, mais aux représentants de la force militaire allemande, et n'ajoutaient-ils pas que le jour où notre puissance militaire serait détruite, tout serait au mieux pour nous ? Beaucoup de bons Allemands prenaient cela au sérieux.

En faisant l'éloge du chancelier, des journaux, même du genre du *Daily Mail*, espéraient affermir sa situation et non le discréditer ; c'est ce dont témoignent les quelques phrases suivantes d'un article du 31 août 1915, après notre reculade dans l'affaire

de l'*Arabic*, intitulé : « Le chancelier et les corsaires » : « Il est difficile de ne pas sympathiser avec Bethmann dans la lutte qu'il mène contre Tirpitz. L'an dernier, il n'était chancelier que de nom. Son rôle consistait surtout à tirer l'Allemagne des embarras que lui avaient suscités les chefs de l'armée et de la marine, véritables maîtres de la politique allemande. Ils vont leur chemin, sans se soucier, suivant leur habitude, de l'opinion des civils. Son rôle, à lui, est de passer derrière eux pour réparer le mal. Enfin, le voici qui commence à émettre la prétention d'avoir voix au chapitre dans les décisions de la politique, puisqu'aussi bien c'est lui, et non leurs promoteurs, qui en assume les conséquences diplomatiques. » Voilà ce qu'on servait chez nous à certains milieux, qui le prenaient pour argent comptant ¹.

L'Angleterre et la France donnaient manifestement la preuve qu'elles n'entendaient pas, tout au moins pour le moment, conclure une paix de compromis : on ne voulut pas s'en rendre compte. Notre offre de paix de décembre 1916, qui s'inspirait, — c'est du moins ce que j'en sais, — d'un grand esprit de conciliation, fut accueillie dédaigneusement, et l'Entente y répondit par son programme de conquêtes bien connu. Dès ce moment pourtant, on se trouvait, paraît-il, en présence de conditions analogues à celles que l'Allemagne accepta en novembre 1918. Le chancelier et la démocratie s'obstinaient néanmoins à ne pas comprendre à quel point leur tactique était fautive. On continua à glisser sur la pente, on mina la confiance du peuple allemand, on renforça celle des ennemis par une série ininterrompue d'offres de capitulation.

Le pire, c'est que cette politique se compliquait de l'illusion d'une victoire sur le front oriental. Si l'on voulait tenir l'Angleterre pour invincible et, par suite, accepter sans plus tarder notre défaite, mieux valait encore s'y résigner que de prolonger

1. L'opinion anglaise, par contre, s'était fait une impression très exacte de notre situation : c'est ce dont témoigne le petit fait suivant très caractéristique, qui m'a été communiqué par un officier allemand de retour de captivité en Angleterre. Au camp où il se trouvait, il avait entendu appeler du nom du chancelier impérial un négociant en charbons anglais qui venait d'être incorporé. Lorsqu'il en demanda la raison, on lui répondit : « *We call him always Bethmann-Hollweg, because he says things which one must not say* ». (Nous l'appelons toujours Bethmann-Hollweg, parce qu'il dit des choses qu'il ne faut pas dire).

pendant des années une guerre d'épuisement qui devait aboutir au même résultat. Mais, pour des raisons de politique intérieure, une certaine presse menait en Allemagne la lutte contre le tsarisme. Les chefs de notre politique travaillèrent malheureusement dans le même sens. Partant de la prétendue invincibilité de l'Angleterre, on édifiait une victoire allemande sur le « tsarisme » ! J'en voudrais donner un exemple topique. Le 12 avril 1916, un fonctionnaire de la Wilhelmstrasse exposait dans les termes suivants l'avenir de l'Allemagne, tel qu'il serait facile de l'établir sur les bases de la victoire anglaise :

En tant que puissance placée au cœur de l'Europe, il est indispensable avant tout pour nous de remporter la victoire sur le continent et de grouper tous nos voisins suivant un système dont nous soyons le centre ¹. Nous n'avons pas le droit de compromettre ce but en nous jetant sans nécessité dans une aventure ². C'est en nous appuyant sur cette base européenne solide que nous entendons édifier méthodiquement notre situation dans le monde et notre commerce extérieur. Tout ce qui a été jusqu'à présent réalisé à cet égard n'est que du dilettantisme. Nous ne saurions naturellement que nous réjouir de toute atteinte portée à l'Angleterre, mais il est avéré que nous ne pouvons la détruire. Aussi nous faut-il nous réserver assez de force et de crédit dans le monde pour pouvoir, après la guerre, continuer à supplanter les Anglais. Le sol russe recèle pour l'avenir des forces dangereuses et inexploitées, tandis que la bourse anglaise est percée de trous. J'entrevois une solution possible dans une paix aux dépens de la Russie. Comme elle serait conclue sur le dos de la Russie réactionnaire, elle n'exclurait pas pour nous la possibilité d'ententes ultérieures *ad hoc* avec une autre forme de gouvernement russe. Si notre force s'affermît en Europe et que nous devenions la première puissance du côté de l'Est, il ne nous sera pas difficile de nous entendre avec l'Angleterre, et peut-être le jour viendra-t-il alors où les intérêts réciproques d'Albion et de la puissance continentale la plus forte seront identiques.

Au début de juillet 1916, le secrétaire d'État Helfferich porta à la connaissance des États confédérés allemands les considérations suivantes, que j'emprunte à un Mémoire de cette époque :

1. La Pologne.

2. La guerre sous-marine.

Il nous faut opter entre l'Angleterre et la Russie pour pouvoir, même plus tard, une fois la paix faite, être couverts du côté d'un de ces deux ennemis principaux. Notre choix doit se porter sur l'Angleterre et contre la Russie, parce que le programme russe est inconciliable avec notre situation de première puissance civilisatrice de l'Europe occidentale et avec nos relations vis-à-vis de l'Autriche-Hongrie, des États balkaniques, de la Turquie. Il est possible, par contre, de délimiter des sphères d'intérêts entre l'Angleterre et l'Allemagne. La nécessité vitale pour l'Allemagne est donc, non pas d'avoir une flotte, mais d'affaiblir la Russie dans toute la mesure du possible. Faisons plutôt du travail achevé quelque part qu'une demi-besogne en beaucoup d'endroits. Les intérêts de l'Angleterre nous permettraient d'exécuter du bon travail contre la Russie. En faisant résolument front contre elle, nous rendons à notre attitude dans la guerre mondiale sa base morale, qui réside dans notre intervention en faveur de l'Autriche-Hongrie, et non dans la lutte pour la liberté des mers. L'indignation de l'opinion publique allemande contre l'Angleterre doit donc être reportée sur la Russie.

Ainsi parlait Helfferich ; et il concluait :

On objectera à ce qui précède que nous comptons sans notre hôte, puisque l'impossibilité d'arriver à une entente est précisément le fait de la haine et de la volonté de destruction de l'Angleterre. Chamberlain caractérise l'état d'esprit des Anglais par cette formule qui l'avait frappé dès avant la guerre : « *We must crush Germany* » ; mais Chamberlain, et avec lui nos journaux et nos tracts, omettent la phrase additionnelle, qui contient l'explication logique de la haine anglaise, « *before it crushes us* ».

Une démagogie sans scrupules nous a plongés dans un abîme de méfiance réciproque que les hommes d'État n'ont pas su prévenir, et que cependant les relations politiques qui existent en fait entre les deux pays, c'est-à-dire les conditions d'existence de l'une et de l'autre, ne justifient en rien. Voilà le tragique de la situation ; seule une grande sagesse politique jointe à une volonté de briser tous les obstacles et qui animerait à un même degré les deux parties, pourrait sauver le char embourbé dans le marais de la démagogie. Cet espoir est moins vain qu'il ne le paraît, car le ministère démagogique Asquith ne durera pas éternellement. Il se peut que la volonté de destruction des Anglais à notre égard exclue en partie la perspective d'une entente ; mais cela ne nous oblige nullement à entamer la lutte là où ils ont une supériorité possible sur nous, c'est-à-dire sur mer et en Égypte.

Helfferich n'apercevait donc, lui aussi, que de vagues espoirs d'entente avec l'Angleterre ; nulle part rien de positif. Il lui suffit cependant, à lui comme à ses partisans, de ces espoirs sans consistance pour empêcher la réalisation, pendant ces années si précieuses pour le salut de l'Allemagne, de ce qui précisément était le seul moyen d'amener l'Angleterre à composition, à savoir une entente avec le Tsar et un accroissement intensif de nos forces navales. Nous aurions pu porter de durs coups à la puissance maritime de l'Angleterre. Nous avons négligé de le faire ; par notre sentimentalisme, par nos calculs trop subtils, par notre conception peu militaire de la guerre navale, nous sommes arrivés à ce résultat de développer chez les Anglais la volonté de frapper leur puissant rival allemand, au cours de cette guerre même, d'un coup terrible et décisif, dont il ne pourrait pas se relever. Lorsque, dans l'automne 1916, la défense anglaise contre les sous-marins fut en quelque sorte organisée et que l'affaire du *Sussex* eut fait connaître au monde notre manque d'énergie, Lloyd George osa déjà prononcer le mot de *knock-out*.

Cette espérance, dont il a été parlé plus haut, d'une victoire allemande conditionnée par une victoire anglaise, apparaît comme une véritable énigme ; elle pèse malheureusement, à une heure particulièrement grave, sur les destinées de l'Allemagne. Semblables à des projectiles ricochant sur le prestige de l'Angleterre, les hommes d'État allemands prenaient une fausse direction et se lançaient contre la Russie conformément aux désirs de l'Angleterre. Nombre d'Allemands de l'intérieur et du front avaient une vision plus exacte des choses, mais elle ne prévalut pas.

Cette conception de la politique mondiale s'accompagnait à la Wilhelmstrasse d'une autre conviction aussi naïve que profondément ancrée, à savoir qu'on permettrait à une Allemagne sans flotte de « distancer » l'Angleterre, alors qu'on refuserait ce droit à un Empire allemand puissant sur mer. Le chancelier et son entourage, en escomptant l'amitié prochaine et totale de l'Angleterre après « l'orage », pensaient précisément pouvoir la gagner en lui sacrifiant la flotte allemande. Au mois d'oc-

tobre 1918 encore, des hommes politiques allemands ont cru acheter la faveur des Anglo-Saxons au prix de l'abandon de la guerre sous-marine. Le réveil de l'Allemagne après novembre 1918 fut douloureux. On est revenu, mais trop tard, à une plus saine appréciation des choses.

Mon point de vue était le suivant : ou bien nous tenions l'Angleterre pour imbattable, et alors plus tôt nous acceptions la défaite, mieux cela valait ; ou bien nous voulions tenter d'ébranler l'invincibilité de l'Angleterre et mettions alors en œuvre toutes nos ressources militaires et politiques. En fait, la seconde hypothèse me paraissait naturellement devoir être seule envisagée. Mais alors il fallait voir clairement la voie dans laquelle on voulait s'engager. Toute subtilité de raisonnement, tout ajournement de l'action, qui ne s'inspiraient pas de cette hypothèse menaient à la ruine. C'est dans cet esprit, et nullement pour des considérations techniques quelconques, que j'ai bataillé pour obtenir l'occupation de la côte du Pas-de-Calais, une bataille navale, et le recours, en temps utile, à la guerre sous-marine.

3

Mais de quels moyens disposions-nous pour exercer une pression militaire sur l'Angleterre ?

Lorsque la guerre éclata, j'appris avec étonnement que le plan des opérations navales, dans l'ignorance duquel j'avais été tenu, n'avait pas été concerté à l'avance avec les militaires en vue d'une action commune. L'armée posait ce principe, bien compréhensible de sa part, que la conduite de la guerre navale, notamment contre l'Angleterre, n'avait pour elle qu'une importance secondaire. Aussi eût-il fallu qu'avant la guerre on eût élaboré, sous la présidence du chancelier, un plan d'ensemble pour une guerre sur trois fronts ou une guerre mondiale. Mais, comme je l'ai dit plus haut, rien de tel n'avait été fait. Seul un commandement suprême des forces navales eût possédé l'autorité nécessaire pour tirer parti, pendant la guerre même, des renseignements et des aperçus recueillis par la marine sur la

puissance de l'Angleterre ; ce commandement suprême naval ne fut pas créé.

Trois moyens s'offraient pour combattre l'Angleterre. J'examinerai d'abord la question de la côte du Pas-de-Calais. Dès la fin d'août, on pouvait prévoir que les opérations militaires nous conduiraient à la côte flamande et que la prise d'Anvers ne serait qu'une question de temps. Il devenait alors possible d'entreprendre une guerre navale avec les Flandres pour base et d'améliorer sensiblement notre situation stratégique sur mer. Comme je pouvais, en ma qualité de secrétaire d'État, donner vie à ce projet, je m'y consacrai de toutes mes forces en créant un corps de marine et en exécutant des travaux sur la côte des Flandres¹.

Un commandement militaire clairvoyant aurait dû voir plus loin, et prendre pour objectif la prise de Calais. Aussi longtemps que l'armée espéra conquérir Paris, je m'attendis à voir la côte tomber tout naturellement entre nos mains. Je laisse de côté la question de savoir jusqu'à quel point il était judicieux de ne pas prendre immédiatement la côte comme objectif. En position au cap Gris-Nez, notre artillerie aurait rendu sensiblement plus difficile le trafic par la Manche ; nos forces navales auraient pu, de là, faire sentir leur action avec plus de vigueur. Les perturbations constantes apportées à la navigation sur la Tamise auraient considérablement gêné la vie économique anglaise. Comme, à ce moment, la puissance allemande était encore absolument intacte, à l'intérieur comme au dehors, on pouvait renforcer considérablement le désir de paix chez l'adversaire. A cela se serait ajoutée plus tard la possibilité de bombarder Londres du cap Gris-Nez, ce qui, dans une guerre de longue durée, aurait eu un effet beaucoup plus considérable que notre bombardement de Paris en 1918. J'ai toujours été, j'en ai fait la remarque plus haut, l'adversaire de toutes les mesures de guerre sans portée militaire, par exemple des raids occasionnels d'avions sur des villes de l'arrière. Il eût été légitime, par contre, d'organiser un bombardement effectif et concentré sur Londres et d'y employer tous les moyens possibles, sur terre et dans les airs.

1. Chapitre XVIII.

C'eût été une façon d'abréger une guerre inhumaine, étant donné surtout la cruauté de l'Angleterre, qui ne connaissait le droit des gens qu'autant qu'il servait ses propres fins.

La guerre navale était le second moyen de harceler l'Angleterre. L'Entente doit sa victoire aux cuirassés anglais qui ont rendu possible le blocus de famine, et dont le prestige a fait marcher tous les peuples du monde à la remorque de l'Angleterre. C'est avant tout des cuirassés qui pouvaient nous sauver. De tous les griefs qu'on a formulés contre moi, un seul a retenu sérieusement mon attention : j'aurais dû faire construire encore plus de vaisseaux de ligne. Le lecteur a vu, dans un précédent chapitre de cet ouvrage, qu'une bataille navale aurait eu quelque chance de succès. J'aurai à examiner dans le chapitre suivant les raisons intérieures qui ont entravé à ce moment l'action de la marine. Je retiens seulement ici la raison principale, à savoir la défaillance de nos dirigeants politiques.

Suivant l'opinion du chancelier, exposée plus haut, il ne fallait pas indisposer l'Angleterre si on voulait arriver à une entente avec elle ; il convenait également de maintenir la flotte aussi intacte que possible jusqu'à la fin de la guerre ; elle aurait pu de la sorte peser de tout son poids sur les négociations de paix. J'ai toujours aussi peu compris le premier argument que le second. D'autres personnalités s'employaient dans le même sens. C'est ainsi que Ballin nous recommanda, dans une lettre adressée au chef du Cabinet et à moi-même, de nous contenter de la *fleet in being*, ajoutant que c'était la seule conception juste en raison du cours que prenait la guerre. Le chef du Cabinet s'associa à ces vues ; il n'avait jamais été particulièrement touché par l'esprit du front, et il était devenu de plus en plus l'homme de la politique de compromis. L'amiral von Pohl subit son influence et celle du chancelier ; le 12 novembre 1915, il m'écrivait encore :

M. le chancelier a souvent soutenu devant moi, lorsque j'exerçais les fonctions de chef de l'État-Major de l'Amirauté, l'opinion qu'il était absolument indispensable de garder notre flotte intacte jusqu'à la conclusion de la paix.

D'après moi, c'était une pure absurdité que de mettre la flotte dans du coton. La *fleet in being* avait un sens pour l'Angleterre, parce que sa flotte remplissait ainsi son objet, qui était de s'assurer la maîtrise des mers. Mais il était insensé d'appliquer ce principe à l'Allemagne, qui devait, elle, viser à maintenir les mers libres. En outre, nous ne devons pas laisser la guerre tourner à une guerre d'usure ; il nous fallait essayer d'en finir le plus vite possible. Les Anglais ont su très habilement paralyser la volonté de guerre des personnalités influentes d'Allemagne. C'est ce dont témoigne la parole suivante, qu'on attribue à un des conseillers les plus intimes de l'Empereur et qui, en tout cas, cadre parfaitement avec la mentalité générale de ces milieux. Après la bataille du Jutland, il se serait écrié : « Quel dommage ! L'Angleterre était sur le point de nous accorder la paix. »

L'œuvre qui était en propre celle de l'Empereur a été ruinée par des influences de ce genre. Nos dirigeants suivirent, en juillet 1914, une politique dangereuse ; si elle pouvait jamais être tentée, ce ne devait être qu'en s'appuyant sur une force navale imposante. Or, lorsque la guerre eut éclaté, on déprécia la flotte le plus qu'on put et on entreprit la tâche impossible de gagner devant Paris la guerre contre l'Angleterre, et surtout de se concilier la sympathie de l'Angleterre en vue d'une paix favorable, en la ménageant militairement ; mais cette paix nous échappa toujours. En temps de paix, le désir le plus ardent du chancelier avait été de voir disparaître notre flotte ; pendant la guerre, il fit comme si elle n'existait pas. C'est qu'aussi les chefs du gouvernement allemand ne s'étaient jamais demandé comment on gagne une guerre ; ils en avaient laissé le soin à l'État-Major de l'armée ; or, celui-ci était incompetent pour étudier la question d'ordre à la fois politique, économique et naval, que soulevait une guerre mondiale. C'est ainsi que le chancelier n'eut plus d'espoir, pour réaliser la paix, qu'en la bonté d'âme des Anglais.

On me demandera : Quel profit aurions-nous tiré, même dans le cas le plus avantageux, d'une bataille navale heureuse ? Les Anglais n'étaient-ils pas en mesure de reconstituer bien vite, grâce à leurs réserves, leur flotte de la mer du Nord et,

au besoin, d'appeler à eux les unités de combat françaises ?

Il convient de répondre que la situation mondiale de l'Angleterre repose essentiellement sur la *foi* qu'on a en l'invincibilité de sa flotte. Une victoire navale allemande, ou même une bataille dont l'issue eût été douteuse pour l'Angleterre, aurait porté un coup des plus sensibles au prestige britannique. Il faut avoir constaté l'impression que causa à l'étranger notre victoire de Coronel pour apprécier exactement la gravité, pour l'Angleterre, d'une pareille perte de prestige. Les Anglais comprirent si bien l'émotion causée par cet exploit qu'ils firent sortir de leurs eaux territoriales une imposante force navale pour prendre leur revanche de la défaite de Coronel. Craignant que leur prestige ne subît une nouvelle atteinte, ils se montrèrent de plus en plus circonspects en face de notre flotte de la mer du Nord. La question décisive n'était pas encore de savoir, en 1914, si une bataille navale heureuse aurait eu pour résultat de rompre ou non le blocus ; car les Anglais ne pouvaient, en raison de leur situation dans les Océans lointains et de la présence du Japon, s'exposer à un affaiblissement sensible de leur force navale. Le cours de la guerre eût été modifié, si, à ce moment, nous avions gagné du prestige sur mer. L'Italie n'aurait pas passé dans le camp ennemi, et notre situation vis-à-vis des pays scandinaves changeait immédiatement¹. Mais surtout, dès l'instant où notre flotte, déployant une activité intensive à l'exemple de notre armée, aurait relevé notre prestige et ébranlé celui des Anglais, nous aurions vu s'accroître d'autant le désir de paix séparée du Tsar et les perspectives d'une entente avec le Japon. En tout cas, nous étions incontestablement assez forts pour réduire dans de sérieuses proportions la flotte anglaise.

La puissance navale de l'Angleterre pesait comme un cau-

1. L'occupation et la mise en état de défense des îles d'Aland, que des amis de Suède m'avaient recommandées, me parurent devoir être sérieusement examinées. Avec les îles d'Aland comme point d'appui, nous dominions le golfe de Botnie, principale voie d'accès de la Russie à l'Angleterre, et nous renforçons les dispositions bienveillantes de la Suède à notre égard. Si notre prestige était en baisse, l'attitude de la Suède et ses intérêts économiques évoluaient de plus en plus vers l'Angleterre. Le manque d'un plan de mobilisation d'ensemble antérieur à la guerre et la limitation de mes attributions par rapport à l'État-Major de la marine firent que je ne pus m'occuper qu'au cours de la guerre de la question de verrouiller la Russie par l'occupation des îles d'Aland.

chemar sur toutes les nations en dehors du monde anglo-saxon. C'est nous, et non l'Angleterre, qui étions le soutien-né des puissances navales secondaires. Elles avaient les regards fixés sur nous. La dernière heure sonnait pour la liberté du monde. On combattait sur mer pour des buts beaucoup plus vastes que sur terre ; et là, sur mer, beaucoup de nos adversaires actuels sympathisaient secrètement avec nous. Les moyens suprêmes pouvaient seuls nous sauver. Il nous fallait au moins porter une atteinte sensible à la *Grand Fleet*. Toute fêlure de la puissance navale britannique ouvrait immédiatement la question de l'Inde, celle de l'Égypte, etc., privait l'Angleterre des autres alliés dont elle avait besoin pour nous vaincre, et l'incitait à la paix. Elle ne se dissimulait pas ce danger et avait une conception plus exacte que nos propres compatriotes de la valeur de nos forces navales ; c'est pourquoi elle avait hésité à entrer en guerre, et c'est pourquoi elle évita ensuite la bataille. Nos chances étaient bonnes au cours de la première année ; elles restèrent encore satisfaisantes par la suite.

Dans le développement ultérieur de la guerre, la presse anglaise traduisit le sentiment de l'amirauté britannique en déconseillant la guerre navale. L'Angleterre n'avait rien à gagner d'une *precipitate and costly action*. Le *Daily Telegraph* écrivait : « Aussi longtemps que la flotte allemande se dérobe, tout le bénéfice de la supériorité navale nous est acquis. » Si nous leur avions disputé cette maîtrise ou si nous l'avions rendue incertaine, nous aurions tout au moins amélioré notre situation vis-à-vis des neutres. Etant donnée l'attitude de la flotte anglaise, nous ne pouvions espérer un résultat que de l'esprit d'offensive, et non d'une attente passive.

On éprouve une douleur presque insurmontable à la pensée qu'une bataille navale engagée dans les premiers mois de la guerre aurait pu changer totalement la face des choses. Même une bataille sans résultat décisif, dans le genre de la rencontre du Jutland, aurait, à ce moment, produit un effet considérable ; au bout de près de deux ans de guerre, au contraire, cet engagement victorieux, mais qui ne fut pas poussé jusqu'au bout, en dépit de notre situation avantageuse, ne pouvait plus nous

assurer un succès politique durable. Dans l'intervalle, la situation générale avait trop tourné en faveur de l'Angleterre, les peuples restés neutres jusqu'alors avaient perdu la foi en notre victoire finale après notre capitulation devant la note-ultimatum de Wilson.

Notre situation n'eût pas empiré sensiblement du fait d'une bataille navale, même malheureuse. Il était de toute évidence que les Anglais y auraient perdu autant que nous. Rien ne pouvait arriver de plus néfaste à notre flotte que de rester inemployée.

On a justifié la passivité de la flotte par la prétendue infériorité des vaisseaux allemands ; c'est un prétexte inventé de toutes pièces, et on a colporté ce mensonge, qui est l'une des plus tristes et des plus néfastes calomnies de l'histoire allemande.

Le désir du chancelier était que notre « politique navale » d'avant-guerre fût présentée comme la cause véritable de la guerre mondiale. Il était cependant avéré que l'Angleterre avait eu une attitude beaucoup plus provocante contre nous en 1896 ou en 1905, époque où notre flotte était inexistante ou insignifiante, qu'en juillet 1914, où nous avons construit une flotte après avoir refusé en 1911-1912 de la sacrifier. Si notre « politique navale », et moi-même, nous devons être tenus pour coupables, on ne pouvait pas cependant, avec la meilleure volonté du monde, mettre l'Empereur hors de cause, car cette politique n'eût pas été réalisable sans lui. L'intention de Bethmann était maintenant d'y renoncer complètement, c'est-à-dire de renoncer à ce qui faisait réellement notre force en face de l'Angleterre, pour acheter à ce prix l'amitié anglaise et la paix. Le Kaiser aurait dû, en sa qualité de chef suprême de la guerre navale, résister à pareille folie, en contradiction absolue avec l'essence même d'une guerre mondiale. Mais, si l'on répandait l'idée que la flotte ne pouvait entrer en action en raison de son incapacité de rendement et de la défectuosité de son matériel, je devais porter seul la responsabilité de sa non-utilisation, et Guillaume II était couvert aux yeux de la nation. L'antagonisme des conceptions politiques entre le parti du chancelier et moi-même provoqua ainsi, contre le matériel naval, une foule de

suspensions dont l'absurdité ne fut prouvée que par l'épreuve du Jutland. Mais, en attendant, on avait confirmé le monarque dans la pensée que la flotte devait être tenue à l'arrière-plan et on avait paralysé les forces vives de la marine. Si l'Empereur avait obéi à d'autres suggestions, et avait suivi ses propres inspirations, l'Allemagne ne serait sans doute pas aujourd'hui en ruines.

Nous avons été vaincus par le vieil et traditionnel prestige naval de l'Angleterre, toujours debout, bien que rien ne l'eût justifié de nos jours. Il a inspiré à nos hommes d'État la crainte d'engager notre flotte pendant qu'il en était encore temps. Et ainsi commença, par la non-utilisation de la meilleure arme, de la seule que nous eussions d'abord contre l'Angleterre, le drame des occasions manquées¹.

Ce fait, puis l'entrée en guerre de l'Italie et l'abandon du plan de guerre Hindenburg, ajournèrent pour longtemps l'espoir d'une paix séparée avec la Russie en 1915 et, par suite, de la solution de tout le conflit. Et voilà que, au commencement de 1916, un nouveau présent nous tomba du ciel, nous apportant le salut : la guerre sous-marine était mûre pour l'exécution. Un chapitre ultérieur exposera l'histoire des complications qui empêchèrent de mettre en œuvre à temps ce dernier moyen de guerre efficace ; engagée un an trop tard, la guerre sous-marine n'a plus été à même d'assurer notre avenir. Comme le temps travaillait contre nous, nous n'étions plus assez forts, au début de 1916, pour pouvoir supporter une usure continue de nos ressources et une constante diminution de notre prestige.

J'ai quitté le service à ce moment parce que les personnalités dirigeantes ne se rendaient pas compte de ce que nous pouvions réaliser sur mer, et ne voulurent pas agir comme le comportait la gravité de notre situation. La guerre économique était devenue l'essentiel ; le front de l'armée, en dépit du déploiement de forces énormes qu'il exigeait pour parer les coups de l'adversaire, était devenu un champ de bataille secondaire. Les grands chefs qui prirent, en 1916, le commandement de notre

1. Voir pour les détails le chapitre XVIII.

glorieuse armée et lui infusèrent un sang nouveau, se trouvèrent en présence de possibilités d'action réduites. Le moment était venu, comme au temps de la guerre de Sept Ans, où la paix séparée avec le Tsar était devenue réellement pour nous une question vitale.

4

Pendant l'automne de 1916, j'eus avec des Russes germanophiles des conversations qui, s'ajoutant à d'autres indications que j'avais reçues, me firent croire que la paix était possible. Je ne pouvais naturellement me rendre un compte exact — je ne puis le faire encore aujourd'hui — des conditions auxquelles cette paix était réalisable. Mais le succès des négociations aurait vraisemblablement été assuré sur les bases suivantes : Il nous eût fallu régler la question serbe dans un esprit conciliant, reconnaître à cet effet les dix points de l'ultimatum acceptés par le Tsar en 1914, et confier l'examen des deux autres à une Cour d'arbitrage : c'était, au total, un succès russe sans défaite autrichienne. Pour assurer la défense stratégique de la Prusse Orientale contre des invasions comme celle de 1914, nous pouvions demander la ligne de la Narew et offrir, en échange, aux Russes un territoire d'égale importance en Galicie Orientale ; le cas échéant, on aurait dédommagé l'Autriche par le sandjak de Novi-Bazar et l'Albanie. Nous nous entremettions dans le but d'obtenir le libre passage des Dardanelles pour les vaisseaux de guerre russes et nous assurions aux Russes une île de la mer Égée au cas où ils s'allieraient avec nous. Nous renoncions à la ligne du chemin de fer de Bagdad, ou bien nous admettions la participation des Russes. Nous leur laissions la Perse et prenions à notre charge les dettes russes à l'égard de la France. On aurait offert éventuellement des conditions encore meilleures si les Russes réussissaient à nous obtenir la paix avec le Japon. En ce qui concerne Constantinople, il fallait que les Russes se rendissent compte que nous ne pouvions abandonner la Turquie. Nous aurions promis, par contre, de renoncer progressi-

vement à notre politique turque. On se serait occupé des dotations personnelles des grands-ducs, etc.

On aurait pu obtenir l'adhésion autrichienne à une paix de ce genre ; l'Italie était obligée ensuite d'accepter un compromis.

Aux Japonais, on aurait proposé de rétrocéder Tsing-Taô à la Chine ; nous l'affermions ensuite sans le fortifier, de telle façon que Japonais et Allemands pussent y exercer leur activité dans une pleine égalité de droits. Nous leur versions, en échange, une indemnité pour frais de guerre et propositions une alliance aux termes de laquelle nous nous engagions à prêter assistance au Japon au cas où il serait attaqué à la fois par une puissance non-européenne et par une puissance européenne ; il s'engageait, de son côté, à nous soutenir si nous étions attaqués à la fois par une puissance européenne et une puissance non-européenne. Tout cela n'est qu'une indication approximative des bases sur lesquelles nous aurions pu arriver à un accord avec la Russie et le Japon. L'essentiel était et demeurait incontestablement d'orienter toute notre politique dans un sens hostile à l'Angleterre. Le rapprochement russo-japonais de 1916 pouvait servir de point de départ à cette grande alliance anti-anglo-saxonne.

Il aurait fallu commencer par un entretien personnel avec le Tsar. Un homme ayant sa confiance aurait pu lui tenir à peu près ce langage : « Votre Majesté m'a donné l'assurance formelle qu'Elle ne voulait pas la guerre avec l'Allemagne. Je crois que le plus grand malheur qui puisse arriver, c'est que Russes et Allemands s'affaiblissent mutuellement ; si cela continue, l'avenir des deux peuples et le trône des Hohenzollern et celui des Romanof me paraissent en péril. Votre Majesté est convaincue, je le sais, que j'ai toujours placé l'amitié avec la Russie au-dessus de tout. Donnez-moi comme négociateur un homme qui ne me fasse pas l'impression de vouloir me duper. » L'importance d'un pareil entretien réside moins dans ce qu'on dit que dans la façon dont on sait entrer dans les sentiments de son interlocuteur, soit par intuition, soit par le fait de vieilles relations. Le Tsar était, par exemple, très accessible au langage d'un officier. Je sais par expérience personnelle

qu'on pouvait lui parler de la sorte. Il avait d'ailleurs déjà fait choix, en la personne de Stürmer, du négociateur qui convenait.

Une conversation de ce genre aurait pu être provoquée par une lettre autographe dans laquelle l'Empereur aurait raffermi la confiance du Tsar et lui aurait exposé, sur un ton qui n'aurait pas manqué de faire impression sur celui-ci, qu'il n'y avait pas de conflits réels et irrémédiables entre deux amis d'ancienne date comme ils l'étaient, et que le malheur menaçait de devenir irréparable. Le Kaiser aurait ajouté que cette lettre lui était dictée par le souci des deux dynasties et qu'il avait assez confiance dans la discrétion du Tsar pour être assuré qu'il ne ferait pas usage de cette lettre comme d'un document diplomatique.

Après l'éloignement de Nicolas Nicolaïewitch, le parti des grands-ducs ne pouvait soulever de difficultés insurmontables. Le Tsar était un homme d'honneur. Pareille possibilité de sortir d'une impasse l'eût séduit, et l'état des esprits était à ce moment tel à la cour de Russie qu'on pouvait escompter le succès de la tentative.

Mais c'était la vouer à un échec certain que d'envoyer comme médiateur le prince Max de Bade, peu qualifié pour une pareille mission, et dont la désignation éveillait par trop l'attention. Il en fut de même de la tentative prématurée par l'intermédiaire de la cour de Danemark, qui ne pouvait avoir d'autre résultat que d'initier les Danois à notre besoin de paix. Mais surtout aucune démarche de ce genre ne pouvait aboutir aussi longtemps que Bethmann portait ses coups du côté des Russes et leur donnait forcément l'impression qu'il les trahirait auprès des Anglais et des Polonais. Je me demande si les partisans allemands du chancelier pouvaient ignorer eux-mêmes que sa personnalité était un obstacle à la réalisation des dispositions pacifiques de Pétrograd. Le Tsar aurait sans doute répondu à une démarche directe de l'Empereur par ces mots : « Je suis tout disposé à faire la paix, mais uniquement avec un gouvernement m'offrant toute garantie qu'il suivrait une politique hostile à l'Angleterre et favorable à la Russie, et jouissant, en outre, de la confiance du Japon. » L'esprit qui inspirait les dirigeants de notre politique, tel qu'il ressort, par exemple, du Mémoire de

Helfferrich cité plus haut, faisait évidemment manquer à l'Allemagne la chance de salut la plus sérieuse.

Jamais, au cours de toute notre histoire, nous n'avions eu l'occasion de faire aux Russes des offres aussi avantageuses qu'en 1916.

D'autres perspectives s'ouvraient encore pour un avenir plus lointain : par exemple, une revision du traité de Prague au cas où le Danemark, marchant dans le sillage de la Russie, serait entré en relations plus étroites avec elle et avec nous, ce qui eût été conforme, et à ses intérêts naturels, et à sa position géographique par rapport à la Russie et à l'Allemagne. Dans la situation où se trouvaient les Français, nous aurions pu les amener à la paix par l'entremise du Tsar en leur cédant le petit morceau de territoire alsacien qu'ils avaient conquis. C'est de Pétrograd qu'il fallait et qu'on pouvait déclencher tout le mouvement pacifique sur le continent.

Lorsque la politique de suicide de Bethmann et de la démocratie allemande eut créé l'État polonais, renforcé l'hostilité des Russes et les eut mis sur la pente de la révolution, lorsqu'enfin notre guerre sous-marine, entreprise trop tard et dans des conditions mauvaises, s'ajoutant à la maladresse de notre diplomatie, eut provoqué la déclaration de guerre américaine, la situation extérieure de l'Allemagne s'embourba de telle sorte qu'il ne fallait désormais chercher la solution de la guerre que dans des facteurs d'ordre intérieur, dans la guerre économique, dans les nerfs et les sentiments patriotiques du peuple allemand ou du peuple anglais.

Les Anglo-Saxons avaient pleinement reconnu que, dans une lutte aussi formidable, la puissance des idées porte la victoire sur ses ailes. Ils s'écriaient dans toutes les langues : « Écoutez, peuples de la terre, il y a là parmi nous un peuple qui trouble constamment l'union, qui déclare la guerre et veut conquérir le monde, alors que nous, nous ne vous apportons jamais que la liberté. Il a commencé par l'Alsace, il fait maintenant la même

tentative sur la Belgique ; s'il réussit, ce sera ensuite votre tour. Ce peuple est maintenu en esclavage par une caste sanguinaire de militaires et de hobereaux ; son souverain, un autocrate, met à sa guise le feu au monde. Aidez-nous à abattre ce peuple, afin que nous puissions le châtier comme il le mérite. Ce n'est qu'après avoir réalisé ce but que nous pourrons conclure l'union des peuples, souhaitée par tous les gens de cœur, et que la paix règnera sur terre. L'humanité ressemblera alors à un troupeau d'agneaux dont nous serons volontiers le berger. » Voilà à peu près le langage que, sur les modes les plus variés et avec une insistance que rien ne lassait, les dirigeants anglo-saxons répétaient à tous les échos. Ils se grisaient de ces paroles, et ils en étourdissaient les peuples qui les écoutaient. Afin de leur inspirer une haine assez forte pour les pousser à une guerre sans merci, ils proclamaient encore : « Voyez ces Allemands qui détruisent les œuvres d'art de la France, qui violent des femmes et coupent les mains à des enfants avec un sadisme satanique ! » Puis l'ennemi prodiguait l'or dans tous les pays, même en Allemagne quand il le pouvait. Ce qui était pire encore que tout cela, c'est qu'on jouait de deux traits du caractère du « Michel » allemand : son ignorance du monde, et son penchant à se nuire gravement à lui-même, qui court à travers notre histoire millénaire comme un fil rouge de sang. On utilisait habilement le capitalisme international qui avait pénétré par places, même en Allemagne, et le ferment de décomposition si adroitement représenté par des organes du type de la *Gazette de Francfort*.

Que pouvait opposer la politique dirigeante d'Allemagne à ces armes d'ordre spirituel ou commercial ?

Elle pouvait dire : « Vous, les Anglo-Saxons, vous avez, depuis des siècles, poussé les peuples du continent les uns contre les autres. La Prusse a reconstitué avec des restes de peuplades et des lambeaux de territoire le germanisme émietté. A mesure que ses forces se sont développées, elle a pris de plus en plus nettement conscience de notre mission de champions de la liberté de l'Europe en face des puissances géantes qui surgissaient au delà des mers. Baignée par la mer et d'une configuration très variée, l'Europe produira toujours les valeurs spirituelles

les plus remarquables, si ses multiples formes de civilisation, en contact très étroit, ont la possibilité de se développer librement et de se féconder mutuellement. Les destinées de l'Allemagne et de l'Europe sont solidaires. L'Allemagne a donc un intérêt immédiat à maintenir les peuples du continent européen dans un état de complète liberté afin d'assurer leur développement. Vous, les Anglo-Saxons, vous imposez aux peuples une servitude du corps et de l'esprit. Voyez, peuples de la terre, combien nombreux sont parmi vous ceux qui sont plus ou moins réduits à la vie végétative de vassaux. Le danger est encore plus menaçant pour l'avenir ! Aussi luttons-nous pour protéger la liberté de tous les peuples contre la tyrannie du Moloch anglo-saxon.

» Vous nous reprochez de vivre sous un régime militariste et autocratique ; mais vous, pour maintenir l'esprit de guerre, vous avez institué la dictature la plus rigoureuse que l'histoire connaisse, et quelques hommes qui ne respectent ni liberté individuelle ni principes démocratiques exercent chez vous avec une sévérité draconienne le pouvoir militaire. Vos criaileries contre le militarisme s'adressent en réalité à la seule nation européenne qui demeure encore libre, qui suive sa voie propre, et qui soit en mesure de maintenir l'équilibre européen. Vos puissances de la Cité de Londres et de la Wallstreet de New-York savent parfaitement que cette Allemagne est le seul obstacle qui les empêche encore d'étendre à toute la surface du globe leur « idée de fraternisation » capitaliste. Si elles réussissent à renverser ce dernier obstacle, et à conquérir un monopole illimité dans le monde, alors une « *pax Britannica* » donnera pour longtemps au monde la « paix du cimetière ».

Il eût fallu répandre des arguments de ce genre, dès avant la guerre, par tous les moyens possibles : il manquait à notre peuple des buts élevés où pussent se porter ses aspirations ; l'esprit national était très inégalement développé parmi nous ; on se faisait une idée fausse de la puissance des Anglo-Saxons ; et des utopies cosmopolites venaient fréquemment obscurcir le sentiment que nous avions de ne pouvoir nous priver de notre puissance vis-à-vis du dehors. Dans une guerre où il s'agissait d'être

ou de ne pas être, il fallait plus que jamais enflammer et tenir en éveil la volonté de vivre.

Qu'elle fut, au contraire, l'attitude de nos chefs politiques ? Sans doute, ils se défendirent parfois contre la calomnie. Mais, en général, voici à peu près le langage qu'ils tenaient : « Il est exact que nous avons déclaré la guerre, mais uniquement en vue de nous défendre, et non pour vous battre. Il est vrai également que nous avons commis une injustice à l'égard de la Belgique, mais notre intention est de la réparer plus tard dans toute la mesure du possible ; nous n'entendons pas la conquérir entièrement, mais cependant en conserver une partie. De but, d'idée, de fin ? Nous n'avons dans cette guerre ni but matériel ou moral, ni idée directrice. Nous combattons sans doute pour l'équilibre sur mer, mais pour l'instant uniquement en paroles, car il nous faut en même temps empêcher que le fonctionnarisme russe, réactionnaire et en outre si corruptible, domine à nouveau les chevaleresques Polonais. Que les Anglo-Saxons se sentent gênés par notre malencontreuse flotte, je le comprends et cependant notre flotte ne représente guère que la moitié de la force de la flotte anglaise à elle seule. Mais ne soyez pas si fâchés ; moi, qui suis votre ami, je n'ai pu empêcher cette fâcheuse flotte de voir le jour, j'en aurais cependant eu le pouvoir en ma qualité de chancelier impérial, et je suis responsable de son existence. Vous n'avez pas non plus tout à fait tort quand vous dites que notre organisation est moins démocratique que la vôtre. Notre tempérament propre, notre tradition historique et notre position géographique nous ont, sans doute, obligés à avoir un État centralisateur, et notre Empereur n'a pas les pouvoirs constitutionnels du Président Wilson ; mais nous changerons tout cela. S'il n'avait tenu qu'à moi, nous aurions depuis longtemps livré l'Alsace avec son rempart des Vosges aux propagandistes français, afin de lui rendre son entière liberté. Au fond, je soutiens énergiquement certains intérêts de parti au Reichstag, afin de frayer chez nous la voie au sentiment démocratique. Il serait sans doute préférable de n'introduire des modifications intérieures de ce genre qu'après la guerre, car elles détournent trop l'attention de notre peuple de la terrible

gravité de sa destinée à l'heure présente ; mais nous sommes d'accord, mes amis démocrates et moi, pour penser qu'en nous démocratisant nous nous concilierons d'une façon certaine votre sympathie et les dispositions bienveillantes du monde. C'est la raison pour laquelle je marche dès à présent dans cette voie, et, comme je vous reconnais des sentiments élevés, bien que je sois aujourd'hui votre ennemi, nous arriverons bientôt à une paix juste à tous égards. »

Pour gagner l'Allemagne à des raisonnements de ce genre, on dériva et on brisa méthodiquement l'élan instinctif de notre peuple, qui s'était manifesté avec tant de force lors de la déclaration de guerre : à cet effet, on établit une censure de presse, la Wilhelmstrasse organisa tout un système aux multiples réseaux pour exercer une influence déprimante sur les esprits, mais surtout on profita de la lutte pour des buts de guerre intérieurs déchaînée par la démocratie ; tant et si bien qu'en fin de compte le moral de notre peuple et sa force de résistance fléchirent et qu'il perdit confiance en lui-même.

En présence du grave danger qui nous menaçait et qui ne pouvait échapper à l'attention d'aucun homme d'État, il était indispensable, dès le premier jour de la guerre, d'entretenir l'enthousiasme et de maintenir avec fermeté le moral de la nation ; il le fallait, si nous voulions tenir et arriver à un résultat qui nous permit de guérir, dans une certaine mesure, les plaies de la guerre et de poursuivre la mission de la Prusse-Allemagne.

Saignant par mille blessures, mal nourris, le dos appuyé au mur de la patrie, les meilleurs des nôtres combattaient pour son existence, lorsqu'on fit crouler le mur par derrière ; perdant alors la conscience, ils sombrèrent eux-mêmes dans la fièvre et le délire.

Si l'Allemagne survit, la malédiction de l'histoire et de nos descendants s'abattra sur les auteurs responsables de cette catastrophe.

Nos chefs politiques ne surent pas trouver à temps des alliés et des sympathies ; ils ne surent pas donner au peuple allemand,

pendant la guerre, le réconfort d'un idéal. Ils ne lui ouvrirent pas non plus les yeux sur l'horreur de la défaite. Le mot d'ordre de « guerre purement défensive » était une illusion qui devait causer notre perte, car l'Angleterre avait, pendant la guerre même, sapé notre situation mondiale ; tout cela n'était plus à défendre, mais, en mettant les choses au mieux, à reconstruire une fois l'heure de la paix venue. Le peuple allemand ne pouvait vivre si la paix ne lui assurait pas cette reconstruction. L'expression vide de sens d'une « guerre purement défensive » dissimula aux masses cette nécessité. Combien Lloyd George était plus expressif quand il parlait de *knock-out* ! Pendant ce temps, notre gouvernement vouait à la haine des masses sans discernement ceux des Allemands qui avaient le sens des réalités, qui voyaient clairement et proclamaient le vrai dilemme : « Ou bien l'Angleterre réalisera sa volonté de destruction, ou bien nous affirmerons notre volonté de vivre ; il n'y a pas d'autre issue possible. » Bethmann fit exactement le contraire de Lloyd George et de Clemenceau, qui, par leur sagesse politique, menèrent leurs peuples à la victoire. Le chancelier et ses amis démagogues dirigèrent constamment la pointe de leur politique contre l'intérieur au lieu de la pousser vers l'extérieur. Ils brisèrent ainsi la force de résistance du peuple et préparèrent son effondrement, jusqu'au jour où le peuple et ses démagogues, arrivés au pouvoir, se jetèrent désarmés aux pieds de l'ennemi en s'écriant : « Nous, qui avons toujours cru à la conscience du monde, nous répudions ces maudits politiciens de violence, qui voudraient vous représenter à nous comme des ennemis cupides. Nous n'avons, nous, jamais désiré la victoire ; au contraire, nous la redoutions, car elle aurait laissé peser sur le peuple allemand asservi le joug de l'autocratie et de la caste militaire. La défaite a maintenant délivré le peuple allemand de la tyrannie du Kaiser et de l'armée ; elle l'a rendu heureux et digne d'un merveilleux avenir. Nous vous obligerons maintenant, non plus par une force détestable, mais par de belles et bonnes paroles, à aimer le peuple allemand et à favoriser nos intérêts. Nous voulons mériter la confiance de l'étranger, nous écartons tout impérialisme pour laisser la voie à l'idéalisme,

c'est-à-dire que nous semons dans les cœurs allemands, non pas la haine de l'impérialisme britannique, qui nous a fait mourir de faim, non pas la haine des Français et des Polonais, qui déchirent notre corps, mais la haine des hommes qui ont naguère assuré la puissance de l'Empire allemand, qui ont créé des corps d'armée et des vaisseaux pour la défendre, qui ont protégé notre prospérité en opposant une barrière solide à l'avidité de nos voisins. » C'est en trompant les masses allemandes depuis le début de la guerre qu'on a préparé la ruine de la puissance allemande. Les perspectives que Scheidemann et consorts, avec le consentement du gouvernement, faisaient miroiter aux yeux du peuple, nous produisent aujourd'hui une impression accablante, depuis que nous avons sous les yeux la terrible réalité. On les formulait à peu près ainsi :

1° « Pourvu que l'Allemagne se démocratise, une paix d'entente est certaine. La monarchie et la puissance militaire la rendent seule impossible. »

Après que la propagande Northcliffe, en vue d'ébranler les assises de notre armée, se fut servie avec succès de cet explosif que lui fournissait la démocratie allemande, le prince Max de Bade, Erzberger et Scheidemann n'eurent cesse ni repos jusqu'à ce qu'ils eussent fait l'épreuve de leur « paix du droit et non de la force » en sacrifiant la monarchie, la puissance militaire, l'honneur et la liberté du peuple allemand.

2° « Il suffira que nous fassions connaître publiquement notre intention de restituer la Belgique et nous aurons aussitôt une paix de conciliation. »

C'est ainsi que, depuis 1917, les colombes de paix s'envolaient sans trêve au delà de nos frontières, portant dans leur bec notre renonciation à la Belgique. Chacune de ces offres confirmait nos ennemis dans la résolution d'attendre que leur but de guerre, la ruine de l'Allemagne, fût atteint grâce à la décomposition intérieure dont les effets devenaient chaque jour plus visibles.

3° « Les hobereaux, les magnats de l'industrie et les annexionnistes sont les auteurs de la guerre ; ils la prolongent dans un esprit de lucre. Si nous les jetons à bas, les peuples affranchis se tendront la main et nous aurons la paix à tout jamais. »

Déjà les Romains avaient pu édifier leur politique sur les dissensions intérieures des Germains. L'Entente trouva un autre appui dans la jalousie de classes sociales fouettées par les excitations de ceux qui sont toujours disposés à anéantir ceux qui les font vivre, sous prétexte qu'ils « gagnent davantage » qu'eux-mêmes.

Aussi beaucoup d'Allemands saluèrent-ils « l'aurore de la Révolution ». Ce n'est pas l'ennemi, c'est nous-mêmes, par une action intérieure, qui avons détruit notre Empire, qui était fort, fier et respecté. C'est parce que le peuple n'était pas mûr pour l'accomplissement de la mission politique dont Bismarck avait tracé le cadre, que notre armée invaincue s'écroula. A Londres et à Paris, l'homme de la rue a le sentiment inné de ce qui peut servir l'État. Chez nous, il recueille, dans une certaine presse et dans certains partis politiques, des illusions bien propres à lui donner le change, dans son optimisme béat, sur sa déchéance progressive. Il y a peu de temps, en mars 1919, le socialiste Paul Lensch montrait dans la *Glocke* combien ont baissé de ton des organes comme le *Berliner Tageblatt* et les feuilles de même acabit qui, pendant des années, affirmèrent qu'il suffisait d'envoyer au diable les « pangermanistes » et de faire de franches déclarations au sujet de la Belgique pour nous assurer une paix de justice. La presse dont parle Lensch baisserait-elle jamais le ton ? Je l'ignore. Mais ce que je sais, ce que savent tous ceux qui ont suivi avec attention les élucubrations de la *Gazette de Francfort*, par exemple, et dont les sentiments sont vraiment allemands, c'est que, pendant la paix comme au cours de la guerre, ce journal, à en juger par les résultats, a travaillé pour nos ennemis mortels. Avec un manque de sentiment national qui serait quelque chose d'inconcevable pour des journaux anglais ou français, cet organe est parti en guerre contre l'État et, depuis l'ère bismarckienne, il a toujours soutenu les résolutions de nature à affaiblir la puissance et la dignité de l'Allemagne ; à tous les moments critiques pour la cause allemande, il nous a tiré dans le dos ; conséquent avec lui-même, il a finalement salué avec joie la Révolution, c'est-à-dire la ruine de l'honneur et de l'avenir de l'Allemagne. Pour égarer le peuple alle-

mand, ce journal exploite habilement la vanité cosmopolite de beaucoup de nos compatriotes, qui n'ont pas la moindre compréhension de la fierté nationale des autres peuples. Ils jugent les étrangers d'après eux-mêmes. Qu'ils soient sincères et naïfs ou inconscients et oublieux du devoir, ils laissent échapper toutes les possibilités de développement et d'expansion. Ils ne voient pas que chaque acte de faiblesse entraîne une avance de la part de l'ennemi et un redoublement des attaques ; ils ne comprennent pas que, dans la situation où nous nous trouvons en face du monde, nous ne pouvons sauvegarder notre liberté et nous assurer une existence économique supportable que par une union renforcée, par la noblesse du sentiment, et par un unanime esprit de sacrifice.

Un autre socialiste, le D^r David, ministre du Reich, déclarait au début de 1919 : « La faiblesse de notre sentiment national est la cause principale de notre défaite. » C'est très exact. Il y a des années, un de mes amis italiens, l'amiral Bettolo, me disait : « Les seuls socialistes qui constituent un danger sont les Allemands, car ils font de la doctrine de leur parti un dogme, une religion ; ils sont avant tout des camarades ; ils ne sont Allemands qu'en second lieu. Le contraire est vrai des socialistes français, anglais, et même de nos socialistes italiens. » L'espoir que j'avais caressé un moment, pendant l'automne de 1914, de voir ceux des éléments de la social-démocratie qui étaient raisonnables au point de vue national prendre la haute main, s'évanouit bientôt. La propagande internationaliste du marxisme, entretenue pendant des dizaines d'années, une jalousie de classes bornée, le penchant allemand pour l'utopie, avaient bien fructifié. Un groupe d'hommes de valeur du parti social-démocrate fit preuve, pendant la guerre, d'un patriotisme de bon aloi. Si le gouvernement les avait stimulés, au lieu de se mettre à la remorque de démagogues inintelligents ou malveillants de la tendance internationaliste, le monde ouvrier se serait peut-être, à l'école de la guerre, élevé à la conception du sentiment national allemand ; sa situation dans le monde serait aujourd'hui aussi bonne que celle du prolétariat ouvrier anglais. Mais les partis de gauche témoignèrent à l'État prusso-allemand, le meilleur

de tous les États, la pire ingratitude. La sagesse gouvernementale et la tradition de Frédéric le Grand et de Bismarck parurent quelque chose de suranné par comparaison avec les conceptions d'agitateurs dont il doit répugner au sentiment allemand de mentionner même le nom. Cependant on a permis à ces personnalités équivoques non seulement de ruiner notre pays, mais encore, finalement, et à titre de récompense, de le diriger.

C'est ainsi que, dans de très nombreux milieux de notre peuple, on s'attaqua avec passion à ceux qui, dans leur amour de la vérité, dirent depuis le début de la guerre : « Que nous nous y prenions comme nous voudrions et fassions à l'ennemi n'importe quelle offre, cette guerre ne saurait finir que par notre complet affermissement ou par notre écrasement total. »

Mais dès l'instant que des Allemands combattaient cette manière de voir, ils ruinaient les forces de l'Allemagne. Après les premières années de guerre, nos ennemis savaient l'Allemagne rongée par ce conflit. Ils y puisèrent une confiance plus grande que dans leur supériorité matérielle. Scheidemann s'imaginait que, en renonçant bruyamment et violemment à l'idée de victoire, il encouragerait les « camarades » des pays ennemis à suivre son exemple. Il ne se rendait pas compte qu'il obtenait un résultat contraire et que son attitude faisait le jeu des chauvins ennemis au détriment des amis de la paix. Et ces chauvins étaient eux, de vrais annexionistes, combien différents de ceux qui, chez nous, étaient qualifiés de ce nom !

Si le gouvernement et les partis constituant la majorité avaient formulé des buts de guerre positifs, les négociations en vue d'une paix de conciliation avec l'Angleterre en auraient été non pas compromises, mais au contraire facilitées. L'Allemand est seul à méconnaître qu'un objectif de victoire, dont on fait comprendre à son propre peuple combien il est désirable, réduit logiquement les exigences des adversaires.

Dans la lutte qu'un peuple soutient pour son existence, il n'y a qu'un état d'esprit qui rende ses armes invincibles. Il est contenu dans ces mots :

Ou tu monteras, ou tu tomberas :
Tu seras maître et vainqueur

Ou serf et vaincu ;
 Tu souffriras, ou tu triompheras,
 Tu seras le marteau, ou tu seras l'enclume.

L'attitude du gouvernement et des chefs de partis ne permettait pas à la masse de savoir que les annexionistes tant honnis n'étaient autre chose que les porte-parole de cette vérité. Elle voyait en eux des monstres et les condamnait ; mais elle ne les connaissait pas.

Le député Cohn apprenait au peuple que :

La guerre est bonne pour les riches.
 Les pauvres la paient de leurs cadavres !

L'expression « les gens qui font durer la guerre » devint une injure. Gambetta avait été porté aux nues par son peuple, parce qu'il avait su, en prolongeant la guerre, obtenir des conditions de paix plus avantageuses et qu'avant tout il avait sauvé l'honneur et la confiance en soi, base de toute prospérité nationale. Le peuple allemand ne comprit pas que l'Angleterre ne voulait pas d'une paix de conciliation — avec quel empressement en aurait-on saisi la moindre occasion de notre côté ! — mais attendait uniquement que nos masses, mal dirigées, eussent commis la sottise de renverser les « gens qui prolongeaient la guerre », c'est-à-dire de détruire l'union de nos forces et le ressort de nos énergies.

Le but des ennemis — cela saute aujourd'hui forcément aux yeux, même des moins clairvoyants — était de nous ruiner. Il n'y avait pas lieu pour l'Angleterre de conclure une paix de conciliation, puisqu'aussi bien, cette paix, elle pouvait se dire qu'elle l'obtiendrait quand elle voudrait, étant données la ligne de notre politique et l'influence exercée par celle-ci sur la conduite de la guerre. Il lui fallait donc plus que cela. Mais alors tout Allemand digne de ce nom devait accepter la lutte, si longue fût-elle et quelque minces que fussent les chances de victoire, plutôt que de reconnaître, avant d'y être absolument contraint, une sentence qui devait être sa ruine. S'y résigner constituait une pure trahison envers la nation.

Je ne méconnaissais naturellement pas la dureté de l'épreuve pour la force nerveuse des masses allemandes minées par le blocus de famine. Ce moyen de guerre, cruel entre tous, qu'il était réservé à l'Angleterre d'introduire dans la guerre moderne, exerça des effets physiques et moraux dont la gravité ne saurait être contestée et qui excusent fortement le relâchement progressif de la capacité de résistance du peuple. Les chefs de la nation et tous les hommes politiques perspicaces n'en avaient que plus impérieusement le devoir d'examiner froidement l'ensemble de la situation, de mettre en œuvre tous les moyens propres à maintenir intact le pouvoir combatif et à l'orienter comme il convenait. Mais, quand la volonté de triompher fait défaut, la force nécessaire à la victoire s'atrophie tout naturellement.

Ce qu'on appelait mon « annexionisme » n'était qu'une conception pessimiste, malheureusement étayée sur l'histoire de notre avenir économique et politique. Je ne pouvais pas, comme nombre de mes compatriotes, fidèles du capitalisme international ou du socialisme, m'estimer satisfait par le leurre d'une paix du droit et d'une Société des Nations. Je me posais cette question : quelle paix faut-il pour assurer au peuple allemand, dans la position délicate qu'il occupe sur le continent, l'égalité avec les autres nations qui tiennent de la nature une situation de puissance mondiale ? Notre puissance mondiale ne cesserait, pensais-je, d'être factice que si nous acquérions, au centre de l'Europe, la place de *primus inter pares*, que la majorité des peuples européens considéreraient comme une garantie de leur propre et intégrale liberté. Tel était le but. Jusqu'à ce qu'il fût atteint, il y avait autant de disproportion entre la puissance de l'Allemagne et la situation du peuple allemand dans le monde qu'entre la situation de la Prusse au XVIII^e siècle et la puissance effective qu'elle avait alors.

« L'avenir est à l'espace » ; cette phrase vaut pour les Anglais, les Américains, les Russes et même pour les Français, qui peuvent s'étendre dans l'Afrique du Nord. Enerré au cœur de l'Europe, l'Empire allemand n'a jamais eu la possibilité de gagner de l'espace dans ce sens du mot. Son avenir reposait sur l'activité déployée par lui dans le monde entier et pour le monde entier,

et, en raison de la situation politique réelle, cet avenir ne pouvait être sauvegardé que par une concentration de toutes les forces de défense du pays, qui tint en respect les autres nations. Telle est, en vérité, la raison pour laquelle les ennemis voulaient briser le militarisme prussien. Alors, c'en serait fait de nous. Des armées de plusieurs millions d'hommes étaient peut-être un luxe immoral pour la Russie ou la France : car qui songea donc jamais à attaquer ces pays ? Que l'Allemagne, au contraire, eût besoin d'une force militaire imposante pour assurer sa défense, compenser une position géographique et des frontières exceptionnellement désavantageuses, et résister à des voisins avides de conquêtes depuis des siècles, c'est ce que Lloyd George lui-même avait formellement confirmé le 1^{er} janvier 1914. Qui oserait maintenant le contester après les expériences finales de la guerre ? Après 1914, l'Allemagne n'était capable de se défendre et de vivre en tant que puissance mondiale que si elle enlevait aux Anglais la domination de la Belgique.

Jamais, même avant la bataille de la Marne, je n'ai escompté une victoire complète de nos armes au sens de 1870. Les Américains nous auraient, quoi qu'il advînt, dépouillés de bien des fruits d'une victoire. Il y a un siècle déjà (1815), et bien que les États-Unis fussent alors les ennemis de l'Angleterre, le Président américain ne s'est-il pas, à ce que l'on rapporte, exprimé en ces termes dans un message : « Le but d'une politique de fermeté sera de ne pas laisser lever le grain déposé dans le sein de l'Allemagne »¹ ? J'étais personnellement d'avis qu'une victoire militaire décisive ne pouvait être remportée sur aucun front, et qu'il fallait, par conséquent, chercher la décision dans la capacité morale de volonté et de résistance. Si l'on réussissait à ouvrir les yeux du peuple allemand sur la portée de la domination anglaise en Belgique, nous trouverions aussi, — j'en avais la conviction, — la force nécessaire pour conjurer ce danger lors de la conclusion de la paix. L'Allemagne vaincue était vouée à subir un joug étranger. Plutôt que d'accepter ce servage, il fallait tenter jusqu'au bout la chance de la victoire.

1. Je ne connais ce mot que par l'ouvrage de [A. VON PEEZ et Paul DEHN : *Englands Vorherrschaft. Aus der Zeit der Kontinentalperre.*

Le chiffre de notre population n'avait cessé d'augmenter depuis 1870 ; c'était la condition de l'accroissement de notre prospérité et de notre puissance. Mais, en raison du peu d'étendue de notre territoire, notre agriculture ne pouvait suffire à alimenter cette population. Le besoin de nouvelles terres provoquait donc, comme aux premiers temps de l'histoire allemande, une émigration du surplus de la population, perdu dès lors pour le germanisme. L'industrie et le commerce apportaient seuls une augmentation artificielle des ressources alimentaires du pays. Quand bien même le niveau de la population fût demeuré stationnaire, nous n'aurions pas pu rester l'Allemagne essentiellement agraire de la génération précédente, car, depuis 1870, les terres d'Amérique et de Russie concurrençaient notre exportation agricole et la diminuaient considérablement. Nos exportations de matières premières devaient, pour que le chiffre de la population pût s'accroître ou même se maintenir, être multipliées par l'exportation de produits fabriqués. Or, pour fabriquer, il nous fallait importer à notre tour beaucoup de matières premières ; et de même pour l'agriculture, afin qu'elle pût augmenter son rendement en vue de nourrir une population accrue.

Un arrêt de l'importation et de l'exportation ne signifiait rien moins, dans ces conditions, que le dépérissement de tout le corps de la nation, avec tous ses tourments, rien moins qu'une déchéance sans précédent dans l'histoire, qui nous précipitait de la prospérité dans la misère. Des millions de prolétaires affamés et sans travail, un peuple déraciné, obligé de se détruire lui-même pour que ce qui resterait de lui pût avoir de quoi vivre : voilà la vision qui, pendant la guerre, me poursuivait comme un cauchemar. Les affirmations superficielles de la plupart des gens qui prétendaient que l'Allemagne finirait bien par se relever n'avaient pas raison de mes inquiétudes, car je ne voyais ni comment ni où ce relèvement serait possible, si ce n'était par l'extension de notre zone d'influence jusqu'à la côte du Pas-de-Calais.

Au cours de l'histoire, la possession des côtes néerlandaises a toujours été décisive pour la maîtrise de l'Angleterre sur le continent. De tout temps, l'Angleterre a considéré la question belge comme sa question. Établis à Anvers, les Anglais l'étaient

du même coup à La Haye et à Cologne et, par leurs anciennes portes d'invasion sur l'Escaut et le Rhin inférieur, ils étaient les maîtres du continent. Pour que le peuple allemand pût à peu près récupérer ses pertes de guerre, il fallait que l'Allemagne reprît sous sa garde les régions de la Meuse qui, pendant près de mille ans, avaient fait partie de l'Empire allemand. Car une exportation comme celle qui était devenue jusqu'en 1914 la base de notre existence nationale, présuppose une situation politique dans le monde. Il n'y avait que des rêveurs allemands, ignorant de quoi ils vivaient eux-mêmes, qui pussent s'imaginer que les Anglo-Saxons laisseraient une Allemagne ne leur inspirant pas une certaine crainte, librement réaliser, pour son propre compte, tant de gains dans le monde entier. Notre situation mondiale avant 1914 reposait, en grande partie, non sur notre force réelle, mais sur le prestige que nous avait donné 1870. Si nous ne conservions pas ce prestige, c'est-à-dire si nous sortions de la guerre sur le même pied que l'Angleterre, c'en était fait de tout ce que nous avons créé dans le monde. Notre patrie était florissante grâce à la considération dont nous jouissions à l'étranger ; cette considération disparaissait comme la Hanse de jadis si nous n'acquérions pas vis-à-vis de l'Angleterre une situation qui nous donnât la liberté de nos mouvements.

Rien que pour réparer outre-mer nos pertes énormes, il nous fallait sortir de la guerre avec une base économique élargie, surtout à une époque où, d'après la formule anglaise, les grands ne cessent de grandir, les petits de diminuer. Maintenir à son niveau d'avant-guerre la situation économique de l'Allemagne à Anvers, libérer les Flandres, apparentées avec nous, de la domination étrangère franco-wallonne, tenir les Anglais éloignés de la côte continentale, voilà quel était, au point de vue matériel, mon unique but de guerre ; on ne saurait l'appeler annexionniste ¹. Je laisse ici de côté les points de vue de stratégie navale, qui montraient combien notre situation était intenable dans « le triangle humide » ², si l'Angleterre entraînait la Belgique

1. Voir plus haut, page 197.

2. En gros, la partie de la mer du Nord comprise entre la côte allemande et la côte occidentale du Danemark. (Note du traducteur.)

et la Hollande dans sa sphère d'influence et étendait sa puissance politique jusqu'à l'Ems.

Quel mal y aurait-il eu à ce que tout le peuple allemand se proposât sérieusement comme but la libération des Flamands ? Était-ce là quelque chose de plus immoral que la nouvelle annexion de l'Alsace allemande par les Français ? On aurait laissé aux Flamands leur indépendance, tandis que les Français ne veulent même pas accorder aux Alsaciens une administration autonome. Il n'y a qu'une différence : c'est que le Français a l'esprit ainsi fait qu'il croit dominer à bon droit, et que l'Allemand lui fait volontiers cette concession ; la conscience de l'Allemand, au contraire, est troublée quand, d'aventure, il veut étendre son influence.

Notre but devait être le suivant : maintenir la prospérité économique de notre peuple ; sauver de la ruine les pays rhénans, cœur de l'Allemagne ; éviter à nos villes hanséatiques de retomber au rang de comptoirs anglais ; empêcher tout notre organisme national de mourir étouffé par l'Angleterre suivant le sort qu'elle lui réservait ; rebâtir sur de nouvelles assises, après son écroulement, l'édifice artificiel de notre situation mondiale. Mais une guerre qui se terminait en laissant les Anglais sur la Meuse et l'Escaut équivalait pour nous, comme pour l'Europe continentale, désunie parce qu'insensée, à la fin de toute libre prospérité. Il ne fallait accepter une solution de ce genre qu'après avoir réellement tenté la dernière chance d'une issue plus favorable.

Il ne pouvait pas plus y avoir de neutralité belge après la guerre qu'il n'y en avait eu depuis 1905. De par leur position à l'embouchure de notre vie économique, la Belgique et la Hollande vivaient de la substance de l'Allemagne. Nous avions intérêt à les laisser se développer librement, tandis que le désir anglais est de les utiliser comme têtes de pont.

Le gouvernement aurait dû, à l'exemple de Lloyd George et de Clemenceau, présenter au peuple un but de guerre extérieur ; c'était, en même temps, une façon de le détourner de luttes intestines stériles et vides en vue d'obtenir des réformes qui, si l'Allemagne était vaincue, ne pouvaient plus faire le bonheur d'aucun

parti. Le gouvernement aurait dû apprendre au peuple à ne considérer que l'essentiel et à négliger l'accessoire.

Dès le début de la guerre, j'entrevois clairement qu'une défaite amènerait presque fatalement une révolution. Je n'aurais cependant jamais tenu pour possible qu'il existât des Allemands qui, sans attendre la paix, seraient capables de céder à la tentation de tout renverser et de livrer la nation à l'ennemi du dehors. D'autres que moi voyaient les choses en noir, en raison de notre politique qui nous conduisait à l'abîme, sous le rapport aussi bien intérieur qu'extérieur ; dès 1915, le Kronprinz m'a demandé si, à mon avis, il arriverait encore au pouvoir. Or, la dislocation de notre forme d'État, c'était la ruine du peuple allemand, car, jusqu'à présent, il s'est toujours montré incapable de prospérer sans une direction énergique. Il lui faut l'État prusso-allemand. La tradition de Frédéric le Grand et de Bismarck a été sa sauvegarde. Le génie politique qui, par exemple, anime les Français manque, en effet, à notre peuple.

Nous avons une monarchie forte, parce que sa propre histoire avait enseigné au peuple allemand que, dans sa situation difficile, pareil régime lui était indispensable. Et voilà que nous jetions bas cette monarchie au milieu du plus grave péril, tandis que les ennemis, tout au contraire, concentraient vigoureusement leurs forces. En agissant ainsi, nous ne perdions pas seulement l'avantage de l'unité de gouvernement que nous avons encore au début de la guerre ; à notre infériorité matérielle nous ajoutions encore une infériorité intellectuelle et morale du fait que, dans la dernière année de guerre, nous opposions à des dictateurs de la valeur de Wilson, Lloyd George et Clemenceau, un homme fatigué et vieilli comme Hertling et que, finalement, nous permettions à des chefs de parti à l'esprit purement destructeur de se partager le pouvoir.

La santé d'un peuple à l'intérieur est étroitement liée à sa faculté de déployer librement sa force au dehors. Les Allemands qui utilisaient leurs forces à l'intérieur contre eux-mêmes, inaugurèrent, ce faisant, une nouvelle période de décadence,

celle où l'on abuse le pauvre peuple, qui perd sa prospérité, sa dignité et son idéal, par le triste spectacle de démagogues se battant pour le « pouvoir ».

De quelque façon qu'on envisageât les choses, il n'y avait évidemment qu'un moyen d'échapper à l'effroyable catastrophe : il fallait que le peuple se pénétrât, jusque dans ses profondeurs, de la notion claire des souffrances qui le menaçaient, qu'il se bardât d'héroïsme et de fidélité envers le régime traditionnel. Il nous eût été alors possible, à nous aussi, de tenir jusqu'au bout comme les Français, et le peuple allemand n'aurait pas eu à supporter les épreuves physiques et morales ni les humiliations que son écroulement intérieur lui a infligées.

7

Le manque de compréhension pour ces idées et l'erreur de méthode que le gouvernement et la démocratie commirent, à différentes reprises, en vue d'arriver à la paix, trouvèrent une expression néfaste dans la résolution de paix de juillet 1917. Je compris aussitôt que, après cet affaissement nerveux manifeste, les chances d'une paix de compromis à bref délai, aussi bien que celles d'une poursuite heureuse de la guerre, avaient considérablement diminué. Si tant est qu'on ait jamais penché en Angleterre pour une paix de conciliation, cette preuve de notre manque de tenue morale et politique ne pouvait que donner une force nouvelle au fameux mot de Lloyd George, suivant lequel l'Angleterre n'avait pas besoin de rechercher une paix de compromis, car, cette paix, elle pouvait toujours l'avoir. A plus forte raison nous étions-nous engagés dans une route impraticable pour obtenir de la Russie une paix séparée.

Si l'on devait encore espérer le salut dans de pareilles conditions, — il ne pouvait plus y avoir grand espoir, — il fallait tenter de provoquer dans le peuple allemand une réaction du sentiment national, qui éveillerait à l'étranger l'impression que la force de résistance allemande était encore vivace, qui donnerait, en outre, au gouvernement un appui pour une politique d'énergie et de prudence, et qui, enfin, empêcherait, dans la mesure du

possible, qu'on continuât à glisser sur la pente dangereuse d'offres de paix publiques. Ce sont ces raisons qui ont amené le directeur Kapp et un certain nombre de personnalités de la Prusse Orientale appartenant à tous les partis, à fonder la *Vaterlandspartei* (parti de la patrie allemande). Le premier des trois effets souhaités, à savoir l'impression à produire à l'étranger, fut sans aucun doute atteint par le puissant élan national de ce mouvement. Mais le gouvernement allemand fut loin de comprendre la valeur de l'instrument que le « parti de la patrie » mettait dans sa main. Il n'osa pas tabler sur lui et fit, au contraire, tout le possible pour paralyser son action. Cette attitude lui fut imposée par l'agitation que fomentèrent aussitôt les auteurs de la résolution de paix ; pour continuer à avoir raison, ils surent, dans une campagne de mensonges bien menée, imputer au « parti de la patrie » des visées de politique intérieure et le rendre suspect de tendances réactionnaires. En outre, par une méconnaissance absolue — et bien allemande — de ce qu'il faut entendre par « but de guerre », on nous reprocha, au « parti de la patrie » et à moi, d'être « annexionistes ». Le comité directeur du « parti de la patrie » n'a jamais présenté de revendications d'annexions et n'a formulé d'exigences précises qu'au sujet de la Belgique, qui était la clé de notre situation par rapport à l'Angleterre ; il s'inspirait de la nécessité, dont il a déjà été question, de faire comprendre à notre peuple dans sa lutte les besoins vitaux de l'avenir.

Le gouvernement avait malheureusement négligé de le faire. Il aurait dû tout au moins accueillir avec satisfaction un grand mouvement populaire qui le déchargeait de cette tâche et utiliser ce mouvement pour ses fins ; les gouvernements anglais et français n'auraient pas manqué de le faire. En admettant précisément qu'il fût nécessaire et possible de conclure une paix de compromis, à laquelle le « parti de la patrie » ne pouvait faire obstacle, le gouvernement aurait été en mesure, en s'appuyant sur ce mouvement, d'obtenir des conditions plus acceptables. Mais l'argument décisif, c'est qu'en réalité, pendant toute la durée d'existence de ce parti, il n'y a eu aucune chance véritable d'arriver à une paix de conciliation. L'illusion entretenue par

la démocratie allemande qu'il suffirait à l'Allemagne de faire un signe pour obtenir une paix acceptable a seule permis de faire appeler « prolongeurs de la guerre » des hommes dont les conceptions, si elles avaient prévalu dès le début, auraient amené, d'une façon ou de l'autre, une fin de la guerre plus rapide. Ceux-là seuls ont prolongé la guerre qui n'ont cessé de miner la force de résistance allemande et ont inspiré à l'Entente cette confiance qu'exprimait Lloyd George.

Le « parti de la patrie » n'a pas atteint l'objet qu'il s'était proposé ; il ne le pouvait pas à dater du moment où il se heurta à la fois à l'animosité des auteurs de la résolution de paix et aux rigueurs de l'État prusso-allemand. Malgré tout, son action politique en vue d'éclairer l'opinion n'est sans doute pas demeurée vaine. Ce qui nous permet, en outre, d'espérer que le sentiment national reconstruira un jour une maison allemande solide et habitable, c'est le fait que, après trois dures années de guerre, et malgré l'action de Bethmann et de la démocratie, il a été possible de créer un mouvement d'une aussi puissante envolée et d'un patriotisme aussi ardent que le « parti de la patrie. » L'affranchissement moral et matériel de la patrie allemande tombée sous la domination étrangère et l'avènement d'une nouvelle ère de prospérité ne seront possibles que lorsque notre malheur nous aura ouvert les yeux et lorsque, ayant compris, nous aurons conçu la volonté héroïque de maintenir le germanisme dans toutes les classes et dans toutes les couches de notre peuple.

8

En octobre 1918, au moment où les démocrates, arrivés au pouvoir, étaient à la veille de commettre une erreur telle que l'histoire du monde n'en a plus connu de pareille depuis la chute de Carthage, — croire qu'on peut se livrer à la merci de l'ennemi sans aller à sa perte, — j'ai adressé la lettre suivante au prince Max de Bade, qui était alors chancelier d'Empire :

Berlin, le 17 octobre 1918.

Conformément aux ordres reçus, j'ai l'honneur de communiquer ci-après à Votre Altesse Grand-Ducale mes vues sur la situation actuelle.

Je tiens pour foncièrement erronée la méthode politique que nous avons suivie à l'égard de l'Angleterre et de l'Amérique, avant et surtout pendant la guerre. Nous avons attribué aux autres des conceptions qui étaient les nôtres, mais qui n'étaient pas les leurs. Je vois dans cette méthode une des causes essentielles de la guerre actuelle et de notre situation d'aujourd'hui. Le but poursuivi avec un sens politique raffiné et une logique tenace par les Anglo-Américains était l'anéantissement de l'Allemagne, qui devait leur permettre d'assurer à leur capitalisme la suprématie mondiale. C'est seulement en faisant preuve de force et surtout de dignité que nous pouvions donner l'impression qu'il n'y avait rien à gagner à s'en prendre à nous et obtenir ainsi des conditions supportables. Les offres de paix constamment renouvelées et rendues publiques ont été des erreurs de méthode de notre part. A chacune de nos démarches, Wilson s'est montré plus exigeant. Nous n'avons pas compris que nous nous trouvions en présence de maîtres-chanteurs froidement résolus. Leurs manifestations pacifiques, leurs déclarations sur le bonheur des peuples sont sincères, mais très naïvement elles ne visent que leurs propres peuples ; elles escomptent, en outre, la candeur politique du nôtre.

A notre dernière offre de paix et d'armistice, qui poussait l'esprit de conciliation jusqu'à rayer l'Allemagne du nombre des grandes puissances, Wilson a répondu qu'il exigeait avant tout notre complet désarmement. Il sait parfaitement que la suspension de la guerre sous-marine met l'Allemagne hors d'état de poursuivre toute résistance. La demande de cessation de la guerre sous-marine constitue le fond même de la note de Wilson : on se rend parfaitement compte, dans le camp ennemi, de l'importance qu'elle a et qu'elle peut prendre à l'avenir ; le discours de Churchill le montre. Le pathos indigné qui l'accompagne n'est qu'un voile. Mais, comme cette indignation, en ne visant que la guerre navale, ne saurait donner le change, il fallait la corser par d'infâmes calomnies contre notre armée. Cela permet en même temps à Wilson de fouetter le délire de victoire et la fureur de ses gens. Il ne le ferait assurément pas s'il voulait nous traiter ensuite avec quelques ménagements. C'est le contraire qui aura lieu, malgré les assurances données en sous-main, qui ne constituent que des manœuvres d'une politique de chantage.

La réponse de Wilson montre, en outre, que c'était une erreur de croire que l'Entente nous accorderait un armistice à des conditions nous permettant de mettre notre armée et nos frontières en état de défense pour le cas d'un échec des négociations de paix.

Il ne nous reste qu'un moyen d'obtenir des conditions meilleures, peut-être même de sauvegarder le germanisme : c'est de lever le peuple tout entier pour la défense résolue de notre honneur et de notre existence et d'agir immédiatement, afin qu'à l'extérieur comme dans le pays, il ne puisse subsister le moindre doute sur notre ferme volonté. Cette méthode est la bonne, même si nous sommes encore actuellement disposés à faire une réponse conciliante. Sans doute, pareille réponse nous expose à n'être pris au sérieux ni par l'ennemi ni par nous-mêmes. Le fléchissement de notre sentiment de l'honneur et de notre moral à l'intérieur a, par la zone des étapes, atteint jusqu'au front. Les troupes ne sont plus en état de résister et de se battre s'il ne leur apparaît que trop clairement que la patrie renonce à tout. Dans quel but les soldats combattraient-ils, comment les officiers maintiendraient-ils le moral de leurs hommes ? C'est impossible dans de pareilles conditions.

Il faut renforcer résolument notre front occidental par l'envoi de toutes nos disponibilités en hommes, former des bataillons de gardes civiques pour le maintien de l'ordre à l'intérieur, poursuivre sans ménagements la guerre sous-marine, dont les effets ont été beaucoup plus considérables qu'on ne le croit chez nous, agir sur l'esprit des soldats par tous les moyens possibles, donner une alimentation commune aux officiers et aux hommes de troupe, faire éclairer l'opinion dans la plus large mesure possible, et par un organisme d'État, sur la réalité des choses. Il faut que tout Allemand comprenne qu'autrement notre peuple deviendra l'esclave de nos ennemis.

Il est indispensable, pour réaliser ce programme, d'instituer un pouvoir dictatorial suivant l'exemple de nos ennemis et à l'encontre de ce que nous avons fait. Peu importe quel parti sera appelé à exercer ce pouvoir. Il suffit qu'il n'ait qu'une chose en vue : l'ennemi du dehors.

Telles sont, rapidement dictées, mais mûries depuis des années, mes vues sur la situation. Elles n'ont rien de commun avec le chauvinisme, avec des visées annexionistes, et n'accusent de ma part aucune incompréhension du besoin que nous avons de la paix ; il ne s'agit pour moi que de sauver notre peuple du plus grave danger. Peut-être sont-elles vouées à un échec. Mais, en tout cas, c'est la seule voie qui ait quelque chance de réussite ; l'autre nous conduira très sûrement à une fin indigne.

Si Votre Altesse Grand-Ducale désire recueillir un avis sur notre situation navale, je Lui recommande instamment d'accorder une brève audience à M. l'amiral von Trotha, chef de l'État-Major des forces de haute mer, qui se trouve actuellement ici. Nul n'est plus à même que cet officier, qui jouit de la confiance de toute la marine, de formuler avec calme un jugement d'ensemble. Autant que je sache, il habite chez l'amiral von Müller, chef du Cabinet naval de Sa Majesté.

En raison du caractère de cette lettre¹, je me suis permis d'en envoyer copie au général feld-maréchal von Hindenburg et à Son Excellence le secrétaire d'État Scheidemann.

Je demeure, de Votre Altesse Grand-Ducale, le très respectueux serviteur,

VON TIRPITZ.

Le gouvernement du prince Max de Bade succomba à la duperie inouïe de suggestions étrangères. On renonça à la guerre sous-marine, on prépara la capitulation, on « se mit d'accord » avec l'Entente sur une paix du droit basée sur les 14 points de Wilson ; tous ceux qui pensaient autrement, tous ceux qui avaient vraiment le cœur allemand, étaient écartés. Cependant, l'armée et la flotte auraient pu tenir jusqu'au printemps de 1919 et assurer ainsi des négociations de paix véritables.

Dans ces journées, les plus tragiques de l'histoire d'Allemagne, alors que nous étions encore en mesure, en présence d'un ennemi également las de la guerre, de proposer, l'épée à la main, une paix juste, au lieu d'agir comme nous l'avons fait, et de sombrer dans le chaos, j'adressai une nouvelle lettre au chancelier en ma qualité de président du « parti de la patrie ».

Berlin, 30 octobre 1918.

Votre Altesse Grand-Ducale a accueilli avec bienveillance ma respectueuse lettre du 17 de ce mois ; mais, sur une question im-

1. Le prince Max de Bade a lu attentivement cette lettre et l'a transmise, en soulignant certains passages, aux autres secrétaires d'État, en tout cas au vice-chancelier von Payer et au secrétaire d'État Solf. Le 17 et le 18 octobre, le gouvernement était, dans sa majorité, pour des négociations les armes à la main. Mais le 19, les partisans de Scheidemann avaient réussi, en s'adjoignant le comte Wolf-Metternich, dont le choix était en l'occurrence particulièrement malheureux, à modifier les dispositions de la majorité du gouvernement. La demande d'un désarmement préalable à toute négociation, que Wilson imposait en escomptant notre manque absolu de sens politique, fut acceptée ; c'en était fait de l'Allemagne.

portante, celle de la guerre sous-marine, Elle a pris une décision déconseillée par moi et aussi, m'a-t-on dit, par les plus hautes autorités navales et militaires. La situation actuelle m'amène à considérer comme un devoir d'exposer aujourd'hui encore à Votre Altesse Grand-Ducale une idée sur laquelle je n'ai pas suffisamment insisté dans ma précédente lettre.

Toute retraite militaire doit, sous peine de dégénérer en une fuite désastreuse, s'effectuer de telle façon que, de temps à autre et au moment opportun, on fasse front à l'ennemi qui vous poursuit. Il en est ainsi, et ce principe est plus vrai encore, pour une retraite politique. Même si nous croyons ne plus pouvoir arriver à un résultat militaire, il faut ne pas perdre de vue un instant que, pour des raisons toutes psychologiques, le désir de ne plus faire de grands sacrifices s'est également accru d'une façon considérable chez nos adversaires. En 1871, après la conclusion de l'armistice, la France sut, par son attitude, garder Belfort au cours des négociations de paix. Lorsque, dans un combat, un soldat rend son épée, il peut s'attendre à ce qu'on lui fasse quartier. Quand pareil fait se produit dans le domaine politique, si celui qui succombe renonce à tous ses moyens et se rend sans dignité, il trouve auprès du vainqueur tout autre chose que des égards ; il fait naître bien plutôt le désir d'un « châtement » impitoyable.

C'est pour ces raisons que, — sans parler du déshonneur qui nous poursuivra pendant des siècles — je ne puis, au point de vue purement matériel, imaginer une paix plus mauvaise que celle qui nous serait imposée si nous capitulions purement et simplement, et cela à un moment où nous avons encore une force de résistance suffisante. L'ennemi, qui apprécie cette force comme il convient, ne nous traitera pas avec plus de bienveillance du fait de notre capitulation prématurée ; il se montrera, au contraire, plus brutal et plus dur, parce que, dans la pleine conscience de sa victoire, il éprouvera un sentiment de mépris pour son adversaire. Il faut tenir compte encore de la différence de mentalité entre nous et nos ennemis. A cet égard, il eût été préférable pour nous de chercher la paix par l'Angleterre et non par l'Amérique et Wilson ¹.

Je voudrais encore, pour finir, Vous exposer les considérations suivantes : En ce moment nos ennemis ne sont pas uniquement dans la pleine ivresse de la victoire ; leurs peuples ont en même

1. Je n'entendais naturellement pas dire qu'il serait plus avantageux de demander grâce à l'Angleterre qu'à Wilson. Une capitulation de ce genre équivalait en tout état de cause à notre ruine nationale. J'estimais bien plutôt que, dans des négociations l'épée à la main, l'Angleterre, grâce surtout à la guerre sous-marine, aurait été l'adversaire le mieux disposé à « traiter » ; je demeure de cet avis.

temps le sentiment que la paix qu'ils appellent de leurs vœux depuis plusieurs années, est très proche et va marquer la fin de leurs sacrifices et de leurs souffrances. Les nerfs des masses populaires sont tendus dans l'attente. Si, en raison des exigences de l'ennemi, notre politique prenait, actuellement, pour mot d'ordre : « Halte ! Face à l'ennemi ! », si, nettement résolu, nous montrions encore une fois les dents à nos adversaires, et déclarions ses exigences inadmissibles, la nécessité brusquement réapparue de reprendre la lutte causerait l'impression la plus profonde. Une terrible désillusion s'emparera, chez nos ennemis, des grandes masses qui sont fatiguées de la guerre, et il se produira un mouvement très important en vue d'amener les gouvernements à poser des conditions moins rigoureuses. Pareille attitude de l'Allemagne, s'ajoutant à une résistance héroïquement redoublée sur notre front et à la crainte très fondée du bolchevisme, est la seule qui puisse nous procurer des conditions supportables.

J'adresse mes plus respectueux hommages à Votre Altesse Grand-Ducale,

VON TIRPITZ.

Lorsque j'écrivais ces lignes, je n'avais plus qu'un bien faible espoir de voir les « gouvernants » revenir à eux. Cette lettre marque la fin de mon activité politique.

L'issue malheureuse de la guerre donne à ceux qui en sont responsables le moyen, mais non le droit, d'attaquer devant la masse sans discernement les hommes qui auraient pu gagner la guerre, ou tout au moins la terminer avec honneur si on leur avait laissé toute liberté d'action. On parle d'instituer une Haute-Cour ; si on le fait, d'autres auront leur place sur le banc des accusés : beaucoup de ceux, notamment, qui veulent actuellement se poser en juges. J'aurais préféré ne pas heurter les sentiments d'autrui, mais j'ai l'obligation de clouer au pilori de l'histoire le système qui a causé notre perte.

Le système politique dont Bethmann-Hollweg a, — sans le vouloir sans doute, mais effectivement malgré tout, — été l'initiateur, et dont nous voyons aujourd'hui en quelque sorte la caricature, comporte l'abandon de toutes les conquêtes qui sont le fond même de notre État : avec une aveugle confiance, nous nous laissons entraîner à la remorque de l'étranger qui

nous berne par son chantage et ses mensonges, et de ceux qui, chez nous, se repaissent d'extravagances internationalistes. Toutes les traditions, toutes les expériences douloureuses de notre histoire paraissent oubliées ; il faut leur donner une vie nouvelle.

C'est ce système, j'en ai la conviction, qui a fourni à nos belliqueux voisins l'occasion ou le prétexte de la guerre. Il a énervé notre politique à l'intérieur et enlevé au peuple la force morale nécessaire pour soutenir la guerre mondiale. C'est lui qu'il faut accuser si notre flotte n'a pas eu l'occasion de combattre vraiment au cours de la guerre. C'est lui encore qui a aiguillé notre politique dans une fausse direction, la poussant à écraser la Russie et à ménager l'Angleterre, c'est lui qui porte le poids de notre capitulation dans l'automne de 1918, inouïe par sa folie et son manque de dignité, et qui en a aggravé par d'autres fautes encore les lourdes conséquences. C'est ce système qui, après la Révolution, a continué à sévir contre ce qui pouvait subsister de raisonnable dans l'État, à tel point que le fait d'être Allemand paraît être aujourd'hui une honte et un châtement. Autrefois, c'était mon plus grand bonheur et l'objet de ma plus grande fierté ! Lorsqu'il est mené d'une main ferme, il n'y a pas de peuple capable de plus grandes choses que le nôtre. Mais, entre les mains de chefs mauvais et incapables, le peuple allemand devient lui-même son pire ennemi. Il sera bientôt dégoûté de la caricature d'État « noire-rouge-or » qui lui est actuellement infligée. Mais restera-t-il alors quelque chose encore de la substance si bonne de notre ancien État, dont nos ennemis étaient tellement jaloux que, avec l'aide de notre démocratie radicale, ils en ont brisé toutes les forces : la monarchie, la puissance militaire, l'intégrité et le zèle de nos fonctionnaires, l'esprit prussien et sa vertu nationale, et un patriotisme qui n'avait pas peur de la mort ?

Nous sommes aujourd'hui plus mal en point qu'après la guerre de Trente Ans. Sans un nouveau Potsdam, sans un très sérieux retour sur nous-mêmes et une complète rénovation morale, sans une politique extérieure active et digne, le peuple alle-

mand ne sera plus jamais un peuple libre ; lentement ou rapidement, aussi bien au point de vue de son état de civilisation que du chiffre de sa population, il disparaîtra du rang des grandes nations ; un nouveau Weimar ne sera alors plus possible. Nous sommes tombés du plus haut sommet dans l'abîme le plus profond. Il ne faut pas parler à la légère de reconstruction, aussi longtemps qu'on continue à déchoir. Le relèvement est terriblement difficile et dur. Il peut réussir, et il réussira, mais à condition que notre pays s'unisse dans une communauté de mêmes aspirations, comme le font les Français, les Italiens, les Anglais, les Serbes et même, depuis quelque temps, les Indiens. Tant que nous resterons le peuple au sentiment national le plus ému, répondant par des paroles de réconciliation à tous les vols de territoire et aux autres affronts qui lui sont infligés, assurant ainsi l'impunité et engageant à de nouvelles rapines, tant que, dépourvus de l'orgueil national indispensable, nous suivrons servilement les autres peuples dans leurs mœurs et leur manière d'être, tant que la lutte entre partis nous paraîtra plus importante que le bloc contre l'ennemi du dehors, tant qu'il en sera ainsi, la situation de l'Allemagne ne pourra que s'aggraver et non s'améliorer. Dans la bataille alemannique, les Germains crièrent à leurs chefs : « Pied à terre ! » et ils perdirent la bataille. La discorde a, cette fois encore, causé notre perte, car notre génération n'a été ni politiquement, ni même moralement dans certaines classes, à la hauteur des circonstances.

Passé, présent, avenir, tout me faisait donc un devoir de combattre ce système.

Si, au contraire, le peuple allemand se réveille de l'étourdissement de sa chute, et s'il se souvient avec fierté et émotion des prodiges de force, de vertu et d'esprit de sacrifice qu'il a accomplis dans l'État prusso-allemand, même pendant cette guerre, alors il pourra réserver au souvenir de la guerre mondiale une place à côté de ses traditions nationales les plus sacrées. Que nous ayons, malgré le peu de valeur de nos alliés, résisté à l'écrasante supériorité de nos ennemis, que nous ayons tenu tête au monde entier conjuré contre nous à l'instigation des Anglais, que nous ayons gardé un moral élevé pendant des années malgré

les calomnies de nos pacifistes et l'anéantissement brutal d'innombrables existences allemandes sur tous les points du globe ; que nos marins et nos soldats aient su frapper l'ennemi et faire le sacrifice de leur propre existence : tout cela est de nature à remplir d'admiration les générations futures de notre peuple. Mais l'Allemagne était, comme au temps de Luther, « un vaillant coursier à qui il ne manque qu'une chose : un cavalier ». La guerre qui nous fut imposée se présenta au début sous les plus favorables auspices ; en dépit des fautes commises, elle nous offrait encore en octobre 1918 la possibilité d'éviter une paix de destruction. Mais le malheur a voulu que des politiciens avides de pouvoir, qui, pendant toute la guerre, avaient toujours été prêts à capituler devant l'ennemi, aient pris en mains les rênes d'une nation sans chefs.

CHAPITRE XVIII

LA FLOTTE DE HAUTE MER PENDANT LA GUERRE

1

J'en suis arrivé à la partie la plus pénible de ma tâche : exposer les raisons pour lesquelles, après que notre politique n'eut pas pu éviter la guerre, notre flotte non seulement n'a pas été appelée à participer à la lutte en vue de nous conquérir une paix juste, mais a trouvé elle-même la fin la plus humiliante. Mon intention n'est pas de faire un exposé historique de la guerre du point de vue naval. Je tiens seulement, conformément à l'esprit de tout ce livre, à mettre en relief l'essentiel pour permettre de porter un jugement sur notre flotte.

Je voudrais rappeler d'abord que notre armée, elle aussi, qui, pourtant, au début de la guerre, était dans un état de préparation parfait, a fini par succomber sous le poids d'une supériorité écrasante. J'ai réfuté plus haut l'objection d'après laquelle nous n'aurions pas eu la guerre mondiale si nous n'avions pas eu de flotte, car c'était devenu, depuis des dizaines d'années, un dogme fondamental de la nation anglaise que de ne pas tolérer l'écrasement de la France.

Notre force navale était, certes, déjà très respectable en 1914, mais elle n'était pas à la hauteur de la situation, étant encore en pleine croissance, lorsqu'elle trouva en face d'elle les cinq grandes puissances navales, renforcées encore par l'Amérique à partir de 1917.

Je demeure, malgré tout, convaincu, — et c'est ce qu'il y a de tragique dans le dénouement de la guerre, — que la flotte aurait pu amener la décision, nous aider à obtenir une paix honorable,

si on avait fait d'elle un emploi judicieux. Nous avons une bonne flotte ; le personnel brûlait du désir de se battre, et son entraînement était remarquable ; le matériel était supérieur à celui des Anglais. L'indice le plus évident de la valeur militaire de notre flotte et de la haute idée que l'ennemi avait de ce qu'elle pouvait donner, c'est que, plus la guerre se prolongea, plus les Anglais évitèrent une rencontre avec elle. En dépit d'une supériorité de plus en plus accusée, ils n'ont jamais attaqué nos forces navales de propos délibéré. Ils n'ont pas cherché à se mesurer avec elles. Notre flotte a finalement été atteinte du mal qui a contaminé toute l'Allemagne. S'il s'est déclaré sur les grands vaisseaux quelques jours plus tôt que dans l'armée et d'une façon plus caractéristique, cela est dû surtout au fait que nos marins, et notamment les chauffeurs, étaient, sur les chantiers, en contact étroit avec les masses ouvrières, excitées par une certaine propagande. Cette propagande, dont le foyer était à Berlin, le gouvernement eut la faiblesse de la tolérer.

Comme le pays tout entier, la marine avait, au début, la conviction que personne en Allemagne n'avait voulu la guerre. L'habileté avec laquelle l'Angleterre avait profité de l'occasion qui s'offrait à elle en 1914 n'avait donné le change à personne sur son plan longuement préparé en vue de ruiner l'avenir de l'Allemagne. Aussi notre marine avait-elle, au commencement de la guerre, un moral très haut, qui autorisait les plus belles espérances. Aux revues d'appel, de vieux réservistes demandaient à leurs officiers d'être affectés aux pièces d'artillerie et de ne pas rester à l'abri sous le pont avec le personnel des munitions. Nos commandants de torpilleurs attendaient avec impatience l'ordre : « Hissez le pavillon Z »¹. Les cadets et les enseignes de l'École navale fermée, et ceux des bateaux-écoles mis hors de service, sollicitaient instamment leur envoi à bord, ne fût-ce que pour y être employés comme coureurs du commandant. Les chauffeurs et les matelots refusaient les primes habituelles pour économie de charbon en disant : « Nous ne travaillons pas pour une récompense. » Les officiers de marine et les ingénieurs

1. Signal de l'attaque.

rivalisaient de zèle pour mettre leur navire dans le meilleur état de préparation possible.

Tous nos marins avaient nettement conscience, au début de la guerre, que nous allions avoir affaire à un ennemi d'une supériorité marquée et dont l'invincibilité sur mer avait presque été élevée à la hauteur d'un dogme. Les Français, les Russes, les Italiens ne comptaient pour ainsi dire pas à nos yeux. Dès le temps de paix, la marine allemande et la marine anglaise avaient, au contraire, professé l'une pour l'autre une estime particulière. Il n'est certes pas vrai que, dans leurs mess, les officiers de la marine allemande aient alors bu « au grand jour », c'est-à-dire à la bataille contre la flotte anglaise. C'est là un mensonge de plus à ajouter au long chapitre de nos prétendues intentions agressives, dont on a inondé la presse du monde entier. Nos relations de sympathie avec le corps des officiers de la marine anglaise étaient trop vives pour nous permettre une manifestation de ce genre, que notre délicatesse nous eût d'ailleurs interdite. Et n'eût-il pas été insensé de souhaiter se battre contre un adversaire redoutable et deux fois plus fort que nous ?

Avant d'examiner les deux principales raisons pour lesquelles notre flotte n'a pu réaliser la fin dernière pour laquelle elle avait été créée, je voudrais esquisser brièvement l'action effective qu'elle a exercée sur le développement de la guerre.

2

Sur la longue étendue de côtes qui s'étend de Memel jusqu'à l'Ems, notre flotte était seule à défendre notre pays contre toute agression ennemie ; notre côte n'a pas reçu un seul coup de canon. Maîtresse absolue de la Baltique, notre flotte a assuré la libre importation de marchandises, notamment du minerai dont notre industrie de guerre avait un besoin impérieux ; elle protégea l'aile gauche de notre armée sur le front oriental contre des attaques à revers projetées par les Russes et qui étaient sans doute prévues dans la convention navale de 1914 entre la Russie et l'Angleterre. Grâce à la flotte, cette aile de notre armée put, dans la suite, être ravitaillée par mer. Sous le commandement

des amiraux Schmidt et Behnke, et par une très heureuse coopération avec l'armée, la flotte assura le succès de l'attaque de l'île d'Oesel et du Moonsund, qui contribua à briser la dernière résistance des Russes.

Notre flotte n'étant pas battue, et les Anglais ne pouvant pas, par suite, effectuer un blocus étroit de nos côtes, les puissances du Nord et la Hollande purent rester neutres malgré les menaces anglaises. Entre 1900 et 1910, alors que notre flotte était encore faible, l'Angleterre avait projeté un débarquement dans le Jutland : on aurait agi vis-à-vis du Danemark comme on a agi plus tard vis-à-vis de la Grèce. La présence de la flotte allemande empêcha l'exécution de ce plan.

Supposons que notre flotte ait été complètement vaincue, ou que nous n'ayons pas eu de flotte du tout. Quelles n'eussent pas été les répercussions sur notre situation économique et notre situation militaire ! Si notre front Nord avait été enfoncé ou même seulement sérieusement menacé, nous n'aurions pas pu tenir sur les fronts Est et Ouest. Mais il y a plus. Du fait de l'existence d'une flotte allemande, les Anglais se sont vus dans l'obligation de donner un développement énorme à leur propre puissance navale. Rien que le personnel de leur flotte a été plus que triplé. Les Anglais n'exagèrent sans doute pas lorsqu'ils évaluent à 1 million et demi ou 2 millions d'hommes l'effectif total des forces qu'ils employèrent sur mer pendant la guerre ; ce chiffre représentait un très grand allègement pour notre front occidental.

J'ai déjà indiqué, dans le chapitre précédent, quel coup eût porté à l'Angleterre l'occupation par notre armée des ports français du Pas-de-Calais. Cette occupation ne pouvait devenir un danger effectif, peut-être même décisif, pour l'Angleterre qu'autant que nous avions une flotte pour utiliser ces ports comme points d'appui. C'est dans cet espoir que fut créé le corps de la marine, la seule œuvre de guerre proprement dite qu'il m'ait été donné, dans le cadre de mes fonctions de ministre de la Marine, de mettre sur pied en vue de la lutte contre l'Angleterre.

Notre armée n'a pas pu atteindre les ports du Nord de la France, mais seulement ceux des Flandres ; ces derniers avaient,

en raison de leur situation géographique, une importance beaucoup moindre, car ils ne constituaient pas une menace immédiate pour le Pas-de-Calais. En outre, ils étaient construits de telle sorte qu'on ne pouvait y utiliser que des sous-marins et des torpilleurs. Ils offraient néanmoins ce grand avantage que la distance qui les séparait de la côte anglaise ne représentait que le quart de la distance des embouchures des fleuves allemands. On put, pour cette raison, y utiliser de petits sous-marins, dont la construction était relativement rapide. Il fallait s'attendre à des attaques des forces navales anglaises sur Zeebrugge et Ostende. Comme il me paraissait douteux que l'armée fût disposée à entreprendre les travaux nécessaires pour la mise en état de défense des côtes et que, d'autre part, nos ports de guerre n'étaient plus réellement menacés, il me parut opportun de créer, avec l'effectif devenu disponible, un corps de marine pour assurer la défense de la côte flamande.

Le Grand Quartier Général donna son assentiment, mais à la condition que ce corps serait placé sous les ordres de l'armée. Afin d'aboutir, je souscrivis à cette condition, bien que l'expérience ait toujours montré que, dans les opérations menées en commun avec l'armée, la marine courait facilement le risque de sacrifier ses propres buts. L'Empereur entra dans mes vues avec beaucoup de clairvoyance et me donna des pouvoirs extraordinaires pour les réaliser. L'infanterie de marine qui, avec deux bataillons, constitua trois régiments, fournit, en dépit de cet appauvrissement d'effectifs, et grâce au service de trois ans un noyau d'élite.

Les éléments d'artillerie de marine, venus des différents forts et ports de guerre, devaient faire leurs classes d'infanterie dans les environs de Bruxelles ; mais, par suite des événements de septembre 1914, on dut, aussitôt après leur débarquement, en prélever une partie pour l'envoyer au feu contre l'armée belge qui débouchait d'Anvers. Les artilleurs de la marine n'attendirent pas davantage pour montrer cette valeur qu'ils affirmèrent plus tard à la prise d'Anvers.

Le corps de marine, sous le commandement de l'amiral von Schröder, rendit à la longue le flanc maritime de notre front

occidental inattaquable, et, par des travaux effectués avec des moyens de fortune, il transforma les ports des Flandres en points d'appui précieux pour les torpilleurs et les sous-marins. Il n'était malheureusement pas en mon pouvoir d'assurer à nos forces navales du littoral flamand la force que l'amiral Schröder et moi nous eussions désirée pour elles, et que leur eussent donnée des renforts venus de l'intérieur. Elles n'en furent pas moins, jusqu'à l'automne de 1918, une gêne considérable pour l'Angleterre.

Au cours des premiers mois de la guerre, la partie orientale de la Méditerranée devint, en outre, un théâtre d'opérations d'importance considérable.

Dès le 3 août, lorsqu'arriva la nouvelle de la conclusion d'une alliance avec la Turquie, j'obtins, en dépit des scrupules du Chef de l'amirauté, que notre division de la Méditerranée, le *Gæben* et le *Breslau*, fût chargée de tenter de franchir les Détroits pour se rendre à Constantinople. Cet ordre fut rapporté le 5 août, notre ambassade à Constantinople ayant estimé l'arrivée de nos unités encore inopportune en raison de la situation de la Turquie. On donna alors pour instructions à ces vaisseaux de se rendre à Pola ou de se frayer un passage vers l'Atlantique.

Il existait dès le temps de paix entre l'Autriche, l'Italie et nous, une convention navale aux termes de laquelle nos forces de mer réunies devaient, en cas de guerre, se concentrer dans les eaux de Messine en vue d'une action contre la Double-Alliance. Sur la proposition de l'Italie, le commandement en chef de la flotte de la Triplice devait être exercé par l'amiral autrichien Haus ; je ne soulèverai pas la question de savoir si réellement on avait jamais pris au sérieux pareille désignation. L'Empereur était particulièrement fier de notre escadre de la Méditerranée ; en ce qui me concerne, je déplorais l'absence en particulier du *Gæben* dans la mer du Nord. Lorsque, après avoir bombardé avec succès certaines villes du littoral algérien, le *Gæben* et le *Breslau* entrèrent dans les eaux de Messine, les Italiens comme les Autrichiens y brillaient par leur absence, et c'est à peine si l'Italie, qui avait déclaré sa stricte neutralité, laissa nos vaisseaux se ravitailler une seule fois en charbon. Des vaisseaux

ennemis croisaient aux deux issues du détroit. L'Autriche n'ayant encore déclaré la guerre à aucun de nos adversaires, des difficultés de forme s'opposaient à ce que la flotte autrichienne secondât notre action. A une question posée par le ministère de la Marine, notre ministre des Affaires Étrangères répondit, dans l'après-midi du 5 août, que notre ambassadeur à Vienne avait reçu pour instructions de pousser instamment à la déclaration de guerre. Le soir, arriva la nouvelle que le commandant des forces navales autrichiennes n'était pas en mesure de nous prêter assistance, en raison de la situation de la flotte, de son éloignement et de son manque de préparation. C'est bien l'image de ce que notre politique avait fait pour préparer la guerre !

Dans ces conditions, on télégraphia à l'amiral Souchon pour lui dire qu'il était libre de ses mouvements. Conformément au premier ordre reçu, il choisit alors la direction de Constantinople.

La réussite de la traversée des Détroits donna une tournure décisive à toute la question turque. Avant la guerre, notre politique orientale m'avait paru mal aiguillée, parce que l'Allemagne n'avait de chances de se libérer de l'encercllement politique qu'en se servant de la Russie. Maintenant que nous étions en guerre avec la Russie, tous mes scrupules disparaissaient. Aussi ai-je soutenu la Turquie autant qu'il était en mon pouvoir. Sa faiblesse était incompatible, à la longue, avec une véritable neutralité. L'arrivée de nos vaisseaux permit de faire de la Turquie notre alliée au lieu de notre ennemie. L'appui que la marine allemande prêta dès lors à la Turquie, et cela dans des circonstances difficiles, est une question en dehors de notre cadre. Notons seulement ici la part prépondérante prise par notre marine dans la glorieuse défense des Dardanelles ; elle a contribué par là à sauver Constantinople. Au sort de Constantinople était liée la victoire ou la défaite sur le front balkanique, si important pour les puissances centrales. L'accès de la Russie par la Méditerranée demeura fermé. La route de l'Asie occidentale restait libre pour nous, ce qui constituait une grave menace pour l'Angleterre du côté de l'Égypte et de la Mésopotamie, et l'obligeait à distraire de forts contingents de troupes et un

tonnage considérable. Les yeux toujours fixés sur le continent, nous oublions trop facilement que la tentative de l'Angleterre pour forcer les Dardanelles par mer fut exécutée avec des moyens insuffisants et, par suite, n'aboutit à un échec que parce que notre flotte contraignait l'Angleterre à maintenir la plus grande partie de la sienne concentrée dans la mer du Nord. A distance, notre flotte protégeait la Turquie. L'Autriche aussi a été soutenue par nous, par l'envoi de sous-marins et par l'établissement de points d'appui à Pola et à Cattaro.

L'entrée en guerre du Japon renversa le plan d'opérations de notre escadre de croiseurs contre le commerce ennemi et contre les forces anglaises d'Extrême-Orient ; il ne lui restait qu'à tenter de regagner nos ports. Sur le chemin du retour, l'escadre, sous le commandement du vaillant comte Spee, détruisit, sans subir de pertes sensibles, l'escadre anglaise stationnée sur la côte du Chili, et dont le chef entretenait, peu de temps encore avant cette guerre néfaste, des relations amicales avec Spee. Seul, un petit croiseur anglais put, dans cette bataille de Coronel, échapper à la destruction.

Les munitions qui restaient au comte Spee, après la forte consommation qui en avait été faite, me paraissaient insuffisantes pour engager une seconde bataille. Nous avions, d'autre part, été informés d'une importante concentration de forces anglaises sur la côte orientale de l'Amérique du Sud. Je proposai donc de laisser à Spee, avec qui nous étions reliés vers Valparaiso par la télégraphie sans fil, la liberté d'éviter la côte orientale de l'Amérique du Sud pour faire route vers le Nord, soit au milieu de l'Atlantique, soit plus près de l'Afrique. Mon intention était de faire comprendre au comte Spee que, en raison de sa pénurie de munitions, on n'attendait plus de lui des actes de guerre, et que tout son effort devait tendre désormais à regagner nos ports. Spee pouvait alors, en faisant naviguer ses unités isolément, profiter de l'étendue immense de l'Atlantique pour effectuer, comme plus tard le *Möwe* et d'autres, le voyage de retour. Le prestige de Coronel serait demeuré intact.

Le comte Spee n'ayant aucune information sur la situation générale de la guerre, il me paraissait désirable de lui trans-

mettre ces indications. Le chef de l'État-Major de la Marine fut d'un avis opposé. Il voulait laisser au comte Spee toute sa liberté d'action, estimant que celui-ci était mieux renseigné que nous sur les forces anglaises. Malheureusement, il n'en était pas ainsi. Notre escadre de croiseurs a été anéantie aux îles Falkland par des forces bien supérieures que Spee ne soupçonnait pas, et dont faisaient partie deux croiseurs du type dreadnought.

On se demande ce qui a pu déterminer le chef remarquable qu'était l'amiral Spee, à aborder aux îles Falkland. La destruction de la station anglaise de T. S. F. qui s'y trouvait n'avait guère d'intérêt, cette station ayant rempli le meilleur de son office dès qu'elle avait transmis le message : « L'escadre allemande est ici ». Peut-être l'entreprise s'explique-t-elle par la crainte que ces braves, dans leur ignorance de la situation, pouvaient avoir d'une fin prochaine de la guerre avant qu'ils n'eussent eu l'occasion de donner la mesure de leur valeur. Après la victoire de Coronel, qui avait rendu nos compatriotes dans le monde entier plus fiers de leur qualité d'Allemands, la mort de ces équipages qui, le comte Spee et ses fils en tête, avaient refusé de se rendre, remplit tous les cœurs de respect et de tristesse.

Les quelques croiseurs qui se trouvaient au dehors dans différentes parties des mers ont, eux aussi, fait tout leur devoir. Cette guerre de course, qui, vu l'absence de points d'appui, ne pouvait être de longue durée, avait été très bien préparée par l'État-Major de la Marine. Agents de renseignements, ravitaillement en charbon, ravitaillement en vivres, tout fonctionna parfaitement, tant que le prestige de l'Allemagne dans le monde ne fut pas sur son déclin. Les exploits du capitaine de vaisseau von Müller sur l'*Emden* et ceux du *Karlsruhe* ont été glorieux et utiles. Le commandant du *Karlsruhe*, le capitaine de vaisseau Kohler, ne pensa nullement à faire usage de l'autorisation de rentrer ; travaillant dans l'Atlantique avec quatre navires auxiliaires, traqué par les croiseurs anglais, mais confiant en sa vitesse supérieure, il poursuivit de nouveaux succès, jusqu'au jour où une explosion, provoquée sans doute par des munitions

suspectes achetées à l'étranger, l'anéantit lui, et son bâtiment. Le *Königsberg*, commandé par le capitaine de vaisseau Loof, a succombé après de durs combats contre des forces ennemies très supérieures. Son commandant et une partie considérable de l'équipage ont, dans la suite, participé à la campagne d'Afrique orientale sous les ordres du général von Lettow-Vorbeck. Plus tard encore, d'autres expéditions ont grandement honoré de courageux Allemands. Le plus audacieux esprit d'entreprise a conduit les croiseurs auxiliaires, *Meteor*, *Greif*, *Möwe*, *Seedler*, *Wolf*, à travers les eaux anglaises jusque dans l'Océan. L'esprit qui les animait n'était rien autre que celui de la flotte de haute mer, à laquelle ils avaient emprunté leurs officiers et leurs hommes. Tous ces navires ne pouvaient exercer d'influence durable sur le cours de la guerre, le manque de points d'appui les condamnant à succomber au bout d'un certain temps. Les pertes qu'ils ont infligées à l'ennemi n'en ont pas moins été au moins trois fois supérieures aux forces ainsi engagées par nous. Et il est curieux de remarquer que nos navires n'ont jamais succombé en pleine mer, mais uniquement lorsque la nécessité les obligea à aborder sur quelque côte.

Au total, à considérer l'action de notre flotte sur la guerre, on est obligé de reconnaître que ses exploits ont été grands et glorieux. En dehors de la débâcle de la fin, je ne connais pas de cas où nos marins ne se soient pas battus avec le plus grand courage et le plus grand dévouement, et où notre supériorité au point de vue de la qualité du matériel et du personnel ne se soit manifestée. On serait autorisé à dire que, contre des forces cinq fois supérieures, sans points d'appui au loin, et dans la situation stratégique on ne peut plus défavorable de nos côtes, il n'était pas possible de faire davantage. Et pourtant notre marine était si parfaite qu'elle était en mesure de remplir la mission la plus haute si on l'en avait chargée et si on ne l'avait pas entravée.

J'en arrive ainsi aux deux causes les plus importantes pour lesquelles n'a pu être atteint ce qui était pour la marine le but suprême : la conquête d'une paix juste. Les entraves imposées à l'effort militaire de la marine pendant toute la guerre, pour des raisons politiques, sont l'une des causes, déjà exposée, de son

émouvant destin. L'autre cause a été l'absence d'une direction responsable unique de l'ensemble des forces navales allemandes.

3

Les plans d'opérations que j'ai élaborés et soumis à l'approbation du chef de l'État-Major général, dans les années d'après 1890, admettaient tous la neutralité bienveillante de l'Angleterre. Après 1895, cette condition politique se modifia ; mais, devenu secrétaire d'État, l'élaboration des plans d'opérations n'entraîna plus dans mes attributions. Pourtant j'ai eu des échanges de vues avec les différents chefs qui se sont succédé à la tête de l'État-Major de la Marine. Le comte Baudissin, chef de l'État-Major de la Marine vers 1908, envisageait en tout premier lieu dans son plan l'engagement immédiat et sans restrictions de la flotte active dans la bataille, et je l'avais pleinement approuvé. Mais, dans les dernières années qui précédèrent la guerre, l'État-Major de la Marine fit de son plan un secret vis-à-vis de moi comme des autres.

Le plan d'opérations qui, conformément à l'ordre de Cabinet du 30 juillet 1914 dont je parlerai plus tard, me fut soumis par le Chef de l'État-Major de la Marine von Pohl, en prévision d'une déclaration de guerre de la part de l'Angleterre, ne comprenait, à ma grande surprise, qu'une courte instruction à l'adresse du commandant de la flotte de la mer du Nord. Celui-ci devait provisoirement se borner à la petite guerre contre l'Angleterre, jusqu'à ce que l'adversaire fût suffisamment affaibli pour qu'on pût engager la flotte ; si pourtant une bonne occasion se présentait, on *pouvait* risquer le combat.

Pour cette « petite guerre », une forte campagne avait alors été faite dans la presse, à laquelle avaient pris part des officiers de marine en inactivité. On ne voyait pas que toutes les chances de cette guerre étaient suspendues à la bonne volonté, absolument invraisemblable, de l'adversaire. Il ne pouvait être question de « petite guerre » que si les Anglais, aussitôt après la déclaration de guerre, se décidaient à un blocus *étroit* de nos côtes. On pouvait, en ce cas, discuter de la valeur de la méthode.

Mais les renseignements reçus d'Angleterre, et surtout les thèmes des manœuvres stratégiques anglaises, rendaient *a priori* invraisemblable cette hypothèse toute théorique d'un blocus étroit des côtes allemandes.

Le chef de l'État-Major de la Marine, lui, croyait bien davantage à l'impatience des Anglais à livrer bataille et il s'attendait à une rencontre dans les parages d'Helgoland, ce qui naturellement eût été pour nous la combinaison la plus favorable. Suivant les renseignements que j'ai eus dans la suite, les techniciens de l'État-Major avaient été guidés par cette idée que l'attitude stratégique des Anglais se manifesterait nettement pendant les premières semaines de la guerre et qu'on pourrait alors donner de nouvelles directives. Ils étaient également d'avis que l'entrée en jeu de quelques grandes unités de combat de la classe du *Kaiser* et des escadres de réserve, mobilisées mais non encore prêtes à combattre, rendraient les chances d'une bataille plus favorables à partir d'octobre que dans les premières semaines. Que des obstacles d'ordre politique pussent surgir, personne à la marine n'y avait songé. Au point de vue purement numérique, leur manière de voir était juste. La seule objection était qu'une première directive recommandant la réserve pouvait facilement conduire, étant donné qu'on ne pouvait prévoir les mouvements de l'adversaire, à laisser irrémédiablement passer des occasions favorables et à donner à l'ennemi des avantages dont on ne pouvait se rendre compte. Mes critiques auprès du chef de l'État-Major de la Marine ne provoquèrent qu'un seul changement : au lieu d'écrire que, si une occasion se présentait, on *pouvait* risquer le combat, il écrivit qu'on *devait* risquer le combat. A mon sens, cette nouvelle formule laissait encore suffisamment de liberté d'action au commandant de la flotte de la mer du Nord.

Les arguments en faveur de l'engagement immédiat de notre flotte étaient, abstraction faite des facteurs politiques, les suivants : vraisemblablement le transport des troupes à travers la Marche immobiliserait une partie assez considérable des forces de combat britanniques ; les Anglais n'avaient guère plus d'expérience que nous en fait de guerre navale moderne ; et enfin,

ils ignoraient, au début de la guerre, la supériorité de notre armement naval et de notre matériel. Ils ne se sont rendu compte que très tard de l'effet terrible de nos obus perforants, que la surprise devait rendre plus terrible encore : ils ne s'en sont pas même rendu compte lors de leur défaite de Coronel, mais seulement à la suite du combat de croiseurs du 24 janvier 1915. Une dernière raison d'en venir rapidement à l'action était encore la sainte ardeur de tous nos marins, qui brûlaient d'impatience de rivaliser avec les exploits de l'armée de terre.

La bataille immédiate avait contre elle le fait que toute la flotte anglaise, par suite de l'exercice de mobilisation, se trouvait, dès la déclaration de guerre, en état de combattre, tandis que, seules, nos escadres actives l'étaient. En outre, Pohl, au grand regret de ses officiers, avait cédé aux instances du ministère des Affaires Étrangères demandant, pour calmer les suspicions, de diviser la flotte, à son retour de Norvège, entre le port de la mer du Nord et le port de la mer Baltique. Cette décision, qui avait sans doute l'avantage d'attester une fois de plus notre amour de la paix, nous mettait en retard : la moitié de la flotte dirigée sur Kiel eut, après avoir fait son charbon, etc., à traverser le canal, ce qui n'allait pas encore sans difficultés, pour faire sa jonction avec l'autre moitié ¹. Par ces circonstances, le commandant en chef de la flotte, von Ingenohl, fut, contre l'attente d'un grand nombre d'officiers, confirmé dans une interprétation rigoureusement défensive de l'ordre d'opérations en ce qui concernait la flotte de combat. Quelques audacieuses entreprises en vue de mouiller des mines près de la côte anglaise ne modifièrent pas cette situation. Ingenohl attendit les Anglais dans la baie d'Helgoland avec un dispositif défensif que l'ennemi, au bout d'un certain temps, devait nécessairement réussir à connaître. Ainsi arriva le 28 août, jour aux conséquences néfastes pour notre marine.

De petits croiseurs et des torpilleurs anglais du modèle le

1. Le canal n'était pas encore, au début de la guerre, complètement terminé. Sa profondeur était, par endroits, insuffisante. Il survint, principalement aux hélices, des avaries qui eurent des conséquences fâcheuses dans les entreprises offensives ultérieures, certaines d'entre elles n'étant apparues qu'en pleine mer, sous forme de diminution de vitesse, de trop grande consommation de charbon, etc.

plus récent avaient, de très bonne heure et par un temps brumeux, fait une incursion contre notre ligne d'avant-postes établie entre Helgoland et la côte, et coulé un torpilleur assez ancien. Les unités anglaises s'étant retirées, l'ordre fut donné à nos petits croiseurs qui se trouvaient dans les embouchures fluviales de se lancer à leur poursuite. Ceux-ci, ignorants de la situation d'ensemble, quittèrent leurs mouillages seuls, laissant à l'arrière leurs flottilles de torpilleurs et s'élancèrent avec toute l'impétuosité du premier combat. A environ soixante milles d'Helgoland, ils tombèrent sur un grand nombre d'éclaireurs ennemis, dont quatre croiseurs de bataille. Y avait-il par derrière les grosses escadres ? On ne l'a pas su. Le *Köln* et le *Mainz* furent coulés, malgré une lutte courageuse, par les tirs de forces bien supérieures.

La faute capitale, me semble-t-il, c'est que, à l'approche des Anglais, on n'ait pas immédiatement donné l'ordre : toute la flotte dehors ! Si des forces britanniques importantes avaient pénétré dans la baie, il ne pouvait rien nous arriver de plus heureux que de livrer bataille à proximité de nos ports. Si les Anglais n'avaient que des forces insignifiantes, ce n'en était pas moins pour notre flotte une occasion unique de s'entraîner à la sortie et au déploiement de toutes ses unités débouchant des estuaires fluviaux en vue du combat. Malheureusement, cet ordre ne fut pas donné ni des renforts envoyés. On se borna à donner à une de nos escadres l'ordre de se tenir en « alerte renforcée ». Tout d'abord, au Grand Quartier, je n'avais rien compris à ce qui s'était passé, et j'ai demandé des explications écrites à une personne de ma connaissance qui avait été mêlée aux événements. Je lui signalais en même temps les conséquences qui résulteraient de l'inactivité de notre flotte. La réponse que je reçus approuvait l'idée du commandement : attendre les Anglais dans la baie d'Helgoland, en nous appuyant à nos barrages de mines. La perte des croiseurs n'était imputable qu'à leur témérité. Cette opinion avait contre elle l'avis de la plupart des officiers. Les hommes aussi étaient déçus de ne pas avoir l'occasion de se battre et il arrivait que leur sentiment s'exprimât sous des formes regrettables. Des inscriptions à la craie témoignaient de l'impatience qu'on avait de livrer bataille.

Que des fautes aient été commises au début d'une pareille guerre, rien de plus naturel. En l'espèce, on se trouvait manifestement en présence des conséquences de plans d'opérations conçus dans un esprit défensif. Le Commandement suprême avait à intervenir et à faire remarquer les erreurs qui, indubitablement, avaient été faites. Le mal était facilement réparable.

Mais ce fut le contraire qui se produisit. L'Empereur ne voulait pas entendre parler de pareilles pertes, et le chancelier eut beau jeu pour préconiser davantage la tactique passive, dont il était partisan pour la flotte, comme on l'a vu plus haut. Les progrès faits par la conception de Bethmann apparurent dans les instructions que l'Empereur, après avoir entendu Pohl, en mon absence comme toujours, édicta pour limiter encore plus l'initiative du commandant en chef de la flotte de haute mer : les pertes devaient être évitées, la sortie de la flotte et, en général, toute entreprise d'une certaine importance étaient subordonnées à l'assentiment de l'Empereur, etc.

Quelqu'un m'en ayant parlé, je profitai de la première occasion pour exposer à l'Empereur l'erreur de principe que constituait un tel bâillonnement. Ma démarche n'eut aucun succès. Au contraire, à dater de ce jour, il y eut, entre l'Empereur et moi, un froid de plus en plus marqué et que certains s'efforcèrent d'aggraver. Peu de temps après, le bruit courait à Berlin que je poussais la flotte à la bataille pour des raisons d'ordre parlementaire.

4

Comme exemple de mes efforts d'alors, je publie ci-dessous quelques documents adressés par moi au chef de l'État-Major de la Marine. Leur but était de provoquer la bataille. J'ai fait, par endroits, certaines concessions de forme aux conceptions alors régnautes : il le fallait, si je voulais obtenir quelque chose. Ainsi, par exemple, j'ai admis la conception, juste en soi, mais sur laquelle le chef de l'État-Major et le chef du Cabinet naval insistaient beaucoup trop, qu'il était désirable de ne pas livrer bataille trop loin d'Helgoland. L'essentiel n'était certes pas

pour moi que l'on se battît là ; c'était de livrer bataille. En outre, on agitait parfois au Grand Quartier l'idée de doubler un jour notre flotte. Je me suis toujours élevé contre ces rêves fallacieux d'avenir, et c'est à cela qu'a trait le paragraphe 7 de ma lettre du 16 septembre : par un contre-sens à peine croyable, les adversaires de la bataille navale en ont déduit que j'avais surtout en vue des succès parlementaires futurs.

Luxembourg, le 16 septembre 1914.

A la suite de notre conversation de ce jour, j'ai l'honneur de soumettre à Votre Excellence ce qui suit :

1° Le rapport de l'amiral von Ingenohl en date du 12 courant — 1738 A1 — confirme l'opinion que j'ai toujours eue, que nous n'arriverons pas à l'équilibre des forces par la « petite guerre ».

2° Le but de tout notre travail militaire et administratif depuis environ vingt ans a été la bataille. C'est pourquoi nous avons dans la bataille les meilleures chances relatives. Etant donnée toutefois notre infériorité numérique, il nous faut tâcher de ne pas livrer bataille trop loin d'Helgoland, tout au plus à une distance de 100 milles.

3° C'était pendant les 2 à 3 premières semaines de la guerre que nous avions le plus de chances de remporter une victoire.

4° Nos chances, à l'avenir, deviennent non pas meilleures mais plus mauvaises, car la flotte anglaise est renforcée de bien plus de nouvelles unités que la nôtre, et elle conserve tout son entraînement.

5° En outre, l'esprit de notre flotte, tout à fait remarquable au début, se gâtera nécessairement, si on n'entrevoit pas la perspective de livrer bataille.

6° Ce qui importe, c'est d'avoir confiance dans notre flotte, de croire que la flotte anglaise, dans une bataille avec la nôtre, subira plus de pertes que nous ou tout au moins autant. Personnellement, j'en ai la conviction. Assurément, la décision dernière ne peut, à mon avis, être prise que par l'homme qui en a la responsabilité, c'est-à-dire par le commandant de la flotte de haute mer. Mais il faut aussi qu'il ait confiance en lui-même, et porte dans son cœur le génie de la victoire. Presque toujours, dans l'histoire, les flottes les plus faibles ont triomphé des plus fortes.

7° Je ne puis voir l'utilité de conserver intacte notre flotte jusqu'à la fin de la guerre.

Si, après une guerre aussi terrible que celle de 1914, la paix se fait sans que la flotte ait été à la peine et à l'honneur, nous n'ob-

tiendrons rien pour elle. Le peu d'argent dont on disposera ira tout entier à l'armée, et les grands efforts de Sa Majesté pour faire de l'Allemagne une puissance navale auront été vains.

8° Toutefois, pour l'instant, il faut attendre pour livrer bataille que la Turquie soit définitivement entrée en lice et que la grande décision ait été obtenue à l'Ouest.

9° Je n'approuve pas l'envoi de nos trois grands croiseurs de bataille disponibles, sans autres unités et sans soutiens, contre la ligne de blocus ennemie que l'on suppose vers Lindesnaes, parce que l'enjeu me paraît disproportionné au gain possible.

VON TIRPITZ.

Au chef de l'État-Major de la Marine, E. V.

Charleville, le 1^{er} octobre 1914.

J'ai l'honneur de soumettre à Votre Excellence les remarques suivantes sur le rapport du commandement des forces de haute mer en date du 25. IX. 1914, dont il m'a été donné communication.

Je suis d'avis que, après avoir sous-estimé le danger des sous-marins, on l'exagère maintenant depuis le succès de l'*U-9*¹.

Il est excessivement difficile pour un sous-marin d'atteindre un navire filant à assez grande vitesse et changeant souvent de direction à l'approche du sous-marin. Avant l'attaque de l'*U-9*, les trois croiseurs marchaient à une allure ralentie de 10 nœuds. Le *Hogue* et le *Cressy* étaient arrêtés, lorsqu'ils ont été atteints.

Néanmoins, notre coin d'Helgoland, par suite de la présence fréquente de sous-marins ennemis, est une base de départ moins bonne pour des mouvements offensifs que nous n'avions cru après les expériences du temps de paix. Mais cela est dû peut-être moins aux sous-marins ennemis qu'à l'ampleur énorme de notre flotte, obligée de sortir des étroites embouchures fluviales. Nos exercices du temps de paix n'ont pas suffisamment tenu compte de ce fait.

La flotte risque maintenant ou bien de rester, toute la guerre durant, presque inutile derrière les barrages des fleuves, alors que l'Allemagne lutte pour son existence comme grande puissance, ou bien d'être forcée, pour sauver l'honneur, de sortir et de livrer bataille avec des chances infimes de succès.

L'effet utile actuel de notre flotte (20 grandes unités de combat, environ 25 *prédreadnoughts*, 100 torpilleurs, etc.) aurait pu être obtenu avec des forces bien moindres, si on s'était borné à la défense de la Baltique.

1. Il s'agit ici du danger tactique des sous-marins pour les navires de guerre.

Par contre, la flotte anglaise a toute l'utilité d'une « *Fleet in being* » : pression énorme et de plus en plus forte sur les neutres, anéantissement complet du commerce maritime allemand, blocus pratiquement absolu, transports constants de troupes en France. A tout cela s'ajoute la possibilité d'arrêter toutes les nouvelles de source allemande et d'ameuter le monde entier contre nous.

La flotte anglaise, et partant l'Angleterre, voilà l'ennemi le plus dangereux de l'Allemagne.

L'utilisation de notre puissance navale, qui est loin d'être négligeable, ne correspond aucunement à la force respective des deux flottes. Je ne veux pas en rechercher plus longuement les raisons, mais constater simplement un fait devant lequel il ne faut pas fermer les yeux.

Je ne vois donc pas non plus l'intérêt politique qu'il y aurait à conserver notre flotte tout à fait intacte pour la conclusion de la paix.

En ce qui concerne le second point, la nécessité dans laquelle nous pourrions nous trouver de sortir et de livrer bataille dans des conditions défavorables, uniquement pour sauver l'honneur, il suffit qu'un matin les Anglais bombardent Helgoland par le Nord. Il leur suffirait d'envoyer une escadre d'unités très rapides, avec un dispositif à larges distances entre les navires, et une marche en zig-zag. Par derrière viendrait, dans ce cas, toute la flotte anglaise, c'est-à-dire tout ce qu'ils possèdent en fait de forces de haute mer, y compris les torpilleurs. Alors, devant nos embouchures fluviales, se trouveraient, l'affaire ayant été soigneusement préparée, non point un ou deux sous-marins, — les Anglais ne doivent guère en avoir davantage qu'ils puissent laisser de façon permanente dans la baie d'Helgoland, — mais tous les sous-marins à rayon d'action étendu que possède l'Angleterre.

Cette nécessité d'avoir à combattre pour l'honneur, dans des conditions défavorables et sans préparation parfaite de notre part, constitue actuellement à mes yeux le plus grand danger qui menace notre flotte.

Si notre flotte continue à rester passive, son moral et sa valeur diminueront, ce qui peut avoir de graves conséquences.

Pour ces raisons, je suis d'avis de n'apporter aucune restriction à l'initiative de l'amiral von Ingenohl, et de lui laisser entière liberté de décider ce qu'il juge possible et utile de faire dans les conditions présentes. Il ne faut pas non plus l'obliger à faire d'abord des propositions, car c'est là encore paralyser son initiative. Lui seul doit décider. Suivant mon opinion personnelle, notre flotte a bien plus de valeur combative que ne le laisserait croire notre tactique actuelle. Cela est vrai surtout de nos torpil-

leurs, qui sont complètement inactifs. Les torpilleurs anglais ont montré, le 28-8, qu'ils savent mal attaquer.

C'est pourquoi j'estime que de nouvelles sorties de toute notre flotte réunie sont absolument nécessaires. Le 22 septembre, l'ordre avait déjà été donné de faire sortir nos trois grands croiseurs. Ils ne l'exécutèrent pas, parce qu'on signala à proximité de Lindesnaes 12 navires, puis 16. Mais toute notre flotte ne pouvait-elle pas sortir ce jour-là ? Il est invraisemblable que l'ensemble de la flotte anglaise participe à de telles randonnées, et, quand bien même nous aurions reconnu que nous n'avions devant nous non pas simplement la flotte I, mais la totalité de la flotte anglaise, nous pouvions toujours prendre des dispositions pour ramener la bataille assez en arrière : par exemple, en faisant suivre nos unités moins rapides en même direction, à 50 milles de distance (échelonnement).

On objectera que de telles sorties, avec la bataille au bout, entraînent nécessairement la perte de nos unités avariées, lors du retour. Mais sait-on seulement s'il y aura beaucoup d'unités avariées ? Ne s'agit-il pas plutôt de prendre une décision ? Dans une grande bataille, la majorité des unités avariées ne seront-elles pas coulées tant que l'issue restera incertaine ? Les Anglais ne sont-ils pas dans une situation semblable ? Voici les longues nuits qui viennent, et nos torpilleurs, incomparablement mieux exercés, seraient-ils soudain impuissants contre la flotte anglaise ?

On objectera encore que la retraite vers nos embouchures fluviales nous serait coupée par des éléments venant du Sud de l'Angleterre ? La distance est-elle donc bien plus grande de Lindesnaes à Helgoland que d'Angleterre à Helgoland ? Si c'est nous qui avons l'initiative, tous les éléments de la flotte anglaise sont-ils prêts à sortir et à se concentrer immédiatement ? La concentration est là-bas aussi difficile que chez nous. Près de Hoek van Holland, ou à distance semblable, il n'y aura plus beaucoup d'unités anglaises à l'avenir. La fortune ne sourit qu'à l'initiative (*Emden*, *U-9*, *Königsberg*, *U-21*). Et, quand bien même une situation interviendrait, qui nous obligerait à nous retirer non pas sur Helgoland mais dans le Cattégatt, nous y serons chez nous, mais non les Anglais.

L'amiral von Ingenohl demande l'ouverture des Belt. Les Danois ne peuvent, dans la situation que nous envisageons, acquiescer à cette demande. Nous ne pouvons à aucun prix la formuler, ne serait-ce que pour la raison qu'elle serait immédiatement connue en Angleterre.

La retraite par les Belt et le Cattégatt doit, en cas de nécessité, se faire sans demande préalable. D'ailleurs, le Danemark nous a

donné à entendre, au début de la guerre, qu'il divisait le petit Belt en deux parties, la partie danoise, vers Baagö, qu'il barrait, et la partie allemande, l'Arosund, dont nous devions faire notre affaire. Le Danemark pourrait se retrancher derrière le prétexte que nous aurions utilisé la partie allemande du petit Belt. D'ailleurs, il s'agit, du côté allemand, non pas de faire une offensive par les Belt, mais littéralement de sauver des vaisseaux avariés. Ce serait un acte de légitime défense. Le Danemark ne nous déclarerait pas la guerre pour cela. Tout au plus, l'Angleterre demanderait-elle, pour elle aussi, le passage par les Belt. Elle ne le fait pas maintenant parce qu'elle n'y voit pas encore son intérêt. Elle n'a pas reconnu le droit du Danemark à fermer les Belt. Les Danois n'ont d'ailleurs pas en réalité, d'après les règles actuelles de la neutralité, le droit international de le faire. Le passage par le petit Belt nous est donc ouvert. Il est vrai que jusqu'ici l'utilité du barrage des Belt par les Danois a eu l'effet inverse.

D'après les expériences faites jusqu'ici, il ne faut pas s'attendre à voir les forces s'équilibrer en notre faveur par la petite guerre. Ce serait plutôt le contraire. Cela ne peut que contribuer à faire juger défavorablement notre flotte. Nous aurons déjà assez à souffrir de l'impression que provoquera la prise imminente de Tsing-Taô et la destruction, qui viendra lentement mais sûrement, de nos croiseurs dans les mers lointaines.

Rien ne s'oppose à ce qu'on donne à l'amiral von Ingenohl la plus entière liberté d'action. Selon moi, le développement général de la guerre le demande. Il faut régler en conséquence les opérations et les forces de combat dans la Baltique.

VON TIRPITZ.

Au chef de l'État-Major de la Marine, E. V.

Grand Quartier Général, le 11 octobre 1914.

La note en date du 6. 10 — 168 — adressée par Votre Excellence au commandant de la flotte de haute mer, à la suite de votre audience auprès de Sa Majesté, me donne l'occasion de soumettre à Votre Excellence les remarques suivantes :

1° La directive d'après laquelle la flotte doit se réserver et éviter des entreprises qui pourraient coûter des pertes assez considérables aura, à mon sens, pour résultat d'enlever à la flotte l'occasion d'une décision par la bataille. La flotte, au contraire, ne pourra trouver des conditions favorables pour se battre que si elle essaie, par des sorties telles que les a d'ailleurs proposées le commandant de la flotte de haute mer dans son mémoire du 25-9-1914 — 2030 O —

de placer l'ennemi dans des situations permettant d'attaquer des éléments de sa flotte, ou d'exécuter des attaques de nuit par torpilleurs. L'apparition de notre flotte hors de la baie d'Helgoland provoquera nécessairement de l'incertitude dans les dispositions du commandement ennemi et le déterminera à prendre des mesures qui amèneront la flotte ennemie ou des éléments importants de celle-ci dans le voisinage de nos côtes. Ce n'est qu'ainsi, c'est-à-dire par l'initiative, que notre flotte trouvera l'occasion de livrer bataille, ou au moins d'employer avec succès ses torpilleurs. Si elle abandonne l'initiative à l'adversaire, et si elle attend dans les embouchures fluviales que celui-ci lui offre en quelque sorte la bataille, elle trouvera toujours devant elle des forces de beaucoup supérieures et bien préparées. Et elle aura de la peine à sortir elle-même des embouchures fluviales et à se déployer avec des chances de succès.

2° L'emploi énergique de torpilleurs n'est possible, à mon avis, qu'en engageant ceux-ci avec d'importantes forces de combat ou, mieux encore, avec toute la flotte comme soutien. Sinon, ils ne tarderont pas à rencontrer des forces supérieures, composées d'unités de divers ordres, de sorte qu'ils ne pourront rien faire. Par contre, je suis d'avis que, si nous réussissons à engager notre flottille de torpilleurs, soit dans une bataille en plein jour, soit dans des attaques de nuit, contre des éléments importants de la flotte anglaise, nous obtiendrons de gros succès. La forme excellente qu'ils doivent à des dizaines d'années d'entraînement m'en donne la garantie.

3° La longue inaction de nos escadres dans les embouchures fluviales ne peut pas ne pas être préjudiciable à l'aptitude au combat de notre flotte. Non seulement l'ensemble de la flotte n'a pas la possibilité d'entretenir son entraînement tactique, mais encore, et sans vouloir faire à nos marins le moindre reproche, l'esprit tout à fait remarquable de nos équipages doit nécessairement être atteint par l'éloignement de plus en plus grand de la perspective du combat.

VON TIRPITZ.

Au chef de l'État-Major de la Marine, E. V.

Mon avis n'était pas que la bataille dût être cherchée absolument, en tout lieu et en toutes circonstances. Ce que je désirais, c'était, par une activité incessante de la flotte de la mer du Nord,

attirer les Anglais sur nous. Une bataille due à notre propre initiative, pas trop loin de nos eaux, nous aurait alors donné, notamment dans la première partie de la guerre, la possibilité de n'avoir pas à combattre contre toutes les forces réunies de la flotte anglaise. L'histoire de cette guerre, que je n'ai pas l'intention d'écrire, montrera que de telles occasions se sont présentées. Au début de la guerre, la situation ne s'était pas encore cristallisée de telle façon que la flotte britannique eût justifié sa raison d'être par le seul fait de son immobilité à Scapa-Flow. L'opinion publique des pays ennemis n'aurait pas permis aussi facilement aux Anglais d'éviter une bataille. Des succès, même assez infimes, de notre part, auraient provoqué l'ennemi à venir vers nous.

A cela s'ajoutait la situation numérique relativement favorable de notre flotte par rapport à la flotte anglaise, pendant la première année de la guerre¹. En outre, la petite guerre, qui était une erreur et qui imposait inutilement des efforts considérables, devait nécessairement amoindrir le moral de la flotte. Le moral de nos marins a tenu ferme et est resté à la hauteur de toutes les circonstances jusqu'au cours de 1918 ; on l'a bien vu devant Oesel à la fin de 1917. Mais il n'en est pas moins indéniable que le travail méthodique de propagande des socialistes indépendants, qui seul a permis la ruine de la puissance navale allemande et de tout l'Empire, a trouvé un terrain préparé dans une certaine mesure par l'inaction de la marine.

Les navires de combat restaient cloués, sans but visible, et indéfiniment, semblait-il, devant ou dans les embouchures fluviales, derrière les barrages de mines ; le service, très dur et très monotone, était devenu presque insupportable, après cinq ou sept ans de vie ininterrompue à bord. Toutes les commodités du temps de paix, qui d'ailleurs n'étaient pas considérables, avaient été supprimées dans ces vastes carcasses d'acier. Malgré

1. L'accroissement considérable jusqu'en 1914, par suite de la construction par séries de quatre de 1908-1911, a faibli à partir de 1915, par suite de la construction par séries de deux commencée en 1912. Cf. plus haut, p. 245. A cela s'ajoutait l'accroissement énorme de la flotte anglaise par l'effet du programme de 1910-1913 ; nous l'attendions, étant donnée la rapidité de construction des Anglais, dès le printemps de 1915 ; il n'a en réalité produit le revirement en notre défaveur que dans l'automne de 1915.

tout, il fallait rester constamment aux aguets : peu de permissions, jamais de détente, ou presque. Il fallait n'avoir pas de sang pour ne pas trouver cette vie déprimante, à la longue : l'esprit de critique se développait, et le terrain devenait favorable à tous les microbes révolutionnaires.

Or, alors que le principe fondamental de la discipline exige en temps de guerre le renforcement des sanctions contre les éléments mauvais ou faibles, nous cédions, suivant la politique de notre gouvernement, aux désirs des députés ; nous adoucissions les sanctions, et nous diminuions l'autorité des chefs par l'abus des amnisties. Nos ennemis ont fait l'inverse, de même que nous en 1813. La landwehr silésienne étant menacée dans son moral, nous en étions alors arrivés, avec l'assentiment de Blücher, jusqu'à rétablir la bastonnade, qui pourtant ne cadrait pas très, bien avec l'état d'esprit des guerres de libération. Dans les jours les plus durs de l'Allemagne, ceux que nous avons vécus, le système dissolvant de notre gouvernement s'est au contraire affirmé : en pleine guerre, on relâchait les rênes, même celles de la discipline militaire. Les chefs militaires se rendaient bien compte du mal, mais ils avaient à se soumettre aux instructions venues d'en haut. Le commandement de la flotte, au lendemain des sabotages de l'été de 1917, a en vain signalé au gouvernement la nécessité de porter le fer rouge dans le foyer d'infection de Berlin, d'agir contre la haute trahison. Et encore n'avait-il pas compris, lui non plus, toute la gravité du danger. Moi-même, avec l'expérience de 51 années de service dans la marine, je n'aurais jamais cru possible une mutinerie telle que celle de l'automne de 1918.

Lorsqu'en 1917, les chefs socialistes indépendants, au lieu d'être, comme l'attendait la marine, poursuivis pour crime de haute trahison, furent protégés par le Reichstag et le gouvernement et purent continuer leur œuvre diabolique, le destin de la puissance navale allemande, au fond, était scellé.

Partout où l'agence centrale de la révolution ne put avoir de relations avec les équipages, sur les navires de l'Est de la Baltique et là où l'on demeurait en contact étroit avec l'ennemi, où il y avait du danger et de lourdes pertes, le moral resta intact.

De grands navires à peu près inactifs sont difficiles à maintenir dans l'ordre : l'histoire navale de tous les pays le montre. Vers la fin du XVIII^e siècle, la flotte anglaise se mutina devant la Tamise et dans la Manche, si bien que le Parlement dut négocier avec les mutins. Une nourriture mauvaise pour l'époque (salaisons et biscuits avariés), les bastonnades cruelles et assez arbitraires, de nombreuses exécutions, etc., expliquaient alors l'émeute, dans une certaine mesure, tandis que nos hommes n'avaient aucun motif sérieux de se plaindre. La plupart ne savaient même pas ce qu'ils faisaient. Ce furent les meneurs qui exploitèrent la dépression morale pour faire éclater l'émeute sur les grands navires.

La petite guerre n'était pas seulement une erreur de principe, mais il faut encore considérer que, précisément au point de vue des forces de combat qu'exige la petite guerre, nous étions hors d'état de rivaliser avec l'Angleterre. Les grands besoins coloniaux de l'Angleterre nous l'interdisaient *a priori*. Aussi bien toute notre flotte avait-elle été développée en vue de la bataille. A cela s'ajoutait encore le danger toujours menaçant d'une bataille due à l'initiative anglaise et non à la nôtre. Les Anglais n'avaient qu'à entreprendre un semblant d'attaque sur nos côtes. Par une attaque sur Borkum ou Sylt, par exemple, ils pouvaient facilement nous imposer la bataille. Et, dans ce cas, ils pouvaient mettre en ligne toute leur flotte, y compris une partie des forces de défense côtière. C'était alors la bataille dans le voisinage de nos côtes certes, mais contre une supériorité écrasante et à un endroit que les mines et les torpilleurs auraient, en outre, pu rendre très peu sûr pour nous, et par suite défavorable. Il est vrai que les Anglais, l'événement l'a montré, ont su si bien apprécier la supériorité qualitative de notre flotte qu'ils n'ont même pas recherché une bataille dans des conditions si avantageuses.

Or, les escadres anglaises acquéraient, la guerre durant, dans la grande étendue de mers dont elles disposaient, l'habitude de naviguer et l'expérience de la guerre ; elles compensaient ainsi la supériorité initiale de notre entraînement, fruit de notre labeur du temps de paix ; et elles se pénétraient de plus en plus

du sentiment qu'elles continuaient les traditions de l'invincibilité navale anglaise du temps des guerres napoléoniennes.

Organisation, entraînement, méthodes, esprit, tout dans notre flotte avait été créé en vue de l'action rapide et de l'offensive décisive, de même que l'armée de terre pour la guerre de mouvement. La bataille était notre meilleure chance. Les Anglais avaient l'espoir, accru de jour en jour, de pouvoir atteindre leur but sans livrer bataille. C'était donc à nous de les y contraindre. La seule bonne méthode, au point de vue politique et stratégique, était, pour nous, de prendre l'initiative. Inactive, notre flotte de combat n'avait plus sa raison d'être. Elle perdit la force qui était en elle et déçut les espoirs de la nation, comme ses propres espoirs. Si l'armée et la diplomatie avaient été en mesure d'obtenir une issue favorable, on aurait pu prendre son parti de laisser se rouiller l'arme navale. Mais, comme je l'ai exposé au chapitre précédent, c'était une illusion fatale, à laquelle nous devons notre défaite, que l'illusion des personnalités dirigeantes croyant qu'on s'en tirerait sans prendre résolument position, militairement et politiquement, contre l'Angleterre.

Les chances d'une bataille navale moderne sont difficiles à déterminer. On risque fort de les apprécier de façon trop schématique. Souvent, on ne compare que les effectifs, en prenant les listes navales et en opérant une soustraction pour les navires ayant besoin de réparations. On oublie que le parti qui prend l'initiative de la bataille peut choisir un moment favorable pour lui, et défavorable pour l'adversaire. Naturellement, la supériorité numérique joue toujours un rôle important. Mais, si elle n'est pas excessive, d'autres facteurs entrent en compte : qualité du personnel et du matériel, niveau de l'entraînement tactique et valeur du commandement. La plupart des batailles navales ont été gagnées par la partie numériquement la moins forte. Quand les flottes dépassent une certaine grandeur, il devient difficile de mettre tactiquement à profit toute leur supériorité. La bataille navale est, pour l'essentiel, un combat d'unité contre unité. Comme il n'y a pas de champ clos sur mer et que les enveloppements, entre autres, ont beaucoup moins d'importance que sur terre, la supériorité numérique n'y joue pas

le même rôle que les « plus gros bataillons » sur terre. Le tir simultané de plusieurs unités sur un même objectif, étant données les grandes distances aujourd'hui possibles, est d'une utilité douteuse : il rend plus difficile l'observation de l'artillerie et constitue en tout cas un gaspillage de munitions peu abondantes et impossibles à remplacer pendant le combat. En outre, tous les combats du siècle dernier ont confirmé l'expérience de l'époque de Nelson¹, suivant laquelle une crise intervient généralement dans le combat : à partir du moment où un navire a acquis la supériorité du feu, la force combative de l'adversaire tombe brusquement pour disparaître complètement, tandis que le vainqueur, pourvu qu'il n'ait que des avaries au-dessus de la ligne de flottaison, peut soutenir un nouveau combat. Ainsi, dans les quelques batailles de l'époque moderne menées jusqu'au bout, le vaincu a tout perdu, le vainqueur a étonnamment peu souffert ; c'est ce qu'on a vu lors de la destruction de la flotte espagnole devant Saint-Iago, à la bataille de Tsou-Tsima, à la bataille de Coronel. De cette façon, la flotte la plus petite, si ses unités ont une valeur supérieure, n'a pas, dans de certaines limites, même en face d'un ennemi numériquement plus fort, lieu de désespérer. Que chaque unité ait conscience de sa supériorité, telle est la base de l'esprit de la flotte. Qui veut alors juger de ce qu'aurait été l'issue de la bataille du Skagerrak si la nuit n'était intervenue ? Qu'on se représente que, aux grandes distances auxquelles les Anglais préférèrent mener le combat, leurs canons ne pouvaient tirer que soixante-dix coups environ, tandis que les nôtres pouvaient tenir bien plus longtemps sans trop perdre de leur justesse de tir. Après la bataille, notre flotte avait le sentiment très net de sa supériorité.

Ce qui paralysa notre commandement naval pendant la première période pleine d'espairs de la guerre, ce fut, à côté des entraves politiques bien connues, le prestige naval de l'Angleterre. Il exerçait une forte action sur notre marine, ou au moins sur nombre d'officiers âgés, qui ne s'estimaient pas eux-mêmes et n'estimaient pas notre jeune marine à leur juste valeur.

1. Le général anglais Archibald DOUGLAS, *A treatise on Naval Gunnery*, 1829.

La manie de critiquer le matériel de notre flotte, manie déjà fort répandue en temps de paix et parfois favorisée par en haut, n'était pas faite pour favoriser une vigueur de décision qui aurait dû aller au delà des directives reçues. Il faut être juste sur ce point et ne pas comparer la situation de la marine de 1914 avec celle de l'armée en 1870, à laquelle l'expérience de 1864 et de 1866 avait donné la conscience de sa force et la foi en son chef.

Aussi bien, la situation du commandant en chef de la flotte était extraordinairement difficile. Il ne devait risquer la bataille que dans des conditions favorables. Or, notre position stratégique défavorable rendait très difficile d'avoir connaissance de ces conditions ; les radios anglais, au contraire, nous permettaient de voir que l'ennemi était toujours au courant du moindre déplacement de forces tant soit peu important de notre côté. Il était donc toujours possible de tomber sur une occasion défavorable. Il fallait toujours s'attendre à une supériorité numérique assez considérable de l'ennemi. Et le commandant en chef de la flotte, qui ne voyait qu'un coin de la situation politique et militaire, ne pouvait se rendre compte de la nécessité de livrer bataille à un moment donné, pas plus que des conséquences générales d'une défaite, avec l'éventualité de laquelle on devait assurément compter aussi. Il aurait donc fallu, en principe, le dégager d'une pareille responsabilité. J'aurai l'occasion de revenir sur cette question.

La conception politique qu'ils avaient de la situation faisait du chancelier, du chef du Cabinet naval et du chef de l'état-Major de la Marine des adversaires d'actions offensives de notre flotte contre l'Angleterre. Leur manière de voir était renforcée par le compte qu'on se croyait obligé de tenir de la flotte russe. Je ne pus faire prévaloir mon principe, suivant lequel il fallait concentrer nos forces le plus possible pour être toujours prêts à frapper un grand coup, soit contre l'ennemi principal, soit, à l'occasion, contre un ennemi secondaire. Pendant toute la première période, on a distrait, sans utilité réelle, des forces assez considérables de la flotte, pour les envoyer dans la Baltique, où elles ne furent d'ailleurs jamais suffisantes pour porter un coup décisif. Le sentiment de la nécessité de faire quelque chose

provoqua quelques incursions jusque dans le golfe de Finlande, mais ce furent toujours des coups dans le vide, dont l'unique résultat fut de retarder ou d'interrompre la concentration de nos forces dans la mer du Nord. L'intérêt attaché aux questions baltiques était tel chez les adversaires d'une bataille navale contre l'Angleterre, qu'on songea à faire passer dans la Baltique le gros de notre flotte. Cette manière de voir eut, entre autres, les faveurs du chef du Cabinet naval. Pour moi, pareille opération n'aurait pu être envisagée que si nous n'avions plus eu, dans la mer du Nord, d'espoir de contraindre les Anglais à la bataille. En ce cas, on aurait pu recourir au vieux plan d'opérations de Stosch pour frapper un véritable grand coup contre la Russie, de concert avec l'armée de terre, et amener les Russes à une paix séparée, ou bien inciter les Anglais à venir au secours des Russes avec le gros de leurs forces navales¹.

J'ai lutté, pendant toute la première période de la guerre, contre les tendances qui détournaient la flotte de son grand but. Nos braves marins n'ont pas su combien de fois je suis intervenu en faveur de l'offensive stratégique. La majeure partie de nos officiers avaient bien le sentiment qu'on n'était pas dans la bonne voie. L'Empereur crut devoir à plusieurs reprises, et même par des allocutions, apaiser les doutes de la flotte au sujet de la conduite de la guerre navale. Le 7 septembre 1915, parut un ordre de Cabinet qui s'élevait contre « une appréciation fautive de la situation de notre marine et les mécontentements ainsi provoqués »². L'Empereur demandait qu'on fût « fidèle à l'esprit du devoir joyeusement accompli, même là où on n'avait pas eu l'occasion de se mesurer avec l'ennemi et où l'évolution de la

1. Je mentionne ici qu'au début de la guerre nous avons conclu un accord avec le Danemark, aux termes duquel le grand Belt devait, sous la garantie danoise, être fermé pour tous les belligérants. Mais l'Angleterre ne reconnut pas le droit du Danemark à agir ainsi, et les faibles barrages danois auraient été facilement forcés, si les Anglais avaient voulu pénétrer dans la Baltique. Cet accord, que malheureusement j'ai moi-même approuvé dans les premiers jours de la guerre, nous porta préjudice, car nous nous crûmes obligés à des égards pour le Danemark dans le cours ultérieur de la guerre, ce qui nous empêcha d'améliorer notre mauvaise situation stratégique en nous servant du Cattegat et du Skagerrak.

2. Je cite l'essentiel du texte de cet ordre de Cabinet, attendu que, tendancieusement tronqué, il a été exploité par des journalistes sans conscience comme preuve du mauvais esprit de la flotte. C'est le contraire qui est vrai : les conseillers de l'Empereur ont provoqué cet ordre parce qu'ils croyaient devoir mettre un frein à l'ardeur combative de la flotte.

guerre faisait prévoir que cette occasion ne se présenterait pas... L'extrême complexité de cette guerre impose aux officiers le devoir d'avoir confiance dans le commandement suprême, qui tient compte de tous les facteurs politiques et militaires, plus ou moins dérobés aux regards du public, pour décider de l'action ou de l'abstention. » L'ordre qualifie plus loin de « lourde faute politique » l'action qui consisterait à engager la flotte dans des conditions défavorables *a priori*, étant donnée la mauvaise situation stratégique dans la mer du Nord, et, après avoir interdit aux officiers de s'arroger un jugement sur la guerre sous-marine, il se termine ainsi : « Je demande donc, en dernier lieu, qu'on se soumette, suivant la règle du devoir, à ma volonté de Chef suprême de la guerre. Je porte la lourde responsabilité de l'avenir de l'Empire, et la marine devrait être convaincue que je serais heureux de pouvoir la lancer librement sus à l'ennemi. » Le tragique de la situation de l'Empereur perce dans ces derniers mots. Ceux qui, pour ne pas exciter le lion britannique, conseillèrent à l'Empereur cette immobilisation de la flotte, contraire à l'esprit de la guerre mondiale, oublièrent sans doute qu'un tel système détruirait l'œuvre de l'Empereur. Pourquoi construire une flotte, pour ensuite ne pas l'engager au moment où se joue l'existence de la nation ? Et, d'autre part, la politique pratiquée par Bethmann en juillet 1914 peut-elle se justifier autrement que par la confiance dans la puissance navale de l'Empire allemand ?

J'ai profité de toutes les occasions pour faire connaître au chef de l'État-Major de la Marine, verbalement et par écrit, ma conception, qui était diamétralement opposée à l'esprit de cet ordre de Cabinet. La transmission directe de documents de ce genre à l'Empereur me paraissait peu opportune, car elle eût été considérée comme une démarche au delà de mes attributions, et n'aurait fait qu'aggraver la tension. Ma solitude augmentait de plus en plus. Dès la fin de l'automne 1914, des personnalités bienveillantes de l'entourage de l'Empereur n'osaient me rendre visite qu'après la tombée de nuit, pour éviter de fausses interprétations.

Connaissant la susceptibilité du chef de l'État-Major de la

Marine, je m'étais abstenu d'entrer en contact immédiat avec le commandant de la flotte de haute mer Ingenohl, qui personnellement était un homme brave et chevaleresque. Il fallut l'impression que me fit, le 25 octobre, à Wilhelmshaven, la méthode de travail du commandement de la flotte pour que j'en vinsse à me demander avec plus d'insistance encore si l'attitude passive de la flotte était due uniquement aux instructions reçues du Grand Quartier. Après la conversation qu'il eut avec moi, Ingenohl obtint de l'Empereur l'autorisation de faire un coup de main sur Yarmouth, qui fut exécuté le 3 novembre. A la suite de ce coup de main, Ingenohl m'écrivit, en date du 9 novembre, une lettre pleine d'espoir, où il m'exprimait sa confiance dans la flotte pour le cas d'un engagement avec les Anglais que pourraient provoquer des coups de main de ce genre. Je n'avais donc plus qu'à m'entremettre pour lui procurer la plus grande liberté d'action possible. Le Cabinet naval estimait encore alors, et avec raison, qu'un changement de personne à la tête de la flotte eût été au moins prématuré. Ce n'est qu'à la suite des coups de main du 12 décembre et du 24 janvier 1915 surtout qu'Ingenohl fut remplacé par Pohl. Ce changement de personne, à l'occasion duquel le chef du Cabinet évita de propos délibéré de me consulter, fut l'origine, dans la marine, d'un mouvement en faveur de la concentration de tous les organes et de tous les pouvoirs de commandement dans une seule et unique main.

6

Si l'on considère la complexité du commandement de la guerre navale sur des théâtres d'opérations distincts et la limite de nos moyens au point de vue de l'accroissement du matériel et du personnel, il apparaît hors de doute que la nécessité la plus urgente, pour la concentration et l'utilisation de nos ressources, était l'unité de commandement. Au même titre que l'armée de terre, dont les services autonomes du temps de paix avaient été groupés sous un commandement suprême, la marine aurait dû, elle aussi, avoir, en temps de guerre, un chef unique. La tragédie

de notre guerre navale se révèle dans ce seul fait qu'on a attendu septembre 1918 pour donner à la marine un commandement suprême.

En face des autorités de l'armée de terre et des autorités politiques, seul un commandement suprême de la guerre navale pouvait du reste avoir l'autorité nécessaire pour mener avec succès la guerre contre l'Angleterre.

Le fait que l'Empereur s'était réservé personnellement le commandement de son arme préférée n'y suppléait pas. Car, sans parler des autres obligations qui sollicitaient le souverain, on ne pouvait lui imposer personnellement une responsabilité technique aussi énorme que celle, par exemple, de donner l'ordre d'appareiller pour la bataille. Le Cabinet a mal conseillé le monarque en lui réservant, c'est-à-dire en se réservant, la disposition directe de la flotte de haute mer. Le résultat fut qu'on laissa, pour ainsi dire, moisir dans le Cabinet l'instrument de puissance navale que l'Empereur lui-même avait forgé. Ce n'est pas là qu'on pouvait prendre la décision d'engager la flotte. On chercha des excuses pour sa propre faiblesse, et on en vint ainsi à dénigrer le matériel. Lorsque, après le Skagerrack, les yeux des sceptiques se dessillèrent, les remords étaient déjà trop tardifs.

La question de savoir à qui attribuer le haut commandement, au chef de l'État-Major de la Marine, au secrétaire d'État ou à une autre autorité de la marine, était indifférente en soi ; ce n'était qu'une question de personne. Il fallait que ce fût à la personnalité qui avait la plus grande autorité et jouissait de la plus grande confiance dans la marine. Mais, si on se décidait pour le chef de l'État-Major, il ne fallait surtout pas, comme il est arrivé pendant la guerre par suite de la division des pouvoirs, qu'il se constituât hâtivement de nouveaux services improvisés, pour les questions d'organisation, de droit des gens, pour les affaires politiques et économiques. Il fallait au contraire utiliser les services du ministère de la Marine, organisés depuis longtemps à cette fin dès le temps de paix. Le dualisme du temps de guerre a provoqué peu à peu la désorganisation des services entraînés ; le travail inégal, souvent inexpérimenté, des services

nouveaux et les jalousies inévitables ont eu pour conséquence une diminution irrémédiable du prestige de la marine auprès de l'Empereur et de la nation. Or, le chancelier et le ministère des Affaires Étrangères, pour des questions jusque-là du domaine exclusif du ministère de la Marine, qui en avait une longue expérience, se sont adressés au chef de l'État-Major de la Marine. Celui-ci n'avait pas l'expérience du temps de paix pour savoir qu'une étude insuffisante des questions qu'on lui soumettait, et qui jusque-là avaient été étrangères à son service, devait nécessairement diminuer l'autorité de la marine.

Bien que je ne pusse pas prévoir toute l'étendue du désastre qui est résulté pour la nation du manque de coordination des services de la marine pendant la guerre, un sentiment très sûr me poussait pourtant, dès le 29 juillet 1914, à faire demander à l'Empereur par le chef du Cabinet naval l'établissement de l'unité de commandement dans la marine.

J'aurais proposé le chef de l'État-Major, s'il avait été la personnalité qu'il fallait, et plus tard, désespérant d'une autre solution, j'ai proposé, au Grand Quartier, en présence des autres officiers, à l'amiral von Pohl, de me subordonner complètement à lui, à condition qu'il voulût bien discuter au préalable avec moi les décisions qu'il prendrait. Mais, suivant le jugement unanime du corps des officiers de marine, je ne pouvais pas proposer Pohl à l'Empereur pour le commandement suprême. C'était un bon marin et un excellent navigateur. Il avait très bien commandé une escadre. Mais ses capacités n'allaient pas au delà. Je déclarai donc au chef du Cabinet, le 29 juillet, que, dans les conditions données, le commandement suprême devait m'être confié à moi-même.

Après avoir conféré avec Sa Majesté, l'amiral von Müller me fit connaître que l'Empereur n'avait pu prendre cette décision, mais qu'il voulait s'assurer ma collaboration de la façon suivante : je serais consulté par le chef de l'État-Major de la Marine dans toutes les questions concernant la conduite de la guerre navale, et, si mes opinions différaient des siennes, elles seraient communiquées à Sa Majesté. Un ordre de Cabinet consacrant cette néfaste demi-mesure fut transmis, le 30 juillet, au chef de l'État-

Major de la Marine et à moi-même, mais il n'eut dans la suite que la valeur d'un papier.

Plus tard, on a dit dans la marine que j'avais laissé passer alors, tant que mon influence avait encore du poids, une heure historique ; j'aurais dû insister, et insister jusqu'aux extrêmes conséquences, pour l'unité de commandement. Mais il faut ne pas connaître le caractère de l'Empereur pour croire que j'aurais eu plus de succès en lui présentant moi-même ma demande ou en offrant ma démission. Même si j'avais présenté moi-même ma demande, l'Empereur n'aurait décidé qu'après avoir entendu le chef du Cabinet naval. Quant à ma démission, elle aurait certainement été refusée. Et pouvais-je, en tant qu'officier, persister à offrir ma démission parce qu'on me refusait une fonction plus élevée que j'avais moi-même sollicitée ? J'aurais inutilement créé de graves désaccords. L'armée de terre, elle aussi, a été obligée d'attendre deux ans le commandement désiré ; une première suggestion faite dans ce sens, dans l'hiver 1914-1915, par l'homme qui avait en premier lieu la confiance de l'armée, n'a servi qu'à lui rendre plus difficile son rôle dans la suite.

J'ai fait ce que je pouvais faire ; il appartenait à d'autres de faire autre chose. Comment ils l'ont fait et avec quel succès, je ne saurais mieux l'exposer, ayant été moi-même tenu à l'écart de ces discussions, qu'en citant l'extrait suivant du journal de l'amiral Bachmann qu'on a bien voulu mettre à ma disposition :

2 février 1915.

...Le chef du Cabinet naval m'a fait savoir que je devais prendre la place de l'amiral von Pohl. Je l'ai prié de ne pas faire appel à moi, s'il était possible, pour cette fonction, car je considérais l'emploi de chef de l'État-Major de la Marine au Grand Quartier Général comme un non-sens. Je lui ai dit que, selon ma ferme conviction, on ne pouvait pas conduire la guerre navale d'un Grand Quartier Général situé loin à l'intérieur ; que cette guerre ne devait pas dépendre de décisions impériales à solliciter dans chaque cas ; qu'au contraire elle devait être dirigée par un commandant en chef unique pour tous les théâtres d'opérations... et en contact le plus étroit avec les forces navales, muni des pouvoirs les plus larges et... maître à chaque instant de ses décisions ; que Sa

Majesté devait renoncer *de facto* au commandement de la flotte et se borner à donner des directives générales. J'avais toujours cru, d'après les dispositions de la mobilisation, qu'un tel commandant en chef serait nommé aussitôt après la déclaration de guerre. La situation actuelle : commandant de la flotte de haute mer, commandants des forces de la Baltique et du corps de marine, ayant chacun son théâtre d'opérations, et, en plus, le chef de l'État-Major de la Marine au Grand Quartier Général comme grand Chef nominal... mais sans pouvoir propre de commandement, cette situation était néfaste, à mon avis, et il fallait y mettre un terme au plus tôt...

Le chef du Cabinet naval m'ayant demandé qui il y aurait lieu, à mon avis, de nommer commandant en chef, j'ai répondu :

«... A mon avis, il ne saurait plus être question pour ce poste que du grand-amiral von Tirpitz, l'homme qui a créé la flotte allemande et dont le nom est indissolublement lié à elle. Il jouit, dans la marine et dans le pays, de la plus haute autorité et possède les qualités personnelles nécessaires pour ce poste, le plus important de la marine. »

L'amiral von Müller répondit que le grand-amiral von Tirpitz n'avait plus pratiquement fait de service dans la marine, depuis 18 ans, et que, par suite, il n'était plus à même de commander à des forces navales aussi importantes que celles qui avaient été mobilisées.

Je répliquai : « Le commandement pratique est surtout affaire du commandant de la flotte et des commandants d'escadres. Pour la partie technique du commandement, on pourrait facilement adjoindre un état-major expérimenté. Je suis prêt à renoncer à mes fonctions actuelles pour devenir chef d'état-major, si on me juge qualifié pour ce poste. »

Le chef du Cabinet déclara que, malgré tout, il était impossible de nommer le grand-amiral von Tirpitz commandant en chef. Il relevait, en sa qualité de secrétaire d'État, du chancelier, et il avait eu, depuis la guerre, tant de différends avec les services auxquels il avait eu affaire, que sa nomination au commandement suprême créerait de nouveaux conflits. En outre, il avait beaucoup perdu de la confiance du corps des officiers de marine, le matériel¹ de notre flotte n'ayant pas répondu à toutes les exigences.

J'objectai qu'il ne serait pas difficile de décharger, pour la durée de la guerre, le grand-amiral von Tirpitz de ses fonctions de secrétaire d'État et de le remplacer dans ces fonctions par von Capelle ;

1. Au sujet du matériel, voir page 147 sqq. et Appendice.

qu'à mon avis, les conflits antérieurs du grand-amiral von Tirpitz, dont la cause m'était d'ailleurs inconnue, n'étaient pas d'une gravité telle qu'ils dussent écarter un homme d'un si haut mérite du commandement de la marine, et que le jugement des officiers du front sur le matériel était, au moins sur beaucoup de points, prématuré et injuste.

L'amiral von Müller ajouta finalement qu'une nouvelle organisation de cette nature ne pouvait s'improviser, et qu'il aurait fallu, pour l'avoir, la préparer dès le temps de paix.

Je ne pus que répondre qu'à mon avis la nomination d'un commandant en chef ne demandait qu'un ordre de Cabinet de quelques lignes.

Le chef du Cabinet naval rompit alors la discussion en disant que ma nomination aux fonctions de chef de l'État-Major de la Marine était maintenant chose faite et irrévocable...

Plusieurs autres officiers haut placés m'ont rendu compte de pareils assauts livrés par eux avec le même résultat. La raison profonde de mon exclusion était une divergence de principe dans la conception stratégique entre le Cabinet et moi. La bataille du Skagerrack finit par mettre un terme aux suspicions contre le matériel qu'on avait colportées pour en tirer prétexte contre moi. Mais j'étais alors déjà en inactivité, et la situation s'était transformée à notre désavantage.

La personnalité curieuse, difficile à comprendre, du chef du Cabinet von Müller a eu une part exagérée dans les destinées de l'Allemagne. Elevé en Suède, ayant longtemps vécu à la cour, il avait un naturel aimable et des talents artistiques qui lui valaient des succès auprès des dames de la cour et de la société. En même temps, il y avait en lui quelque chose du fanatique ; il était anti-alcoolique, pacifiste et ami de Stead. Il n'était pas, en premier lieu, officier de marine. Il manquait à sa tournure d'esprit précisément les meilleurs traits du caractère prussien, que possédait à un si haut degré son prédécesseur Senden. Il a, en un certain sens, succombé aux tentations de sa situation, faute de fermeté et d'un jugement assez sûr des hommes et des choses militaires. Il se laissait facilement convaincre, mais il n'était pas moins facile de le retourner. De beaux discours, comme savait en faire Bethmann, enjôlaient cet homme, qui

d'ailleurs avait lui aussi des dons de parole et qui, pénétré de sa puissance, vivant dans le sérail, « ne pouvait sans doute pas tout obtenir, mais pouvait tout empêcher ». Lui aussi n'avait que les meilleures intentions. Mais le malheur a été que deux natures si congéniales que Bethmann et Müller aient été appelées à une coopération aussi étroite.

L'Empereur n'a malheureusement pas reconnu à temps l'influence conjuguée de ces deux esprits sur son jugement, généralement plus sûr. Au contraire, il n'a vu en Müller qu'un excellent médiateur entre deux tempéraments aussi opposés que celui de Bethmann et le mien. Or, Müller n'était rien moins qu'un médiateur : cela était apparu dès le temps de paix, car il se rangeait presque toujours du côté de Bethmann. Il avait ensuite coutume de dire qu'il était obligé de prendre parti contre ses amis.

La parole suivante a été un jour prononcée : « Je ne placerai pas un tiers entre *Moi* et *Ma Marine* ». Pour entretenir l'illusion d'après laquelle le Chef suprême de la guerre commandait lui-même la flotte, on trouvait des gens qui sollicitaient volontiers, même pour les plus petits détails des moindres entreprises, les instructions de l'Empereur. Le chancelier et le chef du Cabinet naval, qui avaient Pohl bien en main, exploitaient le tempérament de celui-ci pour exciter en lui une jalousie de ses attributions véritablement malade. Je suis porté à croire que le mal auquel il a succombé un an plus tard y contribuait déjà. Lorsque je l'ai vu peu de temps avant sa dernière maladie, il m'a exprimé son regret de n'avoir pas marché avec moi.

Je m'étais transporté moi aussi au Grand Quartier, et j'y restai tant que je pus garder l'espoir de conserver quelque peu de mon influence sur l'Empereur. Mais, incapable de sympathiser avec les personnalités qui y donnaient le ton, je n'ai fait que m'y user de plus en plus. Je crois aujourd'hui que ma position de secrétaire d'État, qui fut battue en brèche et minée le plus possible par tout le monde, serait restée plus forte si je n'avais pas quitté Berlin. Par contre, un commandant en chef, ou plutôt un chef de l'État-Major de la Marine, n'aurait pas dû avoir une résidence fixe, mais avoir la faculté de se déplacer suivant les nécessités, d'être tantôt au Grand Quartier, tantôt à Berlin,

tantôt à Wilhelmshaven, tantôt à bord. Lui demander de se tenir en permanence sur le vaisseau-amiral, où il aurait nécessairement perdu toute vue d'ensemble, aurait été aussi archaïque que de demander à un chef d'armée moderne de rester toujours à cheval sur la colline classique.

Il me faut renoncer à énumérer ici toutes les conséquences néfastes qu'entraînèrent l'absence d'un commandement unique et l'autonomie des différents services et des différents théâtres d'opérations. Le plus douloureux, pour la plupart des officiers, c'était que la bataille se dérobaît toujours : cela les remplissait de funestes pressentiments au sujet de l'avenir de l'Allemagne et de la marine. En 1806, peu de gens avaient eu le temps de voir venir la catastrophe ; mais, cette fois, beaucoup la prévirent.

7

En nommant Pohl commandant de la flotte, nomination qui fut accueillie avec étonnement par la marine, le chef du Cabinet avait pris soin de lui donner au Grand Quartier un successeur docile à la politique navale de Bethmann. Mais, une fois de plus, il fut trahi par son incapacité à juger les hommes en portant son choix sur l'amiral Bachmann. Bachmann n'était pas l'homme de cette politique. Il défendit au contraire les vues qui étaient celles de la majorité de la marine avec une telle droiture qu'il lui fut bientôt difficile de rester chef de l'État-Major de la Marine. Dès septembre 1915, il cédait la place à l'amiral von Holtzendorff.

Pendant la durée de ses fonctions, Bachmann avait réussi à obtenir pour le commandant de la flotte une pleine liberté d'action. Mais Pohl en était resté à ses conceptions de guerre dans la Baltique, et il croyait devoir s'en tenir à des directives verbales que lui avait données l'Empereur. Il faut ajouter que les chances d'une bataille paraissaient vraiment devenir moins favorables, par suite du renforcement de la flotte anglaise et de la plus grande cohésion des forces adverses. La guerre sous-marine passait au premier plan des opérations ; elle avait été inaugurée par Bethmann et par Pohl, sans mon assentiment,

et sous une forme qui n'avait, en 1915, ni mon approbation ni celle de Bachmann.

L'amiral Scheer, lorsqu'il remplaça, au début de janvier 1916, l'amiral von Pohl malade, choisit lui-même von Trotha comme chef d'état-major, et prit le commandement avec la ferme volonté de rendre à la flotte plus d'activité, bien que la situation fût devenue moins favorable. Il s'attacha avec succès à secouer l'assoupissement où était tombée la flotte par suite de son inaction. Provoquer la bataille était, en 1916, devenu assez difficile : l'Angleterre avait essayé, au prix d'énormes efforts, de barrer notre baie de la mer du Nord, depuis Borchum jusqu'au Jütland, par de larges champs de mines, pour y enfermer nos forces de haute mer et nos torpilleurs. Afin de contrecarrer le dessein ennemi, nous dûmes créer une vaste organisation de chalutiers, dont la mission fut de tenir ouverts des passages praticables à travers ces champs de mines. A la longue, ce service devint extrêmement pénible et dangereux, et il nous a coûté de nombreuses victimes ; mais, jusqu'à la fin de la guerre, nous obtînmes à peu près le résultat voulu. C'est dans ces passages que la flotte devait s'engager pour gagner les eaux libres de la mer du Nord ; le retour s'exécutait de la même façon. On voit combien les opérations de la flotte étaient devenues plus difficiles comparativement aux années précédentes.

Au cours d'une des sorties à objectif éloigné, nos croiseurs, précédant d'assez loin le gros de nos unités, rencontrèrent les croiseurs anglais supérieurs en nombre et attaquèrent aussitôt. Une supériorité marquée s'affirma bientôt de notre côté. Au début, il y avait six croiseurs de bataille anglais contre cinq des nôtres. L'air était d'une pureté absolue, la distance, au début du combat, d'environ 15.000 mètres. Dix-huit minutes après l'ouverture du tir, le croiseur de bataille *Indefatigable* sautait ; vingt minutes plus tard, c'était le tour du *Queen Mary*¹. Dans le cours ultérieur du combat, les Anglais furent considérablement renforcés par cinq vaisseaux de ligne du modèle le plus récent, terminés seulement depuis la guerre, du type *Queen-Elizabeth*,

1. Qu'on pense aux racontars criminels sur la prétendue mauvaise qualité de nos gros calibres.

chauffés exclusivement au pétrole et par là-même si rapides qu'ils purent prendre part au combat. Venant au secours des croiseurs, ils ouvrirent le feu à grande distance. Jusqu'au moment où l'amiral anglais Beatty, découvrant notre flotte de bataille, fit volte-face et mit le cap sur le Nord, notre escadre avait gardé à peu près intacte sa puissance de combat. Le navire qui avait le plus souffert, le *Seydlitz*, avait été touché par trois obus de gros calibre, dont un 380, comme on put s'en assurer par les éclats. Une torpille qui l'atteignit dans la suite ne lui fit pour ainsi dire aucun mal, la cloison longitudinale du navire ayant résisté au choc. Dans les phases suivantes de la bataille, le *Seydlitz* fut en mesure de prendre part, à la vitesse maxima, à une seconde attaque contre le gros de la flotte anglaise ; il reçut encore vingt gros obus. Il put néanmoins rentrer au port par ses propres moyens. Dans l'émotion toute vive du danger auquel il avait heureusement échappé, son brave commandant, le capitaine de vaisseau von Egidy, m'adressa, au nom de ses officiers et de ses hommes, un télégramme qui me causa une grande joie, où il me remerciait chaleureusement pour la qualité remarquable du matériel¹.

L'amiral Scheer et son chef d'état-major von Trotha virent par les radios que le combat de croiseurs devait amener une rencontre avec la *Grand Fleet*. Ils savaient qu'elle avait une supériorité numérique et qu'elle était uniquement composée de vaisseaux de ligne de la classe des grandes unités de combat. Le fait qu'ils mirent en œuvre toute la puissance de leurs machines pour courir à la bataille restera leur grand mérite dans l'histoire. Ils estimaient la qualité de nos marins et de nos vaisseaux plus haut qu'on ne l'avait fait jusque-là.

Notre flotte de combat arriva donc à prendre sous son feu les croiseurs de bataille et les vaisseaux de ligne anglais qui filaient vers le Nord. Mais, par suite de l'avance de l'ennemi, seules les unités de tête de la classe du *König*, sous les ordres de l'amiral Behncke, purent arriver à portée de tir, avec les croiseurs de bataille, qui avaient pris les devants. Incurvant peu

1. Des témoignages de remerciements venus de toute la flotte me montrèrent que l'épreuve du feu avait fait reconnaître la valeur de nos unités.

à peu sa route du Nord vers l'Est, l'amiral anglais obligea notre pointe à en faire autant. Celle-ci, au moment où elle venait, en l'espace de quelques minutes, de mettre hors de combat le croiseur de bataille *Invincible* nouvellement arrivé et deux croiseurs-cuirassés de la classe du *Warrior*, vit tout à coup apparaître, dans un nuage de vapeur et de fumée, le gros de la flotte anglaise déployée sur une longue ligne, qui aussitôt ouvrit le feu de toutes ses unités. La situation tactique était par hasard devenue très défavorable pour notre flotte. Non seulement nos unités auraient été obligées de se déployer sous le feu de toute la flotte ennemie pour prendre une bonne position tactique, mais encore les navires allemands se détachaient à l'Ouest sur le ciel du soir comme des silhouettes, et fournissaient ainsi à l'artillerie ennemie une excellente cible dans les moments intermittents de bonne visibilité, tandis que la brume de l'Est cachait si bien les navires anglais qu'on ne reconnaissait guère leur emplacement qu'aux lueurs des départs. L'amiral Scheer se fira de cette situation, devenue si dangereuse, en ramenant d'abord toute sa flotte en arrière par une conversion simultanée, manœuvre que, dans le fracas de l'artillerie, peu de flottes au monde auraient été capables d'exécuter. Il fut aidé dans cette manœuvre par deux de nos flottilles de torpilleurs, sous les ordres du capitaine de vaisseau Heinrich, qui, comprenant la situation dangereuse de notre flotte, attaquèrent le gros de la flotte anglaise et attirèrent sur elles tout le feu de l'ennemi. Lorsqu'il eut donné à sa flotte la nouvelle formation de combat nécessaire, l'amiral Scheer revint sus à l'ennemi pour renouveler l'attaque. La nuit tombante rendit ensuite impossible de prendre aucun dispositif méthodique de combat. Si, à cet instant, la flotte anglaise avait eu un sentiment de supériorité, elle n'aurait pas rompu le combat : d'autant plus que nous avions avec nous une escadre assez ancienne, de la période antérieure aux dreadnoughts, et que la flotte anglaise se composait uniquement de nouvelles unités de grande puissance ; elle nous était ainsi supérieure en vitesse d'ensemble et disposait même d'un groupe d'unités de bataille particulièrement rapides.

L'amiral Scheer et toute la flotte s'attendaient donc avec

certitude à une reprise du combat le lendemain matin. Mais ce combat, ils préféraient l'engager en se rapprochant davantage du passage libre de mines et décidèrent de se porter, pendant la nuit, dans le voisinage du Hornsriff. Au lever du jour, on ne découvrit rien ni auprès ni au loin, jusqu'à ce qu'un dirigeable fit connaître que de nouvelles forces anglaises considérables s'avançaient au loin dans la direction de l'Ouest. On a appris plus tard qu'il s'agissait en réalité du gros de la flotte anglaise ; mais il prit bientôt la direction du Nord. Il est vraisemblable que la flotte anglaise aura manœuvré de telle sorte que, faisant route vers l'Ouest après la tombée de nuit, elle aura doublé notre flotte par le Sud, l'arrière-garde composée de croiseurs et d'une grande partie des forces de torpilleurs anglaises suivant à une assez grande distance. Notre flotte, se dirigeant vers le Sud, se sera ensuite engagée dans le couloir ainsi constitué par l'intervalle entre le gros et l'arrière-garde de la flotte anglaise. Notre flotte défilant ainsi en ligne allongée, c'était pour les masses de torpilleurs anglais, appuyés par des croiseurs, une occasion incomparable d'attaquer. Ils le firent avec bravoure, mais peu d'habileté. Nous perdîmes notre *Pommern*, un pré-dreadnought. Mais, sous nos obus, plusieurs croiseurs anglais et six torpilleurs au moins prirent feu. Les flammes s'élevaient plus haut que les mâts ; nous avons l'impression, m'a écrit un officier haut placé de l'Etat-major de la flotte, de traverser une allée embrasée. Ajoutez à cela les lueurs des projecteurs et les appels de T. S. F. Il n'est donc pas possible que le gros de la flotte anglaise, qui n'était pas encore très loin, ait pu ignorer où se trouvait notre flotte.

Le destin n'offrit pas à nos propres torpilleurs une pareille occasion d'attaquer : au cours de la nuit, ils ne trouvèrent pas la flotte anglaise. Leur grand entraînement n'eut pas l'occasion de se faire valoir.

Le 1^{er} juillet, dans l'après-midi, notre flotte rentrait dans les embouchures fluviales. Nos marins étaient fiers et, dans une certaine mesure, surpris de leur succès, ainsi que de la supériorité de notre personnel et de notre matériel qui venait de se révéler. La plupart ignoraient jusque-là l'excellence de notre

flotte. Et maintenant, après cette bataille où nous n'avions pourtant pas été favorisés par les circonstances et où, seuls de toute la flotte, quelques croiseurs-cuirassés et les unités de tête d'une escadre avaient pu donner toute leur mesure, ils pensaient au succès que nous aurions pu espérer si, au début de la guerre, nous avions cherché une occasion favorable et engagé la flotte. Malgré notre infériorité numérique et les circonstances tactiques défavorables, nos pertes n'étaient que le tiers de celles des Anglais.

L'amiral Scheer a, dans le cours de 1916, sérieusement recherché, plusieurs fois encore, la bataille avec la flotte anglaise. Mais celle-ci évitait manifestement une « *costly and precipitated action* » ; quant à livrer bataille à Scapa-Flow ou devant Douvres, notre infériorité numérique était trop grande, les conditions pour nous trop défavorables.

Il y a lieu de mentionner une incursion qui conduisit notre flotte à trente milles de Sunderland, au contact de la flotte anglaise. Malheureusement, une bourrasque de pluie nous le fit perdre. Lorsque le ciel se fut à nouveau éclairci, la flotte anglaise avait disparu.

8

A partir du 1^{er} février 1917, jour où fut déclenchée la guerre sous-marine à outrance, nos parages de la mer du Nord furent de plus en plus infestés par les champs de mines, et il devint de plus en plus difficile de maintenir libres des passages de sortie. La présence permanente de nos grosses unités de combat pour protéger les formations de chercheurs de mines devint de plus en plus indispensable.

Une possibilité restait, qui, jusqu'à la fin, aurait peut-être retourné notre situation. On pouvait interrompre complètement la guerre sous-marine, rappeler les sous-marins, et tenter de les utiliser dans une bataille entre les deux flottes. Mais la guerre sous-marine, qu'on venait d'entreprendre, et qui, suivant tous nos renseignements, gênait fortement l'Angleterre, perdait son efficacité si on l'interrompait quelques semaines pendant lesquelles

l'ennemi aurait récupéré pour un temps assez long la pleine liberté de sa navigation ; tout aurait été à recommencer. Et l'utilité des sous-marins dans la bataille, étant donnée la grande rapidité des grandes unités de combat, était presque complètement affaire de hasard. Ils étaient plutôt aptes à infester une étendue de mer, comparables en quelque sorte à un champ de mines mobile, et à donner le coup de grâce aux vaisseaux ennemis désemparés.

N'aurait-il pas été possible de renouveler la guerre sous-marine par des coups de surprise et de menacer ainsi, de même que par des sorties de croiseurs, le système défensif ennemi, de le rendre même pour un temps ou en partie inefficace ? C'est une question que je ne veux pas aborder.

Nous sacrifiâmes au désir de Wilson la seule arme qui, en octobre 1918, gênait encore fortement les Anglais, la guerre sous-marine. Quiconque connaissait tant soit peu nos ennemis et avait le sens de toute la guerre s'attendait dès lors aux conditions d'armistice les plus impitoyables, les plus honteuses. A ce moment, l'amiral Scheer résolut d'exploiter la dernière possibilité qui nous restait : l'utilisation des sous-marins au profit de la flotte. Sous la pression des circonstances, et avec l'assentiment du maréchal Hindenburg, il venait enfin de réussir à convertir l'Empereur et le chef du Cabinet naval, et à se faire donner le commandement de toute la marine. Un assez grand nombre de sous-marins précédant la flotte et ayant comme champ d'opérations une région déterminée pouvaient compenser dans une certaine mesure notre infériorité numérique et surtout couvrir la retraite de notre flotte après une défaite. L'intention était, en vue d'appuyer la retraite de nos armées dans les Flandres, de faire effectuer par nos unités rapides une poussée vers la sortie Est de la Manche, la flotte de bataille devant, pour les couvrir, occuper une position de repli vers la côte hollandaise avec l'aide de sous-marins et de champs de mines. Naturellement, il fallait prévoir la possibilité d'une bataille. Avec ce dispositif, la bataille pouvait être acceptée avec des chances de succès et, en cas d'événement favorable, cette entreprise particulièrement bien préparée pouvait encore

retourner le destin de l'Allemagne. Mais le virus de la révolution avait été, quatre années durant, presque favorisé, et en tout cas n'avait pas été combattu, par suite de la faiblesse de nos dirigeants ; venu de l'intérieur, il avait contaminé l'arrière et gagné les troupes du front ; la marine, elle aussi, sans qu'on s'en aperçût extérieurement, était atteinte. La révolution s'abattit sur la flotte, la démocratie arracha des mains de l'Allemagne la dernière possibilité de salut et s'enorgueillit de son exploit.

Qu'il a fallu que ce peuple si brave ait mal été conduit pour en venir à de tels égarements ! Mettant au service de la mauvaise cause l'esprit d'obéissance que le vieux régime leur avait inculqué pour bien faire, des Allemands livrèrent à l'ennemi notre excellente flotte. Que le monde soit équitable, et qu'il se rappelle que les mêmes hommes qui exécutèrent l'ordre d'un gouvernement révolutionnaire et livrèrent nos navires avaient accompli des exploits de héros partout où cela leur avait été permis.

La disparition de la marine allemande a, en même temps, brisé le nerf des autres petites marines du monde. Elles ne pouvaient avoir d'importance et d'indépendance que grâce à des possibilités d'alliance dans la lutte contre le monopole anglais. Nous n'avons jamais parfaitement compris cette loi de la politique mondiale. Le maintien de l'équilibre sur mer repose maintenant uniquement sur la marine américaine. Mais je ne crois pas à de graves conflits entre les deux puissances anglo-saxonnes. Leur capitalisme s'accorde pour subjuguier tous les autres peuples. Et ceux-ci, pour maintenir leur liberté, n'ont plus de point d'appui depuis l'anéantissement de la flotte allemande.

CHAPITRE XIX

LA GUERRE SOUS-MARINE

1

Plus l'Angleterre, après les événements des premières semaines de la guerre, gardait par devers elle ses forces navales, pour ne pas nous permettre une décision militaire rapide, et cherchait à nous étrangler économiquement par tous les moyens, plus il devenait nécessaire pour notre marine de faire usage des mêmes armes contre l'Angleterre. Le moyen de combat le plus efficace que nous possédions contre le commerce anglais était le sous-marin. Si on en faisait usage contre le tonnage ennemi, il était *a priori* manifeste que les prescriptions du droit maritime en vigueur, datant pour la plupart de l'époque des voiliers, ne s'adaptaient pas aux conditions nouvelles. Ce sont les règles de l'ancien blocus qui paraissaient le mieux applicables. Dans la guerre de Sécession américaine, les navires qui tentaient de forcer le blocus avaient été sommairement coulés par la flotte des États du Nord, au moyen des canons assurément, puisqu'on ne connaissait pas encore la torpille. De même que les Anglais, dans leur déclaration délimitant une zone de guerre, disaient que celle-ci serait « *in effect a blockade adapted to the conditions of modern warfare and commerce* », nous pouvions aussi sans aucun doute revendiquer un droit formel à employer notre blocus par sous-marins. Il est vrai qu'il fallait s'attendre à voir les neutres ne pas juger de la même façon les actes de l'Angleterre et ceux de l'Allemagne. Grâce à la puissance navale de l'Angleterre, à la tradition et à l'habileté diplomatique de ses dirigeants, les neutres acceptent à peu près tout ce qu'elle fait sur mer ;

mais, si l'Allemagne voulait agir en conséquence, il fallait compter avec une tout autre résistance des États non belligérants. Dans une guerre avec l'Angleterre, nous étions dès l'abord plus handicapés que la plupart des Allemands ne s'en rendaient compte.

Les difficultés principales étaient à craindre du côté de l'Amérique, surtout depuis que ce pays, violant l'essence même de la neutralité, s'était constitué, et cela presque dès le début de la guerre, en arsenal de nos ennemis. Comme les transports maritimes se faisaient le plus généralement sous pavillon anglais, dans l'Atlantique du Nord, toute guerre au tonnage anglais devait nécessairement léser les fournisseurs américains de matériel de guerre. Déjà, pour nos croiseurs des mers lointaines, qui observaient scrupuleusement les règles du vieux droit maritime, nous avons pu voir combien l'attitude des États-Unis était peu impartiale.

C'est pour cette raison, c'est pour sonder et préparer l'état de l'opinion d'outre-mer, que je reçus, en novembre 1914, le journaliste américain von Wiegand. Je lui demandai ce que pourrait bien dire l'Amérique, après toutes les violations du droit maritime par les Anglais, si nous répondions à celles-ci par un blocus sous-marin, que nous avons du reste certainement le droit d'entreprendre. L'entretien fut publié, avec l'autorisation du ministère des Affaires Étrangères. On a dit plus tard que l'idée de la guerre sous-marine avait été ainsi trahie, et les Anglais, inutilement irrités. Les deux assertions sont inexactes et sans poids. L'emploi des sous-marins contre le tonnage anglais avait été discuté dans la presse dès les premiers temps de la guerre et même avant la guerre. Si d'ailleurs il existait un moyen de maintenir le gouvernement britannique dans un plus grand respect du droit maritime, ce ne pouvait être qu'en braquant sur lui une arme chargée. Des conséquences politiques ne pouvaient en résulter que si on faisait partir le coup.

Dès le début de novembre, les hautes sphères de la marine avaient eu des conversations au sujet d'une guerre sous-marine possible. Le 7 novembre 1914, le chef de l'État-Major de la Marine proposa un projet de déclaration de blocus de toutes

les côtes de la Grande-Bretagne et de l'Irlande par les sous-marins. Je fis remarquer que, étant donnée la nouveauté de l'arme, il n'existait pas de règles internationales touchant le blocus par sous-marins. Quant à l'époque de la déclaration du blocus, il fallait attendre de disposer d'un nombre à peu près suffisant de sous-marins¹. Je posai la question de savoir s'il ne valait pas mieux faire prononcer la déclaration de blocus par l'amiral commandant le corps de la marine en Flandre, afin de ne pas trop engager l'Empereur et le chancelier dans l'affaire. « Le blocus de toute l'Angleterre, dis-je en terminant le bref exposé de mon avis, a trop l'air d'un bluff. Le blocus de la Tamise d'abord me semblerait préférable ». Il valait mieux, à mon sens, commencer en petit et voir quelle tournure prendraient les choses au point de vue militaire et au point de vue politique. Pareille limitation aurait mieux été en rapport avec nos ressources et aurait peu à peu habitué le monde à la nouvelle méthode de blocus. Nous aurions ménagé l'Amérique ; les paquebots transatlantiques notamment, qui abordent toujours à Liverpool, n'auraient pas été touchés, et ainsi le danger aurait été moindre.

L'amiral von Pohl ne partagea pas mon point de vue. Le 15 décembre, il me soumit le projet d'une lettre au ministère des Affaires Étrangères dans laquelle il demandait l'approbation de celui-ci pour l'ouverture de la guerre sous-marine à la fin de janvier : la Manche et toutes les eaux territoriales anglaises devaient être déclarées zone de guerre. Il était fait mention d'une parole de l'ambassadeur américain Gerard d'où le chef de l'État-Major de la Marine croyait pouvoir conclure qu'il n'y avait pas lieu de craindre trop de résistance de la part de l'Amérique.

Le 15 décembre 1914, je fis à ce projet la réponse suivante :

J'ai l'honneur de répondre à Votre Excellence, à la suite de Sa lettre du 15 décembre, que je considère comme prématuré l'envoi au ministère des Affaires Étrangères de la demande incluse.

À mon avis, il n'est guère possible de prier les Affaires Étrangères de se prononcer dès maintenant sur la question de savoir s'il y

1. Au sujet de la question de savoir si nous aurions pu, en temps de paix, construire plus de sous-marins, cf. Appendice.

aura au mois de février prochain des objections politiques à une mesure aussi grave que la campagne sous-marine projetée.

J'ai aussi des objections à faire valoir contre la méthode de guerre prévue par Votre Excellence. La guerre sous-marine sans déclaration de blocus, telle que la propose Votre Excellence, agira, à mon avis, de tout autre manière sur les neutres qu'un blocus régulier, et elle est, par suite, bien plus dangereuse au point de vue politique.

Les expériences faites depuis le début de la guerre mondiale ont malheureusement montré que l'Allemagne est obligée de tenir bien plus compte des intérêts commerciaux des neutres que l'Angleterre. Il ne me semble pas tout à fait juste d'arguer des mesures prises par les Anglais qui ont déclaré « zone dangereuse » la partie septentrionale de la mer du Nord. Les Anglais n'ont pas qualifié cette zone comme telle de leur propre fait, mais en affirmant (affirmation fautive sans doute) que nous y avions posé des mines et que, d'autre part, les navires neutres s'y exposaient à être pris pour des mouilleurs de mines allemands et à être traités en conséquence.

Je prends également la liberté de demander à Votre Excellence s'il convient vraiment de faire état d'une conversation privée de l'ambassadeur Gerard avec le président de la Chambre de commerce de Brême, comme argument en faveur d'une entreprise aussi brutale que la guerre sous-marine projetée. Enfin, je suis porté à croire que celles de nos autorités officielles qui font déjà des objections d'ordre juridique et d'ordre moral à un blocus sous-marin s'élèveront bien plus encore contre cette méthode. Le projet établi par Votre Excellence est de nature à accentuer ces protestations plutôt qu'à les calmer.

Ceci dit, je suis absolument d'avis que la marine doit préparer de toutes ses forces et par tous les moyens une action méthodique de grand style contre le commerce anglais avec les sous-marins. C'est à quoi on travaille dans mon ressort.

L'amiral von Pohl me répondit qu'il ne pouvait pas se rallier à mon opinion sur le caractère prématuré de la démarche en question. Après discussions approfondies avec le ministère des Affaires Étrangères et suivant les conclusions d'un mémoire du directeur Kriege, chef de service dans ce ministère, on avait résolu de s'en tenir à la forme de déclaration d'une zone de guerre et de ne pas choisir celle du blocus. Le ministère des Affaires Étrangères était tout à fait partisan de la forme nou-

velle. C'étaient donc des considérations de doctrine juridique qui prévalaient.

Dans le cours ultérieur de la conversation, je recommandai au chef de l'État-Major de s'assurer, si possible par écrit, au sujet de la guerre sous-marine, et avant d'entrer en conversations avec le chancelier, de l'approbation du chef de l'État-Major général von Falkenhayn. Autant que je sache, il n'a pas davantage été tenu compte de ce conseil.

Le 27 janvier 1915, je fus invité par le chancelier à une réunion où cette question devait être discutée. Je lui exposai que nous ne marquerions des points dans notre lutte avec l'Angleterre que si nous lui faisons sentir à elle aussi ce que c'était que la guerre, et que, sous une forme ou sous une autre, il nous faudrait en arriver au blocus sous-marin. Quant au côté juridique et politique du problème, je ne le connaissais pas suffisamment pour pouvoir me prononcer de façon définitive sur les avantages de telle ou telle forme. Le chancelier ne repoussait pas en principe la possibilité d'une guerre commerciale sous-marine. Mais, à son avis, la situation politique ne permettait pas de prendre une décision avant le printemps ou l'été de 1915. J'étais absolument d'accord avec lui au sujet de la nécessité de ce délai, la question n'étant pas encore suffisamment étudiée. Je considérais notamment qu'on ferait bien d'attendre l'achèvement de la flotte sous-marine destinée aux Flandres et des chantiers qui y étaient en voie de construction.

Pour le reste, je déclarai à M. von Bethmann, en réponse à une question dans ce sens, que, étant donné la nouveauté du moyen de combat, on ne pouvait naturellement pas, du point de vue militaire, se porter absolument garant de son efficacité. Mais j'étais convaincu que notre campagne ferait une impression énorme et que beaucoup de navires de commerce seraient intimidés par le danger.

Après cela, on comprendra quelle dut être ma stupéfaction lorsque j'appris que, quelques jours plus tard, le 4 février 1915, l'amiral von Pohl, d'accord avec le chancelier, allait soumettre à l'Empereur, à Wilhelmshaven la déclaration de la « zone dangereuse » et de la guerre sous-marine. Les eaux territoriales de la

Grande-Bretagne et de l'Irlande, y compris la Manche, étaient déclarées zone de guerre, et il était dit que tout navire de commerce ennemi rencontré dans cette zone serait coulé, sans qu'il pût être toujours possible d'assurer le sauvetage de l'équipage et des passagers. Les navires neutres seraient également en danger dans la zone de guerre, car, étant donné l'abus des pavillons neutres formellement prescrit par le gouvernement britannique, il ne serait pas toujours possible d'éviter que les coups destinés aux navires ennemis n'atteignent des navires neutres. On leur accordait toutefois libre passage par le Nord des îles Shetland et par une bande de mer le long de la côte hollandaise. On voit la différence entre cette déclaration et ce que je proposais. Je ne voulais, pour commencer, qu'un blocus sous-marin de la Tamise. Un blocus est effectif quand tout navire qui traverse la zone court un danger notable de capture ou de destruction. Si nous avions concentré tous nos moyens contre la Tamise, et y avions coupé absolument le trafic, même pour des navires neutres, le reste de la côte restait libre et ce procédé ne pouvait provoquer de grosses plaintes de la part des neutres. L'État-Major de la Marine étudiait mon idée de blocus de la Tamise, lorsque Pohl, le 31 janvier, retourna l'affaire d'un tour de main en se réclamant du chancelier. Étendu à toute la côte, le blocus devenait moins efficace, il donnait prise aux objections juridiques et avait davantage l'air d'une provocation. Cette déclaration manquait de fond, de poids, et elle provoquait ainsi les protestations. Elle diminuait le crédit de nos déclarations et par là, dans un certain sens, le prestige de la marine allemande. Elle avait quelque chose d'un bluff, et l'ambiguïté résultant à la fois de la tendance manifeste à ménager les neutres et de la menace de n'en rien faire faisait douter de la légitimité de ce moyen de combat. En tout cas, cette déclaration d'une zone de guerre était, abstraction faite du côté juridique, une erreur au point de vue politique et militaire. Les raisons pour lesquelles la guerre sous-marine a été ainsi inaugurée, en passant outre à mon avis, ne sont pas arrivées à ma connaissance. En tout cas, une fois de plus, on n'avait pas écouté mon avis, et cette fois dans une des plus importantes questions de

mon ressort ; la guerre sous-marine fut inaugurée par-dessus ma tête et malgré moi, sous une forme qui promettait peu de succès ¹.

L'Empereur donna son approbation. Le hasard voulut que je fusse présent ; mais, au point où les choses en étaient, je ne pus obtenir qu'une seule modification : l'allusion à l'abus des pavillons neutres par les Anglais.

J'ai su plus tard que cette décision historique avait été prise le 2 février, dans une réunion tenue chez le chancelier, avec l'assentiment des Affaires Étrangères, en présence des représentants du ministère de l'Intérieur et, semble-t-il, sans opposition de la part du grand État-Major général. Après la séance, dans la soirée du même jour et peu de temps avant le départ de von Pohl pour Wilhelmshaven, le conseil juridique des Affaires Étrangères, le directeur Kriege, intervenant au nom du chancelier, a encore obtenu du chef de l'État-Major de la Marine et malgré les objections de ce dernier, une modification dans la rédaction de la déclaration. Je ne mentionne cela que pour montrer l'étroite coopération des services intéressés et l'accord entre le chancelier et l'attitude de l'État-Major de la Marine. L'amiral von Müller s'est exprimé à ce sujet, dans une lettre en date du 8 mars 1915, de la façon suivante : « Je n'ai pas approuvé, pas plus que le secrétaire d'État, la façon dont on a inauguré la guerre sous-marine. Le moment était mal choisi, les ressources insuffisantes, et la rédaction de la déclaration

1. Par un document en date du 2 février, arrivé le 3 février, l'État-Major de la Marine faisait connaître au ministère de la Marine que le chancelier avait donné son adhésion à la déclaration d'une zone de guerre, déclaration dont le texte futur était communiqué. Je n'en ai pas eu connaissance, étant parti de Berlin pour Wilhelmshaven le 3 au matin. Puisqu'aux termes de l'ordre de Cabinet du 30 juillet 1914 des décisions de cet ordre ne devaient pas être prises en dehors de moi, la faute commise a résidé dans le fait qu'on n'a pas attendu mon avis pour décréter une mesure de cette importance. Une étude approfondie n'était-elle pas nécessaire avant d'en arriver à la décision ? L'amiral Bachmann m'écrit au sujet de la part qu'il a eue dans ces événements : « J'ai franchement exprimé à l'amiral von Pohl, le 2 février 1915, lorsque je fus convoqué à Berlin pour m'entendre communiquer ma nomination aux fonctions de chef de l'État-Major de la Marine, mes objections contre une déclaration si prématurée de la guerre sous-marine. Von Pohl écarta mes objections : insuffisance du nombre de sous-marins, manque de points d'appui en Flandre et ailleurs, manque d'expérience dans la guerre commerciale sous-marine, etc., et me déclara que la chose était déjà résolue ; le chancelier, les Affaires Étrangères, le grand État-Major général, avaient donné leur adhésion, et l'approbation par l'Empereur était imminente. Lorsque je pris possession, le 6 février, de mes nouvelles fonctions, la déclaration d'une zone de guerre avait déjà paru, signée de Bethmann et de Pohl. »

fut excessivement maladroite. Pohl a obtenu l'adhésion du chancelier encore novice, et a ensuite brusquement soumis la rédaction convenue à l'Empereur, au moment où celui-ci, le 4 février, traversait en canot le port de Wilhelmshaven pour se rendre sur le *Seydlitz*. Ce fut un manque de loyauté de la part de Pohl que de n'en avoir pas entretenu au préalable le secrétaire d'État. Ce fut aussi un manque de loyauté à mon égard, alors qu'il avait jusque-là toujours sollicité mon conseil dans toutes les décisions importantes. Il voulait absolument avoir son nom au bas de la déclaration ; le 4 février était la dernière limite, car, ce jour-là, il avait déjà pris le commandement de la flotte de haute mer et n'était déjà plus, rigoureusement parlant, chef de l'État-Major de la Marine. »

L'avalanche n'avait plus qu'à rouler. Le 18 février 1915 devait commencer la guerre sous-marine, qui, selon la décision prise conformément à l'avis de Bethmann et contrairement au mien, menaçait de destruction tout navire voguant vers l'Angleterre ou vers l'Irlande.

2

Une fois proclamée solennellement, et non sans un certain tam-tam, à la face du monde entier, cette déclaration que, pour ma part, je considérais comme prématurée et malheureuse, il s'agissait de tenir bon si on ne voulait pas qu'il en résultât une grave diminution de prestige et, par suite, de force pour l'Empire allemand, et chez l'ennemi un accroissement de confiance néfaste pour nous.

Le 12 février parut la première note de l'Amérique contre la guerre sous-marine. Les autorités responsables n'avaient guère lieu de s'en étonner. Pourtant, à partir de ce jour, le ministère des Affaires Étrangères, à la grande surprise de Pohl, changea complètement de manière de voir sur la guerre sous-marine. Le représentant des Affaires Étrangères au Grand Quartier, Trentler, a déclaré plus tard que le chancelier avait été mal compris par Pohl, alors que Pohl contestait énergiquement toute possibilité de malentendu, étant donné qu'il avait bien

exposé au chancelier toute la signification de la mesure. Ainsi, avant que la guerre sous-marine, née le 4 février, ait eu le temps de faire ses premières respirations, ses propres auteurs, effrayés, se précipitaient pour l'étouffer.

A mon sens, une renonciation à la guerre sous-marine aurait pu être envisagée si l'Angleterre avait fait, dans le domaine du droit maritime, des concessions équivalentes. D'après les autorités civiles, il suffisait pour cela que l'Angleterre se plaçât sur le terrain de la déclaration de Londres. Pareille concession anglaise me paraissait possible, si l'Angleterre estimait les dangers de la guerre sous-marine supérieurs aux avantages qu'elle retirait de la non-observance de la déclaration de Londres. Nous aurions pu nous en contenter : la déclaration de Londres certes ne desserrait guère le blocus, mais sa reconnaissance entraînait au moins pour les Anglais une forte diminution de prestige, et, pour nous, si de toute façon nous devions provisoirement renoncer à la guerre sous-marine rigoureuse, nous avions au moins obtenu quelque chose.

Pour répondre à la note américaine, le chancelier n'attendit ni l'assentiment du chef de l'État-Major de la Marine ni le mien ; il empêcha au contraire, de concert avec le Cabinet naval, qu'on nous consultât, comme le demandait Falkenhayn, et il envoya directement le projet à l'Empereur, qui se trouvait alors à Lötzen. Le nouveau chef de l'État-Major de la Marine, l'amiral Bachmann, protesta, le 14 février, auprès de l'Empereur contre ce procédé, de même que contre le projet de réponse lui-même, car il allait trahir de façon dangereuse à l'ennemi les flottements de notre politique.

Le 15 février au soir, le chef de l'État-Major de la Marine reçut inopinément de l'Empereur l'ordre de surseoir jusqu'au reçu d'un ordre spécial à l'exécution de la guerre sous-marine à outrance, annoncée pour le 18 février. En même temps, on envoyait, le 15 février, aux commandants de sous-marins l'instruction d'épargner les navires neutres dans la zone de blocus. Il y eut en outre un télégramme du chef de Cabinet : l'Empereur demandait par retour un rapport télégraphique sur la question de savoir si, et dans quelle mesure, on pouvait garantir que

six semaines de la nouvelle guerre commerciale amèneraient l'Angleterre à résipiscence. Mon avis devait être joint à la réponse.

L'essentiel de la réponse trop conciliante qui fut dans la suite (le 17 février) envoyée par nous à l'Amérique consistait dans l'invitation adressée au gouvernement américain de trouver un moyen permettant d'obtenir l'observance par l'Angleterre de la déclaration de Londres ; le gouvernement allemand tirerait volontiers de la nouvelle situation ainsi créée les conséquences voulues. C'était dire, en d'autres termes, que nous cesserions d'employer les sous-marins non seulement contre le tonnage neutre dans la zone bloquée, mais même contre le tonnage ennemi. J'ai déjà dit que je n'étais pas opposé en principe à cette conception qui avait pour but d'amener l'Angleterre sur le terrain de la déclaration de Londres. La réponse suivante fut donc envoyée à Lötzen : « Le secrétaire d'État et le chef de l'État-Major de la Marine sont convaincus que six semaines de la nouvelle guerre commerciale amèneront l'Angleterre à résipiscence si on réussit à engager énergiquement dès le début toutes les ressources utilisables pour ce mode de guerre. » Nous nous étions longuement creusé la tête sur le télégramme du chef du Cabinet et sur la réponse à y faire. Notre conviction fut que cette question relative aux six semaines avait pour but de nous obliger à répondre négativement, afin qu'on pût ensuite justifier uniquement par notre avis la reculade devant l'Amérique. Je me rappelle encore les paroles de l'amiral von Capelle : « A sottie question, sottie réponse. » En effet, il était injuste et contraire à tous les principes militaires de nous demander de garantir le succès dans un délai ainsi limité. Mais, d'autre part, on pouvait bien présumer que l'action même d'un petit nombre de sous-marins, contre lesquels il n'existait encore alors aucun moyen de défense, déterminerait l'Angleterre à céder et à se placer sur le terrain de la déclaration de Londres. Pour la première fois apparut alors ce néfaste procédé qui exigeait le succès d'opérations militaires dans un délai donné et qui, souvent dans la suite, a été si fâcheusement appliqué. J'ai toujours considéré ce procédé comme mauvais ; mais, dès ce moment, la marine était obligée de le subir.

Naturellement, il n'était pas impossible que l'Angleterre, sous-estimant dédaigneusement la guerre sous-marine, persévérât tout de même dans son intransigeance. En ce cas, nous aurions dû continuer la guerre sous-marine à outrance : c'est la solution qui aurait le mieux servi notre intérêt. Mais la guerre, telle qu'elle avait été commencée le 18 février, c'est-à-dire avec la restriction de ne couler aucun navire neutre, était inopérante : nous savions pertinemment que les Anglais ne se faisaient pas faute déjà de naviguer sous pavillon neutre ; ils le firent plus que jamais. L'abus du pavillon neutre, recommandé par l'Amirauté britannique à ses navires de commerce, devint ainsi fort utile. Nombre de courageux équipages de sous-marins sont tombés victimes des instructions données. Il suffit de se rappeler l'assassinat du Baralong.

Nous maintînmes la déclaration d'une zone de guerre, gardant ainsi de la guerre sous-marine toutes les apparences qui indisposaient l'Amérique, et cela pour donner à l'opinion publique allemande l'illusion d'une attitude énergique. Mais, en même temps, en modifiant, suivant les désirs de notre gouvernement, les ordres donnés aux commandants de sous-marins, nous enlevions à la guerre sous-marine toute sa valeur au point de vue militaire. En d'autres termes, nous étions forts en paroles, mais timides dans l'action. Les sous-marins étaient dès lors, suivant la prédiction de Bachmann, incapables d'aider à la victoire finale de l'Allemagne, mais ils offraient encore suffisamment matière aux incidents et aux désagréments avec l'Amérique.

J'ai déjà dit que, tout en considérant notre déclaration de guerre sous-marine comme prématurée et comme peu heureuse sous la forme qu'elle reçut, nous étions d'avis, l'amiral Bachmann et moi, maintenant qu'elle était déclenchée, que l'Allemagne devait à tout prix tenir bon.

Si nous avons répondu à la première note américaine par un refus poli mais net, je suis convaincu qu'il n'y aurait pas eu, ni alors ni plus tard, de déclaration de guerre, pas plus que de rupture de relations. L'Amérique n'était pas encore aussi mal disposée et aussi partielle qu'elle le fut dans la suite ; nous lui

en impositions encore ; elle n'était pas encore prisonnière de ses prêts à l'Entente. Les Américains ont le sentiment du droit maritime, et ils étaient gênés, au fond, de l'attitude de leur pays en contradiction avec les obligations de la neutralité. Le secrétaire d'État aux Affaires étrangères était toujours le pacifiste Bryan. Wilson n'aurait pas pu à ce moment engager l'Amérique dans une guerre contre nous. Il y avait donc encore pour nous une grosse chance à courir. Une attitude ferme eût servi aussi nos négociations au sujet de la neutralité italienne. Notre ambassade de Rome nous demandait par télégramme de « sauvegarder par une fermeté inébranlable le prestige de l'Allemagne et de sa flotte ». Il était indispensable de prendre nous-mêmes l'offensive contre l'Amérique par une vigoureuse campagne de notes protestant contre ses manquements à la neutralité, contre les livraisons d'armes et de munitions, contre le traitement défavorable de l'Allemagne au point de vue de la T. S. F., contre la reconnaissance tacite du blocus anglais qui était une violation du droit des gens, contre les mesures prises à l'égard de nos croiseurs du dehors ou du courrier postal des neutres, etc. Pareille attitude vis-à-vis de l'Amérique n'entraînait aucun danger, car nous n'avions aucunement besoin de mettre un ultimatum au bas de la protestation même la plus vigoureuse. Nous n'aurions peut-être pas empêché la solidarité anglo-américaine de se développer, mais vraisemblablement elle aurait pris une tournure moins dangereuse pour nous. Nous aurions donné à tous les éléments des États-Unis qui étaient hostiles à la tendance de Wilson, aux Allemands, aux Irlandais, aux quakers, à l'industrie du coton, un mot d'ordre net autour duquel ils auraient pu se rallier. Notre façon de parler aux Américains ne fut jamais la bonne. Nous leur disions : « En livrant des munitions, etc., vous avez sans doute pour vous la lettre du droit, mais ce n'est pas beau de votre part. » L'effet ainsi produit était, la suite l'a montré, le contraire de l'effet cherché. Et, pourtant, la transformation de l'Amérique en un arsenal au service de nos ennemis était bien réellement, au fond, la violation de neutralité la plus inouïe qui fût. Entre l'Amérique et l'Allemagne il existait même un précédent à ce sujet. Au cours

de la guerre hispano-américaine, nous avons, à la suite d'observations de la part de l'ambassadeur américain Andrew White, retenu à Cuxhaven une cargaison d'armes à destination de Cuba.

En traitant la question avec sang-froid et fermeté, nous aurions fait comprendre que la guerre sous-marine n'était pas une question de représailles contre la famine qu'on voulait nous imposer, ce qui malheureusement a été presque toujours notre unique argument, mais qu'elle était bel et bien un droit, parfaitement légitimé par l'attitude de l'Angleterre elle-même au début de la guerre. Une arme nouvelle ne pouvait être enserrée dans l'étau de conceptions vieilles de cent ans, datant de l'époque des navires à voiles ; elle avait droit à des mesures nouvelles. Y a-t-il quelqu'un qui croie sérieusement que, dans une guerre à venir, d'autres peuples luttant pour leur existence ne se serviraient pas de la même façon que nous de leur arme sous-marine, et quand bien même de nouvelles règles internationales le défendraient ?

Au mois de février 1915 au plus tard, nous aurions dû nous rendre compte que la politique de Wilson tenait du chantage. Dans notre désir le plus sincère d'épargner les navires neutres, nous avons proposé aux Américains de laisser à leurs navires la liberté de passage dans la zone bloquée si ceux-ci donnaient des preuves manifestes de leur qualité de neutres (par le moyen de convois). L'Amérique n'eut pas assez de bonne volonté pour y consentir. Quand des sous-marins anglais torpillaient nos navires de commerce dans la Baltique, jusque dans les eaux territoriales suédoises, ou dans l'Adriatique, c'est-à-dire quand ils faisaient absolument la même chose que nous, ou même pire, personne au monde ne s'en émouvait. Personne en Amérique n'ouvrait et ne lisait la liste énorme des violations les plus désinvoltes du droit des gens par l'Angleterre. Tous les regards restaient fixés sur la page où était inscrite la guerre sous-marine allemande. Cette injustice est due en grande partie à la faiblesse de notre politique, qui fatalement devait donner l'impression de la mauvaise conscience. J'ai en vain, à plusieurs reprises, montré au chancelier le caractère de la politique de Wilson, lui conseillant instamment d'en prendre son parti. Au lieu de

cela, nous avons sacrifié une après l'autre les positions qui étaient celles de notre droit et de nos principes, sans autre résultat que d'encourager Wilson dans ses exigences et sa tactique d'intimidation. Des exigences qu'au début de la guerre nous aurions pu repousser avec une assurance tranquille, sans danger de rupture, devinrent de plus en plus des questions de prestige. Nous faisons un tort immense à notre considération auprès de tous les peuples marins, leur donnant l'impression que notre foi en la victoire était ébranlée, et nous engageons de plus en plus Wilson dans une attitude dont finalement il devait de plus en plus faire une question d'honneur. De tous les avantages pratiques promis à notre attitude conciliante par Bethmann, Helfferich, le comte Bernstorff et d'autres, aucun n'est jamais apparu. L'Amérique ne nous a jamais fait de concessions réelles. Il est vrai que l'illusionisme allemand pouvait s'en passer. La baisse de notre prestige et de la foi des neutres en notre victoire rendit en même temps de plus en plus difficile la seule bonne solution politique, celle d'un rapprochement avec le Japon et la Russie.

3

Le 7 mai 1915 fut torpillé le *Lusitania*, paquebot anglais inscrit en même temps comme croiseur auxiliaire sur les registres de l'amirauté britannique. Par une légèreté criminelle, des citoyens américains s'étaient embarqués, malgré l'avertissement de notre ambassadeur, sur ce croiseur armé qui transportait une grosse cargaison de munitions ; ils périrent dans le naufrage. Le commandant du sous-marin qui torpilla le *Lusitania* ne reconnut d'ailleurs le paquebot attaqué comme étant le *Lusitania* qu'au moment où celui-ci, en train de couler, s'inclina sur le côté. L'ayant attaqué par-devant, il n'avait pu jusque-là distinguer le nombre des mâts et des cheminées. L'explosion de la torpille fut suivie d'une seconde explosion à l'intérieur, provoquée par les munitions entassées à bord. C'est pour cette seule raison que le *Lusitania* coula immédiatement et qu'il y eut tant de victimes. J'étais alors à Berlin, et je

télégraphiai, le 9 mai, au Grand Quartier qu'il fallait maintenant, de toute nécessité, maintenir la légitimité de notre point de vue : nous avions plus à perdre qu'à gagner à nous montrer conciliants. On pouvait regretter les pertes de vies humaines, mais il fallait revendiquer notre bon droit. Notre prestige en Amérique en serait accru, et c'était le meilleur moyen de diminuer les risques d'une déclaration de guerre. Le 12 mai, le chef du Cabinet naval me répondit que l'Empereur était de mon avis. Le 15 mai, arriva la première note américaine sur le *Lusitania* : elle demandait un désaveu et des indemnités. Nous répondîmes de façon dilatoire. Alors recommença, pendant des semaines, le va-et-vient des conversations entre les différents services. Le 31 mai, eut lieu à Pless une conférence générale sur cette affaire, sous la présidence de l'Empereur. L'amiral von Müller nous fit connaître, à l'amiral Bachmann et à moi, dès notre arrivée, que le chancelier refusait d'assumer plus longtemps la responsabilité de la guerre sous-marine sous sa forme actuelle. Le représentant des Affaires Étrangères von Treutler et le général von Falkenhayn étaient du même avis que le chancelier. Le chef de l'État-Major de la Marine et moi, nous déclarâmes, par contre, qu'il était militairement impossible de faire la guerre sous-marine sans provoquer de conflit politique, comme le voulait le chancelier. A Sa Majesté de décider si, oui ou non, on devait renoncer à la guerre sous-marine. L'Empereur approuva notre manière de voir, déclarant que, si le chancelier ne voulait pas prendre la responsabilité de renoncer à la guerre sous-marine, on devait s'en tenir aux ordres donnés. Le résultat de la conférence fut donc la transmission aux commandants de sous-marins d'un ordre rappelant les instructions déjà données en vue de ménager les neutres, mais laissant subsister le torpillage de tous les navires anglais sans exception.

Mais, dès le 2 juin, le chancelier s'adressait au chef de l'État-Major de la Marine pour lui demander d'approuver qu'on ménageât les grands paquebots même « ennemis ». Il n'avait été nullement question de cela dans la conférence du 31 mai. L'amiral Bachmann présenta ses objections, mais le chancelier ne s'y rendit pas ; il provoqua une nouvelle décision de l'Empereur

sur la conduite militaire de la guerre sous-marine, sans que nous fussions consultés. Le 5 juin parut donc un rescrit impérial prescrivant de ne pas couler les paquebots, même ennemis. Un télégramme comportant un bref exposé des raisons qu'on pouvait faire valoir contre cette décision, envoyé à la dernière minute par le chef de l'État-Major de la Marine et par moi à l'Empereur, resta sans effet.

Le chancelier n'avait pas assez d'énergie pour renoncer complètement à la guerre sous-marine. Il y tenait encore, afin de sauver la face vis-à-vis de l'opinion publique allemande. En réalité, l'ordre donné empêchait l'attaque de tout grand vapeur, les commandants de sous-marins étant le plus souvent incapables de distinguer s'il s'agissait d'un paquebot ou d'un navire marchand. Le procédé du chancelier nous détermina, l'amiral Bachmann et moi, à offrir notre démission. Mais elle ne fut pas acceptée ; le refus revêtit, en ce qui me concerne, une forme particulièrement peu aimable.

Le 2 juin, notre ambassadeur à Washington rendit compte d'une audience que lui avait accordée Wilson. Celui-ci voulait un abandon complet de la guerre sous-marine. Ce geste de notre part serait un appel à la moralité politique, la guerre ne pouvant plus maintenant être terminée que par un accord sur cette base et non plus par les armes. Le comte Bernstorff recommandait instamment d'y consentir ; on pourrait peut-être alors compter sur une interdiction de l'exportation des armes ; sinon, il pourrait s'ensuivre une rupture des relations diplomatiques et un accroissement sans fin de l'exportation des armes. Notre ambassadeur oubliait que les industries de guerre américaines auraient continué à se développer malgré tout dans la mesure de leurs moyens et que c'était une utopie de vouloir obtenir de l'Amérique une interdiction spéciale pour l'exportation des armes.

A la fin de juillet, la réponse du ministère des Affaires Étrangères aux demandes américaines au sujet du *Lusitania* fut enfin transmise. Cette réponse provoqua une nouvelle note américaine, qui était une fin de non-recevoir d'un ton inamical, mais qui n'exigeait pas absolument de réponse. L'affaire était

donc provisoirement réglée. La guerre sous-marine ne s'arrêta pas, mais fut poursuivie avec une méthode telle que, si elle n'était pas morte, elle n'était plus vivante non plus.

Un grand nombre de personnalités que je connaissais, et qui étaient tout à fait au courant des choses américaines, m'ont exprimé leur avis très net sur la fausse tactique adoptée par nous vis-à-vis de Wilson et de ses inspirateurs. Même celles qui ont mis par ailleurs toute leur influence au service d'une entente avec l'Amérique et l'Angleterre n'approuvaient pas l'attitude procédurière que prenaient toujours les Affaires Étrangères.

C'est ainsi que M. Ballin m'a écrit ce qui suit au sujet de notre réponse à la note américaine sur le *Lusitania* :

Je suis aujourd'hui encore en complète opposition de vues avec la Wilhelmstrasse au sujet de la façon de traiter cette affaire avec l'Amérique. Il aurait fallu répondre immédiatement à la dernière note, c'est-à-dire dans les 24 heures. La réponse était si facile! On aurait simplement eu à dire : « Le gouvernement impérial, ayant pris connaissance de la note que Votre Excellence a eu la bonté de me transmettre au nom de Votre gouvernement, regrette vivement que le gouvernement des États-Unis de l'Amérique du Nord ne veuille pas reconnaître le large esprit de conciliation dont le gouvernement impérial allemand a fait preuve dans sa dernière réponse. Le gouvernement impérial allemand ne peut, dans ces conditions, qu'exprimer le désir que les citoyens des États-Unis soient avertis par leur gouvernement du danger auquel ils s'exposeraient en s'embarquant sur des navires battant pavillon de puissances ennemies et ayant l'intention de traverser la zone de guerre interdite par le gouvernement allemand ».

A mon avis, il aurait fallu, je l'ai déjà dit, que pareille réponse brève fût remise dans les 24 heures à M. Gerard. Quinze jours d'incubation donnent aux Américains l'impression que les dirigeants allemands sont de nouveau fort empêtrés. Ne sait-on pas que les gens de Washington sont des politiciens expéditifs? Il faut tenir compte du tempérament américain quand on traite des affaires de ce genre avec l'Amérique.

Ainsi parlait Ballin. Mais je tiens à donner aussi l'opinion d'un représentant du parti opposé. Le secrétaire d'État Helfferich écrivit, le 5 août 1915, au chancelier pour lui conseiller un relâchement de la guerre sous-marine pendant quelques

semaines et même pendant trois mois. A son avis, le gouvernement américain nous avait, en réalité, invités à collaborer avec lui à la conquête de la liberté des mers. Il espérait donc qu'une retraite de notre part à la suite de la note américaine provoquerait une solidarité de l'Amérique et de l'Allemagne contre l'Angleterre. Les producteurs de coton exerceraient une telle pression sur Wilson que les tissages allemands seraient préservés du chômage et de la famine. Wilson profiterait nécessairement de cette *good chance* offerte par nous pour assurer le succès de son idéal. L'Allemagne, d'après Helfferich, était dans la même situation qu'Horace vis-à-vis des trois Curiaces. Il lui fallait venir à bout de ses adversaires un par un, en exécutant une retraite habile, et en les divisant. Par cette retraite, le gouvernement n'encourrait pas, plus qu'Horace le reproche de manquer de courage. Helfferich admettait donc que la perte du prestige ne comptait pas et que les puissances occidentales seraient aussi sottes que les Curiaces de la légende.

J'ai dans l'idée que Ballin savait mieux s'y prendre avec les Américains que Bethmann ou Helfferich. En tout cas, nous avons fait, après l'affaire de l'*Arabic*, bien plus de concessions encore que n'en proposait Helfferich, et nous n'avons pas reçu une seule balle de coton. D'ailleurs, n'avions-nous pas, dès le premier échange de notes de février 1915, donné à Wilson l'occasion de réaliser cette communauté d'action que l'illusionisme tenace des Allemands a attendue d'année en année et dont le meilleur résultat, — le retour à cette déclaration de Londres qui était tout l'horizon de nos juristes des Affaires Étrangères, — ne nous aurait du reste procuré aucun avantage militairement décisif ?

Devant la commission du Reichstag, le secrétaire d'État von Jagow déclarait, le 15 août, que nous ne nous laisserions pas influencer par l'Amérique dans la question de la guerre sous-marine. Mais, dès qu'on se fut débarrassé du Reichstag, — la clôture de la session eut lieu le 27 août, — le chancelier, aidé par Falkenhayn et par l'amiral von Müller, mit tout en œuvre pour obtenir l'arrêt de la guerre sous-marine. Le torpillage du paquebot anglais *Arabic* servit de prétexte, avant même qu'on

eût reçu soit compte rendu du sous-marin sur l'événement soit protestation américaine. Von Treutler n'a-t-il pas exposé, dans un rapport qu'il fit plus tard à l'Empereur, que l'important n'était pas l'affaire de l'*Arabic*, mais une entente définitive avec l'Amérique ?

Contrairement à l'assurance qu'il m'avait donnée le 7 août, le chancelier nous surprit, l'amiral Bachmann et moi, en brusquant la décision. On voulait mettre la marine en présence du fait accompli. Le 25 août, peu de temps avant le départ du train de nuit, un télégramme me convoquait à Pless : l'Empereur devait me recevoir le lendemain matin. Ce n'est que pendant le court trajet de Kattowitz à Pless que je pus causer avec l'amiral Bachmann. Dès mon arrivée à Pless, le 26, j'eus un bref entretien avec le chancelier. A la suite d'un télégramme de notre attaché naval à Washington et d'une déclaration de l'ambassadeur Gerard, il considérait la situation comme très grave. Lui, le chancelier, ne pouvait pas continuer ainsi à marcher sur un volcan. Il fallait télégraphier à l'ambassadeur à Washington que des instructions formelles avaient été données aux commandants de sous-marins de ne torpiller aucun paquebot sans avertissement et sans avoir donné aux passagers et à l'équipage les moyens de se sauver. La question de l'indemnité pour le *Lusitania* serait soumise à l'arbitrage. Il fallait de plus demander aux États-Unis de déterminer l'Angleterre à se placer sur le terrain de la déclaration de Londres. Je fis remarquer que le chancelier s'exagérait manifestement l'importance de la déclaration de Londres et que, par ailleurs, un arbitrage dans l'affaire du *Lusitania* tournerait certainement en notre défaveur, étant donnée l'absence de réglementation internationale au sujet des sous-marins.

L'entretien n'amena aucun accord. Il fut suivi immédiatement de l'audience auprès de Sa Majesté, abrégée elle-même par le déjeuner qui attendait dans la salle voisine, dont la porte était ouverte. Je fis valoir la nécessité d'attendre au moins le rapport du commandant du sous-marin sur le torpillage de l'*Arabic* avant de prendre des décisions. S'il fallait absolument éviter des désagréments avec l'Amérique en ce moment, il nous

était possible de retirer pour un certain temps les sous-marins des eaux anglaises, et de les employer dans la Méditerranée, comme je l'avais déjà proposé au chancelier dans une conversation le 7 août. D'ailleurs, on pouvait, à mon avis, rédiger une note satisfaisante pour l'Amérique sans renoncer au principe de la guerre sous-marine. Bachmann, qui était présent et qui avait reçu des informations satisfaisantes sur l'état de l'opinion américaine, fit remarquer qu'une déclaration publique, comme la voulait le chancelier, n'était pas nécessaire, qu'en fait on avait donné, dès le début de juin, des instructions recommandant d'épargner les paquebots, et que, si elles étaient tenues secrètes, c'était uniquement parce qu'elles ne concordaient pas avec nos réponses à l'Amérique. Faire maintenant cette déclaration publique, c'était confirmer les théories de nos ennemis sur l'illégitimité de la guerre sous-marine. S'il fallait absolument dire quelque chose, il n'y avait qu'à déclarer que les mesures nécessaires étaient prises pour assurer la sécurité des paquebots. Lesquelles ? c'était notre affaire. Renoncer prématurément à la guerre sous-marine, — et c'est à c. la qu'équivalait la déclaration désirée par le chancelier, — c'était donner une impression de faiblesse qui pouvait avoir des répercussions fâcheuses sur le moral du pays et sur l'opinion des neutres. Malgré l'avis contraire du chancelier et du représentant des Affaires Étrangères von Treutler, l'Empereur se prononça pour la proposition des représentants de la marine et décida que le télégramme à l'ambassadeur à Washington ne serait pas envoyé. Une déclaration qu'on remettrait *en cas de nécessité* aux États-Unis, devait être préparée par le chancelier, le chef de l'État-Major de la Marine et moi, et lui être soumise.

Le lendemain, 27 août, le chancelier remettait en question cette décision pourtant bien nette, et provoquait une résolution nouvelle de l'Empereur, conforme à ses propres vues ; ni le chef de l'État-Major de la Marine ni moi, nous ne fûmes consultés. La décision nouvelle nous fut communiquée l'après-midi du même jour par von Treutler ; il ajouta qu'un télégramme dans ce sens avait été déjà envoyé à l'ambassadeur à Washington. C'est un télégramme du pape, arrivé juste à ce moment, qui aurait,

disait-on, entraîné la décision. « Et maintenant, les voici appri-voisés », annonça Gerard le 27 août ; manifestement, il faisait peu de cas de nos diplomates et savait que l'Amérique n'avait pas besoin de se gêner avec eux. Parlant à des Américains, il avait déjà déclaré, le 24 août, suivant le témoignage d'un Américain, à la suite d'une proposition de von Jagow : « Elle sera bien accueillie par l'Amérique ; mais je suis curieux de savoir comment les Allemands l'accueilleront. Il faut que l'un des deux donne sa démission : Tirpitz ou Jagow. » Dès le 27 août, des journaux anglais et américains publiaient : « Tirpitz *exil* ». La censure allemande, en d'autres termes les Affaires Étrangères, avait donc laissé passer ces informations, avant même la décision de l'Empereur. C'en était fait pour un temps de la guerre sous-marine ; la nouvelle provoqua une explosion de cris de triomphe en Amérique et chez nos ennemis. Le prestige de l'Allemagne était atteint au plus haut point. Il n'était question parmi les neutres que de la reculade allemande, tandis que partout, et notamment en Amérique, la situation de Wilson était grandie.

Comme suite au procédé cavalier du chancelier, je demandai, le 27 août, à l'Empereur, d'être relevé de mon poste de secrétaire d'État, me mettant à sa disposition pour remplir mon devoir de soldat dans tout autre emploi. Le 30 août, ma demande reçut une réponse négative. « D'autre part, était-il dit dans l'ordre de Cabinet, cette occasion et beaucoup d'autres occasions antérieures m'ont donné la conviction qu'une collaboration du chancelier est impossible avec vous dans toutes les questions navales qui touchent à la politique extérieure, — c'est-à-dire à peu près dans toutes les questions concernant la conduite de la guerre navale. » On était donc obligé de renoncer à ma coopération régulière dans ce domaine. « Mais, quant à vous relever de vos fonctions de secrétaire d'État à la Marine, je m'y refuse absolument. Il ne peut pas être douteux pour vous que pareil changement de personne en ce moment, — étant donnée surtout la situation actuelle au ministère de la Marine, — non seulement ne pourrait avoir que de fâcheuses conséquences au point de vue du service, mais encore serait de nature à produire aussi

bien dans le pays qu'à l'étranger la plus désastreuse impression ; c'est mon devoir impérieux et le vôtre de ne pas tolérer cela. En outre, je ne saurais, en pleine guerre, autoriser un officier à offrir sa démission pour des divergences de vues au sujet de l'emploi de nos forces navales, sur lequel j'ai à décider en dernier ressort et avec l'entière conscience de ma responsabilité en ma qualité de Chef suprême de la guerre. »

Je déclarai que la teneur de cet ordre de Cabinet ne me permettait pas de conserver mes fonctions. L'Empereur m'accorda alors une brève audience et me promit un rescrit correctif. Je reçus en effet, le 19 septembre 1915, l'assurance qu'il était absolument dans les intentions de l'Empereur « de prendre mon avis sur toutes les questions importantes de politique navale ». Je revins donc sur ma décision, cédant d'ailleurs à de nombreuses sollicitations d'hommes politiques et de personnalités très haut placées.

L'amiral Bachmann, qui avait protesté contre le coup de surprise du chancelier, fut, lui, relevé de ses fonctions et remplacé par l'amiral von Holtzendorff. L'amiral von Holtzendorff avait pris sa retraite après les manœuvres impériales de 1912. Il s'était, avant sa nomination, prononcé à plusieurs reprises pour le point de vue de M. von Bethmann. On lui demanda de ne pas fixer son séjour régulier au Grand Quartier mais à Berlin, ce que j'avais fait moi-même vu les circonstances.

4

Il est intéressant de voir comment l'évolution de la guerre sous-marine est apparue au commandement de la flotte qui, abstraction faite de la Méditerranée, des Flandres et de la mer Baltique, était chargé de la diriger. Voici un tableau qui m'a été communiqué par le chef d'État-Major de la flotte de cette époque :

4. II. 15. — Déclaration de la guerre sous-marine.
14. II. 15. — On demande, pour des raisons politiques capitales, que l'ordre soit donné par T. S. F. aux sous-marins sortis de s'abstenir pour l'instant d'attaquer les navires battant pavillon neutre. (L'ordre était inexécutable, étant donné

les moyens de la T. S. F. sur les sous-marins à cette date, et l'éloignement des sous-marins. D'ailleurs, tous les navires naviguaient sous pavillon neutre.)

15. II. 15. — Ordre du Grand Quartier de ne pas commencer la guerre commerciale sous-marine contre navires neutres au 18 février, mais d'attendre un ordre d'exécution spécial. L'ordre prescrivait de retenir les sous-marins de la prochaine relève, et, par suite, de marquer un arrêt dans les opérations.
18. II. 15. — Pour la navigation danoise et suédoise, on laissera une bande de mer libre entre Lindesnaes et Tyne ; dans cette bande ne devront pas être mouillées de mines ; aucun navire n'y sera torpillé.
20. II. 15. — Ordre d'exécution pour la mer du Nord et la Manche. Le pavillon américain et le pavillon italien doivent être épargnés même dans ces eaux. Une bande de mer est prévue pour la libre communication des Scandinaves avec l'Angleterre.
22. II. 15. — Ordre d'exécution pour la côte occidentale. Une prudence particulière est recommandée à l'égard du pavillon américain et du pavillon italien.
7. III. 15. — La bande de mer prévue pour la libre communication des Scandinaves avec l'Angleterre est supprimée, mais on ne doit pas y mouiller de mines ; elle reste donc en fait presque indemne.
7. III. 15. — La bande de mer libre est complètement supprimée.
2. IV. 15. — Quelques sous-marins ont été perdus, victimes de ruses : la sécurité de nos sous-marins doit primer toutes autres considérations. L'émersion des sous-marins n'est plus nécessaire.
18. IV. 15. — Nouvel avertissement de ménager les neutres.
24. IV. 15. — *Idem*.
7. V. 15. — Torpillage du *Lusitania*. La flotte le considère comme un grand succès ; vapeur anglais, donc ennemi, qui ne bénéficiait d'aucune des restrictions édictées, en outre armé. Le commandant est convoqué au Grand Quartier, très mal reçu par le chef du Cabinet naval.
6. VI. 15. — Ordre de ne torpiller aucun grand paquebot, pas même ennemi.
26. VI. 15. — Le commandant de la flotte écrit à l'État-Major de la Marine : « Selon mon avis, qui est celui de toute la flotte,

nous ne devons pas faire de concessions dans la guerre sous-marine. Cela, pour les raisons suivantes :

»1° Tout recul sur la question de la zone de guerre sera nécessairement considéré comme une défaite politique.

»2° Par la déclaration d'une zone de guerre, notre intention était de frapper l'importation et l'exportation anglaises, et non point de détruire certains navires. Ménager et indemniser les neutres victimes de torpillages, c'est encourager le trafic avec l'Angleterre sous pavillon neutre.

»3° Les concessions servent les théories ennemies sur le caractère barbare de notre guerre sous-marine.

»4° Les avantages de la situation insulaire de l'Angleterre ne deviendront des inconvénients que par une conduite énergique de la guerre sous-marine. Cela a une importance énorme, même pour l'évolution future de l'Allemagne. Reculer, c'est sacrifier les sous-marins en tant qu'arme contre l'Angleterre ».

Le commandant de la flotte demande de pouvoir faire valoir de vive voix ses raisons au gouvernement, puisque aussi bien il a assumé la responsabilité de la conduite de la guerre sous-marine. La demande n'est pas accueillie ; mais le commandant de la flottille des sous-marins et un commandant de sous-marin sont convoqués chez le chancelier pour information.

19. VIII. 15. — Affaire de l'*Arabic*. Le comte Bernstorff déclare en Amérique que le commandant sera puni. (On rappelle de nouveau les commandants de sous-marins à l'observance des restrictions ordonnées).
27. VIII. 15. — Ordre de ne faire sortir aucun nouveau sous-marin avant que la situation se soit éclaircie.
30. VIII. 15. — Ordre de ne couler jusqu'à nouvel ordre aucun paquebot, même petit, sans avertissement et sans assurer le sauvetage des personnes.
1. IX. 15. — Le commandant de la flotte télégraphie au chef du Cabinet de vouloir bien faire connaître à l'Empereur qu'il ne peut prendre la responsabilité de l'exécution de cet ordre qui entraînerait de très gros dangers pour les sous-marins ; il offre donc sa démission. Réponse du chef du Cabinet : Sa Majesté prie le commandant de la flotte de vouloir bien s'abstenir de critiquer ses ordres.
18. IX. 15. — La situation générale demande qu'au cours des prochaines semaines toute possibilité d'infraction aux prescriptions d'exécution de la guerre sous-marine soit

évitée. D'où ordre de suspendre tout mode de guerre sous-marine sur la côte occidentale et dans la Manche ; dans la mer du Nord, on n'opérera qu'en se conformant au règlement de la guerre de prise. C'est, en fait, la cessation complète de l'emploi des sous-marins.

Voilà quelle était l'impression de la flotte. Ordre, contre-ordre, désordre !

Si on examine ces ordres et ces contre-ordres, en partie inexécutables, et si l'on pense qu'ils n'arrivaient aux commandants de sous-marins qu'après avoir été transmis par plusieurs échelons de commandement, on comprendra quels devaient être le désarroi et l'exaspération de nos marins à la suite des interventions incessantes et contradictoires du pouvoir politique. Nos marins étaient poussés à l'action par un besoin instinctif, et aussi par l'opinion de leurs camarades, conforme du reste à celle de leurs chefs immédiats. Mais les punitions et le conseil de guerre menaçaient le brave commandant de sous-marin qui avait mal interprété des ordres confus et suscité des difficultés politiques.

Comme l'Angleterre a toujours procédé autrement dès qu'il s'agissait de puissance maritime ! Depuis des siècles, le principe est, chez elle, de couvrir tous les actes des officiers de la marine anglaise pourvu qu'ils aient été énergiques.

5

En décembre 1915, le gouvernement autrichien, qui dans l'affaire de l'*Ancona* avait remporté sur Wilson un succès d'estime remarquable et justifié, fut amené par le ministère des Affaires Étrangères allemand à faire amende honorable. Toutefois, à peu près à la même époque, un changement se produisit dans la manière de voir du Commandement suprême allemand au sujet de la guerre sous-marine. Les fronts étaient immobilisés et il devenait de plus en plus difficile d'obtenir une décision par les armes. C'est sans doute pour cette raison que le Grand Quartier Général provoqua des conférences sur la guerre sous-

marine, qui eurent lieu le 30 décembre 1915 et le 5 janvier 1916 au ministère de la Guerre. Le général von Falkenhayn fit connaître que, la Bulgarie étant maintenant entrée en guerre à nos côtés, il accepterait la guerre sous-marine à outrance si la marine garantissait le succès. Falkenhayn, — d'après ses propres dires, — avait, dans l'automne de 1915, soutenu le chancelier dans son opposition contre la guerre sous-marine, parce qu'il craignait, sur la foi d'informations du ministère des Affaires Étrangères, qu'elle empêchât la Bulgarie de se joindre à nous, opinion dont d'ailleurs les affirmations d'Enver, les déclarations de Radoslavov et de l'ambassadeur von Wangenheim montrent absolument la fausseté ¹.

Dans la séance du ministère de la Guerre, j'exposai que la guerre sous-marine était possible et réalisable. Je recommandai, au lieu de l'ancienne déclaration d'une zone de guerre, une sorte d'interdiction du trafic commercial avec l'Angleterre. L'amiral von Holtzendorff déclara que l'ouverture de la guerre sous-marine à outrance serait une délivrance pour la marine, mais il était d'avis de ne commencer qu'au 1^{er} mars. Sur le principe même de la guerre sous-marine et sur la date d'ouverture, un accord complet s'établit entre Falkenhayn, Holtzendorff, le ministre de la Guerre Wild von Hohenborn et moi.

Les déclarations verbales de Holtzendorff sur l'emploi de la guerre sous-marine furent confirmées par un mémoire de l'État-Major de la Marine en date du 7 janvier. Si nous renonçons à toutes les restrictions dans l'emploi de la guerre sous-marine, y était-il dit, les expériences déjà faites permettent d'assurer que la résistance anglaise sera brisée dans six mois au plus. On n'ignore pas le danger américain ; mais, si l'Allemagne n'obtient pas, avant l'automne de 1916, une décision favorable, il faudra abandonner l'espoir d'une paix qui assure à l'Allemagne pour les dizaines d'années à venir sa sécurité et des possibilités de développement économique. Un autre mémoire de l'État-Major de la Marine conçu dans le même sens, en date

1. Une information hollandaise de la seconde quinzaine d'août 1915 a fait connaître que la Bulgarie avait hésité à conclure l'alliance avec nous, en voyant comment, après l'affaire de l'*Arabic*, nous capitulions devant l'Amérique et l'Angleterre.

du 12 février 1916, fut adressé à un assez grand nombre de personnalités faisant autorité dans les questions économiques : il fut unanimement approuvé, et la plupart d'entre elles furent d'avis qu'un recours *immédiat* à la guerre sous-marine à outrance était la seule et dernière chance de salut pour l'Allemagne.

Moi-même, j'adressai, en février 1916, au chef de l'État-Major général, un mémoire sur la nécessité et la possibilité d'exécution de la guerre sous-marine ¹. Sur ce mémoire, et sur toute la question de la guerre sous-marine, le capitaine de vaisseau Widenmann eut en mon nom, le 11 et le 12 février, au Grand Quartier, une discussion approfondie avec le général von Falkenhayn. Falkenhayn déclara en substance : « Nous sommes tous d'avis que l'Angleterre veut combattre jusqu'à la décision. La décision, c'est la possession de la Belgique. Si nous cédon la Belgique, nous sommes perdus. Je me suis décidé pour la guerre sous-marine, et je compte fermement qu'elle sera résolue. Je mettrai tout en œuvre pour l'obtenir, et je l'obtiendrai. »

Mon opinion étant diamétralement opposée à celle du chancelier, je me rendais déjà parfaitement compte qu'il y avait le plus grand danger à différer encore la guerre sous-marine. Le mémoire en question se terminait par les phrases suivantes, que l'événement n'a que trop confirmées : « Il est absolument nécessaire de recourir sans délai et sans aucune restriction à l'emploi de l'arme sous-marine. Retarder plus longtemps la guerre sous-marine à outrance serait laisser à l'Angleterre le temps de prendre de nouvelles mesures militaires et économiques pour sa défense ; nos pertes n'en seraient qu'accrues et le succès rapide compromis. Plus tôt la guerre sous-marine sera engagée, plus le succès sera prompt et plus sera proche et complète la ruine de l'espoir qu'a l'Angleterre de nous abattre par une guerre d'usure. Or, briser l'Angleterre, c'est briser l'âme de la coalition ennemie. »

Un grand nombre d'associations et de personnalités se sont, à l'époque, adressées au chancelier pour plaider la cause de la guerre sous-marine. Je voudrais mentionner, entre autres,

1. Un mémoire semblable avait été auparavant transmis au chancelier.

une lettre adressée au chancelier par Hugo Stinnes, dont les calculs, basés sur une enquête approfondie en Suède, concordaient presque exactement avec ceux de mon mémoire. Ces démarches, émanant d'hommes politiques et d'autres personnalités en vue, n'étaient aucunement provoquées par moi.

Le 23 février, à Wilhelmshaven, le hasard me donna l'occasion de dire à l'Empereur combien j'étais heureux d'avoir appris qu'on envisageait une guerre sérieuse contre le tonnage ennemi. La question du tonnage était devenue la question décisive de la guerre, et il ne fallait pas de retard. Il s'agissait pour le germanisme d'une question de vie ou de mort. Aucun grand danger ne pouvait venir des petits États neutres. Il fallait que l'Empereur prît une résolution.

La conférence décisive chez l'Empereur eut lieu le 6 mars 1916. Malgré l'ordre correctif que l'on sait, je n'y fus pas convoqué. Ayant été informé, de façon non officielle, de l'imminence de cette conférence, je fis demander à l'amiral von Müller si l'Empereur comptait sur ma présence. L'amiral von Müller répondit : « Non, Sa Majesté n'a pas ordonné que M. le secrétaire d'État fût présent ». Le chancelier, Falkenhayn, Holtzendorff, y assistèrent. La guerre sous-marine fut, malgré l'avis contraire de Falkenhayn, ajournée à une date indéterminée. Le 8 mars, j'annonçai que j'étais malade et, par retour du courrier, je reçus un télégramme m'invitant à offrir ma démission. J'écrivis donc la lettre suivante :

BERLIN, le 12 mars 1916.

J'ai servi Votre Majesté de toutes mes forces ; je me suis dévoué entièrement à la grande œuvre de Votre Majesté, celle de montrer au peuple allemand la route qui, par les mers, conduit dans le vaste monde.

Dans la lutte décisive contre les ennemis qui veulent interdire par l'épée cette route à l'essor de notre nation, Votre Majesté n'a pas pu suivre mon conseil.

L'influence dont Votre Majesté, à plusieurs reprises, m'avait fait le grand honneur de me donner l'assurance, il ne m'a plus été donné de la faire valoir lors des dernières grandes décisions sur l'emploi de notre puissance navale.

Je ne suis plus à même de remplir les devoirs de ma fonction,

qui était de représenter devant le pays le gouvernement de Sa Majesté dans les questions d'ordre naval. Pris d'une grande inquiétude en constatant que la voie dans laquelle on s'engage conduit à la ruine de la grande œuvre de Sa Majesté et de l'avenir national de l'Allemagne, il m'apparaît que mes services ne peuvent plus être utiles au gouvernement de Votre Majesté.

Votre Majesté n'a pas cru devoir accueillir ma demande, lorsque je La priai récemment de me relever des devoirs de ma fonction.

Pourtant mes forces morales avaient été brisées par les luttes de plus en plus fortes ces temps derniers que je soutenais en moi-même et je me suis vu ainsi dans la nécessité de faire connaître à Votre Majesté qu'il m'était impossible de continuer à assurer les fonctions de secrétaire d'État de la Marine.

Après la récente décision de Votre très auguste Majesté, j'ose espérer qu'il me sera permis de Lui demander humblement de vouloir bien accepter ma démission de secrétaire d'État.

Le 17 mars, ma démission me fut accordée. L'amiral von Capelle me succéda. Pendant l'été de 1915, il était partisan résolu de la guerre sous-marine. Mais, avant d'entrer en fonctions, il avait dû s'engager à marcher avec le chancelier dans toutes les questions à la fois politiques et maritimes. Bien entendu, la guerre sous-marine en faisait partie.

Ma situation vis-à-vis de l'Empereur et du chancelier était, en mars 1916, si usée que j'étais obligé de compter sur la possibilité d'un départ forcé à la première occasion. J'avais déjà subi plus d'une dure mortification. J'ai offert ma démission après que mes amis les plus intimes eurent acquis la conviction que différer plus longtemps était inutile, que l'exclusive dont j'étais l'objet, malgré toutes les assurances, m'enlevait définitivement toute possibilité de faire œuvre utile. J'avais appris aussi par des personnes de l'entourage de l'Empereur que mes relations avec lui étaient considérées comme irrémédiablement compromises. Je voyais que nous roulions à l'abîme, et il m'était impossible de prendre devant le Reichstag et devant le pays la responsabilité de nouveaux atermoiements. Néanmoins, ma résolution ne fut pas prise d'un cœur léger : je savais que mon départ fortifierait la confiance de nos ennemis. J'avais proposé à l'Empereur de rendre mon départ moins sensationnel

en invoquant des raisons de santé ; mais on négligea cet expédient, et tout ce que je pus faire pour atténuer l'impression causée fut de prier l'autorité militaire des Marches d'empêcher toutes manifestations de sympathie à mon égard.

Si j'avais prévu que la bataille du Skagerrack viendrait fortifier à nouveau ma situation, si j'avais prévu aussi l'arrivée de Hindenburg et de Ludendorff au commandement suprême, j'aurais malgré tout, et en dépit de toutes les humiliations, essayé de tenir bon. Et alors peut-être, étant donnée la situation si ébranlée de Bethmann dans l'automne de 1916, la proclamation de l'autonomie de la Pologne n'aurait-elle pas eu lieu ; peut-être aurait-on recherché avec plus d'énergie la paix avec le Tsar, peut-être la guerre sous-marine aurait-elle encore été entreprise assez tôt. Mais qui peut prévoir les desseins de la Providence ?

6

Le 24 mars 1916, un vapeur français, le *Sussex*, fut torpillé. A une question des États-Unis, l'État-Major de la Marine répondit, le 10 avril, avant que fût parvenu le rapport du commandant du sous-marin intéressé, que, aux yeux du gouvernement allemand, la perte du *Sussex* ne pouvait être le fait d'un sous-marin allemand. Le rapport arriva ensuite : le *Sussex* avait bien été torpillé par un de nos sous-marins. Suivant les indications du commandant de ce sous-marin, homme d'une expérience et d'une prudence particulièrement connues, le vapeur avait tout à fait l'air d'un navire de guerre ; sur le pont se trouvaient un grand nombre de soldats anglais en uniforme. Le commandant du sous-marin avait donc cru être dans son droit.

Notre note du 10 avril contenait une inexactitude matérielle. L'Amérique y répondit par la fameuse note du 20 avril, qui demandait la cessation immédiate de la guerre sous-marine telle que la pratiquait l'Allemagne et menaçait de rompre les relations avec le gouvernement allemand. Dès la publication de cette note, j'ai, le 24 avril, adressé un nouveau mémoire à l'Empereur pour l'adjurer de ne pas capituler devant Wilson.

Jamais je n'ai reçu de réponse. Le gouvernement répondit à l'Amérique par une note du 4 mai : il cédaux exigences américaines, mais invitait le gouvernement américain à obtenir du gouvernement britannique l'observance des règles du droit des gens, telles qu'elles étaient établies avant la guerre, faute de quoi il reprendrait son entière liberté d'action.

Wilson avait demandé la punition du commandant du sous-marin qui avait torpillé le *Sussex*. L'amiral commandant le corps de marine en Flandre ne porta pas de punition, puisque le commandant du sous-marin était dans son droit ; alors l'Empereur lui-même l'infligea. Ce fut pratiquement la fin, excepté dans la Méditerranée, du peu de guerre sous-marine qui restait encore.

On sera édifié sur les influences qui s'opposaient à la guerre sous-marine par le récit d'un témoin des événements qui se déroulèrent au Grand Quartier après la réception de mon mémoire. Celui-ci était arrivé fort mal à propos pour les adversaires de la guerre sous-marine, mais il avait fait une forte impression sur l'Empereur, l'ayant confirmé sans doute dans son propre jugement ; l'Empereur avait donc décidé de répondre à Wilson par un refus et de poursuivre dès lors la guerre sous-marine à outrance. Cette décision fut communiquée par l'Empereur lui-même au chancelier et au Commandement suprême. Les objections du chancelier restèrent d'abord vaines. Mais le chef du Cabinet von Müller insista si vivement en faveur du point de vue du chancelier que l'Empereur finit par céder. Son revirement fut entraîné par le revirement du chef de l'État-Major de la Marine qui, contrairement à ses mémoires précédents, s'était rallié au point de vue du chancelier. Il ne semble pas que le Commandement suprême ait été de nouveau consulté à ce sujet. Toujours est-il que le général von Falkenhayn offrit sur-le-champ sa démission, qui ne fut pas acceptée.

La note du *Sussex* marque un tournant décisif de la guerre, le commencement de notre capitulation. Le monde entier vit notre effondrement devant l'Amérique. Dès lors, nous allâmes à reculons. L'indignation morale au sujet de la guerre sous-marine, en Angleterre et en Amérique, n'avait d'abord été

qu'un bluff, dans le dessein de nous intimider. Peu à peu, elle était devenue autre chose. Ceux qui, en Allemagne, avaient le sentiment de la force, morale mais très réelle, qu'est le prestige, furent profondément troublés par notre acceptation de la note du matador Wilson. L'Angleterre fut, par les décisions de mars et de mai 1916, délivrée du plus grave des dangers qui l'ait jamais menacée dans le cours de son histoire. Le peuple allemand, en dédaignant l'aubaine de la guerre sous-marine qui lui avait été apportée, comme dernière chance de salut, ne prononça pas seulement par là sa radiation du nombre des grandes puissances, mais encore il renforça la résolution anglaise de tenir dès lors jusqu'au bout, jusqu'à l'anéantissement complet de l'Allemagne.

La guerre sous-marine, si nous l'avions entreprise sans restriction au printemps de 1916, contenait, comme tout calcul d'ordre stratégique, politique et économique, des facteurs dont on ne pouvait dire avec certitude ce qu'ils devaient donner. Mais on peut, aujourd'hui plus que jamais, affirmer qu'elle aurait amené l'Angleterre à des dispositions conciliantes. Certes, ces dispositions ne se seraient jamais exprimées avec autant de lamentable maladresse que la résolution de paix de nos démocrates du Reichstag en 1917, — les Anglais ont pour cela trop de sens politique, — mais elles auraient suffi à amener une paix acceptable. Il est vrai qu'au printemps de 1916 il n'y avait plus un mois à perdre, — non seulement à cause du renforcement des mesures défensives ennemies, mais encore par suite de la diminution de notre force de résistance. Si alors nous avions vu, au bout d'un an au plus de guerre contre le tonnage ennemi, l'Angleterre ressentir une véritable misère, le moral de notre peuple, nos réserves de forces, seraient demeurés suffisants pour nous permettre d'attendre la décision. Je suis à même de citer une longue série d'aveux anglais qui montrent quelle aurait été la puissance d'une guerre sous-marine entreprise à ce moment, et quel danger elle aurait fait courir à l'Angleterre. Ces aveux, notre démocratie et certains autres personnages intéressés voudraient bien, mais en vain, les laisser tomber dans l'oubli. Même en 1917, c'est-à-dire un an trop tard, nous

avons presque touché au but, ce qui prouve bien que, si on avait commencé six mois plus tôt seulement, nous le tenions.

C'est ainsi, par exemple, que l'*Economist* du 7 septembre 1918 écrit :

Peu de gens se sont alors rendu compte du danger qui nous menaçait, mais nous avons été à deux doigts de perdre la guerre ; c'est qu'il ne suffit pas d'avoir la maîtrise des mers si on n'est pas à même de tirer parti de cette maîtrise... Une fois, au cours des quatre dernières années, les Allemands ont été près de gagner la guerre. Ce ne fut pas au printemps de 1918, lorsque les armées de l'Angleterre et de la France étaient ébranlées par les attaques allemandes. Ce fut au printemps de 1917, alors que, sur terre, les perspectives apparaissaient favorables. Les Allemands, battus sur la Somme, s'étaient repliés sur la ligne Hindenburg et s'étaient mis sur la défensive à l'Ouest. La Russie était encore un facteur qui comptait dans la guerre. Et, pourtant, ce printemps de 1917 a été en réalité la période la plus critique et la plus mortelle que nous ayons vécue depuis le début de la guerre. Pendant quelque temps, on eut l'impression que notre flotte était impuissante à nous assurer nos communications, qui étaient la clé de tout. Si l'Angleterre et l'Entente avaient continué à perdre autant de bateaux marchands qu'en avril, mai et juin 1917, les Allemands auraient gagné la guerre avant la fin de l'année. Mais la flotte... se rendit maîtresse du danger sous-marin en diminuant considérablement son efficacité.

La *Morning Post* du 3 octobre 1918 écrit :

Si l'Allemagne, huit jours avant la déclaration de guerre, avait réparti ses nombreux croiseurs sur les routes maritimes lointaines, peut-être eût-ce été notre ruine ; sûrement, nous aurions eu de grosses pertes. Puis le commandement naval allemand différa la grande bataille navale qui devait diminuer la flotte anglaise, jusqu'à ce qu'il fût trop tard... Dans la suite, l'Allemagne chercha à atteindre par la guerre sous-marine le but qui n'avait pas été atteint par la bataille navale. Ce fut le plus grand danger que notre pays ait jamais connu. Mais, grâce à notre décision, à notre génie inventif et à notre ténacité indomptable, nous avons de nouveau réussi à arracher à l'Allemagne sa victoire, au moment où elle croyait la saisir.

Un homme d'État spécialiste des questions navales, Chiozza Money, a déclaré en novembre 1918 à la Chambre des Communes :

En avril 1917, les sous-marins allemands ont remporté de tels succès que l'Angleterre aurait été ruinée en 9 mois si les destructions avaient continué à la même allure.

Ce message Reuter du 15 novembre 1918 aurait de quoi rendre fou le patriote allemand qui se représente l'incompréhension qui a régné chez nous au sujet de la guerre navale, incompréhension qui a littéralement étranglé notre avenir au moment où il aurait encore pu être sauvé.

Le plus curieux, dans toute cette crise, c'est que des civils, qui, dans leur attente d'une issue acceptable de la guerre, mettaient leur espoir non pas dans nos armes mais dans la lutte de Wilson pour la liberté des mers et dans les dispositions spontanées de l'Angleterre à la conciliation, ne se bornaient pas à cette conviction politique ; ils croyaient pouvoir l'étayer par leurs propres opinions sur des questions de technique navale. Ils émettaient la prétention de déclarer, malgré l'avis contraire des spécialistes compétents, que, à ce moment historique du printemps 1916, « nous avons encore trop peu de sous-marins ». Ces messieurs de la Wilhelmstrasse ou même de la *Gazette de Francfort* déclaraient, en février 1917, avec une arrogante assurance : « Nous commençons la guerre sous-marine à l'heure voulue, car nous avons maintenant assez de sous-marins ». La guerre sous-marine ainsi retardée par leur faute ne donna pas les résultats rapides que, de l'avis des spécialistes, elle aurait donnés un an auparavant. Mais ces gens-là n'en furent nullement décontenancés ; au lieu de confesser humblement qu'ils avaient, par leurs retards, privé la guerre sous-marine de son efficacité¹, ils se mirent alors, — reniant leur propre attitude du début de 1917, — à condamner en bloc la guerre sous-marine ! Pour juger de la façon dont on a joué avec la guerre sous-marine, à cette heure décisive pour le destin de l'Allemagne, il faudrait se représenter des diplomates, des journalistes et des parlementaires, émettant la prétention de porter un jugement définitif sur les questions stratégiques de la guerre sur terre. Mais, dans

1. Puisque, d'après Chiozza Money, neuf mois tels que celui d'avril 1917 auraient ruiné l'Angleterre, il aurait été encore temps de commencer en août 1916 ; mais, en février 1917, il était trop tard.

la question vitale de la guerre navale, on pouvait tout se permettre en Allemagne. Au lieu de s'en tenir à la question américaine, dont je n'ai jamais méconnu la gravité politique, moi non plus, les Allemands, avec leur penchant naturel à se déchirer eux-mêmes, trouvèrent une consolation dans la formule : « Nous n'aurions pas eu, en 1916, assez de sous-marins ». Dans la question de la bataille navale, c'est moi qui devais être le bouc émissaire : si elle n'avait pas été livrée, la faute en était à la mauvaise qualité du matériel. Cette fois, c'est sur « le nombre trop faible » des sous-marins que ceux-là rejetaient la faute, devant eux-mêmes et devant le monde, qui, à cause de Wilson, n'eurent pas le courage de faire la guerre sous-marine ¹. C'est surtout grâce à ce bruit partout colporté que les diplomates et les politiciens gouvernementaux ont empêché la guerre sous-marine d'être engagée à temps, qu'ils ont remplacé une action rapide et vigoureuse, et par là plus humaine, par une action languissante, qui trahissait la faiblesse et la mauvaise conscience, et qui a scellé notre malheur ².

En vérité, nos sous-marins de 1916, suivant ma prévision de février 1916, pouvaient faire bien plus que ceux de 1917. Ce qui importe dans la guerre sous-marine, ce n'est pas le nombre des sous-marins, mais uniquement le tonnage coulé. Cette vérité était trop simple pour la sagesse de nos politiciens. Le rendement des sous-marins diminuait en proportion des mesures défensives des adversaires. Ces mesures demandaient des années ; nous avons accordé celles-ci à nos ennemis. Notre guerre sous-marine ne pouvait être gagnée que dans un certain délai ; ce délai, nous l'avons laissé passer par suite de notre crainte de Wilson ou de notre espoir en lui. Les chiffres émouvants qui confirment ce fait n'ont pas pu être publiés pendant la guerre, ce dont les adversaires de la guerre sous-marine ont tiré parti pour masquer la vérité. Parmi toutes les preuves, je ne veux

1. Sur la construction des sous-marins avant la guerre, cf. Appendice technique.

2. Les partis de gauche du Reichstag portent une si lourde part de faute dans le retard de la guerre sous-marine que c'est pour moi un devoir de justice de mentionner que quelques hommes bien trempés appartenant à la socialdémocratie ont, au début de 1916, complètement partagé mon point de vue, sans pouvoir le faire prévaloir.

citer qu'un fait. En janvier 1916, avec une guerre sous-marine restreinte, c'est-à-dire insuffisante, le tonnage coulé était de 17.000 tonnes par sous-marin et par sortie. Or, l'expérience de 1916 a montré que la guerre sous-marine sans restrictions donnait au moins trois fois plus de résultats que la guerre sous-marine avec restrictions. *On aurait donc obtenu alors certainement 51.000 tonnes par sous-marin et par sortie. Dans l'été de 1917, le résultat ne fut que de 14.000 tonnes ; dans l'automne de 1917, il tomba à 9.000 tonnes !* Nous avions, au printemps de 1916, à compter, pour l'année budgétaire qui commençait, sur 205 sous-marins, qui se trouvaient en service, en construction ou à l'essai, dont 147 en construction devaient être livrés avant la fin de l'année budgétaire ¹.

Qu'on calcule d'après ces chiffres le résultat qu'aurait dû avoir une guerre sous-marine véritable en 1916. On verra que les Anglais ont raison en disant qu'ils auraient alors perdu la guerre si nous avions eu le courage de la gagner. Si l'on feuillette les livres de bord de 1916, on voit avec quelle amertume les commandants de sous-marins étaient obligés de laisser passer sous leurs yeux de grands et nombreux navires qu'ils auraient coulés sans peine. Chaque sortie aurait pu alors donner un résultat de cinq à six fois supérieur à celui de l'année suivante.

Voici, à titre d'exemple, le rapport du capitaine de vaisseau Steinbrink, un commandant de sous-marin particulièrement remarquable, qui fut chargé de vérifier s'il était possible d'arriver à un résultat en se conformant aux dispositions édictées en 1916 pour la guerre sous-marine :

Journal du commandant, juillet-août 1916.

Par suite du temps très défavorable pour l'attaque à la torpille, nous n'avons pu séjourner devant l'estuaire de la Seine que pendant 4 jours, tant que le vent et l'état de la mer permettaient de ne pas être vus. Pendant ce temps, la circulation des vapeurs se

1. Je ne reviens pas sur les bruits curieux, mais tout à fait caractéristiques de la situation d'alors, d'après lesquels j'aurais fait indiquer des chiffres faux à la commission du budget du Bundesrat. Les déclarations officielles et les tribunaux en ont fait justice, après, il est vrai, qu'ils eurent servi à la campagne politique menée contre moi.

dirigeant vers le fleuve a été surveillée jour et nuit jusqu'à trois à huit milles (une à deux lieues) de distance du point principal de direction ; nous nous sommes portés vers chaque vapeur accessible, afin de pouvoir le reconnaître du plus près possible. Nous avons exécuté au total 41 de ces mouvements de jour, jusqu'à portée de torpille mais sans tirer. Aucun des vapeurs ne présentait les signes distinctifs des navires marchands ; rien d'ailleurs n'indiquait de façon nette qu'il s'agit de navires marchands. Par contre, au point du jour, il a été observé en tout six vapeurs de 1.500 à 3.000 tonnes dont les feux étaient éteints (trois du type « Bollier », trois cargos) ; ils étaient peints en noir, le haut aussi était grisâtre et ils naviguaient sans pavillon. Chaque vapeur était accompagné par un destroyer dont les feux étaient éteints, ou bien par un ou deux chalutiers armés. Je suis convaincu que ces vapeurs transportaient soit des troupes, soit un important matériel de guerre. Mais, comme mon opinion n'était confirmée par aucun des indices prescrits par nos instructions (troupes en grand nombre, matériel d'artillerie ou de parc, artillerie en position sur le pont), il ne m'était également pas permis d'attaquer.

Dans les conditions qu'un sous-marin doit observer actuellement pour attaquer un navire marchand, il est impossible de rien faire ; le jeu ne vaut pas les fatigues de l'équipage et les risques malgré tout assez considérables, étant donné la réaction adverse.

Le chef de la flottille des sous-marins fait suivre de l'avis suivant cet extrait du journal de guerre :

Le but de l'expédition était de voir si, avec les dispositions actuellement en vigueur, c'est-à-dire en se conformant absolument aux règles de la guerre de prise et en ne torpillant sans avertissement que les navires indubitablement reconnus comme transports militaires, il est possible de nuire aux transports destinés à l'armée anglaise en France, ce que je considère actuellement comme la tâche la plus importante pour la marine.

La réponse ne peut être que la suivante :

Il est inutile, dans de telles conditions, de poster des sous-marins sur les routes commerciales... On renoncera donc provisoirement à des entreprises de ce genre, tant que les instructions pour la conduite de la guerre sous-marine ne permettront pas de torpiller sans avertissement les navires naviguant entre l'Angleterre et la France, à l'exception des navires-hôpitaux.

On essaiera de continuer à opérer suivant les règles de la guerre de prise dans la partie Ouest de la Manche, malgré le danger

que l'émersion fait courir aux sous-marins. On ne discutera pas cette décision, puisque c'est là actuellement le seul moyen de nuire à l'ennemi.

Ce résultat de l'expédition était à prévoir ; mais j'ai cru qu'il y avait intérêt à faire la démonstration par les faits.

On voit clairement quelle influence considérable nos sous-marins auraient pu exercer sur la bataille de la Somme. Aucun de ceux qui s'élevaient au-dessus de ces questions particulières, et avaient pleinement conscience que cette guerre décidait de l'existence du peuple allemand, ne pouvait lire de tels rapports sans être profondément ému de l'usage lamentable que l'on faisait de notre meilleure arme.

Notre attitude du printemps de 1918 disait au monde entier, quelques diplomates et quelques démocrates exceptés : l'Allemagne sombre.

7

Je ne puis que brièvement esquisser les événements qui ont conduit à la déclaration de la guerre sous-marine à outrance le 1^{er} février 1917, n'y ayant eu moi-même aucune part. Autant que je sois renseigné, ils sont caractéristiques des méthodes incohérentes de gouvernement de Bethmann. S'il est vrai que, précisément vers la fin de 1916, des négociations étaient en cours entre Bethmann et Wilson qui nous promettaient une paix acceptable ou sur lesquelles Bethmann du moins fondait des espoirs, il est inconcevable qu'on ait choisi ce moment pour faire éclater la guerre sous-marine. Les autorités militaires, me semble-t-il, si elles avaient été suffisamment informées de ces négociations par le gouvernement, ne se seraient pas refusées à attendre le résultat des pourparlers diplomatiques. Dans l'automne de 1916, le Commandement suprême, ayant cru, à la suite de l'offensive roumaine (sur la foi de renseignements inexacts donnés par le chancelier et par l'ambassadeur von Kühlmann), à un sérieux danger de guerre avec la Hollande, avait accepté de différer pendant quelque temps la guerre sous-marine. Après la défaite de la Roumanie, la situation se modifia. Le Comman-

dement suprême devait douter que nous pussions tenir pendant un autre hiver (1917-1918). Or, le chef de l'État-Major de la Marine, von Holtzendorff, croyant pouvoir promettre que six mois de guerre sous-marine amèneraient l'Angleterre à composition, le désir d'arriver à une possibilité de paix avant août 1917 suggéra donc la date de février 1917. Ce calcul n'avait toutefois qu'une valeur limitée, et il ne fallait pas en faire un dogme. Mon opinion, comme je l'ai déjà dit, est que, si on avait accordé aux différents départements de jeter un regard sur l'ensemble de la situation politique, personne ne se serait cramponné à ses calculs particuliers. Le vieux défaut de notre système de gouvernement, qui refusait aux différents départements toute part dans la direction générale des affaires et ne portait pas à leur connaissance des faits de première importance, semble donc, si mes impressions sont justes, avoir été ici encore le coupable, de ce que la déclaration de la guerre sous-marine ait interrompu des négociations diplomatiques en cours.

S'il est vrai en outre que Wilson se soit senti offensé par cette brusquerie et moins confiant vis-à-vis de la politique allemande, le fait peut servir de pendant à la méthode brusquée de juillet 1914 et à la proclamation de l'autonomie polonaise qui fut « un soufflet sur le visage du tsar ». Or la répétition de procédés pareils à ce stade de la guerre équivalait presque à la ruine définitive de notre crédit international. C'est moins notre diplomatie que le peuple allemand dans son ensemble et la monarchie des Hohenzollern, en particulier, qui en ont subi les conséquences.

L'événement paraîtrait encore plus inconcevable s'il était vrai que le chancelier eût désapprouvé la guerre sous-marine, même lorsque la décision en fut prise, et qu'il se fût incliné devant le vote de la majorité. On ne comprend pas, aujourd'hui encore, que Bethmann n'ait pas offert sa démission, et que l'Empereur ne l'ait pas laissé partir pour le remplacer par un chancelier qui crût à la guerre sous-marine.

Et, dernier trait énigmatique chez cet homme sans caractère, dangereux malgré toute son habileté, Bethmann racontait partout au Reichstäg, contrairement à sa conviction intime, que maintenant le moment était arrivé où, du point de vue

technique comme du point de vue politique, la guerre sous-marine à outrance promettait le succès. Je le demande en passant, quelle présomption n'y avait-il pas à soutenir ce point de vue contre l'avis exprimé au printemps de 1916 par le ministère de la Marine, l'État-Major de la Marine, la flotte de haute mer, le corps de la marine et le Commandement suprême, quand bien même le chef de l'État-Major de la Marine se serait, vers la fin de 1916, quelque peu rapproché de la manière de voir de Bethmann ?

Quoi qu'il en soit, ce fut un malheur que la guerre sous-marine ait été dirigée par un homme d'État qui, au fond, lui était hostile, et qui, après l'avoir longtemps empêchée, la paralysa encore, même dans ce dernier stade. En 1916, on eût pu à la rigueur prendre son parti de quelques accrocs faits à la guerre sous-marine par des mesures d'exception au bénéfice de certains neutres. Mais, en 1917, il était trop tard pour en user ainsi. Si tous nos espoirs étaient mis sur cette unique carte, la première obligation était de mettre en œuvre toutes nos ressources militaires et politiques, toutes nos ressources en hommes et toutes nos ressources techniques, pour en assurer le succès. La marine devait faire passer à l'arrière-plan toutes les autres préoccupations, affecter tous les hommes et tous les moyens disponibles à la construction des sous-marins et des moteurs. Il fallait que l'armée donnât les ouvriers, que la politique se fît l'auxiliaire du commandement, que la diplomatie ne restât pas à l'écart mais se vouât de tout cœur à l'œuvre commune. Au lieu de cela, on fit en faveur de certaines puissances européennes neutres des exceptions qui diminuèrent le rendement de la guerre sous-marine ; au point de vue technique et militaire, la guerre sous-marine ne bénéficia pas non plus de cette concentration intense de toutes les forces qui seule, à ce stade avancé, aurait pu encore lui donner la force d'action nécessaire. Le défaut cardinal de toute notre direction de la guerre, le manque d'une unité et d'une fermeté susceptibles de rivaliser avec la ténacité anglaise, persista tant que Bethmann et les siens restèrent au pouvoir.

Le gouvernement assumait donc la responsabilité d'une guerre

sous-marine en laquelle il n'avait guère foi et dont il compromettrait par là le résultat. Mais, d'autre part, les chances de la guerre sous-marine avaient en réalité considérablement diminué depuis 1916. Jusqu'au jour où j'ai quitté le ministère de la Marine, on a construit autant de sous-marins qu'il était possible d'en construire. J'ai visité à trois reprises tous les chantiers et j'ai inspecté moi-même toutes les cales de construction pour voir s'il était possible d'arriver à un rendement supérieur¹.

J'ignore si, après mon départ, on a continué à pousser la construction des sous-marins avec toute l'énergie nécessaire. Mais le fait décisif fut l'accroissement des mesures défensives ennemies, accroissement qui dépassa toutes les prévisions, même les plus pessimistes. L'Angleterre était entrée en guerre sans être prémunie contre le danger sous-marin. Dès qu'elle reconnut le caractère mortel de ce danger, elle se mit fiévreusement au travail, aidée par la secourable Amérique, pour créer des engins de protection dont la puissance ne se fit pas sentir encore en 1916, mais bien en 1917. L'Entente avait sur nous la supériorité des ressources industrielles, de sorte que la défensive fit des progrès plus rapides que le nombre de nos sous-marins. Il arriva, en février 1918, que nous perdîmes, par moments, plus de sous-marins que nous n'en construisions.

D'une façon générale, sans doute, on pouvait prévoir ces mesures défensives dont voici quelques-unes des plus importantes : transformation de navires marchands en vaisseaux de guerre au moyen de 15.000 pièces d'artillerie servies par un personnel expérimenté, surveillance méthodique des mers au moyen d'avions, de dirigeables et de navires, emploi géné-

1. Je mentionne seulement en passant que la guerre sous-marine, si elle avait été entreprise en 1916, n'aurait probablement pas permis à la flotte britannique de haute mer de se tenir cachée de façon aussi constante à Scapa-Flow après la bataille du Skagerrack. Je voudrais mentionner encore qu'au cours d'une conférence, au début de 1916, j'ai demandé qu'on donnât aux capitaines des navires de commerce allemands qui se trouvaient dans les ports de l'Amérique, ou ailleurs, l'ordre de sortir pour couler en mer leurs navires ou les rendre inutilisables. On n'aurait pas pu le leur interdire, puisqu'il ne s'agissait pas de navires de guerre. Ballin exprima un avis contraire : Les capitaines, dit-il, seraient pendus par les Américains (ce qui était une impossibilité), et c'était pour nous la perte définitive de nos beaux navires. Le résultat a été que précisément ces navires à grande vitesse nous ont, en 1917-1918, causé le plus grand tort en servant au transport de troupes américaines.

ralisé d'appareils de repérage au son, création de chasseurs de sous-marins, de pièges à sous-marins, de bombes spéciales, d'obstacles de nature défensive tels que filets, mines ; en outre, mesures indirectes, telles que triplement des chantiers américains, construction fiévreuse de navires marchands, accumulation de stocks, monopole et utilisation rationnelle du tonnage, création et développement des convois escortés, ce qui d'ailleurs demanda des années et représenta un énorme effort d'organisation de la part des Anglais, enfin une pression sans cesse croissante sur les neutres, qui aboutit finalement au rapt de leur tonnage.

L'effet de ces mesures fut la diminution de la valeur du sous-marin : comme il a été dit plus haut, le rendement de chaque unité ne fut plus que le cinquième du rendement antérieur. Qu'on se représente seulement que des milliers de chasseurs de sous-marins construits peu à peu entrèrent finalement en action contre nous.

Nos sous-marins pouvaient encore, en février 1916, faire autant de carnage parmi les navires marchands ennemis que des loups dans une bergerie ; plus tard, au contraire, ils furent obligés de soutenir de véritables combats. L'œuvre de destruction était devenue une lutte périlleuse et coûteuse.

Mais, dira-t-on, la guerre sous-marine commencée au printemps de 1916 au lieu de 1917 n'eût-elle pas amené un an plus tôt sur le continent ces cohortes de soldats américains qui, en 1918, ont définitivement compromis notre situation sur le front occidental ?

Je fais abstraction du fait que le Commandement suprême a été surpris, comme nous tous, par l'énormité de ces contingents américains : il a laissé à l'Est, employés à des travaux d'ordre économique malgré tout secondaires, un million de soldats qui auraient pu fournir autant de combattants pour notre front Ouest, qui était loin d'être trop garni. Je me contenterai de faire remarquer qu'au printemps de 1916 l'envoi de troupes par l'Amérique semblait beaucoup moins vraisemblable qu'un an plus tard. D'une part, l'efficacité plus grande de la guerre sous-marine contre le tonnage ennemi en 1916 eût imposé

d'étroites limites à l'accroissement des forces militaires américaines. D'autre part, l'opinion américaine n'était pas encore mûre pour l'entrée en guerre contre nous.

En février-mars 1916, l'énorme majorité des assemblées élues américaines demandait, contrairement à l'avis de Wilson, que l'on déconseillât aux Américains de s'embarquer sur des navires armés appartenant à des belligérants, et insistait, autant du moins qu'elle pouvait le faire sans désavouer formellement le président. Il en fut de même au Sénat de Washington. On n'en était pas encore non plus à considérer comme légitimes des procédés condamnés par le droit maritime en vigueur, tels que l'armement des navires marchands et leur emploi contre la marine de guerre. Comme le gouvernement allemand ne me communiquait pas les dossiers d'ordre politique, c'est aujourd'hui seulement que j'ai pu, mieux qu'au printemps de 1916, me convaincre que Wilson, surtout avant sa réélection, n'aurait pas été en mesure de nous déclarer la guerre. C'est la peur que nous avons eue de cet épouvantail, peur entretenue par de mauvaises raisons, telles que l'importance de la moisson roumaine, les égards dus au comité américain de secours pour la Belgique, etc., qui, en nous amenant à mettre les pouces devant Wilson, a fait de l'épouvantail un danger véritable pour 1917. Les grands débats du Congrès et du Sénat en février-mars 1916 avaient, selon une formule du sénateur Hale, donné à Wilson un avertissement dans le sens de la paix, avertissement d'une netteté telle que jamais Congrès n'en avait donné encore d'aussi grave à un président américain. Mais le succès de la fameuse note comminatoire du matador Wilson lui conféra une autorité que rarement avant lui un président eût connue, et il entraîna naturellement un revirement complet de l'opinion américaine dans la question des sous-marins.

Notre ministre von Hintze, qui traversait alors l'Amérique revenant de Pékin, estime que la fameuse dépêche mexicaine de Zimmermann a été pour Wilson un secours décisif dans ses desseins belliqueux contre nous. Ballin, qui connaissait ma manière de voir, m'écrivait le 19 juillet 1917 qu'il avait toujours répondu aux nombreuses questions qu'on lui posait,

que la guerre sous-marine, telle qu'elle était menée à ce moment, ne « réalisait nullement la conception de Tirpitz » ; et il ajoutait :

J'ai déjà, l'hiver dernier, déclaré par lettre et verbalement que, si Votre Excellence était restée au gouvernail, elle n'aurait pas entrepris la guerre sous-marine à outrance à l'heure où elle le fut. Je ne crois pas encore me tromper en disant que, si vous aviez été en fonction lorsque Wilson, après avoir été mené par nous par le bout du nez, après avoir vu son ambition de rétablir la paix contrecarrée par nos manœuvres, eut été finalement mis dans une situation impossible par notre dépêche mexicaine, vous eussiez certainement beaucoup réfléchi à l'opportunité politique et militaire de la déclaration de la guerre sous-marine à outrance avant d'avoir donné à Wilson l'occasion de se tirer honorablement de l'affaire.

Wilson, à mon avis, — et cet avis est celui non seulement du comte Bernstorff, du prince Hatzfeld, du conseiller Albert, mais encore de tous les gens qui se trouvaient là-bas au moment de la déclaration de guerre, — n'aurait jamais pu nous déclarer la guerre si la dépêche mexicaine et de nombreuses autres fautes de notre part n'avaient indisposé contre nous la population de l'Ouest et du Sud des États-Unis qui étaient tout à fait germanophiles.

Quant à ce que signifie l'entrée en guerre de l'Amérique contre nous aux côtés de l'Entente, je n'ai pas besoin de vous le dire. »

Le sens de ma réponse, en date du 23 juillet 1917, est caractérisé par les phrases suivantes :

Dans mon télégramme à M. Bassermann et à Son Excellence Spahn, j'ai voulu exprimer ma conviction que la déclaration qu'on devait faire au Reichstag serait une grave erreur aussi bien au point de vue intérieur qu'au point de vue extérieur. Même si on était d'avis que nous dussions, par l'abandon de la guerre sous-marine, arriver à un accord aussi rapide que possible avec Wilson, ce n'en serait pas moins une maladresse que d'amoindrir à ce moment aux yeux du monde entier la valeur de la guerre sous-marine et de mendier la paix.

Comme vous savez, j'ai été surpris, le 4 février 1915, tant par le mode que par le moment choisi pour la déclaration de la guerre sous-marine, d'autant plus que, le 27 janvier encore, nous étions d'accord avec le chancelier pour la différer provisoirement. Mais, une fois la décision militaire prise et annoncée en outre à grand

fracas, il nous fallait tenir bon. Nos concessions incessantes et parfois dénuées de dignité devant les bourrades de Wilson ont en réalité provoqué celles-ci. Ce que nous avions à faire, et nous pouvions le faire sans danger, c'était de passer à une offensive de protestations contre les inobservances inouïes de la neutralité par Wilson. Nous n'aurions jamais dû accepter la note comminatoire de Wilson, et cela pour des raisons tout à fait concrètes. Je laisse de côté la manière maladroite et peu heureuse dont nous avons, diplomatiquement, mené l'affaire du *Sussex*. Le fait essentiel, que les débats de l'époque au Sénat et au Congrès de Washington attestent suffisamment, c'est que, au printemps de 1916, les États-Unis ne nous auraient pas déclaré la guerre. C'est alors qu'il aurait fallu engager la guerre sous-marine sous sa forme rigoureuse ; nous pouvions encore, avec nos alliés, faire entrer en jeu des ressources économiques assez considérables. Wilson n'était pas encore réélu et n'était pas en mesure de déclarer la guerre. La guerre sous-marine ne peut donner toute son efficacité qu'avec le temps ; ce temps, nous l'avions encore à notre disposition, et nous étions par suite en mesure de faire même à la navigation neutre des concessions plus larges que celles que les autorités responsables considérèrent plus tard comme possibles. C'est que, au 1^{er} février de cette année, nous étions en fait bien près de l'abîme. Une autre considération devait intervenir aussi : celle des mesures défensives auxquelles ont eu recours les Anglais. Vous parlez vous-même dans votre lettre des convois escortés ; mais, pour que les convois escortés fussent vraiment utiles, il fallait créer un grand nombre de chasseurs de sous-marins. Nous avons laissé aux Anglais le temps nécessaire pour le faire, de même que pour armer de façon efficace l'ensemble de leur flotte de commerce et pour prendre toute une série d'autres mesures de défense. Il n'était naturellement pas possible de prévoir au juste à quel point ces mesures défensives compenseraient l'augmentation du nombre de nos sous-marins. Mais quiconque a l'habitude de problèmes techniques de cet ordre sait qu'on peut toujours arriver à pareille compensation. Au point de vue économique, politique et militaire, ce fut donc une faute que de différer l'utilisation énergique des sous-marins. Si j'ai eu cette conviction, c'est précisément que je n'ai jamais, vous l'avez très bien senti, considéré comme négligeable l'intervention de l'Amérique dans la guerre. Je sais très bien que vous avez émis une opinion suivant laquelle j'aurais négligé les sous-marins en faveur de la construction des dreadnoughts. Je suis certain que vous faites erreur : lorsque la guerre a éclaté, nous étions au premier rang en fait de sous-marins. Il est vrai que nous ne faisons pas étalage de notre supériorité. D'ailleurs, l'utilisation

des sous-marins à grandes distances ne pouvait que suivre les progrès des moteurs ; des moteurs d'automobile ne suffisaient pas.

En ce qui concerne l'efficacité de la guerre sous-marine sous sa forme actuelle et la question de savoir si on doit la continuer, il est exact que j'aurais choisi une autre forme et que je considère les chances comme considérablement diminuées par le retard subi ; mais cela ne m'empêche pas d'être fermement convaincu que, maintenant, la guerre sous-marine ayant été déclarée en février, il ne nous reste qu'à la poursuivre avec l'énergie la plus tenace jusqu'à ce que l'Angleterre soit contrainte à faire une paix qui garantisse notre relèvement économique et notre situation mondiale.

Je crois d'ailleurs que nous pouvons encore arriver à ce résultat par la lutte contre le tonnage ennemi, quoique bien plus lentement et bien plus difficilement qu'auparavant. Mais nous n'y arriverons que par une énergie que rien ne détournera ni n'affaiblira, et par une politique qui complète intelligemment notre effort militaire.

Pourtant, même si l'Amérique avait dû agir en 1916 comme elle le fit en 1917, il aurait encore mieux valu que son intervention se produisît un an plus tôt, tant nous restions encore forts, nous et nos alliés. Il est certain que l'Amérique n'aurait jamais toléré une défaite absolue de l'Angleterre. Mais la guerre sous-marine engagée en 1916 aurait atteint un résultat : empêcher la défaite absolue de l'Allemagne. A en juger par l'ensemble des expériences faites alors et plus tard, la guerre sous-marine en 1916 aurait eu un rendement mensuel d'au moins 700.000 tonnes au début, et vraisemblablement de 100.000 tonnes dans la suite ; des commandants expérimentés de sous-marins ont fait des estimations supérieures dont je ne veux pas tenir compte. On serait en tout cas parvenu à amoindrir suffisamment la situation économique mondiale et la force militaire de l'Angleterre, sans parler des conséquences politiques d'ordre général, pour dégager considérablement notre front occidental ¹ et pour limiter dans une large mesure les effets de l'effort militaire américain. D'autre part, l'Entente n'aurait pas pu bénéficier un an auparavant du supplément de tonnage que lui a apporté l'année 1917, les nouveaux chantiers n'étant pas encore ouverts.

1. Cf. page 435 sqq.

Il serait ridicule certes de nier que l'opinion que je m'étais formée au printemps de 1916 sur la guerre sous-marine contenait des éléments d'incertitude qui pouvaient bien faire que le résultat final espéré ne se produisît qu'avec un retard sensible. Mais il n'en reste pas moins vrai que notre expérience d'alors était déjà suffisante pour nous convaincre que, plus la guerre durait, plus l'Amérique devenait pour nous dangereuse. Le danger américain était déjà plus grand en 1916 qu'en 1915. C'était à nous de tirer de ce mouvement accéléré les conclusions nécessaires.

8

Long et triste chapitre que celui de la guerre sous-marine ! Notre régime politique dans les dernières années était si misérable qu'il ne pouvait engendrer que confusion et incohérence.

La déclaration de blocus par laquelle débuta la guerre sous-marine était prématurée, mal venue, mal conçue, et avait été faite à la face du monde avec un fracas inutile. On eut ensuite le tort de ne pas tenir bon et même de manifester sans cesse de la faiblesse et de la peur. On mit les pouces devant Wilson et on contribua par là à accroître sa puissance en Amérique. Nos airs de mauvaise conscience firent le jeu des assertions anglaises sur l'immoralité de la guerre sous-marine. Notre attitude déplacée rendit plus difficile et plus dangereuse la reprise des opérations sous-marines. Car, après que nous avions si longtemps renoncé à ce qui était notre bon droit, elles prenaient, même à nos propres yeux, un caractère inhumain. Pendant ce temps, pas un chat ne s'indignait des actes bien plus inhumains que commettait la Grande-Bretagne. C'est que l'Angleterre nous distance de bien des longueurs non seulement en fait de résolution, de cruauté, de dénigrement cynique de l'adversaire, mais aussi en fait d'habileté à faire adopter son propre point de vue par ses adversaires eux-mêmes. Le peuple allemand, dans son immense crédulité dès qu'il s'agit de l'étranger, fut troublé par nos hésitations, et il supporta patiemment, comme une chose voulue par l'ordre divin, le blocus de la faim que lui

infligeait l'Angleterre, et qui, dans une nation jusque-là si prospère, répandait la banqueroute et le désordre, la phtisie et la misère dont on meurt. Et dire qu'on avait l'audace de décrier comme cruelle et immorale la guerre sous-marine qui, elle, s'en prenait aux cargaisons ennemies et ne faisait qu'un petit nombre de victimes ! L'ensemble des pertes de vies humaines du fait de la guerre sous-marine n'a même pas atteint le chiffre de nos pertes d'une seule journée sur le front occidental ou celui des pertes quotidiennes que nous a fait subir, après l'armistice, le maintien inhumain du blocus. L'hypocrisie anglo-saxonne et la naïveté allemande ne connaissent pas de bornes !

Les ordres donnés aux commandants de sous-marins constituent une série de faux départs, d'entraves et de contradictions. Ils nous ont coûté du meilleur sang allemand et ravi la victoire finale. La guerre sous-marine a été perdue parce que l'Allemagne n'a pas appliqué avec rigueur le principe qui commandait d'employer sans égards et jusqu'au bout tous les moyens légitimes dont nous pouvions disposer pour la guerre navale.

Si on ne voulait pas de cette rigueur, il n'y avait qu'à accepter la défaite dès le printemps de 1916. Mieux aurait valu à ce moment que plus tard. L'armée et la diplomatie étaient impuissantes à empêcher la défaite. Donc, il était criminel de ne pas mettre un terme à la guerre contre l'Angleterre. Le temps travaillait contre nous. Pour un temps encore, mais pour peu de temps, la marine avait à sa disposition un moyen qui permettait d'atteindre l'Angleterre dans ses œuvres vives. La seule question à se poser était : voulons-nous le risquer, dût l'Amérique nous assaillir ? Si nous ne voulions pas, nous nous affaiblissions de plus en plus jusqu'au jour de l'effondrement. Si oui, alors il n'y avait pas un mois à perdre. La question à trancher était simple. Il n'y avait pas à l'esquiver en minaudant. Compter contre l'Angleterre sur la médiation de l'Amérique, c'était perdre son temps. La situation m'apparaissait telle, et l'événement a montré que j'avais raison.

La déclaration du 8 février 1916, suivant laquelle nous devons finalement attaquer les navires de commerce armés, était un enfantillage, un trompe-l'œil pour le pays. Plus tard, dans l'af-

faire du *Sussex*, un torpillage qui était légitime fut d'abord nié, puis désapprouvé. Au lieu de se résoudre enfin, après ce nouvel acte de soumission envers Wilson, à jouer franc jeu, on eut recours à une nouvelle demi-mesure, dans l'automne de 1916, par-dessus la tête de Hindenburg et de Scheer : à la guerre de course au moyen des sous-marins. Puis vint l'imbroglio de la guerre sous-marine à outrance et d'offres de paix vers la fin de 1916 et le début de 1917. En fin de compte, la guerre sous-marine à outrance, qui, un an plus tôt, serait apparue comme une manifestation de force et de confiance en la victoire, fut entreprise comme un acte de désespoir, avec un demi-courage et un prestige déjà brisé. Et nous dûmes alors assister à l'histoire navrante des accrocs qui y furent faits pour des raisons politiques, des négligences dans le domaine des constructions, des erreurs stratégiques, tout cela sous un chef politique qui, en lui-même, ne croyait pas au succès.

Si, en Allemagne, on avait pu prévoir la révolution russe, peut-être n'aurions-nous pas eu besoin, en 1917, de considérer la guerre sous-marine comme l'ultime ressource. Mais, en janvier 1917, aucun signe extérieur n'annonçait cette révolution. D'autre part, les dirigeants allemands eux-mêmes n'ont sans doute pas été sans entrevoir l'effet effroyable des fautes diplomatiques de notre politique vis-à-vis de Wilson, depuis la note sur le *Sussex* notamment jusqu'à la dépêche mexicaine ; fautes qui, seules, provoquèrent l'impétuosité surprenante avec laquelle le peuple américain s'est laissé entraîner dans une guerre où ses intérêts étaient si peu en cause.

Il m'est difficile de dire si, homme d'État responsable, connaissant tous les détails qu'on pouvait alors connaître, j'eusse encore, au début de 1917, engagé la guerre sous-marine. A vrai dire, dans l'impasse où nous nous trouvions, il ne nous restait guère d'autre issue pour essayer d'échapper à la ruine complète. La guerre sous-marine avait déjà perdu de son efficacité en raison des périls plus grands qu'elle comportait. Dans ma situation de simple particulier à qui manquaient les éléments d'appréciation, j'avais le sentiment qu'il était bien tard ; mais je ne pouvais que m'en rapporter aux milieux officiels et à leur conviction

qu'on devait et pouvait encore déclencher cette guerre¹. Et, en fait, si nous avions alors concentré toutes nos forces sans exception sur cet objectif qui était notre dernière chance, comme l'Angleterre venait de le faire pour se défendre contre les sous-marins ; si nous avions, au lieu de les énerver, trempé les forces morales de notre peuple pour qu'il tînt jusqu'au bout : alors peut-être serions-nous encore arrivés, non point sans doute à la victoire que nous eût donnée une guerre sous-marine engagée en temps voulu (1916), mais à une paix acceptable. A la fin de l'été de 1918, le commandement suprême des forces navales avait la conviction que, malgré les difficultés accrues, les sous-marins faisaient néanmoins à l'Angleterre assez de mal pour que l'on pût compter sur des dispositions bien plus conciliantes de sa part au printemps de 1919. La guerre sous-marine a été sacrifiée en octobre 1918, au moment le plus inopportun, juste au moment où le nombre sensiblement accru des sous-marins en service lui donnait un regain d'activité. Tous les organes de la marine avaient une confiance si ferme dans les résultats de cette rude et dangereuse besogne, à laquelle ils avaient consacré le meilleur de leurs forces, que l'arrêt subit de la guerre sous-marine, avant même la conclusion d'un armistice devant être aussitôt suivi des préliminaires de paix, eut sur toute la flotte un effet moral désastreux. Les équipages eurent le sentiment d'avoir été trompés, lorsqu'ils virent que subitement, à la demande de Wilson, notre gouvernement désavouait la forme de guerre qui, à cette date, était de beaucoup la plus importante. Ce sentiment de déception et de découragement est une des

1. N'ayant pas à ma disposition les pièces officielles, je n'étais pas suffisamment informé pour attacher une valeur irréfutable à mon sentiment instinctif qui me faisait craindre qu'il ne fût, en 1917, dangereusement tard pour la guerre sous-marine. Le gouvernement considérait la guerre sous-marine comme nécessaire, au moins comme dernier moyen dans une lutte désespérée ; même ceux qui avaient été jusqu'ici les adversaires de cette guerre, changeant complètement d'avis, proclamaient qu'ils fondaient sur elle les plus grands espoirs. Mon attitude était donc toute tracée. Il est vrai que, dans l'intimité, je n'ai pas pu taire les craintes que m'inspirait ce dernier moyen de salut, efficace peut-être encore malgré tout. Je me rappelle qu'au cours d'une promenade au « Tiergarten », en février 1917, un député connu se précipita vers moi pour me féliciter de la reprise de la guerre sous-marine ; l'inquiétude que trahissait ma réponse le laissa tout interdit. Ayant appris qu'on avait pu lire jusque dans le *Times*, en mai 1917, que je m'étais exprimé avec pessimisme sur la guerre sous-marine, commencée trop tard, je devins de plus en plus réservé dans l'expression de mes craintes.

raisons qui ont ébranlé la confiance de nos marins dans leurs chefs.

Nous avons été bien près d'arriver à une bonne paix. Ce n'est pas la faute de nos forces de terre et de mer si nous ne l'avons pas eue. Il est vrai que l'armée, au moment où Hindenburg et Ludendorff furent enfin appelés au commandement, n'était plus en mesure de nous la donner. Mais la marine aurait pu, par deux fois, nous amener à portée de main une paix acceptable : dans l'automne de 1914, grâce à la flotte ; au printemps de 1916, avec plus de chances encore, grâce aux sous-marins. Il est terrifiant de penser que notre situation actuelle pouvait être évitée, non seulement du point de vue politique mais même du point de vue militaire.

CONCLUSION

1

Le peuple allemand n'a pas compris la mer. A l'heure où se jouaient ses destinées, il n'a pas tiré parti de sa flotte. Tout ce que je puis encore faire pour elle, à présent, c'est de lui élever un monument funéraire. Rien de plus tragique que le sort du peuple allemand qui, après s'être élevé rapidement au rang de grande puissance mondiale, en descend plus rapidement encore, trahi par la mesquinerie qui a caractérisé alors sa politique et par son manque de sens national !

Si l'on considère l'histoire tragique de notre flotte, qui ne peut être séparée de celle de notre peuple, on pourrait être amené à conclure que n'importe quelle tentative destinée à assurer à un État européen une importance maritime égale à celle de l'Angleterre était d'avance vouée à l'insuccès. Je crois qu'une étude approfondie et impartiale de l'histoire aboutira à une conclusion différente.

L'Espagne tenait le monde en son pouvoir, lorsque les Anglais entrant en lutte contre la « flotte d'argent » — *westward ho !* —, de peuple agriculteur devinrent peuple de pirates et finirent par anéantir la grande Armada. L'Espagne eut beau faire des conquêtes militaires et conserver un certain temps des colonies transatlantiques, comme elle n'avait ni commerce, ni industrie, elle ne put remplir la seconde condition d'une grandeur maritime durable.

La Hollande possédait un commerce opulent qui excitait les convoitises de l'Angleterre. Elle disposait aussi d'une puissante flotte de guerre, qui jadis, sous de Ruyter, en braquant son artillerie sur Londres, lui avait imposé une paix équitable. Mais la Hollande était un petit pays dépourvu d'« hinterland ».

Tandis que l'Allemagne était décimée par la guerre de Trente Ans, Louis XIV commit la grande faute historique de tirer dans le dos de son alliée naturelle, la Hollande. Peut-être n'eût-il pas été impossible aux Hollandais de se maintenir jusqu'au moment où les Allemands auraient pu être pour eux de nouveaux alliés ! Malheureusement, les « mynheers » d'Amsterdam tenaient trop à leurs revenus annuels et ils vivaient trop confinés dans la société de leurs sacs de poivre. Malgré les pressantes instances de leur amiral, ils laissèrent leur flotte déchoir en temps de paix et provoquèrent la décadence de leur pays.

L'accession de la France au rang de puissance maritime, parce qu'elle suivait les fluctuations de la situation intérieure, se fit de façon irrégulière. La voie dans laquelle Richelieu et Colbert s'étaient engagés fut à différentes reprises abandonnée. Et néanmoins, à la veille de la Révolution, la France était, sur mer, l'égale de l'Angleterre. Elle joua un rôle primordial dans la lutte où Washington conquist la liberté. Suffren avait tenu en respect les Anglais dans l'Inde, et la majeure partie de la Méditerranée était française. La Révolution abolit le corps des officiers de marine et laissa croupir dans l'abandon les bâtiments et le personnel. Napoléon put ensuite constater que toute son énergie et tout son génie ne suffisaient pas pour improviser une puissance navale, et ainsi il advint que la flotte hispano-française, malgré sa supériorité numérique, succomba devant Nelson, ses vaisseaux de qualité supérieure et sa *band of brothers*.

Le prestige maritime de l'Angleterre a dominé tout le XIX^e siècle. A l'aube du XX^e, l'Allemagne réunissait les conditions fondamentales nécessaires à une puissance navale : commerce et activité industrielle d'importance universelle, dont le gigantesque essor était presque trop rapide, sens militaire, aptitude organisatrice et amour du travail, puissance de l'État et patriotisme. Il fallait aller vite pour rattraper le temps perdu depuis longtemps. Nous n'étions plus éloignés de notre but pacifique, lorsqu'une politique malheureuse nous mit aux prises avec les quatre plus fortes puissances navales d'Europe, dont la seule Angleterre nous était déjà deux fois supérieure. Nous ne pou-

vions pas *a priori* escompter une victoire complète, ni l'écrasement de l'Angleterre. Mais je demeure convaincu que, en définitive, notre flotte était assez bonne et assez puissante pour amener l'Angleterre à nous accorder une paix qui nous eût permis de réparer nos graves pertes. Pour y parvenir, il eût fallu comprendre le sens de la guerre de destruction menée contre l'Allemagne, puis agir, politiquement et militairement, en conséquence, et, surtout, ne pas hésiter à engager en temps voulu notre puissance navale, après en avoir assuré l'unité de direction. L'ensemble de la situation n'admettait pas qu'on laissât échapper l'occasion.

La fin de la marine impériale est plus lamentable que jadis la vente de la vieille flotte allemande par Hannibal Fischer. La tentative de nos pères, servie par des moyens insuffisants, était prématurée ; la nôtre venait un peu tard, mais non trop tard. Fondée sur la Prusse-Allemagne, elle eût dû réussir. Nos neveux la reprendront-ils ? C'est le secret de l'avenir. Mais, si jamais ils doivent le faire, puissent nos efforts leur inspirer la confiance et leur servir de leçon.

2

Si l'on considère avec quelque sens de la réalité l'ascension de la Prusse-Allemagne depuis l'époque de sa ruine totale après la guerre de Trente Ans, jusqu'à l'apogée de notre splendeur en juillet 1914, il nous paraît merveilleux que l'œuvre ait pu être menée si loin. Au centre de l'Europe, mal située par rapport à l'Océan, occupant un territoire d'une richesse médiocre, privée de toutes parts de la protection de frontières naturelles, entourée en outre de tous côtés d'ennemis qui, depuis des siècles, l'ont toujours guettée, prêts à l'assaillir, telle nous apparaît l'Allemagne.

Peut-être de telles conditions d'existence, peut-être aussi, et à un degré non moindre, la complexion morale de notre peuple, expliquent-elles pourquoi la puissance et la prospérité de l'Allemagne ne sont pas le produit spontané de la vie nationale, mais ont presque l'aspect d'une œuvre d'art, édifiée par une

série de constructeurs politiques que le destin nous a donnés au cours des trois derniers siècles. Qui s'aviserait de croire que l'« éternel » Reichstag, qui mit Frédéric le Grand au ban de l'Empire, que le Parlement de Francfort ou d'autres assemblées populaires, auraient pu faire notre grandeur ? La Prusse-Allemagne a été l'œuvre de certaines individualités qui exigèrent et obtinrent l'accomplissement du devoir et la subordination de tous à l'intérêt de l'État et qui eurent le talent de diriger les efforts vers le but qui convenait.

Au début de ce siècle, nous étions entrés dans une nouvelle période : les conditions d'existence avaient changé. Avec son industrie florissante, notre peuple était obligé de participer largement à l'activité économique mondiale, s'il ne voulait pas dépérir. Les États sont conservés par les forces qu'ils ont créées. Ces forces étaient, pour la Prusse-Allemagne, la puissance effective et le dévouement à l'État, mais non pas cette nébuleuse affirmation de la fraternité des peuples, que les Anglo-Saxons exploitent si magistralement pour bâillonner le peuple allemand.

J'avais la conviction que la mission de l'Allemagne pour le bien de l'Europe et de l'univers entier n'était pas encore accomplie. Nous avons presque réussi à amener l'Allemagne au seuil de l'ère nouvelle. Une puissance maritime déjà considérable complétait, à un haut degré, les moyens que nous avons de maintenir honorablement la paix, ou, devant l'inévitable, pour soutenir convenablement une guerre. En outre, elle constituait un puissant et nécessaire organe pour faire participer davantage notre peuple à l'activité et à la mentalité mondiales. Quand notre impuissance maritime aura accentué notre décadence et rendu impossible le retour à la prospérité, les générations à venir se souviendront peut-être de ces réflexions.

Nous avons perdu la paix et la guerre, la puissance et l'honneur ; et voici qu'à présent, debout parmi les ruines, les responsables falsifient l'histoire ; ils arrachent à notre pauvre peuple, si peu doué de sens politique, sa foi en lui-même et en la logique de son histoire ; ils blasphèment l'ancien État, sa prospérité et ses œuvres ; parmi celles-ci, ils s'acharnent à présent contre

sa flotte qui était, en réalité, devenue notre plus gros atout politique. Ils s'évertuent à rompre le fil qui nous rattache à notre évolution passée. Certes, l'ancien État, à maints égards, était susceptible d'améliorations : mais il était capable de s'adapter aux nécessités de l'évolution et aux besoins de nos neveux et arrière-neveux. La Révolution a jeté par-dessus bord tout ce qui a fait notre grandeur : elle a été le plus grand crime contre l'avenir de notre peuple.

L'effondrement est imputable non pas à la constitution de notre ancien État, mais à l'insuffisance de ses dirigeants.

Une partie de notre génération avait perdu la force des générations précédentes ; les idées matérialistes s'étaient propagées ; l'influence du suffrage universel, égal et direct, qui tend toujours à mettre le pouvoir aux mains des démagogues, n'était plus suffisamment contrebalancée par un gouvernement fort ou par une classe supérieure sachant avoir du caractère. Aussi les hommes qui, pendant la guerre, représentèrent l'État, au gouvernement, au Conseil fédéral, au Reichstag, ne furent-ils pas à la hauteur de leur tâche. Si un seul des organismes législatifs avait bien fonctionné, jamais le désastre n'eût pris de telles proportions.

Nos ennemis confièrent le pouvoir à des dictateurs qui, au besoin, surent maintenir avec une poigne de fer la volonté de victoire et de destruction chez leurs peuples. Nos dirigeants, eux, voyaient d'un œil impassible les progrès de la décomposition intérieure, et cela à l'heure la plus critique pour l'Allemagne, quand toutes les pensées et tous les cœurs auraient dû être dirigés vers l'ennemi du dehors. Les mauvais instincts de notre peuple ont été surexcités par une mentalité délétère qui n'a rien d'allemand : petit à petit, elle s'est installée souverainement chez nous ; actuellement, elle exerce partout son action, et le germanisme ne paraît pas encore avoir assez de vigueur pour s'y opposer. Jusqu'ici la démocratie avait insuffisamment cultivé en elle-même le sens de la communauté d'intérêts et de l'unité politique dans l'État.

En accédant au pouvoir, le nouveau régime a commencé par ajouter aux infortunes de notre peuple, en lui ravissant

l'honneur et en le vouant au mépris de l'univers. De la sorte, il a achevé de permettre à nos ennemis de nous anéantir sans aucune pitié. Car, dès lors, ils purent faire croire à l'élite elle-même de leur population et des autres pays, que nous étions des criminels et que nous n'étions pas dignes d'un autre traitement. L'amiral Beatty me fournit un douloureux symbole de cette évolution. Le 28 août 1914, s'adressant aux survivants, officiers et marins du *Mainz*, il leur disait : « Je suis fier de saluer de si vaillants soldats à bord de mon escadre. » Par contre, en novembre 1918, il recommandait à ses hommes avant leur rencontre avec les équipages allemands qui allaient livrer leurs vaisseaux : « N'oubliez jamais que cet ennemi est un animal méprisable (*despicable beast*). »

Je crains fort que l'Allemagne ait définitivement laissé échapper la dernière occasion de devenir une puissance mondiale. Mais elle ne pourra sortir de la période actuelle d'enlèvement et de décadence morale et s'élever à une vie nouvelle et honorable, que si elle fait un retour sur elle-même et si, conformément à ses vieilles traditions, elle reconnaît les forces qui ont fait sa grandeur. Personnellement, je ne crois point à l'heure actuelle que ce relèvement, dans le fond, puisse s'effectuer sous une forme d'État républicaine ; nous manquons trop de qualités prêtées aux hommes du Rutli ; nous avons également contre nous notre difficile position géographique, le constant afflux d'éléments non allemands et la diversité des confessions. De toutes ces considérations, il semble résulter que l'État allemand ne saurait se dispenser du régulateur de la monarchie. Aussi, quelque opinion que l'on professât en matière de Constitution, on a commis une faute de méthode en interrompant le cours de notre évolution historique. Les hauts faits des Hohenzollern, qui ne peuvent pas être effacés par les fautes commises, continuent nécessairement à déterminer le cours des destinées futures de notre peuple.

L'idée républicaine, telle qu'elle s'est développée chez nous, repose sur des promesses faites aux masses. Or, ces promesses sont irréalisables. Aussi, pour conserver en main ces masses, la démocratie est-elle toujours contrainte de donner aux « droits »

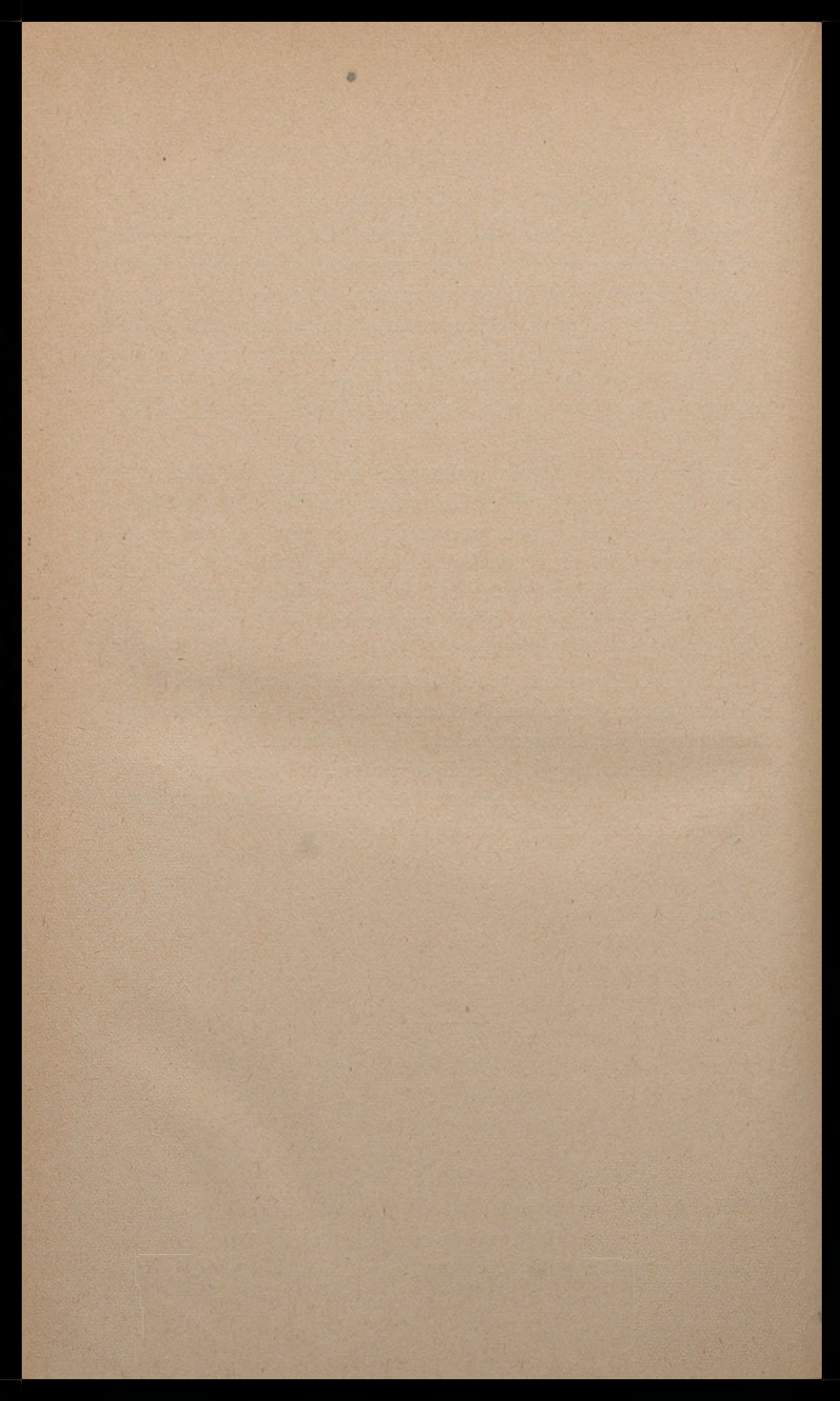
le pas sur les « devoirs ». Cela n'a jamais été le moyen de prospérer. Même si la forme républicaine de l'État devait comporter pour l'Allemagne plus de valeur nationale et politique que je ne puis actuellement lui en reconnaître, il nous faudra néanmoins revenir au principe fondamental de notre ancien État : seul le travail en vue du bien commun aboutit, en définitive, au bonheur de l'individu, tandis que la préoccupation exclusive des intérêts de parti ou de la vie individuelle conduit à la ruine de l'État.

Aujourd'hui, le devoir primordial de tous les Allemands doués de sens politique est de s'unir, animés d'une seule et même grande pensée, pour sauver de la destruction tout ce qui peut encore être sauvé en fait de biens matériels et de valeurs morales, et empêcher le pays de tomber plus bas encore.

Sauver du germanisme ce qui peut encore en être sauvé est une tâche digne de l'effort des âmes nobles.

Mais que la prochaine génération reste notre espérance. Nous n'avons jamais été un peuple d'esclaves. Depuis deux mille ans, notre peuple s'est toujours relevé de ses chutes.

Si les *Mémoires* que j'ai rédigés pouvaient concourir à cette fin et soutenir notre foi en nous-mêmes, j'aurais rendu à ma patrie le dernier service dont je suis capable.



APPENDICES

I

EXTRAITS DE MES LETTRES DE GUERRE

Les notes sous forme de journal, dont on trouvera un extrait dans les pages qui suivent, ont été régulièrement jetées sur le papier, tard dans la soirée ou avant le départ du courrier. Aussi ne faut-il pas me clouer au pilori si quelques expressions sont impropres ou trop crues : je ne pensais pas, en les écrivant, qu'elles seraient publiées. Après l'effondrement de notre patrie, je me décide à les livrer partiellement au public : je le fais, parce que ces notations d'impressions constituent un complément très important à mes « Mémoires » et surtout parce qu'elles établissent que les vues qui s'y trouvent exprimées ne sont pas postérieures à la guerre, mais coïncident, sur tous les points essentiels, avec ma façon de juger au cours des hostilités.

1914

COBLENCE, 18 août. — Tout un monde est mobilisé contre nous. Il nous faut tenir jusqu'au bout : nous n'avons pas d'autre possibilité pour conserver notre rang parmi les nations. Jusqu'à présent, j'ai le sentiment d'être à cet égard plus utile ici qu'à Berlin. Cela durera-t-il ? *Chi lo sa ?* Pohl, n'étant plus ici dans ses bureaux, est plus accessible. Je lui laisse tous les honneurs, tout en ayant bien eu jusqu'ici la part prépondérante dans les décisions prises.

COBLENCE, 19 août. — L'ultimatum du Japon réduit à néant vingt ans d'activité et de succès : mais, dans la mesure du possible, il nous faut arriver à nos fins.

Aujourd'hui entretien de plusieurs heures avec Bethmann et Jagow. Pohl y assistait. J'ai tout tenté pour leur donner quelque fermeté. A déjeuner, chez Sa Majesté, Sa Majesté était assez satisfaite des nouvelles des théâtres de la guerre. Après le repas, il m'a fallu me promener avec Elle plus de deux heures dans le jardin. Par bonheur, nous marchions lentement, et il faisait chaud. J'ai tout mis en œuvre pour lui donner aussi quelque fermeté. Mais, pour l'instant, cela n'était pas urgent. L'Empereur se rendait entièrement compte de la situation et avait des vues très nettes. Si seulement il n'avait pas eu Bethmann, ces dernières années ! Sans cet homme, tout eût mieux marché. Le souverain était fier d'avoir ses six fils au front. Je l'en félicitai et lui dis qu'il y allait de l'intérêt de la dynastie des Hohenzollern. Il était trop optimiste, à mon avis, quant à l'écrasement de l'Angleterre, et mettait toute sa confiance dans la justice de Dieu. Tout en approuvant ce sentiment, j'ajoutai que, de notre côté, nous devons mériter cette justice. Il faut que nous ayons vraiment des hommes dans toutes les fonctions, disais-je. Mais je ne pouvais tout de même pas mettre le doigt sur la plaie, d'autant plus que je suis convaincu qu'il se rend parfaitement compte de l'insuffisance de Bethmann.

COBLENCE, 20 août. — Ce matin, de nouveau, longues palabres avec ce pauvre Bethmann et avec Jagow. Bethmann ne voit pas au delà du continent. Il ne comprend pas que nous ne pouvons plus continuer à mener l'existence d'État européen purement continental. Néanmoins, il est très possible, et je m'y attends bien, que l'anathème tombe un jour sur moi.

COBLENCE, 21 août. — Combien j'eusse personnellement désiré ne jamais voir cette guerre ! Je n'arrive pas encore à comprendre pourquoi nous n'avons pas pu aboutir à un *modus vivendi* avec la Russie. D'après les nouvelles reçues aujourd'hui, les États balkaniques semblent tiédir. Parviendrons-nous à rompre le vaste filet que la perfide Albion a tendu autour de nous dans le monde entier ? Hélas, j'ai eu terriblement raison !

COBLENCE, 22 août. — Il est dur de rester ici relativement inactif, alors que l'univers est en feu. La victoire du Kronprinz de Bavière a provoqué une allégresse encore accrue par l'attente de ses conséquences ultérieures. Nous, marins, nous ne pouvons rien pour l'instant, et c'est ce qui rend notre situation si épouvantable. La flotte anglaise ne quitte pas ses ports d'attache, et elle n'agit que comme *fleet in being*. C'est ce qu'on comprend si rarement chez nous. Les Anglais veulent arriver à leurs fins en nous affamant et en paralysant notre vie économique. Espérons que le Ciel, un jour, nous aidera à les faire souffrir à leur tour, pour avoir, sans pitié, mis l'Europe en flammes. La situation est curieuse : la Baltique et la mer du Nord sont libres, et néanmoins nous sommes bâillonnés économiquement. Pour l'instant, la guerre continentale domine tout. Mais en sera-t-il toujours ainsi ?

COBLENCE, 23 août. — Non, malgré les bulletins de victoire reçus jusqu'à présent, on ne peut pas s'adonner à l'allégresse, et j'espère bien que notre presse saura s'en dispenser. Il n'y a pas encore eu de succès décisif (sans doute, dans la bataille au Sud de Metz, nous enregistrons la prise de 150 canons), et nous n'avons pas encore compris que le plus grand danger subsiste du côté des Anglais, qui jouent au polo. Quand bien même nous n'aurions pas eu de flotte du tout, l'Angleterre n'en était pas moins contre nous depuis Sedan. Si notre flotte avait été plus considérable, l'Angleterre n'aurait pas voulu courir le risque. Si nous ne sommes pas complètement battus, ce sera alors le vrai moment de construire une flotte. Il n'y a pas d'autre moyen pour donner de nouveau de l'air à notre exportation et à notre industrie. Mais c'est surtout pour notre Allemagne que je tremble, elle que je n'aurais pas cru capable d'un tel élan et d'une aussi farouche fermeté ; en revanche, trop de lamentables défaillances par en haut.

COBLENCE, 24 août. — Nos ports de guerre ne sont plus menacés. Je suis en train de préparer l'utilisation, à d'autres fins, du personnel qui leur est affecté. Jusqu'ici l'armée a enregistré d'énormes

succès, la marine n'a rien fait. C'est ce qui rend ma situation si terrible ici, après vingt années d'efforts. Mais on ne le comprendra quand même pas. Il reste toujours possible qu'il ne se produise pas d'engagement dans la mer du Nord ; il est possible également, quoique cela ne soit pas très vraisemblable, que la guerre finisse plus tôt que nous ne pensions. Le seul obstacle vient du côté de l'Angleterre. Déjà, le ressort de l'armée française est presque brisé. Tout ne dépend plus que de l'issue des batailles dans le Nord. Depuis ce matin, nos troupes (j'espère que ce sont des Brandebourgeois) sont aux prises avec deux divisions anglaises. Puisse Dieu anéantir ces fieffées canailles qui, de sang-froid, ont mis le feu à l'Europe civilisée par un sordide appétit de domination et de lucre. Je ne puis faire grand'chose, et, malgré nos glorieuses victoires, je me sens accablé comme d'un cauchemar. Tu m'aideras à supporter ma détresse quand viendra le jour où l'on me montrera du doigt. Et pourtant, en mon for intérieur, je suis absolument sûr d'avoir suivi, dans la question de la flotte, la seule tactique qui pût empêcher notre peuple de sombrer.

COBLENCE, 25 août. — Ne te laisse pas décourager par nos insuccès dans l'Est. C'était à prévoir. Certes, au début, notre commandement n'était peut-être pas « de première qualité » là-bas. Les combats depuis Bâle jusqu'au delà de Namur sont gigantesques et uniques dans l'histoire. Le Kronprinz a fort à faire et les Français se battent bien. Ne chantons pas trop tôt victoire !

COBLENCE, 27 août. — Tu as dû entendre parler de la perte du *Magdeburg*. Quel dommage pour ce beau bâtiment ! Le *Mainz* et d'autres croiseurs ont exécuté un raid audacieux. On a peine à concevoir comment ils ont pu s'en tirer. Ici, nous sommes pleins d'optimisme, bien que le repli général prescrit par le haut commandement français ait dû déjouer notre espoir de couper la retraite à de gros éléments constitués. Les Anglais, eux aussi, ont déjà abandonné leurs lignes : mais notre cavalerie les harcèle. Mais il paraît que celle-ci souffre beaucoup de la

faim. Les marches forcées des Poméraniens et des Brandebourgeois ont été énormes. Il semble que mes Brandebourgeois aient combattu contre les Anglais. Hier soir, j'ai rencontré sur la promenade du Rhin le roi Louis, qui me tendit les deux mains. Passé la soirée chez l'Empereur. Très satisfait, surtout au sujet de ses fils. C'est aujourd'hui qu'il doit y avoir des événements décisifs en Prusse. Ici, on est quelque peu soucieux à cause de l'écrasante supériorité numérique des Russes. Je ne peux pas du tout, jusqu'ici, me réjouir de notre victoire.

Tant de gens ont placé en moi leur confiance, et dire que je puis si peu ! Du reste, je ne dois pas bouger tant que l'armée aura comme objectif unique la défaite des Français et qu'on ne peut pas envisager le terme de la lutte.

COBLENCE, 28 août. — J'ai de graves soucis au sujet de l'affaire d'Helgoland. J'ai l'impression qu'on s'est laissé surprendre. Nos unités légères de combat sont insuffisantes pour de semblables escarmouches. Si cela continue ainsi, elles seront promptement usées. Les Anglais vont nous emprisonner dans un vaste barrage de mines : et alors notre flotte sera embouteillée (*bottled*). C'est terrible pour moi. J'ai toujours été l'adversaire d'une trop grande immobilisation de la flotte ; mais, contre l'avis de Pohl, de Müller, de l'Empereur et de Bethmann, il n'y avait rien à faire. Assurément, c'est d'Ingenohl que dépend la décision, et l'on ne peut pas lui donner des instructions de détail. Dans cette affaire épineuse, je ne me rends naturellement pas bien compte de la situation. L'armée marche de victoire en victoire. Mais la situation est devenue plus difficile pour elle aussi. A mon sens, on n'estime pas à sa valeur l'opiniâtreté anglaise. On ne se rend pas compte de l'influence qu'elle aura sur l'issue de la guerre continentale, malgré nos victoires remportées sur l'armée anglaise.

COBLENCE, 29 août. — Je n'espère pas, moi non plus, que Wolf¹ se trouvera parmi les rares rescapés du Mainz. Car,

1. Fils de l'amiral et officier à bord du Mainz.

en l'occurrence, il avait tout contre lui. Les croiseurs légers se sont lancés trop à l'étourdie. Indépendamment de cela, j'éprouve une grande amertume à l'idée qu'ils ne paraissent pas être utilisés comme il faudrait. On ne les envoie pas à la bataille contre des unités de combat protégées, quand ils ne sont pas immédiatement couverts par de grands bâtiments et des torpilleurs ! Mais inutile de discuter là-dessus, puisque les circonstances de l'engagement nous sont inconnues. Ce qui, tout au moins, me paraît certain, c'est que notre flotte n'a rien à gagner en allant chercher au loin la bataille. La supériorité des Anglais en unités légères de combat est infiniment trop considérable pour qu'elle puisse être amoindrie par la perte de quelques-unes d'entre elles.

COBLENCE, 30 août. — Je n'arrive pas à exprimer ce que je ressens à la nouvelle que Wolf est sauvé ! Sans doute, il est nécessaire que nous fassions tous des sacrifices pour notre pays. Mais j'éprouvais une amertume d'autant plus vive que ce sacrifice de nos croiseurs légers apparaît comme inutile, par suite d'une fausse conception tactique. Il est assurément trop tôt pour juger, mais Ingenohl a-t-il en lui le génie de la victoire ? Pohl ne l'a certainement pas. Pour ces sortes de questions je n'ai pas accès auprès de l'Empereur : l'assimilation avec l'État-Major Général préconisée par Müller en est cause. L'Empereur est manifestement très prévenu contre moi. Et cependant j'ai l'impression d'avoir précisément, dans cette sorte de questions, plus de compétence dans le petit doigt que Pohl dans toute sa personne. Bethmann fait continuellement pression sur Pohl pour que la flotte n'entre pas en ligne. Ce serait la mort de notre flotte après la guerre. Lui et toute la bande de diplomates veulent vendre la flotte quand la paix aura été conclue avec l'Angleterre. Voilà tout le secret !

LUXEMBOURG, 2 septembre. — La grande vague d'offensive qui a déferlé sur la France et la Belgique s'est déjà ralentie, et il est difficile de prévoir la fin. J'apprends à l'instant que l'armée principale des Autrichiens n'aurait pas été très hue-

reuse (tout à fait *entre nous*)¹. C'est très fâcheux à cause du contre-coup dans les Balkans. Au Grand Quartier Général, on est hors de soi. Les Anglais font un effort gigantesque, et ce sont, à mon avis, nos adversaires les plus redoutables. Je crois que la province de la Prusse Orientale n'a rien à craindre pour l'instant. A présent, nous avons là-bas des chefs émérites qu'on s'est empressé de substituer à ceux du début. J'ai rapporté de Longwy des paquets (non ouverts) de balles dum-dum, comme preuve que leur emploi a été ordonné par le ministère de la Guerre français.

LUXEMBOURG, 3 septembre. — C'est l'Empereur qui empêche Ingenohl de marcher. Il ne veut rien tenter avec la flotte. Il n'entreprendra rien avant l'hiver, si toutefois il entreprend jamais quelque chose. Insister est très difficile en ce moment : on ne sait pas combien de temps la France tiendra, et alors nous n'aurons plus des forces doubles ou quadruples contre nous. A cela s'ajoute l'hiver. Au reste, ma présence ici a eu quelque utilité, tandis que le ministère de la Marine travaille à merveille. J'ai préparé toute l'expédition d'Usedom, et initié Schröder. A présent, je travaille à autre chose encore. Dans la grande misère qui suivra la guerre, la flotte sera perdue si, dans une certaine mesure, nous n'avons rien à notre actif. Nos quelques succès comptent à peine et sont, du reste, contrebalancés par des insuccès. Ici, au Grand Quartier Général, nous sommes plus isolés qu'on ne saurait le croire, et nous sommes assez sevrés de nouvelles de l'armée. Conditionnée par les circonstances, notre situation devient de moins en moins réjouissante. Personne ne vient spontanément à moi : on me craint trop. Il n'y a pas moyen que j'obtienne une audience. Je ne puis accuser Pohl. Il est assimilé au chef d'État-Major Général, et l'on m'écarterait comme un importun. Je veux me réserver pour le jour où il y aura de grandes décisions à prendre.

LUXEMBOURG, 4 septembre. — Je redoute le chancelier et son entourage : j'ai la conviction intime qu'ils ne sont pas à la hau-

1. En français dans le texte.

teur des circonstances et de même qu'ils n'ont pas empêché la guerre par leur politique, de même ils nous donneront une paix lamentable. Si, comme nation, les Anglais sont des brutes, des gens infâmes, comme individus ils méritent la considération. En cent ans, ils se sont façonné une morale à laquelle ils croient. Tout est bien, équitable, religieux même, qui leur donne un profit. Tous les peuples sont pour eux matière à exploitation selon les décrets de Dieu.

LUXEMBOURG, 5 septembre. — D'après différentes lettres, je vois que la victoire a fait tourner les têtes à Berlin. A considérer la guerre comme un tout, nous ne sommes aucunement les vainqueurs. La modestie s'impose d'autant plus à nous qu'elle seule est capable de nous conserver la ténacité nécessaire à la victoire finale. Les jours les plus difficiles ne sont pas encore venus. L'Angleterre attise partout les haines contre nous, et l'incroyable usine à mensonges répand nos prétendues défaites et notre infamie à travers tous les pays. Nous n'avons rien à y opposer.

LUXEMBOURG, 6 septembre. — Je n'arrive à rien, et il y a tant à faire ! Mon influence est faible. Même mon action sur Müller, c'est de la bouillie pour les chats. Il s'est de nouveau laissé entortiller par Bethmann, et Pohl est de la partie. Aussi ma situation est-elle des plus tristes. L'armée est aux prises avec de grosses difficultés. Comme nous n'avons pas réussi à encercler et à faire prisonniers de gros éléments constitués, l'armée française peut, grâce à son réseau de chemins de fer, se replier constamment sur des positions nouvelles. Les Anglais font de gros efforts et viennent encore de débarquer de 40 à 60.000 hommes dans le Nord. Il faut espérer que Maubeuge tombera bientôt et qu'ainsi sera libéré le corps d'armée d'investissement, ce qui est très urgent. A présent déjà, un corps d'armée a son importance. Malgré toutes leurs promesses, les Turcs ne bougent pas. L'opinion en Scandinavie nous est devenue de plus en plus défavorable. L'Italie brûle du désir d'intervenir contre nous. Les chefs de notre diplomatie laissent traîner les rênes comme

par le passé. Si Bethmann reste au pouvoir, tout sera gâché !
Je vais aller immédiatement trouver le chancelier d'Empire et poser les jalons pour une nouvelle entreprise.

LUXEMBOURG, 7 septembre. — Je continue à être inquiet au sujet de nos diplomates. Car, d'une part, ils restent insensibles en présence d'un événement historique formidable : d'autre part, grâce à leur attitude veule, ils accroissent la force des Anglais et donnent tête baissée dans tous les bluffs de ces derniers. Chez les Autrichiens, la situation est tout à fait critique. Ici, à l'Ouest, on se bat sur tout le front. Nous avons réussi à nous procurer hier au soir l'ordre d'une attaque française qui devait être déclenchée aujourd'hui : nous avons pris des mesures en conséquence, et c'est pourquoi j'espère que nous vaincrons. Mais il nous faut davantage encore, car il est devenu presque impossible d'empêcher l'Italie de se jeter sur l'Autriche. Il est certain à présent que l'Angleterre recrute de puissants contingents en Asie. Mais tout cela irait bien si nous avions un chancelier de fer et un « vieil Empereur ».

LUXEMBOURG, 8 septembre. — L'arme du mensonge et de la corruption, que l'Angleterre manie contre nous, est redoutable. Tout l'univers est monté contre nous. Je serai aujourd'hui le convive de Sa Majesté. L'entretien roulera sans doute sur l'affaire Paasche¹. Je la trouve un peu prématurée, mais elle aura peut-être une valeur de propagande. D'autre part, l'armée sera désagréablement impressionnée. Hier, j'ai également eu une longue conversation sur la question de la paix avec Oldenburg : même conversation aujourd'hui avec l'aide de camp civil du Kronprinz (Maltzahn) que ce dernier m'avait envoyé. Tenir, tenir, il n'y a pas d'autre mot d'ordre pour nous : le difficile, c'est de l'exécuter.

LUXEMBOURG, 9 septembre. — On dit que les choses ne vont pas bien du tout en Autriche, et c'est ce qui retient toutes les nations balkaniques. Nous aussi, à l'Ouest, nous sommes à la

1. Voir plus bas, lettre du 10 septembre.

veille d'une crise grave. Les troupes que nous envoyons à présent à l'extrême aile droite arriveront certainement trop tard. Nous nous sommes exagéré l'importance de nos premières victoires. Les Français se sont repliés selon un plan concerté, et, à présent, ils avancent par masses énormes animées d'une grande bravoure, tandis que nos troupes sont épuisées par des marches continuelles. Mais elles tiendront jusqu'à l'arrivée des renforts tandis que les Français se sont repliés sur les leurs. Dans la marine, nous n'avons pas de succès à enregistrer. Quand son heure aura sonné, si aucune bêtise n'est commise, la flotte se battra brillamment. C'est une sottise sans nom que la façon dont nous baissons le ton pour avoir la paix. C'est précisément si nous souhaitons conclure la paix avec l'Angleterre que nous devrions crier à tue-tête. Mais nous ne nous entendons pas à cette sorte de bluff. Lis le rapport de Goschen sur le dernier entretien avec Bethmann et Jagow.

LUXEMBOURG, 10 septembre. — Naturellement, le chancelier me soupçonne d'avoir pour le moins inspiré l'affaire Paasche (présentation immédiate d'un projet tendant au renforcement de la flotte). L'article de Reventlow l'a mis particulièrement en fureur, et il flaire encore là-dessous le ministère de la Marine.

En Turquie, les choses en sont toujours au même point. La faute en incombe en partie à ceux qui font peur aux Turcs à cause des Dardanelles, ce qui est incompréhensible pour moi. Dans les Balkans, on s'attend à une grande défaite des Autrichiens. Si le fait se produisait, nous pourrions renoncer à toutes les espérances que nous avons fondées sur ce coin d'Europe et sur l'Islam.

Les Anglais envoient de puissants renforts qui ont réussi à paralyser l'avance de notre armée. Néanmoins, j'espère que nous aurons ici la victoire finale. Nous avons appris un peu tard les intentions des Français. Les troupes que nous avons déplacées n'arriveront plus tout à fait à temps. Les Français disposent à l'arrière d'un réseau très dense de chemins de fer. Nos braves troupes opèrent la plupart de leurs déplacements à pied. Le poste de la tour Eiffel capte tous les renseignements : nous, au contraire, nous n'avons presque rien de ce genre.

LUXEMBOURG, 11 septembre. — La guerre ne sera pas d'aussi courte durée que d'aucuns se l'imaginent. L'Angleterre, cause de tout le mal, s'aperçoit qu'elle lutte pour sa place dans le monde. Au mois d'août, ses affaires commerciales ont diminué de 49 % ; voilà qui agit sur elle. On dit qu'à Londres les femmes sont particulièrement acharnées contre nous et que, à califourchon sur leur cheval, elles parcourent la ville pour faire des enrôlements. Aujourd'hui, j'ai fait avec Hopman une promenade en auto. Nous sommes allés dans une forêt, et j'ai vu une belle nature, de profondes vallées. De ces bois mal entretenus se dégage une impression de pittoresque. Au total, il me semble que dans le Luxembourg règne un grand laisser-aller. Avouons qu'en Allemagne la tension constante de toutes les énergies et le service militaire ont produit de brillants résultats. Et, à ce propos, on ne peut s'empêcher de songer aux récriminations des libéraux au sujet du militarisme, à l'affaire de Saverne, etc... Que tout cela était donc stupide ! On ne saurait contester que l'Empereur a eu du mérite. Il n'a pas permis à notre puissance militaire de s'assoupir, et cela, en dépit du chancelier.

LUXEMBOURG, 12 septembre. — Voilà toute la question : l'Angleterre ne donnera pas son assentiment à une paix qui ne soit pas onéreuse pour nous. Une paix séparée est impossible. Si donc nous ne voulons pas succomber et être rayés de la liste des grandes nations mondiales, nous n'avons pas le choix : il faut tenir. C'est pourquoi nous devons énergiquement résister à ceux qui voudraient nous amener à une paix genre Bethmann, Harnack, etc. : nous devons nous garder d'en exprimer publiquement le désir, car, pour le moment, une telle attitude affermirait l'Angleterre dans son espérance : *Germaniam esse delendam*.

Je n'ai aucunement abandonné mon plan de concentration dans la mer du Nord. J'avais simplement dit que, en raison de la manœuvre — alors projetée et aujourd'hui exécutée — du prince Henri, en raison aussi des réparations que réclamaient le *Moltke* et le *Thann*, une bataille avec quelques chances de succès était presque impossible dans la mer du Nord. Selon moi, il fallait,

de propos délibéré, laisser complètement de côté ce projet une dizaine de jours, et, pendant ce laps de temps, agir à l'Est, avec des forces supérieures à celles qui y furent envoyées, afin d'y obtenir un résultat plus décisif. Si, selon le plan élaboré, nous étions effectivement entrés en lutte avec la flotte russe qui était au moins égale en forces à la nôtre, nous aurions eu, même en cas de victoire, des pertes à déplorer. Pertes d'autant plus regrettables, à mon avis, que nous devons jeter la totalité de nos forces contre l'Angleterre. C'est pourquoi, si l'on tenait absolument à attaquer la Russie, il fallait l'accabler sous notre supériorité. Mais je ne veux pas encore parler.

LUXEMBOURG, *13 septembre*. — A notre aile droite, la bataille n'a pas été favorable, tandis qu'à l'aile gauche de Bülow la garde a victorieusement progressé.

Il paraît que le généralissime français est vraiment un chef. Nous pensons ici qu'il eût été préférable de laisser nos troupes reprendre haleine avant de poursuivre notre avance. Or, bien qu'elles se soient repliées, une nouvelle attaque a dû être déclenchée contre elles, notamment du côté anglais, et nous nous demandons avec inquiétude si nos renforts pourront arriver à temps. Nous étions trop sûrs de notre victoire, et nous avons le tort de considérer toujours les reculs stratégiques des Français et des Anglais comme des défaites. A présent, nous sommes beaucoup moins rassurés au sujet de notre situation sur ce front, surtout parce que les Autrichiens lâchent pied à Lemberg et crient au secours. Voilà qui ne pourra pas être compensé par la nouvelle victoire de Hindenburg en Prusse Orientale. Je ne fais pas grand cas de l'aide polonaise. Quoique victorieuse à son aile, la garde a dû néanmoins abandonner les blessés au dernier jour de la bataille.

Le ministère de la Marine a brillamment travaillé, mais ce genre d'activité, personne ne s'en aperçoit, personne ne l'apprécie. L'Empereur cherche à dominer sa surexcitation ; mais, au point de vue militaire il ne compte plus. Quand on songe à 1870 ! Quelle dignité, quel sérieux, alors ! Où est l'homme à l'esprit limpide qui savait peser et qui savait oser ? Où est « le chancelier

de fer » ? A ce souvenir, une angoisse vous étreint : ajoutez à cela ce Berlin qui hurle frénétiquement victoire à un moment où tout est encore en question. La seule chose qui nous permette d'être fiers et de compter sur une paix avantageuse, c'est l'élan splendide avec lequel toute notre nation a accueilli la provocation perfide et brutale. Mais il est encore prématuré de dire ce que sera cette paix.

LUXEMBOURG, 14 septembre. — Ici nous sommes toujours en proie à d'assez graves inquiétudes (entre nous ¹). On raconte que la I^{re} armée voulait avoir sa victoire à elle et qu'elle n'a pas assez pensé à l'ensemble ; ainsi s'est produit un vide où, très habilement, se sont lancés les Anglais, et jusqu'ici l'on n'avait pas réussi à le combler. On dit aussi que de grandes masses de troupes sont en train de se concentrer au Nord-Ouest, derrière la I^{re} armée. Les Français disposent de tout leur réseau de chemins de fer et ils semblent porter toutes leurs forces vers leur aile gauche. Nos troupes, elles, sont obligées d'aller toujours à pied. Et le cuir leur en craque, aux pauvres bougres ! A présent, la grande question est de savoir si l'on pourra arriver à temps. Aujourd'hui, nos grands chefs s'aperçoivent, eux aussi, qu'on n'a pas estimé à sa juste valeur l'importance d'un adversaire tel que l'Angleterre. Pohl est terrible : il n'a pas le moindre cran. Si le bon Dieu de la marine ne nous vient pas en aide, nous sommes en mauvaise posture.

LUXEMBOURG, 15 septembre. — Ici la crise n'est pas du tout passée. Vous vous en rendez compte par les changements dans le haut personnel, question sur laquelle je préfère garder le silence. Je puis me tromper : toutefois je n'aurais pas choisi Falkenhayn, et avec les pouvoirs les plus étendus par-dessus le marché. A la I^{re} armée, on se bat avec fureur, et les renforts réclamés de tous côtés n'arriveront plus à temps. Tout cela est déplorable, et la frénésie de victoire des journaux berlinois, qui m'a toujours été désagréable, me choque à présent plus que

1. En français dans le texte.

jamais. Plettenberg a réellement informé l'Empereur que, dans beaucoup de régiments de la garde, sur 300 hommes partis au front, les compagnies n'en ont plus que 50. Pohl prend des airs mystérieux, même avec moi, et continuellement il fait frein sur Ingenohl, ce qui est vraiment inutile. Il a partie liée avec Müller, avec l'Empereur et Bethmann, de sorte que, en réalité, je suis tenu à l'écart.

LUXEMBOURG, 16 septembre. — Journée de crise, s'il en fut. Mais, même en cas de victoire, notre situation est devenue très critique. Il nous fallait vaincre ailleurs encore que sur les champs de bataille pour pouvoir sortir de cette guerre avec la perspective de refaire l'Allemagne. Depuis des années, je vais me demandant : que pouvons-nous attendre de bon de nos dirigeants ? Hier, j'ai reçu la visite du directeur général des aciéries de Dillingen, M. Weinlig, qui fit jadis adopter la décision relative aux forges de Tsing-Taô. C'est un homme énergique, sorti de la moelle du peuple ! Qu'on mette en regard ces gaillards verts¹ qui occupent toute une longue table. Ils n'ont rien fait, ceux-là, pour empêcher la guerre de l'Autriche contre la Serbie. Quelle absurdité d'avoir dit : « La Serbie ne nous regarde pas ! » Les Autrichiens continuent à réclamer à grands cris des secours.

LUXEMBOURG, 18 septembre. — Au moment où j'allais t'écrire, Hintze est venu inopinément : il m'a fallu y renoncer. Je vois en cet homme mon seul auxiliaire possible contre une certaine coterie. Dans la situation extraordinairement grave où se trouve notre patrie, l'Empereur saura-t-il faire appel à lui ? C'est là une autre question.

Il n'y a pas encore eu de décision ici : mais on peut dire que nous avons échappé à la défaite. La situation, dans son ensemble, est beaucoup meilleure que ces jours derniers. Il est certain que nous vaincrons : toutefois, nous n'avons pas réussi à écraser l'armée française, et cet écrasement nous était nécessaire. L'Italie est à la veille de marcher contre nous : la Roumanie est, elle

1. Couleur de l'uniforme porté par les diplomates en campagne.

aussi, devenue très douteuse. Puisse Dieu nous venir en aide ! L'Angleterre arme puissamment : sans doute sa meilleure armée est-elle actuellement fort mal en point. Mais on dit qu'elle a pris toutes les dispositions de combat lui permettant d'assurer sa retraite.

LUXEMBOURG, 19 septembre. — Les espérances que je fondais sur Hintze se sont malheureusement écroulées. « Ils » sont arrivés à écarter cet homme dangereux. Peut-être l'Empereur a-t-il raison. Un grand bouleversement eût été nécessaire, et, pour ne pas attirer l'attention, il a été préférable de l'éviter. Hintze pensait que la défaillance des chefs responsables coûterait sa situation à la classe dirigeante, aussi bien en cas de victoire que de défaite. Il fallait donc prendre sans tarder d'importantes mesures préventives (hautes fonctions aux socialdémocrates, réforme électorale en Prusse), seul moyen de canaliser en douceur l'énorme élan de la nation.

La façon dont la guerre a été déclenchée et l'effondrement de tous ses collègues l'ont mis hors de lui. Il est très avisé. La bataille continue. Nous espérons de l'amélioration dans deux ou trois jours. Les Autrichiens ont été affreusement au-dessous de tout : nous voici obligés de prendre l'affaire en mains.

LUXEMBOURG, 20 septembre. — La catastrophe que nous venons de subir ici, à laquelle j'ai déjà fait allusion, et qui est déjà connue dans tout Berlin, aura pour double conséquence, et de rendre inutiles les terribles sacrifices consentis jusqu'ici, et de placer l'Allemagne dans une situation extrêmement dangereuse. En définitive, tout cela est le résultat du dilettantisme. C'est peut-être au peuple et à sa force que nous devons le salut. C'en est fait de notre régime de castes et de classes. Victorieux ou vaincus, nous aurons un régime de pure démocratie.

LUXEMBOURG, 21 septembre. — Que cette guerre est donc pénible ! Le grand danger, c'est que nous risquons d'avoir versé tant de sang en pure perte ! C'est en ce moment que la Roumanie doit décider de son attitude : si elle se déclare contre nous, je ne

sais pas ce que nous allons devenir. L'Amérique est de cœur avec l'Angleterre, et elle fournit à la France des munitions et du matériel de guerre. Et c'est précisément le manque de munitions qui constitue un danger pour nous. Les Français ont un commandement excellent, ce qui n'a pas été, malheureusement, le cas chez nous. Physiquement, Moltke n'a plus aucun ressort. N'en souffle mot à personne : notre situation est devenue extrêmement grave à cause de la défaillance totale de l'Autriche. Des 800.000 hommes envoyés en Galicie il ne leur en reste plus, paraît-il, que 500.000. Sur ce front-ci, nous sommes également aux prises avec de très grosses difficultés. Je m'abstiendrais de t'en parler si je n'avais pas eu hier un entretien avec un Berlinoïse (un automobiliste) qui était renseigné et qui m'a appris qu'on savait tout à Berlin. Les Anglais débarquent effectivement de gros contingents, mais on prétend que la qualité en est de plus en plus médiocre. Ce n'est pas que je pense que nous serons précisément battus ici, quoiqu'on n'ait pas le droit de considérer la chose comme absolument impossible. Nos troupes sont supérieures à celles des Français ; mais les Français ont derrière leurs lignes des chemins de fer qui leur permettent des déplacements continuels. En outre, les pertes en officiers sont énormes. Dans le régiment d'Augusta, 53 officiers sur 60 ont disparu : au 1^{er} régiment de la garde, les pertes ne sont guère moindres, et ainsi de suite. A côté du haut commandement, c'est le lieutenant cher aux caricaturistes qui importe : et, ce dernier, on ne peut pas le remplacer.

LUXEMBOURG, 22 septembre. — Toujours la même situation abominable pour moi : en réalité, je ne suis d'aucune utilité. Cette terrible guerre s'est quelque peu stabilisée, mais, en somme, nos affaires ne vont pas bien. Après l'échec manifeste de notre plan principal, nous avons en face de nous des forces supérieures, avantagées par le terrain et, sans nul doute, parfaitement commandées. En fait, l'Amérique est également contre nous. J'apprends à l'instant que 100.000 Japonais ont débarqué à Chantoung : voilà qui révèle de grandes visées chez ce peuple, et désormais notre colonie semble perdue pour nous. Ce coup est parti-

culièrement terrible pour moi. Si, dès le début, nous avions remporté de grandes victoires, nous n'en serions pas là. C'est sur ces victoires que je comptais quand je soutenais à Coblençe que nous n'avions pas le droit d'abandonner Tsing-Taô sans coup férir. Selon mes prévisions, notre flotte n'aura pas l'occasion de combattre.

LUXEMBOURG, 23 septembre. — Nos espoirs du côté des Balkans se sont presque évanouis. Nous sommes déjà bien contents que la Roumanie veuille attendre encore 15 jours avant de nous déclarer la guerre. Toute la question pour nous est de savoir si les grandes batailles qui seront livrées ces jours-ci nous apporteront un succès véritable. Les Russes mettent en ligne des effectifs énormes. Est-ce que la pauvre Prusse Orientale aura une fois de plus à loger les Moscovites ? Aujourd'hui nous bombardons les forts au Sud de Verdun. Leur chute nous donnerait une trouée. Voilà qui est de la plus haute importance. Il est bien difficile de juger si l'Angleterre souffre plus que nous au point de vue économique. Autant qu'on peut s'en rendre compte, il en est effectivement ainsi, contrairement à l'opinion admise jusqu'à ce jour.

LUXEMBOURG, 24 septembre. — Dès la fin de la guerre, je prendrai ma retraite. A un autre que moi, de refaire la marine, si toutefois on décide de la refaire. Pohl, Müller, le chancelier d'Empire et l'Empereur ont retenu la flotte à l'ancre. Désormais je crois qu'elle ne tirera pas un coup de canon, et l'œuvre de ma vie se solde par un déficit.

LUXEMBOURG, 25 septembre. — Tout le monde est d'avis que le système de la Wilhelmstrasse cessera ou sera obligé de cesser. Je pense que la guerre ne sera certainement pas terminée avant le printemps. Nous avons donc une dure campagne d'hiver en perspective. Nous sommes sur ce front à la veille de grands combats, qui vraisemblablement amèneront la décision militaire.

Nous ne pouvons pas compter sur un Sedan et sur un Metz,

après les fautes qui ont compromis le succès de notre brillant élan initial. En Galicie, on compte que la lutte va reprendre vers le 1^{er} octobre. Il paraît que Hindenburg inspire à présent aux Russes une terreur presque superstitieuse. Puissent le succès et la chance continuer à lui sourire ! Le ministre de la Guerre a affirmé hier que le danger d'une nouvelle irruption des hordes en Prusse Orientale avait disparu, parce qu'on n'y peut pas respirer à cause de la présence de 70.000 cadavres qui empestent toute la région.

Nous avons eu hier une nuit bien mouvementée. La nouvelle nous parvint de l'irruption des Anglais à travers le Grand Belt, suivie de la capture du prince Henri et de deux escadres. J'avais pourtant instamment prié Pohl et ses lieutenants de changer leurs dispositions, mais en vain. J'étais hors de moi, et, de la nuit, je n'ai pu fermer l'œil. Ce matin, la nouvelle a été démentie, mais les Anglais préparent certainement un mauvais coup et nous n'en savons rien : et puis, il y a la passivité de notre flotte dont il lui sera de plus en plus difficile de sortir à mesure qu'elle se prolonge. Le succès de nos sous-marins a d'heureuses répercussions. Dieu merci, nous avons plus de sous-marins que l'Angleterre pour des buts offensifs : espérons que de nouveaux succès les attendent.

LUXEMBOURG, 26 septembre. — Nous, c'est-à-dire la Cour et la marine, nous sommes toujours ici. Nous ne sommes en effet pas assez sûrs de l'issue des batailles imminentes, et, d'autre part, il n'est guère possible de reporter en arrière le Quartier Général. Jusqu'ici, notre avance n'est pas considérable, alors que nous aurions cependant grand besoin d'une progression plus active, car le temps ne travaille pas beaucoup pour nous. C'est extraordinaire à quel point nous sommes devenus le peuple le moins aimé de la terre. Tout le monde souhaite notre défaite. Le Kronprinz vient de me téléphoner à l'instant. Il m'a félicité pour l'exploit de l'*U-9* ; puis nous en sommes venus à parler de la situation. Il a été question de Bethmann, de Jagow, du déclenchement de la guerre, etc... Je me suis contenu ; je lui ai dit néanmoins que nous avons la force de tenir, que nous le

devions même, si nous ne voulions pas voir la nation se soulever contre ses gouvernants. En dernière analyse, cette guerre est une lutte à la vie ou à la mort contre l'Angleterre. Quelqu'un venant du front m'a dit tout à l'heure que dans l'armée s'était infiltrée l'idée que notre commandement n'a pas été à hauteur de sa tâche. On y a, désormais, de graves préoccupations ; on se fait une haute idée de l'adversaire, et notre puissant élan initial est demeuré sans succès. Du reste, la nation ignore tout cela. Et c'est un bonheur ! Les Luxembourgeois sont surpris de ne pas nous voir partir : ils prétendent que nos affaires vont mal sur le front. Il y a apparence que les chacals, la Roumanie et l'Italie, attendront tout de même jusqu'à ce qu'il y ait eu une décision ici. D'après une lettre d'Usedom, notre espérance en la Turquie semble s'évanouir. Et que dire de ces fainéants d'Autrichiens pour qui nous versons notre sang ? Cela n'est pas gai. Mais tout cela était inévitable. L'ascension de l'Allemagne déplaisait à tout le monde.

LUXEMBOURG, 27 septembre. — Pour ce qui est de l'affaire Rohrbach (Rohrbach et Jäckh avaient demandé une audience afin de provoquer une meilleure orientation des représentants de la presse neutre au sujet de nos institutions, etc...), j'ai commencé par déconseiller à ces Messieurs de venir. Une visite que je reçois éveille la défiance de toute la coterie et est exploitée en conséquence. Mais j'ai pris ici l'affaire en mains, et il faut que les changements demandés soient obtenus. Il est vrai que sous Bethmann rien ne peut s'améliorer. Le jour où le peuple verra clair dans tout cela, il y aura un malheur. Comment se terminera cette guerre ? Voilà l'énigme de demain. Avec ces mêmes gens qui l'ont si follement engagée ou qui se sont laissé manœuvrer, qui, dans tout l'univers, n'ont rien remarqué, ni rien préparé, avec ces gens, dis-je, on pourrait aboutir à une paix qui vaille ? Vraiment c'est pour moi la quadrature du cercle ! Quoique nous prenions nos repas dans la même salle, nous n'échangeons pas une parole.

CHARLEVILLE, 28 septembre. — Depuis deux jours, l'Empereur avait pris congé de nous à Luxembourg, et, voyant le départ

du Quartier Général différé, les Luxembourgeois commençaient à faire des suppositions. C'est pourquoi nous nous sommes mis en route aujourd'hui à une heure. Trois heures de trajet par Sedan jusqu'ici. Partout où l'on s'est battu, des villages en ruines, souvent abandonnés complètement. Je pris à peine garde à Sedan qui, en d'autres temps, m'eût fort intéressé : tellement le présent nous absorbe ! La Marine est installée ici place Carnot, n° 1, dans la maison d'un riche industriel ou, plus exactement, de sa veuve. Le mari était vieux : elle était jeune. Etant donnés les événements, la famille avait abandonné la maison. Seuls, le concierge et la femme de charge y étaient restés. Son *unique peur*¹, disait celle-ci, était la peur de nos soldats. Naturellement on nous considère comme des assassins et des violeurs de femmes. Aussi l'avons-nous complètement rassurée et lui avons-nous fait entendre que nous n'étions pas des Russes. C'est réellement une impression curieuse que l'on éprouve en prenant possession pour un certain temps d'un intérieur étranger, du reste très bien monté. En bas sont les salons, salle à manger, billard, etc... A l'étage, chose remarquable, rien que des chambres à coucher, celles des enfants du premier mariage, je crois, qui sont adultes. J'occupais au début la « chambre à coucher de Madame »². Cette pièce étant au Nord, je l'ai quittée pour une chambre mieux exposée, où je reçois parfois un rayon de soleil. La chambre de Madame était de style Renaissance : tableaux de maîtres, commode richement garnie. A côté, penderie et cabinet de toilette — mais, détail curieux, nulle part de baignoire. J'en suis réduit, à présent, à habiter la chambre qui fut celle d'une jeune fille de la maison. Outre le meuble principal, un lit français en palissandre, il s'y trouve un prie-Dieu, rembourré du reste, pour plus de commodité.

Ici tout le Grand Quartier est dispersé. L'État-Major Général, le ministre de la Guerre, le chancelier d'Empire avec les Affaires Étrangères, chacun a sa propre installation, et, je crois aussi, sa propre table. J'ai l'impression que nulle part on ne veut de nous. Voilà ce qu'il y a de terrible dans ma situation. Toute ma vie

1. En français dans le texte.

2. En français dans le texte.

j'ai travaillé comme un cheval pour la marine, et aujourd'hui que voici la guerre, je n'ai même pas d'influence pour décider de son emploi. J'admets très bien que la situation de la flotte est délicate, mais ni Pohl ni Ingenohl ne sont de taille. Le premier élan de notre armée nous a coûté énormément de monde et nous a relativement peu rapporté. *The silent pressure of seapower* s'accroîtra avec le temps. Les petits succès de notre flotte ne me font pas illusion. Nos croiseurs qui tiennent les mers, en seront réduits à mourir l'un après l'autre par manque de charbon, d'aliments et de bassins de radoub. Jusqu'à la Suisse, que l'Angleterre a amenée à édicter contre nous des interdictions d'exportation ! De même pour les Pays-Bas. La Suède et la Norvège sont brimées à maints égards : ainsi les journaux norvégiens n'ont plus accès en Angleterre. A moins d'une chance exceptionnelle, la situation devient très grave. Cette chance exceptionnelle, nous l'avions en mains. Il semble que Moltke ait été mal inspiré.

CHARLEVILLE, 29 septembre. — Cette ville n'est pas belle. Si je la compare à une ville quelconque d'Allemagne, de même importance, la comparaison est tout à l'avantage de cette dernière. Maisons, rues et places ont quelque chose de négligé. La place Carnot, bien qu'elle soit entourée certainement de demeures bourgeoises cossues, a l'aspect d'une place d'armes mal entretenue. Nulle part de pelouse — nul embellissement. La place principale, place Ducale, est bien plus jolie en photographie qu'en réalité.

Dans la mesure du possible, je ne me laisse pas abattre : seules les menées de Bethmann, etc... y réussissent, et, dans les circonstances présentes, plus fortement que jamais. Ingenohl pose des questions pour obtenir de Pohl, et naturellement de l'Empereur, des réponses négatives. Dans une telle situation, il n'y a qu'à agir, à ses risques et périls, quand on croit agir comme il faut. Demander toujours ce que l'on a à faire, voilà qui ne me plaît pas du tout.

CHARLEVILLE, 1^{er} octobre. — Ici la situation n'est ni meilleure, ni pire. Le temps ne travaille pas pour nous. A l'Est également

nous piétons sur place. Tout l'univers est contre nous, même les neutres. Les vastes espoirs du mois d'août se sont volatilisés. L'Empereur et Bethmann ne tiendront pas. Le premier paraît même avoir autorisé le second à aller mendier. L'Italie est à l'affût ! Je suis ici absolument inutile : je n'ai même pas encore vu une seule fois l'Empereur. Comment l'arrivée pourrait-elle être bonne après un tel départ ! Un capital presque incalculable a été gaspillé ces dernières années : n'importe où et n'importe comment il fallait que la cruche cassât. Notre peuple est foncièrement bon ; il l'a certainement montré. De grands changements se produiront après la guerre. La suspension du *Vorwärts* est une grosse bêtise. Par l'entremise de socialistes intelligents on eût obtenu quelque chose ; mais, de la sorte, on brise l'union sacrée dont nous avons un si pressant besoin. Les Français comprendront la stupidité de leur idée de revanche qui signifiait : « travailler pour l'Angleterre »¹. L'énergie de bouledogue, dont l'Angleterre fait preuve actuellement, ne laisse pas, malgré tout, de m'en imposer.

CHARLEVILLE, 2 octobre. — J'ai écrit aujourd'hui une lettre tout à fait désespérée à Capelle. Aujourd'hui Pohl s'est mis en route pour porter à Ingenohl l'ordre de ne pas sortir ni de rien faire. Ingenohl n'est pas un chef, sans quoi il ne demanderait pas d'instructions. Il l'a, à présent, sa réponse. Pohl se retranche derrière l'Empereur ; Müller est mou et indécis. Ma situation est abominable ; je suis complètement isolé. La fin qui m'attend, mon labeur ne l'a pas méritée.

Seuls les habitants de condition tout à fait inférieure sont restés à Charleville. Tous les autres ont fui devant les « Barbares ». Je fais deux fois par jour une promenade à pied d'une heure, généralement à travers les rues, car la ville est très étendue. Ce matin, j'ai vu les énormes travaux de réfection du pont sur la Meuse et du tunnel. Notre peuple accomplit des choses grandioses. Il constitue notre seul espoir, — les dirigeants, eux, sont effrayants !

1. En français dans le texte.

Individuellement les Français ne supportent pas la comparaison avec nos soldats ; mais ils sont supérieurement commandés. Ils ont une artillerie de campagne meilleure que la nôtre et savent beaucoup mieux s'en servir : ils sont, indépendamment de cela, très habiles dans l'utilisation du terrain. On ne peut pas du tout prédire comment et quand la situation actuelle sur ce front prendra fin. On n'a pas vu se révéler de grands chefs — exception faite pour l'Est où, le commandement du début une fois écarté, Hindenburg et son chef d'état-major Ludendorff se sont brillamment distingués. Plaise à Dieu que la chance continue à les accompagner dans les jours qui vont suivre ! Je ne suis pas non plus content du tout de la flotte, mais je suis complètement impuissant, car, bien que je doive obligatoirement être consulté, je n'ai pas voix au chapitre et « les absents ont toujours tort ».

CHARLEVILLE, 3 octobre. — L'amiral von Müller me quitte il y a un instant. Il n'était pas du tout d'accord avec moi sur notre façon de conduire la guerre navale. Dans cette question, c'est encore le ministère des Affaires Étrangères qui est par derrière. Il est manifeste que Müller est à présent complètement entre leurs mains. A un tel point, que même au sujet de Hintze il s'est laissé entièrement circonvenir. « Il s'était laissé « convaincre par ces Messieurs que Hintze avait commis de « grosses fautes et des impairs : bref, qu'il devait s'en aller, « et bien loin ». J'insistai pour savoir, et alors ce fut un déballage de bagatelles incroyables, démesurément amplifiées, — le Müller tout entier de l'automne 1911.

Cet après-midi, j'ai été visiter en auto un fort d'arrêt voisin de la ville. Nos projectiles l'ont mis dans un état effroyable. La garnison du fort ne put y tenir longtemps. Réellement, les forces humaines ne pouvaient pas résister à pareille épreuve. Les obus, pénétrant de toutes parts, avaient transformé le fort en un enfer. La garnison dut bientôt l'évacuer. Impuissant à retenir ses hommes, le commandant, dans la douleur qu'il en ressentit, se fit sauter la cervelle. Une compagnie de la landwehr l'a enterré dans le petit bois du glacis qui n'avait pas été entière-

ment rasé. Sa tombe fut surmontée d'une jolie croix avec cette inscription : « Ci-gît le commandant du fort... parce qu'il n'a pas voulu abandonner le poste à lui confié ». Puis, en dessous, à peu près textuellement, cette légende : « Par cette croix de bois toute simple, le soldat rend hommage à son ennemi qui sut accomplir son devoir en preux chevalier ».

CHARLEVILLE, 4 octobre. — Cette guerre est réellement la plus grande folie que la race blanche ait jamais commise. Nous nous entretenons sur le continent au profit de l'Angleterre. Et la perfide Albion trouvera bien le moyen de nous faire passer dans le monde entier pour les responsables. On pourrait y perdre toute croyance au bien. Assurément, nous ne sommes pas complètement exempts de reproches. Ceci surtout à l'adresse des dirigeants : mais les rodomontades ne datent pas d'aujourd'hui, et je les ai toujours détestées. Où le comique se mêle au tragique, c'est, ainsi que Capelle me l'écrivait très exactement ces jours derniers, quand on me range, moi aussi, parmi les chauvins et les excitateurs. Anvers ne semble plus devoir tenir bien longtemps. Mais, pour le reste, il y a à présent deux lignes fortifiées, parallèles, à travers une partie de la France : *partie remise*¹ jusqu'ici. On ne peut pas juger si le nouveau commandement est vraiment à la hauteur. La situation a été très critique, et lentement le public commence à le savoir. Celui qui est le plus réputé, c'est le chef d'état-major de Hindenburg, le général Ludendorff. Mais une rude tâche l'attend, car nos alliés ne brillent pas beaucoup en Galicie. Napoléon III avait raison : « On ne s'allie pas avec un cadavre »².

CHARLEVILLE, 6 octobre. — Pohl rentre à l'instant de Wilhelmshaven, où il est allé chercher l'approbation d'Ingenohl pour sa politique d'inaction. Le danger des sous-marins et, d'une manière générale, l'idée de conserver la flotte dominant tout. L'opinion, bien enfantine, de Pohl, partagée du reste par le chancelier d'Empire, c'est qu'après la guerre il faudrait dou-

1. En français.

2. *Id.*

bler la flotte : or, c'est le contraire qui est vraisemblable, politiquement, financièrement, surtout si l'on tient compte de la gloire des sous-marins. Le programme en cours ne pourra pas lui-même être maintenu. Je ne crois également pas beaucoup aux folles espérances, au soulèvement en notre faveur des Hindous et de tout le monde musulman. Moi aussi je trouve bonne la réponse de Harnack au savant anglais ; mais nous ne nous entendons plus du tout avec les Anglais, — et cela depuis que nous nous refusons à admettre qu'ils sont le Peuple élu et que les autres peuples n'ont que le droit d'être pour eux des citrons dont ils expriment le jus.

Aujourd'hui j'ai reçu une longue réponse de Ballin à une lettre que je lui avais adressée. Il s'emploie activement à amener une entente avec l'Angleterre et il m'engage, entre autres, à conclure un accord naval avec Churchill, c'est-à-dire, en d'autres termes, à renoncer à notre autonomie vis-à-vis de l'Angleterre et à faire de nous un État vassal, selon le modèle français. Si le bon Dieu n'intervient pas tout spécialement, c'est à cela que nous arriverons. On est en train de préparer le terrain à cette intention, et c'est moi qui aurai été la cause de la guerre ! Je saurai me résigner.

CHARLEVILLE, 7 octobre. — A Tsing-Taô, une attaque a été repoussée. Les Japonais vont y augmenter leurs troupes d'assaut. Ce qui est caractéristique, c'est que les Anglais participent à la conquête de Tsing-Taô avec 1.000 rangers. Ils ont perdu tout sentiment de leur parenté de race. Japonais, Hindous, Nègres, ils amentent tous les peuples contre nous. C'est maintenant le tour des Portugais. Moi aussi, je partage le jugement porté par Büchsel sur notre commandement dans le combat de croiseurs du 28 août. Mais j'ose à peine y faire de légères allusions : car, selon Müller, tout s'est admirablement passé. Le capitaine Mann sort d'ici ; il est venu me saluer de la part de l'amiral von Schröder. Nos fusiliers marins se sont très bien comportés devant Anvers. Pohl est de retour, plus petit, mais plus grand aussi que jamais. La résignation et le manque d'initiative de la flotte ne m'ont pas du tout plu. On s'est endormi sur le refrain :

« rien à faire ». C'est terrible pour moi d'y songer. Et dire que je suis impuissant !

CHARLEVILLE, 8 octobre. — Hier, je suis rentré fort abattu de chez l'Empereur. Presque une heure de conférence sur une conversation politique avec un bourgeois de Saint-Quentin chez lequel il habite et auquel il avait exposé toutes ses vues politiques. Représente-toi le grand-père de l'Empereur dans sa situation ! Puis ce furent des détails sur la guerre. Mais qu'adviendra-t-il quand ses nerfs l'abandonneront ? Voilà qui n'a pas été prévu par la Constitution.

Impossible d'exprimer dans une lettre ce qui rend ma situation si pénible. J'ai lutté pour donner à l'Allemagne une place dans le monde. Il lui fallait, entre autres choses, posséder une flotte. Mais, pour la construction d'une flotte, des années sont nécessaires : cependant, dès à présent, cette flotte existe à un degré suffisant pour que son intervention dans une guerre mondiale s'impose. Or, dans les deux dernières années, il a été reconnu, aussi bien chez les Anglais que chez nous, que le sous-marin devrait jouer dans la mer du Nord un rôle plus important que précédemment. C'est là un corollaire du développement de la technique. Dès l'hiver dernier je m'étais rendu compte qu'il fallait prévoir, en conséquence, la modification de la base de notre programme naval. Une telle œuvre exigerait des années. (Soit dit en passant, nous sommes supérieurs aux Anglais en sous-marins). D'après les événements, l'importance actuelle des sous-marins ¹ est encore estimée au-dessus de sa valeur. La flotte anglaise ne viendra pas nous chercher, c'est vrai. Je ne veux pas non plus qu'actuellement notre flotte aille en Angleterre pour y livrer bataille. Mais je considère comme une véritable faute, l'ordre donné à Ingenohl de « ne rien risquer », d'éviter la lutte contre une force supérieure. En d'autres termes, cela s'appelle embaumer notre flotte, et alors, représente-toi la paix ! Il fallait un homme de grande décision pour faire quelque chose de notre flotte, et, malgré toutes ses qualités, Ingenohl n'est pas cet homme.

1. NOTE DE L'AUTEUR : contre les vaisseaux de guerre.

Il y a aussi le côté politique de la question. Tu dois te rappeler depuis Tarasp que nous avons été *drifted* dans la guerre, sans l'avoir voulue. Pendant des années et des années, nous avons pratiqué une politique de bascule qui, finalement, nous a valu l'hostilité de tout l'univers ; et Bethmann planait dans les nuages. Aussi en est-il tombé, le jour où l'ambassadeur d'Angleterre quitta Berlin. On mobilisera un jour toutes les plumes pour raconter que la rupture avec l'Angleterre ne se serait pas produite si *the dangerous man* n'avait pas été là : et voici que, pour comble, toute l'œuvre de sa vie est paralysée. Si j'étais seul en cause, cela ne tirerait pas à conséquence ; mais il y a notre peuple. Après les terribles fautes commises par le commandement en août, je me représente à grand'peine comment nous pourrions honorablement sortir de cette guerre. Le seul espoir qui nous reste, c'est de tenir et de pouvoir tenir : mais, pour cela, il faut des hommes de fer, et, quand on voit l'entourage de l'Empereur et de Bethmann, cet espoir diminue. Certes, après la guerre, il se produira de grandes transformations à l'intérieur. Tu sais combien de fois j'ai répété qu'une catastrophe était inévitable : seulement on ne savait ni quand ni comment. On voyait venir cela lentement, de loin, mais on ne pouvait rien là contre, et finalement on sera traité d'auteur responsable ! Voilà ce qui me rend si pénible ma présence ici. Ils sont nombreux, ceux qui ont compté sur moi, et je ne puis rien changer ; là où je pourrais faire quelque chose, en matière navale, je trouve la voie barrée, car ils ne veulent pas perdre leur jouet. Cela, comme tout le reste, a été un jouet. Les Japonais ne viendront pas. C'est absurde de croire à leur venue. Mais 20.000 Hindous ont débarqué à Marseille et ont défilé sur la Cannebière parmi l'allégresse de la population ; 20.000 Canadiens sont arrivés au Havre. Il viendra peut-être aussi des Portugais. Cela n'est pas bien méchant : je m'inquiéteraï plutôt de la transfusion généralisée du flegme britannique dans le sang ardent du Français : l'effet en est puissant sur les champs de bataille.

CHARLEVILLE, 9 octobre. — Sa Majesté vient de me mander pour un entretien. Quand je suis arrivé, j'ai rencontré l'Em-

pereur dans la rue avec sa suite. Il m'apprit la chute d'Anvers, puis il m'invita à dîner pour ce soir. Naturellement, l'Empereur fut d'humeur radieuse. Le général von Beseler va recevoir l'ordre *Pour le mérite*¹. « Ils enrageront, nos cousins de l'autre côté de la Manche ; car, à présent, on va continuer ». Le point capital, à savoir la possibilité qu'avait eue la garnison d'échapper par le Nord, paraissait moins le préoccuper. Le prince Eitel était également présent. Il avait fait une chute et reprenait haleine pendant quelques jours : simple et cordial comme d'habitude. En somme, il considère la situation comme sérieuse, — ce qu'elle est, du reste. Il est vraiment fâcheux que, selon les apparences, les Russes reviennent de nouveau en Prusse Orientale. Ce succès manifeste d'Anvers nous était nécessaire à tous, surtout pour sa répercussion à l'extérieur. J'ai oublié de te raconter que je suis allé hier à Sedan et que j'ai partiellement parcouru l'ancien champ de bataille. Nous fûmes sur la colline fameuse d'où le vieil Empereur observait le panorama de la bataille, près de Frénois, je crois. Nous visitâmes ensuite la maison près de Donchery où Bismarck et Napoléon se rencontrèrent. La maison est toujours habitée par la même femme, qui avait 27 ans à cette époque ; elle semble n'avoir d'autre profession que de montrer la pièce où Bismarck négocia avec Napoléon. Dans un cadre, on voit quatre napoléons d'or que « l'Empereur » lui a donnés. C'est une toute petite chambre, pauvrement meublée : on y accède par un étroit escalier. Plus loin, vers Bazeilles, dans la maison « de la dernière cartouche »², il y a un petit musée local. Un peintre de batailles français a choisi l'épisode comme sujet d'un grand tableau qui a même été exposé à Berlin (bien que les Allemands y fassent figure de monstres). Après avoir traversé la ville de Sedan, nous nous rendîmes au monument élevé à la mémoire du général Margueritte et de ses chasseurs. C'est un grand bloc de marbre surmonté d'une « France » inclinant un drapeau. Sur le devant, on voit les chasseurs arrêtés soudain au bord d'une carrière, — puis c'est la chute. — Un peu prétentieux, néanmoins c'est une œuvre d'art. Il faisait une

1. En français dans le texte.

2. *Id.*

merveilleuse journée d'octobre. Comme j'aurais goûté tout cela autrefois ! Mais, aujourd'hui, les dures réalités du moment et les soucis que nous avons pour la patrie ont d'un seul trait effacé l'intérêt que présente cette grande époque. Dans ce temps-là, j'étais jeune lieutenant : nous restâmes six mois en rade de Schillig, jusqu'au moment où les glaces nous obligèrent de rentrer dans le port. Nous n'avions que trois bâtiments, et, en mer, il y en avait huit : malgré cela, à deux reprises, nous avons tenté de faire quelque chose. Je suis à présent un homme de 65 ans ; je suis ici, et notre grande flotte est de nouveau au port. C'est dur pour moi.

CHARLEVILLE, 10 octobre. — A dîner, nous étions autant d'invités qu'il y avait de places disponibles. Avant le potage, on servit cette fois du champagne. L'Empereur fit une allocution dans laquelle il loua d'abord le Seigneur des armées et ensuite Moltke, qui avait conçu le plan, et Beseler, qui l'avait exécuté, puis trois hurras ! L'assistance éprouva une impression particulière à voir en cette circonstance Moltke mis en relief et sur le même pied que l'autre. C'est tellement absurde de ne pas l'envoyer chez lui soigner son cœur et ses reins ; car il est bien malade ! Ainsi les propos empoisonnés se répandent de plus en plus, même dans l'armée, et l'on demande : qui donc nous conduit ? Les gens sérieux mesurent toute l'importance de l'évasion de l'armée belge. Un de nos sous-marins en a été témoin ; mais, prenant ces troupes pour de simples populations en fuite, il s'est abstenu de tirer. On se demande s'il ne serait pas préférable que ces 80.000 Belges et Anglais fussent encore dans le trou de souris d'Anvers, au lieu d'être utilisés selon les besoins de nos ennemis en campagne. Il n'en reste pas moins vrai que la chute d'Anvers rend plus aisée notre situation sur ce front. De la Prusse Orientale également, où l'on était très inquiet, nous sont parvenues aujourd'hui d'excellentes nouvelles. Et cependant la même idée ne cesse de m'assaillir : comment sortir de cette guerre honorablement, et sans pertes trop grandes, pour ne pas dire irréparables ? Un témoin peu suspect, mon médecin principal, disait dernièrement que les trois chefs de

Cabinet exécutaient aveuglément ce que disait l'Empereur. En fin de compte, tout l'entourage est logé à la même enseigne. (Du reste, l'Empereur a dit à Bethmann et Jagow qu'eux, les diplomates, ne devaient pas perdre ce que l'épée allemande avait conquis. Sourire embarrassé des deux personnages). L'amiral von Müller, lui aussi, trouve à présent regrettable l'ordre envoyé au nom de l'Empereur par Pohl à Ingenohl : en réalité, c'est l'embouteillage complet de la flotte, avec, par surcroît, des vides qui ne serviront à rien et seront dangereux. Voilà un document historique, et dire qu'il faut « que je regarde faire » sans rien pouvoir pour épargner à la marine une mortification sans pareille ! Si seulement le ministre de la Guerre était un homme avec qui je pusse m'entendre ! Il ne me reste donc que Hopman qui pense comme moi et qui me raconte que les subordonnés de Pohl se sont également rendus à l'évidence.

CHARLEVILLE, 11 octobre. — La lettre du 9 courant vient de me parvenir avec le bordereau du commissaire du Mainz. Mon pauvre enfant a, pour sûr, vivement senti combien notre commandement fut peu habile, le 28 août. Souffrirait-il moins, à présent, s'il voyait que l'œuvre de son père est si mal utilisée ? J'en doute fort. J'ai reçu hier une lettre de Capelle : sur bien des points nos vues divergent. Lui non plus ne m'a pas compris. Il est trop difficile de traiter par lettres, c'est-à-dire sans discussion directe, ces grandes questions en suspens. A la vérité, il aboutit à cette conclusion, que je devrais patienter encore. C'est ce que je vais faire momentanément, surtout que, au point de vue du moral, ma situation serait à peine meilleure à Berlin. Capelle prétend qu'ici je suis pour ainsi dire *fleet in being*.

La chute d'Anvers, et la manière dont elle a été prise, a tout de même produit de l'effet à l'étranger. Il est bien permis de le dire : la force du peuple allemand s'affirme très puissamment : ici à l'Ouest, contre trois nations ; à l'Est, contre la vague slave ; et, en outre, nous avons à tirer d'affaire la veule Autriche. Aujourd'hui, une fois de plus, la nouvelle de l'intervention

imminente de la Turquie nous est arrivée. Mais je n'y croirai pas avant que les coups de feu crépitent, car nous avons été trop longtemps bernés.

Tout le monde est heureux qu'il fasse beau, à cause des pauvres troupes dans les tranchées ; pourtant les Français auraient davantage à souffrir de la pluie. Quelle curieuse guerre ! Des Vosges jusqu'au Pas-de-Calais, en passant par Paris, c'est provisoirement une longue ceinture fortifiée, de chaque côté : on ne pourrait la forcer qu'au prix des plus sanglants sacrifices. Par contre, une forteresse qui a coûté des centaines de millions est prise d'assaut au bout de 12 jours, sans pertes trop fortes. Avions et autos jouent un rôle dont on n'avait pas eu la moindre idée, comme d'ailleurs toute la technique. Des ponts et des tunnels, qu'on mettait autrefois des années à construire, sont achevés en 15 jours. Quand on voit cette activité sans bornes de notre peuple, on est inévitablement amené à croire qu'il ne saurait être vaincu. Le seul point noir est *the silent pressure of sea-power*. Comme disait M. von Heydebrand en 1911 au Reichstag : « L'Angleterre, voilà l'ennemi ! » N'est-il pas révoltant aussi de voir ces gaillards continuer leurs sports tandis que, à leur instigation, tous les peuples d'Europe s'entre-déchirent ?

CHARLEVILLE, 13 octobre. — Quelques lignes seulement. Je vais aujourd'hui en auto à Bruxelles et Anvers, et serai de retour demain soir ou après-demain matin. Ici le moral s'est un peu amélioré depuis la chute d'Anvers et le refoulement des Russes en Prusse Orientale, en dépit de l'énorme supériorité numérique de ces derniers. Capelle prétend que Bethmann qui, dans l'occurrence, a tiré le vin, doit le boire. Je suis d'avis différent. Seul un homme plus jeune, un caractère de fer, peut en finir. Avec Bethmann, il n'y aura jamais rien de propre, et qui sait alors où nous serons entraînés ?

BRUXELLES, 13 octobre. — Voyage très fatigant pour venir ici. Départ immédiatement après le lunch, aucun repos, et environ cinq heures de trajet avec interruptions. Je ne verrai rien de Bruxelles, car, dès demain matin, je continue ma route vers

Anvers, pour y voir l'amiral von Schröder, et m'informer de ses desiderata. Ici, on n'a toujours pas repéré où se trouve l'armée belge : en vêtements civils, elle a probablement gagné l'Angleterre et les Pays-Bas.

CHARLEVILLE, *14 octobre*. — Rentré aujourd'hui de Bruxelles, après un trajet de cinq heures avec quelques pannes, en passant par Namur et en remontant la Meuse. Invité à dîner ce soir chez Sa Majesté, sans doute à cause du succès de nos sous-marins dans le golfe de Finlande. Le fils du comte Berkheim y a très bien manœuvré : quel dommage que l'adversaire n'ait pas été un Anglais !

En somme, ce voyage a été pour moi très fatigant, et je n'ai pas obtenu tous les résultats que je voulais espérer. Avant d'atteindre Bruxelles, nous traversâmes Charleroi qui fut en 1815 quartier général de Napoléon avant la bataille de Ligny. C'est à présent une immense cité industrielle avec une population affreuse : un petit détachement de landsturm est massé dans le centre de la ville. Après Charleroi, nous parcourûmes tout le champ de bataille de Belle-Alliance, parsemé de nombreux monuments commémoratifs. J'eus à ce moment une vision très nette du chemin parcouru depuis cent ans. A Bruxelles, la grande ville, nous trouvâmes une population très agitée ; dans le voisinage du Palais de Justice étaient concentrées des troupes allemandes (environ 5.000 hommes), parmi lesquelles un détachement de marine. Un officier de la suite du feld-maréchal von der Goltz me parla d'une certaine période où l'on ne savait pas, en réalité, si nous assiégeons Anvers, ou si les troupes belges assiégeaient Bruxelles. A ce moment un des notables lui avait dit : « Mais, Monsieur, vous êtes les prisonniers ¹ ! » Après la chute d'Anvers, le moral a dû changer. Goltz éprouvait quelque inquiétude parce qu'on avait vu à Lille et dans le Nord d'assez forts contingents ennemis. Mais j'apprends à l'instant que tout danger est conjuré. Ici aussi il y a toujours des hauts et des bas dans l'inquiétude.

1. En français.

CHARLEVILLE, 15 octobre. — Ils doivent avoir l'âme bien vile ceux qui imputent à des considérations égoïstes ma volonté de faire entrer la flotte en action. (Il serait pourtant fort intéressant de connaître ceux qui forgent de semblables rumeurs.) Je ne pourrais rien faire de plus absurde que de pousser la flotte à la bataille, si je croyais qu'elle ne remportera aucun succès. Or, c'est précisément parce que j'ai foi en son succès et que j'entrevois dans son inaction une diminution de son moral, que j'ai poussé à l'action. Il n'est même pas nécessaire d'aller jusqu'à une bataille décisive ; il s'agit simplement de déployer une activité qui provoquera de l'inquiétude chez les Anglais et fournira aux torpilleurs l'occasion d'attaques nocturnes. La conduite actuelle de la guerre aboutit à l'écrasement de toute initiative et à l'enlisement général. C'est aussi la mort de la flotte après la guerre. Mais, assez parlé de tout cela. Je me résignerais bien volontiers, si je ne concevais pas d'aussi grandes inquiétudes pour l'Allemagne. On ne nous réduira pas par la violence, mais la situation mondiale de l'Allemagne, il se peut qu'elle soit compromise.

C'est curieux comme nous sommes toujours peu aimés et comme toute notre diplomatie est tombée bas. Dans presque tous les postes se manifeste une incapacité littéralement terrifiante. Mais je préfère te parler encore d'Anvers. Je me suis mis en quête de notre division de marine qui s'est très vaillamment comportée. Le vieux loup de mer Schröder a tenu son rôle excellemment, avec beaucoup d'énergie et de bravoure. Une ligne de tranchées emportée après l'autre, et sur cette ligne les forts ont terriblement souffert du tir. L'immense ville d'Anvers est presque déserte ; ça et là, quelque silhouette douteuse : curieux coup d'œil. L'armée a un peu abusé de la division de marine, mais il faut dire, à son excuse, qu'il y avait grande urgence. La brigade d'artillerie de marine, constituée par des hommes appartenant à la défense côtière, et qui était une formation toute neuve, a dû prendre les tranchées dès son débarquement. La division de marine eut beaucoup de mal : une longue ligne à défendre sans d'autres pièces d'artillerie que celles de nos canonnières. Schröder vint à moi et me fit un accueil très cordial. Ce fut pour moi une joie réelle de lui parler et de l'écouter,

après avoir été forcé d'endurer Pohl si longtemps. Je pourrais à juste titre envier Schröder, non seulement pour son optimisme, mais encore pour sa situation. Il a été, il est encore devant des objectifs très nets et n'a à regarder ni à droite ni à gauche. On ne saurait prévoir si, comme il l'espère, la division de marine, avec Bruges, Ostende et peut-être un jour Calais pour base, aura à son actif des succès importants : mais ce qu'on peut dire, c'est qu'elle portera sur les nerfs aux Anglais.

Deux jours avant la chute de cette ville, Churchill avait été à Anvers, l'avait parcourue dans tous les sens en auto, et avait partout recommandé la résistance acharnée. Voyant que les choses tournaient mal, il disparut : on dit qu'il est maintenant en France. Schröder me promena ensuite à travers la ville. Sur les quais et dans les docks qui s'étendent à perte de vue, ce ne sont que firmes allemandes : Anvers devait toute sa prospérité à l'Allemagne. Conserverons-nous au moins cette position ? J'ai déjeuné avec Schröder et son état-major, puis je me fis conduire au fort de Walchem, qui a été terriblement endommagé par notre tir. Soirée à Bruxelles. Départ hier matin à neuf heures ; itinéraire : Namur, Givet, Dinant, Revin, etc. Partout des monceaux de ruines : çà et là une localité complètement intacte. Hier soir, chez l'Empereur, rien de spécial. On était en très bonnes dispositions, et l'on fonde maintenant les plus hautes espérances sur les troupes de réserve.

CHARLEVILLE, 16 octobre. — Ici l'on attend impatiemment la suite des événements dans le Nord. Par endroits, l'on doute d'un succès décisif. Les Anglais ont glissé le long de la mer et sont établis à l'extrême Nord. On dit qu'au Quartier Général français le moral laisse à désirer, que l'amalgame des troupes noires et blanches ne rend pas. On dit aussi que la chute d'Anvers a produit un gros effet sur le public londonien. Par ailleurs, il paraît que la fabrication de mensonges a dépassé là-bas tout ce qu'on peut imaginer.

CHARLEVILLE, 17 octobre. — Nous ne sommes pas du tout sûrs ici que le nouvel assaut livré en ce moment par notre armée

nous conduise à un succès complet. C'est presque notre dernière grosse carte que nous jouons. En cas d'échec, il adviendra ce que Jagow m'a dit aujourd'hui en parlant de la fin de la guerre. Selon lui, la guerre s'enliserait, s'assoupirait lentement, par suite d'épuisement général. Voilà qui serait mauvais pour nous. Mais ce que je redoute aussi, avec des dirigeants comme nous en avons, c'est que le traité de paix ne donne pas satisfaction au peuple allemand. Je ne crois pas un instant à l'écrasement de notre peuple. Une nation qui a montré dans cette terrible guerre d'aussi brillantes qualités que l'Allemagne ne saurait être abattue. Mais laisserons-nous à nos enfants un riche héritage ? C'est une toute autre affaire. Assurément, il faudra que, de gré ou de force, ceux qui nous gouvernent changent leurs méthodes. J'ai lu quelques extraits des *Sozialistische Monatshefte*, organe qui tient de près à la Socialdémocratie, qui m'ont fait grand plaisir. La Socialdémocratie a compris que son idée d'internationalisme est une utopie dans un monde où les réalités s'entrechoquent durement, et, chose curieuse, elle a compris aussi que ce n'est pas la Russie qui est l'ennemi principal dans cette guerre, mais l'Angleterre, l'Angleterre qui ne voulait pas souffrir une Allemagne prospère. Tout irait bien si nous avions une direction politique. Est-ce que notre nouveau commandement militaire n'est pas trop prudent après la défaillance du précédent ? Je ne veux pas en juger : je ne suis du reste pas suffisamment en mesure de le faire. Mais parfois on a cette impression. Enfin heureusement que l'on a tout au moins à l'Est des hommes de valeur qui tiennent en respect le colosse russe. Ils le briseraient en morceaux si nos alliés étaient, non des Autrichiens, mais des Prussiens. Nos sous-marins rendent à merveille. Certes, il faut nous attendre aussi à des accidents de ce côté-là.

CHARLEVILLE, 18 octobre. — Pour ce qui est des fruits de la victoire, avec le gouvernement que nous avons, nous n'en profiterons certainement pas. Mais avant tout — c'est ce qui est le pire, — nous n'avons pas encore, à ce jour, de victoire qui puisse être exploitée. Nous avons un beau jeu en mains : nous l'avons gâché. Je préférerais ne pas m'exprimer par écrit sur ce point,

quoique la vérité ou plutôt le fait positif commence à être connu partout. Pour l'instant nous n'avons pas d'autre alternative : tenir aussi longtemps que possible et laisser les autres venir. Alors seulement nous pourrions avoir une paix supportable. Dans tous les cas, je crains qu'une très grande déception n'attende notre peuple, étant donné l'effort gigantesque fourni et les pertes en hommes. Si, dans la politique intérieure, nous ne prenons pas les rênes en mains, nous serons ultérieurement acculés à des réformes qui dépasseront alors les bornes du raisonnable. Or, d'après la constitution, seul le chancelier a le pouvoir de le faire. Notre Constitution était à la mesure du vieil Empereur et de Bismarck : mais elle n'est pas à la mesure d'hommes moyens. Toute notre Constitution et tout le pouvoir exécutif reposent sur un seul homme : c'est une faute de méthode. Si cet homme n'est pas supérieur à la moyenne, c'est dangereux. L'idée de gouverner par le moyen du ministère prussien est une erreur.

Supposons l'autre cas : si je voulais proposer des réformes, on serait en droit de me dire : Est-ce votre affaire ? Et alors je serais décrié dans tout l'entourage de l'Empereur, ma situation difficile deviendrait plus intenable encore, et je n'arriverais à aucun résultat. Il y aurait des conséquences plus fâcheuses encore. Si, comme le croit Jagow, la guerre devait s'enliser et s'assoupir peu à peu, c'en serait fait de la situation de l'Allemagne dans le monde. Entourés, comme nous le sommes, de la haine et du mauvais vouloir de tout l'univers, seule une grande victoire peut nous tirer d'affaire. Songeons-y : la haine non seulement de nos ennemis, mais encore de presque tous les neutres, exception faite peut-être de la Suède et de la Suisse allemande. Et la cause de la guerre : l'affaire de Serbie ! Dans le monde entier, nous passons pour les instigateurs. Faites-vous donner une brochure parue en Hollande et qui préconise, après la paix, une alliance universelle contre le parvenu allemand, mal dégrossi, qui jette partout le trouble. Quoiqu'elle sue la haine contre nous, elle contient néanmoins bien des vérités. En Angleterre, toute la nation fait la guerre avec une ardeur frénétique et une énergie de bouledogue. Assurément, c'est ce que fait aussi notre

peuple, mais comment prendre à la gorge le bouledogue, surtout ayant sept autres chiens à nos trousses ? Notre marine est remplie de vaillance et de courage : mais notre commandement est effroyable. Hier matin, j'ai eu une vive discussion avec Pohl, car je trouve tout à fait absurde le raid des quatre torpilleurs. Nous avons reçu ce matin la nouvelle de leur destruction.

CHARLEVILLE, 19 octobre. — Ce matin, le chancelier m'avait convié à une conférence sur les conditions possibles de paix. J'ai tout fait pour ne pas me prononcer, en alléguant qu'il nous fallait d'abord la victoire complète, avant de pouvoir émettre une opinion. J'espère pouvoir bientôt t'en dire davantage de vive voix. Car j'ai l'intention de me rendre à Kiel et à Wilhelmshaven : à mon retour, je passerai par Berlin.

D'après les nouvelles que nous venons de recevoir à l'instant, la situation serait favorable ici, sur notre front Ouest. Il paraît que les Anglais ont lancé une attaque peu habile sur les troupes allemandes au Nord de Lille et qu'ils ont été refoulés avec de lourdes pertes ; on s'attend à avoir ici la grande décision dans quelques jours. Que Dieu nous y accorde une victoire totale ! Nous en avons grandement besoin. L'Angleterre demeure notre ennemi le plus redoutable. Je te recommande la lecture de l'article de Carl Peters : je partage sa façon de voir, à l'exclusion de sa proposition d'infliger de mauvais traitements aux Anglais restés en Allemagne. Quant à la direction de notre guerre navale, je continue à ne pas l'approuver. La destruction de nos quatre torpilleurs est le résultat d'une conception radicalement fautive. Nous ne tentons quelque chose que là où un heureux hasard pourrait seul nous tirer d'affaire et nous ne tentons rien quand des succès vraisemblables sont possibles. Le manque d'initiative dans notre flotte suggère aux autres des initiatives. Mais Müller excuse toujours tout.

CHARLEVILLE, 20 octobre. — Je fus hier au soir chez l'Empereur : il est toujours le même. Impossible, malgré mes tentatives, d'avoir avec lui un entretien sérieux.

HAMBOURG, 25 octobre. — Müller, de l'*Emden*, a de nouveau capturé six navires, et les Anglais sont furieux ; le *Karlsruhe* est même allé jusqu'à 13. Ballin ne s'en réjouit pas, parce que cela ne fait qu'exciter la fureur des Anglais. C'est possible : néanmoins, je m'en réjouis. Je ne puis pas faire autrement.

CHARLEVILLE, 9 novembre. — Tu as dû recevoir de Trèves mes effusions de joie à propos du combat victorieux sur les côtes chinoises. Par malheur, le chagrin de la perte de Tsing-Taô est venu par là-dessus. Ainsi l'œuvre de 19 années est effacée d'un seul trait. De différents côtés, j'ai reçu des télégrammes très amicaux, notamment du Président du Reichstag ; le duc Jean Albert m'a également télégraphié en termes chaleureux. Hier, conférence chez Sa Majesté : j'en suis satisfait. Rien de particulier ici. On espère de plus en plus à l'Ouest. J'ai le sentiment instinctif que cette façon d'engager les troupes par petits paquets ne produira rien de bon. Hier matin, longue conférence avec Jagow. Il avait tout de même des raisons pour ne pas changer en ce moment notre ambassadeur à Rome.

CHARLEVILLE, 13 novembre. — J'ai souffert, et je souffre davantage encore aujourd'hui, en constatant que toute notre politique des dernières années a été pure folie et que les dirigeants de l'Empire, — je fais ici exception de Sa Majesté, — ont fait et font encore si totalement carence. Je serais content si j'avais personnellement confiance dans le commandement d'ici. Sans doute je ne puis pas en juger, mais cela ne me dit rien qui vaille.

Rien de nouveau à mentionner ici, sinon que la situation est redevenue stationnaire. A l'Est, 29 corps d'armée allemands et autrichiens font face à 49 corps d'armée russes. Sans oublier que nos fidèles alliés ne comptent qu'à moitié. Les Turcs commencent déjà à réclamer des munitions, et nous n'en avons pas à leur donner ; d'ailleurs, la Roumanie ne laisse plus rien passer. Ma tentative de faire envoyer Bülow à la place de Flotow à Rome a échoué à cause de mille scrupules de la part de Jagow. Après la guerre, je me fais socialiste, et je me mets en quête de lanternes,

mais là par dizaines. Car, pour améliorer la situation, il faudrait s'attaquer à l'hydre tout entière. Je redoute à présent des surprises dans la mer du Nord, et je n'arrive pas à en finir avec Pohl.

CHARLEVILLE, *14 novembre*. — Le temps abominable continue. Les pauvres bougres dans les tranchées ! Je crois que les gens compétents ont perdu l'espoir d'une percée dans le Nord. Ainsi nous n'arriverons pas à Calais, où j'aurais ardemment voulu aller avec ma seconde division de marine. C'est partie nulle, définitivement je le crains. Mais n'en parlez pas. Les deux armées sont face à face dans le Nord, complètement épuisées. Nous avons perdu environ 100.000 hommes dans le Nord. Nous n'avons pas de nouveaux corps à mettre en ligne. A l'Est, la situation n'est pas absolument mauvaise. Mais il nous faudra encore y envoyer des troupes, car les Autrichiens sont incroyables. Je viens de m'entretenir avec le colonel von Marschall, du Cabinet ; son avis, qui, du reste, est généralement partagé ici, c'est que les autres n'arriveront certainement pas à connaître nos pertes et que l'Angleterre ne pourrait pas mettre en ligne autant de renforts que nous. C'est possible, mais partie remise est une mauvaise affaire, si la flotte ne peut pas prêter son concours.

Hier, nous avons reçu de bien mauvaises nouvelles de la mer Noire. Transports de munitions turcs torpillés, et les Turcs sans munitions ! A présent, qui tiendra le plus longtemps ?

CHARLEVILLE, *15 novembre*. — Je reviens à l'instant d'une conférence avec le ministre de la Guerre. Il a été cette fois plus aimable et moins vague. Il faut sans doute en chercher la cause dans la situation générale que, lui aussi, considère comme terriblement sérieuse. Du reste, la qualité des troupes anglaises a déjà bien diminué. Autant que je puisse m'en rendre compte, c'est l'arrêt complet sur le front Ouest, et la plus légère avance n'est possible qu'au prix des plus lourds sacrifices. Et puis le royaume des pirates exerce sur les neutres une si incroyable pression, que, pour maints articles nécessaires, tels que salpêtre, bandages d'autos, etc..., nous allons être placés dans une situa-

tion très critique. Il semblait chercher une issue plutôt du côté de la France que du côté de la Russie. Je crois que cela est totalement impossible, puisque la Russie et la France sont alliées. Ici, temps rude, affreux, qui n'en finit pas ; ce matin, il neigeait abondamment. Le moral de l'Empereur et de son entourage est bien bas. Je me fais des soucis pour la flotte ; l'Angleterre attend sans doute que le temps soit plus favorable, et, avec cela, impossible de causer avec Pohl.

CHARLEVILLE, 17 novembre. — Dieu merci, nous avons à l'Est, en Hindenburg et Ludendorff, des chefs vraiment grands et c'est ce qui nous préservera du pire. Ici, à l'Ouest, on ne peut pas en dire autant, hélas ! du commandement. J'ai causé hier avec le très sagace et très intelligent S... ; ses réflexions confirment ce qui pour moi n'était qu'une simple intuition. Un « secours » nous est arrivé, dont S... fait grand cas, mais ces indications à titre purement confidentiel ; peut-être auront-elles un jour beaucoup de valeur pour moi. En août, on a commis des fautes inouïes : aucune organisation au bureau de l'État-Major Général ; puis on a perdu la tête, ce qui, comme tout le monde ici le comprend à présent, nous a amenés à une retraite inutile et absurde. De là, en fin de compte, est résultée la situation actuelle, d'où des chefs véritables pourraient cependant nous tirer, car les troupes sont excellentes. Pour les grosses « Bertha » il nous faut attendre d'avoir de nouveau assez de poudre disponible. Depuis le début de la campagne, nous avons donné à l'armée toute la poudre que comportaient nos accords : de même pour les fournitures, le ravitaillement et beaucoup de matériel.

Ce soir, je suis invité chez Sa Majesté avec l'amiral von Pohl. On nous donnera sans doute à nous aussi des croix de fer que je ne voudrais pas du tout porter. Ma façon de juger notre commandement dans la mer du Nord et notre Conseil supérieur de guerre de la Cour est du reste absolument partagée par T., par V. et par E.

CHARLEVILLE, 18 novembre. — Ainsi, comme je m'y attendais, j'ai reçu hier la croix de fer, et, qui plus est, de première classe.

Je n'en ai éprouvé nulle joie : combien en eussé-je été fier dans d'autres circonstances ! Et je ne pus m'empêcher de dire à Sa Majesté que ce n'était pas mérité, sur quoi l'Empereur répliqua qu'aucun de nous à Charleville ne l'avait mérité. Je pensai avec Caprivi : « Les décorations viennent avec l'âge comme les maladies infantiles ».

Combien, après 1870, j'enviais tous ceux qui avaient *mérité* la croix, et maintenant je ne tiens aucunement à la porter, car je ne pense pas que notre flotte fasse quelque chose, et, si cela, arrivait, des maladresses seraient commises. Toute mon âme est tendue vers l'Est : si seulement nous y remportions un gros succès ! Il serait écrasant si nous n'avions pas l'infériorité du nombre : dans ces conditions, on ne peut espérer qu'un bon succès. Je ne vois pas encore les choses tout à fait aussi en noir que L... Ah ! si nous avions d'autres gens à notre tête : la nation est brillante et, par conséquent, l'armée et la flotte aussi. Chacun de nos vaisseaux ne l'est pas moins, et, chaque fois qu'il leur a été permis d'agir isolément, ils se sont comportés avec éclat ; mais le commandement est à *la 28-8*¹, et notre Conseil supérieur de guerre de la Cour est épouvantable ! Les Anglais redoutent à présent les Zeppelins, peut-être à juste titre. Ici, je bataille, chaque fois qu'on m'en donne l'occasion ; dent pour dent, oui, je veux bien ; mais je ne suis pas pour les vexations inutiles. J'ai obtenu aujourd'hui qu'un vieil amiral anglais, qui avait été interné, pût se rendre en Italie. Je désapprouve aussi le lancement de bombes isolées : elles demeurent odieuses quand elles tuent une vieille femme, et l'on s'y habitue. Si l'on réussissait à incendier Londres sur trente points différents, le grandiose du spectacle en effacerait l'odieux.

CHARLEVILLE, 19 novembre. — Il faut éclaircir cette question : L'Angleterre veut-elle ou ne veut-elle pas la guerre au couteau ? Si nous aboutissons à cette conviction qu'elle est absolument décidée à nous anéantir, alors il nous faut, nous aussi, sans ménagements, user du couteau, si nous avons foi dans les destinées de

1. En français.

notre peuple, et si nous ne voulons point nous charger d'un crime contre elle.

CHARLEVILLE, *21 novembre*. — J'ai reçu la visite d'un journaliste américain que m'avait recommandé Erzberger, et celle du Président du Conseil hongrois Tisza. L'Américain était peu satisfait des gouvernants de son pays : selon lui, ils auraient à supporter les frais de la chute de Tsing-Taô. Il me donna à entendre que nos diplomates ne comprenaient rien à l'action de la presse, pas plus qu'aux choses d'outre-océan. Le comte Tisza est rempli de confiance ; il regrette seulement que nous n'ayons pas envoyé quelques corps d'armée de plus en Pologne. Il me faut avouer que, si nous ne voulons que tenir sur ce front, ce qui est vraisemblable, nous aurions pu nous passer de quelques corps, et alors l'effondrement de la Russie eût été chose certaine.

CHARLEVILLE, *22 novembre*. — Les gens de la Wilhelmstrasse ne parviendront pas aisément à faire de moi un bouc émissaire : ils sont trop nombreux, ceux qui connaissent les agissements du ministère des Affaires Étrangères en juillet, ce glissement insensé dans la guerre ! Je croirais plus dangereux les gens, Pohl en tête, qui s'en vont chercher dans les questions de types de navires et dans la technique la cause de l'inaction de notre flotte : car ils ont l'Empereur derrière eux. Mais remettons tout cela entre les mains du bon Dieu ! Il n'est au pouvoir de personne de m'enlever la conviction d'avoir fait mon devoir pendant mes 50 années de services et surtout pendant les 18 dernières. Je voudrais redire à U... que je crois fermement à la nécessité d'une union douanière avec l'Autriche : depuis mon séjour à Luxembourg, je travaille dans ce sens. Le comte Tisza donne l'impression d'être quelqu'un. Le comte Berchtold, au contraire, dont j'ai fait la connaissance, porte sur ses traits la marque de sa nullité.

CHARLEVILLE, *23 novembre*. — Le comte Spee n'a presque plus de munitions : il pourra difficilement prolonger la lutte. Ce serait

miracle s'il réussissait à percer. Toute l'Amérique travaille pour l'Angleterre et la France, et tout le monde jette les hauts cris quand *nous* recevons tant soit peu de charbon. On est misérablement injuste à notre égard, mais cela ne tirerait pas à conséquence, sans les agissements du Cabinet. Ce soir, je serai de nouveau chez Sa Majesté.

CHARLEVILLE, 24 novembre. — J'ai décidé de ne point me rendre au Reichstag : je trouve que Capelle a raison, en disant que ma situation y serait trop difficile, Lui, qui est mon héritier présomptif, pourra profiter de l'occasion pour y faire ses débuts. Il m'a, du reste, écrit aujourd'hui que les Anglais sont en train de mollir : plût à Dieu qu'il en soit ainsi, qu'ils deviennent mous à souhait !

CHARLEVILLE, 25 novembre. — « Absolument rien de nouveau devant Paris ». Tous les regards continuent à être tendus vers l'Est. On ne peut se rendre nettement compte de la situation sur le front là-bas parce que Hindenburg ignore le Grand Quartier Général. La décision peut encore tarder quelques jours jusqu'à l'entrée en ligne des Poméraniens. Il n'y a pas lieu d'envisager un échec sérieux pour nous, tandis qu'une catastrophe pour l'armée russe est tout à fait dans le domaine des probabilités. Sans doute, les Russes amènent, eux aussi, des renforts de toutes parts. Puisse donc la chance sourire au hardi général ! Il m'est impossible d'être satisfait de notre flotte ; — il n'est naturellement pas question ici des unités isolées qui, toutes, ont fait jusqu'ici leur devoir quand l'occasion s'en est offerte — : car nous avons laissé échapper nos atouts, et si la flotte doit être engagée, l'opération sera maladroitement menée. J'ai instamment recommandé T... comme chef d'état-major à Müller. J'ai aussi recommandé quelqu'un pour le remplacer. Mais je n'arriverai pas à éloigner Pohl d'ici.

En règle générale, nous ne parlons pas service ensemble : mais il en résulte que, pratiquement, je suis tenu à l'écart.

CHARLEVILLE, 26 novembre. — Déjeuné ce matin chez Sa Majesté. J'eus l'occasion de dire qu'il fallait ne pas essayer de

se dissimuler que l'Angleterre donnait à fond, et, en conséquence, recourir aux grands moyens, à savoir le blocus par sous-marins. L'Empereur entra dans mes vues. Mais, hier soir, Havenstein (*Reichsbank*) et Helfferich (*Deutsche Bank*) dînaient à sa table avec Pohl. La conversation est tombée sur cette question, et il paraît que l'Empereur, soutenu par Valentini et Treutler (médiocrités sans énergie), s'est montré hostile à ce projet. Aujourd'hui, après déjeuner, Valentini ne m'a pas contredit. L'Empereur, Valentini et moi nous étions dans un coin. L'Empereur fut d'avis que ce serait une mesure à prendre à la dernière extrémité.

CHARLEVILLE, 22 décembre. — Les lettres, à présent, vont reprendre. A Francfort, nous avons dû changer de compartiment, et à Metz, de train. De Metz jusqu'ici, d'une seule traite. Quand j'entendis le chef de train allemand crier : « *Scharleville* tout le monde descend », je n'éprouvai pas une impression démesurément joyeuse. Il faudra que la sortie de notre flotte vers le Nord-Ouest soit examinée de plus près avant qu'un jugement puisse être porté. Je prévois que cette enquête ne nous fournira aucune charge précise contre Ingenohl : peut-être en trouverons-nous contre des subalternes, en sorte que nous ne pourrons pas obtenir de changement important. La grosse difficulté, en dernière analyse, c'est que l'Empereur est de leur avis sur le principe fondamental : on ne fait qu'exécuter sa volonté. Personne parmi les anciens ne partage mon point de vue. On commence, il est vrai, à se rendre compte de la nécessité de nous maintenir plus tard en Flandre.

CHARLEVILLE, 23 décembre. — J'ai eu l'occasion de causer avec Sa Majesté de la mer du Nord. Il en avait déjà parlé avec le Kronprinz qui avait été de l'affaire : d'après les descriptions de celui-ci, il considérait comme merveilleux qu'il ne fût rien arrivé aux grands vaisseaux, tant il avait vu de mines flottantes et de submersibles. Il était mécontent de ce que les torpilleurs n'eussent pas attaqué. Mais impossible de se prononcer entièrement sur la situation dans son ensemble avant d'avoir étudié

minutieusement les livres de bord. Or, ceux-ci viennent seulement d'être réclamés. Que le souffle nécessaire ait manqué en l'occurrence, on s'en rend compte : mais ce n'est pas une base suffisante de discussion. J'eus ensuite l'occasion de parler des Flandres et je constatai avec plaisir que, dans l'ensemble, il partageait ma façon de voir.

CHARLEVILLE, 24 décembre. — Une fois de plus, j'ai exposé aujourd'hui à Müller mon opinion sur notre direction de la guerre navale, et, tranchant en une certaine mesure sur son attitude antérieure, il n'éleva aucune objection. Relativement à la dernière entreprise, quelques questions vont encore être posées, sur l'ordre de l'Empereur : mais il faut attendre d'abord qu'elles viennent. On n'en arrive jamais à faire acte d'énergie. Je reviens à l'instant de la cérémonie de Noël qui a eu lieu dans la chapelle provisoire joliment parée. A de longues tables, les cadeaux et la troupe : sur le devant, une estrade recouverte de tapis pour Sa Majesté et les Grands Chefs : devant eux, la crèche, pas très grande, mais joliment exécutée. Alors apparut Göns, en uniforme *feldgrau*, suivi de trois grands arbres de Noël allumés. On commença par chanter trois strophes : « J'adresse ma prière à la puissance d'amour ». Puis Göns parla peu et bien. Plessen, au nom de l'armée, remercia l'Empereur et poussa trois hurrahs. Sa Majesté répondit par quelques fortes paroles, puis Elle parcourut les rangs et se montra de très bonne humeur et très affable. Chacun, debout à sa place, put exprimer ses remerciements, ce que je fis, moi aussi. Pour finir trois strophes : « Nuit calme, nuit sacrée ». Le tout très digne et très solennel.

CHARLEVILLE, 25 décembre. — De tous les coins de l'Allemagne m'arrivent des propos qui font de plus en plus baisser le niveau de mon moral. La Constitution, selon laquelle le chancelier seul est politiquement responsable, me réduit pratiquement à l'impuissance, dès qu'il ne s'agit pas de questions de ma compétence : or, de telles questions n'existent pas en temps de guerre. Les états-majors de la Guerre et de la Marine sont les organes du Commandement suprême et sont directement subordonnés

à l'Empereur. Ce dernier veut la guerre navale telle qu'on la fait et non autre. Pour le raid de la flotte sur les côtes d'Angleterre, il a conféré à Pohl la croix de première classe : voilà qui caractérise la situation. Il ne me sert de rien de ne pas trouver juste le principe, ni d'estimer que nous n'avons pas l'homme qu'il faut : car je n'ai pas en mains les éléments pour prouver que j'ai raison, sans compter qu'on se garde bien de mettre à ma disposition les documents nécessaires. Roon, en 1870, se trouva dans la même situation ; de même, Falkenhayn en 1914. Ce dernier vit venir nos échecs et ne put rien faire à la fin d'août. Stein, en 1813, jouissait d'une pleine liberté quoiqu'il fût en titre au service du Tsar. Scharnhorst, par contre, était lui aussi, impuissant jusqu'au jour où il devint chef d'état-major de Blücher. Blücher était à la tête de l'armée.

Conformément à l'organisation de la marine, je ne suis pas compétent en matière d'opérations, et poser pour cette raison la question de confiance serait peu expédient pour moi. Me borner, par contre, à faire de simples représentations à Sa Majesté, ce serait rendre ma situation ici plus intenable qu'elle ne l'est déjà. Même si je n'avais pas les scrupules que j'ai et si je me proposais comme chef de la flotte, Sa Majesté ne voudrait absolument pas me prendre. J'en ai causé en son temps avec Plessen. La proposition ou, si l'on veut, l'offre devrait émaner de Sa Majesté et non de moi. Il me serait, en effet, permis de dire à Sa Majesté mes scrupules, de même que je l'ai fait en acceptant en 1897 le ministère de la Marine ; je ne saurais le faire par contre en me proposant moi-même.

CHARLEVILLE, 26 décembre. — Mes meilleurs remerciements pour ta longue et intéressante lettre, à laquelle je n'ai pas encore répondu comme il convient. (Il y était question de conseils donnés par les Américains d'inviter Roosevelt à visiter le Grand Quartier Général). Pour un acte d'aussi savante diplomatie — l'invitation à Roosevelt — notre caste dirigeante manque bien trop de souplesse. On ne peut rien attendre de pareil de la part de fonctionnaires aussi incompétents. L... m'a envoyé la lettre d'un Américain où sont exposées les raisons pour les-

quelles l'opinion de l'Amérique, et surtout l'attitude de sa presse, nous est si défavorable. Il impute la plus grosse part de responsabilité à la façon dont nous traitons les journalistes américains. Il compare l'exquise urbanité des diplomates russes, anglais et français, les accueillant sur un pied d'égalité sociale, avec l'attitude aristocratiquement renfrognée des nôtres. C'est aussi une nouvelle et grave faute que d'avoir envoyé là-bas comme ambassadeur un homme aussi superficiel et aussi inconsistant que Dernburg. Des savants distingués par leur valeur intellectuelle et leur réputation, ou d'autres personnages de premier plan, auraient pu avoir de l'influence. Tout doit être remanié du haut en bas : les forces disponibles doivent être mises en valeur : on fait le contraire, en étouffant toute initiative : c'est du reste ce qui se passe depuis des années dans tout le corps consulaire. On procède dans le même esprit à mon endroit. Je suis convaincu que, politiquement, mon entretien avec Wiegand ne peut être qu'utile : néanmoins, c'eût été un déchaînement général contre moi si mes propos n'avaient pas reçu l'assentiment de Zimmermann. Et, malgré cela, je ne sais pas encore si, par l'entremise de Pohl, qu'ils tiennent complètement en main, on ne me prépare pas des désagréments.

Nos succès en Russie ne peuvent pas avoir été considérables, car nous n'y avons pas capturé du tout d'artillerie. La Serbie est presque totalement évacuée par les Autrichiens, et notre espérance d'expédier des munitions, etc., à Constantinople est bien diminuée. Les Roumains laissent passer tout ce qui vient de Russie, rien de ce qui vient de chez nous. C'est fâcheux : mais, malgré tout, je continue à mettre ma confiance en Hindenburg, et la force de notre armée n'est ébranlée en aucune façon. Toute la question est de tenir.

CHARLEVILLE, 28 décembre. — Nous avons aujourd'hui le vrai temps de Charleville, temps abominable : pluie, vent, froid. Pour comble, impossibilité pour moi de m'employer pour la grande cause, même pas à titre de conseil de l'État-Major de la Marine. Supporter ce que j'endure ici m'est indiciblement pénible. La seule chance qui me reste, chance problématique,

c'est de participer aux débats éventuels sur la paix : mais tout cela est si loin, et, à ce moment-là, tout le monde voudra encore m'écarter.

CHARLEVILLE, 29 décembre. — Si Hindenburg ne nous tire pas d'affaire, nous sommes beaux ! Ici, c'est la stagnation complète, et, malheureusement, nous manquons de munitions. C'est très fâcheux : il y a là une curieuse négligence du ministère de la Guerre, qui manifestement est très contaminé par l'élément bureaucratique. Depuis le début de la guerre, nous avons cédé à l'armée tous nos approvisionnements du service de Santé et toutes nos commandes en munitions : naturellement ce n'était pas encore suffisant.

CHARLEVILLE, 31 décembre. — La terrible année 1914 est finie. Quelles espérances et quelles déceptions 1915 va-t-il nous apporter ? Je ne puis me défendre d'une certaine appréhension : après une si énorme dépense d'activité, notre peuple ne va-t-il pas, à la conclusion de la paix, éprouver les mêmes déceptions, quant aux résultats, qu'il y a cent ans ? Mais je serai déjà content si nous conservons la capacité ou plutôt la possibilité de nous remonter. Tant que je vivrai, il faudra se mettre la ceinture ; je ne dis pas cela pour nous, mais pour notre peuple tout entier. J'ai lu aujourd'hui dans le *Daily News* un article intitulé : « Lord Fisher et von Tirpitz ». Naturellement, il est rempli d'erreurs ; mais ce qui s'en dégage, c'est que l'on me considère comme celui qui dirige seul chez nous la guerre navale ; ainsi fera également l'histoire. J'ai créé la flotte, et, au moment de l'utiliser, j'ai à peine voix au chapitre : situation terrible pour moi. Et puis il est clair que le Cabinet avec Müller (dont le rôle était de choisir le commandement) a fait faillite : autrement la flotte eût accompli de grandes choses. On s'en rend bien compte dans tous les combats isolés de nos unités.

1915

CHARLEVILLE, 1^{er} janvier. — Aujourd'hui service religieux : sermon : un peu trop de rhétorique, assez peu de réconfort.

pour moi. Sa Majesté m'a gracieusement salué : puis, sur la chaussée boueuse, dans la direction de Hirson, défilé de la landwehr, du landsturm et de la garde du Quartier Général ; il y avait bien 5.000 hommes. Puis le Quartier Général et le corps des officiers se groupèrent et l'Empereur adressa quelques paroles à chaque groupe. Souhais de bonne année de Pohl à Müller : « Continuez à me protéger dans l'année qui commence » (c'est-à-dire naturellement contre moi).

J'aurais encore à t'écrire à propos de la lettre de U... Mais il se trompe. L'Empereur est entouré d'une solide muraille de stuc, que je ne puis franchir, sans compter que je n'ai plus assez de ressort pour une lutte sérieuse. Des changements dans le Cabinet ne seront possibles qu'après un grand malheur, et Dieu veuille en préserver l'Allemagne ! Assurément, quand la paix sera revenue, tous les mécontentements exploseront !

CHARLEVILLE, 2 janvier. — La muraille qui encercle l'Empereur continue à être impénétrable. C'est précisément le propre de l'Empereur : il ne veut pas prendre de résolution, ni assumer de responsabilité. Il paraît que, plusieurs fois déjà, il a dit à Müller : « Il faudrait que la flotte donne, elle aussi » ; mais pas moyen de l'amener à une décision. Avec moi, quoique je le harangue à toute occasion, il élude tout simplement la discussion. Müller porte une grande responsabilité devant le pays, mais je crois qu'il s'en doute à peine. Il engage l'Empereur à s'en rapporter à son subalterne Pohl. Contre un tel état de choses je m'insurgerais en vain, à moins qu'un grand malheur...

CHARLEVILLE, 3 janvier. — Je partage ta foi en les destinées de notre peuple ; cependant, il y a danger qu'il n'y arrive pas par une évolution, mais que nous soyons obligés de passer par une révolution.

CHARLEVILLE, 4 janvier. — Pohl s'est à présent converti à ma conception fondamentale de notre direction de la guerre. Donc, j'espère que tout va aller mieux. Mais reste une chose : « Une minute perdue, etc., etc... », et ici, il ne s'agit pas seulement

de minutes, mais de cinq mois. Si l'Empereur n'est pas directement influencé par Müller, il faut qu'on aille de l'avant. Les circonstances, à mon avis, sont trop pressantes : il faut que la flotte entre en ligne. Puisse Dieu lui venir en aide ! Au cas le plus favorable, elle amènera la décision : mais je ne veux pas du tout escompter un pareil résultat. Je serai satisfait si elle contribue à nous faire obtenir la paix. Des coups d'épingle, en l'espèce, sont insuffisants.

CHARLEVILLE, 5 janvier. — Ce matin, j'ai quelque peu travaillé à nos nouveaux projets et finalement j'ai abouti à un accord avec Pohl. A présent, nous ferons ce que j'ai déjà dit à Coblençe et à Berlin. Mais, à Berlin, je comptais encore sur une certaine initiative de la part d'Ingenohl : à Coblençe, j'ai donné aux instructions un caractère impératif. Le trait distinctif du régime Müller et consorts, c'est que toutes les propositions sont présentées sous forme de mémoires. A la place de Pohl, je ne procéderaï pas de la sorte : je ferais un exposé oral et déposerais le mémoire, si l'Empereur le demandait. Sinon, Müller et consorts, plus Bethmann, prennent l'affaire en mains ; mais je compte sur la pression des événements.

CHARLEVILLE, 8 janvier. — Je viens de passer une heure chez le grand-duc de Bade. Le chancelier d'Empire m'a invité par lettre à lui exposer par écrit mon opinion sur l'avenir de la Belgique, tant au point de vue maritime qu'à celui de l'avenir de l'Allemagne. Voilà qui me fait plaisir, car au moins je vais pouvoir procéder librement à mes investigations sans risquer d'être suspect d'intriguer contre le chancelier. Capelle recevra aujourd'hui l'ordre de me préparer et de m'adresser un mémoire. Personnellement, je me rendrai à Bruxelles et en Flandre afin d'étudier la question sur place : je compte aussi prendre par lettre l'avis de Krupp. A mon sens, il ne doit pas exister de frontière douanière. Les Rhénans songent à des « Likin ¹ » temporaires. Mais, une fois établie, il serait difficile de la supprimer.

1. Frontières douanières intérieures (chinois).

Mauvaises nouvelles d'Italie : elle a des intentions de rapine et commence par réclamer le Trentin, mais *l'appétit vient*¹ aussi à la Roumanie. O divin Hindenburg, viens-nous bien vite en aide, nous en avons grand besoin ! Nous continuons à manquer de munitions. Nous perdons tous les jours du monde et impossible de nous remettre à tirer.

CHARLEVILLE, 9 janvier. — Pour l'instant, Müller discute encore avec Bethmann à ce sujet : en réalité, c'est une situation à faire dresser les cheveux sur la tête. Je pense qu'on laissera quelque peu les coudées franches à Ingenohl, mais je n'ai plus confiance en lui. J'ai encore eu une explication assez vive avec Müller : lui très emballé, moi très calme. Plaisante chose que l'approbation écrite de Pohl après mon « acquiescement à ses idées » ! Il aurait salué avec « satisfaction » cet acquiescement, après l'avoir combattu avec Müller depuis cinq mois ! Mais n'en parlons plus. Du reste, je n'ai plus que peu d'espoir. Avec son souhait de bonne année, Ilse a raison. J'ai la conviction d'avoir mené à bien l'œuvre de ma vie, et constater l'usage qu'on en fait est terrible pour moi. Dès le début, il y avait des chances ; mais ce n'étaient précisément que des chances. Le 16 décembre, Ingenohl tenait entre ses mains les destinées de l'Allemagne. Chaque fois que j'y pense, je suis en proie à une vive excitation.

Un officier de marine roumain qui fit jadis un stage d'application chez nous écrit à ses anciens camarades qu'il a souvent parlé en faveur de l'Allemagne, mais en vain, que dans quelques semaines on déclarera la guerre à l'Autriche, et que l'Italie est dans les mêmes dispositions. Je crois que des menaces sous forme d'ultimatum ont déjà été proférées. En outre, la fureur est grande contre nos alliés chez nos troupes de l'Est, qui, paraît-il, ne veulent plus avancer.

CHARLEVILLE, 10 janvier. — Le bon mouvement auquel, de concert avec Westerkamp, j'avais amené Pohl n'a eu aucun résultat pratique. Sans nul doute, il y a là-dessous une manœuvre de Müller et de Bethmann qui, au préalable, ont mis l'Empereur

1. En français dans le texte.

au courant. Au lieu de ce qui avait été projeté, il y a des concessions à faire à présent : des demi-mesures sont prescrites, qui, à mon avis, ne peuvent pas être très utiles, et comportent en outre de graves dangers : c'est terrible ! Assurément, ils ne peuvent pas supprimer mon « entretien » qui, à la longue, pèsera sur les événements. Mais cette mesure, à elle seule, est bien insuffisante : elle eût été pleinement efficace si nous étions arrivés jusqu'à Calais. Avec notre base en Flandre, les difficultés sont bien plus grandes : c'est pourquoi, en dehors de cette mesure, il est urgent que notre flotte soit de la partie : intervention impossible actuellement. J'attends l'arrivée de Hopman pour poursuivre mes opérations. Naturellement, en l'occurrence, il faut avouer que, à la veille de l'intervention de l'Italie et de la Roumanie, un échec d'Ingenohl serait dangereux, alors qu'ici on compte toujours sur le triomphe en Russie de Hindenburg, arrêté actuellement par un temps de chien !

CHARLEVILLE, 12 janvier. — Hier, dans la *Gazette de Francfort*, j'ai lu cet extrait d'un discours tenu par Lord Roseberry à Dalleith : « Nous sommes en présence de deux éventualités : d'une part, la nation britannique sera soumise à tout jamais si elle ne lutte pas jusqu'à son dernier shilling et à son dernier homme : d'autre part, le peuple allemand, en tant que première puissance militaire du monde, ne se relèvera jamais, s'il est battu ».

Ces paroles, à mon avis, caractérisent effectivement la situation, et, de cette situation, impossible de prévoir comment on sortira.

Hier au soir chez l'Empereur, où venait d'arriver un officier de l'état-major de Hindenburg avec une lettre pour Sa Majesté. Va-t-on pour des intérêts locaux retomber dans les errements de naguère ? Que de terribles pertes alors, sans le moindre profit ! Du reste, cet officier racontait que les Russes passaient à travers le feu pour Nicolas Nicolaïewitch et ne nous opposaient jusqu'alors que de bons fusils : en d'autres termes, que la force de l'armée russe n'était pas brisée. Il demanda à l'Empereur ce que ferait la flotte. Mann

a entendu l'Empereur répondre que l'Angleterre s'efforce de l'attirer, mais qu'elle ne s'y laisse pas prendre. En réalité, grâce sans doute à l'influence de W et Z. les nouvelles instructions sont meilleures que je n'aurais cru après les sorties de Pohl. Ingenohl a maintenant les coudées franches, et, s'il le veut réellement, l'affaire devra nécessairement aller de l'avant. Espérons que le bon Dieu ne punit pas la temporisation. En définitive, mon insistance aura servi à quelque chose. Certes, je ne puis pas leur donner un chef. Un autre officier d'état-major, le lieutenant-colonel Hentsch, retour de Serbie, nous raconta l'effondrement de l'armée autrichienne, vanta l'armée serbe, et émit l'avis que la Roumanie et l'Italie ne pourraient être contenues plus longtemps ; Hindenburg le savait, d'où sa pression énergique. Finira-t-on par prendre des résolutions complètes ?

Je crois que la décision eût été toute différente si elle avait été moins subordonnée à des intérêts locaux. Le lieutenant-colonel Hentsch parla élogieusement de la flotte autrichienne du Danube : par contre, à Pola (amiral Hauss), on est entièrement hypnotisé par l'Italie — Lissa et Tegetthof de bienheureuse mémoire !

Parenté entre Joffre et French établie. Il n'est malheureusement pas possible que nous envoyions des troupes allemandes en Serbie. Le prestige de l'Autriche dans les Balkans semble s'évanouir définitivement. Les troupes, surtout des Allemands et des Hongrois de Croatie, ont vraiment de la valeur : elles voudraient à toute force être conduites par nous, puisque leurs propres officiers ne sont pas à la hauteur. Les troupes tchèques sont peu sûres.

CHARLEVILLE, 14 janvier. — Il se passe de grands événements politiques : il semble presque qu'il nous faudra plus ou moins laisser tomber l'Autriche ou la contraindre à donner des parties de son corps en pâture aux vautours qui la guettent de toutes parts.

Hopman m'a encore beaucoup parlé aujourd'hui de la marine : rien de bien réjouissant ! Si une cure radicale n'intervient pas,

nous n'en ferons rien ; et nous pourrions aujourd'hui battre l'Angleterre ! Toutes leurs pensées (des amiraux) vont à la technique qui, à tous les points de vue, laisserait à désirer et les empêcherait de rien entreprendre. Mais on insiste pour la guerre sous-marine et aérienne, car, en présence de l'inaction de la flotte, le peuple allemand pourrait s'émouvoir. La flotte est prête, mais il lui manque un Tegetthof. C'est trop triste. Par surcroît, la situation générale commence à devenir bien sérieuse, malgré le léger avantage de Soissons qui a immédiatement valu au général von L... l'ordre « Pour le Mérite ». Du reste on a pu constater en l'occurrence que les Français ne résistent pas à une attaque bien ordonnée de nos troupes. C'étaient des Brandebourgeois de la 5^e division, si célèbre pour ses exploits de 1870.

CHARLEVILLE, 15 janvier. — Ceux qui sont au courant ici ont compris eux aussi la gravité de la situation. Les munitions d'artillerie manquent et ne peuvent pas être amenées assez rapidement. Il faudra que je me décide à en céder d'autres ; et pourtant nous serions vite à court, si Ingenohl était un chef. Il veut à présent envoyer coup sur coup deux escadres à Kiel en vue d'exercices d'entraînement nécessaires. C'est incroyable, et avec cela il est de plus en plus « embouteillé ». Une flotte comme arme défensive est aussi mauvaise que la cavalerie, peut-être encore plus. Dans la mer du Nord, tous les avantages sont à celui qui prend l'initiative. Que l'on pense aussi, par exemple, à l'*Emden* et au *Karlsruhe*. La guerre des occasions manquées, sur mer et hélas aussi sur terre !

La paix sera mauvaise si nous n'obtenons pas Anvers et la Flandre : c'est la seule compensation possible pour toutes nos autres pertes dans le monde. Je viens d'avoir la visite de M. et de M^{me} G... qui m'ont offert de me procurer, par l'entremise d'un de leurs parents en Angleterre, des nouvelles de Wolf. Je les en ai remerciés, et j'ai décliné l'offre. Tous deux, notamment la dame, très aimables. Nous avons aussi parlé un peu politique : Richelieu et Colbert avaient raison : Louis XIV a commis la plus grande faute politique, qui a finalement amené la chute

de la France. Napoléon I^{er} avait raison dans sa conception maîtresse, et, aujourd'hui encore, abstraction faite du conflit de frontières, les intérêts de la France et de l'Allemagne sont solidaires, etc., etc... Lui ne fit point d'objection : sa femme fut d'avis que j'avais raison, mais que, pour l'instant, nous n'avions rien d'autre à faire que de combattre : j'opinaï naturellement dans ce sens. Il est regrettable que la raison domine si peu les nations d'Europe, en dehors de l'Angleterre qui n'a pas d'âme. Nous verrons si elle s'est trompée dans ses calculs. Tous les neutres s'inclinent devant sa puissance. A cet égard, nous n'avons à compter que sur nous seuls. Une puissante, imposante construction, et sur le faite rien qu'une camarilla, telle une hydre !

CHARLEVILLE, 16 janvier. — De nouveau, Capelle m'a télégraphié de rester ici. Lettre suit. La situation paraît très critique. On a l'impression que le ministère de l'Intérieur s'est lourdement trompé dans son estimation des réserves en céréales. Pourvu qu'il n'y ait pas à présent fuite sur toute la ligne. Voici maintenant que Ballin réclame tout d'un coup une guerre navale énergique, après avoir jusqu'ici crié avec l'autre coterie : « Sur-tout n'excitez pas l'ennemi ».

Je suis bien aise que Retzmann soit de retour d'une mission suggérée par des idées fantasmagoriques plus que par le calcul des probabilités. Je craignais que l'affaire tournât mal comme celle des torpilleurs. Les dispositions des neutres sont de plus en plus mauvaises : le bluff de l'Angleterre est trop grand.

CHARLEVILLE, 17 janvier. — Je n'arrive pas encore à comprendre les raisons pour lesquelles Capelle insiste tant (deux fois télégraphiquement) pour que je reste ici. Je ne peux pas du tout croire que la question des céréales soit si critique, et je ne vois pas d'autre raison. Comme je dois en tous cas être ici le 27 janvier, mon voyage en Flandre est mis en question. J'ai presque abandonné mon espoir en I... et en la flotte. Maintenant il reste peut-être l'affaire des sous-marins. Mais il faut absolument prendre l'Angleterre à la gorge ; sinon, nous ferons une paix qui ne tien-

dra pas compte de notre situation de puissance mondiale, et nous continuerons à exporter, non pas des marchandises, mais des hommes. La réclamation de H... a eu, je crois, comme résultat, non pas de faire sauter F..., mais de faire expédier des renforts à H..., et de déterminer une nouvelle orientation militaire à l'Est, en liaison avec Conrad. Si H... réussit à s'arranger avec la Russie, ce qui serait toujours pour moi la meilleure solution, nous en ressentirons ici la répercussion : mais, contre l'Angleterre, il faut mettre du nôtre, nous les marins.

CHARLEVILLE, 19 janvier. — Hier soir chez l'Empereur. La conversation tomba sur la question sous-marine. Aussitôt Treutler et Valentini s'élevèrent contre mes projets, dont la réalisation fournirait à l'Italie un prétexte à agression. Je mis les points sur les i : si nous ne fonçons pas sur l'Angleterre, nous nous aliénerons davantage encore les sympathies des neutres, et nous n'arriverons à rien. Sa Majesté refuse. Elle voudrait, auparavant, voir plus clair dans la situation politique, etc... Ce qui se dégage de toute cette discussion, et c'est là également le sentiment de G..., c'est qu'on voudrait la paix, même une paix boiteuse. L'Empereur raconta que les nerfs décidaient toujours de la victoire. Langenbeck (beau-frère de Plessen) aurait dit, en apprenant la chute de Port-Arthur, que les Russes avaient capitulé vingt-quatre heures trop tôt, sans quoi ils eussent vaincu.

Je dis à Sa Majesté que c'était très juste, qu'il y avait aussi les vingt-quatre heures, dans le sens plus large de la décision de la guerre. L'Empereur ne répondit pas. Dans une lettre à Bethmann, K. von B... a donné son assentiment enthousiaste. Aussi me suis-je employé à obtenir de lui que, en raison du silence imposé à la presse, les chefs les plus en vue du commerce et de l'industrie fussent invités à se concerter et à déposer sur les marches du trône leur avis sur la seule paix acceptable pour l'Allemagne. Impossible de le gagner à mon point de vue. Certes, si on le consultait, il répondrait qu'ils sont tous d'accord, que la plupart vont encore plus loin (que moi), mais que, en se concertant, ils donneraient l'impression de vouloir renverser

le chancelier ; or, c'est ce qu'il faut éviter. En vain m'évertuai-je à lui faire entendre qu'il y allait pour lui et ses collègues d'un devoir historique à exprimer leur avis alors qu'il en était temps encore ; qu'en le faisant, ils raffermiraient le chancelier lui-même, dévoré par le doute. Sa réponse fut qu'il y réfléchirait, etc... Un tel manque de personnalité est surprenant dans les hautes sphères, en face de l'effort grandiose de la nation, et il décèle, en définitive, dans l'organisme de l'État, une grave lésion qu'il nous faudra chèrement payer.

C'est toujours un nouveau sujet de surprise de voir que l'Empereur continue à bien me traiter ; sans doute, il ne se laisse pas saisir et ne me laisse pas approcher, mais il doit penser que mon départ ferait trop de bruit.

La flotte, à présent, peut, si elle veut ; mais I... manque d'intuition. Et d'ici il n'y a rien à attendre.

BRUXELLES, 20 janvier. — Nous partîmes à 10 heures et notre trajet par Charleroi s'effectua cette fois sans difficulté. La population était manifestement moins excitée que la première fois. Je veux m'entretenir avec Bissing et B..., et me rendre demain à Bruges. La situation d'ensemble m'apparaît de plus en plus claire. Pour l'instant, je compte avant tout sur Hindenburg. Nous devons commencer par battre une fois encore la Russie, puis un arrangement avec elle me semble possible, si toutefois l'Autriche n'est pas récalcitrante. Elle aura à céder quelques châtaigniers dans le Sud du Tyrol pour satisfaire l'Italie. Mais, vers le Sud-Est, il faut que l'Autriche obtienne des territoires ; il faut également procurer quelque chose à la Bulgarie, afin de l'attacher à l'Autriche. En revanche, l'Autriche devra céder au Nord-Est ce qui ne peut que lui nuire et la détourner de sa mission historique. Une fois tirée d'affaire avec honneur, la Russie peut nous accorder quelques petites rectifications, peut-être nécessaires, notamment en Lithuanie. Ce serait une bonne chose, mais ce n'est pas une absolue nécessité. Il n'y a pas à exiger une indemnité en espèces. Un assez gros morceau de la Pologne ne serait pas très désirable pour nous. Aussi, donnons maintenant à Hindenburg tout ce qui est possible,

afin d'en finir avec la Russie. Rien à la Roumanie si elle n'agit pas. Cette mesure s'impose, ne serait-ce que pour satisfaire la Hongrie. Ensuite Hindenburg viendra ici avec un pouvoir discrétionnaire : il serait bien placé pour réaliser tous nos projets : enfin, sus à l'Angleterre avec toutes nos forces disponibles.

J'ai eu avec Bissing un entretien : j'ai abouti à une entente complète. Ce sera peut-être un très précieux soutien.

BRUGES, 22 janvier. — Plus je vois comment l'Empereur et le chancelier dirigent les affaires du pays, plus s'évanouissent mes espérances. J'ai été aujourd'hui à Anvers ; j'ai eu B... à déjeuner, et j'ai causé ensuite avec le général von H... Même avant que je lui aie exposé mon point de vue, H... déclara : « Sans la Belgique, la guerre est perdue ». B... m'a assuré que Ballin était pour Anvers, mais que le chancelier et sa séquelle étaient disposés à s'accommoder du Congo. Un voile pour ceux qui ne veulent pas voir ! Alors, à mon avis, nous aurons laissé échapper à tout jamais l'occasion de reviser les traités de Westphalie. On remplirait des volumes avec ce que disent les partisans de la tendance Müller sur les vues *déterminantes*. A moins que la nation ne veuille aussi dire son mot. Mais le riche bourgeois industriel a perdu tout ressort. Je suis complètement isolé, non seulement à Charleville, mais aussi à Berlin. Le raid aérien sur Yarmouth est de la besogne inutile. On veut ménager Londres. C'est sur la Cité qu'on devrait concentrer tout ce qui vole et tout ce qui flotte, selon mon avis, que j'ai donné oralement et par écrit.

CHARLEVILLE, 26 janvier. — Je suis naturellement en pensée avec la flotte. Notre dernier raid a réédité la vieille erreur : la flotte était au port alors qu'elle aurait dû se trouver en soutien. L'impression qu'en éprouvera sans doute l'Empereur sera telle que, plus que jamais, la flotte restera sous cloche. Je dîne ce soir chez lui et je tenterai de provoquer un revirement.

CHARLEVILLE, 6 février. — Aujourd'hui, j'ai eu une seconde conversation avec Müller ; tout s'est bien passé, en ce sens qu'elle

a abouti à l'adoption d'un nouveau *modus vivendi*. Le côté fâcheux dans notre action sous-marine, c'est le nombre insuffisant de nos sous-marins. Ce qui est fâcheux, également, c'est la façon un peu bruyante dont elle a été engagée et nos menaces aux neutres. J'ai pu aujourd'hui démontrer à Müller, pièces en mains, que j'avais conseillé une voie toute différente ; que, dans la suite, Pohl m'avait toujours fait une opposition arrogante ; et que, plus tard, il avait pris l'affaire en mains avec le chancelier seul. A cet égard, l'Empereur et Müller sont furieux contre Pohl. Mais je suis atteint également, car, par l'interview Wiegand, mon nom a été mêlé à l'affaire, et l'on me considère comme l'agent d'exécution. Du reste, j'ai dit aujourd'hui à Müller que seul mon devoir envers ma patrie m'empêchait de prendre, dès à présent, ma retraite, ce que je ferai naturellement après la guerre. Je lui fis aussi connaître les racontars émanant du ministère des Affaires Étrangères qui circulent dans les milieux parlementaires : mon crédit serait ruiné auprès de l'Empereur, et je n'aurais plus aucune espèce d'influence. Cela ne peut être exact, observai-je, aussi longtemps que j'occupe mes fonctions. Mes explications lui furent très *désagréables*. En réalité, la seule grave divergence entre l'Empereur et moi, c'est que j'ai voulu faire intervenir la flotte et que lui s'y est opposé.

A présent, on cherche d'autres raisons à ce désaccord afin d'avoir un bouc émissaire.

On voit clair maintenant dans les événements de Prusse Orientale. Les Russes ont voulu frapper un grand coup, et, si Hindenburg ne les avait pas prévenus en Mazurie, ils seraient aujourd'hui devant Königsberg et Dantzig.

CHARLEVILLE, 7 février. — Dans sa vanité doublée d'un manque de jugement, Pohl a pris une dangereuse initiative dont j'aurai à supporter toutes les conséquences. Son ordre du 4 février était absolument superflu : nous aurions dû laisser se développer d'elle-même l'action de nos sous-marins en la renforçant de plus en plus, en l'harmonisant avec l'ensemble de nos forces : si l'on avait adopté ma proposition, nul besoin d'ordres nou-

veaux. Mais non : grand tapage, menaces, émotion générale ; on met l'Angleterre en garde, et on lui laisse quinze jours pour se préparer.

Les Anglais et les Français s'y entendent, en matière de bluff : c'est incontestable. Dans les Dardanelles, ils n'ont encore abouti à rien, et, si les Turcs ne perdent pas la tête, il continuera à en être ainsi. Il faut ajouter que les Turcs y ont huit de leurs meilleurs corps : et les Anglais viennent les menacer d'un corps de débarquement !

CHARLEVILLE, 2 mars. — Ce soir encore, Mann a téléphoné que la note aux États-Unis venait d'être publiée, malgré les récentes affirmations du chancelier. La presse et le public ne comprendront pas le fond de l'affaire. En outre, la presse est bâillonnée et reçoit les inspirations du chancelier (voir *Lokal-Anzeiger*, 3 mars 1915). De la sorte, le chancelier aura beau jeu vis-à-vis de l'Empereur. Il paraît cependant que la *Gazette de la Croix* a publié un article contre la note.

CHARLEVILLE, 3 mars. — Ici, absolument rien de nouveau. Aujourd'hui, l'amiral von Müller est allé chez Bachmann ; brève visite, certes, car il devait se rendre avec l'Empereur au Quartier Général du général von Einem : mais il n'est pas venu chez moi, et il manifesta quelque surprise quand Geige lui apprit que j'étais ici. Eh bien, j'attendrai encore. Bethmann est resté à Berlin avec Jagow ; il compte y séjourner encore une dizaine de jours, à cause des négociations. Ici l'on n'apprend rien et l'on mène une morne existence : cependant le séjour à la *maison Gailly* est devenu extraordinairement agréable. Tous nous nous entendons bien, et je crois que nous en sommes tous satisfaits. Ce matin, j'ai fait une petite promenade avec Hopman, et, cet après-midi, avec Bachmann auquel j'ai montré quelques coins de la ville : puis nous avons suivi les méandres de la Meuse. Quoiqu'il ait neigé ce matin, il y avait dans l'air un souffle doux, annonciateur du printemps. J'en suis bien aise.

Le dernier numéro de la *Gazette de Francfort* approuve la note par laquelle nous avons répondu : mais elle le fait en termes

très modérés ! X... m'a parlé de son entretien avec Bethmann. Il en avait rapporté une impression très peu favorable au chef de nos destinées. Celui-ci, comme un fou, ne cessait de répéter : « Que faire, que faire ? » L'Italie et la Grèce, disait-il, lui étaient apparues en songe. Pohl lui aurait raconté tout autre chose que ce qui était ensuite arrivé. Bref, le doute l'anéantit : c'est lamentable ! Impossible que tout cela finisse bien.

Malheureusement l'offensive de Hindenburg s'est stabilisée et il n'y a pas à compter sur l'Autriche. Contre toute attente, les Russes sont bien commandés et ils exécutent leurs opérations avec une grande habileté. Ils ont voulu répéter la manœuvre de Hindenburg. Heureusement celui-ci les a prévenus, sans quoi les bougres seraient à présent devant Königsberg. Là aussi il semble qu'une ligne de tranchées est en train de se former de Grodno à Ploczk. C'est fâcheux pour nous.

CHARLEVILLE, 4 mars. — C'est de Rome et des Dardanelles, ou mieux, de la résistance des Turcs, que dépend la solution de la crise actuelle. La Roumanie et les autres Balkaniques ont senti passer le frisson, à l'idée que Constantinople pourrait devenir russe : en réalité, ces gredins de Roumains le mériteraient bien. Les Turcs voudraient absolument avoir un sous-marin. Les Autrichiens, en présence des trop grands risques, l'ont refusé. Nous leur avons offert de leur fournir un équipage : jusqu'ici pas de réponse. Mais cette histoire peint bien les Autrichiens. Leur amiral Hauss réserve sa flotte contre l'Italie. Il voudrait bien avoir un second Lissa, mais il ne me semble pas bien qu'il en soit le Tegetthof. Il ne s'est entretenu avec notre attaché naval que de plantes antédiluviennes : c'est sa marotte. A présent, debout, non pas pour la chasse joyeuse, mais pour cette table affreuse où je me sens si déplacé.

CHARLEVILLE, 5 mars. — Nous avons probablement perdu le U-8. Il fallait bien s'attendre à des pertes, d'autant plus qu'en égard aux neutres on a imposé aux sous-marins des restrictions très désagréables, si bien qu'ils sont obligés d'émerger dans les cas douteux. Aujourd'hui, Müller est venu passer une

heure ici : mais nous n'en avons pas fini. Il n'avait pas bien compris ce qui s'était passé à la réunion chez le chancelier d'Empire. Il croyait que j'y avais parlé avec une âpreté qui aurait influencé la réunion et l'aurait empêchée d'aboutir à un résultat. Par contre le sous-secrétaire d'État Zimmermann a dit le lendemain à Bachmann que tout s'y était très bien passé et que nous étions tous tombés d'accord. Effectivement il en était ainsi, à cette réserve près, que le chancelier et Jagow restèrent finalement seuls sur leurs positions. J'y avais donc dit, d'une voix très lente et très calme, que la nouvelle note américaine (n° 2) était conçue en termes très courtois, ce dont il fallait nous féliciter. C'était là une première impression. Mais, si l'on en considérait la teneur, l'on y découvrait des exigences indignes (voilà mon âpreté), à savoir : abandon total de la guerre de sous-marins et de mines, sans aucune autre compensation de la part de l'Angleterre que, tout au plus, quelques bateaux de céréales. A propos de la conférence chez l'Empereur, il dit que, en affirmant que nous faisons une campagne dans la presse, le chancelier avait formulé un soupçon tout à fait inadmissible. C'est ce qu'il (Müller) avait dit aussi à l'Empereur. Quant à moi, j'avais très énergiquement réfuté cette allégation. Par contre, j'aurais parlé de la ruine de notre prestige, et ce serait chose inouïe, me dit-il, d'en imputer la responsabilité au chancelier. Je ne parviens pas du tout à comprendre cette interprétation de Müller. Car, en somme, il s'agissait surtout de savoir si l'impression produite par la note était trop faible, et si, en l'acceptant (ce qui reste toujours possible), la courte honte n'était pas pour nous. Comme nous avions, au 4 février, entamé la lutte avec fracas (contre quoi j'avais exprimé, par écrit, mon avis défavorable), il fallait absolument tenir, ne fût-ce que pour l'Empereur. Ah ! si j'avais dit : « Le chancelier veut diminuer notre prestige », c'eût été différent !

Il fut ensuite question de l'affaire Wiegand, de mon attitude dans la question des sous-marins, problème sur lequel il semble avoir changé d'avis, si toutefois il est capable d'y rien comprendre. Au fond, c'est lui et l'Empereur qui ont empêché la flotte de sortir. Le brillant moral d'août dernier n'existe plus. La flotte

se serait bien battue, à mon sens avec succès, car unités et personnel sont supérieurs à ceux des Anglais. Maintenant on cherche un bouc émissaire : on le voit dans la technique, c'est-à-dire en moi. Ces menées sont appuyées involontairement par une série de gens demeurés inactifs, etc... On cherche une excuse. Il faut donc admettre que l'Empereur et Müller auront du succès dans cette voie. Si seulement j'avais commandé la flotte dans les premiers mois ! Actuellement toutes les conditions de lutte nous sont devenues beaucoup moins favorables.

CHARLEVILLE, 8 mars. — Le Vatican me paraît intervenir de toutes ses forces pour éviter un conflit entre l'Italie et l'Autriche. Ce changement est curieux. Le Vatican et le centre se sont mis d'accord pour déterminer le vieil empereur François-Joseph à se montrer conciliant. Le résultat serait très important pour nous, même s'il n'était au début qu'un avantage négatif. Car, en ce moment, c'est déjà beaucoup.

Je viens de lire un article où l'on demande énergiquement au gouvernement de déclarer que nous conserverons la Belgique. A mon avis, cette déclaration est la seule chose à faire, même si nous ne devons pas conserver la Belgique.

Le voyage de Sir Edward Grey en France est confirmé. Il se rattacherait à des négociations de paix. Tout semble indiquer que nous sommes disposés à céder aux Anglais. Le prince Henri vint me voir ce matin. Il avait cru qu'on voulait le consulter sur des questions de la plus haute importance, et, à présent, « on lui parle de choses peu sérieuses ». Des politiciens sont venus le prier d'éclairer l'Empereur, car, si cela continue, nous aurons après la guerre, disent-ils, une sorte de révolution ; et... ils se sont également adressés à l'Empereur (c'est exact). Je déconseillai au prince une pareille initiative, car on ne l'écouterait quand même pas. Un groupe d'hommes indépendants et les princes pourraient bien faire. Un personnage seul ne le peut pas, et ne s'impose pas. Le prince Henri m'a encore raconté qu'on voulait demander à Hindenburg d'assumer le commandement de toutes nos forces. Mais, comme Hindenburg ne peut pas venir se proposer lui-même, il n'y aura rien de changé. Cet après-

midi, promenade avec Bachmann ; temps chaud de début de saison : la première journée printanière à Charleville.

CHARLEVILLE, 9 mars. — Moi aussi je pense comme Ahlefeld : sur ce front Ouest, il faut, dans la mesure du possible, laisser à l'adversaire l'initiative de l'attaque et jeter toutes nos forces d'assaut disponibles à l'Est et plus spécialement au Sud-Est. Naturellement, je ne peux pas me rendre entièrement compte de la situation ; mais, d'après toutes les nouvelles reçues de là-bas, le danger y est actuellement très sérieux. De grandes décisions s'imposent : mais, dans cette guerre, les grandes décisions n'ont jamais été prises à temps. C'est le renouvellement de ce qui s'est passé dans le commandement sous Frédéric-Guillaume IV.

Ici l'on est étonné du courage manifesté par le roi Constantin en entrant en lutte avec Venizelos qui voulait prendre part à la guerre. L'histoire des Dardanelles a mis en émoi toute la clique des Balkaniques, mais elle ne les a nullement gagnés à notre cause. C'est même là le côté curieux de l'affaire, car, si Constantinople tombe entre les mains des Russes, les États balkaniques se seront fourrés dans un joli guépier. Le seul point noir dans la situation de la Turquie, c'est son manque de munitions. Nous nous attendions à ce que la Roumanie cédât, et laissât passer nos trains de munitions. Mais, hier, elle est subitement redevenue récalcitrante. Pendant ce temps, l'or afflue des deux côtés chez ces gredins. Son immense certitude de la victoire, que l'Angleterre claironne par le monde, et d'autre part, notre camarilla, l'hydre terrible : voilà qui explique pourquoi les neutres croient en l'Angleterre. Je t'ai parlé du journal de Munich et de cet article qui exprimait l'urgence de déclarer ce que le gouvernement impérial comptait faire de la Belgique. Depuis, le journal a été confisqué, certainement sur l'ordre de Bethmann. Aujourd'hui, j'ai parlé de cet article avec le plénipotentiaire militaire bavarois qui nous quitte pour le front (c'est déjà le second qui nous quitte). Lui aussi l'a lu et l'approuve entièrement. Ce journal munichoïse, me dit-il, est une feuille peu importante, mais l'article est excellent

et émane d'une plume compétente. J'eus l'impression qu'il voulait dire que cet article avait été peut-être inspiré, en Bavière naturellement. Il existe là-bas une opposition aux conceptions du chancelier qui craint d'y voir se produire des tentatives pour restaurer une nouvelle et moderne « Bourgogne ». Il y a peut-être quelque chose de juste dans ces appréhensions; car, à Coblenz, le roi de Bavière m'a dit : « Et si la Prusse n'en veut pas, nous nous en chargerons ». Il plaisantait peut-être, mais non sans quelque sérieux en sourdine.

CHARLEVILLE, 10 mars. — En effet, la guerre sous-marine traverse une période de ralentissement. Pour l'instant, nous avons assez de sous-marins dehors. A... a raison : avec la méthode actuelle de la déclaration de zones de guerre, on ne peut pas torpiller de neutres. C'est pourquoi j'avais réclamé un blocus sur une étendue limitée : Pas-de-Calais jusqu'à Southampton et côte orientale de l'Angleterre. Avec ce système, les neutres ne voulant pas s'exposer au torpillage auraient évité ces parages. Etant donné les restrictions auxquelles l'activité de nos sous-marins vient d'être soumise, notre proclamation du 4 février n'a pas seulement été inutile : elle constitue encore une grave erreur. Même sans elle, nous pourrions toujours faire ce que nous faisons en ce moment ; nous ne menions pas tant de tapage, nous n'ameutions pas les neutres, et nous augmentions notre activité sous-marine au fur et à mesure de nos forces.

CHARLEVILLE, 11 mars. — Tu sais à présent que le *U-20* est perdu. Nous en sommes très attristés. Les pièges contre sous-marins, que les Anglais postent partout, sont dangereux, et les torpilleurs anglais et français font la chasse à nos sous-marins. Mais peu importe, il faut aller jusqu'au bout

Tu as dû avoir des échos de la Commission du budget. Tous les partis s'y sont prononcés de la façon la plus nette pour l'annexion de la Belgique. Jusqu'à un certain point, ce fut un bien que je n'y aie pas assisté, car on m'aurait de nouveau prêté toutes les manigances imaginables. Il paraît que Jagow y a rompu son silence prolongé. Je reçois à l'instant ta lettre du 10.

Je serais très heureux d'aller à Berlin ; mais, étant donné mon antagonisme aigu avec le chancelier, il vaut mieux que je reste ici. Ainsi qu'Erzberger l'a dit à Capelle, on n'élèvera pas de critiques contre la marine, et, quand viendra la discussion de notre budget, le chancelier d'Empire sera ici. — Il fait très bon travailler avec Bachmann.

CHARLEVILLE, 12 mars. — Je suis fort aise que Bachmann, à propos du dénigrement de nos unités, soit de mon côté et fasse tout ce qui est en son pouvoir pour réagir là contre. Si notre flotte entrait en ligne dans des circonstances assez avantageuses ou même pas trop désavantageuses, ce dénigrement s'évanouirait comme un mauvais rêve. Il paraît que Capelle n'a pas rapporté aujourd'hui de la Commission du budget une impression favorable quant à la marine ou du moins son budget. Alors il faudra peut-être que j'aille aussi à Berlin. Le ministère des Affaires Étrangères a été félicité pour sa note à l'Amérique.

A l'Est, comme ici, stagnation générale. C'est trop peu pour nous. La question des Dardanelles met les États balkaniques en émoi. Situation dangereuse, car l'entrée en ligne d'un seul État peut modifier tout le cours de la guerre. Hindenburg aurait beau faire de nouveau cent mille prisonniers en Russie, nous n'en serions pas plus avancés. Quelques vaisseaux de ligne anglais coulés par nous feraient plus d'effet sur les neutres.

CHARLEVILLE, 13 mars. — Malgré le beau temps, mon moral n'est pas bien brillant. A l'Ouest comme à l'Est, la stagnation est complète, et l'on peut à peine prévoir si l'avance reprendra jamais. Le blocus de l'Allemagne doit forcément agir à la longue sur les esprits, et l'on ne sait pas si une de ces fripouilles balkaniques ne va pas fondre sur nous comme un oiseau de proie. Avec les Autrichiens, rien à faire.

La préparation diplomatique à une guerre mondiale a été invraisemblable. Une grande partie de nos ambassadeurs étaient des nullités, ainsi que beaucoup de ministres plénipotentiaires. Avant la guerre, il n'y a jamais eu de conférence entre le gouvernement d'Empire et les ministères de la Guerre et de la Marine ;

foi aveugle en la neutralité de l'Angleterre : par contre, depuis 1909, aucune augmentation du budget de la marine. Dans le haut commandement de l'armée, aucune compréhension du rôle que jouerait l'Angleterre dans la guerre : par contre, confiance absolue dans la recette de victoire de feu Schlieffen. Et l'hydre de la camarilla ! Devant de telles constatations, on ne peut guère envisager l'avenir avec sérénité. Assurément, la situation est plus critique encore en France et en Russie : mais nous, nous luttons contre le monde entier, y compris l'Amérique. Le vapeur de céréales qu'elle a envoyé à la Belgique avait commencé par débarquer des armes en Angleterre. Et moi qui suis ici et ne puis pour ainsi dire rien faire ! L'emploi qu'on a fait de notre flotte était une erreur ; mais Müller, l'Empereur et Pohl ne veulent pas en démordre, même à présent. C'est ce qui est le plus accablant ! Sans doute, l'occasion la plus favorable est maintenant passée ; l'accroissement gigantesque de la flotte anglaise depuis un an se fait trop sentir. Ce matin, Müller m'a rendu visite : entretien paisible. Bachmann est en Flandre pour quelques jours. Ce soir, Graevenitz (plénipotentiaire militaire wurtembergeois) et son nouveau collègue bavarois sont avec nous. Je vois généralement peu de monde et la vie s'écoule bien monotone pour moi. Il va de soi que j'interviendrai en faveur de l'annexion de la Belgique : mais un entretien avec Bethmann est absolument inutile. Du reste, nous avons déjà eu une conversation d'une heure sur cette question. Mais, depuis la conférence chez l'Empereur, nous ne sommes plus du tout d'accord. Je n'ai jamais eu avec lui d'entretien dont il soit sorti quelque chose. Il est tout à fait désespérant. Seule, la volonté du peuple pourrait nous venir en aide. Pour moi, le moment est d'autant moins propice pour reprendre mon offensive que la situation militaire est actuellement peu nette. Müller m'a raconté que, quelques jours avant la guerre, le chef de la section anglaise au ministère des Affaires Étrangères, Stumm, lui déclarait encore que l'Angleterre ne bougerait pas, et que tout cela n'était que du bluff.

CHARLEVILLE, 14 mars. — Le général von Einem pensait que les Français ne nous résisteraient pas dans une bataille en

rase campagne. Nous avons abandonné cette idée : il paraîtrait même que les Français sont excellents dans l'utilisation du terrain, qu'ils savent se dégager des principes d'une tactique dogmatique et que le tir de leur artillerie est excellent. Ce matin, le Kronprinz est venu me voir. Son père était absent. Cette fois, je lui ai parlé avec plus d'abandon. Il était plus grave que de coutume, et s'est exprimé en termes très vifs sur l'hydre tout entière.

L'*Eitel-Friedrich* (croiseur auxiliaire) a bien accompli sa tâche, comme tous nos bâtiments, d'ailleurs, quand on les laisse sortir. Demande donc à voir la lettre du commandant du *Cormoran* : un vrai roman ; mais la poursuite par des escadres japonaises, anglaises, françaises et russes, c'était naturellement trop à la fois. Par crainte, les Hollandais lui ont tout refusé. Les Américains ne lui ont même pas donné de charbon, et ils fournissent à nos ennemis pour des milliards d'armes et de munitions.

CHARLEVILLE, 15 mars. — A quoi bon tout un feuillet, puisque je n'ai absolument rien à raconter et presque plus rien à faire ? Etant donnée la situation, j'aurais bien pu, selon mon désir, rester plus longtemps à Berlin. Ici, c'est le grand calme : presque personne à voir, presque personne à qui parler ! Impossible d'exercer mon activité en des temps si difficiles ! Le succès de nos sous-marins nous a apporté une petite joie. Le commandant du *U-29* (qui commandait auparavant le *U-9*) a coulé six vaisseaux ; d'autres sous-marins, deux ou trois. Il paraît qu'à Londres on est très ému. J'ai appris que les nouveaux sous-marins construits provisoirement sont très bien faits, de sorte qu'ils pourront vraiment nous être utiles. J'aurais beaucoup aimé rester à Berlin pour la session du Reichstag : mais, en l'absence du ministre de la Guerre, cela n'était pas très faisable, et maintenant, il est trop tard.

CHARLEVILLE, 16 mars. — Rien de bon à t'apprendre du front Est. Les Autrichiens recommencent à flancher complètement. On dirait presque qu'ils n'ont plus de volonté : l'État et l'armée sont entièrement pourris, et, pour défendre leurs intérêts, nous avons fait donner la cavalerie de Saint-Georges...

Je suis systématiquement tenu à l'écart : impossible de mettre un terme à cet état de choses, à cause de la situation indéterminée que j'occupe encore : du reste, tout l'appareil est mis en œuvre pour la saper. — « Bethmann doit être ménagé, » m'a dernièrement conseillé Müller. — « Qu'il parte : il n'a pas de chance, » aurait dit le roi Frédéric II. Ah, si seulement il pouvait revenir ici-bas, sa bonne canne à la main !

CHARLEVILLE, 17 mars. — Rien de nouveau devant Paris. Aujourd'hui, Müller est allé chez Bachmann ; pour changer, il était d'humeur assez sombre ; c'est assurément cette humeur qui règne dans l'entourage de l'Empereur. Elle s'explique par le fait que partout nos opérations sont stabilisées : d'où il résulte que les négociations avec l'Italie ne progressent pas, ou tout au moins n'ont pas réussi jusqu'à ce jour ; car, à la manière des maîtres chanteurs, elle hausse de plus en plus ses exigences. Fais-toi remettre le journal de combat de l'*Ayescha*. Peut-être y trouverez-vous trop de détails relatifs à la marine, mais quel roman ! Le rôle joué par les Hollandais n'est pas très beau, et, si ce journal doit être publié pendant la guerre, on supprimera probablement les passages qui s'y rapportent, ce qui vraiment serait regrettable.

En septembre, personne ne croyait à une guerre de courte durée. Je ne l'ai jamais pensé, pas même en juillet et en août. Le ministère des Affaires Étrangères comptait toujours tenir l'Angleterre en mains et pouvoir en jouer à sa guise. Il le croit encore aujourd'hui. Nous devons et pouvions éviter la guerre avec la Russie : nous n'aurions pas vu d'un mauvais œil que les Russes allassent quelques années plus tôt à Constantinople : au moins nous en aurions été débarrassés. Au lieu de cela, nous prenons parti pour l'Autriche, et nous en sommes bien récompensés ! Bethmann et son entourage faisaient de la politique orientale, tandis que notre vie économique débordait, bon gré, mal gré, à travers le monde et devait fatalement provoquer entre l'Angleterre et nous des conflits, mais non la guerre, si la Russie n'était pas au nombre de nos adversaires. C'est dans cette voie qu'il nous faudrait revenir. Mais nous sommes devenus

incapables de résolutions énergiques : nous continuons à aller à la dérive.

CHARLEVILLE, 18 mars. — La situation est jugée défavorable par Bethmann et toute l'hydre de la camarilla. On escompte à présent l'effondrement de la France. Mon avis, c'est qu'il nous faut serrer les dents : il n'y a pas d'autre issue. Qu'a fait le grand Frédéric après Kunersdorf ? Et jusqu'ici nous n'en avons pas tant vu que lui. Bethmann, Jagow et leur suite baissent le ton de toutes parts, *pour de simples raisons de politique intérieure : mais on le sait à l'extérieur, et l'effet produit est dangereux.*

Merci aussi pour le « Stein ». Cette race d'hommes semble éteinte ; mais quel groupe puissant autour de lui : Blücher, Scharnhorst, Boyen, Gneisenau, *a band of brothers*, comme dirait Nelson.

Quelle différence avec 1914-15 ! Le bon Bachmann lui-même est épouvanté par l'hydre ; aujourd'hui, il a trouvé toute la société en train de jardiner, têtes baissées. Récemment, on avait découvert dans un tas de fumier de ce même jardin 150 bouteilles du meilleur vin. On se demanda si pour la bombe ainsi annoncée on ne devait pas faire venir Dörpfeld.

U... sous-estime la puissance effective de l'hydre au pouvoir. D'après les traditions dans lesquelles j'ai grandi, il m'est impossible de faire *publiquement* front contre elle : et, pourtant, ce serait pour moi le véritable moyen. Au reste, on me tient à l'écart, par principe. Si seulement je pouvais activer la fabrication des sous-marins ! J'espère cependant que, d'ici deux à trois semaines, les derniers sortis des chantiers vont pouvoir faire quelque chose. Nos commandants de sous-marins travaillent à merveille : leurs journaux de combat sont de vrais romans.

CHARLEVILLE, 19 mars. — M. von Mutius, du ministère des Affaires Étrangères, est venu me féliciter. Auparavant l'Empereur m'avait téléphoné pour me féliciter également : en guise de cadeau d'anniversaire, il m'avait annoncé que deux vaisseaux de ligne anglais avaient été coulés aujourd'hui devant les Dardanelles : hier, c'était le vaisseau de ligne français le *Bowet*.

Espérons que la nouvelle est exacte. Pour le *Bouvet*, un télégramme d'Usedom nous avait déjà annoncé sa perte. L'Impératrice m'a fait grand plaisir en m'adressant un très gracieux télégramme. Si les souhaits servent à quelque chose, je suis abondamment pourvu.

A l'Est, il paraît que les Russes continuent à jeter de grandes masses dans la bataille, et ils combattent avec vaillance et abnégation. Eichhorn lui-même serait en fort mauvaise posture, si les Russes avaient une plus nombreuse artillerie. Les Autrichiens n'avancent plus d'une semelle. Il semble indubitable que les Russes voulaient frapper un grand coup, mais leurs masses sont intervenues trop tard.

CHARLEVILLE, 20 mars. — Hier soir, ce fut de nouveau la morne torpeur : la conversation se traînait péniblement. L'Empereur voyait de tous côtés de gigantesques victoires ; je crois qu'il voulait ainsi calmer sa propre inquiétude. Notre seule joie fut de recevoir la confirmation des pertes anglaises devant les Dardanelles. Les pertes des Turcs ou plutôt nos pertes ont été légères, mais le manque de munitions s'est gravement fait sentir. Bachmann est indigné de la façon dont se comporte le Cabinet, aussi bien au point de vue mondain qu'au point de vue service.

CHARLEVILLE, 21 mars. — Je reçois à l'instant ta lettre d'hier. Certes, j'eusse mieux fait si l'on ne m'avait pas tenu à l'écart. Müller a été instamment sollicité de différents côtés, entre autres par Bachmann, Dick, etc., afin que je fusse nommé chef de l'Amirauté pour la durée de la guerre et pour qu'on me laissât ensuite maître de décider comment et quand la flotte aurait à intervenir. Toujours la même réponse : « Impossible, jamais l'Empereur ne fera chose semblable. » Il veut diriger lui-même la guerre navale, et, avec moi, il ne le pourrait naturellement pas. Je me casse la tête pour savoir comment je sortirai de cette situation. En fait, c'est Pohl qui commande : comment pourrais-je intervenir s'il ne fait rien ou prétend qu'il n'a pas l'occasion de faire quelque chose ? Donner l'ordre à *tout prix*¹ de livrer

1. En français.

bataille et de quitter les ports, c'est impossible : c'est affaire d'intuition de la part de celui qui a les responsabilités. Il n'en va pas ici comme dans l'armée de terre. On nous annonce aujourd'hui de Berlin que 9 milliards ont été souscrits. Voilà qui révèle une volonté unanime. Par Poldhu nous avons appris que, dès le lendemain de la perte de leurs vaisseaux aux Dardanelles, les Anglais ont renouvelé leur attaque. C'est la bonne manière. Nous aussi, nous aurions dû au 25 janvier tenter immédiatement une nouvelle sortie, n'eût-ce été que *per far figura*. Mais le Cabinet a contaminé l'esprit de la flotte : déjà le bacille s'est infiltré profondément et il n'y a plus de remède que dans un complet remaniement du personnel. Du reste, nous n'avons pas de nouvelles récentes de Constantinople. Nos pertes sont légères, les forts ont peu souffert : les dépenses en munitions seules sont sensibles. Dans l'état de choses actuel, le forçement des Dardanelles serait pour nous un rude coup. Près de Przemysl, une sortie, probablement la dernière, a échoué hier. L'activité des Russes est bien grande : elle se fait sentir à présent jusqu'à Memel. Nous n'avons plus d'atouts dans notre jeu. Espérons que la guerre sous-marine s'intensifiera en avril.

CHARLEVILLE, 22 mars. — Ce soir, il y a un dîner chez Sa Majesté en l'honneur de l'anniversaire de l'Empereur Guillaume I^{er}. Bachmann avait fait remarquer qu'une grande partie de la flotte anglaise est actuellement aux Dardanelles et que la guerre sous-marine absorbe de nombreuses unités légères : que, par conséquent, le moment était propice, si nous voulions faire quelque chose. Pohl accueillit de tels propos avec indignation : non seulement il ne songeait pas à faire quelque chose, mais il voulait encore renforcer les barrages de mines autour de la flotte. C'est désespérant ! Immobiliser une flotte de 40 cuirassés, dont plus de la moitié de superdreadnoughts, plus de 100 torpilleurs : laisser tout cela rouiller dans les ports, tandis que l'Allemagne lutte pour son existence ! Pendant ce temps je suis là, réduit à l'impuissance. Et si le système du Cabinet n'avait pas d'autres fautes à son actif ! Voici deux ans que je suis témoin de cette activité bruyante et stérile : chaque départ

tement travaillant pour son compte ; tout ce monde se poussant vers « Lui », chez qui l'on entretient l'idée qu'il fait tout par lui-même et dont on tire de si grands avantages personnels. — Byzance ! Et maintenant que nous voici dans cette terrible guerre, un coup d'œil d'ensemble nous révèle le même gâchis, le même éparpillement des efforts. A Constantinople, dans la marine, dans l'armée, dans la politique, aucune collaboration ; chacun s'applique, comme naguère, à loucher du côté de l'Empereur qui est entouré de gens dénués d'énergie. Il n'y aurait qu'un remède : il faudrait que Hindenburg soit, à lui seul, chancelier d'Empire, chef de l'État-Major Général, chef de l'Amirauté. Mais les ovations du Reichstag prouvent clairement qu'on ne se fait pas la moindre idée du mal véritable.

Heureusement, la chute de Przemysl et l'échec des Anglais aux Dardanelles ont à peu près coïncidé. Ainsi s'atténue l'impression produite par la première ; toutefois, les Russes attaquent intrépidement sur tous les points, et les Autrichiens sont toujours battus, et nous commençons à nous énerver. Hindenburg est à bout de forces. J'ai ouï dire que c'était là l'impression de Bethmann ; il l'aurait rapportée de Posen.

CHARLEVILLE, 23 mars. — Dans un discours adressé aux nouveaux chevaliers *Pour le mérite*, Sa Majesté les a comparés aux paladins qui, non loin d'ici, à Sedan, ont, avec Guillaume I^{er}, fondé l'empire d'Allemagne. J'étais placé entre Solms et Lyncker. Ce dernier regrettait les paroles prononcées par Moltke, dans la Salle des Étoiles, quand il était question de l'entrée en guerre des Anglais : « Plus il y aura d'Anglais, mieux cela vaudra. » Il m'avait dit, à moi aussi, quelque chose d'analogue pendant que nous roulions vers Cologne et que je lui faisais remarquer qu'il ne devait pas sous-estimer une intervention directe de l'armée anglaise. Ainsi, ce n'est pas seulement au point de vue politique, c'est aussi au point de vue militaire que nous sommes entrés en aveugles dans cette guerre. Aucune réflexion sur la façon de mener une guerre mondiale : aucune direction d'ensemble, bref, exactement ce qui se passe à présent encore. Avant de quitter Berlin, j'ai voulu avoir avec Moltke

un entretien sur Constantinople et la Turquie ; il me l'a refusé sous prétexte que cela ne l'intéressait pas.

Il y avait peu d'entrain à la cérémonie. La chute de Przemysl pesait trop sur les esprits. Il paraît qu'il en est de même au front. Je m'entretins ensuite avec le général von X... et essayai de lui faire entendre qu'on devait s'efforcer de réaliser plus d'unité dans le commandement de l'ensemble de nos forces ; que l'Empereur devrait déléguer temporairement ses pouvoirs à Hindenburg, par exemple. Mais je m'aperçus vite que ces idées-là ne conviennent pas du tout au général von X... ; il se contente de la faveur de l'Empereur. Hier, Bethmann s'est appliqué à diminuer nos prétentions en répandant le bruit que nous ne combattrions plus que pour garder la Belgique, sans quoi, nous pourrions avoir la paix. Naturellement l'étranger le saura et la Belgique sera dépréciée en tant que gage, même si nous avons l'intention de la restituer un jour.

Le prince Adalbert est ici et il tente d'obtenir de son père l'ordre pour Pohl de ne rien faire. Le prince Adalbert semble agir à l'instigation de Pohl. Comme ce dernier a déjà carte blanche, il faudrait chercher le sens de cette démarche dans le seul désir de Pohl d'être couvert pour son inaction et sa passivité. Si cela était, ce serait inouï. Le prince Adalbert est allé aujourd'hui chez Bachmann pour lui faire savoir que l'Empereur lui avait donné satisfaction et l'avait chargé de nous mettre au courant — l'amiral Bachmann et moi, — de sa décision. Mais l'amiral se refusa à accepter une notification de la volonté de Sa Majesté, faite dans de telles conditions. Le prince Adalbert n'est pas encore venu chez moi. Il sera bien reçu. N'est-ce pas révoltant ! Pohl a besoin d'un intermédiaire entre l'Empereur et lui ! La réalité a malheureusement plus que confirmé mes appréhensions au sujet de Pohl.

CHARLEVILLE, 24 mars. — Ce matin, le prince Adalbert est venu chez moi et Bachmann au même moment. Notre conversation fut d'ordre général. Bachmann m'apprit ensuite que, manifestement, le prince n'avait pas osé me communiquer cet ordre de laisser la flotte inactive. Par contre, il l'a transmis

télégraphiquement à Pohl, comme émanant de l'Empereur. Démarche tout à fait inouïe, mais qui ne se passera pas comme ça.

CHARLEVILLE, 25 mars. — L'aimable et toujours prévenant Bachmann a eu une affaire avec le chancelier d'Empire qui lui a écrit des choses vraiment incroyables. Il s'agit d'un *lapsus linguæ* de médiocre importance, fait dans une société privée par un officier de réserve de l'État-Major de la Marine de Berlin. Cet officier a donc dit que le ministère des Affaires Étrangères manquait de fermeté dans l'affaire des sous-marins (c'était en février); là-dessus grand émoi chez le chancelier d'Empire, l'« Homme qui a appelé actes des vellétités »; là-dessus deux visites à Bachmann, plus trois notes écrites. Cette susceptibilité caractérise bien les gens qui dirigent nos destinées en de si graves conjonctures.

CHARLEVILLE, 26 mars. — Le Turc est venu. C'est le colonel v. Franckenberg. Il nous a raconté les dissentiments qui séparent Enver, Liman et l'ambassadeur. Le colonel avait pris part à la campagne de Suez. Les troupes étaient surtout composées d'Arabes : mais ceux-ci prenaient la fuite dès qu'ils entendaient des coups de feu ; quant à eux, les Turcs, ils n'avaient pas suffisamment pu réagir contre l'artillerie de la flotte ennemie. Sur tout le littoral égyptien, il y avait des tranchées avec des sacs de sable, etc... Pendant l'été, seules de légères escarmouches étaient possibles : mais la lutte reprendrait sérieusement en automne. Alors il sera trop tard, observai-je. En somme, il n'y a guère à compter sur l'Empire turc. Nous avons choisi de singuliers alliés. Si seulement nous n'avions pas envoyé là-bas de mission militaire ni fait, de concert avec l'Angleterre, une politique antirusse dans les Balkans. Nous aurions dû, au contraire, dire aux Russes : « Allez à Constantinople si bon vous semble. » Et, à présent, l'ours serait aux prises avec la baleine, et tous les cheviens des Balkans se réfugierient dans nos bras. Le général S... s'est de nouveau amèrement plaint du manque de munitions, notamment de poudre. Cette question des poudres décidera peut-être de la guerre. Ce manque constant nous coûte chaque jour quelques centaines d'hommes, parfois davantage.

Les attributions divisées en temps de paix, entre le ministère de la Guerre et l'État-Major Général ne permirent pas une vue d'ensemble des mesures qui s'imposaient.

CHARLEVILLE, 26 mars. — M. von N... a parfaitement raison : c'est la faillite de nos classes supérieures avec la complicité des dirigeants. Je n'ai pas cessé de la voir venir depuis des années. Combien de fois ne t'ai-je pas répété : « Je ne sais pas comment la catastrophe se produira : mais elle est fatale » ? Voilà pourquoi il est si terrible d'y assister, d'y être impliqué.

Je vais aujourd'hui en auto voir X..., mais dans l'intention de ne lui parler de rien, car j'ai suffisamment constaté que c'est inutile. Le général von H... ne peut m'être non plus d'aucun secours. Il est exclusivement soldat et ne veut pas être autre chose. Hindenburg seul pourrait être notre sauveur. Mais je le connais très peu personnellement, et j'ignore entièrement s'il a quelque sens politique. On le dit prudent, réfléchi : l'inspirateur des hardies, des téméraires entreprises dans l'Est est, paraît-il, Ludendorff. Si je connaissais un peu mieux Hindenburg, et si j'en trouvais le prétexte, je me rendrais auprès de lui. Du reste, j'ai appris que le Kronprinz s'emploie dans ce sens. Mais il ne réussira pas, ou du moins ce sera trop tard. Bethmann et sa séquelle, Ballin et jusqu'à des parlementaires, affichent des dispositions pacifiques. Oui, la paix, même si elle se soldait pour nous par un grand déficit. Si on la veut réellement, rien ne peut agir plus fâcheusement sur la conclusion de la paix que ce défaitisme. J'apprends que la situation ne serait rien moins que brillante en France, et je crois que l'on compte sur Caillaux. Personnellement, je n'y crois guère. La dictature actuelle Joffre-Poincaré continue à régner, et elle est entièrement sous la coupe des Anglais. Hier soir, l'amirauté anglaise a annoncé qu'elle était fondée à supposer que le *U-29* (Weddingen) avait coulé dans la mer d'Irlande avec son équipage au complet. Elle ne ferait pas une pareille communication sans motif, et, en effet, le *U-29* est manquant. Ce serait bien triste : Weddingen avait peut-être un peu trop de confiance : et puis, cette prudence à l'égard des neutres, si dangereuse pour nos sous-marins !

CHARLEVILLE, 27 mars. — Ce matin, Müller était ici, et il a annoncé à Bachmann qu'il n'avait rien pu obtenir de l'Empereur. Celui-ci aurait exprimé le désir de ne pas être importuné par des mémoires, ne voulant pas avoir à se soucier de la flotte : d'où son ordre. A grand'peine Müller aurait obtenu qu'il fût tout au moins permis à Bachmann de faire préalablement un exposé oral de la question : cette conférence aura lieu lundi. Si cela continue ainsi, je crois que cela finira mal. En Turquie, tout est sur le point de craquer, et alors ce sera le débordement du torrent balkanique, et tous les oiseaux de proie fondront sur l'Autriche. Je ne vois qu'un seul remède : que l'Empereur se fasse porter malade pour deux mois ou davantage ; Hindenburg prendra la place de Bethmann, réunissant sous ses ordres l'armée et la marine. Il faut auparavant que l'Empereur aille à Berlin. Kessel est venu me voir : lui aussi est épouvanté au sujet de l'Empereur et de son état de santé. L'Empereur prétend « n'avoir pas eu voix au chapitre, n'avoir, somme toute, rien fait ; mais il se rend déjà bien compte qu'il lui faudra, à lui seul, payer les pots cassés ». Kessel est d'avis qu'il faudrait obtenir du roi de Bavière qu'il l'engageât à se faire porter malade pendant un certain temps. Je déconseillai cette manière de procéder : selon moi, l'initiative, appuyée par l'Impératrice, devrait venir de l'Empereur lui-même. Le médecin inspecteur général ou, à son défaut, le médecin particulier devrait lui prescrire un congé pour raisons de santé : sinon, il ne partira pas.

Pour ce qui est de Hindenburg, nous rencontrerions aussi, m'a-t-on dit, de grosses difficultés. L'Empereur ne peut pas souffrir, paraît-il, Ludendorff, son bras droit. Il semble que sans le secours d'une grande catastrophe, il ne se produira pas de changement : mais, alors, il sera trop tard. L'opinion que la fin de la guerre nous viendra du Sud-Est commence à s'accréditer ici.

CHARLEVILLE, 27 mars. — Il m'a fallu rendre visite ce matin au prince Léopold de Bavière. Il était peu au courant ; néanmoins il pense que, en tout état de cause, nous devons tenir. J'attends à présent le médecin inspecteur général avec qui je voudrais

m'entretenir au sujet du congé. A mon grand regret, pas de nouvelles de l'*U-29* : il faut le tenir pour perdu. Ce que tu m'as écrit du ministère des Affaires Étrangères était très intéressant. La situation là-bas est à présent la suivante : les anciens ambassadeurs (riches, distingués, etc...), travaillent *sous la direction* de Zimmermann. Naturellement cela ne convient à personne. Du reste, je n'ai aucun doute sur ce qui doit se passer là-bas : mais je ne puis pas me faire une si haute idée de Zimmermann ; a-t-il réellement du « coup d'œil » et saisit-il le point important ? J'en doute. Je ne m'en suis pas aperçu naguère à la Commission du budget. Il est au premier rang de ceux qui, en juillet, nous ont laissé glisser dans la guerre. Il est de ceux qui ont voulu laisser à l'Autriche les mains libres contre la Serbie et il ne s'est pas assuré de l'Italie et de la Roumanie. Pour lui, ce n'était qu'une question à régler entre l'Autriche et la Serbie. A ses yeux, tout cela se réduisait à une guerre de diplomates et il comptait s'y tailler un succès personnel. Dans la séance où fut alors envisagée la guerre sous-marine, c'est lui qui s'en fit le protagoniste. Mais, deux jours plus tard, il avait viré de bord. Du reste, je suis tellement tenu à l'écart par toute cette société que je ne travaille ni avec le chancelier d'Empire, ni avec le secrétaire d'État, et que je ne les vois pas.

CHARLEVILLE, 29 mars. — Le moral est très déprimé ici. Falkenhayn dit qu'il ne peut plus rien faire. Nous ne comptons plus du tout sur l'Autriche. Bethmann et ses gens entretiennent très sérieusement l'idée de faire des avances à l'Angleterre. A mon sens, nous ne saurions commettre plus fâcheuse erreur. Pour moi, il n'y a qu'un moyen : s'arranger avec la Russie. Hindenburg ne pourrait être utile que si tous pouvoirs lui étaient conférés, ce que ni l'Empereur, ni l'hydre ne sauraient admettre. En fait, c'est celle-ci qui détient la puissance. J'essaierai d'aller prochainement à Berlin, mais, au préalable, je voudrais causer encore une fois avec le Kronprinz. L'idée émise par K... : prendre nos franches coudées stratégiques à l'Est, est tout à fait belle. Mais il n'en saurait être question que si l'armée russe s'effondrait : or, pour le moment, il n'y en a nulle apparence.

Ces gaillards attaquent continuellement, même avec des territoriaux, comme à Memel. Du reste, ce n'est pas non plus par ce moyen que nous écarterons pour l'avenir le danger russe. Il eût fallu détourner ces gens vers l'Océan Indien : au contraire, de concert avec l'Angleterre, nous nous y sommes opposés et nous en sommes récompensés à présent. Au demeurant, sois-en certaine, après la guerre, Bethmann et sa séquelle mettront tout en jeu pour m'attribuer les responsabilités. Les personnes qui éprouvent de la sympathie pour moi me racontent que, à chacun de leurs entretiens avec Zimmermann, celui-ci ne manque pas de décocher contre moi quelque trait. C'est systématique : j'en avais déjà fait l'expérience à Berlin. Je n'attends absolument rien d'une explication avec Bethmann. Aucune de mes démarches auprès de lui n'a jamais eu de succès : et je crois que d'autres n'ont jamais mieux réussi que moi. Pour le poste qu'il occupe, on n'aurait su faire un choix plus malheureux. Néanmoins, je veux tenter la chose quand l'occasion s'en présente. La fonction dont il est investi ne se légitime que si elle est attribuée à des hommes d'envergure exceptionnelle ; autrement, elle est dangereuse, comme nous le voyons à présent et depuis des années déjà. Bachmann va aujourd'hui chez l'Empereur pour trancher la question de l'ordre concernant Pohl. *Vedremo*. Le Kronprinz a écrit à son père une lettre dont le post-scriptum nous a été envoyé en communication. Il y invite son père à abroger les restrictions actuellement imposées aux sous-marins et qui ont déterminé la perte d'un trop grand nombre de ces derniers. Il voit très juste, le Kronprinz ; malheureusement il n'a pas appris à travailler. On dit qu'il y a encore d'autres choses dans cette lettre. J'ai entendu dire que le Kronprinz pense aussi à Hindenburg. Mon médecin inspecteur général dit que l'Empereur demande formellement, dans ses prières, la délivrance qui le dégagerait de sa responsabilité : mais alors il se heurte à la muraille dont il s'est entouré lui-même ; il se heurte en même temps à son amour-propre. Le vieux Januschauer m'a écrit que l'Empereur serait surpris de voir ce qui resterait, après la guerre, de son royaume de Prusse.

CHARLEVILLE, 30 mars. — Bachmann est revenu aujourd'hui très attristé de sa conférence. L'Empereur, après l'avoir écouté, lui fit une réplique d'une demi-heure, puis il dit : « Non ». Que la flotte sortît une fois, soit ; mais elle ne devait pas se laisser battre. Si l'on ne voulait pas qu'elle soit battue, il ne fallait précisément pas la laisser sortir.

CHARLEVILLE, 31 mars. — Goltz-Pacha est ici. Mais jusqu'à présent je ne l'ai pas vu. On dit qu'il fait des démarches pour que nous prenions le coin de Serbie qui nous gêne. J'ai causé avec un de nos courriers, lieutenant de l'active, qui a quitté Constantinople le 19 courant : il nous a expliqué d'une façon saisissante que l'issue de la guerre dépend actuellement des Dardanelles et de l'entrée en Serbie. Bachmann et moi nous partageons cette façon de voir. Mais la question est précisément de savoir si, en présence des rassemblements de troupes qu'opèrent nos adversaires sur le front Ouest, nous pouvons néanmoins en distraire des forces combattantes. Elle ne saurait guère être tranchée que par des gens n'ayant aucun intérêt en jeu sur ce front. En termes géographiques, c'est à Berlin que devrait être prise une décision. En attendant, nous avons de nouveau reçu aujourd'hui de bien mauvaises nouvelles des Carpathes. Les Autrichiens ne tiennent pas. Le lieutenant von R... nous a raconté que, à l'arrière du front autrichien, dans la zone des étapes, on rencontrait des officiers en masse, mais pas au front. Très fréquemment on lui a exprimé en Autriche la surprise de nous voir envoyer au feu tant de fils de bonnes familles. Il y a aussi les querelles de nationalités et l'infatuation. Notre État-Major Général se rend bien compte de tout cela, mais depuis peu de temps. L'officier aurait bien voulu être reçu par l'Empereur : Plessen s'y opposa pour la raison que Sa Majesté ne tenait pas à en savoir plus long sur la Turquie. J'envisage avec inquiétude notre avenir ; l'armée russe se bat très bien, et elle est mieux commandée qu'on ne le croyait. Après chaque défaite, ils se relèvent avec une rapidité surprenante. Dans la défensive, les Français sont excellents. Nous n'apprécions pas les Anglais à leur juste valeur. La supériorité de nos adversaires est écrasante, et notre direction géné-

rale de la guerre n'a malheureusement pas été à la hauteur de la situation. Néanmoins je persiste à croire que nous devons tenir aussi longtemps que l'Autriche restera debout. Ce qu'il faut aux puissances de l'Entente, ce n'est pas la défaite de l'Autriche, c'est celle de l'Allemagne.

De la lettre de U... je ne retiens qu'une chose, qui du reste est conforme à mon propre désir : puisse-t-il avoir raison, quand il dit que tous les partis bourgeois tiendront d'une même âme ! Erzberger me paraît avoir déjà modifié son attitude, et j'ai reçu une lettre d'un parlementaire conservateur modéré qui me donne de lui une impression analogue. Dans la Hamburg-Amerika, dans les banques, à la Wilhelmstrasse et dans toutes ses succursales, même dans l'armée, à l'exception de l'Est, pas de personnalités de premier plan. La Wilhelmstrasse devrait avoir le courage, même si elle était prête à s'accommoder de peu, de crier très fort qu'elle veut beaucoup, ainsi que le font de façon si magistrale les Anglais : de la sorte, le peu pourrait être moins petit.

CHARLEVILLE, 1^{er} avril. — Je crois que ce sera un gros coup pour moi si l'œuvre de ma vie échoue. Je t'ai écrit quel a été le résultat de la mission du prince Adalbert. L'ordre adressé par Bachmann à Pohl est absolument conforme à mes vues. Pohl peut, selon cet ordre, agir comme bon lui semble : mais aspire-t-il à l'action ? C'est une tout autre question. Je suis, du reste, obligé de reconnaître que la situation est devenue beaucoup plus difficile pour lui. Les sous-marins poursuivent leurs opérations, mais la nécessité de ménager les neutres réduit leur action à néant et nous cause des pertes continuelles. Il paraît que les céréales sont à présent transportées en Angleterre par des vaisseaux norvégiens en transit par des ports norvégiens. Bachmann a eu aujourd'hui, sur la prière de Falkenhayn, un entretien avec celui-ci : la question a été examinée de savoir si l'Autriche ne pourrait pas faire quelque chose sur mer. Nous avons malheureusement appris hier l'échec de notre tentative pour envoyer des munitions à la Turquie par le Danube. Le vapeur danubien chargé de cette mission, a été coulé par les Serbes. B... a trouvé

le Grand Quartier Général assez désesparé. Il ne sait plus que faire. Quand on étudie Frédéric le Grand, on constate toujours avec surprise et ravissement que, dans les situations les plus critiques, jaillit l'idée nouvelle qui est réalisée avec la rapidité de l'éclair. Je ne sais pas si U... a lu Homer Lea. Celui-ci démontre la nécessité, pour le progrès du monde, de la domination universelle de la race anglo-saxonne (Anglais et Américains) ; mais il faudrait une grande armée à la frontière germano-hollandaise et dans le Schleswig pour combattre le germanisme qui menacerait le progrès du monde, s'il n'était pas refoulé. A son point de vue, cet homme a raison. Pour l'instant, l'Italie inspire de nouveau des inquiétudes à Falkenhayn. Il paraît que les négociations ont été suspendues dans des conditions dangereuses pour nous.

CHARLEVILLE, 2 avril. — En l'honneur du Vendredi-Saint, j'ai été à l'église. Après le service religieux, il y a eu défilé, mais sans musique. J'ai dit à l'Empereur que j'avais l'intention d'aller prochainement en Flandre, à Berlin et à Hambourg à cause des sous-marins. Nous nous entretenmes ensuite de la guerre sous-marine et je profitai de l'occasion pour lui dire que l'ordre de ménager les neutres constituait en fait un grand danger pour les sous-marins, qui pouvaient trop facilement être éperonnés au moment où ils émergeaient. Là-dessus, l'Empereur s'est rendu immédiatement chez Bachmann pour lui donner des instructions en conséquence. J'étais à peine rentré chez moi, que Müller m'appela au téléphone pour me dire qu'il eût fallu se mettre d'abord en rapport avec le chancelier. J'ai reçu ensuite la visite de Goltz-Pacha. Il est envoyé par le Sultan au sujet du coin de Serbie à enlever. Il a rencontré ici beaucoup d'irrésolution. C'est la grande décision de l'heure : hésiterons-nous de nouveau pour arriver trop tard ? Percer ici paraît à peine possible ; en Prusse, c'est la stagnation générale. Les Autrichiens reculent. *Activité, célérité*¹, disait Napoléon I^{er}. Il faut que nous agissions, mais comment est-ce possible avec l'hydre que nous

1. En français dans le texte.

avons ? L'Empereur a dit récemment qu'il fallait commencer par lui chasser tous les Français qui sont en Alsace (dans l'angle près de Belfort). En outre, les os d'un grenadier poméranien ont pour lui plus de valeur que tous les Balkaniques réunis. En attendant, des hécatombes ont été faites pour la querelle de Serbie, et l'heure des destinées de l'Empire allemand est proche.

De tous ses fils, c'est au prince Eitel que l'Empereur prête le plus volontiers l'oreille : mais Eitel n'est que soldat. Müller exerce la plus forte influence. Il dirige presque les affaires de l'État, de la marine, en tous cas : et il ne s'en doute même pas. Cela ne m'a pas empêché de lui dire récemment que Bethmann devrait s'en aller. Oui, mais par qui le remplacer ? Je prononçai alors le nom de Hindenburg. Pohl a écrit à Bachmann que le prince Adalbert lui avait transmis l'ordre exprès de ne plus rien tenter. Pohl affirme qu'il n'y a été pour rien ! Entre temps est parti l'ordre par lequel Bachmann lui confère pleine liberté d'action. Je ne crois plus que la flotte arrive à faire rien de bon. C'est la guerre des occasions manquées.

CHARLEVILLE, 3 avril. — Invité à me rendre ce soir chez l'Empereur. Demain soir, nous aurons la visite du prince Solms et du prince Waldemar. A présent l'Empereur a cédé réellement et laissé toute latitude aux sous-marins. Ces derniers temps, la guerre sous-marine a été très efficace. Le commerce de l'Angleterre a beaucoup diminué : ainsi, depuis le 18 février, son trafic avec la Scandinavie et la Hollande a baissé de 80 0/0. En Angleterre, les primes d'assurance ont considérablement augmenté, de même que le coût de la vie. C'est toujours quelque chose dont on peut être satisfait.

Falkenhayn est parti aujourd'hui pour Berlin. On est très inquiet à propos de l'Italie, et il paraît que des concentrations de troupes vers l'Est y ont été constatées.

Si la décision voulue par le prince Adalbert avait été prise, la situation serait différente : Bachmann et moi nous serions partis. Mais, à présent, Pohl a les mains absolument libres, et la guerre sous-marine non plus n'est plus soumise à aucune restriction.

Dès que les Russes seront débarrassés des glaces, ils entreprendront quelque chose, et alors nous serons bien en peine, car ici l'on s'énervera comme on l'a déjà fait l'an dernier. Du reste, les Russes ont réussi à semer beaucoup de mines dans la Baltique jusqu'à Rügen. Je me propose d'aller après-demain directement jusqu'à Bruges pour y passer quelques jours. Müller a dit aujourd'hui à Bachmann que le chancelier devait être ménagé et conservé. Car il a de nouveau si bien parlé à l'occasion de l'anniversaire de Bismarck ! N'est-ce pas typique ? Ce qui m'étonne, c'est que Bismarck ne soit pas descendu de son piédestal.

CHARLEVILLE, 4 avril. — L'Amérique continuera à fournir des armes et des munitions : ni les Irlandais, ni les Germano-Américains n'y changeront rien, car l'opération est trop avantageuse. La retraite des Autrichiens a pris fin : en dernière heure, les renforts prussiens sont arrivés. Actuellement, le danger est du côté de l'Italie. Il faudrait que Hindenburg vînt prendre la place de Bethmann ; sans quoi, l'affaire finira mal. Merci pour l'adresse de Wolf que je ne connaissais pas assez exactement. Le pauvre garçon me fait de la peine, mais serait-il beaucoup plus heureux à présent, sous le commandement de Pohl qui, avec Müller, a bousillé toute notre guerre navale ? Aujourd'hui encore, Bachmann m'a raconté avec quelles instances il avait prié Müller de me confier la direction de toutes les opérations ; comme toutes les autres fois, Müller aurait répondu avec véhémence que l'Empereur ne le ferait à aucune condition. Il m'écrit également que je devrais recourir aux grands moyens. Je ne pourrais que dire, et sans pièces à l'appui, que Pohl est incapable. Je n'aurais plus qu'à poser la question de confiance, et ce, sans aucun profit. Bachmann et moi, nous travaillons à présent complètement ensemble et ainsi je rends tout de même plus de services qu'en m'en allant sans raison plausible.

CHARLEVILLE, 5 avril. — Hier soir, un entretien animé nous retint assez tard. Wild von Hohenborn m'a beaucoup plu. Nous sommes d'accord sur bien des points. Il estime que, en cas

de nécessité, nous pourrions également tenir contre l'Italie, que nous le devrions même. Ici, derrière le front, on est en train de concentrer des forces importantes. On veut d'abord être fixé, j'imagine, sur l'armée de Kitchener. Lui aussi trouve que nous avons tort de ne pas proclamer hautement ce que nous comptons faire de la Belgique. Par sa façon de traiter cette question, le chancelier donne une impression de faiblesse et non de volonté de vaincre. Le petit prince Waldemar a été très gentil, mais peu loquace, et le vieux Solms a raconté des histoires de chasse en caressant sa moustache.

CHARLEVILLE, 8 avril. — Il paraît que le prince Henri est venu ici pour se remettre de son dur labeur de Kiel ! Un programme a été mis au point. L'Empereur avait reçu la nouvelle d'innombrables victoires (il ne veut pas qu'on lui communique autre chose), comme, par exemple, celle d'un immense soulèvement dans l'Inde, etc... Ceux qui savent respirent la mélancolie. L'Empereur et son frère récriminèrent contre l'Angleterre et Valentini observa : « Si seulement nous avions écouté le comte Metternich ¹ ! »

Voilà qui est caractéristique ! L'Empereur cherche sa consolation dans cette idée, dangereuse à mon sens, que les Romains n'ayant eu raison de Carthage qu'à la deuxième guerre punique, nous devrions, en vue d'une nouvelle guerre, construire beaucoup de navires. Ce serait là un malheur pour nous, notre perte peut-être. Et tout le monde de crier : « Hosanna ! » Aucune idée de la gravité de la situation pour l'avenir de l'Allemagne. Il n'est pas impossible qu'il cherche volontairement à se tromper. Bref, j'ai l'impression que nous nous efforçons de faire des avances à l'Angleterre.

CHARLEVILLE, 9 avril. — Müller est venu me voir, et je lui ai demandé l'assurance qu'on me donnerait voix au chapitre lors des négociations de paix éventuelles, comme on me l'a promis au début de la guerre. Müller me répondit affirmative-

1. Jusqu'en 1912 ambassadeur d'Allemagne à Londres.

ment. Peut-être la satisfaction que j'en retirerai sera-t-elle illusoire : car, à ce moment, il sera trop tard pour que j'agisse efficacement : en tout cas, j'aurai tranquilisé ma conscience. Müller ignorait totalement qu'il fût question de négociations de paix. Je lui exposai une fois de plus mon point de vue d'ensemble et j'obtins un succès momentané. Il trouve bien fâcheux que l'Empereur ne soit entouré que de courtisans inconsistants. Grâce à une longue pratique, ils savent s'accommoder à tous les changements d'humeur de l'Empereur : voilà le malheur. En parlant ainsi, il ne songeait pas à lui-même. Il reconnut que Hindenburg, sur le front Est, était jaloué. Quant à la flotte, il me dit que l'Empereur ne voulait pas avoir à s'en soucier : il ne savait même pas si le lendemain il serait encore en vie. Aujourd'hui le Kronprinz s'est montré fort poli, mais très réservé. Je compte cependant sur lui. Sans doute, il n'a pas appris à travailler, mais il a un jugement sain, laisse les gens travailler, n'est pas vaniteux et il n'aura pas de camarilla. Je crois aussi qu'il connaît bien les hommes. Mais l'Empereur le tient à l'écart. Müller s'est vanté de nous avoir prêté son concours dans l'affaire du prince Adalbert : il espérait bien que Pohl s'acquitterait de sa tâche.

Nous n'avons malheureusement pas réussi à faire parvenir des munitions à la Turquie. C'est là qu'est actuellement le danger. En ce moment, il y a du mieux dans nos rapports avec l'Italie.

CHARLEVILLE, 10 avril. — Les nouvelles que l'on reçoit sur la situation politique sont toujours si incertaines que l'on ne sait jamais ce qu'il en faut croire. Ainsi, aujourd'hui, nous apprenons, entre autres choses, que le moral est très mauvais en Angleterre et que ce pays veut changer l'orientation de sa politique. J'espère que nous ne tomberons pas dans le panneau.

CHARLEVILLE, 11 avril. — W... m'a accosté aujourd'hui et m'a raconté qu'il s'est formé à Berlin une association dont font partie les personnalités les plus en vue, qui, à tout prix, veulent entrer en négociations avec l'Angleterre. Je ne l'ignorais pas.

La Hamburg-Amerika, les banques, tous les anciens ambassadeurs et représentants diplomatiques, et la Wilhelmstrasse, des transfuges en masse ; *lasciate ogni speranza*, pourrait-on dire. D'après nos informations, les Anglais ne sont pas du tout optimistes. La guerre sous-marine exerce sur eux une grande action et augmente les difficultés intérieures : en outre, on n'arrive pas à s'arranger avec les Japonais. Tenir et favoriser les initiatives, voilà la seule bonne politique à suivre. Notre attaché naval à Rome nous communique des nouvelles très défavorables. L'Angleterre semblerait menacer l'Italie : et il est évident que les gaillards ne résisteront pas. Il est plus à la portée de l'intelligence des masses italiennes de penser à détrousser l'Autriche, que de songer à la position future de leur pays dans la Méditerranée. Aujourd'hui, j'ai assisté à un office en l'honneur du prince Henri. Sermon très moyen : « Croire c'est vaincre. » Comme si, en l'occurrence, il ne fallait pas un peu venir en aide au bon Dieu ! Il me faut à présent laisser partir Hopman : j'en suis très peiné.

On ne peut employer Capelle qu'à des fins très déterminées, et, au reste, il vit déjà trop dans son avenir. Pour moi la guerre finira tristement. Ah, si j'avais eu la flotte dès le début ! Cette pensée ne me quitte pas.

CHARLEVILLE, 12 avril. — Hier soir à Stenay (Quartier Général du Kronprinz), j'ai passé de très agréables instants. Le prince m'a exprimé sa joie de me voir à Stenay : il est difficile de nous rencontrer ailleurs, ajouta-t-il, puisque nous sommes « suspects » tous deux. Cette observation m'a suffi. Aujourd'hui, j'ai eu un entretien avec Wild von Hohenborn. Il m'a de nouveau beaucoup plu et nous avons décidé de faire cause commune. Le conflit entre Bachmann et Bethmann n'est pas encore terminé. En cette affaire, Müller s'est une fois de plus rangé, d'une façon inouïe, du côté de Bethmann. Je soupçonne que l'on veut méthodiquement assouplir Bachmann parce qu'on lui reproche d'être de mon bord. Quand il a pris possession de ses fonctions actuelles, Müller lui a de nouveau rappelé expressément qu'en toutes circonstances il devait marcher avec Bethmann. L'observation

n'eût pas eu de sens si elle n'avait pas signifié : « mais pas avec le secrétaire d'État ».

Retzmann¹ a écrit à Hopman : Nous luttons en dernière analyse contre le capitalisme « anglo-américano-franco-belge », qui voudrait truster le monde à son profit. Nous étions les seuls à aller notre propre chemin, et par surcroît, avec succès. Trust de l'huile, trust du tabac, chemins de fer chinois, etc...

CHARLEVILLE, 13 avril. — Encore un détail rétrospectif à propos de Stenay. Le prince Henri a dit au Kronprinz qu'on récriminait toujours, qu'il en avait déjà été ainsi du temps de son grand-père et de son père, et qu'il en serait de même quand viendrait son tour à lui, prince impérial. Le Kronprinz repartit : « Il suffit de regarder l'entourage de l'Empereur pour se faire un jugement. » Le prince Henri objecta que lui aussi choisirait de pareilles gens ; le Kronprinz répondit : « Moi, je ne le ferai jamais. »

Ce fut une grave erreur d'interdire de discuter des buts de guerre. On aurait bien pu dire que nous ne souffririons pas une nouvelle conjuration de l'Angleterre, de la Belgique et de la France ; c'était bien un but de guerre, et, en le proclamant, nous conservions toute la liberté nécessaire. Le manque de cran du chancelier est insensé. S'il est possible de retenir l'Italie, notre situation ne sera pas trop mauvaise. Mais je crains qu'en cette occurrence nous manquions une fois encore de l'énergie nécessaire pour peser sur les décisions de l'Autriche. Il est vrai que cet État artificiel a malheureusement montré qu'il était en pleine décomposition, et, à la longue, nous n'arriverons pas à empêcher son effondrement. Müller s'est déjà accommodé d'une Grande Serbie et éventuellement d'un grand État slave. Vraiment, nous avons mis une trop lourde charge sur le dos du chameau agonisant.

CHARLEVILLE, 14 avril. — C'est grand dommage que je n'aie eu aucune espèce de contact avec Falkenhayn. Il prétend que

1. Attaché naval à Washington depuis plusieurs années.

les gens de l'autre parti devraient aussi se grouper. Malheureusement il y a une difficulté : des fonctionnaires n'ont pas le droit d'agir déloyalement. Je peux, dans l'exercice de mes fonctions, exprimer mon avis devant d'autres fonctionnaires : mais il m'est interdit, par exemple, de conspirer avec des parlementaires. Ce que je redoute, c'est de ne pas trouver, dans les hautes classes indépendantes, des chefs qui voudront tenter l'entreprise : Krupp, Henckel, etc..., pour ne citer que ceux-là.

A Krupp, que je connais personnellement, je pourrais tout dire comme à un diplomate, mais il ne me serait pas possible de lui insuffler la volonté d'agir. Si cette volonté s'incarnait réellement dans des personnalités et dans des chefs, la pétition du « *Bund der Landwirte* » et du « *Hansabund* » en faveur de la libre discussion des buts de guerre ne serait pas demeurée lettre morte. Bref, je continue, hélas ! à ne voir qu'un troupeau de moutons. On se mettra à parler quand il n'y aura plus rien à changer.

CHARLEVILLE, 15 avril. — J'ai tenté d'arracher au prince Henri des renseignements sur les choses de la marine. Ou bien il n'était pas au courant, ou bien il n'a rien voulu dire. Je ne peux pas encore digérer que notre flotte n'ait pas tenté d'offensive l'automne dernier. Ingenohl tenait entre ses mains les destinées de l'Europe. Les rapports, je veux dire les négociations avec l'Italie, ne sont pas encore rompues : il subsiste donc quelque espoir de non-intervention. L'avion français a, en effet, laissé tomber cinq bombes sur Charleville, et, malheureusement, tous les morts sont des Allemands. Maintenant, les habitants de la ville se réjouissent du vilain tour que leur héros nous a joué, et nous sommes vraiment d'assez bonne composition pour réparer à ces gaillards leurs dégâts. L'Empereur est furieux : à présent, il ne veut plus qu'on ménage Buckingham-Palace. Il avait réellement cru à une entente tacite entre souverains pour se ménager réciproquement : quelle singulière mentalité !

CHARLEVILLE, 17 avril. — Müller s'est élevé contre les attaques des Zeppelins : je l'ai entièrement approuvé. Je vais tenter de

réfréner les enfantillages des raids de dirigeables. Bachmann a assisté hier soir à un grand dîner chez le ministre de la Guerre. Il a pu constater par lui-même quel ton de bravache Pohl affecte ridiculement dans ces milieux : « Nous pourrions anéantir Londres, l'armée ne le pourrait pas. En quelques semaines, la guerre sous-marine aura abattu l'Angleterre, etc. » Et c'est un homme si petit que Müller prend d'abord comme chef de l'État-Major de la Marine, ensuite comme chef de la flotte ! Si, en automne, j'avais pu juger Ingenohl aussi bien qu'à présent, j'aurais peut-être obtenu de l'Empereur ce que je voulais. Il est hors de doute que le ministère des Affaires Étrangères inspire une campagne de presse en faveur d'un rapprochement avec l'Angleterre, et ce point de vue est en opposition absolue avec l'annexion, sous n'importe quelle forme, de la Belgique. Si nous suivons la politique recommandée par le comte Monts (certainement avec l'assentiment du ministère des Affaires Étrangères) dans le *Berliner Tageblatt*, c'est nous avouer vaincus dès à présent et nous ravaler au rang de lansquenets de l'Angleterre contre la Russie. Nous ne pouvons écarter le danger de l'inondation russe qu'en la détournant de nous. Mais, si nous ne réussissons pas et s'il nous faut reprendre, aux côtés de l'Angleterre, la lutte contre la Russie, nous n'en retirerons d'autre avantage que de verser notre sang. Dans la question perse, nous aurions dû soutenir les Russes au temps du Congrès de Potsdam, et si cela n'avait pas suffi, nous aurions dû leur dire : Allez au Bosphore, nous n'y voyons pas d'inconvénient. Alors tout ce monde nous aurait fait des avances. Bien que de nos jours la question se présente sous un autre aspect, Bismarck avait au fond tout à fait raison.

CHARLEVILLE, 18 avril. — Aujourd'hui, j'ai été à l'église. On y rencontre toujours des gens de toute sorte. J'y ai vu Dallwitz. Nous avons parlé de la guerre et nous avons évoqué les souvenirs de Tarasp. Dallwitz m'a dit, à ce propos, que l'événement avait justifié, mot pour mot, mes prévisions. J'ai profité de l'occasion pour le rendre attentif à la campagne de rapprochement avec l'Angleterre. A cet égard, il partage mon point

de vue. Dallwitz est le candidat de Valentini au poste de chancelier. Le ministre m'a fait plaisir en disant : « Ça roule, ça roule ! » Ainsi on va mettre en ligne nos forces disponibles et on n'attendra pas la décision de l'Italie. La réussite de notre opération sera la meilleure douche froide pour l'Italie. Si alors Hindenburg est trop grand pour l'Empereur, il sera tout à fait l'homme qu'il nous faut. J'ai fini par m'user dans ma lutte continuelle contre le système des Cabinets. Crois-tu qu'il prendra fin un jour ? Quant à moi, je ne peux pas travailler avec eux, sans compter qu'un semblable poste ne serait pas du tout conforme à ma nature. J'ai lu avec une grande satisfaction le *Bismarck* de Tim Klein. Que de fois le vieux géant a dû se retourner dans sa tombe ! Depuis des années, j'ai vu venir l'orage sans rien pouvoir pour le détourner. J'ai vu aussi depuis des années la flotte s'enliser dans des pratiques de caserne, et ne travailler que pour les parades et les inspections.

Rien de tout cela ne m'avait échappé, et je m'en étais souvent ouvert à mes collaborateurs immédiats, sans rien y pouvoir changer. X... m'a récemment écrit qu'il regrettait de m'avoir conseillé de rester, en automne 1912 (à la réception de la lettre inouïe de Sa Majesté inspirée par Holtzendorff). X... a absolument raison : pendant toute la guerre, j'ai éprouvé de cuisants regrets de n'en avoir pas fini à ce moment-là. Je suis curieux de savoir quel effet va produire la nouvelle politique de Bethmann, inaugurée par les articles de Monts. Dans son attitude anti-russe, le chancelier est actuellement soutenu par les social-démocrates et les libéraux de gauche. Erzberger est en tout cas passé dans son camp, ce qui est très significatif. Le bruit circule ici que l'Angleterre est disposée, jusqu'à un certain point, à user de clémence. Et alors, malgré les frénétiques hourras, et tout le tam-tam, les bras vont s'ouvrir immédiatement pour étreindre amoureusement l'Angleterre : donc, attendons ! Nos petits sous-marins démolissent tout ce qui se trouve sur leur chemin. Le chancelier s'arrache les cheveux et il a encore une fois rendu l'Empereur nerveux. Contre nous, tout est permis, mais notre modestie et notre amabilité, en cet instant où notre existence est en jeu, font douter les autres de

notre victoire. Nous vaincrons, à condition que nous ne fléchissions pas.

CHARLEVILLE, 19 avril. — Müller est venu aujourd'hui chez moi et m'a raconté qu'à la fin du mois l'Empereur nous quitterait pour une destination encore inconnue. Dans de semblables circonstances, je m'applique à faire comprendre à Müller la nécessité du départ du chancelier. Mon idée bien arrêtée est de le remplacer par Hindenburg, pour faire peur à l'étranger.

Chose touchante : on défend de parler des buts de guerre et on lâche la meute des tièdes au moment où tout dépend de la fermeté de notre attitude.

CHARLEVILLE, 20 avril. — Il est dans l'ordre que les social-démocrates soutiennent le chancelier d'Empire. Les grands seigneurs sont des chiffes molles, les Altesses sérénissimes de braves gens ; Louis de Bavière n'est guère utilisable. Les quelques députés conservateurs sont trop faibles. Le voyage de Hintze à Pékin est un véritable tour de force, surtout étant donnée l'« aide » prêtée par le ministère des Affaires Étrangères ! Je pourrais être tenté de succéder à Bethmann, ne serait-ce que pour flanquer tout ce monde par la fenêtre. Mais ils sont tellement nombreux que je n'y arriverais pas.

Les récriminations persistantes des Anglais me réjouissent fort ; selon toute apparence, ils commencent à la trouver mauvaise. Si seulement les sous-marins du nouveau type étaient achevés et prenaient la mer avant que l'Angleterre condescende à des négociations de paix ! Nous avons eu, une fois de plus, le spectacle du chancelier et de ses gens courant de tous côtés, les cheveux hérissés, parce que le petit sous-marin a coulé le navire hollandais. C'est bien fait ! Au lieu d'avoir vis-à-vis de la Hollande, dont la neutralité n'est pas bienveillante, une attitude fière et ferme, nous pleurnichons, et sans nécessité, nous présentons déjà nos excuses aux Hollandais. Dieu merci, Bachmann est maintenant ici. Déjà le chancelier l'honore de sa défaveur, et, chose révoltante, Müller est toujours contre nous

CHARLEVILLE, 21 avril. — Aujourd'hui l'Impératrice m'a mandé auprès d'elle. Je lui ai exposé sans fard mon opinion sur la situation. L'Empereur, lui dis-je, est entouré d'une masse inconsistante qui l'emprisonne. (Hélas ! c'est bien vrai, observa-t-elle.) Nous devrions, ajoutai-je, selon la parole de Frédéric le Grand, revêtir nos cœurs d'une armure d'acier, même si l'Italie entrait dans la lice. En aucun cas, nous n'avons le droit de courber le front et d'implorer le secours de celui-là même qui voulait nous abattre. Elle qualifia d'inouï ce qu'a fait Monts, mais prétendit que l'Empereur ne s'engagerait pas dans cette voie. Je lui objectai que Monts n'était pas isolé et travaillait en liaison avec la Wilhelmstrasse. Je lui dis encore que, si Bethmann s'effondrait, chose possible après tout, il faudrait que Hindenburg prît sa place. Elle répondit qu'il n'accepterait pas et qu'en outre il était trop exclusivement militaire. — Je me suis laissé dire, poursuivis-je, qu'il a un jugement sain ; et sa qualité de militaire m'est une assurance qu'il apportera de l'unité dans l'ensemble. — Il ne faudrait pas croire, déclara-t-elle ensuite, que si je n'interviens pas, c'est à cause de mes six fils. — Au contraire, lui répliquai-je : tous ceux qui ont eu l'honneur de voir les choses d'un peu près fondent leurs espoirs sur vous. C'est pourquoi il serait désirable que l'Empereur retournât à Berlin, où il serait plus difficile de le chambrer qu'ici. Elle part demain. Je crois qu'elle ne peut rien changer à la situation.

Si Sa Majesté voulait me confier la guerre navale et me laisser la latitude d'aller où bon me semble, j'accepterais. Mais il n'en est pas question. Bethmann, Müller et Treutler réunis font tout leur possible pour empêcher la flotte de sortir, et l'Empereur, dès le moindre assaut, lâche pied. Voir tout cela de près et n'y rien pouvoir changer est terrible pour moi. Ce soir, je suis invité chez M. von Stumm (le type du fonctionnaire du ministère des Affaires Étrangères). Je dois m'y rencontrer avec le ministre des Finances ottoman Djavid Bey, afin de le féliciter de l'attitude des Turcs. Il m'a été impossible de refuser.

CHARLEVILLE, 22 avril. — Ce matin, un peu avant le déjeuner, le ministre de la Guerre est venu me voir. Sur le point de partir

en Flandre, il voulait me féliciter à l'occasion du cinquantième anniversaire de mon entrée au service. Il le fit en termes cordiaux. Il continue à attendre des succès de notre flotte. Moi, je n'y compte plus. L'automne dernier, nous avons laissé passer les meilleures occasions. Actuellement, les Anglais semblent être effectivement moins agressifs. Leur situation géographique le leur permet, sans que leur flotte soit détournée de son objectif. Elle agit sur tous les neutres et nous isole de plus en plus. Si le prestige de la flotte anglaise avait été ébranlé, l'Italie ne songerait pas à se dresser en face de nous pour nous faire chanter. A une heure, j'ai déjeuné chez l'Empereur : j'avais, comme voisine, l'Impératrice. Elle se rend d'ici à Strasbourg : de là, elle regagnera Berlin en passant par Karlsruhe. Elle m'a dit qu'on ne pouvait pas songer à transporter le Quartier Général à Berlin. Peut-être l'Empereur va-t-il aller passer huit jours en Silésie. C'est pourquoi je me propose de me rendre à Berlin immédiatement après le 27. Djavid Bey et le général turc attaché à notre Quartier Général étaient présents. L'Empereur a conféré à Falkenhayn le commandement de toutes nos armées, y compris celle de Hindenburg.

La *Gazette de Francfort* publie aujourd'hui un long article disant en substance que la Russie est le seul ennemi contre lequel nous devons avoir perpétuellement à lutter, et ce, en raison de la puissance élémentaire avec laquelle la masse slave pèse sur nous. Plus habilement écrit que les articles de Monts, il est peut-être de mon « ami » Stein ; en tout cas, il est inspiré par le ministère des Affaires Étrangères. A l'occasion de ce cinquantième anniversaire, je commence à recevoir toutes les félicitations possibles qui, réellement, m'horripilent.

CUXHAVEN, 12 mai. — Nous avons quitté Wilhelmshaven à 9 h. 1/2 sur deux torpilleurs très rapides traversant des lignes de bâtiments de guerre, des barrages, des avant-postes. La mer était calme. Vers midi, arrivée à Helgoland, où, pour la dernière fois, je fus reçu en fanfare. M... serait étonné de tout le travail qui a été fait ici. L'île m'a produit une impression curieuse : pas de Héligolandais, pas de baigneurs, pas de femmes ni d'en-

fants : rien que des hommes sous les armes. Néanmoins Helgoland n'a pas joué tout à fait, dans cette guerre, le rôle que nous escomptions jadis. Dans la mer du Nord, la guerre se déroule sous d'autres formes. Il y avait presque calme plat : le soleil était chaud, et l'air avait des tons d'acier. A 2 heures, je m'en fus au casino, qui est très joli et très confortablement organisé. Dans la vaste salle à manger, toutes les places étaient occupées : seuls les commandants étaient des officiers d'active : les autres sont des officiers de réserve de toutes professions.

Le bon ton et l'harmonie régnaient dans la salle. L'amiral Jakobsen m'adressa un speech : je dus y répondre, et je conclus par ces mots qui résumaient ma pensée : Helgoland-Ostende. Départ à 4 heures pour Cuxhaven. Nous arrivâmes ici vers 7 heures, je crois, et nous nous transportâmes immédiatement en auto à Nordholz, notre centre d'aviation. Là, où s'étendait, il y a deux ans, une lande nue, on voit à présent un hangar à dirigeables et des chemins. Assurément notre aviation est en bonnes mains.

KIEL, 13 mai. — Le prince Henri est venu me chercher à la gare et m'a accompagné à l'hôtel. Une demi-heure plus tard nous nous rendions au château ; la princesse, M^{lle} von Plänkner (dame de la cour), Seckendorff (maréchal de la cour), le capitaine de vaisseau Heinrich, le capitaine de frégate Westerkampf. La princesse, femme extraordinairement vive, dépense une énorme activité dans les hôpitaux, les associations, etc... Sorti hier de bonne heure : visité la *Germania*, les Chantiers impériaux, le navire *Kronprinz* (Dalwigk), l'inspection des torpilleurs, l'inspection des Écoles navales (Rebeur), l'inspection des sous-marins. Les commandants des petits sous-marins étaient tous rayonnants ; les commandants de torpilleurs firent également une très bonne impression. C'est la guerre des officiers subalternes ! Bien des amiraux n'ont pas été à la hauteur de leur tâche : la faute en est en partie au hasard des circonstances, en partie à Müller. Ici, c'est un fourmillement de marins. De beaux gaillards, ces marins, et dire qu'ils n'ont pas l'occasion de se battre ! Le soir, j'avais invité Rebeur, Henkel, Dalwigk,

Siemens (inspection sous-marine), Trotha et mes officiers d'ordonnance. On parla à cœur ouvert, et la soirée fut charmante. X... était furieux contre Pohl qui fait l'impossible pour trouver des prétextes à ne rien faire. Il s'applique surtout à rechercher des défauts techniques. Le prince veut me remmener aujourd'hui : départ ce matin 9 h. 1/2.

WILHELMSHAVEN, 13 juillet. — La journée a été employée très utilement. Il est bientôt 8 heures. J'ai à dîner l'amiral Kraft et quelques commandants de sous-marins. Hier soir long entretien avec Y... L'indignation est générale à propos du manque de chefs dans la marine. L'opinion publique — 80 % — me réclame. On veut intervenir auprès de Sa Majesté. Bien que l'heure propice soit passée et que j'arrive comme Horatius Coclès, j'accepterais naturellement, sous la réserve, toutefois, d'avoir toute liberté d'action. Mais la liberté, je saurais bien la prendre tout seul. Pohl a complètement perdu la partie, comme me dit le capitaine X... Non seulement dans son état-major, mais partout, on me réclame à cor et à cris. Brusquement, toutes les vilaines attaques contre moi ont cessé, et demain *crucifige*. C'est pour moi une certaine satisfaction. Je ne crois pas que Sa Majesté me prenne, mais à la grâce de Dieu. Ce sera toujours une leçon pour Müller.

EMANUELSSEGEN, 20 juillet. — Je resterai bien 15 jours ici : puis, j'irai peut-être dans l'Est. Hindenburg a, de toutes façons, trop de travail en perspective pour que je puisse l'aller voir. Et, d'abord, il faut que je voie ce qui se fait ici. Notre garde, malheureusement déjà assez éprouvée, est à présent aux prises avec la garde russe qu'on a amenée de Pétersbourg. On croit pouvoir en conclure que les Russes jouent là-bas leur dernier atout. Falkenhayn a raconté à Bachmann que le chancelier voulait annexer la Courlande : voilà qui va réjouir les Anglais. Alors nous ne bougerons plus d'un siècle, ni les Russes non plus.

L'Angleterre rit sous cape et nous évacuerons la Belgique. L'Angleterre sera arrivée à ses fins et nous serons réduits à n'être plus qu'un État continental. Les gens qui se battent en

Turquie et dans les Balkans indifférent totalement à Falkenhayn. Tout l'entourage de l'Empereur s'est petit à petit calmé, tandis que l'Empereur note tout lui-même sur la carte.

EMANUELSSEGEN, *22 juillet*. — Bachmann avait causé hier avec Müller. Celui-ci en est manifestement venu à considérer la situation de la marine comme critique. La question du commandement suprême continue à faire du bruit. Mais je ne crois pas que la décision me soit favorable. Hier, Müller a dit qu'il avait fait des démarches en ce sens, au début de la guerre, mais sans résultat. Après le 2 janvier, il aurait renouvelé sa tentative auprès de l'Empereur et m'aurait désigné nommément ; il aurait subi un échec complet. L'Empereur aurait dit qu'il n'avait pas besoin de commandant en chef, qu'il pouvait lui-même en assumer les fonctions. Cette version ne me paraît pas mériter beaucoup de crédit. Car, si Müller avait réellement voulu le faire, il aurait dû m'en entretenir au préalable. Non seulement il ne l'a pas fait, mais il a encore mis Pohl à la place d'Ingenohl, sans même m'entendre. A cette époque-là, c'est-à-dire le 2 février, il a dit devant Bachmann qu'il y avait avant moi des officiers plus jeunes, éloignés depuis moins longtemps du service actif, dont il pouvait être question : Holtzendorff, par exemple. Dans la conversation d'hier entre Bethmann et Müller, mon nom n'a pas été prononcé. Est-ce hier ou un autre jour, mais je suis sûr qu'il a dit une fois que, Pohl et moi, nous ne pouvions pas travailler ensemble, et que le premier, comme homme pratique, lui inspirait confiance. Nous nous demandons avec inquiétude si nous continuerons à reculer devant l'Amérique.

EMANUELSSEGEN, près de Kattowitz, *23 juillet*. — Enver a adressé à Falkenhayn une dépêche qui, à mon sens, avait un ton menaçant.

EMANUELSSEGEN, *24 juillet*. — Moi non plus, je ne m'imagine pas comment nous voulons amener la Russie à la paix. Les « espaces » sont trop vastes, et nous ne pouvons pas toujours continuer à avancer. Ce doit être une joie pour l'Angleterre

de voir ses deux plus dangereux adversaires se nuire réciproquement. La Russie attendra, et il ne nous restera pas beaucoup de troupes disponibles pour l'Ouest, même si nous nous arrêtons à la ligne du Bug. Le capitaine Erich von Müller est ici depuis hier soir : lui aussi est désolé de l'abandon dans lequel nous nous obstinons à laisser la Turquie. Du reste, il juge la situation intérieure de l'Angleterre favorable pour nous. Ainsi s'expliquent les gros efforts actuels contre les Dardanelles ; si elles tombent, tous les Balkans se dresseront contre nous. Falkenhayn ne sent pas que toute notre activité devrait être dirigée contre l'Angleterre. Assurément, sans le secours de l'Italie, Gallipoli serait difficile à prendre. Deux nouveaux sous-marins vont y être dirigés. Mais leur action ne pourra pas se faire sentir avant trois semaines, et puis, à eux seuls, ils ne peuvent pas tout. Kampf, Westarp et Bassermann vont aller trouver directement l'Empereur à propos de la Turquie et des sous-marins. Ils n'obtiendront pas grand'chose. Nous attendons la note aujourd'hui. Il paraît que les *Pantoloni* de la Wilhelmstrasse sont soucieux. Si la note est insolente, Bethmann, Jagow, etc., diront : « C'est à la marine que nous devons cela. »

EMANUELSSEGEN, 25 juillet. — L'Amérique est si ouvertement, si cyniquement, pour l'Angleterre qu'on a peine à admettre que nous nous traînerons sur les genoux. Pourtant, sous ce rapport, rien n'est impossible. Dans la note, il est question des promesses que nous avons déjà faites officieusement, de restreindre la guerre sous-marine. Le glissement continue. Mais, à présent, il s'agit d'un engagement formel devant le monde entier et devant le peuple allemand. Il est facile de faire traîner la réponse pendant des semaines. Je ne crois pas devoir m'associer à une renonciation formelle à la guerre sous-marine. Ce serait nous défaire de notre seule arme d'avenir contre l'Angleterre. Je suis également très peiné du fait que Falkenhayn ait renvoyé Mukhtar Pacha et refusé tout secours à la Turquie. Pendant ce temps-là, la pression de l'Angleterre sur les neutres s'accroît, et nous jouons au Napoléon en Pologne.

EMANUELSSEGEN, 26 juillet. — Parti ce matin à 10 heures pour Teschen, quartier général de l'archiduc Frédéric. Le paysage galicien était très joli : devant nous se dressait le massif des Beskides. A Teschen, très aimable accueil : un vieillard, peu compliqué, avec lequel Conrad von Hötendorff ne doit pas avoir de difficultés. Reçu ensuite par l'héritier présomptif qui est d'aspect très jeune, et semble s'intéresser. Grand État-Major auquel j'ai été présenté : le comte un tel, le comte un tel, etc... A déjeuner, j'eus comme voisin le commandant en chef qui était très fier de son fils unique. Ce jeune homme venait de passer son examen de maturité à la fois en hongrois et en allemand. Son père (frère de la reine douairière d'Espagne) a de grandes propriétés en Hongrie. Il m'a raconté que son neveu, le roi d'Espagne, lui avait écrit que, à coup de centaines de millions, on faisait pression sur son pays pour qu'il adhérât à la Quadruple-Entente : aussi longtemps qu'il serait roi, il s'y opposerait et toute son armée serait derrière lui. On était indigné à Teschen de l'impudence de la note américaine, et l'on ne pouvait pas s'imaginer que nous reculerions. (Pourvu que cela n'arrive pas, avec nos *Pantalonis* !) On espère pouvoir tenir la ligne de l'Isonzo, mais on n'en est pas absolument sûr. Malheureusement, Conrad était absent : il avait été appelé à Vienne. J'aurais bien aimé faire la connaissance de la personnalité la plus intéressante de ce Quartier Général. Je ne crois pas que l'intervention de Kämpf auprès de Sa Majesté aura de l'effet. De Berlin, nous n'avons encore rien appris au sujet de la note. Müller est à Berlin où il discute avec Capelle les changements dans le personnel.

EMANUELSSEGEN, 27 juillet. — Hier il y a eu un an qu'à mon arrivée à Berlin j'apprenais que tout était réglé. Je ne croyais pas à la paix et j'ai, malheureusement, eu raison. Nous avons déjà laissé 500.000 hommes sur les champs de bataille et nous comptons plus d'un million de blessés. Et impossible de prévoir la fin de cette terrible guerre. — Je trouve aussi que la brutalité révoltante du ton de la note n'est pas un mal pour nous. Nous n'avons reçu aucune précision de Berlin. Il paraît qu'à la Wil-

helmstrasse les avis sont partagés. Toutefois M. Kriege¹ serait devenu l'adversaire déclaré des sous-marins. Il pense sans doute que son temps est venu et qu'un nouveau droit des gens moderne est en train de s'élaborer. La démarche du vieux Kämpf et consorts auprès de l'Empereur a échoué ou bien elle a été abandonnée. Je n'en sais pas la raison : il paraît qu'actuellement on prépare un autre plan auquel je serais associé. J'en saurai plus long demain. Il n'y a pas eu à Berlin d'entretien entre Capelle et l'amiral von Müller. De ce fait et d'autres informations, je conclus que dans la flotte il n'y a rien de changé.

EMANUELSSEGEN, 28 juillet. — J'ai reçu aujourd'hui une lettre de Capelle. Il m'écrit que l'amiral von Müller a manifestement évité de lui parler et qu'il ne juge pas nécessaire la nomination d'un commandant en chef de la marine : on ne répondra pas à la note américaine, et la guerre sous-marine mourra, petit à petit. Il ne croit pas à une crise aiguë, qui me donnerait la possibilité de m'en aller. Capelle est très inquiet au sujet de la Turquie. Il ne sait pas comment nous supporterons ce grave insuccès politique. Il ne croit pas la Russie prête à céder.

Nous avons un nouveau rapport détaillé du premier officier du *Mainz* sur le combat du 28 août dernier. Je te l'enverrai. Le *Mainz* s'est brillamment battu, mais *pro nihilo*. Un médecin échangé a appris le rapport par cœur et, une fois en Allemagne, l'a couché par écrit.

Tous les efforts tentés par des hommes politiques ou d'autres personnes pour déterminer Falkenhayn à secouer l'Autriche ont été inutiles. Nous ne voyons ni n'apprenons grand chose de ce qui se passe à Pless. C'est pourquoi j'ai repris mon projet d'aller à Dantzig. Hier, j'ai écrit à Hindenburg pour lui dire que je me proposais de lui rendre visite dès que son entreprise actuelle serait terminée ou tout au moins quand elle se serait un peu ralentie.

EMANUELSSEGEN, 29 juillet. — Ce matin, j'ai reçu une lettre de Bassermann m'annonçant que le 1^{er} août devait être publiée

1. Chef de la Section juridique au ministère des Affaires Étrangères.

une proclamation impériale qui, en dépit des apparences, sonnerait moins la charge que la chamade. On y déclarerait que nous ne faisons pas une guerre de conquêtes. Le projet primitif ajoutait que nous n'aspirions pas à élargir nos frontières et que nous étions prêts à faire la paix : ce passage aurait été supprimé. Bassermann estime qu'une semblable proclamation (qui constitue l'aveu de notre défaite) doit fatalement produire à l'extérieur et à l'intérieur le plus fâcheux effet. Il me prie d'intervenir pour en empêcher la publication. Il faut reconnaître que les journaux et correspondances inspirés travaillent dans le même sens. J'ai immédiatement téléphoné à Berlin qu'on m'envoie des renseignements complémentaires, puis je me suis rendu à Pless. Mais le chancelier d'Empire était déjà reparti pour Berlin. A Pless, je suis allé voir Wild von Hohenborn qui ignorait tout de l'affaire : cette nouvelle lui causa également de l'effroi, mais il pensa, comme moi, que le renseignement était insuffisant pour motiver une intervention auprès de Bethmann ou de l'Empereur. Bethmann pourrait repousser l'interprétation comme injurieuse. Wild von Hohenborn paraissait médiocrement satisfait de notre offensive en Russie parce que le succès n'avait pas entièrement répondu à nos espérances, c'est-à-dire que nous n'avions pas encerclé les forces adverses : les Russes allaient pouvoir stabiliser leurs positions, et notre avance serait enrayée. Au début de l'opération, la Russie aurait peut-être accepté des propositions raisonnables : maintenant, il était trop tard. Nous eûmes ensuite un long entretien sur la Turquie ; il se propose de s'en occuper sérieusement.

Müller m'a annoncé sa visite pour 6 heures. Je ne sais pas ce qu'il veut ; il s'agit probablement de questions de personnel relativement secondaires et concernant le ministère de la Marine. Ci-inclus le rapport sur le combat du *Mainz* (28 août). Il nous apprend quelle force aurait représentée notre flotte si nous l'avions engagée dès le début de la guerre.

Müller est donc venu. Le but de sa visite était tel que je l'avais prévu. Il était au courant de la proclamation, mais en contesta la teneur. Du reste, le chancelier ne savait même pas encore si elle serait publiée. Un rapport de notre attaché militaire à

Athènes dépeint combien les Grecs sont indignés du système d'intimidation par lequel l'Angleterre voudrait pousser la Grèce à la guerre. D'après leurs articles de journaux, ils montrent, à cet égard, plus de courage que les Hollandais.

EMANUELSSEGEN, 30 juillet. — Vous avez dû lire l'article d'hier dans la *Gazette de la Croix*, qui ouvre le feu contre la tendance de la proclamation. Müller a eu aujourd'hui un entretien avec Treutler qui est naturellement très satisfait de cette tendance, laquelle, à son avis, n'aurait rien d'inquiétant. Par ailleurs Müller évita, de propos délibéré, de parler de la note américaine.

EMANUELSSEGEN, 31 juillet. — Les lettres de J... et de U..., du 26, viennent d'arriver. Elles expriment une indignation légitime à propos de la note et de notre gouvernement. Un changement n'est possible que si Falkenhayn, Bethmann, Jagow, Müller et les hommes de son bord s'en vont. Bref, il faut que tout le système soit remanié. Mais je ne puis pas seul suffire à cette tâche. Quand les délégués des partis politiques se sont rendus chez le chancelier à propos de la question des sous-marins, ils ont tourné casaque, et pourtant ils savaient qu'il faut « marcher séparés, mais frapper ensemble ».

De même la presse est sur le point de virer de bord. D'après des rapports qui paraissent sérieux, Jagow serait allé, après l'envoi de notre note, chez l'ambassadeur américain et l'aurait instamment prié de faire bon accueil à notre offre, ce qui lui aurait été promis. Jagow ignorait manifestement que l'ambassadeur n'a aucune influence sur le président, et que, s'il en avait une, il en userait dans un sens inverse, c'est-à-dire en faveur de l'Angleterre. Behncke m'écrit qu'il est hors de lui, parce que, à la suite des restrictions prescrites, les sous-marins sont de moins en moins utilisés. On a certainement fait accroire à l'Amérique que, même dans ces conditions, les sous-marins « fonctionnaient », comme dit U... Dès les premiers moments, j'ai réclamé une attitude énergique en face de l'Amérique, mais je ne pus jamais obtenir plus que *per far figura*, car la forme et la rédaction

tion n'étaient pas de mon ressort. Je montrerai un jour à U... le procès-verbal de ma conversation, qui dura près de deux heures, avec le chancelier. Je l'avais convaincu jusqu'à un certain point. Douze heures plus tard, il avait changé d'avis. On ne peut guère faire fonds sur les parlementaires : à preuve, l'attitude des nationaux-libéraux dans la question belge : ils sont en train de préparer leur revirement. Maintenant, qu'est-ce que cette opinion publique, dont U... me dit dans sa lettre qu'elle est enthousiaste ? Donner à notre peuple, merveilleux mais trop modeste, un gouvernement digne de lui ne peut être le fait que d'hommes indépendants ; l'armée et la marine n'y peuvent rien. Je ne veux pas dire par là que nous devons toujours emboîter le pas. Mais nous ne pouvons pas, une fois notre service terminé, aller dans la rue et mêler nos cris à ceux des protestataires. Ce serait particulièrement difficile pour moi : car je n'oublie pas les hourras poussés par nos ennemis quand ils entrevirent la possibilité de ma retraite, et les conséquences qui en découlèrent. A ce propos, je ferai remarquer que, lors de notre récent entretien, Wild von Hohenborn exprima son sentiment sur l'offre de démission présentée par Bachmann et par moi : pour son compte, il n'avait pas compris semblable démarche de notre part, et il la désapprouvait hautement. — U... se rencontre avec moi quand il dit : « Il faut autant que possible attendre le succès prochain à l'Est. »

EMANUELSSEGEN, *1^{er} août*. — Nous sommes allés à Pless où avait lieu un service religieux à l'occasion de l'anniversaire de la déclaration de guerre. Petite réunion devant le château. Je dis à Sa Majesté qu'elle pouvait d'un œil confiant envisager l'avenir, que tout irait certainement bien, si nous restions « fermes ». — « Naturellement, nous resterons fermes », répondit l'Empereur. J'ai entendu dire aux officiers d'ordonnance que la proclamation était publiée. Nous entrâmes ensuite dans le petit temple où il ne restait pas une place. Le pasteur prélève un droit d'entrée au profit de la Croix-Rouge. Office célébré d'une façon très digne et édifiante par un ecclésiastique très vieux, simple d'aspect et de manières, rempli de conviction sincère : « Jusqu'ici

le Seigneur a aidé : comprenez, mes chers frères et sœurs, qu'il a « aidé ». Dieu veut donc que nous *fassions tout ce que nous pouvons* au sens le plus plein du mot, et alors il nous aidera, etc... » En allant du château au temple, l'Empereur se remit à parler de la deuxième guerre punique, façon évidente de se consoler lui-même. Dans la mesure du possible, j'ai combattu son point de vue. Après cette terrible lutte, il y aura un long arrêt de 50 à 100 ans : toute la question est donc de savoir comment nous terminerons *cette* guerre-ci. Le bon vieux pasteur avait éviscé son sermon en deux points : coup d'œil rétrospectif et regard vers l'avenir. Sur ce second point, il dit : Il nous reste à faire de puissants efforts pour abattre nos ennemis : puis viendront les luttes difficiles au moment des négociations de paix. A ce moment-là, il ne faudra pas dire : « Jusqu'ici le Seigneur nous a aidés », mais : « Ne crains rien, le Seigneur est avec toi. » Il est très regrettable que pas même Treutler n'ait été présent. Par l'entremise de ses principaux collaborateurs, Pohl avait renouvelé la tentative que n'avait pas réussie le prince Adalbert à Charleville. Il voulait se faire donner l'ordre de ne pas laisser sortir la flotte. A présent, Müller trouve très raisonnable cette demande de Pohl. Bachmann était hors de lui : malheureusement, malgré sa situation en apparence très considérable, il n'a pas grande autorité. Mais, si ce point de vue continue à être celui de Müller et de l'Empereur, Trotha ne peut guère songer à voir aboutir ses efforts. Le maréchal de cour von X... me prit à part devant le château : nous fîmes quelques pas ensemble et il me dit que, la veille, l'Empereur avait de nouveau rappelé, en termes élogieux, que j'avais été le seul, dans la période antérieure à la guerre et au début de celle-ci, à me rendre compte du danger représenté par l'Angleterre. Puis X... me dit qu'il fallait mettre un terme à notre entretien pour ne pas éveiller les soupçons. Il n'y avait, devant le château, que Treutler, Valentini, Lyncker et Plessen. N'est-ce pas que je vis bien ici dans une maison de verre !

Il paraît que trois officiers prussiens ont été condamnés à mort par un conseil de guerre français, pour des motifs futiles ; Wild a proposé qu'on menaçât de représailles. Bethmann est contre, l'Empereur pour. Selon Bethmann, le procédé est trop brutal.

On dit que Wild a discuté la question avec Trentler et qu'il était hors de lui. Tant mieux, il verra au moins par sa propre expérience ce que vaut l'entourage du chancelier !

EMANUELSSEGEN, 2 août. — La déclaration de Londres nous est moins favorable que U... ne le pense. Tout s'y ramène, comme toujours, à la définition de la marchandise libre. D'après les stipulations jusqu'ici en vigueur, nous n'obtiendrions pas de compensation pour l'abandon de la guerre sous-marine. J'ai reçu de Hindenburg une dépêche qui me remercie pour ma lettre et m'annonce sa réponse écrite. De l'Est, rien de nouveau. Le prince Eitel a écrit que l'infanterie de la garde a de nouveau subi de lourdes pertes. On s'y résignerait si l'on pouvait apercevoir à l'Est un succès définitif. Ne pourrait-on pas se ressaisir et confier tout le commandement à Hindenburg ? *O vanitas vanitatum !*

EMANUELSSEGEN, 3 août. — D'après des sans-fil interceptés par nous, les Anglais envoient sur les navires neutres *armed parties* avec lesquelles ils attaquent nos sous-marins. Nos sous-marins n'y résisteront pas longtemps si les restrictions ne prennent pas fin. Nous préparons de nouvelles propositions à cet égard. Du reste, je n'arrive pas à trouver que les gens du ministère des Affaires Étrangères aient raison, à présent, de se frapper la poitrine. Nous sommes allés, dans la voie des concessions, bien au delà de la juste limite, et nous avons reçu plus d'un camouflet devant tout l'univers. Les Yankees ont pu d'autant plus aisément nous en infliger qu'ils ont indubitablement appris par Jagow que nous restreignons notre guerre sous-marine. Maintenant, les Anglais sont renseignés à leur tour, et ils jubilent. Leurs affaires vont remonter. L'ambassadeur américain à Berlin a dit à un journaliste que l'excellent peuple allemand était loin de se douter qu'il avait dans son ministère des Affaires Étrangères son pire ennemi. Au sujet de la Russie, Wild von Hohenborn a simplement dit, et cela sans aucune donnée positive, que, si, au début de l'offensive en Galicie, nous avions tenté de négocier avec la Russie, un succès eût été possible, mais plus à présent.

Néanmoins, on croit, dans l'entourage de Falkenhayn, que Pétersbourg tiendra difficilement jusqu'à la fin de l'hiver : à moins toutefois, que la Turquie ne s'écroule. La Roumanie continue à être inaccessible. On songe à faire pression sur elle. A-t-on raison au point de vue militaire ? Je ne saurais me prononcer. Au point de vue politique, on fait bien de se montrer énergique vis-à-vis de l'Autriche. Mais on témoigne à ces gens-là de grands égards qui, à mon sens, ne se justifient pas. Hindenburg m'a très amicalement invité. Je me propose d'aller le voir jeudi, 5 août. Comme on dit qu'il refuse de s'occuper de politique, je crains que ma démarche ne soit infructueuse. Je tenterai néanmoins de lui faire comprendre ma conception des questions belge et anglaise. Récemment, Falkenhayn disait à l'amiral Bachmann qu'il fallait bien se garder de lui montrer Riga, sans quoi il s'en emparerait. C'est à dessein que l'on a tenu Hindenburg très serré, bien qu'il réclamât peu de troupes.

EMANUELSSEGEN, 4 août. — Je tiens pour certain que la proclamation a été modifiée à la suite de l'émotion provoquée à Berlin. Je n'en suis que plus indigné de voir la presse inspirée par Bethmann donner au passage de la proclamation relatif à la guerre de conquêtes, une interprétation qui ne correspond pas au texte. En même temps, c'est agir de façon terriblement sotté, que de ravalier l'importance de nos gages militaires, même si nous devons, comme le veut le chancelier, ne pas les conserver. En vérité, la question n'est pas pour le moment de préparer les esprits en Allemagne pour l'après-guerre, mais, en tout état de cause, de créer des conditions favorables pour les maquignonnages du traité de paix. Je ne crois pas beaucoup à l'influence du Reichstag depuis sa défection dans l'affaire des sous-marins. Du reste, je ne puis pas dire que Capelle m'ait mal conseillé dans la question sous-marine. Il a nettement approuvé mon offre de démission¹ ; la réponse établit que Bethmann et Falkenhayn ont mutilé la guerre sous-marine : cela, autant que le fait même de mon offre de démission, est en soi une bonne chose.

1. Juillet 1915, après la note provoquée par le torpillage du *Lusitania*.

Je joins à ma lettre la *Gazette de Francfort*. Toute la presse du chancelier demande que nous conservions la Courlande pour rendre acceptable au peuple allemand la perte de la Belgique. A l'Est, nous avons bien progressé aujourd'hui. L'emprunt consenti à Berlin et à Vienne en faveur de la Bulgarie peut, pour le moins, être qualifié de premier pas. Ce premier pas me paraît, en outre, souligné par le fait qu'un attaché militaire bulgare a assisté aujourd'hui, — Mann vient de me le raconter, — au rapport du Grand État-Major. Je ne croirai en ces gens-là que quand ils auront tiré. Après tant de déceptions, ce serait trop beau : ce pourrait être le point de départ d'une période nouvelle.

C'est tout de même Pohl qui, en grande partie, a rendu ma situation délicate à Charleville, en me décriant de tous côtés.

EMANUELSSEGEN, 5 août. — Ah ! heureusement que mon vieux maître n'a pas pu voir cette guerre et la situation que j'y occupe. On me dit partout que, dans la marine, le moral est très déprimé. Mais Trotha n'y pourra rien changer. J'ai contre moi une constellation de personnages trop défavorable : l'Empereur qui m'éloigne de la flotte, les chefs de Cabinet, les gens de Bethmann, et enfin Falkenhayn. Celui-ci ne répond pas non plus aux vœux de Hindenburg : mais Hindenburg échappe à sa tutelle : il est en état de le faire. On dit que Varsovie est tombée : nous n'avons pas encore la confirmation officielle de cette nouvelle. On l'apportera sans doute de Pless. Le grand-duc Nicolas est un vrai chef ; le haut commandement russe, excellent ; l'organisation, les officiers, l'industrie, sont inférieurs par rapport à nous. Plus nous nous enfonçons en Russie, plus les Anglais se réjouissent. Il est également vrai que, plus nous avançons à l'Est, plus notre politique s'orientera vers l'Est. Il est hors de doute que le chancelier, et je crois l'Empereur aussi, à présent, avec les gens *autour de lui*¹, tendent vers cette politique qui implique pour eux l'abandon de la Belgique. Un article de la *Gazette de la Croix* m'avait déjà inspiré des soupçons à cet égard.

1. En français dans le texte.

Je me suis fait faire au ministère de la Marine une étude comparative de la situation économique en Allemagne et en Angleterre : la conclusion nous en est très favorable, surtout depuis le début de la guerre sous-marine : mais celle-ci s'est beaucoup ralentie, surtout dans l'Atlantique, à la suite de nos prescriptions. Cependant, je crois que l'Angleterre, quoique lentement, s'adaptera mieux à la situation qu'elle ne l'a fait jusqu'ici. Notre peuple a accompli, l'an passé, une œuvre énorme ; mais est-ce suffisant pour nous assurer une bonne paix ? Le doute subsiste, malheureusement, à cet égard. La supériorité de nos adversaires est si grande, et notre politique si mauvaise ! Pratiquement, il faut compter toute l'Amérique du Nord parmi nos ennemis. Si la Suisse comprenait mieux ce que doit être l'Europe de demain, elle interviendrait activement ; mais, pas plus que la Suède, elle ne se joint à nous : et, sans nul doute, c'est de là que viendrait la décision. A mon avis, nous pourrions avoir avec nous la Suède, en sachant nous y prendre.

J'ai trouvé en Mann un excellent appui et je peux compter entièrement sur lui. Il a, de plus en plus, conquis ma confiance, et c'est beaucoup dire. Capelle ne l'a jamais possédée au même degré. Par contre, j'ai hautement apprécié et utilisé son habileté et son sens politique. A présent, il commence, sans le vouloir sans doute, à être quelque peu influencé par ce fait qu'il est certainement désigné pour me succéder.

F. C... est de ces Allemands qui désertent toujours leur cause pour des considérations sentimentales ou autres. La parole de Frédéric sur l'art de la politique est certainement juste. (« Le grand art en politique, c'est, non pas de nager contre le courant, mais de faire tourner les événements à notre propre avantage. ») Mais elle ne s'applique pas aux moments où l'action est une nécessité, et c'est devant des nécessités que je me suis trouvé pendant la guerre ; mais je me suis brisé contre le mur que l'Empereur a dressé autour de lui (Clausewitz : Sur la catastrophe de 1806). Quel but eussé-je atteint, si je m'étais également enfermé derrière ce mur ? A moi seul, je n'avais pas la force de le briser. En 1813, il fut brisé du dehors, mais ce qui en resta suffit pour priver la Prusse des fruits de son terrible effort.

EMANUELSSEGEN, 6 août. — La joie que nous procure la chute de Varsovie est incomplète. D'abord, nous ne tenons que la moitié occidentale de la ville ; et, par là même, il est prouvé que l'armée russe a échappé, à peu près entièrement, à l'encerclement. En dernier lieu, le commandement suprême a tout de même fini par se convaincre qu'il fallait faire quelque chose pour la Turquie, et ce, en passant par la Serbie. Une série de circonstances y ont contribué. Bachmann a adressé à Falkenhayn un mémoire énergique en faveur de la Turquie. Notre ambassadeur en Roumanie, à son tour, nous a déconseillé de marcher contre ce pays. L'Autriche veut aussi envoyer des troupes contre la Serbie. Je n'ai guère pu intervenir utilement et directement. A mon avis, il nous faut isoler économiquement la Roumanie et, de toute façon, refuser de négocier avec elle. Ce qui est stupide, en cette affaire, c'est que nous avons du blé en Roumanie : nous l'avons payé à l'avance : quelle niaiserie ! Mais j'espère cependant que tout cela s'arrangera, à la condition toutefois que la Turquie ne meure pas d'ici là. Nos deux sous-marins sont en route : puisse le Seigneur les protéger ! J'ignore si l'Angleterre en a eu vent. La trouée des Flandres est plus puissamment surveillée que jamais. Les concentrations de troupes aux Dardanelles se font constamment dans les îles que les Anglais ont prises aux Grecs, sans autre forme de procès.

Avez-vous lu le vote de confiance du parti national-libéral ? Il confirme le revirement. On ne peut guère compter sur la fermeté de ce parti. La troisième publication, dans la *Gazette de l'Allemagne du Nord*, de rapports des ambassadeurs belges est superbe, comme les précédentes. Ce qui m'étonne, c'est que le ministère des Affaires Étrangères les publie. Ne pouvions-nous pas, nous aussi, avoir la claire vision de ces Messieurs ? Quelconque parmi nous avait, avant la guerre, une semblable conception, était la *bête noire*¹ de la Wilhelmstrasse. Ces rapports tournent en dérision notre politique de suiveurs. Et, tandis que l'Angleterre, depuis 1909, préparait la guerre d'une façon si raffinée, on refusait des crédits à notre marine ! Combien diffé-

1. En français dans le texte.

rente eût été sa participation à la guerre, si les crédits spéciaux demandés en 1912 avaient été entièrement accordés, et si les Finances et le chancelier n'avaient pas opéré une réduction annuelle de 30 à 40 millions ! Les ambassadeurs belges ont vu très juste : présenter au peuple notre flotte comme un épouvantail n'a été qu'un prétexte pour Grey et consorts. Les progrès incessants de notre commerce et de notre industrie, qui dépassaient l'industrie et le commerce anglais, bref, la maladie du monopole et la froide envie ont été les causes réelles. Nous allions toujours de notre allure absurde et incertaine. Notre politique balkanique a fini par exaspérer la Russie. U... s'en est bien rendu compte d'après les déclarations du prince Gagarin. La faute est à peine réparable, et nous sommes entraînés, malgré nous, vers une hostilité permanente à l'égard de la Russie.

EMANUELSSEGEN, 7 août. — Hier, la danse avec le chancelier a recommencé. D'irritation je n'ai pu fermer l'œil de la nuit. Ce matin, j'ai été au rapport chez Bethmann à Pless. Helfferich (secrétaire aux Finances) avait adressé à Bethmann (peut-être sur commande) un assez long mémoire réclamant, non seulement l'abandon total de la guerre sous-marine, mais encore un message dans ce sens à Wilson. Le chancelier appelle Falkenhayn et Müller à la rescousse. En principe, l'Empereur est sans doute gagné, lui aussi. L'affaire doit être combinée de telle sorte que l'Empereur donnera des ordres en conséquence aux sous-marins, par-dessus la tête de Müller, et que le message à Wilson se fera en sous-main. On procédera donc comme la première fois. Actuellement, il est évident que l'on croit avoir préparé le public allemand à cette éventualité. Soit. Je n'ai pas caché mes sentiments. Comptez sans doute sur moi pour la fin du mois à Blasien. Pour l'instant, on attend encore un rapport de Bernstorff qui, comme je l'ai dit à Bethmann, jouera naturellement le même air. Je crois que toute cette affaire a été savamment combinée. Que peut-il désormais résulter de mon voyage à l'Est ? Je n'en sais rien. Je suis moralement accablé : toute ma peine, toutes mes tentatives ont été inutiles.

EMANUELSSEGEN, 8 août. — Depuis hier, d'après combats se livrent aux Dardanelles. Les Anglais savent indubitablement que nos sous-marins de là-bas ne sont pas encore prêts à intervenir. En conséquence, ils ont amené toutes leurs unités et, conjointement à leur attaque par terre, ils ont déchaîné un feu terrible sur tous les forts et autres positions. Il est clair que la situation est des plus critiques. Que de fois ai-je insisté, hélas inutilement, pour que nous y envoyions des sous-marins, plus tôt et en plus grand nombre ! Si les Dardanelles tombent, la décision de la guerre mondiale nous sera contraire. Ce matin, à 11 h. 30, nouveau rapport chez Sa Majesté qui m'a dit ne pas vouloir, pour le moment, adresser de réponse à la note américaine. Néanmoins, Elle s'est gardé une porte de sortie. On attend le rapport de Bernstorff. Müller se soumet entièrement au point de vue du chancelier. En tout cas, nous sommes à la veille de l'exécution d'un plan préparé depuis des semaines. Des banques sont également de la partie. — Ensuite assez longue conversation d'ordre politique. L'Empereur a été plus aimable envers moi ; est-ce une conséquence de mon attitude ? Je l'ignore. *Müller a affirmé que l'Empereur ne connaissait qu'approximativement la matière des entretiens entre moi et Bethmann.* Mis au courant par Bachmann, Wild von Hohenborn a été indigné de ce qui s'est passé. Bethmann m'a promis de discuter avec moi avant toute nouvelle démarche. Il semble que mon intervention nous ait fait gagner du temps : et cela a bien son importance. Le Kronprinz est au courant.

EMANUELSSEGEN, 9 août. — Müller a passé deux heures et demie chez moi et je l'ai activement travaillé. Pour le moment, je l'ai convaincu : mais pour combien de temps ? C'est une autre question. Je vais après-demain à Berlin : j'y resterai un jour, puis je me rendrai auprès de Hindenburg.

EMANUELSSEGEN, 10 août. — Je fus donc à Pless pour déjeuner. En l'honneur du vingt-cinquième anniversaire de la prise de possession d'Helgoland, Sa Majesté me conféra, en termes très amicaux, l'ordre *Pour le Mérite* ; Elle fit en même temps allusion

aux ports et dispositifs de défense que nous y avons. L'amiral von Müller était chargé de me décorer. Je ne sais si c'est là une conséquence de notre entretien de deux heures et demie ; je croirais plutôt que non, puisque l'invitation — sans Bachmann — m'avait été faite antérieurement. Je dis à Müller que j'étais très touché, mais que la façon dont se déroulait la guerre navale m'empêchait d'éprouver de la joie. En outre, la résolution dont je lui avais parlé me serait, de ce fait, plus difficile à exécuter. Cette résolution, m'objecta Müller, est rendue caduque par la position que vient de prendre le chancelier. Je lui demandai si l'Empereur tiendrait jusqu'au bout. Sa réponse fut affirmative. Mais j'eus l'impression que, en pensée, Müller levait trois doigts et en cachait trois derrière son dos. Pour le moment, tout danger paraît conjuré, à moins que ne se produise un nouvel incident *Lusitania* : telle est l'impression qui se dégage, pour moi, de l'attitude de Treutler.

La position que j'avais prise, au cas où les propositions Helfferich aboutiraient, était, du reste, aussi nette qu'on pouvait le demander. A présent, le résultat des notes, etc., est tel que nous pourrions reprendre pleinement la lutte sous-marine, dès que notre situation se sera améliorée sur le continent : ainsi j'aurai, en restant, été de quelque utilité. Si Helfferich avait réussi, cela n'eût pas été possible. La situation de Pohl auprès de Müller est bien ébranlée. Ce dernier a dit que, aussitôt garantis contre de nouveaux ennemis continentaux, nous devrions nous lancer à fond dans la guerre sous-marine : toujours des hauts et des bas ! A maints égards, ma présence ici a été utile, et néanmoins, on ne m'empêchera pas, — *nota bene*, malgré les conseils de Capelle, — de partir demain pour Berlin, et après-demain pour Lötzen. Müller insiste beaucoup pour que cette dernière démarche soit faite : il tient à ce que je parle à cœur ouvert avec Hindenburg. Müller et bien d'autres sont mécontents de Falkenhayn : c'est également le cas de Hindenburg. Grandes pertes par des attaques frontales, mais non l'écrasement de la Russie. Cette puissance a bien eu des pertes à supporter, mais elle n'a subi aucune atteinte décisive. Etaient présents le vieil archiduc et beaucoup d'Autrichiens, entre autres Conrad von

Hötzendorff, avec lequel je pus m'entretenir un certain temps, ce qui, soit dit en passant, fut beaucoup remarqué par l'Empereur. Le jeune Knorr a brillamment effectué une pose de mines ; il a, dans un combat, détruit un croiseur auxiliaire anglais : il s'est, en outre, acquitté de quelques autres tâches. Il n'était plus éloigné de nos côtes lorsqu'il a été surpris. Une fois de plus, Pohl n'avait pas préparé de position de repli pour le croiseur auxiliaire avarié que Knorr ramenait. Il avait à bord 120 hommes d'équipage, avec 40 prisonniers anglais et 4 officiers. Son bâtiment coulé, il a gagné la baie de List (Sylt) avec 130 hommes, sur un schooner suédois. Nous n'avons pas jusqu'ici de plus amples renseignements. La Bulgarie ne nous donnera pas, à mon avis, de preuves d'amitié, tant que nos canons garderont le silence sur les bords du Danube ; quoi qu'il en soit, la Bulgarie s'est déjà découverte dans une certaine mesure.

BERLIN, 12 août. — Une journée à Berlin par la plus forte chaleur. Je dois partir à 10 heures pour Lötzen. Ici, rien de bien réjouissant : un grand désordre dans la direction de la marine : Müller, l'Empereur, Pohl, le prince Henri, etc... La flotte a, de nouveau, laissé échapper une occasion, au retour de Knorr. A l'Est, offensive dangereuse entreprise absolument sans chance de succès. *Avant* qu'elle prit définitivement position, la Roumanie a reçu de nous 400 millions en or pour des céréales : maintenant, elle nous fait la nique : la Turquie est en danger permanent, et aucune perspective de déblocage par Falkenhayn. Déclaration pacifique dans la *Gazette de l'Allemagne du Nord* qui sera généralement considérée comme une faiblesse, rien de plus. Le chancelier n'a qu'un objectif en tête ; la paix à tout prix, ne pas irriter l'Angleterre : retarder seulement l'action contre les sous-marins jusqu'après la session du Reichstag parce que les préparatifs ne sont pas encore suffisants et parce que je ne suis pas encore assez mûr pour tomber. Trotha a écrit une lettre désespérée.

Ce matin, j'eus avec Rösicke un long entretien qui fut, je crois, satisfaisant. Je lui exposai mes vues et lui dénonçai nos premiers ennemis : les magnats des trusts de New-York, Londres,

de Belgique et de Paris qui se sont servis du stupide et puissant panslavisme : il manifesta une surprise extrême. Il ne s'attendait pas à m'entendre parler dans ce sens, moi qui au Reichstag n'étais jamais soutenu que par la gauche. Je lui dis : « Toléré à mon poste, isolé et attaqué de toutes parts (en dehors du Parlement), j'ai accepté tout secours qui s'offrait. » Tableau ! Il défendit le point de vue des grandes conquêtes territoriales à l'Est comme contre-poids à l'accroissement éventuel de l'industrie du côté de la Belgique. Ensuite, conversation avec le comte Taube¹, qui fut très content de me voir. J'ai suggéré à Müller qu'on devrait mettre le comte Taube en contact avec l'Empereur : mais mon départ m'empêche de travailler davantage dans ce sens, et c'est regrettable.

LÖTZEN, 13 août. — Arrivé ici ce matin à 10 heures. Long entretien avec Hindenburg et Ludendorff, unité complète de vues sur la situation dans son ensemble. Hindenburg ne voit pas comment modifier la situation « autour du roi »², car la masse de stuc est impénétrable. Il a été jusqu'à supplier l'Empereur de ne pas suivre les conseils de F... De même, dans la dernière grande opération en Russie, il a instamment conseillé de ne pas poursuivre la manœuvre frontale qui permettait aux Russes d'échapper et nous coûtait de sérieuses pertes. D'après Hindenburg et Ludendorff, c'en serait fait depuis trois semaines de toute l'armée russe, si l'on avait suivi leurs conseils.

Hindenburg a écrit à l'Empereur que tout le peuple, qui a accompli des choses si prodigieuses, compte sur son souverain, mais n'a pas confiance en son commandement suprême. Tout cela en vain ! Rien d'étonnant, alors, si je n'ai pas abouti, moi non plus. La différence, c'est que Hindenburg emportera pour le reste de sa vie le sentiment d'avoir néanmoins fait de grandes choses. Il est touchant de voir comme le peuple le révère ici : jeunes et vieux, hommes et femmes font la haie partout où il se montre. Partout on le couvre littéralement de fleurs.

1. Ambassadeur suédois à Berlin.

2. En français.

C'est un vrai réconfort de voir la simplicité, la fidélité, le caractère, qui s'expriment en lui, quand on vient de quitter cette maudite bande de Pless. J'ai parlé à cœur ouvert : lui et Ludendorff également. Il est disposé à me soutenir de son mieux au sujet de la Turquie et des sous-marins. Nous sommes d'accord à propos de la Russie et de la Belgique, mais un fait n'en subsiste pas moins, c'est que Falkenhayn a la haute main sur tout : groupe Hindenburg, groupe prince Léopold, groupe Mackensen : tout se ramène à Falkenhayn.

Cet après-midi, promenade en voiture et à pied autour de quelques lacs et à travers la forteresse de Boyen. Explication des positions russes. Ils étaient diablement près d'ici, les bougres : des ruines marquent les endroits momentanément conquis par eux. A table, société charmante. J'ai un très bon gîte et je me réjouis de pouvoir voyager demain jusqu'à Memel dans mon wagon-salon : de là, seulement, je gagnerai Libau en auto. Un trajet de neuf heures en auto eût été trop fatigant. En outre, dans mon wagon-salon (train spécial), je peux lire et rédiger mon courrier ; pendant les jours qui vont suivre, tu ne pourras pas recevoir de lettres de moi : je pourrai de nouveau écrire, au plus tôt le 17 août. Ici l'automne commence à se faire sentir. Demain matin, Hindenburg doit venir me chercher à 8 heures pour une promenade. Comme je lui faisais remarquer les manifestations de la population qui partout l'accueillaient, dans les villages, en pleine campagne, il me dit : « Oui, ces gens sont touchants, mais j'y renoncerais volontiers si mon impérial maître me tenait moins à distance. » Dîner très agréable : poursuivi mon entretien avec Ludendorff.

EN TRAIN SPÉCIAL DE LÖTZEN A MEMEL, 14 août. — Ce fut un vrai réconfort pour mon cœur d'avoir passé toute une journée à Lötzen avec ces hommes-là (une société de frères, comme disait Hindenburg). Ce matin, de 8 à 9 h. 30, j'ai fait une magnifique promenade avec Hindenburg. La région des lacs, avec ses belles forêts, son sol ondulé et fertile, ses lacs qui, au soleil couchant, brillent comme de l'opale et, au matin, comme des flots argentés, se montra à nous dans sa beauté vraiment ravis-

sante : l'air, un peu vif, n'est pas encore froid. Hindenburg partage entièrement mes vues sur la situation présente. A Posen, il avait conjuré l'Empereur de modifier ses directives. Mais ce dernier avait été au préalable mis sur ses gardes par Falkenhayn et il répondait que lui, Hindenburg, se trompait, etc... A présent nous avons subi de grosses pertes sans aboutir à l'anéantissement, qui eût été possible, et nous nous acheminons lentement et sûrement vers la guerre de positions. Après nos premiers et amples succès au Sud, nous devons profiter de l'avantage de la voie ferrée et jeter en masses nos armées sur l'extrême aile gauche, puisque les distances et les voies défectueuses ne nous permettaient pas cette opération sur la droite. Maintenant encore, Hindenburg considère la chose comme faisable, bien que de grands succès ne soient plus guère possibles, et hier encore, ou avant-hier, il a adressé à Falkenhayn une dépêche énergique dans ce sens ; pour être tout à fait loyal, c'est à Falkenhayn et non à l'Empereur qu'il l'a adressée. Il espère que maintenant, peut-être, Falkenhayn accueillera sa suggestion. Est-ce que tout cela n'est pas terrible ? Ici l'on a des gens et un commandement qui remettraient tout en ordre et pour la plus grande gloire de l'Empereur lui-même, nous procureraient d'importantes victoires, et, de propos délibéré, on les met à l'écart. J'ai été accueilli à Lötzen d'une façon souverainement amicale. Hindenburg m'adressa une allocution à me faire rougir. Dès qu'il eut terminé, je lui répondis. Je conclus en disant que, à l'époque la plus pénible de son histoire, la Prusse avait vu la lumière surgir à l'Est, et en exprimant l'espoir qu'il en serait de même, en cette période grave pour la Prusse-Allemagne. Je n'ai pas caché ici qu'on avait artificieusement empêché la flotte de sortir. J'ai également causé à cœur ouvert avec Hindenburg de ma situation. Il a approuvé mon attitude ; il estime que je ne pouvais pas me présenter devant l'Empereur et lui dire : « Donne-moi la flotte. » Je ne pus empêcher Hindenburg de me conduire à la gare à 10 h. 45. Ludendorff déclara également qu'il était impossible d'envisager un changement dans la situation. Du reste, Hindenburg écrira en son propre nom à Bethmann et il s'efforcera de l'intéresser à la Turquie et aux

sous-marins. Je t'envoie ses aphorismes que Ludendorff m'a donnés à la gare au moment du départ.

A 4 heures de l'après-midi, nous serons à Memel : de là, trois heures d'auto jusqu'à Libau. Les Russes ont commis ici des atrocités : ils ont, notamment violé de nombreuses jeunes filles, qui sont maintenant folles de désespoir, et dont beaucoup, dit-on, se sont noyées.

La démarche de Helfferich est déjà connue à Berlin et elle est jugée très dangereuse par Westarp et Bassermann.

DANZIG, 18 août. — Aujourd'hui est arrivée la nouvelle du bombardement aérien de Londres et de la destruction, dans la mer du Nord, d'un petit croiseur et d'un destroyer. La destruction, dans la mer Égée, d'un grand transport par un petit sous-marin, n'est pas mal non plus. Je m'en réjouis d'autant plus que je ne vois pas bien le but de notre opération dans le golfe de Riga et que le danger représenté par les mines et les sous-marins russes est très grand. En tout cas, le succès possible ne sera pas en rapport avec l'enjeu. C'est en vain que j'ai déconseillé l'opération au commandement en chef de la Baltique. Libau m'a beaucoup intéressé. On y a construit un *Wilhemshaven*, et, quand il fut achevé, on a trouvé que Reval convenait mieux à cette destination : ces Russes n'en font pas d'autres ! La localité compte de 70 à 80.000 habitants : c'est la station balnéaire de la Courlande. Pour nous, c'est-à-dire pour la marine, Libau n'aurait pas grande valeur. La question de la Courlande fut vigoureusement discutée, et nos chefs militaires de là-bas jugeaient que nous devons la conserver ; il nous sera, en fait, bien difficile de la quitter. Dans la population il n'est certainement pas question du désir de devenir Prussien. Peut-être quelques barons baltes font-ils exception : car ils craignent d'être pendus quand reviendront les Russes. D'autre part, nous ne rencontrerions pas de grandes difficultés, si, pour commencer, la Courlande devenait pour vingt ans une « colonie ». La prise de Kowno et toute avance de notre armée sont, en elles-mêmes, très réjouissantes, mais, en aucune façon, elles n'ont un caractère décisif. Nous n'avons pas encore la moindre certitude

à propos des États balkaniques, et la Turquie reste le gros point noir.

DANZIG, 19 août. — Hier au soir chez la Kronprinzessin. Très aimable accueil. Les petits princes rendaient les honneurs sur le perron ; derrière eux était leur mère, extrêmement bien et jolie. La maison (cadeau de l'intelligente ville de Zoppot) est admirablement située ; à l'intérieur, c'est une vraie bonbonnière. La pièce principale, au rez-de-chaussée, est toute blanche relevée d'un peu d'or ; elle est de plain-pied avec la terrasse, d'où le regard découvre toute la baie par-dessus des arbustes, etc. Une demi-heure d'entretien en tête à tête. J'ai parlé très librement et j'ai surtout plaidé pour Hindenburg. Le capitaine Mann m'a raconté que le prince Joachim avait écrit à la Kronprinzessin une lettre très pressante, — sans doute pour qu'elle la communiquât à son mari, — la priant de soutenir de toute son énergie Hindenburg qui était battu en brèche ; elle aurait ajouté : *Just the same with our old navy man*. A moi, la Kronprinzessin m'a raconté que Falkenhayn avait extraordinairement gagné par ses succès à l'Est. Je répliquai que ce n'étaient pas les succès de Falkenhayn, mais de nos *feldgrau*. A mon avis, Hindenburg a eu indubitablement raison. Hindenburg, Ludendorff et Hoffmann constituent un groupe éminent qui connaissait à fond l'habileté des Russes à échapper à l'encerclement. Notre situation est telle qu'il nous faut plus que de simples victoires frontales avec des pertes considérables. L'affaire eût pu être réglée depuis trois semaines, au bas mot. Or, ces trois semaines peuvent être décisives pour Messieurs les Grecs, Roumains, etc... Espérons que tout n'est pas perdu, mais le danger subsiste.

ENTRE CUSTRIN ET BERLIN, 19 août. — Malgré les fortes secousses du train, je vais tenter de t'écrire quelques mots, avant que Berlin m'enserme dans ses griffes. Je ne connais le discours du chancelier d'Empire que par des extraits télégraphiques. Il a été accueilli par de vigoureux applaudissements. Ce qu'il dit à propos de la liberté des mers n'est, à mon sens, que du vent ;

il pourra se mettre d'accord avec l'Angleterre sur cette espèce de liberté. Le point capital de son discours est celui où il traite de la question polonaise. Nous avons certainement fait aux Russes des propositions de paix ; tous les journaux étrangers en parlent. Il est probable qu'on aura utilisé comme moyen de pression la menace d'une Pologne délivrée de la Russie. D'après le discours de Bethmann, la Russie a répondu : « Non », ce qui est confirmé par l'étranger. Actuellement, nous sommes enfoncés à l'Est, et l'Angleterre en sera très satisfaite. J'ai l'intention de rester quelques jours à Berlin, afin de me renseigner : je me rendrai ensuite à Pless, pour le rapport, puis je rentrerai à Berlin. Comme Capelle est sérieusement malade, il faudra que j'y prolonge mon séjour : autrement, le ministère ne fonctionnerait pas du tout.

J'ai très bien compris U... dans sa façon d'utiliser la déclaration de Londres. Mais je redoute l'effet qu'elle exercera sur le traité de paix : on la baptisera bruyamment liberté des mers, on donnera tout à l'Angleterre, et, pratiquement, nous n'aurons rien.

BERLIN, 22 août. — Le succès de Bethmann et de Helfferich rend ma situation personnelle très difficile. Je crains que l'incident de l'*Arabic* ne soit le point de départ d'un nouvel assaut contre les sous-marins. S'il en résulte de nouvelles restrictions, le moment est des moins propices pour moi, pour persister dans mon intention de démissionner. J'ai, tout au plus, les conservateurs derrière moi. On dira aussi que ce qui pour l'instant importe par-dessus tout, c'est de secourir la Turquie, et que le reste peut attendre. Au point de vue militaire, c'est exact. Mais le difficile, c'est de pouvoir reprendre contre l'Angleterre la guerre sous-marine illimitée, une fois qu'elle aura été ajournée et interrompue. Malgré cela, je passe, aux yeux du peuple, pour un fanatique doctrinaire. D'autre part, si la guerre continue — et, d'après toutes les informations provenant d'Angleterre, elle continuera, — on sera peut-être toujours forcé d'en revenir là en hiver. A présent, j'ai lu le discours de Bethmann : il a produit une grande impression à cause des buts de guerre, et son

prestige en a été relevé. Naturellement chacun y trouve ce qui lui convient : il n'en est pas moins vrai qu'il s'est lié davantage encore. Avant le discours, la situation était différente.

J'ai été interrompu par Schulze ¹ qui a huit jours de permission. Je tenais beaucoup à le voir et aussi à lui parler de la guerre sous-marine en Flandre. Il s'est rendu immédiatement compte du caractère extraordinairement difficile de ma position : néanmoins, il pensait que ni moi, ni l'Empereur, ne pouvions, pour l'instant, faire d'éclat. Je n'en suis pas si sûr : le chancelier a une bonne occasion de me casser les reins. Je ne suis pas du tout satisfait de notre expédition de Riga : elle s'est faite, malgré mon avis transmis télégraphiquement ; nous en sortons moralement diminués, après avoir subi inutilement de douloureuses pertes.

BERLIN, 24 août. — Tu seras réduite à la portion congrue, ces jours-ci, car les visites et le désordre qui règne ici ne me laissent pas le temps de respirer. Par surcroît, il s'est encore trouvé de nombreuses personnes pour m'adresser des lettres de félicitations pour la décoration (*Pour le Mérite*) que je considère comme non avenue. Je n'ai pas encore entendu parler des suites données à l'incident de l'*Arabic*. Le brave Barnabe ² vient de me quitter, après m'avoir interpellé au sujet du torpillage de deux navires espagnols. Naturellement, nous ne savons rien ; en effet, si nos sous-marins sont en cause, il nous faut attendre leur retour pour avoir des données certaines. Dans l'intervalle, la presse anglaise fera son œuvre. A part cela, les Anglais peuvent tout se permettre, et nous, rien. Tu as entièrement raison dans ce que tu dis du long discours de Bethmann. Quand on a vu ce qui se passe derrière les coulisses, on juge autrement la politique de sentiment que nous avons faite. Mais le peuple allemand est resté sentimental : voilà pourquoi ce discours a fait sensation. Nos diplomates ont certainement été bien piètres, mais ils sont excusables. Jamais on ne leur a

1. Capitaine de corvette E. E. Schulze, sous-chef de l'État-Major du corps de marine.

2. Ambassadeur d'Espagne.

proposé d'« objectif » ou, si on l'a fait, cet objectif, une intimité fraternelle avec l'Angleterre par exemple, ne valait rien, parce qu'inaccessible, comme il l'est encore. Et je crains que cette idée soit encore bien loin d'être morte. L'établissement d'une Pologne autonome nous vaudra pour cent ans l'hostilité de la Russie, et il peut aisément en résulter que nous devenions les vassaux de l'Angleterre. Nous sommes également sentimentaux en Belgique. Au lieu de nous servir des Flamands contre les Wallons, nous entourons le pays d'attentions, et nous renforçons un sentiment national belge qui, en réalité, n'existe pas. Quant aux rapports commerciaux avec le Japon et, d'une manière générale, pour ce qui est de la réconciliation avec les Japonais, j'ai déjà fait différentes choses. Cela me mènerait trop loin d'entrer ici dans le détail. Etant donnée ma position vis-à-vis de la Wilhelmstrasse qui, malgré la réserve observée par moi jusqu'à ce jour, ne cesse de me combattre en sous-main, je ne puis pas grand'chose. Ces gens considèrent les conseils qu'on leur apporte comme un empiètement sur leurs prérogatives.

A la Wilhelmstrasse, on a perdu la tête, comme dit un reporter américain connu. Ce soir grande conférence entre Jagow et Gerard. Ce dernier sait naturellement qu'il pourra tout obtenir par bluff. Nous avons déjà tant reculé que nous continuerons à glisser sur la pente. Je suis allé aujourd'hui chez Lebell en quête de renseignements généraux. Lui non plus n'était guère ravi du long discours : selon lui, la pointe en était pratiquement dirigée contre la seule Russie, et le chancelier, s'adressant à l'Angleterre, lui a dit : « Certes, tu m'as été infidèle et tu as été très vilaine ; malgré cela, je suis prêt à te reprendre sur mon cœur », ou, en d'autres termes : « Abandonne-moi la Russie, et je t'abandonnerai la Belgique ».

L'affaire de Riga est un exemple classique du désordre qui règne dans notre marine. Nous avons donné un coup dans le vide, et les Russes exploitent cela comme une grande victoire navale. De Libau j'avais instamment déconseillé l'opération.

BERLIN, 25 août. — Tu as parfaitement raison quand tu dis qu'on ne doit pas faire violence aux événements, mais s'y accom-

moder et en tirer le meilleur profit. C'est ce que j'ai fait, avec assez de succès, au cours de ces longues années. Mais, à présent, la question est tout autre. Le pouvoir absolu est précisément aux mains de Bethmann et de ses gens, ainsi que de Falkenhayn. Je les gêne, et ils me tiennent à distance. Je suis totalement impuissant, en face de cet état de choses. Abstraction faite du passé, la cause véritable en est dans ce fait que, après comme avant, je ne crois pas à une entente réelle avec l'Angleterre et que, aujourd'hui comme naguère, j'estime inopportune la politique des avances. Puis viennent, sous forme aiguë, les difficultés avec les neutres, qu'entraîne toute guerre navale. Je ne considère pas seulement la situation en me demandant : « Comment vais-je me tirer de là ? » Mais qu'on m'ait systématiquement paralysé, là-dessus il ne peut y avoir aucun doute. Ce que tu dis du discours de Bethmann est très juste : tout à fait allemand, d'où son grand succès ! Dans 50 ans, l'historien en jugera autrement. Par le train de nuit, je pars pour Emanuelssegen. Dans la situation actuelle, je ne quitte pas le ministère et Berlin de bon gré ; mais impossible de faire autrement. La maladie de Capelle est vraiment très fâcheuse pour moi.

EMANUELSSEGEN, 26 août. — Ce fut, selon mes prévisions, une attaque contre les sous-marins, systématiquement préparée par le chancelier. Bien que je fusse avec lui à Berlin, il n'en avait pas soufflé mot. Au contraire, Jagow avait déclaré à la commission du budget qu'on ne changerait rien à la guerre sous-marine. Hier soir, à Berlin, je reçus l'ordre d'assister au rapport d'aujourd'hui midi. Le chancelier prit le même train que moi ; à Kattowitz, Bachmann m'attendait et me dit qu'il fallait venir tout de suite. Mais, au préalable, je vins ici pour endosser une autre tenue. Bethmann, Treutler, moi et Bachmann. Le premier avec sa stature de géant : il dit qu'il voulait, à présent, dormir tranquille et ne pas être toujours assis sur un baril de poudre. Il se proposait de faire savoir à Wilson que nos sous-marins avaient reçu l'ordre d'épargner les navires ayant à leur bord des Américains. Nous ne tombâmes pas d'accord, car il était tout à fait inaccessible. Vint ensuite le rapport. Falkenhayn

avait été travaillé, l'amiral von Müller également, et les autres collègues approuvaient docilement tout. Mais l'Empereur n'en prenait pas si aisément son parti. Il mesurait la portée de la décision, et, nous appuyant à mi-voix, il oit qu'il fallait attendre plus de détails sur le dernier torpillage. Au début, Falkenhayn avait très énergiquement appuyé Bethmann ; mais, voyant que l'Empereur n'était pas très décidé, il se rallia à la politique d'attente : Müller aussi lâcha quelque peu pied. Et, ainsi, aucune décision ne fut prise. Furieux, Bethmann dit, après déjeuner à Bachmann, qu'il n'en assumait pas la responsabilité et qu'il ne quitterait pas Pless avant qu'une décision conforme à ses vues n'eût été prise, etc...

La vanité et la susceptibilité jouent un grand rôle en cette affaire. Bethmann rédige actuellement un mémoire, et l'Empereur, sous la pression de la camarilla, cédera ; la question ne se pose même pas. Maintenant, nous allons prier Müller de venir ici demain pour discuter la possibilité d'un compromis. En substance, Bethmann veut communiquer ce qui a déjà été prescrit¹ (Pour l'instant il n'est pas question de nouvelles restrictions). Mais il y a toujours une différence entre un ordre secret, qui n'éclaire pas les Anglais sur ce que nous faisons, et sa publication. Ensuite, toute l'affaire du *Lusitania* sera soumise à une cour arbitrale, et nous accepterons une liberté des mers formulée comme dans la déclaration de Londres. Et ainsi ce passage du discours de Bethmann signifie : l'Angleterre conservera tout, et nous rien. Il est certain que son objectif est d'abandonner la Belgique et de démembrer la Russie en établissant une Pologne autonome. Frédéric le Grand et Bismarck ont déjà dû se retourner dans leur tombeau ; et je ne crois pas que la voix des tranchées puisse se faire entendre avant la décision dans ce sens. Elle se fera entendre quand il sera trop tard. Je ne sais pas ce que je vais faire à présent : il faut d'abord que je voie comment tournera cette affaire.

EMANUELSSEGEN, 27 août. — Hier, l'Empereur avait décidé que les instructions à Bernstorff seraient concertées et discutées entre le chancelier et nous.

1. Voir plus haut, page 418.

Sur ces entrefaites, Bethmann, sans nous appeler, a circonvenu l'Empereur ce matin. Müller et Treutler sont venus nous voir cet après-midi. Le premier, avec d'aimables propos, éluda la question. Son collègue nous annonça que la décision avait été prise. Je ne crois pas que je puisse accepter cela, et, demain soir, je pars pour Berlin. Mais, à mon grand regret, je ne connais pas les instructions : je vais les demander à Bethmann et agir en conséquence. Je crois que c'est la fin pour moi. J'ai encore à faire demain un rapport sur Libau, que j'ai promis. Il m'est impossible de refuser de le faire sans démissionner en même temps. C'est pourquoi j'irai demain à Pless. Müller tentera quelque compromis.

Avec mon départ définitif du Grand Quartier Général, cette correspondance de guerre prit fin.

NOTES

SUR NOTRE POLITIQUE DE CONSTRUCTIONS NAVALES

1

Toute la partie technique de la campagne calomnieuse menée publiquement contre la marine est l'œuvre de journalistes qui, pour avoir jadis servi dans la marine impériale, se sont crus dispensés d'avouer que leurs fonctions ne les avaient jamais mis en présence, ni d'un vaisseau moderne de combat, ni d'un sous-marin. Le jugement unanime des officiers de marine compétents ne se fit pas connaître, parce que la marine n'avait pas accoutumé de combattre dans les journaux. A côté des insinuations rendues publiques, circulaient les rumeurs, beaucoup plus dangereuses en leur genre, des milieux politiques « initiés ».

Toute une campagne a été méthodiquement organisée, sans doute par des gens intéressés, pour ébranler ma situation devant la nation, dans la marine et auprès de l'Empereur. Faisait partie de cette campagne la propagation de bruits relatifs à l'insuffisance de notre matériel naval et de notre armement. Par tous les moyens possibles, on répandit le bruit que nos vaisseaux étaient mal construits, qu'ils étaient, entre autres choses, insuffisamment armés, et qu'ils n'étaient pas disposés en vue du tir à longue portée. A la vérité, la bataille du Skagerrak a fourni la preuve du contraire. Elle a permis à l'amiral Scheer de signaler à l'Empereur la part importante que l'excellence du matériel avait eue dans le succès du combat. Sous l'influence du sentiment éprouvé par le corps des officiers, l'Empereur m'adressa de Wilhelmshaven un télégramme dans lequel il reconnaissait, même après mon départ du ministère, les services que j'avais rendus à la marine. Mais, comme des affirmations de cette nature continuent à frapper les esprits ; comme, d'autre part, il est des gens intéressés qui, portant la responsabilité historique de n'avoir pas suffisamment utilisé une flotte réellement existante, voudraient s'en dégager en incriminant

des fautes prétendument commises sous mon ministère, je vais examiner quelques-uns des reproches qui me sont venus aux oreilles.

Et, tout d'abord, il faut tenir compte de cette particularité de notre peuple qui le porte à apprécier les produits étrangers plus que ceux de son pays. Cette particularité, notre marine n'en a pas été exempte, surtout vis-à-vis de la marine anglaise : on inclinait à prendre pour argent comptant les vantardises des firmes anglaises et à considérer les progrès techniques les plus récents comme déjà réalisés sur des navires d'un certain âge. Nous avons parfois réussi à nous procurer du matériel anglais pour le comparer au nôtre, et à procéder à une contre-épreuve pratique ; néanmoins, il était, dans bien des cas, difficile de convaincre nos propres officiers de marine, quand un préjugé était bien incrusté ou quand on était en présence d'une supériorité d'ordre extérieur, comme par exemple, celle du calibre. Nous avons eu beau, par exemple, fournir scientifiquement et techniquement la preuve irréfutable de notre supériorité sur l'Angleterre en artillerie, en projectiles, en cuirasses ; on a souvent refusé de s'y arrêter, sous prétexte que c'étaient là des résultats de champ de tir, et sans vouloir comprendre qu'il n'y avait pas d'autre moyen de procéder à des comparaisons irréprochables. Ce que dit l'amiral von Ingenohl dans un mémoire est caractéristique. Il lui a fallu, déclare-t-il, l'expérience de la guerre, pour le convaincre de l'effet absolument extraordinaire de nos obus perforants et de leur énorme supériorité sur les obus anglais correspondants. C'est que nous avions consacré à la fabrication de ces obus des soins et des efforts tout particuliers.

Abstraction faite de cette mentalité particulière si fréquente chez nous, il importe d'observer que, pour juger convenablement la force navale que nous avons créée, on n'a pas le droit de s'attacher à telle ou telle lacune de détail : il faut l'envisager comme un tout. Il va de soi que dans notre armement naval des lacunes étaient inévitables, car, pour créer une flotte puissante, il faudrait le travail de toute une génération : or, notre destin ne nous a pas impartis d'aussi vastes délais. En outre, il faut tenir compte de la gêne financière où s'est toujours trouvée notre marine, comparativement aux grandes marines étrangères ; notamment dans les cinq années qui précédèrent la guerre, et par suite de la position prise par le chancelier d'Empire, cette pénurie d'argent a entravé, au plus haut degré, le développement de la flotte. Tous les ans, lors de l'élaboration du budget, le secrétaire des Finances, à l'instigation du chancelier d'Empire, nous avertissait de n'avoir à compter que sur de faibles crédits : c'est pourquoi, afin d'arriver à des propositions budgétaires sur lesquelles il fût

possible de négocier avec le ministère des Finances, toutes les demandes émanant des différents services de la marine étaient réduites au strict minimum dans les études préparatoires au budget. L'administration de la marine présentait au ministère des Finances un projet de dépenses limité à l'extrême. Loin de nous savoir gré de notre modération, le ministère des Finances nous forçait chaque fois à opérer de très considérables réductions sur les demandes que nous lui présentions comme un minimum.

Dans les années qui ont immédiatement précédé la guerre, les tractations avec le ministère des Finances ne portaient pas sur des sommes pesant réellement dans la balance financière de l'État. Le dixième des crédits demandés par le projet militaire de 1913 eût suffi à couvrir certains besoins urgents de la marine. Parmi ces besoins, citons à titre d'exemples : une certaine accélération dans la construction de bâtiments déjà en chantier ; la création de réserves d'huile à machines, l'amélioration des postes de commandement d'artillerie sur les vaisseaux, l'utilisation plus rapide des inventions techniques, etc... Etant données la pénurie d'argent avec laquelle l'administration de la marine avait à compter, et sa préoccupation, activement entretenue par les Finances et le Reichstag, de ne pas dépasser les prévisions budgétaires, on comprendra avec quelle réserve nous étions tenus de disposer des ressources disponibles : nous étions forcés de prendre notre parti du moindre mal qui, toutefois, n'en restait pas moins un mal. Les différents services de la marine, qui ne pouvaient pas se rendre compte des bases constitutionnelles du développement de la marine, imputaient toujours la faute au secrétaire d'État de la Marine quand leur demande était rejetée ; chacun s'imaginait, en effet, que ses propres desiderata primaient tous les autres et que le secrétaire d'État aurait dû intervenir en leur faveur. Pendant la construction de la flotte, notre budget occupa jusqu'en 1905 le cinquième rang parmi les grandes puissances : en 1904 (après la mise hors de cause de la flotte russe), le quatrième ; de 1907 (la France perdant son avance) à 1912, le troisième ; en 1913 (après la reprise active des constructions navales russes), il reprend la quatrième place. Nous n'avons guère tenu la tête dans la « course à l'armement ». Bien que, par notre économie et notre labeur, nous ayons créé la deuxième flotte du monde, bien des desiderata n'ont pas obtenu satisfaction.

J'en viens à présent aux différents reproches formulés contre notre matériel.

Dans la course internationale à la construction de *grandes unités*, je ne croyais pas, pour des raisons politiques et financières, être en droit d'apparaître comme l'entraîneur. Pour les

changements importants, comme le passage à la construction des dreadnoughts ou l'augmentation du calibre, nous avons généralement suivi l'Angleterre à un an d'intervalle ; je suis néanmoins convaincu que, si l'on considère, techniquement parlant, les périodes de construction comme un tout, notre matériel naval était supérieur à celui des Anglais.

Pour les changements importants il faut tenir compte en outre d'autres facteurs qui ont, eux aussi, joué un rôle. Ainsi, en 1906, nous n'avions en Allemagne qu'une seule firme dont, par surcroît, le brevet était anglais, qui pût construire de grandes machines à turbines. Nous dûmes donc, au début, nous borner à en pourvoir les grands croiseurs, et nous conservâmes les machines à piston pour l'escadre de vaisseaux de ligne mise en chantier en 1906. Cette mesure est connexe à la disposition si souvent critiquée des pièces de gros calibre en tourelle. D'autre part, cette disposition en tourelle rendait possible le tir dans deux directions, ce qui comportait certains avantages tactiques, quand la ligne était débordée par suite de la supériorité numérique de l'adversaire, quand on se heurtait à la ligne ennemie, quand il y avait mêlée. Eu égard à notre système de conscription, nous étions également obligés, lors de la construction de nos escadres, de nous soucier plus fortement de la ressemblance de nos différentes unités, afin de rendre plus facile l'échange des équipages entre unités et l'utilisation des réservistes. D'autre part, il est certain aussi qu'au point de vue tactique cette homogénéité a ses avantages.

Pour ce qui est des canons de gros calibre, nous venions après les Anglais, exception faite pour les unités les plus récentes. Cette infériorité était compensée par d'autres avantages ; car la force de pénétration de nos gros calibres demeura équivalente à celle de l'artillerie des vaisseaux anglais de même âge, et c'est ce qui importait par-dessus tout. Quant à l'effet produit ensuite par nos projectiles à l'intérieur du vaisseau ennemi, il dépendait de leur nature.

Quand nous apprîmes que les Anglais songeaient à poursuivre le renforcement de leur artillerie, et quand il parut vraisemblable qu'ils augmenteraient aussi la force de leurs cuirasses, jusqu'alors inférieure à la nôtre, voici ce que, en 1912-13, nous décidâmes : sans nous arrêter à un calibre intermédiaire, passer immédiatement à un calibre tel que l'augmentation pût, en tout état de cause, être suffisante pour l'escadre à mettre en chantier à partir de 1913, et nous choisîmes le calibre de 38 cm. En effet, les Anglais passèrent, en même temps que nous, à ce calibre.

Le tableau ci-contre, qui a été établi d'après des données

Puissance de pénétration des gros calibres anglais et allemands
sur des navires à peu près de même âge.

Date de la mise en chantier	ALLEMAGNE			ANGLETERRE			Les pièces anglaises pénètrent le blindage anglais avec un angle <i>allemand</i> d'incidence de 60° à... m.	
	Type	Calibre de l'artillerie lourde	Blindage mm	Type	Calibre de l'artillerie lourde	Blindage mm	Ceinture	Tourelle
1901	Braunschweig	28cm S.K. L/40	225 280	Duncan	30,5cm. L40 M.IX	178 254	5400 5300	2500 3100
1906	Nassau	28cm S.K. L/45	290 280	Dreadnought	30,5cm L45 M.X	279 279	6100 3700	6100 4100
1908	Ostfriesland	30cm 5 S.K. L/50	300 300	St-Vincent	30,5cm L50 M.XI	254 279	10100 6100	8700 6100
1909	Kaiser	»	350 300	Colossus	»	279 279	8700 3600	8700 6100
1910	Kaiser	»	350 300	Orion 1910/11	34,3cm L/45	305 305	7300 5200	7300 7800
1911/12	König	»	350 300	Iron Duke	»	305 305	7300 5200	7300 7800
1908	Moltke	28cm S.K. L/50	270 230	Indefatigable	30,5cm L/45 M.X	203 178	10800 4500	11100 6400
1911	Derfflingen	30cm 51.K. L/50	300 270	Tiger	34,3cm L/45	229 229	11700 7800	11700 9500
1913	Baden	38cm 5 S.K. L/45	350 350	Queen Elisabeth	38,1cm L/45	343 346	9400 7800	8700 7800

officielles, montre l'infériorité considérable de la force de pénétration de l'artillerie dans les grandes unités de combat anglaises. Il importe de remarquer qu'il n'y est pas tenu compte des avantages à l'actif de l'Allemagne tels que dimension des plaques de blindage, qualité du blindage et des projectiles.

On remplirait d'épais volumes si l'on voulait montrer par le menu comment nous avons utilisé l'avantage que notre artillerie Krupp nous a donné sur les épais canons filés des Anglais.

Pour donner une idée de ces questions aux profanes qui s'y intéressent, qu'il me suffise de souligner l'importance du poids qui pouvait être économisé par l'emploi de calibres un peu moins forts : car de plus gros calibres entraînent aussi des tourelles plus vastes, d'où une augmentation de poids d'autant plus considérable. Nous aurions eu tort de grossir nos calibres puisque ce n'était pas nécessaire ni d'une utilité essentielle pour la pénétration des pièces. Car ces poids ainsi libérés pouvaient être utilisés à d'autres fins. Dans le chapitre sur les constructions navales, il a déjà été question de la flottabilité de nos vaisseaux : là, les questions de poids étaient primordiales. Je me bornerai ici à noter quelques avantages que nous avions sur les vaisseaux anglais et qui provinrent notamment de la limitation rationnelle de nos gros calibres. Nous pouvions consacrer quelque cent tonnes à nos gargousses en métal, tandis que les Anglais avaient toujours des gargousses en tissu de soie. Conséquence : quand les soutes à poudre prenaient feu, les navires anglais sautaient, tels les croiseurs de combat *Queen Mary*, *Indefatigable*, *Invincible* ; sur le *Seydlitz*, au contraire, le feu prit également dans les soutes à poudre qu'il détruisit en nous occasionnant des pertes en hommes, mais sans provoquer d'explosion. Nous consacrâmes quelque cent tonnes au renforcement de la paroi du navire au-dessous de la ceinture de blindage ; d'après les données de nos tirs d'essai sur des bateaux-cibles, la protection contre les projectiles sous-marins était aussi améliorée... Notre blockhaus d'avant pesait, à lui seul, 400 tonnes ; le blindage avait une épaisseur extraordinaire de 400 mm. et le blockhaus était si large que, des deux côtés, le regard pouvait se porter à l'arrière sans être gêné par les deux cheminées, ce qui constituait un gros avantage pour celui qui dirigeait le combat. Le blockhaus, qui comprenait un réduit spécial pour le commandant de l'artillerie, communiquait directement, par des sortes de galeries verticales, avec les fonds, notamment avec le poste central de commandement qui se trouvait dans l'axe du navire au-dessous de la ligne de flottaison, et aboutissait à un couloir central où les communications électriques étaient absolument à l'abri des projectiles.

Nos dispositifs pour les combats de nuit étaient très perfectionnés. Dans la nuit qui suivit la bataille du Skagerrak, ceux des Anglais se révélèrent lamentables par rapport aux nôtres, m'a raconté un officier de mes amis. Nos grandes unités étaient pourvues d'une excellente et abondante artillerie moyenne masquée par un blindage et protégée par des traverses que n'avait pas la flotte anglaise. L'armement en torpilles de nos grands vaisseaux était particulièrement puissant. Ainsi, nos vaisseaux de ligne possédaient de 6 à 7 tubes lance-torpilles sous-marins. Dans une bataille menée jusqu'au bout, cette force à elle seule eût pu amener la décision. Je pourrais citer encore bien d'autres avantages. Mais il s'agit de questions qui ne peuvent être examinées et étudiées qu'avec un appareil savant et le concours de nombreux spécialistes. Néanmoins, les exemples cités suffisent pour le but que je poursuis. Ils montrent amplement aussi quelle était, en face de semblables questions, la compréhension de gens qui, à notre époque, se font un métier d'écrire sur la marine, se remplissent les poches en l'insultant, et ne vont le plus souvent chercher leur documentation que chez des subalternes aigris.

Pour ce qui est des petits croiseurs, on leur a reproché d'avoir été trop légèrement armés. Il faut, à ce propos, considérer que nous ne pouvions mettre annuellement que deux unités de cette catégorie en chantier — le programme naval avait primitivement prévu trois croiseurs, mais le Reichstag les avait ramenés à deux — tandis que les Anglais, conformément à leurs besoins d'outre-mer, en avaient mis chaque année le double ou le triple en construction. Cette circonstance permit aux Anglais, pendant la guerre, d'opposer toujours des croiseurs légers du modèle le plus moderne à nos croiseurs, parmi lesquels figuraient nécessairement des types déjà anciens. En outre, il nous fallait approprier nos croiseurs au service dans les eaux étrangères aussi bien qu'au service dans les eaux territoriales ; c'est pourquoi nous avons attaché une importance particulière à la vitesse. Les croiseurs légers anglais qui possédaient une artillerie de 15 cm., étaient inférieurs en vitesse à nos petits croiseurs de même âge. Le *Karlsruhe* l'a brillamment prouvé. Comme son rôle n'était pas de combattre, il échappait très aisément à ses adversaires ; en son temps, il fut le vaisseau le plus rapide de l'Atlantique. Si l'on voulait prendre le cas de l'*Emden*, de ses combats et de sa destruction, il y aurait lieu de considérer que le vaisseau anglais avait quatre ans de moins et 2.000 tonnes de plus que le nôtre : la comparaison n'est donc pas permise. Lors de son dernier combat, l'*Emden* était en état notoire d'infériorité, du fait qu'une fraction importante des artilleurs, sous les ordres du premier officier, le lieutenant de vaisseau

von Mücke et deux autres officiers, avaient été détachés à terre avec mission de détruire une station de sans fil, et, par conséquent, n'ont pas pris part au combat.

Tant que les distances de tir des torpilles furent peu considérables, c'est-à-dire jusque vers 1910-1911, les torpilleurs durent, pour pouvoir lancer leurs projectiles, s'approcher à une faible distance de leur but ; l'effet des pièces de 10 cm. était alors suffisant pour la lutte contre les torpilleurs ennemis ; en outre, elles présentaient sur le calibre de 15 cm. l'avantage de pouvoir être utilisées à bord en plus grand nombre et de posséder une plus grande rapidité de tir qu'un calibre supérieur. Pour ce qui est de l'effet sur les croiseurs légers ennemis, il demeura suffisant jusqu'au jour où ces bâtiments furent dotés d'une ceinture cuirassée. Mais, depuis longtemps, on s'était rendu compte qu'un plus fort calibre serait souhaitable pour l'utilisation des croiseurs légers dans les eaux étrangères. Désormais, l'antagonisme s'accroissait entre l'utilisation dans les eaux étrangères et les besoins de la lutte dans les eaux territoriales, qui, étant donné la situation, devaient rester pour nous au premier plan. C'est pourquoi, dès 1910, je fis élaborer des avant-projets de croiseurs légers avec armement plus lourd. En 1911, j'ai invité le commandement de la flotte à prendre position sur cette question et lui ai accordé des munitions supplémentaires en vue de l'étude pratique de la question des calibres. Le résultat des expériences faites fut que, aussi bien le commandement de la flotte, sous les ordres de l'amiral von Holzendorff, que le commandant des navires éclaireurs, se prononcèrent pour le maintien de la pièce de 10 cm. comme calibre unique sur les croiseurs légers. Le commandant en chef des vaisseaux éclaireurs souligna qu'une telle mesure permettait l'emploi de pièces plus nombreuses sans qu'il fût nécessaire de modifier les dimensions restreintes des croiseurs légers, ce qui, dans leur fonction de contre-torpilleurs, devait être considéré comme un avantage. En fait, c'est sans doute pour des raisons analogues que les Anglais étaient revenus des croiseurs légers uniquement pourvus de pièces de 15 cm. au type *Aréthuse* qui n'avait pour armement que des pièces de 10 cm. et une de 15 sur chaque gaillard. J'avais également mis à l'étude la question de l'armement avec deux calibres : tous les experts et les états-majors se prononcèrent contre. Malgré ces faits et les difficultés financières ou autres, je résolus de ma propre initiative, dans les premiers mois de 1912, de procéder au changement de calibre sur nos croiseurs légers ; d'autant plus que, à la même époque, nous apprenions que les Anglais étaient en train de donner à leurs croiseurs légers du type le plus grand une ceinture de blindage à la ligne de flottaison ; j'estimai alors

qu'il nous fallait passer immédiatement au calibre minimum de 15 cm. pour les croiseurs légers, parce que des calibres inférieurs n'avaient pas une puissance de perforation suffisante. Dans un conseil tenu en mai 1912, l'Empereur, d'accord avec l'État-Major général de la Marine, commença par s'opposer à ce changement ; selon lui, le type des navires deviendrait trop grand, et un canon comme le 13 cm. de l'armée suffisait. Il me pria d'étudier la question. Mais, comme un changement de calibre était devenu nécessaire, et comme, d'après les renseignements recueillis par moi, le calibre 13 cm. des pièces de l'armée était insuffisant, je donnai dès le mois de mai l'ordre de procéder à la construction d'un croiseur léger avec des 15 cm. A la fin de septembre 1912, l'Empereur approuva les plans, achevés dans l'intervalle, d'un croiseur léger avec des 15 cm. pour le budget de 1913. L'un de ces croiseurs, le *Wiesbaden*, finit glorieusement à la bataille du Skagerrak.

Quant à nos torpilleurs, on s'est plaint qu'ils n'aient pas eu une réserve suffisante de combustible. En la circonstance, nous avions à lutter contre la difficulté suivante : notre charbon n'avait pas le rendement du charbon des torpilleurs anglais, et, quand bien même nous nous serions procuré une petite provision de charbon anglais, nous ne pouvions pas en stocker suffisamment pour une guerre de longue durée. Pour ce qui est de l'utilisation des huiles minérales comme combustible, nous étions également, vu la difficulté de nous en procurer, en état de grande infériorité par rapport à l'Angleterre, qui, à cet égard, jouissait d'une entière liberté. Comme nous étions loin de posséder des sources d'huile en quantité suffisante, nous étions obligés de constituer des stocks de guerre. Mais impossible de le faire pour nos grands vaisseaux : il nous eût fallu dépenser des centaines de millions. Même pour les torpilleurs, nous dûmes, au début, nous imposer des restrictions. Nous fûmes cependant forcés en 1912 de passer à l'emploi exclusif des huiles minérales pour la chauffe des torpilleurs, car le charbon ne satisfaisait plus aux conditions de rendement des machines. En prenant cette mesure, nous savions parfaitement que nous renoncions à un élément considérable de flottabilité et de sécurité contre l'incendie de nos torpilleurs.

Antérieurement à nous, les Anglais étaient passés à la chauffe exclusive par l'huile minérale, mais, dans les dernières années, ils étaient parfois revenus au charbon parce qu'ils trouvaient trop élevés les frais d'utilisation. On voit par là que les Anglais aussi, eux qui étaient dans une situation toute différente de la nôtre, ont varié, en cette question, jusqu'au seuil de la guerre.

L'augmentation du tonnage nous offrait un autre moyen d'ac-

croître le rayon d'action des torpilleurs : mais le front de mer (officiers de la flotte et inspection des torpilleurs) réclamait précisément, avec insistance, en 1909 et 1910 encore, la réduction du type des torpilleurs. On pensait, en effet, que des bâtiments trop grands étaient d'un maniement difficile dans le combat, surtout quand il s'agissait de percer les lignes ennemies. Sur des prières instantes, j'ai accueilli en 1910 la proposition, de l'inspecteur des torpilleurs, de faire construire une série de bâtiments à faible déplacement et, par conséquent, avec faible provision de charbon. Auparavant, l'inspection des torpilleurs, à qui incombait la construction et l'installation de ces bâtiments, m'avait donné l'assurance que leur rayon d'action n'en serait pas diminué, grâce à une utilisation plus intense de l'huile minérale. Cette promesse ne s'est pas réalisée : c'est pourquoi nous sommes revenus en 1912 aux torpilleurs d'un type supérieur. Un sérieux accroissement du rayon d'action ne pouvait être obtenu qu'en augmentant sérieusement aussi le déplacement. La nécessité d'un tel accroissement du rayon d'action ne nous était pas apparue lors des manœuvres de notre flotte dans la Baltique et la mer du Nord. Mais, au cours de la guerre, la flotte britannique ne sortant pas, et la possibilité nous étant ainsi offerte de porter nos coups sur la côte anglaise, le besoin d'une importante augmentation du rayon d'action se fit fortement sentir. Après la déclaration de guerre, nous avons acquis un certain nombre de torpilleurs construits en Allemagne pour la République Argentine. Ils étaient destinés à l'Atlantique, et leurs dimensions étaient beaucoup plus fortes que celles de notre type : leur déplacement était d'environ 1.800 à 2.000 tonnes. On voit que — abstraction faite des considérations financières, — la question des torpilleurs se trouve, de ce fait, placée sur une nouvelle base : les simples *torpilleurs* deviennent en quelque sorte, et au détriment de leur nombre, de véritables *vaisseaux-torpilleurs*, qui, naturellement, réclament une augmentation de leur artillerie. Ces grands bâtiments, précédemment commandés par la République Argentine, participèrent, aussi bien que ceux de notre propre type, à la bataille du Skagerrak. Il résulte des renseignements que j'ai reçus, que ces derniers se sont révélés plus appropriés au combat de jour.

En 1912, la question des types et du groupement tactique était entrée, pour les croiseurs légers et les torpilleurs, dans une nouvelle phase. Jusque-là, dans l'exécution du programme naval, nous nous en étions tenus à un seul type de croiseur qui avait à servir à la fois dans les eaux territoriales et dans les eaux étrangères. Nous ne pouvions pas faire autrement, car le nombre infime de bâtiments de ce type, dont nous disposions, exigeait qu'ils rem-

plissent alternativement ce double rôle. Lorsque, par la suite, nous dûmes passer à un notable agrandissement des croiseurs légers, comme on l'a montré plus haut, ils perdirent, de ce fait, presque totalement leur qualité de contre-torpilleurs : ils étaient trop grands et trop coûteux pour cette destination, et il ne fut plus possible de considérer la rapidité comme la donnée essentielle de leur construction. Pour pouvoir construire deux types différents, nous aurions dû construire plus de deux unités par an et, par conséquent, modifier le programme naval. Or, de 1912 à 1914, la situation politique, autant que la pénurie d'argent qui nous était imposée, nous interdisaient de le faire. Pour sortir d'embarras, nous avons songé à revenir jusqu'à un certain point au principe en vigueur au cours des quatorze premières années de l'existence des torpilleurs : nous construisions alors de petits bâtiments que nous groupions en flottilles auxquelles nous adjoignions comme soutien un bâtiment, sorte de torpilleur plus grand. Comme les torpilleurs et leur organisation — parce qu'il n'existait pas pour eux de tradition en fait de type — n'avaient pas été prévus par le programme naval, nous aurions pu, sans plus, nous engager dans cette voie, dès que les ressources de la marine devinrent plus abondantes. Il s'est produit ainsi dans notre puissance défensive une légère lacune, qui, du reste, ne tirait nullement à conséquence, et se serait comblée d'elle-même à l'achèvement de notre programme naval. Et ce, d'autant plus aisément, que le grand public aurait mieux senti l'utilité de développer notre service dans les eaux étrangères. La question qui vient d'être effleurée n'était pas encore mûre dans son ensemble, avant la guerre : et, pour la lutte dans les eaux territoriales, nous aurions eu encore besoin de faire l'épreuve tactique, avant de la trancher et de nous lancer dans de grosses dépenses.

2.

Dans les milieux progressistes, on a reproché à l'administration de la marine de n'avoir pas, sous ma direction, poussé suffisamment le développement des sous-marins et de n'en avoir pas reconnu l'importance ; nous nous attacherons ici à ces reproches dans la mesure où ils n'ont pas été déjà l'objet d'une réfutation officielle lors de la session de la commission du budget du Reichstag au printemps de 1917, qui a alors convaincu tous les partis.

Aux premiers jours de la guerre, nous étions, en ce qui concerne l'arme sous-marine, en tête des nations maritimes.

Pour ce qui est du développement technique du type de sous-marin et du nombre de ces bâtiments très perfectionnés, voici

comment ce résultat avait été atteint : Instruits par notre expérience lorsque nous eûmes à perfectionner la torpille, nous avons procédé méthodiquement en matière de sous-marins, et, dès le début, nous nous étions proposé comme objectif leur utilisation lointaine. Des sous-marins affectés aux ports ou à la défense côtière immédiate n'étaient pas, vu la situation côtière de l'Allemagne, d'une importance essentielle.

Indépendamment de toute une série de questions techniques secondaires, c'est principalement du moteur que dépendait l'utilisation du sous-marin à des distances toujours plus longues. Plus le moteur était puissant et meilleur, plus nous nous rapprochions de ce but : c'est pourquoi nous nous sommes attachés de toute notre énergie à le perfectionner.

Au début de l'année 1908, après les essais de l'*U-1*, nous décidâmes de trouver un moteur à pétrole approprié. A cet effet, fut institué un concours entre les premières firmes pour la construction d'un moteur de 850 HP. Des contrats furent conclus avec M. A. G. Augsburg, M. A. G. Nuremberg, les chantiers *Germania*, Kiel, Körting de Hanovre, Fiat, de Turin. Avec l'*U-1*, muni d'un moteur Körting, nous avons déjà obtenu des résultats appréciables, et il était vraisemblable que des machines plus puissantes du même type pourraient être utilisées. Mais c'eût été un tort d'entreprendre en grand, à cette époque-là, la construction de sous-marins de ce type : car une série d'autres éléments du sous-marin n'étaient pas encore au point, et avaient tout à fait besoin d'être améliorés pour répondre aux fins que nous poursuivions. En outre, nous ignorions encore l'effet d'un agrandissement important du type sur les qualités d'immersion. Mais, surtout, le moteur Körting lui-même n'aurait pas pu nous donner un sous-marin entièrement approprié à la lutte à longue distance, car, à cause du dégagement de fumée pendant le jour et des lueurs pendant la nuit, la visibilité des bâtiments était trop grande. Ces considérations ne nous arrêterent néanmoins pas entièrement, car il s'agissait de ne pas enrayer l'évolution de tous les autres éléments du sous-marin, et, dans les années qui suivirent, 17 bâtiments avec moteur à pétrole furent construits. Nous aurions négligé, à cette époque, prétendent les démocrates, de commander en masse des sous-marins, et nous nous serions ainsi privés d'un gros atout pour la guerre mondiale. Sans qu'il soit besoin d'entrer dans le détail des difficultés qui s'opposaient à cette opération, un fait douloureux démontre l'absurdité de ce reproche : pendant la guerre, nos sous-marins pourvus d'un moteur à pétrole furent, en peu de temps, victimes de l'ennemi, et les deux derniers qui nous restaient durent être retirés de la lutte comme impropres

à la guerre. Si nous nous étions engagés dans cette voie, nous n'aurions jamais pu mener la guerre sous-marine avec la moindre perspective de succès.

En revanche, nous avons tout fait pour développer, à côté du moteur à pétrole, d'autres moteurs parmi lesquels celui de Diesel promettait le plus. Il nous permit de construire une très bonne machine pour sous-marins, dont, en 1911, à partir du *U-19*, nos sous-marins furent pourvus. Mais nous ne parvînmes à éliminer complètement les « maladies infantiles » inséparables de pareilles innovations techniques qu'en 1913, époque où un grand nombre de bâtiments avec moteur Diesel étaient, soit achevés, soit en construction.

Ainsi, au moment où la guerre a éclaté, nous pûmes concentrer télégraphiquement, ainsi qu'il était prévu dans le plan de mobilisation, le groupe de sous-marins dénommé M.-S. et disposer d'un type parfaitement apte au combat et matériellement organisé pour les longues croisières. En juillet 1914, 28 bâtiments étaient achevés, 17 en construction, au total 45. Le grand centre de constructions de Wilhelmshaven ainsi que le centre secondaire d'Helgoland, auxquels on avait dû consacrer dix années, étaient sur le point d'être terminés, mais n'avaient pas encore atteint leur plein rendement.

Au point où en étaient alors les sous-marins utilisables au loin, et étant donné le temps nécessaire à la construction des ports et chantiers, on ne pouvait, en somme, au point de vue technique et matériel, faire beaucoup plus avant l'été 1914 que nous n'avions fait. Le nombre des bâtiments achevés eût été sensiblement plus élevé (41 au lieu de 28) si l'industrie avait été en état de tenir ses promesses faites par contrat. Les sous-marins *U-31* à *41*, dont j'avais passé la commande en 1912, et qui, en vertu des crédits exceptionnels de 1912, étaient destinés à constituer le principal renforcement de la flottille de sous-marins, devaient être livrés du 1^{er} octobre 1913 au 1^{er} août 1914. Mais, comme les chantiers *Germania* n'arrivèrent pas à mettre au point leur moteur à deux temps, ces 11 bâtiments subirent un retard de presque 18 mois ; non seulement ces bâtiments nous manquèrent, mais les équipages qui leur étaient destinés, n'étant pas venus à bord, nous fûmes également privés de toutes les expériences qui auraient pu être recueillies depuis le 1^{er} octobre 1913 : en outre, ces sous-marins encombraient les chantiers *Germania* ; d'où diminution de place pour ceux qui devaient être commandés au moment de la mobilisation. Les retards furent moins considérables aux chantiers de Dantzig, et les deux sous-marins *U-29* et *U-30* purent être mis en service à l'automne de 1914.

Ce retard subi par la série la plus moderne de nos sous-marins, *U-31-U-41*, est d'une importance capitale : la faute en est aux firmes qui, après avoir participé au concours, ne furent pas en état de tenir leurs promesses. Mais il faut dire que la construction de sous-marins en était encore à ses débuts. Voilà une preuve de plus que, en temps de paix, il était impossible de construire plus qu'on n'a effectivement fait.

En juillet 1914, on n'avait pas encore fini d'étudier l'utilisation du rendement matériel de nos sous-marins en vue de fins militaires. Avant 1912, on s'accordait généralement à penser que les hommes n'y pourraient tenir guère plus de trois jours. L'étude de la question fut poussée avec beaucoup d'énergie, mais aussi avec la préoccupation, dictée par l'état de paix, de ménager les vies humaines. On commença par laisser partir des unités isolées pour de longues croisières. Au cours de l'hiver 1912-13, toute la flottille fut envoyée dans la mer du Nord avec mission de stationner, aussi longtemps que possible, en mer, prête à l'attaque, après un parcours de 300 milles (Helgoland-Angleterre). Elle resta dehors 11 jours. Ces exercices établirent la possibilité d'une série de perfectionnements, dont l'adoption devait permettre de prolonger considérablement ce temps. Les dispositions requises à cet effet furent immédiatement prescrites, et leur succès s'est affirmé pendant la guerre. A leur tour, les expériences de la guerre ont amené de nouveaux perfectionnements des sous-marins. Mais les perfectionnements et les adaptations ne changent rien à ce fait que nos grands bâtiments envoyés au loin appartenaient exclusivement au type qui existait avant la guerre. Ce n'est qu'en 1918 qu'entrèrent en ligne de grands bâtiments d'un nouveau type.

En août et septembre 1914, quand on vit poindre la possibilité de prendre la Flandre comme base d'une action sous-marine à faible distance contre l'Angleterre, on se mit à construire des bâtiments, petits d'abord, puis moyens : ils furent commandés en grandes séries. Aux premiers de ces sous-marins s'adaptaient très bien les moteurs Barkan, qui pouvaient être construits par un certain nombre de firmes. En mars 1916, il y avait en tout 147 bâtiments en construction : ils devaient être livrés au cours de la même année budgétaire.

Telle fut la limite extrême du rendement de notre industrie à cette époque-là. Pour la période ultérieure, les données officielles nécessaires me font défaut.

Une comparaison avec l'évolution des sous-marins en Angleterre et leur effectif à la déclaration de guerre donne les résultats suivants :

En 1906, on n'avait construit en Angleterre que de petits sous-

marins avec moteurs à huiles légères, destinés à la garde des ports et des côtes ; un seul d'entre eux, le *B-11*, s'est montré pendant la guerre. Il avait été remorqué, sans équipage, jusqu'à Ténédos, devant les Dardanelles, et travaillait ainsi à une faible distance de sa base.

En 1906, on mit à l'étude un sous-marin ayant un plus grand rayon d'action. Il en résulta le type anglais *C* : on construisit un assez grand nombre de bâtiments de ce modèle. Mais ils n'étaient pas encore adaptés à l'action lointaine. Les sous-marins de l'année budgétaire 1910 furent les premiers à être dotés de moteurs 800 HP qui leur permirent d'agir à longue distance. Le moteur était construit sur le modèle du Diesel. Ce fut le type *E*.

En juillet 1914, on mettait en service le septième sous-marin de ce type, et seule cette série entrera en ligne de compte dans notre comparaison. Ces sous-marins n'étaient pas aménagés pour loger l'équipage ; on peut en dire autant des bâtiments construits pendant la guerre, tout au moins des cinquante premiers. Leur stationnement dans le voisinage des côtes allemandes du Nord était limité en 1914 à quatre jours, plus tard à six. Voilà une base d'appréciation de leur aptitude à être utilisés pour des objectifs lointains. Quelques-uns d'entre eux allèrent jusqu'en Russie : ils furent convoyés jusqu'au Kattegatt pour y faire leur plein de combustible. Nous apprîmes plus tard à Helsingfors, où ils avaient été coulés avant que nos troupes s'emparassent de la ville, qu'ils étaient très peu sûrs et « éclataient aussi souvent que ceux des Russes ».

Ainsi, au début de la guerre, il y avait 7 sous-marins anglais à grand rayon d'action, contre 10 allemands qui étaient très perfectionnés. Ce qui prouve que nos bâtiments étaient parfaitement adaptés aux conditions de la guerre, c'est que, pendant toute sa durée, ils ont satisfait à ses exigences et ont pu être utilisés jusqu'au bout avec les meilleurs résultats. Aucune autre arme, soit sur terre, soit sur mer, ne peut chez nous en dire autant des constructions qu'elle fit faire pendant la paix.

Le nombre de nos sous-marins eût été double, si les délais de livraison avaient été respectés par les chantiers. Si l'on considère en outre les sous-marins construits en Angleterre de 1906 à 1909 inclus, et si l'on veut les comparer à nos bâtiments à pétrole, plus grands et plus perfectionnés, construits pendant la même période, on obtient :

Angleterre : $7 + 10 = 17$ sous-marins

Allemagne : $10 + 15 = 25$ sous-marins

Mais ce qui importe avant tout, c'est que nous avons mis à

l'essai et réalisé un type de sous-marin parfaitement adapté à la guerre, avec grand rayon d'action, et que nous n'avions qu'à poursuivre nos constructions d'après ce type, sans avoir besoin de faire désormais de nouvelles expériences avant de construire.

Par rapport à nous, la France était encore en bien plus mauvaise posture. Nous disposons, à cet égard, d'un document irréfutable, dans les comptes rendus de la Commission de la Chambre française, de juillet 1915 et mars 1916. Il en appert que la firme *Augsburg* a livré à la France en 1907 le premier moteur Diesel utilisable certes, mais petit. Quand, en 1910, la France voulut passer aux sous-marins à grand rayon d'action, on se heurta, lors de la construction des grands moteurs qui s'imposaient, à de telles difficultés, qu'on décida de revenir, malgré leurs inconvénients, aux moteurs à vapeur. On pensait qu'il était préférable de posséder un sous-marin imparfait, actionné par la vapeur, que de n'en avoir pas du tout. Ces sous-marins n'étaient pas encore achevés en 1915, lorsqu'on interrompit leur construction pour revenir aux moteurs Diesel. D'après les indications du ministre de la Marine, indépendamment de leur submersibilité défectueuse et de leur grande visibilité, les sous-marins présentaient un trop grand danger d'asphyxie pour les hommes.

En 1916, les Français n'avaient pas encore réussi à mettre sur pied un grand moteur Diesel impeccable. Le Creusot, qui est la firme française la plus importante pour les moteurs, avait échoué, en 1906, à quarante reprises, dans sa tentative de construire un de ces grands moteurs.

De ce qui précède, il découle que, au début des hostilités et durant les premières années de la guerre, la France ne possédait aucun sous-marin adapté au combat à longue distance.

On ne s'étonnera pas, après cette comparaison, que, en vertu de leurs propres expériences et de celles des Français, les Anglais aient cru qu'il était impossible à nos sous-marins d'aller jusque dans la mer d'Islande et qu'ils se soient imaginé que nous avions des vaisseaux de ravitaillement cachés, ou des points d'appui secrets le long de leurs côtes. Mon régisseur en Sardaigne fut emprisonné parce qu'on le soupçonnait d'entretenir un semblable point d'appui. Après nous avoir déclaré la guerre, l'Amérique ne possédait pas encore de sous-marins à grand rayon d'action.

Les données qui précèdent établissent non seulement que, à la déclaration de guerre, nous avions la supériorité quantitative et qualitative sur les autres marines, mais encore que, avec nos sous-marins, nous pouvions faire plus de besogne que tous nos adversaires réunis. Que l'on compare avec ce fait positif les allégations

mensongères savamment propagées d'après lesquelles l'arme sous-marine aurait été négligée.

Lors des essais d'adaptation des sous-marins à des objectifs militaires, un des gros inconvénients provint du manque d'unité de direction dans la marine. Le secrétaire d'État ne pouvait pas donner d'ordres aux grands services. Même en matière d'essais techniques, il était à la merci des commandements navals. Tous les états-majors du front étaient naturellement opposés à des essais en vue du perfectionnement des sous-marins. L'État-Major général de la marine demandait à utiliser les sous-marins — puisqu'il en avait été construit un certain nombre — conjointement avec la flotte elle-même ; il considérait surtout cette arme comme une auxiliaire de la flotte de haute mer et employait la ligne des sous-marins comme réseau de protection ou comme position de repli. Par contre, les problèmes que posaient des actions à longue distance passaient au second plan ; néanmoins, dans certains cas, ces problèmes furent examinés, et des travaux théoriques sur la question furent exécutés.

La guerre, les exploits de Weddingen, de Hersing et d'autres encore, mirent en valeur la véritable nature de cette nouvelle arme. L'on fut ainsi amené, dès septembre 1914, à se préoccuper sérieusement de l'utilisation des sous-marins dans la lutte contre la marine marchande ennemie.

Avant la guerre, ce mode d'action lointain est resté pour nous au second plan, tandis que nous envisagions le sous-marin uniquement comme arme contre des forces navales ennemies. Et cela s'explique : en effet, avant 1914, nous n'étions pas arrivés à nous rendre un compte exact de la mesure dans laquelle pouvait s'exercer l'action lointaine ; mais, avant tout, il faut songer que, sans considérer comme impossible la rupture de l'Angleterre avec la déclaration de Londres et la Convention de Paris de 1856, nous ne pensions pas qu'elle serait aussi complète qu'elle l'a été effectivement.

Pour éclairer le profane sur cette affaire obscurcie à dessein, je résume les points de vue essentiels en brèves propositions :

1° Des sous-marins ne pouvant être utilisés qu'à faible distance, c'est-à-dire à proximité de la côte, n'étaient pour l'Allemagne d'aucune valeur, ni politique, ni militaire. C'est pourquoi, sans nous arrêter à ce stade, nous sommes immédiatement passés aux sous-marins de haute mer.

2° Nous avons pleinement reconnu l'importance du sous-marin de haute mer : nous avons poursuivi son développement aussi vite et aussi énergiquement que les conditions de technique et de sécurité du personnel nous le permettaient.

3° Dès que les sous-marins furent adaptés aux exigences de la guerre, nous en fîmes construire, en temps de paix, autant qu'il fut possible à notre industrie : mon successeur l'a établi péremptoirement à la Commission du budget du Reichstag, au printemps de 1918.

4° A la déclaration de guerre, nous étions en tête de toutes les nations en matière de sous-marins, bien que par ailleurs notre flotte fût limitée.

5° Il a fallu que le sous-marin existât effectivement, avant que l'on pût lui assigner une mission militaire, dont la durée fut déterminée d'après la force de résistance de l'équipage.

6° Ce résultat ne fut atteint que relativement peu de temps avant la guerre : aussi, au début des hostilités, ne se rendait-on pas parfaitement compte de la mesure dans laquelle on en pourrait tirer parti.

7° La besogne accomplie par nos sous-marins jeta nos ennemis dans une profonde surprise qui aurait pu décider de l'issue de la lutte, car elle nous conférait un avantage particulier, mais d'une durée limitée.

8° Le commandement de notre flotte de haute mer attachait assez d'importance, en temps de paix et au début de la guerre, à l'utilisation du sous-marin comme auxiliaire de la flotte elle-même, sous forme de lignes avancées, destinées à jouer le rôle des barrages de mines. Le ministre de la Marine, en revanche, s'attacha d'emblée à l'utilisation loin de la base.

9° Dans cette utilisation à longue distance il faut distinguer l'action contre les navires de guerre ennemis et la lutte contre la marine marchande.

10° Naturellement, au sujet de cette dernière, il nous était passé par la tête des idées assez semblables à celles de Percy Scott ou aux inventions romanesques de Conan Doyle, qui, avec quatre sous-marins, prétendait anéantir l'Angleterre.

11° Mais une étude plus approfondie de la question ne put aboutir que le jour où les sous-marins eurent prouvé qu'ils étaient capables, au point de vue tant du personnel que du matériel, de tenir la haute mer. et dans quelle mesure ils l'étaient.

12° Or, étant donné le degré d'évolution des sous-marins, ils ne purent le faire qu'au cours de la guerre, et cela principalement parce que des améliorations destinées à faciliter la résistance des équipages n'avaient été prescrites qu'à la veille de la guerre.

13° Nous étions parvenus, au cours de la guerre, à nous former relativement vite une opinion assez sûre en la matière, lorsqu'une question ardue au point de vue du droit des gens et aussi au point de vue militaire passa au premier plan : comment mener la lutte contre le commerce ennemi ?

14° Cette question n'était pas suffisamment mûre, lorsque, le 4 février 1915, nous publiâmes, contre mon gré, mais avec l'assentiment du chancelier, notre déclaration relative à la zone de guerre.

15° Dans la marine, nous en étions arrivés à cette conviction qu'une guerre sous-marine prolongée contre une flotte marchande ne saurait être efficace que s'il était permis aux sous-marins de torpiller sans avertissement. Ce principe n'excluait aucunement certaines concessions à faire aux neutres.

16° Dans le droit maritime en vigueur et jusqu'alors strictement observé par nous, il n'existait pas de précédents pour la guerre sous-marine contre une flotte marchande.

17° Lorsque l'Angleterre viola sans scrupule tous les principes de l'ancien droit maritime en exécutant un blocus contraire à ses dispositions et en semant de mines la mer du Nord, mer ouverte, et lorsque l'Amérique toléra de tels agissements et, partant, approuva un droit maritime *adapted to the conditions of modern warfare and commerce*, nous acquîmes indubitablement à notre tour le droit formel d'exercer des représailles. Les sous-marins nous en fournissaient le moyen.

18° Nous ne possédions pas seulement ce droit formel : nous avions aussi le droit naturel de conservation d'une nation affamée qui lutte pour son existence.

19° La déclaration d'une zone de guerre une fois publiée, notre droit, aussi bien formel que naturel, devait être affirmé avec une netteté absolue, par notre gouvernement, en face de tout l'univers.

20° Lorsqu'on ne compta plus, ou lorsqu'on ne put plus compter sur la flotte pour amener une décision, la lutte des sous-marins contre la flotte marchande acquit une importance militaire : car, dès que la guerre sous-marine devint le principal moyen de combat, notre flotte, numériquement plus faible d'ailleurs, dut être davantage retenue à proximité des côtes, sa présence étant indispensable pour assurer aux sous-marins la libre sortie de nos eaux.

Qu'il me soit permis, à cette place, de reproduire, avec son autorisation, l'opinion de notre première compétence en matière sous-marine. Depuis le début, cet homme appartient à l'arme sous-marine. Il a commandé le *U-1*, formé des commandants de sous-marins, pris livraison personnellement de nombreux bâtiments, et, comme chef des sous-marins en Flandre, il a reçu l'ordre *Pour le Mérite*. Il a formulé son opinion dans une lettre du printemps 1918 que l'on m'a communiquée. Le capitaine de corvette Bartenbach est un des rares officiers de marine qui, par leur activité du temps

de paix, soient en mesure de juger dans son entier l'évolution de nos sous-marins, et qui en même temps aient acquis la plus grande expérience de la guerre sous-marine.

*Le capitaine de corvette Barlenbach à l'amiral Dick
(du cadre de réserve).*

Bruges, 10 avril 1918.

EXCELLENCE,

Je viens répondre en détail à votre bienveillante lettre du 6 avril, dans la mesure où je puis le faire sans le secours de documents officiels.

a) Évolution de l'arme sous-marine *avant* la guerre.

D'emblée, nous n'avons voulu avoir que le sous-marin de haute mer, le sous-marin d'attaque. Il eût été facile à un secrétaire d'État qui n'aurait pas été pénétré de la nécessité d'assurer aux sous-marins les qualités d'unités de haute mer, de tranquilliser sa conscience et celle du Parlement par la construction de petits bâtiments à bon marché. Le grand-amiral, qui, Dieu sait comment, avait à lutter de tous côtés contre la pénurie d'argent, était fortement induit en tentation d'économiser par ailleurs, s'il voulait exécuter son programme naval devenu très coûteux par suite de la cherté croissante des vaisseaux de ligne, croiseurs, cuirassés et torpilleurs (chauffe au pétrole). Il n'a pas fait d'économies sur les sous-marins : au contraire, il a hardiment donné le pas aux nécessités militaires sur les considérations financières, et, ainsi, il a posé une base solide pour leur développement. Preuve : le *U-21*, spécimen moyen de toute une série, qui fut en état d'aller aux Dardanelles et de sauver la Turquie, peut-être même d'exercer une influence décisive sur l'issue de la guerre, a été mis en service en 1913, après être resté plus de deux ans en chantier. Ainsi, dès la fin de 1910, la conception militaire du rôle dévolu au sous-marin s'était traduite dans la pratique.

Mais de semblables bâtiments coûtaient trois fois plus d'argent et beaucoup plus de travail et de temps qu'un petit sous-marin. On aurait donc pu construire trois fois plus de bâtiments à rayon d'action restreint comme les anciens sous-marins anglais, français, russes, autrichiens, italiens, etc... Nous avons été les précurseurs et, en 1914, notre type de sous-marin primait tous les autres.

Ce qui montre en toute évidence la justesse de la conception, c'est qu'un type comme le *U-21* ait répondu d'une façon aussi parfaite à toutes les exigences. Et ces exigences ce n'est pas

un parlementaire, ni un civil qui s'en est rendu compte, mais bien le grand-amiral.

Preuve : Quand, au début de février 1912, je me présentai chez M. le secrétaire d'État, sa première question fut : « Combien de temps un de nos sous-marins peut-il stationner à l'embouchure de la Tamise ? »

A cette époque-là, une pareille question ne pouvait être posée que par un officier de marine qui avait une idée claire du rôle à assigner aux sous-marins. Et ce rôle est, en effet, précisé en tête de l'Instruction relative à l'emploi des sous-marins, qui a été élaborée, non pas à l'État-Major général de la Marine, mais au ministère de la Marine : « L'instruction du sous-marin doit se faire en vue de son emploi sur la côte ennemie ».

C'est à cette même fin que tendaient également les exercices de résistance à la mer entrepris en 1912 et 1913. Au printemps de 1912, deux sous-marins furent envoyés dans la Baltique ; pendant l'hiver de la même année, toute la flottille se rendit dans la mer du Nord, avec mission de stationner aussi longtemps que possible, prête à l'attaque, après un parcours de 300 milles (distance d'Helgoland à l'Angleterre). Ils tinrent la mer pendant 11 jours. Ces faits réfutent la légende, sans cesse renaissante, d'après laquelle, avant la guerre, on n'aurait pas cru les sous-marins capables de tenir la mer 24 heures. Dès 1909, les sous-marins participaient, des journées entières, aux manœuvres de la flotte.

Avant la guerre, nous avions de bonnes raisons de tenir secrets ces exercices et ces expériences. Le grand-amiral les camouflait en « essais techniques », car le corps des officiers (flotte, État-Major de la Marine) ne s'était pas encore entièrement rallié à ses vues. Ces faits prouvent péremptoirement, ce me semble, que peu de gens avaient reconnu comme le grand-amiral l'importance militaire des sous-marins.

b) La condition première de la création de semblables sous-marins répondant réellement à des fins militaires était la construction d'un moteur sûr, à mouvement rapide (en raison des accumulateurs) et relativement léger, de 850 HP au minimum. De tels appareils représentaient le summum de ce que pouvait produire l'industrie des moteurs ; c'est pourquoi, dès 1908, l'on institua un grand concours entre les meilleures firmes (usines de constructions d'Augsbourg, chantiers *Germania*, Fiat de Turin, fabrique de moteurs à gaz de Deutz), en leur commandant des moteurs d'essai de 850 HP.

Les moteurs à pétrole des firmes Körting et Daimler s'étaient avérés incapables de perfectionnement. On nous a reproché

d'avoir favorisé Körting. Il n'en est rien. Des moteurs Daimler avaient été construits pour le *U-2*, mais ne donnèrent pas satisfaction, de sorte que, en fait de moteurs à pétrole, nous en fûmes réduits au seul Körting.

De tous ces moteurs d'essai, deux seulement purent être présentés dans des délais relativement normaux : le moteur à quatre temps de l'usine de constructions d'Augsbourg, et le moteur à deux temps des chantiers *Germania*. Malgré leurs efforts et leurs dépenses, les autres firmes n'avaient pas encore abouti aux premiers jours de la guerre. Ces deux types de moteurs furent alors affectés : le moteur d'Augsbourg à quatre temps, aux chantiers impériaux de Dantzig ; celui à deux temps, aux chantiers *Germania*. Ainsi, pour créer un moteur pratique, nous avons mobilisé, de la façon la plus large, toute l'activité de l'industrie des moteurs de l'Allemagne et même de l'étranger (Fiat, Turin), et la marine allemande fut la première à posséder un moteur à pétrole de 850 HP. Malheureusement, lors des essais, le moteur à deux temps des chantiers *Germania* ne se montra pas impeccable, ce qui, comme on le verra plus loin, devait nous causer plus tard de graves déboires.

c) Quant au nombre d'unités à faire construire, c'est la question d'argent qui, le type une fois établi, était déterminante. Une autre considération intervenait également : il fallait éviter une évolution par saccades, car l'industrie privée ne consentait à s'organiser pour la construction de sous-marins que si on pouvait lui promettre de lui confier dans la suite l'exécution d'un travail régulier.

d) Les crédits spéciaux (crédits pour sous-marins 1912) augmentèrent les disponibilités financières. Aussitôt on se mit activement à passer des commandes. En 1912, la construction des unités *U-27-30* fut confiée aux chantiers impériaux de Dantzig : celle des *U-31-41* aux chantiers *Germania*, celle du *U-42* à Fiat-San Giorgio : en tout 16 sous-marins, nombre inouï jusqu'alors. En outre, l'on tint en réserve la somme nécessaire à un bâtiment dont la construction devait être confiée aux chantiers de la Weser (sous-marin à vapeur). Ce qui donne un total de 17 sous-marins. Ces faits prouvent péremptoirement qu'après le vote des crédits spéciaux tout a été mis en œuvre pour utiliser en vue de la construction de sous-marins tous les moyens qui existaient. Dans la même année, on tenta également d'entreprendre la construction des sous-marins sur une base plus large. On s'adressa aux chantiers suivants :

Chantiers de la Weser : Projet de sous-marin à vapeur. Les chantiers organisèrent un bureau de construction de sous-marins.
Schichau : refus formel.

Vulkan-Hambourg : refusa d'organiser un bureau de construction ; consentit seulement à exécuter des projets tout faits, à condition qu'on lui assurât des commandes ultérieures.

Fiat-San Giorgio : reçut une commande (U-42).

Pour Votre Excellence, j'ajoute que les services du budget crurent devoir constater à cette époque une violation du droit du Reichstag en matière budgétaire, dans l'extrême activité que l'on déploya à faire mettre des sous-marins en chantier et dans la répartition des dépenses sur une période de trois années qui en fut la conséquence.

e) Si, au début de la guerre, nous ne disposions pas d'un plus grand nombre de sous-marins, la cause en est uniquement à l'insuffisance de l'industrie qui n'était pas en état d'exécuter dans les délais qu'elle avait proposés elle-même les commandes faites par le grand-amiral.

Au commencement de la guerre, nous avions en service (U-1 et U-2, affectés aux exercices d'école).

U-3 à U-18, U-19 à U-27 = 25 sous-marins.

A l'expiration des délais fixés par les firmes, nous aurions dû avoir : U-3 à U-41 = 39 sous-marins.

Les véritables luttes soutenues contre l'industrie pour éviter des retards dans la construction, la sévère intervention personnelle du secrétaire d'État contre les chantiers *Germania*, les mesures prises contre l'inspecteur, tout cela est présent à la mémoire de Votre Excellence. Les expériences militaires qu'on aurait pu faire avec les nouveaux bâtiments U-23 à U-26, U-31, etc., mais qui ne le furent pas parce qu'ils sortirent avec plus d'un an de retard, le manque d'officiers et de marins exercés, pesèrent naturellement presque autant sur nous que le manque de matériel. Notre situation eût été tout autre le 1^{er} août 1914, si l'industrie, qui aujourd'hui a le verbe si haut, avait tenu les promesses spontanément faites et signées par elle au grand-amiral.

Le retard le plus sensible, à savoir celui des sous-marins U-31 à U-41, des chantiers *Germania*, a été matériellement causé par le moteur à deux temps construit par ces chantiers. Ce moteur avait été reçu à la suite d'un essai en août 1911, mais, depuis lors, n'avait plus voulu fournir un fonctionnement de longue durée, si bien que, pour ne pas retarder indéfiniment l'achèvement de ces nombreuses unités, nous fûmes forcés de faire construire à Augsburg des moteurs de remplacement aux frais des chantiers *Germania*¹.

1. Les moteurs à deux temps finirent par être mis au point en décembre 1914, après un retard de 18 mois. Les moteurs de remplacement commandés à Augsburg furent utilisés sur d'autres bâtiments (NOTE DE L'ÉDITEUR).

Le grand - amiral n'aurait rien pu changer à cet état de choses, car, même si une demi-douzaine de sous-marins avaient été commandés en 1912, ils auraient été obligés eux aussi d'attendre leurs moteurs.

Votre Excellence sait que le fonctionnaire responsable de la construction des appareils a été congédié. Ce personnage est nommément cité dans le discours de Struve comme personnalité précieuse qui n'a pas été utilisée.

f) Pour ce qui est de la construction de sous-marins pendant la guerre, je ne puis parler par expérience personnelle que du début des hostilités : car, dans la suite, d'autres tâches m'absorbèrent. A la mobilisation, les sous-marins *Ms.* prévus par contrat furent commandés selon le plan arrêté ; l'on s'adressa immédiatement aux chantiers de la Weser, parce que *Germania*, qui avait à achever la série en retard *U-31* et *U-41* et à construire 5 sous-marins pour l'Autriche était trop surchargé. Il va de soi que les retards du temps de paix eurent une fâcheuse répercussion sur la construction de nouveaux bâtiments. Mais ce qui importait avant tout, c'était d'activer la construction des unités en chantier. L'inspection des sous-marins s'y employa énergiquement : nous en avons la preuve dans la lettre sévère adressée par le ministre de la Marine à la direction générale de la maison Krupp d'Essen et dont Krupp s'est plaint. Dès cette époque, on s'attacha au problème des ouvriers, et les chantiers impériaux et Flensburg envoyèrent de la main-d'œuvre.

Toute l'Allemagne pensait alors que, étant donnée la durée de leur construction (18 mois pour le premier sous-marin), ces bâtiments ne pourraient pas entrer en ligne pendant cette guerre, selon toutes prévisions humaines. Pour mon compte, j'encours ce reproche.

Mais, dès l'occupation de la côte flamande, le grand-amiral décida de construire les petits bâtiments qui pouvaient être achevés avant le printemps de 1915, afin d'utiliser les ports flamands par tous les moyens. Les spécialistes en la matière allèrent même jusqu'à déconseiller cette mesure. Le secrétaire d'État prescrivit la construction des 32 petits sous-marins, et les événements lui ont donné raison ; car ces bâtiments, dont tous n'ont malheureusement pas pu, pour des raisons diverses, recevoir cette affectation, ont rendu de signalés services, et, aujourd'hui encore, ils tiennent la mer avec succès.

Pour prouver combien le grand-amiral voyait loin, je citerai le fait suivant. Dès l'occupation de la côte flamande et avant l'arrivée de la division de marine, le premier officier sous ses ordres qu'il y envoya fut un spécialiste en sous-marins, chargé d'étudier

les ports et les points d'appui utiles à l'action sous-marine. C'est sur cette enquête que repose l'utilisation aujourd'hui si efficace de la côte flamande.

Je ne suis pas renseigné sur le détail des constructions ultérieures de sous-marins, mais il me semble, à moi aussi, qu'il y eut un temps d'arrêt en 1916. Sur le front, nous avons le sentiment que l'on ne construit pas, en grand, tous les bâtiments possibles, que l'on veut éviter d'avoir de trop nombreux sous-marins.

Il est hors de doute que l'incertitude où l'on était sur la question de savoir si l'on ferait oui ou non une guerre sous-marine eut une répercussion fâcheuse sur la construction des sous-marins, car il est évident que l'on ne consacre pas le maximum d'efforts à la préparation d'une arme, quand on n'est pas absolument sûr que cette arme sera jamais utilisée.

Étant donnée la situation générale qui réclamait toutes les matières premières et toute la main-d'œuvre pour d'autres buts de guerre importants, on était fondé à se demander si l'on faisait bien de détourner matières et main-d'œuvre de leur destination pour les consacrer à des fins incertaines. Un gouvernement d'Empire ne voulant pas faire une guerre sous-marine, *uniquement* à cause du nombre insuffisant de ses unités, n'avait qu'à déclarer fermement qu'il entreprendrait cette guerre si ce nombre était sensiblement augmenté (du double, par exemple) ; il eût alors déterminé une construction plus rapide de sous-marins et n'eût pas perdu la confiance.

Voilà qui prouve de la façon la plus nette que l'attitude du gouvernement d'Empire était dictée par d'autres considérations, et que le nombre de sous-marins n'était qu'un prétexte.

Quant aux commandes confiées à d'autres chantiers, la réclamation de Str. est justifiée dans son ensemble : les choses se sont bien passées comme il le dit. Les arguments cités par M. V. G... ne valent pas. Il n'y a plus guère lieu de garder le secret sur la construction des sous-marins depuis que les Anglais en ont plusieurs entre les mains.

Les moteurs aussi sont construits sur les chantiers (par exemple, Blom et Voss). Leur perfectionnement est l'affaire de la marine. Pour l'instant, la multiplication industrielle des types existants importe plus que leur perfectionnement.

J'ajoute, pour Votre Excellence, que, environ depuis le début de 1917, la politique de construction du ministère de la Marine est plus âprement attaquée par le corps des officiers de marine que par M. Str... Mais ces attaques ne mettent pas en cause le grand-amiral : au contraire, on y exprime à chaque instant le regret d'être privé de sa largeur de vues et de son énergique activité.

Sur les pressantes instances du front, les dernières commandes ont toutes été étendues au delà des limites fixées primitivement comme possibles par le ministère de la Marine.

En vertu de ces considérations, je voudrais qu'on se bornât à défendre contre les attaques de Str..., la personne de l'amiral et sa politique de constructions avant la guerre et au début des hostilités.

Sortant du cadre des questions de M. von G..., je voudrais, pour répondre à la question de savoir si au printemps de 1915 nous avions assez de bâtiments pour une guerre sous-marine, vous apporter comme documents les faits suivants empruntés à mes propres expériences de guerre :

En 1915, un sous-marin obtenait quatre fois plus de résultats qu'en 1917 : en 1916, trois fois plus, et cela, malgré les ordres restrictifs alors en vigueur. Cela s'explique par le fait que la défense contre sous-marins n'existait pas, au début, et qu'elle ne fut pas organisée complètement du jour au lendemain. En effet, il s'agissait d'armer les vapeurs : or, cette opération ne pouvait pas être menée à bonne fin plus rapidement qu'elle ne le fut en réalité, étant donné qu'il fallait, dans le même temps, poursuivre la tâche formidable de doter une forte armée en campagne de l'artillerie nécessaire. L'Angleterre à elle seule a affecté à la défense contre sous-marins, au bas mot, 12.000 pièces légères !

Nous avons laissé passer cette période où nous avons la supériorité, et, en février 1917, nous nous trouvâmes en face d'une tâche de beaucoup plus ardue qu'en 1915 et 1916. Aujourd'hui, avec le grand nombre de nos sous-marins, avec les efforts les plus accablants imposés à nos équipages, avec nos lourdes pertes, nous obtenons le même résultat mensuel que nous aurions pu obtenir, en 1915, avec le quart, en 1916, avec le tiers de sous-marins, et avec une peine relativement plus légère. En 1915 comme en 1916, nous disposions d'un nombre suffisant de sous-marins. Aucun de ceux qui ont parlé contre la guerre sous-marine ne pourra échapper au reproche d'en avoir empêché l'emploi, et il ne pourra davantage laver ses mains du sang que nous sommes obligés de verser depuis lors pour obtenir, malgré les mesures défensives de nos adversaires, les succès dont nous avons besoin.

Ensuite, et c'est là un point tout à fait important, si, dès 1915, nous avions amoindri le tonnage ennemi, cet amoindrissement se serait fait continuellement sentir pendant les années qui suivirent, et eût gêné et ralenti l'énorme renforcement de l'armée anglaise que nous avons vu en 1916.

De 1915 à 1916, la marine était dans la situation d'une troupe d'infanterie qui fait face à un ennemi n'ayant pas encore fortifié

sa position et qui sait parfaitement qu'elle doit s'emparer de cette position, puisqu'il n'y a pas d'autre moyen de battre l'ennemi. Elle rend compte que la position est facile à prendre. De jour en jour, elle voit l'ennemi consolider ses retranchements, poser des barbelés, installer de l'artillerie, et elle continue à en rendre compte et demande la permission d'attaquer. Cette permission lui est constamment refusée. Enfin l'adversaire est puissamment retranché : sa défense est supérieurement organisée : c'est alors, seulement, qu'arrive la permission d'attaquer, et tout le monde s'étonne que cette position, dont on avait dit au début qu'elle était facile à enlever, ait nécessité de durs, longs et sanglants combats. Peut-être comprend-on mieux aujourd'hui de semblables comparaisons qu'un exposé de technique navale.

Nous considérons comme une prétention inadmissible que des parlementaires, des civils, se permettent de juger si les moyens de combat pour une action militaire, décidée par l'autorité militaire responsable, sont ou ne sont pas suffisants. A-t-on jamais entendu dire qu'en ce moment, par exemple, avant le déclenchement de l'offensive à l'Ouest, une représentation nationale ait exprimé son avis sur les disponibilités en munitions ? Que dirait Ludendorff si l'on agissait ainsi à son égard ? Personne en Allemagne ne comprendrait chose pareille ; il n'y a que la guerre sous-marine où chacun ait voix au chapitre. Point n'est besoin que je vous dise où nous en serions réduits aujourd'hui, si, au lieu de faire la guerre sous-marine, même trop tard, nous ne l'avions pas faite du tout. A mon avis, malgré notre puissance sur le front occidental, il nous faudrait qualifier notre situation de désespérée. On ne saurait s'élever avec trop de véhémence contre l'affirmation selon laquelle nous n'aurions pas eu, en 1915 et 1916, un nombre suffisant de sous-marins : elle constitue un prétexte commode pour tous ceux qui sentent, à présent, au fond de leur cœur, quelle faute lourde de conséquences ils ont commise, en luttant contre la guerre sous-marine. En définitive, il faut que ce soit le jugement de ceux qui, professionnellement, s'occupent des sous-marins qui fasse autorité, et non celui des profanes.

Étant donné le peu de temps dont je disposais, j'ai dû rédiger rapidement les considérations qui précèdent : c'est pourquoi, je vous prie très humblement de n'en pas juger le style avec une trop grande sévérité. Au cas où Votre Excellence voudrait les publier dans la presse, je n'y vois aucun inconvénient. En présence des menées des falsificateurs de l'histoire, nous n'avons que trop longtemps gardé le silence.

Je demeure le très dévoué serviteur de Votre Excellence,

BARTENBACH.

ABBEVILLE. — IMPRIMERIE F. PAILLART

PAYOT & C^{ie}, 106, Boulevard Saint-Germain, PARIS

ANDRÉ TARDIEU

LA PAIX

Préface de GEORGES CLEMENCEAU

Un vol. in-8. 12 fr.

Comment la guerre a été conduite, gagnée, comment enfin la paix a été faite, ce qu'elle signifie dans l'histoire de France, voilà, avec tous les documents à l'appui, ce qu'on trouvera dans ce livre d'un indiscutable intérêt et qui s'adresse non seulement à tous les Français, mais à toutes les nations.

(*La Revue des Deux Mondes.*)

Le livre de M. André Tardieu : *La Paix*, est une synthèse de l'histoire extérieure de la France de 1871 à 1921.

(*Le Temps.*)

SOUVENIRS DE GUERRE

DE

M. ERZBERGER

ANCIEN MINISTRE DES FINANCES D'ALLEMAGNE

Un vol. in-8. 12 fr.

C'est certainement ce livre, où Erzberger reconnaît les erreurs de ceux qui ont conduit l'Allemagne à sa perte, qui a provoqué les fureurs dont il vient d'être la victime.

E. WETTERLÉ, Député du Haut-Rhin. (*L'Éclair.*)

Ces *Mémoires* sont un violent réquisitoire contre les fautes du régime impérial, qui exaspèrent encore la haine des ennemis d'Erzberger.

(*L'Écho de Paris.*)

PAYOT & C^{ie}, 106, Boulevard Saint-Germain, PARIS

TREIZE ANNÉES A LA COUR DE RUSSIE

(Péterhof, Septembre 1905 — Ekaterinbourg, Mai 1918)

LE TRAGIQUE DESTIN DE NICOLAS II ET DE SA FAMILLE

PAR

PIERRE GILLIARD

ANCIEN PRÉCEPTEUR DU GRAND-DUC HÉRITIÈRE ALEXIS NICOLAÏEVITCH

Un vol. in-8 illustré de 59 *sensationnelles photographies*,
8 fac-similés, cartes et plans 10 fr.

Ce livre, dont les pages relatent toutes les tristesses que peut contenir une destinée humaine, est un des plus émouvants qui se puissent lire... Son auteur a eu cette singulière fortune, si l'on ose employer ce mot, d'assister à l'effondrement du plus grand empire qui fût au monde aux côtés de ceux qui en étaient les maîtres et qui, sous ses yeux, sont passés de l'extrême grandeur à l'extrême misère. Il a constaté que, si la grandeur les accablait parfois, la misère les avait trouvés résolus et d'une belle élévation morale. Aussi lorsque Pierre Gilliard déclare qu'il a fait un acte de piété et de fidélité, il se trompe, il a fait un acte de justice et d'équité.

(*Le Temps.*)

UNE ANGLAISE A BERLIN

NOTES INTIMES DE LA PRINCESSE BLÜCHER

SUR LES ÉVÈNEMENTS, LA POLITIQUE
ET LA VIE QUOTIDIENNE EN ALLEMAGNE AU COURS DE LA GUERRE
ET DE LA RÉVOLUTION SOCIALE EN 1918

Traduit de l'anglais par M^{lle} HENRIETTE CAVAINAC
Avant-propos de LOUIS GILLET

Un vol. in-8 orné d'un portrait en frontispice. 10 fr.

Anglaise de naissance, la princesse Blücher se trouva en 1914 obligée de suivre son mari à Berlin. Ses notes quotidiennes constituent le document le plus vivant que nous ayons sur la lente agonie de la puissance allemande.

(*La Revue des Deux Mondes.*)

PAYOT & C^{ie}, 106, Boulevard Saint-Germain, PARIS

MÉMOIRES DU GÉNÉRAL GALLIÉNI

Défense de Paris (25 août-11 septembre 1914)

Un vol. in-8 ill. de 4 hors-texte et 7 cartes en déplié. . . 16 fr.

Aux Parisiennes et aux Parisiens qui ont vécu avec moi ces journées tragiques, je dédie ce volume.

(Juin 1915)

GÉNÉRAL GALLIÉNI.

Ah ! ces *Mémoires de Galliéni*, quelle page d'histoire ! Quel modèle ! Livre digne de Tacite, par la brièveté comme par la force.

VICTOR MARGUERITTE.

GÉNÉRAL LANREZAC

LE PLAN DE CAMPAGNE FRANÇAIS

ET LE PREMIER MOIS DE LA GUERRE

(2 août 3 septembre 1914)

Un vol. in-16, avec 4 cartes hors-texte. 7 fr. 50

Sur les débuts de la guerre se sont formées les légendes les plus nombreuses et peut-être aussi les plus injustes. Pour cette partie de la guerre, l'histoire mise au service de la vérité est déjà en marche. Le livre du Général Lanrezac n'est pas une œuvre de polémique : il expose les faits, reproduit les ordres reçus et donnés, explique l'état d'âme et les préoccupations du chef aux divers moments de la crise.

GÉNÉRAL DE MAUD'HUY.

O.-R. TANNENBERG

LA PLUS GRANDE ALLEMAGNE

LE RÊVE ALLEMAND (l'Œuvre du xx^e Siècle)

Traduction française de Gross-Deutschland (publié en 1911)

Préface de M. Maurice MILLIoud

Professeur de Sociologie à l'Université de Lausanne.

Un vol. in-8 avec 7 cartes. 9 fr.

Je ne saurais trop conseiller aux sceptiques la lecture de **La plus Grande Allemagne**.. C'est un des livres qui, avec ceux du Général von Bernhardt, ont servi de catéchisme aux *feldgrau* qui inondaient la France en 1914 pour la guerre « courte et joyeuse » que leur avait promise Guillaume II.

ANDRÉ LEPÈVRE, ancien ministre de la Guerre.

PAYOT & C^o, 106, Boulevard Saint-Germain, PARIS

ERICH LUDENDORFF

PREMIER QUARTIER-MAÎTRE GÉNÉRAL DES ARMÉES ALLEMANDES

SOUVENIRS DE GUERRE

Préface du GÉNÉRAL BUAT

CHEF D'ÉTAT-MAJOR GÉNÉRAL DE L'ARMÉE

Deux vol. in-8 ornés de 46 cartes, ensemble. 40 fr.

Par l'étendue de ses vues comme par l'autorité de son auteur, ce livre est de beaucoup l'œuvre la plus considérable qui ait paru jusqu'ici sur la guerre.

(Le Times.)

On ne trouve dans ce livre ni dissertations, ni discours, mais le défilé rapide des campagnes du front ou de l'intérieur ; la même main puissante, qui lançait naguère les bataillons à l'assaut, fait courir à travers ces pages tous les épisodes de la grande guerre... Il n'est pas probablement dans toute l'Allemagne un seul homme qui ait suivi les événements de la guerre, surtout pendant les deux dernières années, de si haut et de si près.

(Les Etudes.)

GÉNÉRAL BUAT

CHEF D'ÉTAT-MAJOR GÉNÉRAL DE L'ARMÉE

LUDENDORFF

(Ouvrage couronné par l'Académie française.)

Un vol. in-16 orné d'un portrait en frontispice. 6 fr.

Ce qui prête à ce livre sa réelle importance et son caractère tout particulier, c'est le commentaire si solide des manœuvres dont Ludendorff fut l'inspirateur et le plus souvent le directeur effectif ; ce sont la critique de ses opérations et l'examen de la valeur de sa doctrine guerrière. Écrit par un de nos plus savants écrivains militaires, un de nos plus distingués officiers, on y trouvera résumée toute l'histoire de la guerre observée du point de vue command.

(La Revue des Deux Mondes.)

PAYOT & C^{ie}, 106, Boulevard Saint-Germain, PARIS

LIEUTENANT-COLONEL DE CHAMBRUN
ET CAPITAINE DE MARENCHES

L'ARMÉE AMÉRICAINE

DANS LE

CONFLIT EUROPÉEN

Un vol. in-8 10 fr.

Ce livre, sans hyperboles, ni métaphores, mais avec une précision mathématique, rappelle l'œuvre accomplie par *l'Armée américaine dans le Conflit européen*.
GÉNÉRAL VERRAUX.

« C'est une immense joie pour moi de voir que deux officiers français très compétents ont tenu à écrire l'histoire de la création de l'Armée américaine et à immortaliser le souvenir de ses exploits dans cette guerre. Ce livre aura une grande valeur historique. »

NEWTON D. BAKER,
Ministre de la Guerre des Etats-Unis.

MM. de Chambrun et de Marenches ont su montrer, avec une sincérité de documentation et une clarté égales à leur impartialité, comment les Etats-Unis sont parvenus à constituer de toutes pièces cette grande et vaillante armée qui, entre les mains fermes et expérimentées du Commandement suprême français, devait assurer la victoire définitive des Alliés.

WALTER BERRY,
Président de la Chambre de Commerce des Etats-Unis à Paris.

SIR GEORGE ARTHUR

KITCHENER ET LA GUERRE

(1914-1916)

Préfaces de M. Raymond POINCARÉ,
du Maréchal JOFFRE et du Maréchal HAIG

Édition française avec une biographie de Lord Kitchener
par LOUIS-PAUL ALAUX

Un vol. in-8 orné d'un frontispice, de 2 cartes, etc. . 16 fr.

Quelle a été dès le début des hostilités la clairvoyance de Kitchener ; quelle fut l'importance de son rôle dans la conduite générale et l'orientation de la guerre, c'est ce que nous raconte dans le détail, avec une richesse exceptionnelle d'informations, le livre passionnant de Sir George Arthur, qui fut un intime du maréchal et son collaborateur de tous les instants au *War Office*.

(*La Revue des Deux Mondes.*)

PAYOT & C^{ie}, 106, Boulevard Saint-Germain, PARIS

COLONEL F. FEYLER

LA GUERRE EUROPÉENNE

AVANT-PROPOS STRATÉGIQUES

LA MANŒUVRE MORALE

(Front d'Occident, Août 1914 — Mai 1915)

Un vol. in-8 avec 6 cartes hors-texte. 12 fr.

L'auteur restera, pour les historiens de l'avenir, le témoin le plus véridique et le mieux averti des événements de la guerre. On rapprochera son nom de celui de Jomini, le digne et sévère commentateur des campagnes de Napoléon.

JACQUES MORLAND. (*L'Opinion.*)

Philosophe et psychologue, aussi bien que tacticien, le colonel Feyler n'a pas négligé le facteur moral dans ses relations des opérations de guerre. Ses prévisions ont été ainsi généralement confirmées par les faits.

HENRI ALBERT.

DU MÊME AUTEUR :

PROBLÈMES DE STRATÉGIE
TIRÉS DE LA GUERRE EUROPÉENNE

LE PROBLÈME DE LA GUERRE

Un vol. in-8 avec 2 cartes hors-texte 12 fr.

Le Problème de la Guerre, du colonel Feyler, pourra servir de préface magistrale à l'histoire future du grand conflit. Cette étude se poursuit à travers les phases diverses de cette longue lutte, sans entrer dans l'examen des opérations. Elle se borne à mettre en lumière l'évolution que suivit la politique des buts de guerre du gouvernement impérial, suivant les résultats atteints par la stratégie. Ainsi, si nous voyons au début de la guerre cette dernière étroitement liée à la politique et se révéler comme son premier effet, nous assistons à mesure que se prolonge la guerre, et surtout vers sa conclusion, à un renversement des valeurs : la politique, devenue, à son tour, étroitement dépendante de la stratégie.

JEAN NOREL. (*Le Mercure de France.*)

Ce livre est une des meilleures vues d'ensemble qui aient été écrites sur la politique et la stratégie allemandes.

(*La Revue de Paris.*)



38945 /

2